



H-12

Eugène R. Pigeon

1916

7-11

CHARTÉ DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

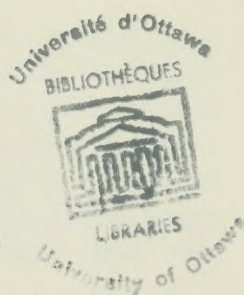
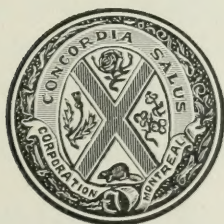
ADOPTÉE
PAR LE CONSEIL DANS LE MOIS DE DÉCEMBRE 1898

ET
SANCTIONNÉE PAR SON HONNEUR LE LIEUTENANT-
GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE QUÉBEC,
L.-A. JETTÉ, le 10 MARS 1899

62 VICTORIA, CHAP. 58.

ÉDITION CORRIGÉE ET COMPILÉE AVEC TOUS LES AMENDE-
MENTS ADOPTÉS JUSQU'À DATE.

1913



MONTREAL

ADJ. MENARD, Imprimeur, 3, place Jacques-Cartier

1913



CHARTER

CITY OF MONTREAL

THE CHARTER OF THE CITY OF MONTREAL

AS AMENDED BY THE CITY COUNCIL OF MONTREAL

IN THE YEAR 1913

BY THE CITY COUNCIL OF MONTREAL

IN WITNESS WHEREOF, THE CITY COUNCIL OF MONTREAL

301



KEQ
828
.m65
1913

INTRODUCTION

La cité de Montréal fut constituée en corporation en 1832, et l'administration de ses affaires fut confiée à un conseil composé de 16 membres. Elle fut divisée en huit quartiers, savoir : Est, Ouest, Ste-Anne, St-Joseph, St-Antoine, St-Laurent, St-Louis et Ste-Marie. Chaque quartier élisait deux échevins, et le maire était élu par le conseil.

Cette première charte de Montréal avait été accordée pour quatre ans, et expirait en 1836.

De 1836 à 1840, la cité fut administrée, comme elle l'était autrefois, par des juges de paix, et de 1840 à 1843, par un maire et des échevins nommés par le gouverneur général.

Le premier maire de Montréal fut M. Jacques Viger, qui exerça les fonctions de premier magistrat de la ville jusqu'en 1836.

En vertu d'une ordonnance du Conseil Spécial, édictée dans la quatrième année du règne de Sa Majesté, il fut décrété que, dans le mois de décembre 1842, les conseillers de Montréal seraient élus par le peuple, et que six échevins seraient nommés par les membres du conseil pour les aider à gouverner la cité, qui fut en même temps divisée en 6 quartiers, dont chacun élisait deux conseillers.

En 1845, elle fut divisée en 9 quartiers ; les quartiers de faubourg, comme on les appelait, élaient deux conseillers, et les quartiers de la cité, savoir les quartiers Est, Centre et Ouest, en élaient trois.

En 1851, l'élection du maire fut enlevée au conseil et conférée aux électeurs, la distinction entre les quartiers de faubourg et les quartiers de la cité fut abolie, et le nombre des échevins fut porté à neuf. Les différents quartiers étaient : Est, Centre, Ouest, Ste-Anne, St-Antoine, St-Laurent, St-Louis, St-Jacques, Ste-Marie.

En 1874, la distinction entre les échevins et les conseillers fut abolie, et tous les membres du conseil furent mis sur le même pied et portèrent le nom d'échevins.

Depuis l'annexion à la cité des municipalités d'Hoche-laga, de St-Jean-Baptiste, de St-Gabriel et de la Côte St-Louis (St-Denis), le nombre des échevins a augmenté, mais en 1894 il fut décrété par la législature que chaque quartier de la cité n'élirait que deux échevins, et la nouvelle charte a sanctionné cet état de choses.

Cette charte a apporté au système municipal de Montréal des modifications importantes; ceux qui l'ont préparée et revisée y ont introduit ce qu'ils ont trouvé de plus utile dans les chartes des autres villes de l'Amérique. Ils ont fait un travail consciencieux, que le temps apprendra à apprécier.

Les progrès de la ville de Montréal, depuis l'époque où elle fut constituée en corporation, ont été remarquables. Sa population, qui n'était en 1840 que d'environ 50,000 âmes, est aujourd'hui de 250,000 à 260,000 âmes, 300,000 si on y inclut les municipalités environnantes, qui en réalité font partie de Montréal. Les trois cinquièmes de la population sont d'origine française, les deux autres cinquièmes sont d'origine anglaise et irlandaise, et comprennent tous les autres groupes appartenant à des nationalités étrangères.

Son Honneur le maire Préfontaine voulant donner, dans son discours d'inauguration, en 1898, une idée des progrès accomplis par Montréal, dans les quinze dernières années, disait :

"La propriété imposable, en 1884, était de \$73,584,644; "en 1897 elle était de \$141,790,205; augmentation : "\$68,205,561.

"La propriété exempte de taxes en 1884 était de "\$15,324,084; en 1897, elle était de \$36,023,295; augmentation : \$20,697,211.

"Nous avions en 1884, 133 milles de rues ouvertes; en "1897, nous en avions 178 milles. Augmentation de 45 "milles.

"En 1884, nous avions à peine un demi mille de rues "pavées; nous en avons maintenant 26 1-2 milles.

“Le territoire de la ville, en 1884, était de 3,786 acres carrées; en 1897, il était de 6,547 acres carrées; augmentation de 2,761 acres carrées.

“En 1884, nous avions environ 75 milles d’égouts en brique; nous en avons maintenant 104 milles; augmentation de 29 milles.

“La population s’élevait, dans le même espace de temps, de 172,000 à 250,000, en prenant le plus bas chiffre de la population actuelle; soit une augmentation d’à peu près 78,000.”

Ces progrès remarquables n’étonnent pas, quand on songe à la position géographique de Montréal. Située à la tête de la navigation océanique, terminus des grandes voies ferrées du Grand Tronc et du Pacifique, entrepôt du commerce de l’Ouest américain et du Nord-Ouest canadien, notre ville est nécessairement destinée à accaparer le commerce d’une grande partie de l’Amérique du Nord, à être la rivale des grandes cités américaines. Elle s’étend, se répand de tous côtés, absorbant, englobant les villages qui l’entourent, arrive aux bords de l’Ottawa et semble aspirer à couvrir toute l’île de Montréal. Lorsque les canaux qui la mettront en communication avec les grands lacs de l’Ouest, élargis et creusés, permettront aux produits de cette vaste région de suivre leur voie naturelle, de prendre la route du Saint-Laurent, lorsque son port, agrandi et pourvu d’élévateurs, offrira au commerce tous les avantages désirables, elle marchera à pas de géant et sera en peu d’années une ville de 500,000 âmes.

Les deux fleuves qui la ceignent, la montagne qui la domine et forme l’un des plus beaux parcs du monde, ses jardins, ses palais, ses édifices publics, ses universités, ses collèges, ses églises, ses hôpitaux et ses maisons d’éducation et de charité lui donnent un cachet particulier et frappent l’attention de l’étranger.

La ville de Maisonneuve, à l’origine si glorieuse, aux traditions si héroïques, ne pouvait être vouée exclusivement au commerce et au progrès matériel. Le dévouement qui l’a enfanté, l’esprit de sacrifice qui a protégé son berceau continuent de s’y manifester par des oeuvres et des institutions admirables.

30 décembre, 1898.

Depuis que ce qui précède a été écrit, la ville de Montréal a continué de se développer, de s'étendre au-delà de ses anciennes limites et d'absorber les villes et villages qui l'environnent de manière à justifier nos prévisions. Le nombre de ses quartiers s'est accru de trois, savoir: les quartiers St-Henri, Ste-Cunégonde et Mont-Royal, et sa population, qui était d'environ 260,000 âmes, il y a dix ans, est maintenant d'environ 400,000 âmes, on pourrait dire 500,000, si on comptait la population des municipalités avoisinantes, qui réellement dépendent et font partie géographiquement et naturellement de Montréal. On peut prévoir sans exagération que dans dix ans, elle aura une population de trois quarts de million, et dans vingt ans le million, plus tôt, peut-être, si l'immigration continue dans les mêmes proportions.

Sa propriété imposable, qui était de \$141,000,000 en 1897, est aujourd'hui de \$235,000,000. Son revenu de \$3,078,830 s'est élevé à \$5,300,000, le chiffre de ses nouvelles constructions de deux mille à environ neuf mille et leur valeur d'environ deux millions à neuf millions; son territoire s'est accru de 4,000 acres et elle a 240 milles de rues publiques au lieu de 133.

Décembre 1908.

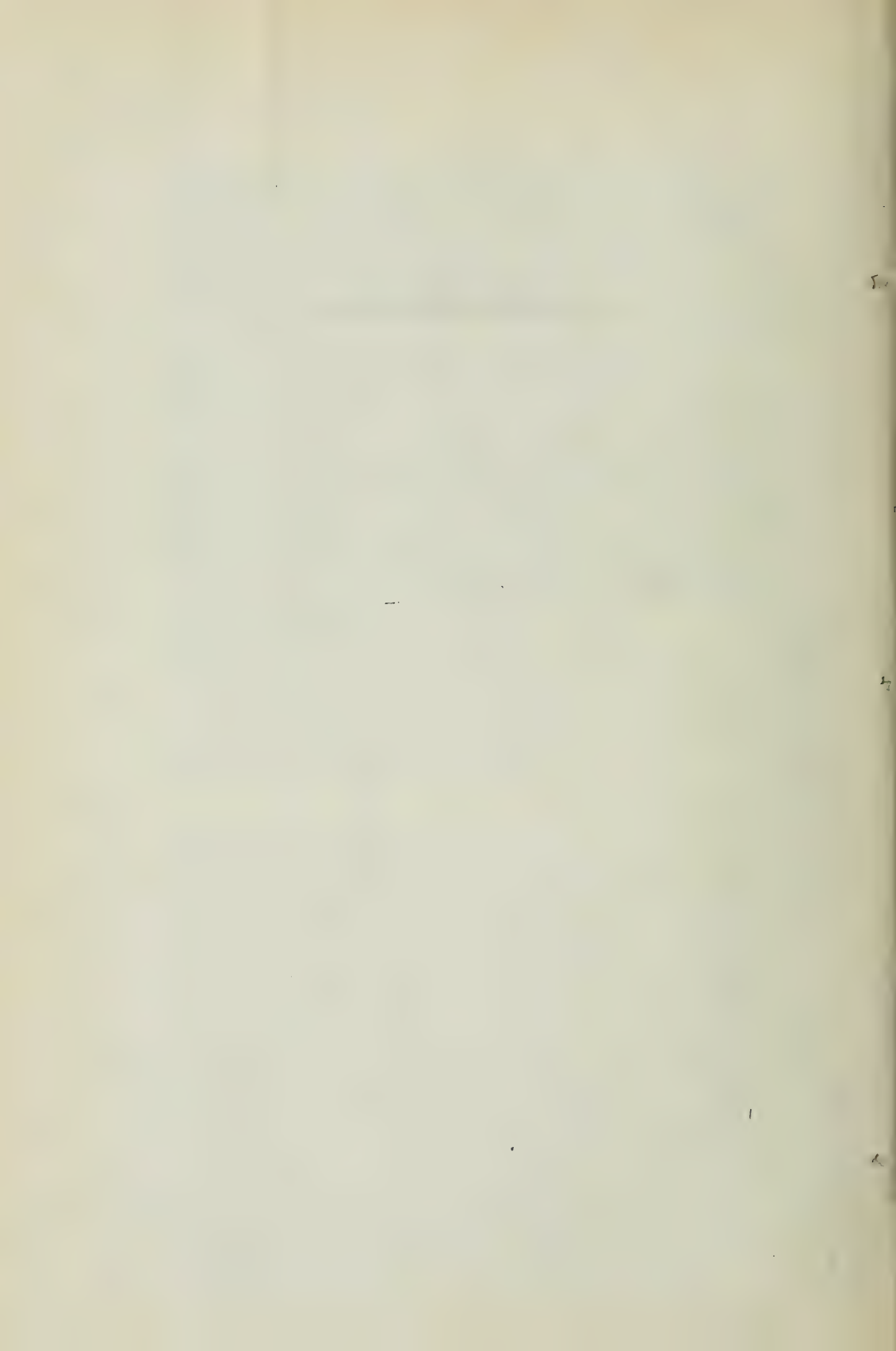
La Ville de Montréal a continué de progresser dans des proportions étonnantes, elle a pris, dans les quatre dernières années, un essor qui dépasse toutes les prévisions. Sa population s'élève à environ 600,000 âmes, 700,000 si on y ajoute celle des municipalités voisines qui en font réellement partie et en dépendent et dont même les principales sont enclavées dans son territoire. La propriété imposable était, l'année dernière (1912), de \$507,369,568; son revenu général a excédé \$9,000,000; l'étendue de son territoire qui était de 6,547 acres en 1897 avait atteint le chiffre de 26,121 et elle avait environ 470 milles de rues dont 80 pavées. L'augmentation de la valeur de la propriété dans la Ville et en dehors de ses limites est si considérable qu'elle paraît exagérée et inspire des craintes. Des rives du Saint-Laurent à celles de l'Ottawa à l'est et à l'ouest, presque jusqu'aux

extrémités de l'île, notre ville s'étend et se développe, couvre de maisons, d'usines et de magasins les terres fertiles dont les produits l'alimentaient. Elle offre aux chemins de fer, au commerce et à l'industrie, au capital en général, des avantages si grands que rien ne peut l'empêcher de devenir l'une des plus grandes villes du continent américain.

Des dépressions passagères et des réactions provoquées par des spéculations téméraires pourront bien ralentir sa marche, mais après un moment d'arrêt elle reprendra sa course vers ses brillantes destinées.

Depuis quatre ans, la ville de Montréal est gouvernée par un conseil composé du maire et de trente et un échevins élus tous les deux ans et elle est administrée par un bureau de commissaires composé du maire et de quatre commissaires élus pour quatre ans.

Septembre 1913.





CHARTRE DE LA CITE DE MONTRÉAL, 1899

62 VICT., CHAP. 58.

Loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal

[*Sanctionnée le 10 mars 1899.*]

Et ses amendements subséquents :—

63 Vict.,	chap. 49	1900;
1 Ed. VII,	chap. 43	1901;
2 Ed. VII,	chap. 49	1902;
3 Ed. VII,	chap. 62	1903;
4 Ed. VII,	chap. 49	1904;
5 Ed. VII,	chap. 40 et 41	1905;
6 Ed. VII,	chap. 47	1906;
7 Ed. VII,	chap. 63, 64 et 65	1907;
8 Ed. VII,	chap. 85	1908;
9 Ed. VII,	chap. 81, 82 et 83	1909;
1 Geo. V,	chap. 48	1910;
1 Geo. V,	(2ième session)	
	chap. 60	1911
2 Geo. V,	chap. 56	1912;
3 Geo. V,	chap. 54	1912.

Préambule.

ATTENDU qu'il est à propos de reviser et de refondre les dispositions des divers actes de la législature de la province de Québec concernant la cité de Montréal;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la législature de Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

Dispositions interprétatives

Interprétation :

1. Partout où les mots suivants se rencontrent dans cette loi, ils sont censés avoir la signification suivante, à moins que le contexte ne comporte une signification contraire :

Conseil ;

(a) Le mot "conseil" signifie le conseil de la cité de Montréal;

Cité, etc. ;

(b) Le mot "cité" et le mot "corporation" signifient la cité de Montréal;

Maire, etc. ;

(c) Le mot "maire" signifie le maire en charge ou le maire suppléant de la cité de Montréal, et le mot "échevins" les échevins de la dite cité;

Greffier, etc.

(d) Les mots "greffier de la cité," "trésorier de la cité," "contrôleur de la cité," ou "contrôleur ou auditeur de la cité," "inspecteur de la cité," "inspecteur des bâtiments de la cité," "président du bureau des estimateurs de la cité," signifient le greffier, le trésorier, le contrôleur ou le contrôleur ou auditeur, l'inspecteur et l'inspecteur des bâtiments de la cité de Montréal, le président du bureau des estimateurs ou leurs assistants, ou toutes personnes dûment autorisées à les remplacer". (1 Geo. V, 2ième session, c. 60, s. 1).

Greffier de la cour du recorder.

Les mots "greffier de la Cour du recorder" signifient le greffier de la Cour du recorder de la cité de Montréal, ou ses assistants, ou toutes personnes dûment autorisées à le remplacer." (3 Ed. VII, c. 62, s. 1.)

(e) Les mots “cour du recorder” signifient la cour du recorder de la cité de Montréal, soit qu’elle soit composée d’un seul ou de plusieurs recorders, et les mots “recorder” ou “recorders” signifient le ou les recorders de la cité de Montréal; Cour du recorder, etc.;

(f) Le mot “contribuable” signifie toute personne tenue de payer à la cité quelque contribution ou taxe, y compris la taxe de leau ou le prix de l’eau; Contribuable;

(g) Le mot “propriétaire” signifie toute personne qui possède un immeuble en son nom propre, à titre de propriétaire, ou d’usufruitier, ou de grevé dans les cas de substitutions; Propriétaire;

(h) Le mot “occupant” signifie toute personne qui occupe un immeuble en son propre nom à titre autre que celui de propriétaire, ou d’usufruitier, ou de grevé, et qui jouit des revenus provenant du dit immeuble; Occupant;

(i) Le mot “locataire” signifie toute personne tenue de payer un loyer en argent ou de donner une partie des fruits et revenus de l’immeuble qu’elle occupe. Un locataire doit tenir feu et lieu, sauf le locataire de magasins, boutiques, bureaux ou places d’affaires; Locataire;

(j) “Les mots “taxe foncière”, “cotisation”, “réparation” ou “contribution foncière” signifient l’impôt sur la propriété;” (3 Ed. VII, c. 62, s. 1.) Taxe foncière etc.

(k) Le mot “taxe” signifie l’impôt personnel ou le coût d’une licence prélevée sur le commerce, les affaires, les occupations ou professions quelconques. Il signifie aussi, quand il est employé d’une manière générale, toute taxe personnelle ou foncière; (3 Ed. VII, c. 62, s. 1.) Taxe;

(l) Le mot “taxe” signifie l’impôt personnel ou le coût d’une licence prélevée sur le commerce, les affaires, les professions ou occupations quelconques;

(m) Les mots “taxe de l’eau” signifient le prix ou la valeur de l’eau fournie par la cité, tel que fixé par les dispositions de cette loi ou de tout règlement qui sera adopté en vertu d’icelle; Taxe de l’eau;

Cour supérieure ;

(n) Les mots “cour supérieure” signifient la cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal ;

Liste des électeurs ;

(o) Les mots “liste des électeurs” signifient la liste municipale des électeurs ;

Ruelle etc. ;

(p) Les mots “ruelle” ou “allée” comprendront toute ruelle non soustraite aux deux bouts à la vue du public.

Renvoi d'un article à un autre.

2. Tout renvoi à un article, sans indication de la loi dont fait partie cet article, est censé être un renvoi à un article de la présente loi.

Application des clauses ci-dessus.

2. Les clauses ci-dessus s'appliquent également à l'interprétation des règlements de la cité et aux dispositions de la présente charte.

Application de S. R., titre préliminaire, c. 2, s. 5.

Les dispositions de la section cinquième du chapitre deuxième du titre préliminaire des Statuts refondus de la province de Québec, contenant certaines dispositions déclaratoires et interprétatives, s'appliquent à la présente loi, excepté dans les cas d'incompatibilité.

Citation de la loi.

3. La présente loi sera citée comme suit : “Charte de la cité de Montréal.”

SECTION II

De la constitution de la cité

Constitution en corporation. Nom corporatif et pouvoirs généraux.

4. Les habitants et les contribuables de la cité de Montréal et leurs successeurs continuent à former une corporation municipale connue et désignée sous le nom de “La cité de Montréal,” qui a, comme telle, succession perpétuelle et un sceau commun, avec tous les pouvoirs de législation, de contrôle et d'administration dont jouissent ordinairement les corporations municipales, et en outre avec tous les pouvoirs spécialement conférés à la dite cité par la loi et par les dispositions de la présente loi. La cité de Montréal a de plus le droit d'accepter, de

recevoir, d'acheter et de posséder des effets mobiliers, des terrains et propriétés, ainsi que des biens meubles et immeubles, et de les donner, vendre, aliéner, céder et transmettre; et de donner et accepter des obligations et autres titres ou valeurs pour le paiement ou pour la garantie du paiement de toute somme d'argent due par ou à la cité de Montréal; et d'exercer tous les autres pouvoirs qui peuvent lui être nécessaires pour l'accomplissement et l'exécution de ses obligations et de ses fonctions.

SECTION III

Des bornes et de la juridiction de la cité

(Pour amendements, voir à la fin de cet article.)

5. Le territoire de la cité de Montréal est compris dans les bornes et limites suivantes: Limites de la cité.

Du côté sud-ouest, par une ligne commençant à un point dans le fleuve St-Laurent, sur la frontière du village de Verdun, à environ 1750 pieds au sud-est du chemin du bas de Lachine, prenant une direction nord-ouest à travers le lot numéro officiel 3261 de la paroisse de Montréal parallèle à et à une distance de 298 pieds de la limite sud-ouest du dit lot numéro 3261 et se prolongeant jusqu'au centre du chemin de Lachine d'en bas; de là vers le nord-est et suivant la ligne du centre du dit chemin, sur un parcours de 58 pieds, jusqu'au prolongement de la limite sud-ouest du coursier de décharge de l'aqueduc de Montréal; de là vers le nord-ouest et suivant la dite limite en dernier lieu mentionnée, jusqu'au bord sud-ouest du bassin de repos de l'aqueduc de Montréal; de là vers le nord, suivant le dit bord en dernier lieu mentionné, jusqu'au bord nord-ouest du dit bassin; de là vers le sud-ouest, suivant le dit bord nord-ouest du bassin, une distance d'environ 120 pieds; de là vers le nord-ouest, suivant une ligne perpendiculaire au

dit bord nord-ouest du bassin de repos jusqu'à la limite sud du lot numéro officiel 3410 de la paroisse de Montréal; de là vers l'est, suivant la dite limite en dernier lieu mentionnée jusqu'au prolongement de l'alignement ouest de l'avenue Atwater; de là vers le nord, suivant le dit alignement et traversant le chemin de fer du Grand-Tronc jusqu'à la limite nord-est du dit chemin; de là vers le nord-ouest, suivant la dite limite en dernier lieu mentionnée jusqu'à la ligne du centre du canal Lachine; de là vers le nord-est, suivant la dite ligne de centre jusqu'à l'extrémité sud-est de la ligne séparative entre la cité de Montréal et la cité de Ste-Cunégonde; de là vers le nord-ouest et suivant la ligne séparative, coïncidant avec la limite nord-est des lots officiels 2508, 556, 557, 555, 554, 508, 509, 507, 506, 466, 467, 465, 464, 461, 460, 432, 433, 431, 430, 407, 408, 406-10, 406-9, 406-8, 404-9, 404-8, 403a-1, 403a-2, 394, 395-1, 395-2, 395-3, 396-3; 393a-1, 393a-2, 393, 392-2, 392-1, 392-3, 391-3, 391-5, 387a-4, 386-1, 386-2, 386-6, 386-124, 386-137, 386-138, 386-139, 386-140, 4709, 386-141, 386-196, 386-197, 386-198, 386-199, 386-201, 386-202, 386-203, 386-204, 386-205, 386-214, 386-215, 386-216, 386-217, 386-218, 386-219 de la paroisse de Montréal, jusqu'au prolongement de l'alignement nord-ouest de la rue Dorchester; de là toujours vers le nord-ouest, suivant la ligne séparative entre la cité de Montréal et la ville de Westmount, coïncidant avec la limite nord-est des lots numéros officiels 381, 378, 377 et 376 de la paroisse de Montréal, jusqu'à la limite sud-est du lot numéro officiel 170 du village de la Côte-des-Neiges; de là vers le nord-est, suivant la dite limite en dernier lieu mentionnée, prolongée à travers le chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'à son alignement nord; de là vers le nord-ouest, et suivant le dit alignement, jusqu'à la limite sud-est du lot numéro officiel 3 du village de la Côte-des-Neiges; de là suivant la ligne irrégulière qui sépare le dit lot numéro 3 du numéro 1 du dit village; de là vers le nord-est, suivant la limite sud-est du lot numéro officiel 4 du dit village; de là vers le nord-ouest, suivant la limite nord-est du dit lot numéro 4; de là vers le nord-est, suivant la limite sud-est du lot numéro offi-

ciel 5 du dit village; de là vers le nord-ouest, suivant la limite nord-est des lots numéros officiels 5, 6, 7 et 8 du dit village jusqu'à l'entrée du cimetière de Montréal; de là suivant la ligne irrégulière qui sépare le dit cimetière du parc Mont-Royal, jusqu'au chemin privé qui relie l'avenue Mont-Royal au dit cimetière; de là vers le nord-est, suivant l'alignement sud-est du dit chemin privé jusqu'à l'intersection de l'avenue Mont-Royal et du chemin de la côte Sainte-Catherine; de là vers le nord-est, suivant la ligne de centre de l'avenue Mont-Royal jusqu'à son intersection avec la ligne de centre de la rue Carrière; de là vers le nord-ouest, suivant la dite ligne de centre de la rue Carrière jusqu'à son alignement ouest coïncidant avec la limite est du lot numéro officiel 166 du village de la Côte St-Louis; de là vers le nord-ouest, suivant la ligne séparative entre la ville de Saint-Louis du Mile-End et la cité de Montréal, passant à travers le dit lot numéro 166 du village de la Côte Saint-Louis, coïncidant avec la limite nord-est des lots numéros officiels 167-23, 167-22, 167-21, 167-20, 167-19, 167-18, 167-17, 167-16, 167-15, 167-14, 167-13, 167-12, 167-11, 167-10, 167-9, 167-8, 167-7, 167-6, 167-5, 167-4, 167-3, 167-2, 167-1, se prolongeant à travers les lots officiels 168 et 170; de là toujours en ligne droite coïncidant avec la limite nord-est des lots numéros 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189; de là passant à travers le lot numéro officiel 190-3, et se prolongeant le long de la limite nord-est des lots numéros officiels 190-5, 190-6, 190-7, 190-8, 190-9, 190-10, 190-11, 190-12, 190-13, 190-14, 190-15, 190-16; de là se prolongeant à travers les lots numéros officiels 190-30, 190-32, 190-34; de là se prolongeant et suivant la limite nord-est des lots numéros officiels 190-36, 190-37, 190-38, 190-39, 190-40, 190-41, 190-42, 190-43, 190-44, 190-45, 190-46, 190-47; de là suivant la même ligne droite à travers les lots numéros officiels 190-61, 190-63, 8, 8a du dit village et le chemin de fer du Pacifique Canadien jusqu'à sa limite nord-ouest; de là se prolongeant suivant la même ligne droite parallèle à et à une distance de quatorze pieds (14) de l'alignement sud-ouest de la rue Cowan à travers

les lots officiels 8-1, 8-2, 8-3, 8-4, 8-5, 8-6, 8-7, 8-8, 8-9, 8-10, 8-11, 8-12, 8-13, 8-14, 8-15, 8-16, 8-17, 8-18, 8-19, 8-20, 8-21, 8-22, 8-23, 8-24, 8-25, 8-26, 8-27, 8-28, 8-29, 8-30, 8-31, 8-32, 8-33, 8-34, 8-35, 8-36, 8-37, 8-38, 8-39, 8-40, 8-41, 8-42, 8-43, 8-44, 8-45, 8-46, 8-47, 8-48, 8-49, 8-50, 8-51, 8-52, 8-53, 8-54, 8-55, 8-56, 8-57, 8-58, 8-59, 8-60, 8-61, 8-62, 8-63, 8-64, 8-65, 8-66, 8-67, 8-68, 8-69, 8-70, 8-71, 8-72, 8-73, 8-74, 8-75, 8-76, 8-77, 8-78, 8-79, 8-80, 8-81, 8-82, 8-83, 8-84, 8-85, 8-86, 8-87, 8-88, 8-89, 8-90, 8-91, 8-92, 8-93, 8-94, 8-95, 8-96, 8-97, 8-98, 8-99, 8-100, 8-101, 8-102, 8-103, 8-104, 8-105, 8-106, 8-107; de là se prolongeant suivant la même ligne droite à travers les lots numéros officiels 9-68, 9-69, 9-70, 9-71, 9-72, 9-73, 9-74, 9-75, 9-76, 9-77 du village de la Côte St-Louis et à travers la rue Sanguinet, lot numéro officiel 9-67, jusqu'à un point situé à 460 pieds environ au nord de la limite nord-ouest du dit lot numéro officiel 8-107; de là vers le nord-est, suivant la ligne séparative entre la cité de Montréal et la paroisse de Saint-Laurent, cette ligne étant presque perpendiculaire à la limite en dernier lieu décrite, jusqu'à la limite sud-ouest du lot numéro officiel 2628 de la paroisse de Saint-Laurent; de là vers le sud-est, suivant la limite en dernier lieu mentionnée jusqu'à la limite sud-est du dit lot numéro 2628; de là vers le nord-est, en suivant la limite sud-est des lots numéros 2628 et 2629 de la dite paroisse, jusqu'à la limite nord-est du lot numéro officiel 2629 de la même paroisse; de là vers le nord-ouest suivant la limite en dernier lieu mentionnée jusqu'à la limite sud-est du lot numéro officiel 489-1 de la paroisse du Sault-au-Récollet; de là vers le nord-est, suivant la ligne séparative entre la cité de Montréal et la paroisse du Sault-au-Récollet et coïncidant avec la limite sud-est des lots officiels 489-1, 489-12, 489-13, 489-24, 489-25, 489-37, 489-180, jusqu'à la limite sud-ouest du lot numéro officiel 488-74 de la dite paroisse; de là vers le sud-est, suivant la limite sud-ouest des lots numéros officiels 488-74, 488-73, 488-32, 488-31, 488-1, jusqu'à la limite sud-est du dit lot numéro officiel 488-1; de là vers le nord-est, suivant la limite sud-est des lots numéros officiels 488-1, 488-2b, 488-2a, 488-167, 488-168, 488-197, 488-198, 488-476, 488-477, 488-506,

488-507, 488-765, 488-776, 488-791, 485, 484, 483 et 482 de la paroisse du Sault-au-Récollet jusqu'à la limite sud-ouest du lot numéro officiel 210 du village de la Côte de la Visitation; de là vers le sud-est, suivant la ligne séparative entre la cité de Montréal et le village de la Côte de la Visitation, coïncidant avec la limite sud-ouest du dit lot numéro 210, jusqu'au chemin de la Côte de la Visitation; de là toujours vers le sud-est, suivant la ligne médiane de l'avenue Papineau, jusqu'au prolongement de la limite sud-est du lot officiel numéro 154 du dit village de la Côte de la Visitation (village Delorimier); de là au nord-est, suivant la ligne séparative entre la cité de Montréal et le village Delorimier coïncidant avec la limite sud-est des lots numéros officiels 154, 155, 153, 152, 11 et 10 du dit village, à la limite nord-est du lot numéro officiel 10 du dit village; de là vers le nord-ouest, suivant la limite en dernier lieu décrite, à la limite sud-est du lot numéro 9; de là vers le nord-est, suivant la limite en dernier lieu mentionnée, à la limite sud-ouest du lot numéro 7 du dit village; de là au sud-est, suivant la limite en dernier lieu mentionnée, à la limite sud-est du même lot; de là au nord-est, suivant la limite en dernier lieu mentionnée et la limite sud-est du lot numéro officiel 1 du dit village, à la limite nord-est du même lot du dit village (la partie de la rue Rachel, entre l'avenue Papineau et la limite nord-est du village Delorimier, ainsi que la partie de l'avenue Delorimier qui va de la limite nord-ouest de la cité à la rue Rachel, devant former partie de la cité de Montréal pour les fins municipales); de là vers le nord-ouest, suivant la limite nord-est des lots numéros officiels 1, 2, 2a, 2b, 3, 4, 5 et 6 du dit village jusqu'à l'alignement est du chemin de la Côte de la Visitation; de là vers le nord, suivant le dit alignement jusqu'à la limite sud-ouest du lot numéro officiel 172 du dit village; de là vers le sud-est, suivant la limite en dernier lieu mentionnée, jusqu'à la limite sud-est du lot numéro officiel 172; de là vers le nord-est, sud-est, et nord-ouest, suivant une ligne brisée qui forme les limites sud-est, nord-est et nord-ouest du numéro officiel 172 jusqu'à la limite sud-ouest du lot numéro officiel 173

du dit village; de là se prolongeant en ligne droite vers le nord-est suivant la limite sud-est des lots numéros officiels 173 et 176 du dit village jusqu'à la limite sud-ouest du lot officiel 177; de là vers le nord-est et vers le sud-est, suivant la ligne brisée qui forme la limite sud-est et partie de la limite sud-ouest jusqu'à la limite sud-ouest du lot numéro officiel 178 du dit village; de là vers le nord-est, suivant la limite sud-est des lots numéros officiels 178, 179, 180 et 181 du dit village, jusqu'à la limite sud-ouest du lot numéro officiel 18 du village d'Hochelaga, (maintenant ville de Maisonneuve); de là vers le sud-est, suivant la ligne séparative entre la cité de Montréal et la ville de Maisonneuve, coïncidant avec la limite en dernier lieu mentionnée et la limite sud-ouest des lots numéros officiels 18-88, 18-87, 18-67a, 18-66a, 18-66, 18-62, 18-60c, 18-61, 18-17 et 18-14 du village d'Hochelaga, prolongée jusqu'à l'alignement sud-est de la rue Notre-Dame; de là, suivant la même direction et la limite sud-ouest du lot numéro officiel 20 du dit village jusqu'au milieu du fleuve Saint-Laurent; de là tournant vers le sud-ouest et suivant le milieu du fleuve jusqu'au point de départ.

L'Ile Sainte-Hélène, l'Ile Ronde et l'Ile Verte sont comprises dans les limites de la cité.

Annexion de diverses municipalités ou parties de municipalités à la cité de Montréal.

Partie de la paroisse de Saint-Laurent.

Annexion
d'un certain
territoire au
quartier St-
Denis

Est annexé à la Cité, et fera partie du quartier Saint-Denis :

“Un territoire formant partie de la paroisse de Saint-Laurent, et borné au sud-ouest par le côté nord-est du chemin de fer de la Compagnie du Pacifique Canadien, à partir de la limite nord-ouest de la municipalité de la ville de Saint-Louis jusqu'au chemin de front de la Côte St-Laurent; au nord nord-ouest, par le dit chemin de front de la Côte St-Laurent à partir du côté nord-est du

chemin de fer du Pacifique Canadien jusqu'au coté sud-ouest du lot du cadastre No 340 de la municipalité de la paroisse de St-Laurent ; au nord-est par les lots numéros 341 et 342 du cadastre de la dite paroisse de St-Laurent ; au nord-ouest par la ligne de division entre les municipalités de Saint-Laurent et du Sault-au-Récollet ; au nord-est par le lot No 228 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et par la partie du Sault-au-Récollet récemment annexée à la cité de Montréal et suivant la limite sud-ouest des numéros du cadastre 332, 490, partie de 2630 et de 489 ; au sud-est par la Cité de Montréal et par la ville de Saint-Louis.

Ce territoire comprend les lots du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent suivants : 267 à 340, inclusive-ment, partie de 350, partie de 638, partie de 639, partie de 640, partie de 641, partie de 642, et tout 643, 644, 645, 736, 774, 817, 2427, 2643, 2644, 2645, 2628, 2629, partie de 2630 et 2641 de la dite paroisse de Saint-Laurent. Les terrains en culture dans le dit territoire ne devront pas être évalués, à partir du premier mai 1907 au premier mai 1912, à plus de cinquante piastres par arpent quelles que soient leurs subdivisions.

Rien dans la présente section n'affectera les droits ou avantages conférés par résolution ou règlement de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent à aucune personne ou compagnie.

Cette section ne prendra effet que le premier mai 1907.

La Cité paiera à la corporation de la paroisse Saint-Laurent une somme de quatre cents piastres comme la part contributoire dans les dettes et obligations de la dite corporation, et ce, lors de l'annexion." (7 Ed. VII, c. 63, s. 1.)

Partie de la municipalité de Rosemont.

"a. Est annexé à la cité et fait partie du quartier Saint-Denis :

Territoire annexé au quartier St-Denis.

Un territoire borné au nord-est par les numéros de cadastre 207 de la municipalité de Rosemont, 474 de la paroisse du Sault-au-Récollet ; au nord-est par le che-

min de la côte Saint-Michel; au sud-ouest par le territoire annexé le 5 novembre 1906, c'est-à-dire par le numéro de cadastre 482 de la paroisse du Sault-au-Récollet et par la limite nord-est du quartier Saint-Denis de la cité de Montréal; au sud-est par la municipalité de de Lorimier et la limite nord-est d'une partie du numéro du cadastre 172 de la municipalité de Rosemont, le dit numéro 172 faisant maintenant partie de la cité de Montréal. Ce territoire comprend les numéros de cadastre suivants et leurs subdivisions: 208, 209, 210 et 211 de la municipalité de Rosemont, et les numéros 475, 476, 477, 478, 479, 480 et 481 de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Païement de
la dette de
Rosemont, etc.

La cité s'engage à payer la dette fondée actuelle de la corporation du village de Rosemont, consistant en obligations ou débentures émises par le conseil, jusqu'à concurrence de vingt-sept mille piastres. L'intérêt qui deviendra échu sur ces obligations ou débentures à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi sera payé par la cité.

La cité paiera en outre une somme de trois mille piastres, dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, à la corporation du village de Rosemont.

La cité sera propriétaire de tous les biens d'une nature quelconque appartenant à la corporation du village de Rosemont qui sont situés dans le territoire annexé.

La corporation du village de Rosemont livrera à la cité de Montréal, sur demande qui lui en sera faite par le greffier de la cité, copies de tous les plans, archives, règlements, procès-verbaux, ordonnances, titres et contrats se rapportant au territoire annexé.

Les taxes dues ou qui deviendront dues jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi seront perçues par et appartiendront à la corporation du village de Rosemont.

Les taxes seront imposées par la cité à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

La cité devra respecter les obligations de la corporation du village de Rosemont quant aux commutations et

exemptions de taxes accordées à la succession Molson et à M. Ovide Lapierre.

Les conseillers du village de Rosemont actuellement en exercice resteront en fonction comme membres du conseil du village de Rosemont jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été élus." (8 Ed. VII, c. 85, s. 1).

"Les terres en culture, dans cette nouvelle partie du quartier Saint-Denis, ne devront pas être évaluées à plus de cent piastres l'arpent, durant une période de dix ans à compter de l'annexion ou aussi longtemps, pendant la dite période, que les dites terres, ou partie d'icelles, n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir"; (1 Geo. V, c. 48, s. 3).

Terres en culture dans une partie du quartier St-Denis.

Partie de la paroisse du Sault-au-Récollet.

"Les terres en culture portant les numéros officiels 332, 484, 486, 487 et la partie sud du numéro 483 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, ne devront pas être évaluées à plus de cent piastres l'arpent durant une période de dix ans à compter du 25 avril 1908, ou aussi longtemps, pendant la dite période, que les dites terres ou parties d'icelles, n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir." (1 Geo. V, 2e session, c. 50, c. 1).

Evaluation des terres en culture.

N.B.—La partie de la paroisse du Sault-au-Récollet ci-dessus décrite, a été annexée au quartier St-Denis de la Cité de Montréal en vertu du règlement No 360, adopté le 5 novembre 1906.

Notre Dame des Neiges.

"b. Est annexé à la cité et forme un quartier sous le nom de quartier Mont-Royal, et est représenté au conseil municipal de la cité par deux échevins :

Territoire annexé au quartier Mont-Royal

La ville de Notre-Dame-des-Neiges, avec ses limites territoriales telles qu'établies par sa charte.

Les dettes actives et passives de la ville de Notre-Dame-des-Neiges font partie de l'actif et du passif de la

cité de Montréal, et les employés permanents de la dite ville deviennent des employés de la cité, et sont continués dans leurs fonctions à la discrétion des commissions ayant juridiction, lors du vote des crédits pour le prochain exercice. (8 Ed. VII, c. 85, s. 1).

“La Cité de Montréal devra :

Avenue de la
Montagne,
etc.

“1. Continuer dans les cinq mois   compter de la sanction de la présente loi l’ouverture de l’avenue de la Montagne et de l’avenue Decelles jusqu’au chemin Sainte-Catherine”; (1 Geo. V, c. 48, s. 3).

Elargissement
du chemin de
la côte des
Neiges.

“2. Elargir, dans le délai de cinq mois   compter de la sanction de la présente loi, le chemin de la Côte des Neiges à partir des limites sud-est du quartier Mont-Royal jusqu’au chemin de la Côte Saint-Luc, de manière à lui donner une largeur d’au moins soixante-dix pieds.” (1 Geo. V, c. 48, s. 3).

Taux de la
contribution
foncière

Le taux de la dontribution foncière pour les immeubles situés dans le territoire actuel de la ville de Notre-Dame-des-Neiges ne devra pas excéder une demie d’un pour cent pour les deux années qui suivront l’annexion.

54 V., c. 38,
applicable
aux expropria-
tions.

“Les expropriations nécessaires pour l’exécution des travaux et améliorations mentionnés dans la présente section ne seront pas gouvernées par la charte de la cité de Montréal, mais seront faites sous l’empire de la loi 54 Victoria, chapitre 38, et les compensations   être payées aux expropriés seront établies suivant les dispositions de cette loi.” (8 Ed. VII, c. 85, s. 1).

Terres en
culture dans
le quartier
Mt-Royal.

“Les terres en culture situées dans le quartier Mont-Royal ne devront pas être évaluées à plus de cent piastres l’arpent, durant une période de dix ans à compter du premier mai 1908, ou aussi longtemps, pendant ladite période, que lesdites terres ou partie d’icelles n’aurent pas été subdivisées en lots à bâtir.

Interpréta-
tion

Les dispositions ci-dessus ne devront pas être interprétées comme ayant un effet rétroactif quant aux taxes dues à l’époque de l’entrée en vigueur de cette loi”. (1 Geo. V, 2e session, c. 60, s. 1).

Partie de la ville d'Outremont.

“c. Est annexé à la cité et fait partie du quartier Mont-Royal:

1. Un territoire étant le numéro 26 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges, situé dans la ville d'Outremont et borné comme suit: du côté sud-est par le lot No 10 du cadastre du village de la Côte des Neiges; du côté sud-ouest par le lot No 25 du cadastre du village de la Côte des Neiges; du côté nord-ouest par le lot No 27 du cadastre du village de la Côte des Neiges; et du côté nord-est par le lot No 11 du cadastre du village de la Côte des Neiges dans la ville d'Outremont, connu sous le nom de “Carrière de la cité de Montréal”;

Territoire
annexé au
quartier
Mont-Royal.

En considération de cette annexion la cité de Montréal paiera à la ville d'Outremont la somme de \$3,000.00 dans un délai de trente jours. (9 Ed. VII, c. 81, s. 1).

Compensation
à Outremont.

Village de Lorimier.

“d. Est annexé à la cité et forme un quartier, sous le nom de “quartier de Lorimier”, le village de Lorimier, décrit comme suit:

Village de Lorimier
annexé.

Le territoire borné d'un côté, vers le sud-est, par les anciennes limites de Montréal et le quartier Hochelaga de la dite cité de Montréal; d'un autre côté, vers le nord-ouest, par le milieu du chemin de la Côte Visitation; d'un autre côté, vers le nord-ouest, par la ligne centrale de la rue Iberville; et, d'un autre côté, vers le sud-ouest, par la ligne mitoyenne du chemin Papineau.

Bornes du
quartier de
Lorimier.

Le quartier de Lorimier sera représenté de la manière prescrite dans et par la charte de la cité de Montréal.

Représenta-
tion.

L'actif et le passif de la municipalité du village de Lorimier seront confondus avec l'actif et le passif de la cité de Montréal; et le quartier de Lorimier devra être soumis aux dispositions des différents règlements en vigueur dans le village de Lorimier jusqu'à ce que la fin

Actif et pas-
sif du village
de Lorimier.

proposée dans les dits règlements soit complètement atteinte et réalisée.

Règlements
de ce village.

Les règlements du village de Lorimier resteront en vigueur dans le quartier de Lorimier jusqu'au premier mai 1909; à partir de cette date, le quartier de Lorimier sera soumis aux règlements de la cité de Montréal.

Employés.

Les employés permanents de la municipalité du village de Lorimier, deviendront, à compter de l'annexion, les employés de la cité de Montréal, et rempliront, pour cette dernière, des fonctions correspondantes, quant au salaire, à celles qu'ils remplissent pour la municipalité du village de Lorimier et seront sous le contrôle des différentes commissions de la cité ayant juridiction.

Interpréta-
tion.

Rien dans la présente clause ne doit être interprété comme permettant à la cité d'enfreindre quelque une des obligations assumées par contrat, ou comme affectant ou révoquant les pouvoirs spécialement accordés par statuts aux corporations ou compagnies." (9 Ed. VII, c. 81, s. 1).

Ville de Notre Dame de Grâce.

Quartier
Notre Dame
de Grâce.

"e. Est annexée à la cité et forme un quartier sous le nom de "quartier Notre-Dame de Grâce":

La ville de Notre-Dame de Grâce, avec ses limites territoriales telles qu'établies par sa charte, aux conditions ci-mentionnées dans le projet de règlement adopté en deuxième lecture par le conseil de ville de la cité de Montréal, à une assemblée tenue le 23 novembre 1909, et ci-après reproduit et aux conditions ci-dessous, savoir:

"Attendu qu'il est de l'intérêt de la cité de Montréal d'annexer à son territoire la ville de Notre-Dame de Grâce pour en faire partie comme quartier séparé, sous le nom de quartier Notre-Dame de Grâce, et que cette annexion ne peut que produire des avantages mutuels pour les deux villes, le conseil de la cité de Montréal décrète ce qui suit:

Section 1.—Le territoire compris dans les limites actuelles de la ville de Notre-Dame de Grâce, tel que ci-

après décrit, formera un des quartiers de la cité de Montréal et sera connu sous le nom de "quartier Notre-Dame de Grâces."

Le territoire de la ville de Notre-Dame de Grâces est compris dans les bornes et limites définies sur le plan officiel de ladite ville de Notre-Dame de Grâces, comme suit:

Bornes de ce quartier.

Au sud-ouest par la limite sud-ouest du numéro 141 et ses subdivisions du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Grâces, depuis la limite sud-est du numéro 106 du cadastre de cette même paroisse, jusqu'à la limite sud-est du dit numéro 141; de là, cette ligne se prolongeant en droite ligne jusqu'au milieu du canal Lachine;

Au sud-est par le milieu du canal Lachine, depuis la limite en dernier lieu mentionnée jusqu'à la limite nord-est du numéro 3603 du cadastre de la paroisse de Montréal; de là, suivant cette limite jusqu'au milieu de la petite rivière Saint-Pierre; de là, suivant le milieu de la petite rivière Saint-Pierre jusqu'à la limite sud-ouest de la cité de Montréal;

Au nord-est par la cité de Montréal, la ville de Westmount, la cité de Montréal et la municipalité de Notre-Dame des Neiges-Ouest, jusqu'à la limite sud-est du numéro 45 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Grâces;

Au nord-ouest, par la limite sud-est du numéro 45 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Grâces, depuis la limite sud-ouest de la municipalité de Notre-Dame des Neiges-Ouest jusqu'au milieu de l'avenue Monklands; de là, suivant le milieu de cette avenue jusqu'à la deuxième rue; de là, suivant le milieu de la deuxième rue jusqu'à l'avenue Dufferin; de là, suivant le milieu de l'avenue Dufferin jusqu'au chemin de la côte Saint-Luc; de là, suivant le milieu du chemin de la côte Saint-Luc jusqu'à la limite nord-est du numéro 70 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Grâces; de là, suivant les limites nord-est, sud-est et sud-ouest dudit numéro 70, la limite sud-ouest du numéro 71 du cadastre de la paroisse de

Notre-Dame de Grâces jusqu'au milieu du chemin de la côte Saint-Luc; de là suivant le milieu du chemin de la côte Saint-Luc jusqu'à la limite nord-est du numéro 164 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Grâces; de là, suivant les limites nord-est, sud-est, sud-ouest, sud-est et sud-ouest du dit numéro 164 jusqu'au milieu du chemin de la côte Saint-Luc; de là, suivant le milieu du chemin de la côte Saint-Luc jusqu'à la limite nord-est du numéro 154 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Grâces; de là, suivant les limites nord-est, sud-est, sud-ouest et sud-est du dit numéro 151, partie de la limite nord-est et les limites sud-est et sud-ouest du numéro 152a du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Grâces jusqu'au chemin de la Côte Saint-Luc; de là, suivant le côté sud-est du chemin de la Côte Saint-Luc jusqu'à la limite nord-est du numéro 148 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Grâces; de là, suivant les limites nord-est, sud-est et partie de la limite sud-ouest du dit numéro 148, les limites sud-est et sud-ouest du numéro 143 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Grâces jusqu'au chemin de la Côte Saint-Luc; de là, suivant le côté sud-est du chemin de la Côte Saint-Luc jusqu'à la limite nord-est du numéro 141 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Grâces; de là, suivant la limite nord-est du dit numéro 141 jusqu'à la limite sud-ouest du même numéro, étant le point de départ de la présente description.

Représentation.

Section 2.—Le quartier Notre-Dame de Grâces sera représenté au conseil de la cité de Montréal de la manière prescrite dans et par la charte de ladite cité.

Substitution.

Section 3.—A partir de la date de l'annexion, la cité de Montréal sera aux droits et aux obligations de la ville de Notre-Dame de Grâces.

Consolidation de l'actif, etc.

Section 4.—L'actif de la ville de Notre-Dame de Grâces, à dater de l'annexion, sera consolidé avec l'actif de la cité de Montréal, et le passif de ladite ville de Notre-Dame de Grâces sera aussi consolidé avec le passif de ladite cité de Montréal.

Section 5.—Le quartier Notre-Dame de Grâces sera soumis aux règlements de la cité de Montréal; toutefois, les règlements de la ville de Notre-Dame de Grâces qui ont été adoptés pour des fins spéciales resteront en vigueur dans le quartier Notre-Dame de Grâces jusqu'à ce que la fin proposée dans lesdits règlements ait été complètement atteinte et réalisée, et les règlements de construction de ladite ville de Notre-Dame de Grâces resteront en vigueur jusqu'à amendement ou abrogation pour ledit quartier Notre-Dame de Grâces.

Règlements applicables.

Section 6.—Les parcs de la ville de Notre-Dame de Grâces garderont les noms qu'ils portent actuellement, et la cité de Montréal dépensera, dans les trois années suivant l'annexion, une somme de \$25,000 pour l'amélioration et l'embellissement desdits parcs, et achètera un parc, lequel portera le nom de "parc Macdonald," dans le quartier No 3 actuellement connu sous le nom de "Mount Royal Vale," et un square, lequel portera le nom de "square Vaillant," dans le quartier No 1 présentement connu sous le nom de village Turcot.

Noms des parcs, etc.

Section 7.—La cité de Montréal dépensera, dans les trois premières années qui suivront l'annexion, une somme de \$1,000,000 pour la construction et les améliorations aux rues et trottoirs permanents, dans le quartier Notre-Dame de Grâces; il ne sera pas dépensé moins d'un tiers de ladite somme de un million dans le dit quartier Notre-Dame de Grâces, pendant chacune de ces trois années.

Améliorations aux rues, etc.

Section 8.—La cité de Montréal construira, dans le nouveau quartier, trois postes de police et de pompiers et pourvoira d'une salle publique celui de ces trois postes qui sera construit au centre dudit quartier.

Postes de police, etc.

Section 9.—Les terres en culture ne devront pas être évaluées à plus de cent piastres l'arpent, pendant une période de dix ans à compter de l'annexion ou aussi longtemps, pendant ladite période de dix ans, que lesdites terres, ou partie d'icelles, n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir; et, durant ladite période, les fer-

Terres en culture.

miers auront le droit d'y garder du fumier pour l'usage de leur ferme, pourvu que ce fumier ne soit pas placé à moins de cent pieds de toute habitation. La susdite évaluation comprendra les maisons, granges, écuries et autres bâtiments desservant lesdites terres.

Abolition
des barrières
de péage.

Section 10.—Immédiatement après l'annexion, la cité de Montréal fera, avec la commission des chemins à barrières de Montréal, les arrangements nécessaires pour l'abolition de toutes les barrières de péage situées dans la ville de Notre-Dame de Grâce.

Contrats.

Section 11.—Les contrats de la ville de Notre-Dame de Grâce seront respectés par la cité de Montréal.

Licences
d'hôtel.

Section 12.—La cité de Montréal demandera au gouvernement provincial qu'il ne soit pas accordé plus de deux licences d'hôtel dans cette partie de la ville de Notre-Dame de Grâce située à l'ouest de la ville de Westmount et au nord de la voie du chemin de fer du Grand Tronc, et qu'il n'en soit pas accordé plus qu'il n'en existe actuellement dans le quartier actuel No 1, connu sous le nom de village Tureot.

Système d'a-
queduc,
maintenu.

Section 13.—Le système d'aqueduc de la ville de Notre-Dame de Grâce sera maintenu jusqu'à ce que celui de la cité de Montréal soit muni de filtres; tout prolongement du dit système sera fait au besoin et l'eau sera vendue au même taux qu'à Montréal.

Rues privées.

Section 14.—Sur demande des propriétaires, toute rue privée sera acceptée par la cité de Montréal aux conditions auxquelles ladite cité accepte actuellement les rues projetées.

Clauses d'un
certain con-
trat, respec-
tées.

Section 15.—La cité de Montréal se conformera aux clauses et conditions du contrat existant entre la ville de Notre-Dame de Grâce et la compagnie dite *The Montreal Park and Island Railway Company*, et tentera, quand le besoin s'en fera sentir, d'obtenir que les tramways de ladite compagnie circulent sur le chemin de Lachine et à mi-chemin entre la rue Sherbrooke et le che-

min de la Côte Saint-Luc jusqu'aux limites ouest de ladite ville de Notre-Dame de Grâce.

Section 16.—Les avenues portant les noms de personnes conserveront ces noms. Noms conservés.

Section 17.—Les trottoirs permanents qui seront construits dans le nouveau quartier seront du genre le plus moderne. Trottoirs permanents.

Section 18.—Le nouveau quartier sera sujet à tous les règlements de ladite cité de Montréal qui ne seront pas incompatibles avec les clauses du présent projet de règlement. Règlements applicables, etc.

Les instruments agricoles et les animaux gardés sur les fermes seront exempts de taxation. Exemption de taxation, etc.

L'arrangement actuellement existant entre la ville de Notre-Dame de Grâce et les cultivateurs au sujet du taux de la taxe d'eau pour consommation sur les fermes sera maintenu en vigueur pour dix ans.

Les employés permanents de la ville de Notre-Dame de Grâce deviendront des employés de la cité de Montréal, avec des situations correspondantes à celles qu'ils occupent maintenant.

Les contrats passés antérieurement au 30 avril 1910 et les règlements Nos 51, 56 et 59 sont ratifiés et confirmés, et les bons émis en vertu de ces règlements sont déclarés légaux. (1 Geo. V, c. 48, s. 1). Contrats ratifiés, etc.

Ville de Saint-Paul

f. Est annexé à la cité et forme un quartier sous le nom de "quartier Saint-Paul": Quartier St Paul.

La ville de Saint-Paul, avec ses limites territoriales telles qu'établies par sa charte.

L'actif de la ville Saint-Paul, à dater de l'annexion, sera consolidé avec l'actif de la cité de Montréal, et le passif de ladite ville sera aussi consolidé avec le passif Actif de la ville St-Paul.

de ladite cité, et les fonctionnaires et employés permanents de la ville de Saint-Paul deviendront les fonctionnaires et les employés permanents de la cité de Montréal, et seront continués dans leurs fonctions et emplois sous le contrôle de la cité aux conditions actuelles.

En autant qu'il sera possible, la cité de Montréal maintiendra un bureau de perception dans les limites du quartier Saint-Paul, et devra consentir à laisser établir et opérer une ligne de tramway électrique sur la rue Saint-Patrice.

Licences dans ce quartier.

La cité de Montréal devra demander au gouvernement provincial qu'il ne soit pas accordé plus de quatre licences d'hôtel dans le quartier Saint-Paul.

Règlements applicables.

Le quartier Saint-Paul, après son annexion, sera soumis aux règlements de la cité; toutefois les règlements de la ville de Saint-Paul, qui ont été adoptés pour des fins spéciales, resteront en vigueur dans le quartier Saint-Paul, jusqu'à ce que la fin proposée dans lesdits règlements ait été complètement atteinte et réalisée.

Représentation.

Le quartier Saint-Paul sera représenté de la manière prescrite par la charte de la cité.

Bons validés

Les débentures ou bons émis par la ville de Saint-Paul, sur règlements sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont déclarés valides et légaux.

Elargissement d'une certaine rue, etc.

La cité de Montréal devra, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, élargir, par voie d'expropriation, cette partie du chemin de la Côte Saint-Paul, entre la rue Notre-Dame et le pont du canal de Lachine, à une largeur uniforme de soixante et dix pieds et commuer les taux de péage dans le même délai sur cette dite partie du chemin de la Côte Saint-Paul, appartenant à la Commission des chemins à barrières de Montréal.

Mise en nomination, etc.

Nul ne sera mis en nomination pour la charge d'échevin ou ne sera élu à cette charge à l'élection qui suivra immédiatement l'annexion de la ville Saint-Paul, à moins

que le jour de la mise en nomination il ne possède, à titre de propriétaire, en son propre nom, des biens-fonds dans la ville Saint-Paul de la valeur de six cents piastres ou des biens-fonds dans la cité de Montréal de la valeur de deux mille piastres, après paiement et déduction faite de toutes charges imposées sur tels biens-fonds. Le cens d'éligibilité prescrit par le présent article doit être établi par le rôle d'évaluation en vigueur à la date de la mise en nomination. (1 Geo. V, c. 48, s. 1.)

Municipalité du Village de Ahuntsic.

g. Est annexée à la cité et forme un quartier sous le nom de "quartier Ahuntsic": Quartier
Ahuntsic.

La municipalité du village de Ahuntsic avec ses limites territoriales telles que ci-après décrites, savoir:

La municipalité du village de Ahuntsic est bornée, au nord-ouest, par la Rivière des Prairies; au nord-est, par les numéros 227 et 226B du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet; au sud-est, par le quartier Saint-Denis de la cité de Montréal et les numéros 341, 343, 343a, 344, 345 et 346 du cadastre de la paroisse Saint-Laurent; au sud-ouest, par le numéro 278 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, (limite nord-est de la ville de Bordeaux). Limites de ce
quartier.

Le quartier Ahuntsic sera représenté au conseil de la cité de Montréal de la manière prescrite par la charte de ladite cité. Représenta-
tion, etc.

A partir de la date de l'annexion, la cité de Montréal sera aux droits et obligations de la municipalité du village de Ahuntsic.

L'actif du village de Ahuntsic, à dater de l'annexion, sera consolidé avec l'actif de la cité de Montréal, et le passif dudit village de Ahuntsic sera aussi consolidé avec le passif de ladite cité. Actif, etc.

Le quartier Ahuntsic sera soumis aux règlements de la cité de Montréal; toutefois, les règlements du village de Règlements
applicables.

Ahuntsic, qui ont été adoptés pour des fins spéciales, resteront en vigueur dans le quartier Ahuntsic, jusqu'à ce que la fin proposée dans lesdits règlements ait été atteinte et réalisée, et le règlement de construction portant le numéro 37 de ladite municipalité du village de Ahuntsic restera en vigueur pendant la période de cinq années à compter de la date de l'annexion.

La cité de Montréal gardera à son service les employés permanents du village de Ahuntsic à la date de l'annexion, aux conditions existantes.

Abolition des
barrières de
péage.

Immédiatement après l'annexion, la cité de Montréal fera, avec la Commission des chemins à barrières de Montréal, les arrangements nécessaires pour l'abolition de toutes les barrières de péage situées dans la municipalité du village de Ahuntsic.

Licence.

La cité de Montréal devra demander au gouvernement provincial qu'il ne soit pas accordé plus d'une licence d'hôtel dans les limites de la municipalité du village de Ahuntsic.

Egouts.

Dans le cas où la cité de Montréal déverserait ses égouts dans la rivière des Prairies, elle ne pourra le faire qu'aux conditions du contrat existant entre elle et la municipalité du village de Ahuntsic à la date de l'annexion.

Macadamisa-
ge des rues,
etc.

La cité de Montréal dépensera, dans les trois premières années qui suivront l'annexion, une somme de trois cent mille piastres pour macadamisage des rues et pour trottoirs dans le quartier Ahuntsic; il ne sera pas dépensé moins d'un tiers de ladite somme de trois cent mille piastres dans ledit quartier Ahuntsic, pendant chacune de ces trois années. (1 Geo. V, c. 48, s. 1.)

Municipalité de la Ville Emard.

Quartier
Emard.

h. Est annexée à la cité et forme un quartier sous le nom de "quartier Emard":

Bornes de ce
quartier.

La municipalité de la ville Emard, avec ses limites territoriales telles que décrites dans sa charte.

1. Le quartier Emard sera représenté au conseil de la cité de Montréal, de la manière prescrite par la charte de ladite cité. Représentation.

2. A compter de la date de l'annexion, la cité de Montréal sera aux droits et aux obligations de la ville Emard. Substitution.

3. L'actif de la ville Emard, à dater de l'annexion, sera consolidé avec l'actif de la cité de Montréal, et le passif de la ville Emard sera aussi consolidé avec le passif de la cité de Montréal. Actif, etc.

4. Le quartier Emard sera soumis aux règlements de la cité de Montréal; toutefois, les règlements de la ville Emard, qui ont été adoptés pour des fins spéciales, notamment le règlement No 4 concernant les égouts, resteront en vigueur dans le quartier jusqu'à ce que la fin proposée dans lesdits règlements ait été complètement atteinte et réalisée. Règlements applicables.

5. Les contrats entre la compagnie J. W. Harris, limitée, et la ville Emard, passés le 16 avril 1910, devant Mtre L. E. Hétu, notaire, et portant les Nos 604, 605 et 606 de son répertoire, sont approuvés et ratifiés. Contrats ratifiés.

6. L'acte de cession de rues par Victor Morin *et al* à la ville Emard, en date du 8 mars 1910, passé devant Mtre L.-A. Guimont, notaire, et l'acte d'acceptation de cession de rues entre les mêmes parties et passé devant le même notaire le 30 mars 1910, sont approuvés et ratifiés à toutes fins que de droit; sujets néanmoins aux règlements d'aqueduc, d'égouts et de trottoirs de la ville Emard quant à la part contributive à payer par les propriétaires riverains dans chaque cas. Idem.

7. Le contrat passé entre la ville Emard et *The Saint-Paul Electric Light and Power Company* devant Mtre L.-E. Hétu, notaire, le 12 août 1909, ainsi que le contrat passé le 2 novembre 1908 entre M. J.-Télesphore Heil et la ville Emard, devant L.-E. Hétu, notaire, au sujet de la pierre de macadam et de trottoirs, sont par les présentes approuvés et ratifiés. Idem.

Option qui
devra être
exercée.

8. La cité de Montréal exercera, dans les délais et aux termes voulus, l'option qui a été accordée à la ville Emard le 30 juin 1909, par la Compagnie des terrains de la banlieue de Montréal sur le terrain appartenant à cette dernière et situé sur la rue Davidson, de deux cent trente-deux pieds par cent quatre-vingt-deux pieds, au prix de huit mille piastres.

Acquisition
de certaines
avenues.

9. La cité s'engage aussi à acquérir les septième et huitième avenues de l'extrémité ouest desdites avenues à la rue Ryan, et à cette fin, elle exercera, dans les délais et aux termes voulus, l'option qui a été accordée au prix de trois mille piastres à la ville Emard par la Compagnie des terrains de la banlieue de Montréal, sur le lot 375 de la subdivision du lot 3912 sur vingt pieds de large dans la ligne sud du No 474 de la même subdivision pour le prolongement de la huitième avenue, et du lot 467, avec de plus une lisière de neuf pieds de largeur dans la ligne nord du lot No 468 de la même subdivision, et une autre lisière de dix pieds de largeur dans la ligne sud du lot No 466 de la même subdivision, pour le prolongement de la septième avenue.

Ruelle St-
St-Louis

10. La cité de Montréal ouvrira et élargira la ruelle Saint-Louis à une largeur de 48 pieds à partir de la rue Saint-Patrice jusqu'à la cinquième avenue, soit sur une longueur d'environ 1200 pieds; elle devra aussi prolonger la troisième avenue depuis son extrémité ouest jusqu'à la rue Hamilton.

Limite des
dépenses.

11. La cité de Montréal dépensera en outre en travaux publics, suivant les besoins du quartier, chaque année, pendant les cinq années prochaines, un montant égal à quinze pour cent de l'augmentation de l'évaluation de la propriété dans la ville Emard, lequel ne sera pas moins cependant de trente mille piastres par année pour lesdites cinq années.

Terres en
culture, etc.

12. Les terres ou parties de terre en culture du quartier Emard ne devront pas être évaluées à plus de cent piastres l'arpent pendant une période de cinq ans à compter de l'annexion ou aussi longtemps, pendant cette

période de cinq ans que ces terres ou parties de terre n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir et soustraites à l'agriculture.

La susdite évaluation comprendra les maisons, granges, écuries et autres bâtiments desservant la terre, ainsi que les chevaux, bêtes à cornes et autres animaux et volailles faisant partie de la ferme, les carrosses, voitures d'été et d'hiver de tous genres, instruments agricoles et tous meubles faisant partie du roulant et exploitation ordinaires du cultivateur. Durant ladite période de cinq ans, les fermiers auront le droit d'y garder du fumier pour l'usage de leurs fermes pourvu que ce fumier ne soit pas placé à moins de cent pieds d'une habitation.

Les personnes qui ont été à l'emploi de la ville Emard dans le cours de l'année 1909-1910, comme greffier, trésorier, inspecteur, chef de police, contre-maître, assistant-contre-maître, et gardien de l'hôtel de ville, entreront à l'emploi de la cité de Montréal, à un salaire équivalent, aussitôt après l'annexion."

13. Nul ne sera mis en nomination pour la charge d'échevin ou ne sera élu à cette charge, à l'élection qui suivra immédiatement l'annexion de la ville Emard, à moins que le jour de la mise en nomination il ne possède, à titre de propriétaire en son propre nom, des biens-fonds dans la cité de Montréal de la valeur de six cents piastres, après paiement et déduction faite de toutes charges imposées sur tels biens-fonds. Le cens d'éligibilité prescrit par le présent article doit être établi par le rôle d'évaluation en vigueur à la date de la mise en nomination.

Mise en nomination, etc.

14. Aussitôt après l'annexion, la cité de Montréal paiera à l'aviseur légal de la ville Emard, sur démission de sa charge et substitution de procureur faite conformément à la loi, une somme de six mille piastres pour indemnité unique et complète comme aviseur légal et paiement intégral de tous services professionnels rendus jusqu'à ce jour. (1 Geo. V, c. 48, s. 1.)

Aviseur légal

Ville de la Longue-Pointe

Quartier Longue-Pointe.

i. Sont annexés à la cité de Montréal et forment un quartier sous le nom de "quartier Longue-Pointe," les territoires suivants, savoir :

Bornes de ce quartier.

I. La ville de la Longue-Pointe avec ses limites territoriales telles qu'établies par sa charte.

Actif, etc.

A dater de l'annexion, l'actif et le passif de la ville de la Longue-Pointe seront consolidés avec l'actif et le passif de la cité de Montréal, et cette cité sera aux droits et aux obligations de la ville de la Longue-Pointe.

Les fonctionnaires ou employés permanents de la ville de la Longue-Pointe deviendront les fonctionnaires et employés de la cité de Montréal, et seront continués dans leurs fonctions, à la discrétion de cette cité.

Le salaire du secrétaire-trésorier, P.-Z. Guy, sera d'au moins mille cinq cents piastres, comme employé de la cité de Montréal.

La cité de Montréal maintiendra autant qu'il sera possible un bureau de perception dans les limites du quartier Longue-Pointe.

Terres en culture, etc.

Les terres ou parties de terre en culture du quartier Longue-Pointe ne devront pas être évaluées à plus de cent piastres l'arpent pendant une période de dix ans à compter de l'annexion ou aussi longtemps, pendant cette période de dix ans, que ces terres ou parties de terre n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir et soustraites à l'agriculture.

La susdite évaluation comprendra les maisons, granges, écuries et autres bâtiments desservant la terre, ainsi que les chevaux, bêtes à cornes et autres animaux et volailles faisant partie de la ferme, les carrosses, voitures d'été et d'hiver de tous genres, instruments agricoles et tous meubles faisant partie du roulant et exploitation ordinaire d'un cultivateur. Durant ladite période de dix ans les fermiers auront le droit d'y garder du fumier

pour l'usage de leurs fermes, pourvu que ce fumier ne soit pas placé à moins de cent pieds d'une habitation.

La cité de Montréal construira un aqueduc dans le quartier Longue-Pointe conformément au plan fait par Raoul Lacroix, portant la date du 18 janvier 1909 et au devis estimatif fait par le même, portant la date du 15 mai 1909, lesquels plan et devis forment partie des archives de la ville de la Longue-Pointe. Aqueduc.

La partie de cet aqueduc désignée sur ledit plan par des lignes rouges et décrite dans le règlement No 13 de la ville de la Longue-Pointe, dont un extrait certifié contenant cette description a été remis à la cité de Montréal, sera construite par la cité de Montréal dans un an de la sanction de la présente loi.

La cité de Montréal sera tenue de dépenser pour cet objet trois cent mille piastres. Dépenses à cet effet.

L'eau sera fournie aux habitants dudit quartier aux mêmes conditions qu'à ceux de la cité de Montréal, excepté que les cultivateurs auront droit de s'en servir gratuitement pour six animaux de leurs fermes; s'il y en a plus de six, ils payeront cinquante centins par tête additionnelle.

La cité construira l'aqueduc dans les autres parties du quartier Longue-Pointe, lorsque les demandes à cet effet assureront un intérêt d'au moins cinq pour cent sur le coût des travaux à faire.

La cité de Montréal devra macadamiser, dans un délai de six mois de la date de la sanction de la présente loi, le chemin public communément appelé rue Notre-Dame. Ce chemin sera macadamisé sur toute sa largeur, des limites ouest aux limites est de la ville de la Longue-Pointe, y compris la partie de chemin qui traverse la propriété appartenant aux révérendes Soeurs de la Charité de la Providence. Macadamisation, etc.

La cité de Montréal devra dans un délai de six mois ouvrir et macadamiser les rues Vinet et Sherbrooke des limites ouest aux limites est de la ville de la Longue-

Pointe, y compris les terrains qui dépendent de l'Hôpital Saint-Jean de Dieu et appartenant aux Soeurs de la Charité de la Providence; la rue Vinet longera, du côté nord, le tramway appelé le "Terminal" et elle aura cinquante pieds de large, conformément au plan de ladite ville confirmé par la Cour supérieure le 19 mai 1908.

La rue Sherbrooke aura une largeur de cent pieds, et elle sera située à l'endroit indiqué sur ledit plan, excepté que pour traverser les terrains de l'hôpital de Saint-Jean de Dieu, elle fera une déviation et passera au nord-ouest de la dépression de terrain où se trouve la prise d'eau de l'aqueduc dudit hôpital.

La rue Boyce sera ouverte et macadamisée pendant cette année en conformité du règlement No 18 de la ville de la Longue-Pointe.

La rue Ontario sera dans le cours de la présente année ouverte à la circulation publique en la continuant en droite ligne de la limite est actuelle de la ville de Maisonneuve, jusqu'à la limite ouest des terres de l'hôpital Saint-Jean de Dieu susdit. La rue Sainte-Catherine sera ouverte dans le même délai depuis ladite limite est de Maisonneuve jusqu'à la propriété appartenant à la *Montreal Locomotive Works*.

Lesdites rues Ontario et Sainte-Catherine seront, dans un délai de deux ans de l'entrée en vigueur de cette loi, munies d'un service d'aqueduc et de canaux d'égouts, et seront, dans un même délai, macadamisées, éclairées et munies de trottoirs, le tout de la même manière que dans les parties de ces rues se trouvant déjà dans la cité de Montréal.

Abolition des
barrières de
péage.

Immédiatement après l'annexion, la cité de Montréal fera avec la Commission des chemins à barrières de Montréal, les arrangements nécessaires pour l'abolition des barrières de péage situées dans la ville de la Longue-Pointe.

Convention
respectée.

La cité de Montréal fera exécuter la convention par laquelle la *Suburban Tramway and Power Company*

s'est engagée envers la ville de la Longue-Pointe, à transporter sa voie ferrée au centre de la rue Notre-Dame, depuis la barrière près de Maisonneuve au parc Dominion, lorsque cette rue sera macadamisée.

La cité de Montréal devra, de bonne foi, s'efforcer d'arriver à une entente avec la dite compagnie: 1° pour qu'elle construise et exploite son tramway à partir de son terminus actuel jusqu'aux limites est de la ville de la Longue-Pointe; 2° pour qu'elle place sa ligne de tramway au milieu de la rue Notre-Dame, depuis le parc Dominion jusqu'au terminus dudit tramway; et, 3° pour qu'elle accorde les taux de passage de la cité de Montréal au nouveau quartier Longue-Pointe.

La cité de Montréal devra en outre travailler à obtenir, soit en effectuant des arrangements amiables avec la compagnie du *Canadian Northern Quebec Railway*, et celle du chemin de fer appelée "Terminal," soit en s'adressant à la Commission des chemins de fer ou autrement, que des communications soient établies entre les rues Dubuisson et Vinet à travers les voies ferrées de ces compagnies, sur chaque terre subdivisée en lots à bâtir.

Communications entre les rues Vinet et Dubuisson.

La cité de Montréal est autorisée par la présente loi à établir les rues Vinet et Sherbrooke à travers les terrains qui dépendent de l'hôpital Saint-Jean de Dieu aux endroits ci-dessus mentionnés. Elle est aussi autorisée à construire l'aqueduc ci-dessus stipulé et à amener l'eau dans le quartier Longue-Pointe en traversant la ville de Maisonneuve.

Etablissement de certaines rues.

Les règlements des bâtiments de la cité de Montréal ne s'appliqueront pas à la ville de la Longue-Pointe, pour un terme de cinq années à compter de l'annexion, excepté pour les manufactures et les édifices publics.

Règlements des bâtiments.

Toute taxe spéciale imposée pour constructions d'égouts et de trottoirs permanents sera payable immédiatement après l'homologation du rôle de répartition; cependant ces taxes pourront être payées en vingt versements égaux et annuels avec intérêt.

Taxes spéciales, etc.

Certains
droits, sauve-
gardés.

Les droits conférés par le paragraphe 8 de la section 19 de la loi 7 Edouard VII, chapitre 80, nonobstant tout règlement contraire, continueront d'être exercés comme ils l'ont été par le passé. (1 Geo. V, c. 48, s. 1.)

*Corporation du Village de Beaurivage de la
Longue-Pointe.*

Village de
Beaurivage
de la Longue-
Pointe.

II. La corporation du village de Beaurivage de la Longue-Pointe dont le territoire est borné comme suit :

Par la ligne latérale nord-est du lot No 332 du cadastre officiel de la paroisse de la Longue-Pointe, dans ledit comté d'Hochelaga, depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à un point situé à cinq arpents dudit fleuve; de là, par une ligne droite menée à peu près dans la direction du nord-est, à angle droit avec ladite ligne latérale nord-est du lot 332, traversant les lots numéros 335 et 337 dudit cadastre, et se terminant au milieu de la route appelée "Montée de la Longue-Pointe" ou "Montée Saint-Léonard"; de là, par l'axe ou milieu de ladite route en allant vers le nord-ouest jusqu'à un point situé à six arpents, neuf perches et sept pieds de l'extrémité nord-est de ladite ligne traversant les lots Nos 335 et 337; de là, par une ligne droite menée perpendiculairement à l'axe de ladite route jusqu'à la ligne latérale sud-ouest du lot 391 dudit cadastre; de là par cette dernière ligne latérale jusqu'au fleuve Saint-Laurent; de là, enfin, par ledit fleuve jusqu'à la susdite ligne latérale du lot No 332.

A partir de la date de l'annexion, la cité sera aux droits et aux obligations dudit village.

Actif, etc.

L'actif et le passif dudit village seront consolidés avec l'actif et le passif de la cité.

Règlements
applicables

Ledit village sera soumis aux règlements de la cité; cependant, pour les cinq ans à venir, les règlements de la cité concernant la construction des bâtiments ne s'appliqueront pas au dit quartier, excepté pour les manufactures et les édifices publics.

La cité commuera, avec les commissaires des chemins à barrières de Montréal, les taux de péage sur le chemin de ces derniers situé dans les limites dudit village. Commutation des taux de péage, etc.

La cité devra payer au secrétaire-trésorier de la municipalité du village de Beaurivage de la Longue-Pointe une indemnité de mille piastres.

La cité devra pourvoir à l'éclairage des rues dudit village aussitôt que possible.

La cité devra fournir l'eau dans un délai d'un an à compter de la sanction de la présente loi.

Le système d'égouts actuel sera prolongé suivant les besoins.

La cité fera faire sans délai au système d'égouts actuel les réparations nécessaires.

La cité devra dépenser dans ledit village, pour macadamiser les rues et faire des trottoirs permanents, une somme de trente mille piastres. Cette somme devra être dépensée dans les trois années à venir, à raison d'un tiers par année. Macadamisage.

Les terres en culture seront soumises aux mêmes dispositions que celles situées dans la ville de la Longue-Pointe, et les fermiers et les cultivateurs jouiront des mêmes privilèges. (1 Geo. V, c. 48, s. 1.) Terres en culture.

Municipalité du Village de Tétreaultville.

III. La municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, avec ses limites territoriales telles que décrites par sa charte. Ville de Tétreaultville.

À compter de l'annexion, la cité sera aux droits et aux obligations de ladite municipalité, et l'actif et le passif de ladite municipalité seront confondus avec l'actif et le passif de la cité. Actif, etc.

La cité devra fournir l'eau à ladite municipalité dans le même délai qu'elle devra en fournir à la ville de la Longue-Pointe, soit en prolongeant son système d'aque-

Macadamisation, etc.

duc, soit en utilisant le système actuel de ladite municipalité. Dans l'intervalle la cité devra maintenir en opération le système actuel d'aqueduc de ladite municipalité.

La cité devra macadamiser les rues Sherbrooke, Vinet et Notre-Dame, en même temps que ces mêmes rues seront macadamisées dans la ville de la Longue-Pointe. La cité devra, en outre, macadamiser, dans un délai d'un an de la date de la sanction de la présente loi, la rue dite "Boulevard Saint-Antoine" d'une extrémité à l'autre.

Les règlements de la cité concernant les bâtiments ne s'appliqueront pas à ladite municipalité pour les cinq ans à venir, excepté en ce qui concerne les manufactures et les édifices publics.

La cité maintiendra autant que possible les employés actuels de ladite municipalité dans leurs fonctions après l'expiration de leur engagement actuel.

Représentation.

Le quartier Longue-Pointe sera représenté au conseil de la cité de Montréal de la manière prescrite par la charte de la cité. (1 Geo. V, c. 48, s. 1.)

Ville de Bordeaux.

Quartier Bordeaux.

j. Sont annexés à la cité de Montréal et forment un quartier sous le nom de "quartier Bordeaux" les territoires suivants, savoir :

Bornes de ce quartier.

I. La ville de Bordeaux avec ses limites territoriales telles que définies par sa charte.

Représentation.

Le quartier Bordeaux sera représenté au conseil municipal de la cité de Montréal, de la manière prescrite par la charte de la cité.

Actif, etc.

L'actif et le passif de la ville de Bordeaux feront partie de l'actif et du passif de la cité. (1 Geo. V, c. 48, s. 1.)

Règlements applicables, etc.

Les règlements municipaux, procès-verbaux, résolutions et actes municipaux qui régissent la ville de Bordeaux continueront après son annexion à avoir le même

effet que s'ils eussent été passés par la cité de Montréal. (3 Geo. V, c. 54, s. 1.)

L'avenue du Bois de Boulogne devra être rendue carrossable jusqu'à l'avenue du Parc, en la cité de Montréal, dans un délai de deux ans à compter de l'annexion.

Une rue, à l'ouest de la voie du chemin de fer Canadien du Pacifique, devra être ouverte entre le chemin public de la ville de Bordeaux et le chemin Sainte-Catherine de la ville d'Outremont, dans un délai de deux ans à compter de l'annexion; cette rue devra avoir la largeur et l'apparence d'un boulevard.

Les contrats de macadamisage des rues donnés par la ville de Bordeaux à M. R. E. Gillespie, sous la surveillance de l'ingénieur V.-H. Dupont, seront terminés par ces derniers dans le cours de l'année 1910; néanmoins ces travaux ne devront pas coûter plus de trente mille piastres.

Macadamisage.

Deux rues transversales à partir de la limite ouest de la ville de Bordeaux, jusqu'à la limite est, devront être ouvertes dans un délai de deux ans à compter de l'annexion.

Ouverture, etc., de rues.

La rue Sainte-Anne devra être élargie dans un délai d'un an à compter de l'annexion, à partir du chemin public jusqu'au lot 291-16 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et la rue du Collège devra être élargie de trente-trois pieds à partir du chemin public sur toute la profondeur du lot un numéro 292 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et, à cette fin, la cité devra acquérir le terrain nécessaire au prix de treize mille piastres, tel que le comportent les options données par les propriétaires intéressés.

Les terres en culture ne devront pas être évaluées à plus de cent piastres l'arpent pendant une période de dix ans à compter de l'annexion ou aussi longtemps, pendant ladite période de dix ans, que lesdites terres, ou

Terres en culture, etc.

parties d'icelles, n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Bordeaux, en considération de l'annulation de son contrat d'engagement recevra une indemnité de mille piastres. (1 Geo. V, c. 48, s. 1.)

Partie de la paroisse Saint-Laurent

Une partie de
la paroisse
St-Laurent.

II. La partie de la paroisse Saint-Laurent comprenant les lots des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, numéros 341, 342, 343, 343A, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 635, 636, 637, partie de 638, partie de 639, partie de 640, partie de 641 et partie de 642, les dites parties de lots bornées au nord-est par le chemin de fer Canadien du Pacifique, au sud-est par les limites de la cité de Montréal et la ville d'Outremont, au sud-ouest par le lot du cadastre numéro 634 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, au nord-ouest par le chemin de la côte Saint-Laurent.

Terres en
culture, etc.

Les terres en culture dans le dernier territoire actuellement détaché de la paroisse Saint-Laurent, et tant qu'elles resteront entre les mains de leurs détenteurs actuels ou qu'elles n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir, ne devront pas être évaluées pendant une période de cinq ans à plus de cent piastres l'arpent.

Les cultivateurs dudit territoire ne seront pas non plus astreints à aucune taxe générale ou spéciale pour les chevaux ou bêtes à cornes qu'ils garderont dans ledit territoire durant ladite période de cinq ans, à dater de la mise en vigueur de l'annexion.

Actif, etc.

La paroisse de Saint-Laurent sera chargée, au moment de l'annexion, du passif, des dettes et autres obligations affectant ledit territoire, imposées par elle pour ses propres fins et pour des fins de comté, mais aux fins d'aider ladite paroisse de Saint-Laurent et à titre de compensation pour assumer telles autres dettes et obligations affectant ledit territoire, la cité de Montréal paiera dans

les trente jours suivant l'entrée en vigueur de ladite annexion, la somme de quatre mille piastres à ladite corporation de la paroisse de Saint-Laurent.

Lors de la première élection qui suivra la présente annexion, les électeurs ayant droit de vote dans lesdits territoires, pourront voter sur le rôle d'évaluation ou sur la liste électorale fournie par la paroisse de Saint-Laurent.

Première élection, etc.

Toutefois, à ladite époque, si la cité de Montréal a fait une liste de tels électeurs, cette liste seule sera valide et servira aux fins de telle élection.

Dans les trente jours après l'entrée en vigueur de la présente loi, la cité payera à la *Park Realty Company of Montreal, Ltd.*, quatre mille deux cent soixante et deux piastres, représentant pour ladite compagnie, le coût des conduites d'eau principales, placées dans le territoire annexé dans la rue Belmont, en allant à l'ouest jusqu'au prolongement de l'avenue du Parc, et dans le prolongement de l'avenue du Parc, en allant au nord jusqu'à la rue Abraham.

Coût de conduites d'eau principales.

La cité fera des arrangements pour continuer de fournir l'eau ainsi que présentement fournie aux habitants du territoire annexé, à compter du 30 juin 1910 inclusivement, date à laquelle le contrat pour l'approvisionnement de ladite eau doit expirer.

La cité construira, dans le territoire annexé, un tuyau d'égout le long de la rue Beaumont, sur toute sa longueur et le long du prolongement de l'avenue du Parc, en allant au nord jusqu'à la rue Abraham, et macadamisera lesdites rues ou parties de rues, dans le cours de l'année courante, pour la rue Beaumont, et dans les deux ans à compter de l'adoption de la présente loi, pour le prolongement de l'avenue du Parc.

Tuyaux d'égout, le long de la rue Beaumont.

La cité devra, dans le territoire annexé, éclairer la rue Beaumont dans toute sa longueur durant le cours de l'année courante et le prolongement de l'avenue du Parc, ainsi que l'avenue Vendôme dans les deux ans à compter de l'adoption de la présente loi.

Eclairage, etc.

Les susdites obligations de la cité seront sujettes à la condition que la compagnie remette à la cité, libres de toute charge, toutes les rues présentement existantes dans le territoire annexé, en allant vers le nord jusqu'à la rue Abraham.

Mise en nomination, etc.

Nul ne sera mis en nomination pour la charge d'échevin ou sera élu à cette charge à l'élection qui suivra immédiatement l'annexion de la ville de Bordeaux, à moins que, le jour de la mise en nomination, il ne possède à titre de propriétaire, en son propre nom, des biens-fonds dans la cité de Montréal de la valeur de six cents piastres, après paiement et déduction faite de toutes charges imposées sur tels biens-fonds, le cens d'éligibilité prescrit par le présent article devant être établi par le rôle d'évaluation en vigueur à la date de la mise en nomination. (1 Geo. V, c. 48, s. 1.)

Ville de la Côte des Neiges.

Quartier Côte des Neiges.

k. Est annexée à la cité, et forme un quartier sous le nom de "quartier Côte des Neiges":

Bornes de ce quartier.

La ville de la Côte des Neiges avec ses limites territoriales, telles que décrites dans sa charte.

Représentation.

Le quartier Côte des Neiges, sera représenté au conseil de la cité de Montréal de la manière prescrite par la charte de ladite cité.

Transfert des droits, etc.

La cité de Montréal sera aux droits et aux obligations de la ville de la Côte des Neiges, à compter de la sanction de la présente loi.

Actif, etc.

L'actif de la ville de la Côte des Neiges, à compter de l'annexion, sera consolidé avec l'actif de la cité de Montréal, et le passif de ladite ville de la Côte des Neiges sera aussi consolidé avec le passif de ladite cité de Montréal.

Règlements applicables.

Le quartier la Côte des Neiges sera soumis aux règlements de la cité de Montréal; toutefois les règlements de la ville de la Côte des Neiges, qui ont été adoptés pour des fins spéciales, resteront en vigueur dans ledit quar-

tier jusqu'à ce que la fin proposée dans lesdits règlements ait été atteinte et réalisée.

Les terrains en culture et les bâtiments, maisons, écuries, étables et serres-chaudes, de quelques dimensions ou descriptions qu'ils soient et servant à l'exploitation des dites terres en culture, seront évalués à raison de cent piastres par arpent durant les quinze années qui suivront l'annexion. Les propriétaires ou occupants des dites terres en culture ne payeront aucunes taxes ou licences quelconques durant lesdites quinze années sur les animaux et sur tous les biens meubles et effets mobiliers servant à l'exploitation desdites terres en culture.

Terrains en culture, etc.

Tout terrain de plus de deux arpents en superficie en état de culture, sera considéré comme terrain de culture.

Les propriétaires ou occupants de terrains en culture auront le droit d'amonceler et de conserver du fumier à une distance de cent pieds du chemin public et de toute habitation.

Le taux de cotisation sur toutes les propriétés foncières autres que les terres en culture, sera d'une demie de un pour cent durant les trois années qui suivront l'annexion.

Le quartier de la ville de Côte des Neiges, actuellement connu et désigné comme étant le quartier No 3, et les terres en culture dans tous les quartiers actuels, ne seront pas sujets aux règlements de construction de la cité de Montréal pendant les cinq années qui suivront l'annexion.

La cité de Montréal s'engage :

Engagements de la cité.

1. A élargir le chemin principal à soixante et dix pieds pendant l'année qui suivra l'annexion, et à élargir le chemin de la Savane à soixante-six pieds à partir du chemin de fer du Parc et de l'Ile de Montréal, et à y construire un trottoir ;

2. A exécuter, si la loi le permet, les règlements con-

cernant l'enlèvement des cimetières dans les limites de la ville de la Côte des Neiges;

3. A accepter les rues offertes par les propriétaires d'icelles, si les dites rues présentent les conditions exigées par la charte de Montréal.

4. La cité devra faire tout en son pouvoir pour donner un service de tramways efficace à travers ce nouveau quartier.

5. La cité s'engage à commuer les chemins à barrières sous un délai raisonnable.

6. L'inspecteur actuel de voirie de la ville de la Côte des Neiges restera à l'emploi de la cité comme contre-maître de sections.

7. La cité de Montréal devra ouvrir, d'ici à deux ans, et entretenir une rue depuis la gare Snowdon, dans Notre-Dame de Grâce au chemin de la Côte de Liesse, dans la paroisse de Saint-Laurent, d'une largeur de cent pieds avec macadam et trottoirs.

8. La cité de Montréal devra, dans l'année de la sanction de la présente loi, ouvrir et entretenir une rue de soixante et six pieds de largeur dont le centre concordera avec la ligne de division des lots 110 et 113 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village incorporé de la Côte des Neiges, tels que possédés par leurs propriétaires respectifs, en partant du chemin principal et en passant sur les lots Nos 75 et 79 desdits plan et livre de renvoi et élargir ou ouvrir le chemin de la Côte St-Joseph déjà en usage, sur la largeur susdite, à partir de l'angle de ce dernier chemin sur le lot No 79 desdits plan et livre de renvoi et en longeant les lots Nos 79, 72, 80, 71, 70 et 82 jusqu'au lot 70a desdits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges.

Paiement du
coût de l'ex-
propriation
pour l'ouver-
ture d'une
certaine rue.

9. La cité de Montréal ne pourra en tous cas être appelée à payer, pour les fins d'expropriation de cette rue (expropriation qui devra être faite ainsi que les autres expropriations édictées par le numéro 1 et le nu-

méro 7 des présents amendements, d'après la loi des expropriations de la province de Québec), plus de dix mille piastres, et le surplus du coût de l'expropriation de la rue décrite dans le numéro 8 desdits amendements sera à la charge des propriétaires riverains de ladite rue. (1 Geo. V, 2e session, c. 60, s. 2.)

10. Les propriétaires riverains de ladite rue pourront cependant s'éviter de payer cette quote-part du coût de cette expropriation en faisant signifier à la cité un acte d'accord établissant les réclamations respectives de chacun d'eux et en offrant de donner titre valable à la propriété de ladite rue à la cité, pourvu que leurs réclamations, collectivement, n'excèdent pas ladite somme de dix mille piastres. (1 Geo. V, c. 48, s. 1.)

Village de Rosemont.

1. Est annexé à la cité et forme un quartier sous le nom de "quartier Rosemont": Quartier
Rosemont.

Le village de Rosemont avec ses limites territoriales telles qu'établies par sa charte. Ses limites.

Le quartier de Rosemont aura droit à un échevin au conseil de la cité de Montréal en la manière prescrite par la charte de la cité. Représenta-
tion.

A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'actif et le passif du village de Rosemont seront consolidés avec l'actif et le passif de la cité de Montréal, et cette cité sera aux droits et obligations du village de Rosemont. Actif, etc.

La cité de Montréal dépensera dans les trois premières années qui suivront l'annexion une somme de huit cent soixante et un mille deux cent quarante-sept piastres et quarante centins, répartie comme suit: Dépenses
dans les trois
premières
années.

Pour expropriation, ouverture et élargisse-	
ment des rues	\$ 38,000 00
Pour construction de canaux d'égouts . . .	538,221 50
Pour nivellement et macadamisage des rues .	178,250 90
Pour posage des conduites d'eau	36,307 50
Pour trottoirs permanents	70,467 50

Il ne sera pas dépensé moins d'un tiers de ladite somme de huit cent soixante et un mille deux cent quarante-sept piastres et quarante centins dans ledit quartier Rosemont, pendant chacune de ces trois années.

La cité de Montréal maintiendra, autant qu'il sera possible, un bureau de perception dans les limites du village de Rosemont.

Construction
d'égouts, etc.

Toutes taxes spéciales imposées pour construction d'égouts et de trottoirs permanents sont payables immédiatement après l'homologation du rôle de répartition; cependant ces taxes pourront être payées en vingt versements égaux et annuels avec intérêt.

Poste de pom-
piers, etc.

La cité de Montréal établira, immédiatement après l'annexion, un poste de pompiers et de police dans l'hôtel de ville actuel de Rosemont.

La cité devra payer au secrétaire-trésorier du village de Rosemont une indemnité de mille piastres.

Terres en
culture, etc.

Les terres ou parties de terres en culture du quartier Rosemont ne devront pas être évaluées à plus de cent piastres l'arpent, pendant une période de dix ans, à compter de l'annexion ou aussi longtemps pendant cette période de dix ans, que ces terres ou parties de terres n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir et distraites de la culture.

La susdite évaluation comprendra les maisons, granges, écuries et autres bâtiments à l'usage de la terre, ainsi que les chevaux, bêtes à cornes, et autres animaux et volailles faisant partie de la ferme, les voitures d'été et d'hiver de tout genre, instruments agricoles et tous autres meubles faisant partie du roulant ordinaire d'un cultivateur.

Abolition des
barrières de
péage, etc.

Immédiatement après l'annexion, la cité de Montréal abolira les barrières de péage dans le village de Rosemont.

Les fermiers pourront garder du fumier pour leurs

terres mais à pas moins de cent pieds de toute habitation.

La cité de Montréal devra fournir l'eau aux contribuables de Rosemont, aux mêmes conditions qu'à ceux de la cité de Montréal; toutefois les cultivateurs auront droit au service gratuit de l'eau pour six animaux; ils payeront cinquante centins par tête pour chaque animal additionnel." (1 Geo. V, c. 48, s. 1.)

Service d'aqueduc.

(N.B.—*Les limites du quartier Rosemont ont été modifiées par le règlement No 471 du Conseil de la cité de Montréal, adopté le 10 janvier 1913.*)

Evaluation des immeubles de la cité de Verdun, et commutation des taxes.

m. A compter du 14 mars 1911, l'évaluation totale des immeubles que la cité de Montréal possède ou possédera dans la ville de Verdun est fixée à \$450,000.00, pour déterminer le montant des taxes municipales et scolaires que la cité de Montréal devra payer, et pour toutes autres fins quelconques, et ladite cité paye, chaque année, à ladite ville de Verdun, à la date du paiement des taxes générales annuelles de ladite ville, la somme de \$4,500.00. Ce paiement tient lieu, à titre de commutation, de toute taxe et contribution foncière, cotisation, répartition annuelle ou spéciale, ainsi que de toute taxe ou prix de l'eau que ladite ville de Verdun peut autrement imposer à ladite cité de Montréal.

Cette commutation a force et effet pour une période de vingt-cinq ans et s'applique aux taxes qui deviennent dues à l'avenir.

Effet de la commutation.

La cité est autorisée à fermer toute rue, ruelle ou voie publique, ou partie d'icelle, située sur les terrains qui lui appartiennent actuellement, et fera diligence pour faire ouvrir par la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, dans ladite ville de Verdun, une rue projetée de soixante pieds de largeur s'étendant de la rue Bannatyne à la rue Holmfield. (1 Geo. V, 2e session, c. 60, s. 2.)

Fermeture de certaines rues.

Partie du Village de la Côte Saint-Luc

Lots annexés
au quartier
N.-D de
Grâces.

n. Est annexée à la cité et fait partie du quartier Notre-Dame de Grâces :

La partie du village de la Côte Saint-Luc portant les Nos 70, 71, 143, 148, 152*a*, 154 et 164 du cadastre de la paroisse de Montréal, sans autre condition que les suivantes :

Evaluation
des terres en
culture.

1. Les terres en culture dans le territoire ainsi annexé ne devront pas être évaluées à plus de cent piastres l'arpent, de la date de l'annexion au 4 juin 1920, ou aussi longtemps que durant ce laps de temps, lesdites terres ou parties d'icelles n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir ; et, durant cette période, les fermiers auront le droit d'y garder du fumier pour l'usage de leur ferme, pourvu qu'il ne soit pas placé à moins de cent pieds du chemin public ou de toute habitation. Cette évaluation comprendra les maisons, granges, écuries et autres bâtiments nécessaires à la culture desdites terres.

Montant payé
par la cité.

2. La cité de Montréal paiera à la corporation du village de la Côte Saint-Luc une somme de deux cent cinquante piastres. (2 Geo. V, c. 56, s. 1.)

*Dispositions générales se rapportant aux annexions
décrétées par 1 Geo. V, c. 48, s. 1.*

Personnes qui
auront le
droit de vote
lors de la pre-
mière élec-
tion, etc.

2. Lors de la première élection qui suivra les annexions décrétées dans la section 1 de la présente loi, ou à toute élection subséquente jusqu'à ce qu'une liste électorale ait été faite conformément aux dispositions de la charte de la cité, les électeurs ayant droit de voter dans aucune des municipalités y mentionnées auront droit de vote dans le quartier constitué par cette municipalité d'après la liste électorale municipale en vigueur lors de l'annexion de cette municipalité, et s'il n'existe pas de liste électorale, d'après le rôle d'évaluation en vigueur.

Le greffier de la cité pourra subdiviser chacun de ces

quartiers en arrondissements de votation conformément à l'article 52 de la charte.

Dans les montants votés pour les travaux à faire par la cité dans les territoires annexés par la présente loi sont compris les montants remboursables à la cité par les propriétaires, suivant les dispositions de la charte.

Subdivision
en arrondisse-
ments.

A compter du jour de la sanction de la présente loi, les dispositions de la charte de la cité de Montréal concernant le taux de la taxe foncière s'appliqueront, nonobstant toute loi contraire, aux territoires annexés par la présente loi.

Taux de la
taxe foncière.

Nonobstant tous les règlements adoptés par les corporations des municipalités annexées par la présente loi, les intérêts et le fonds d'amortissement des emprunts prélevés au moyen d'une taxe spéciale foncière répartie généralement sur tous les immeubles imposables de ces municipalités seront payés à l'avenir à même les fonds de la municipalité.

Intérêts et
fonds d'amor-
tissement.

Cette dispositions ne s'applique pas aux paiements des égouts qui ne sont pas des égouts collecteurs, des trottoirs permanents et de tous autres travaux qui sont généralement à la charge des propriétaires, mais s'applique à la balance de l'emprunt de douze mille piastres contracté par la corporation du village de Beaurivage pour la construction d'égouts. (2 Geo. V, c. 56, s. 31.)

Exception.

Les contrats passés par la corporation de la ville Emard et le village de Rosemont, respectivement, avec la compagnie des pavages municipaux du Canada sont nuls.

Certains con-
trats sont an-
nuls.

Sont nuls également tous contrats pour travaux permanents passés postérieurement au 30 avril 1910 par le conseil municipal de chacune des municipalités annexées par la présente loi; cependant tous tels contrats légaux passés en exécution de règlements valides antérieurement adoptés par tels conseils, auront leur plein et entier effet.

Idem.

Sont aussi nulles toutes les nouvelles nominations d'employés, ainsi que toutes augmentations de salaire

Nouvelles no-
minations,
nulles, etc.

votées par aucun desdits conseils après le 30 avril 1910. (1 Geo. V, c. 48, s. 2.)

Modification des bornes de la Cité.

5a. Le conseil peut, de temps à autre, modifier, par règlement ou résolution, les bornes de la cité telles que décrites dans l'article précédent, de manière qu'elles comprennent toute municipalité ou partie de municipalité qui a été jusqu'à présent ou pourra à l'avenir être annexée à la Cité. (7 Ed. VII, c. 63, s. 2.) (*Voir aussi section 7c page 57.*)

Juridiction
pour fins mu-
nicipales, etc.

6. La cité de Montréal a juridiction sur toute l'étendue de son territoire, pour des fins municipales et de police, et pour l'exercice de tous les pouvoirs qui lui sont conférés par cette charte, et aussi en dehors de son territoire dans des cas particuliers où plus ample autorité lui est conférée.

Idem.

La juridiction de la cité pour les fins municipales et de police s'étend jusqu'au milieu du fleuve Saint-Laurent en face de la cité.

SECTION IV

Des quartiers de la cité

Division en
quartiers.

7. La cité de Montréal est divisée en trente et un quartiers respectivement appelés: Est, Centre, Ouest, Sainte-Anne, Saint-Joseph, Saint-André, Saint-George, Saint-Laurent, Saint-Louis, Saint-Jacques, La Fontaine, Papineau, Sainte-Marie, Hochelaga, Saint-Jean-Baptiste, Duvernay, Saint-Gabriel, Saint-Denis, Sainte-Cunégonde, Saint-Henri, Mont-Royal, De Lorimier, Laurier, Notre-Dame de Grâces, Saint-Paul, Ahuntsic, Emard, Longue-Pointe, Bordeaux, Côte des Neiges et Rosemont, et chacun desdits quartiers est compris dans les bornes et limites suivantes ou qui sont décrites dans les lois et règlements s'y rapportant. (1 Geo. V, c. 48, s. 4.)

(1) Le quartier Est est borné comme suit :

Quartier Est.

Depuis l'intersection de la rue Craig et de la rue Lacroix s'étendant le long du milieu de la rue Lacroix, depuis la rue Craig et le prolongement de la rue Lacroix jusqu'au fleuve Saint-Laurent; au sud-est par cette partie du fleuve St-Laurent située vis-à-vis de, et s'étendant depuis le prolongement de la rue Lacroix jusqu'à la rue St-Gabriel; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Saint-Gabriel, depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la rue Craig; au nord-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Craig, depuis la rue Saint-Gabriel jusqu'au milieu de la rue Lacroix.

Le quartier Est comprend également l'île Sainte-Hélène, l'île Ronde et l'île Verte. (8 Ed. VII, c. 85, s. 3.)

(2) Le quartier Centre est borné comme suit :

Au nord-est par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Saint-Gabriel, depuis la rue Craig jusqu'au fleuve Saint-Laurent; au sud-est par cette partie du fleuve Saint-Laurent située vis-à-vis de, et s'étendant depuis la rue Saint-Gabriel jusqu'à la rue Callières; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu des rues Callières et Saint-François-Xavier, depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la rue Craig; au nord-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Craig, depuis la rue Saint-François-Xavier jusqu'à la rue St-Gabriel.

Quartier
Centre

(3) Le quartier Ouest est borné comme suit :

Au nord-est par une ligne s'étendant le long du milieu des rues Saint-François-Xavier et Callières, depuis la rue Craig jusqu'au fleuve Saint-Laurent; au sud-est par cette partie du fleuve Saint-Laurent située vis-à-vis de, et s'étendant depuis la rue Callières jusqu'à la rue McGill; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue McGill et de la rue longeant le côté nord-est du carré Victoria, depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la rue Craig; au nord-ouest par une ligne

Quartier
Ouest.

s'étendant le long du milieu de la rue Craig, depuis le carré Victoria jusqu'à la rue Saint-François-Xavier.

Quartier
St-Anne.

(4) Le quartier Sainte-Anne est borné comme suit :

Au nord-est par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue McGill, depuis la rue Notre-Dame jusqu'au fleuve Saint-Laurent; au sud-est par cette partie du fleuve Saint-Laurent située vis-à-vis de la, et s'étendant depuis la rue McGill jusqu'à l'ancienne limite sud-ouest de la cité; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long de l'ancienne limite sud-ouest de la cité, depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la rue Notre-Dame; au nord-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Notre-Dame, depuis la limite sud-ouest de la cité jusqu'à la rue McGill.

Quartier St-
Joseph.

(5) Le quartier "Saint-Joseph," *nom tel que changé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 2, 1903*, est borné comme suit :

Au nord-ouest par une ligne suivant le milieu de la rue Saint-Antoine, depuis la limite sud-ouest de la cité de Montréal (décrite dans la présente charte) jusqu'à la rue Craig, et suivant le milieu de cette dernière jusqu'au carré Victoria; de là le long du milieu de la rue qui longe le côté nord-est du carré Victoria et du milieu de la rue McGill, depuis la rue Craig jusqu'à la rue Notre-Dame; au sud-est par une ligne suivant le milieu de la rue Notre-Dame, depuis la rue McGill jusqu'à la limite sud-ouest de la cité de Montréal; de là suivant la dite limite sud-ouest en dernier lieu mentionnée, depuis la rue Notre-Dame jusqu'à la rue Saint-Antoine, au point de départ.

Quartier
St-André

(6) Le quartier "Saint-André", *nom tel que changé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 2, 1903*, est borné comme suit :

Au nord-est par une ligne suivant le prolongement du milieu de la rue de la Montagne, depuis la limite sud-est du Parc Mont-Royal jusqu'à la rue Saint-Antoine; de là le long du milieu de la rue Saint-Antoine, depuis la rue de la Montagne jusqu'à la limite sud-ouest de la cité de Montréal, décrite dans la présente charte; de là

le long de la dite limite de la cité, depuis la rue Saint-Antoine jusqu'à la limite sud-est du Parc Mont-Royal; de là allant vers le nord-est, suivant la limite sud-est du Parc Mont-Royal en dernier lieu mentionnée jusqu'au prolongement du milieu de la rue de la Montagne, au point de départ. Le Parc Mont-Royal est compris dans ce quartier.

(7) Le quartier "Saint-Georges", *nom tel que changé* Quartier St-Georges. par 3 Ed. VII, c. 62, s. 2, 1903, est borné comme suit:

Au nord-est par une ligne suivant le milieu de la rue Durocher, depuis la limite du Parc Mont-Royal, telle qu'indiquée sur le plan mentionné dans la loi de la législature de la province de Québec, 35 Victoria, chapitre 32, section 6, jusqu'à la rue Sherbrooke; de là le long du milieu de la rue Sherbrooke, depuis la rue Durocher jusqu'à la rue des Conseillers de Ville; de là le long du milieu de la rue des Conseillers de Ville, depuis la rue Sherbrooke jusqu'à la rue Sainte-Catherine; de là le long du milieu de la rue Sainte-Catherine, depuis la rue des Conseillers de Ville jusqu'à la rue Saint-Alexandre; de là le long du milieu de la rue Saint-Alexandre, depuis la rue Sainte-Catherine jusqu'à la rue Craig; de là le long du milieu de la rue Craig et de la rue Saint-Antoine, depuis la rue Saint-Alexandre jusqu'à la rue de la Montagne; de là le long du milieu de la rue de la Montagne, depuis la rue Saint-Antoine, jusqu'à la limite sud-est du Parc Mont-Royal; de là suivant la limite du Parc Mont-Royal, depuis le prolongement du milieu de la rue de la Montagne jusqu'au milieu de la rue Durocher, au point de départ.

(8) Le quartier Saint-Louis est borné comme suit: Quartier St-Louis.

Au nord-est par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Saint-Denis, depuis l'ancienne limite nord-ouest de la cité jusqu'à la rue Craig; au sud-est par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Craig, depuis la rue Saint-Denis jusqu'à la rue Saint-Laurent; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Saint-Laurent, depuis la rue Craig jusqu'à l'ancienne

limite nord-ouest de la cité; au nord-ouest par une ligne s'étendant le long de l'ancienne limite nord-ouest de la cité, depuis la rue Saint-Laurent jusqu'à la rue Saint-Denis.

Quartier
St-Laurent.

(9) Le quartier Saint-Laurent est borné comme suit:

Au nord-est par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Saint-Laurent, depuis l'ancienne limite nord-ouest de la cité jusqu'à la rue Craig; au sud-est par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Craig, depuis la rue Saint-Laurent jusqu'à la rue Saint-Alexandre; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Saint-Alexandre, depuis la rue Craig jusqu'à la rue Sainte-Catherine; de là le long du milieu de la rue Sainte-Catherine, depuis la rue Saint-Alexandre jusqu'à la rue des Conseillers de Ville; de là le long du milieu de la rue des Conseillers de Ville, depuis la rue Sainte-Catherine jusqu'à la rue Sherbrooke; de là le long du milieu de la rue Sherbrooke, depuis la rue des Conseillers de Ville jusqu'à la rue Durocher; de là le long du milieu de la rue Durocher, depuis la rue Sherbrooke jusqu'à la ligne de la limite sud-est du Parc Mont-Royal, telle qu'indiquée sur le plan mentionné dans l'acte de la législature de la province de Québec, 35 Victoria, chapitre 32, section 6; au nord-ouest, par une ligne s'étendant le long de la limite du Parc Mont-Royal, telle qu'indiquée sur le plan ci-dessus mentionné, depuis l'extrémité nord-ouest de la rue Durocher jusqu'à un point au nord-est de l'avenue du Parc, où la dite limite du Parc Mont-Royal rencontre l'ancienne limite nord-ouest de la cité; de là le long de l'ancienne limite nord-ouest de la cité depuis le Parc Mont-Royal jusqu'à la rue Saint-Laurent.

Quartier Ste-
Marie.

(10) Le quartier "Sainte-Marie", *nom tel que changé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 2, 1903*, est borné comme suit:

Au nord-est par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Iberville, depuis le prolongement de l'ancienne limite nord-ouest de la cité jusqu'au fleuve Saint-Laurent; au sud-est par cette partie du fleuve

Saint-Laurent située vis-à-vis de, et s'étendant depuis la rue Iberville jusqu'au prolongement de l'avenue de Lorimier; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de l'avenue de Lorimier, depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à l'ancienne limite nord-ouest de la cité de Montréal; au nord-ouest par l'ancienne limite nord-ouest de la cité jusqu'à la rue Iberville, au point de départ.

Amendé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 3, 1903. (Voir article 7a de la présente charte et le règlement municipal No 319.)

(N.B.—Les limites du quartier Ste-Marie ont été modifiées par les règlements No 353, adopté par le Conseil de Ville de Montréal le 15 janvier 1906, et No 471, adopté par le Conseil de Ville de Montréal le 10 janvier 1913.)

(11) Le quartier "Papineau", *nom tel que changé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 2, 1903*, est borné comme suit:

Quartier
Papineau.

Au nord-est par une ligne s'étendant le long du milieu de l'avenue de Lorimier, depuis l'ancienne limite nord-ouest de la cité de Montréal jusqu'au fleuve Saint-Laurent; au sud-est par cette partie du fleuve Saint-Laurent située vis-à-vis de, et s'étendant depuis le prolongement de l'avenue de Lorimier jusqu'à la rue Barclay; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Barclay depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la rue Notre-Dame; de là le long du milieu de la rue Notre-Dame depuis la rue Barclay jusqu'à la rue Visitation; de là le long du milieu de la rue Visitation depuis la rue Notre-Dame jusqu'à l'ancienne limite nord-ouest de la cité de Montréal; et au nord-ouest par la dite ancienne limite de la cité depuis la rue Visitation jusqu'à l'avenue de Lorimier, au point de départ.

(12) Le quartier "Saint-Jacques", *nom tel que changé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 2, 1903*, est borné comme suit:

Quartier St.
Jacques.

Au nord-est par une ligne suivant le milieu de la rue Visitation, et s'étendant depuis la rue de Montigny

jusqu'à la rue Notre-Dame; de là suivant le milieu de la rue Notre-Dame, depuis la rue Visitation jusqu'à la rue Barclay; de là le long du milieu de la rue Barclay, depuis la rue Notre-Dame jusqu'au fleuve Saint-Laurent; au sud-est par cette partie du fleuve Saint-Laurent située vis-à-vis de, et s'étendant depuis la rue Barclay jusqu'au prolongement de la rue Lacroix; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu du prolongement de la rue Lacroix, depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la rue Craig; de là le long de la rue Craig, depuis la rue Lacroix jusqu'à la rue Saint-Denis; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Saint-Denis, depuis la rue Craig jusqu'à la rue de Montigny; au nord-ouest par une ligne suivant le milieu de la rue de Montigny, depuis la rue Saint-Denis jusqu'à la rue Visitation, au point de départ.

Quartier
LaFontaine.

(13) Le quartier "LaFontaine", *nom tel que changé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 2, 1903*, est borné comme suit:

Au nord-est par le prolongement du milieu, et ensuite par le milieu de la rue Visitation, depuis l'ancienne limite nord-ouest de la cité de Montréal jusqu'à la rue de Montigny; au sud-est par le milieu de la rue de Montigny, depuis la rue Visitation jusqu'à la rue Saint-Denis; au sud-ouest par le milieu de la rue Saint-Denis, depuis la rue de Montigny jusqu'à l'ancienne limite nord-ouest de la cité; et au nord-ouest par l'ancienne limite nord-ouest de la cité de Montréal, depuis la rue Saint-Denis jusqu'à la rencontre de la dite limite nord-ouest avec le prolongement du milieu de la rue Visitation, au point de départ.

Quartier
Hochelaga.

(14) (*Amendé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 3, 1903.—Voir Art. 7a de la présente charte et le règlement municipal No 319.*) Le quartier Hochelaga est borné comme suit:

Au nord-est par la limite nord-est de la cité; au sud-est par cette partie du fleuve Saint-Laurent située vis-à-vis de, et s'étendant depuis la limite nord-est de la cité jusqu'à la rue Iberville; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu de la rue Iberville, depuis le

fleuve Saint-Laurent jusqu'à un point où cette ligne rencontre le prolongement de l'ancienne limite nord-ouest de la cité; de là le long de la ligne de division, longeant la rue Iberville, qui sépare la cité et la municipalité de Delorimier, depuis l'intersection mentionnée plus haut jusqu'à la limite nord-ouest de la cité; au nord-ouest par cette partie de la limite nord-ouest de la cité située entre la municipalité de Delorimier et la limite nord-est de la cité.

Le quartier Hochelaga anciennement la Ville d'Hochelaga, a été annexé à la Cité de Montréal par le règlement No 39 adopté par ladite Ville d'Hochelaga le 4 octobre 1883.

(N.B.—Les limites du quartier Hochelaga ont été modifiées par le règlement No 471 du Conseil de la Cité de Montréal, adopté le 10 janvier 1913.)

(15) *Tel qu'amendé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 2, 1903.* Le quartier Saint-Jean-Baptiste est borné comme suit :

Quartier
Saint-Jean
Baptiste.

Au nord-est par une ligne courant au milieu de la rue Saint-Hubert, depuis l'avenue Mont-Royal jusqu'à l'ancienne limite nord-ouest de la cité; au sud-est par une ligne longeant l'ancienne limite de la cité, depuis la rue Saint-Hubert jusqu'à la limite nord-est du parc Mont-Royal, telle qu'indiquée au plan dont il est fait mention dans la loi de la Législature de Québec, 35 Vict., chap. 32, section 6; au sud-ouest par la limite nord-est du parc Mont-Royal, telle qu'indiquée au plan susmentionné, depuis l'ancienne limite de la cité jusqu'à l'avenue Mont-Royal; au nord-ouest par la limite nord-ouest de la cité, depuis la limite nord-est du parc Mont-Royal jusqu'à la rue Carrière; de là, suivant le milieu de l'avenue Mont-Royal, depuis la rue Carrière jusqu'à la rue Saint-Hubert.

Le quartier St-Jean-Baptiste, anciennement la Ville St-Jean-Baptiste, a été annexé à la Cité de Montréal par le règlement No 27, adopté par la dite Ville St-Jean-Baptiste le 7 décembre 1885.

Quartier
Duvernay

(15a.) *Tel qu'amendé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 2, 1903.*
Le quartier Duvernay est borné comme suit :

Au nord-est par une ligne courant au milieu de l'avenue Papineau et séparant la cité de Montréal de la municipalité de DeLorimier, depuis l'avenue Mont-Royal jusqu'à l'ancienne limite nord-ouest de la cité; au sud-est par l'ancienne limite nord-ouest de la cité, depuis l'avenue Papineau jusqu'à la rue Saint-Hubert; au sud-ouest par une ligne courant au milieu de la rue Saint-Hubert, depuis l'ancienne limite nord-ouest de la cité jusqu'à l'avenue Mont-Royal; au nord-ouest par une ligne courant au milieu de l'avenue Mont-Royal, depuis la rue Saint-Hubert jusqu'à l'avenue Papineau.

Quartier
St-Gabriel

(16) Le quartier Saint-Gabriel est borné comme suit :

Au nord-est par une ligne s'étendant le long de l'ancienne limite sud-ouest de la cité, depuis le milieu du canal Lachine jusqu'au fleuve Saint-Laurent; au sud-est par cette partie du fleuve Saint-Laurent située vis-à-vis de, et s'étendant depuis l'ancienne limite sud-ouest de la cité jusqu'à la limite sud-ouest actuelle de la dite cité; au sud-ouest par une ligne s'étendant le long de la limite sud-ouest de la cité, cette dite limite étant la ligne de division entre la cité et les municipalités de Verdun et de la côte Saint-Paul, depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'au milieu du canal Lachine; au nord-ouest par une ligne s'étendant le long du milieu du canal Lachine, depuis la municipalité de la côte Saint-Paul jusqu'à l'ancienne limite sud-ouest de la cité, cette dernière ligne faisant partie de la limite sud-ouest actuelle de la cité.

Quartier
St-Denis

(17) *Tel qu'amendé par 3 Ed. VII, c. 62, s. 3, 1903.*
Le quartier Saint-Denis est borné comme suit :

Au nord-est par une ligne s'étendant le long de la ligne de division entre la cité et les municipalités de la Petite-Côte et DeLorimier, depuis la ligne de division entre la cité et la Côte Saint-Michel jusqu'à l'avenue Mont-Royal; au sud-est par une ligne s'étendant le long de l'avenue Mont-Royal, depuis l'avenue Papineau jusqu'à

la rue Carrières; au sud-ouest par la ligne de division entre la cité et la municipalité de la ville de Saint-Louis; au nord-ouest par cette partie de la limite nord-ouest de la cité, étant la ligne de division entre la cité et les paroisses de Saint-Laurent et du Sault-au-Récollet, le tout conformément au plan de la cité qui doit être préparé suivant cette charte.

Le quartier St-Denis, anciennement la Ville de la Côte St-Louis, a été annexé à la Cité de Montréal par le règlement No 211, adopté le 4 décembre 1893.

“Le quartier Saint-Denis comprend, en outre, le territoire détaché de la paroisse de Saint-Laurent, tel que décrit dans les cinquième et sixième alinéas de l'article 5. (Voir 7 Ed. VII, c. 63, s. 1, 1907.)

Le quartier Saint-Denis comprend également le territoire décrit dans le douzième alinéa de l'article 5. (8 Ed. VII, c. 85, s. 2.)

(N.B.—*Le territoire dont il est fait mention dans cet alinéa est la partie de la municipalité de Rosemont annexée par la loi 8 Ed. VII, c. 85, s. 1.*)

Le quartier St-Denis comprend aussi certains autres territoires annexés par des règlements municipaux, à savoir:

1. *Règlement No 360 adopté le 5 novembre 1906 annexant une partie de la paroisse du Sault-au-Récollet;*

2. *Règlement No 334 adopté le 11 septembre 1905 annexant la municipalité de Villeray.*

Quartier Ste-Cunégonde, annexé à la Cité de Montréal par le règlement No 350 adopté le 4 décembre 1905.

Quartier St-Henri, annexé à la Cité de Montréal par le règlement No 342 adopté le 20 octobre 1905.

18. Le quartier Mont-Royal comprend le territoire décrit dans les paragraphes *b* et *c* de l'article 5. (9 Ed. VII, c. 81, s. 2.)

Quartier
Mont-Royal.

Quartier de
Lorimier

19. Le quartier de Lorimier a les bornes et l'étendue mentionnées dans le paragraphe *d* de l'article 5. (9 Ed. VII, c. 81, s. 2.)

Quartier N. D.
de Grâces.

20. Le quartier Notre-Dame de Grâces a les bornes et l'étendue mentionnées dans le paragraphe *e* de l'article 5 de la charte. (1 Geo. V, c. 48, s. 4.)

Quartier St.
Paul.

21. Le quartier Saint-Paul a les bornes et l'étendue mentionnées dans le paragraphe *f* de l'article 5 de la charte. (1 Geo. V, c. 48, s. 4.)

Quartier
Laurier.

22. Le quartier Laurier comprend le territoire inclus dans les limites de la ville de Saint-Louis, tel qu'établi par la charte de ladite ville, lors de l'annexion d'icelle à la cité. 1 Geo. V, c. 48, s. 4.)

(Le quartier Laurier a été annexé à la Cité par une loi spéciale. 9 Ed. VII, c. 88.)

Quartier
Ahuntsic

23. Le quartier Ahuntsic a les bornes et l'étendue mentionnées dans le paragraphe *g* de l'article 5 de la charte. (1 Geo. V, c. 48, s. 4.)

Quartier
Emard.

24. Le quartier Emard a les bornes et l'étendue mentionnées dans le paragraphe *h* de l'article 5 de la charte. (1 Geo. V, c. 48, s. 4.)

Quartier Lon-
gue-Pointe.

25. Le quartier Longue-Pointe a les bornes et l'étendue mentionnées dans le paragraphe *i* de l'article 5 de la charte. (1 Geo. V, c. 48, s. 4.)

Quartier Bor-
deaux.

26. Le quartier Bordeaux a les bornes et l'étendue mentionnées dans le paragraphe *j* de l'article 5 de la charte. (1 Geo. V, c. 48, s. 4.)

Quartier Côte
des Neiges.

27. Le quartier Côte des Neiges a les bornes et l'étendue mentionnées dans le paragraphe *k* de l'article 5 de la charte. (1 Geo. V, c. 48, s. 4.)

Quartier Rose-
mont.

28. Le quartier Rosemont a les bornes et l'étendue mentionnées dans le paragraphe *l* de l'article 5 de la charte. (1 Geo. V, c. 48, s. 4.)

Modification des limites du quartier Hochelaga.

7a. Le conseil de la cité peut, par règlement, modifier les limites du quartier Hochelaga, de manière que la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien le divise en deux parties inégales dans la direction du sud-est au nord-ouest, et que la partie de ce quartier comprise entre le centre de la rue du Havre et celui de la rue Iberville soit annexée au quartier Sainte-Marie. (3 Ed. VII, c. 62, s. 3.) *Voir règlement No 319, adopté le 20 juin 1904.*

Changement
des limites
du quartier
Hochelaga

Modification des bornes de certains quartiers.

7b. Le conseil de la cité de Montréal aura le droit, par règlement ou résolution, lorsque des municipalités ou territoires ne faisant pas partie maintenant de la cité, seront annexés à la cité, d'augmenter le nombre de ses quartiers ou de modifier les bornes, plans et limites des quartiers adjacents ou contigus aux municipalités ou territoires annexés. (7 Ed. VII, c. 63, s. 4.) (*Voir aussi section 5a, page 46.*)

Augmentation
du nombre de
quartiers et
modification
des bornes
d'iceux.

7c. La cité est autorisée à annexer par règlement cette portion de son territoire qui faisait autrefois partie de Rosemont et se trouve maintenant comprise dans le quartier Sainte-Marie à tout autre quartier que le conseil jugera opportun, et aussi à modifier les limites des parties des quartiers Hochelaga, Sainte-Marie et Papineau sises au Nord de la rue Sherbrooke, entre l'avenue Papineau et la limite nord-est de la cité. (7 Ed. VII, c. 63, s. 4.) (*Voir règlement No 471, adopté le 10 janvier 1913.*)

7d. Toutes les procédures concernant l'annexion à la cité des municipalités de Villeray, de Saint-Henri, de Sainte-Cunégonde, de partie de la municipalité de Rosemont et de partie des paroisses de Saint-Laurent et du Sault-au-Récollet, et celles relatives aux élections qui ont eu lieu dans ces municipalités, sont déclarées valides et légales à toutes fins que de droit, et les jugements qui ont été rendus par les cours de recorder desdites municipalités continuent d'être en vigueur et peuvent être exécutés.

Certaines pro-
cédures, con-
cernant

tés par les officiers de la Cour du recorder de la cité. (1 Geo. V, c. 48, s. 5).

Continuation
des procédures
en annexion
par un nou-
veau conseil.

7e. Les procédures pour un règlement d'annexion commencées par un conseil dont les fonctions sont expirées peuvent être continuées avec le même effet par le nouveau conseil. (7 Ed. VII, c. 63, s. 4.)

SECTION V.

De l'annexion des municipalités.

Le conseil
peut faire des
règlements
pour étendre
les limites de
la cité.

8. Le conseil de la cité peut, par le vote affirmatif de la majorité absolue de ses membres, faire des règlements pour étendre les limites de la cité, en y annexant, pour des fins municipales, toute cité, ville, village ou municipalité ou partie de municipalité contiguë ou non à la cité dans l'Ile de Montréal.

Le règlement
doit être ac-
compagné
d'un plan, etc.

Tout tel règlement doit contenir une désignation complète du territoire à annexer avec un plan en démontrant la superficie et les limites, énoncer les termes et conditions de l'annexion, et déterminer si le territoire ainsi annexé sera constitué en un seul quartier, ou s'il sera annexé, en tout ou en partie, à quelqu'un ou à quelques-uns des quartiers de la cité. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 3.)

Approbaton
du règlement
avant son
adoption.

9. Avant sa troisième lecture et son adoption finale par le conseil de la cité, ce règlement doit avoir été approuvé par le conseil de la municipalité intéressée, et avoir reçu la sanction des électeurs propriétaires de la dite municipalité, ou partie de municipalité (selon le cas), en la manière prescrite dans les dispositions qui suivent.

La cité peut
ordonner dans
certains cas,
que le règle-
ment soit
soumis aux
électeurs-
propriétaires
de la munici-
palité à
annexer.

Dans le cas où le conseil de la municipalité intéressée refuse ou néglige, dans le mois suivant l'adoption du règlement en deuxième lecture, par le conseil de la cité, de l'approuver ou de le désapprouver, ou le désapprouve, le conseil de la cité peut, cependant, si demande lui en est faite par au moins un cinquième des électeurs proprié-

taires de la dite municipalité, ordonner, par résolution, que le règlement soit soumis aux électeurs propriétaires de cette municipalité pour qu'il soit pris en considération de la manière indiquée dans les dispositions qui suivent.

Cette demande est faite par requête signée par le nombre précité de propriétaires électeurs, en présence d'un témoin, qui atteste par son affidavit l'authenticité de chacune des dites signatures. (1 Ed. VII, c. 63, s. 5.)

Procédure à cet effet.

10. Une copie de ce règlement doit être publiée une fois la semaine, durant un mois, dans deux journaux anglais et dans deux journaux français publiés dans la cité; elle est de plus affichée à la porte de l'hôtel de ville, à la porte de l'église paroissiale de la municipalité intéressée, à la porte de la salle ou de l'édifice où le conseil de cette municipalité tient d'ordinaire ses séances, et dans au moins six autres endroits publics de cette municipalité ou partie de municipalité (suivant le cas), avec un avis signé du greffier de la cité, certifiant que cette copie est conforme à l'original du règlement qui doit être pris en considération par le conseil de la cité, après l'expiration de trente jours à dater de sa dernière publication, comme susdit; et énonçant qu'à tel jour, à telle heure et en tel lieu dans la dite municipalité ou partie de municipalité (suivant le cas), qui seront fixés par le maire de la cité et nommés et désignés dans l'avis, lequel jour ne devra pas être moins de quinze ni de plus de vingt jours après la date de cette dernière publication, une assemblée générale des électeurs propriétaires de la dite municipalité ou partie de municipalité (suivant le cas) aura lieu, afin de prendre ce règlement en considération, et de l'approuver ou de le rejeter.

Publication du règlement et convocation d'une assemblée pour l'examen du règlement.

11. Cette assemblée est présidée par le maire de la municipalité où elle se tient, ou, en son absence ou sur son refus, par quelque autre personne que choisit l'assemblée, et qui doit être un membre du conseil de cette municipalité, s'il s'en trouve à l'assemblée et s'il consent à remplir ces fonctions.

Président de l'assemblée des électeurs.

Secrétaire de
l'assemblée.

Le secrétaire-trésorier de cette municipalité doit assister à cette assemblée et avoir les rôles de cotisation et la liste alors en vigueur des électeurs propriétaires de la municipalité, ou une copie certifiée de ces documents, et il remplit les fonctions de secrétaire.

Question
soumise à
l'assemblée.

La seule question qui doit être décidée à cette assemblée est celle de savoir si la majorité des électeurs propriétaires de cette municipalité ou partie de municipalité (suivant le cas), ayant qualité pour voter et présents à l'assemblée, approuve ou désapprouve le règlement.

Déclaration
du président
après avoir
posé la ques-
tion.

12. Après que la question a été posée, le président de l'assemblée déclare si, dans son opinion, la majorité de ces électeurs soutient ou rejette le règlement.

Décision du
président.

Sa décision, s'il n'en est pas appelé dans le délai d'une heure, est finale, et, dans les huit jours qui suivent, elle est communiquée au maire de la cité de Montréal par un certificat signé du secrétaire de l'assemblée.

Demande de
votation.

13. Cinq des électeurs présents à l'assemblée peuvent appeler de la décision du président et demander la votation, laquelle est accordée et le vote recueilli immédiatement par le président, le secrétaire-trésorier de la municipalité agissant comme greffier de votation.

Votation

14. Chacun des dits électeurs se présente alors à tour de rôle au président, et donne sa voix par "oui" ou "non"—le mot "oui" signifiant qu'il approuve, et le mot "non" qu'il désapprouve le règlement proposé; mais nul vote nest reçu à moins qu'il ne paraisse, d'après les rôles de cotisation et la liste des électeurs, que celui qui vote est électeur dans la municipalité ou partie de la municipalité (suivant le cas), et qu'il a qualité pour voter comme propriétaire d'immeuble dans icelle.

Ajournement
de la votation

15. Si, à cinq heures de l'après-midi, le jour de l'assemblée, les votes de tous les électeurs présents n'ont pas été enregistrés, le président doit ajourner la votation au lendemain, à dix heures du matin, et alors la votation

se continue comme le premier jour, mais elle est close à cinq heures de l'après-midi du second jour.

Si, le premier et le deuxième jour, il s'écoule une heure sans qu'un vote soit donné, le bureau de votation doit être fermé.

Clôture de la votation.

16. A la fermeture du bureau de votation, le président compte les "oui" et les "non," et constate si la majorité des électeurs approuve ou désapprouve le règlement.

Décompte des votes.

Il rédige ensuite et signe un certificat exposant le résultat de la votation, et ce certificat est contresigné par le secrétaire-trésorier de la municipalité remplissant les fonctions de secrétaire de l'assemblée, et conservé par lui, avec le livre du bureau de votation, dans les archives de son bureau.

Certificat du résultat de la votation.

Le secrétaire-trésorier est tenu de transmettre au greffier de la cité, dans les huit jours qui suivent la fermeture du bureau de votation, une copie dûment authentiquée des certificats et livres du bureau de votation.

Copies des certificats et livres de votation au greffier de la cité.

17. Si le règlement n'a pas été approuvé, le conseil de la cité ne l'adopte pas; mais s'il a été approuvé par les trois-cinquièmes des électeurs propriétaires votant, il est soumis au conseil dans les dix jours qui suivent l'expiration des trente jours mentionnés dans l'article 10, avec un préambule exposant qu'il a été approuvé par la majorité des électeurs ayant droit de vote comme susdit, dans la dite municipalité, ou partie de municipalité, suivant le cas, à une assemblée convoquée et tenue conformément aux dispositions de cette loi.

Si le règlement n'a pas été approuvé ou s'il a été approuvé par les trois-cinquièmes des électeurs propriétaires.

Si le règlement est adopté par le vote de la majorité des membres du conseil de la cité, il est exécutoire, après approbation par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Quand le règlement est exécutoire.

Si tel règlement est rejeté par les propriétaires, nul autre règlement à cet effet ne sera présenté avant l'expiration d'une année du dit rejet. (7 Ed. VII, c. 63, s. 6.)

Provisio.

Documents
soumis au
lieutenant-
gouverneur
en conseil

18. Le Lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger du conseil et de la municipalité à annexer en tout ou en partie en vertu de ce règlement, tous les documents et renseignements qu'il juge nécessaires, pour s'assurer de l'opportunité ou de l'inopportunité de ce règlement ou de quelque-une de ses dispositions et les officiers du conseil et de la municipalité sont tenus de les lui fournir en conséquence.

Décision du
lieut.-gouv.
en conseil.

Le Lieutenant-gouverneur en conseil peut, à sa discrétion, donner ou refuser son approbation au règlement.

Entrée en
vigueur du
règlement.

L'approbation donne force de loi au règlement; elle est présumée et tenue pour régulière et légale, et sa validité et celle de tous les avis et procédures qui se rattachent à son adoption, ne peuvent plus être contestées dans aucune cour de justice, ni d'aucune autre manière.

Dispositions
applicables
au territoire
annexé.

19. Dès qu'une municipalité ou partie de municipalité a été annexée à la cité, suivant les dispositions de cette loi, cette municipalité ou partie de municipalité est sujette aux dispositions des différents actes, règles, règlements et ordonnances maintenant faits et passés ou qui pourront l'être par la suite en vertu des pouvoirs conférés à la corporation de la cité par sa charte, ou par tout amendement à icelle, excepté en autant que ces dispositions seront incompatibles avec les conditions du règlement en vertu duquel cette annexion s'est effectuée.

Pénalités
pour refus
d'accomplir
un devoir
imposé par
cette section.

20. Tout officier municipal ou membre d'un conseil municipal qui néglige ou refuse d'accomplir un acte ou fonction officielle qui lui incombe, ou d'y concourir, pour la mise à exécution des dispositions de cette section, est passible d'une amende de mille piastres, dont le recouvrement peut se faire au nom de Sa Majesté, devant toute cour compétente, dans les six mois qui suivent la commission de l'offense.

SECTION VI

*Du conseil, du maire, des échevins et des commissions
du conseil*

21. La cité de Montréal, à partir des prochaines élections générales de son conseil, sera gouvernée par un conseil composé du maire et d'un échevin par quartier, lesquels sont élus tous les deux ans. (9 Ed. VII, c. 82, s. 1.)

Composition
du conseil.

Sujet aux dispositions de l'article 4 de la présente loi, les articles suivants sont ajoutés après l'article 21 de la loi 62 Victoria, chapitre 58:

Arts aj. après
art., 21.

21a. Les affaires de la cité sont administrées par un bureau de commissaires composé du maire et de quatre commissaires élus par le peuple. (9 Ed. VII, c. 82, s. 2.)

Bureau de
commissaires.

21b. La mise en nomination et l'élection de ces commissaires se font les mêmes jours et de la même manière que celles du maire.

Election des
commissaires

Cependant la qualité foncière n'est pas requise, mais chaque candidat doit faire un dépôt de deux cents piastres, lequel dépôt est confisqué si ledit candidat n'obtient pas au moins la moitié du nombre de voix donné en faveur du candidat élu dont la majorité est la moins considérable.

Qualité fon-
cière.

La contestation de l'élection d'un ou des commissaires est assujettie aux mêmes règles que celle du maire. (1 Geo. V, c. 48, s. 6.)

21c. Tout électeur ayant droit de voter à l'élection du maire a également le droit de voter à l'élection des commissaires, et il peut donner autant de votes qu'il y a de commissaires à élire, mais il ne peut voter plus d'une fois pour le même candidat. (9 Ed. VII, c. 82, s. 2.)

Cens électoral

21d. Tout électeur habile à voter à l'élection des commissaires et qui désire voter, doit enregistrer son vote

Endroit où
l'électeur doit
voter.

au bureau de votation de l'arrondissement où il a son domicile. Et tout électeur dans le cas où il n'a pas de domicile connu dans la cité, peut enregistrer son vote à celui des endroits où il a le cens électoral requis, tel qu'indiqué sur la liste électorale par le président du bureau des estimateurs. (1 Geo. V, c. 48, s. 7.)

Nomination
et procédures
subséquentes.

21e. Si, après l'heure fixée par la loi pour la mise en nomination il ne se présente pas plus de candidats que le nombre requis par la loi, alors les candidats ainsi mis en nomination sont déclarés élus par acclamation; s'il y a plus de candidats que le nombre requis par la loi, alors ils sont mis en nomination, et, au jour de l'élection fixé par la loi, les quatre candidats qui ont reçu le plus de suffrages sont déclarés élus commissaires. (9 Ed. VII, c. 82, s. 1.)

Qualités exi-
gées pour être
éligibles.

21f. Nul n'est éligible à la charge de commissaire, à moins qu'il ne soit électeur et qu'il n'ait résidé dans la cité durant tout le cours de l'année précédant immédiatement la mise en nomination. (1 Geo. V, c. 48, s. 8.)

Prestation du
serment.

21g. Avant de prendre possession de la charge de commissaire, tout candidat élu doit prêter serment entre les mains du greffier de la cité, suivant la formule No 1 de la charte. (1 Geo. V, c. 48, s. 9.)

Voix consul-
tative.

21h. Les commissaires élus ont un siège au conseil, avec voix consultative seulement, et ils y représentent, de même que le maire, tous les électeurs de la cité. (9 Ed. VII, c. 82, s. 1.)

Commissaires
élus pour
quatre ans

21i. Les membres du bureau des commissaires, à l'exception du maire, sont élus pour une période de quatre ans; cependant deux des quatre premiers commissaires élus, qui sont désignés au sort, sortent de charge à la fin de la deuxième année, et deux autres commissaires sont élus à leur place pour une période de quatre ans. Les commissaires qui sortent ainsi de charge sont rééligibles. (*Tel que remplacé par 1 Geo. V, c. 48, s. 10, à compter de l'élection des Commissaires de février 1914.*)

21j. Le maire est *ex officio* le président du bureau des commissaires, et, dans le cas d'absence, le bureau élit un de ses membres pour présider ses assemblées. Président du bureau.

Trois commissaires forment le quorum et chacun des commissaires a un vote. Quorum.

Les rapports au conseil sont signés par au moins trois membres du bureau. (1 Geo. V, c. 48, s. 11.) Rapports.

21k Nonobstant toute disposition contraire, les articles 124 à 191 de la charte, et de ses amendements, s'appliquent *mutatis mutandis*, à l'élection des commissaires; mais dans le cas où plus de quatre candidats seraient mis en nomination pour la charge de commissaire et que l'un ou quelques-uns d'entre eux mourraient avant la clôture de l'élection, de manière à ne laisser que quatre candidats sur les rangs, le greffier sera tenu de déclarer élus commissaires les quatre candidats restant en nomination. Dans le cas où quatre candidats seulement auraient été mis en nomination et qu'ils auraient été déclarés élus par acclamation, si l'un d'eux meurt avant la clôture de l'élection pour le maire, si elle a lieu, ou pour celle des échevins, les trois candidats restant seront déclarés élus par acclamation, et il sera du devoir du greffier de recommencer les procédures pour la mise en nomination des candidats à la charge de commissaire, en donant les avis prescrits par l'article 81, et de fixer le jour de la présentation du ou des candidats à la charge de commissaires et celui de la votation, avec un délai intermédiaire de dix jours. (9 Ed. VII, c. 82, s. 1.) Dispositions applicables.

21l. Sujet à toutes les dispositions de la charte et de ses amendements, sauf le cas d'incompatibilité:

1. Il appartient au bureau des commissaires de préparer toutes les prévisions budgétaires annuelles, lesquelles doivent être soumises au conseil le ou avant le 1er décembre. Devoirs et fonctions du bureau.

2. Le budget devra être approuvé par le conseil à la majorité des membres présents, mais il pourra être amen-

dé par un vote de deux tiers de tous les membres du conseil. Le conseil peut également rejeter ledit budget "en bloc" à la majorité des membres présents. Dans le cas où le budget est rejeté en bloc, les commissaires peuvent le présenter de nouveau, amendé ou non, en aucun temps, et les dispositions ci-dessus s'appliquent à ce nouveau budget.

3. Il appartient aussi au bureau des commissaires, après que le contrôleur a fait son rapport au conseil, conformément à l'article 335a de la charte, de préparer le budget des crédits supplémentaires le ou avant le 1er mai de chaque année, et les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent *mutatis mutandis* au budget supplémentaire.

4. Il appartient aux commissaires de soumettre au conseil toutes demandes d'appropriation du produit des emprunts et ces demandes ne pourront être amendées que par un vote des deux tiers de tous les membres du conseil et rejetées par la majorité de tous les membres du conseil et seront approuvées à la majorité des membres présents.

5. Après l'adoption des budgets ou des demandes de crédits à même le fonds d'emprunt, les commissaires voient à l'emploi des fonds pour les fins pour lesquelles ils ont été votés, sans autre approbation du conseil, et les contrats consentis par le bureau des commissaires seront signés par le maire et le greffier de la cité.

6. Les commissaires peuvent cependant, avec l'approbation du conseil, employer les fonds déjà votés en vertu des paragraphes précédents pour d'autres fins que celles spécifiées.

7. Il appartient aux commissaires de préparer tous les plans et devis, de demander, recevoir et accepter les soumissions, d'octroyer tous les contrats et de voir à l'exécution de tous travaux.

Les formalités se rattachant à telles soumissions sont déterminées par le bureau des commissaires, mais un

délai d'au moins huit jours doit être donné entre la date de la publication dans les journaux, de l'annonce demandant des soumissions et la date fixée pour la réception d'icelles.

Les soumissions doivent, en tous les cas, être adressées au bureau des commissaires et être ouvertes par ce bureau siégeant en assemblée, au temps et à l'endroit spécifiés dans l'avis et non auparavant.

8. Les commissaires ont le pouvoir, sans demander de soumissions, d'acheter le matériel, les fournitures, machines, outillages, chevaux, voitures et autres objets, pourvu que le montant ne dépasse pas \$2,500.00 dans chaque cas.

9. Il appartient aux commissaires de nommer, de suspendre ou de renvoyer d'office tous les officiers ou employés de la cité, et de fixer leurs traitements ou salaires, sauf le greffier de la cité et ses assistants, qui sont nommés, suspendus ou renvoyés d'office par le conseil qui fixe aussi leurs traitements.

Les avocats à l'emploi de la cité, ainsi que le contrôleur et l'auditeur de la cité, ne pourront être nommés, suspendus et démis que par le conseil sur le rapport des commissaires.

10. Il appartient au conseil, sur rapport des commissaires d'octroyer par règlements, résolutions ou contrats, suivant le cas, les franchises et les privilèges et d'autoriser les commissaires à faire l'émission des débetures et les emprunts. Ce rapport ne peut être amendé que par un vote des deux tiers de tous les membres du conseil, mais il pourra être rejeté par une majorité desdits membres ou approuvé par une majorité des membres présents.

11. Tout rapport du bureau des commissaires, y compris ceux mentionnés dans les paragraphes 4 et 10 de cet article, qui n'est pas rejeté ou amendé dans les trente jours qui suivent sa réception par le conseil, est considéré adopté et prend effet à l'expiration de ce délai.

12. Dans tous les cas non prévus ci-dessus, au conseil appartiennent tous les pouvoirs législatifs, et aux commissaires appartiennent tous les pouvoirs administratifs et exécutifs. (3 Geo. V, c. 54, s. 2.)

Rapport
annuel, etc.

21*m*. Il est du devoir du bureau des commissaires de faire au conseil un rapport de sa gestion chaque année, et en outre, aussi souvent que ce dernier l'exige. (1 Geo. V, c. 48, s. 14.)

Traitements.

21*o*. Le traitement de chacun des membres du bureau des commissaires, à l'exception de celui du maire, est fixé à sept mille cinq cents piastres par année; et celui du maire, qui n'aura droit à aucune autre indemnité ou traitement, à dix mille piastres par année. (1 Geo. V, c. 48, s. 15.)

L'avocat de la cité aura droit à un traitement de six mille piastres par année. (3 Geo. V, c. 54, s. 3.)

Ils ne pour-
ront exercer
d'autres fonc-
tions, etc.

21*p*. Ces commissaires doivent donner tout leur temps à l'exercice de leurs fonctions et ne peuvent exercer aucun autre emploi public rémunéré. (9 Ed. VII, c. 82, s. 1.)

Vacances.

21*q*. Dans le cas de décès, de démission ou de refus d'agir de l'un ou de plusieurs membres du bureau des commissaires, à l'exception du maire, le conseil doit procéder à l'élection du ou des remplaçants conformément aux dispositions de l'article 31 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 4.

Si, toutefois, la vacance dans le bureau des commissaires survient dans les six mois qui précèdent la date fixée pour les élections générales, alors seulement le conseil doit remplir la vacance pour la balance du terme. (1 Geo. V, c. 48, s. 16.)

22. Abrogé par 1 Geo. V, c. 48, s. 17.

23. Tous règlements, résolutions, obligations ou contrats sont, dans les quarante-huit heures de leur approbation par le conseil, présentés par le greffier au maire, pour qu'il y donne son assentiment et y appose sa signature.

Règlements,
etc., soumis
au maire.

Si le maire refuse de les approuver, il les remet avec ses objections par écrit au greffier, qui les soumet de nouveau à la considération du conseil, à la séance suivante, comme matière d'urgence et de privilège.

Règlements
non approuvés
soumis de
nouveau au
conseil.

Si une majorité des membres de tout le conseil approuve de nouveau tels règlements, résolutions, obligations ou contrats, le maire est tenu de les signer et approuver, et, s'il refuse de le faire, tels règlements, résolutions, obligations ou contrats sont légaux et valides comme s'il les avait signés et approuvés, sauf néanmoins les cas où il est déclaré, par les dispositions de cette charte, qu'une majorité spécifique est requise pour l'approbation de tout règlement, résolution, obligation ou contrat, ou que l'assentiment du maire est spécialement requis pour telle approbation.

Devoir du
maire de
signer tels
règlements,
etc., s'ils sont
de nouveau
passés par le
conseil.

Proviso.

24. Le maire et les commissaires sont *ex officio* juges de paix pour la cité et le district de Montréal. (1 Geo. V, c. 48, s. 18).

24a. Le maire, les membres du conseil municipal et du bureau des commissaires sont exempts de servir comme jurés. (1 Geo. V, 2e session, c. 60, s. 4).

Échevins,
etc., ne sont
pas tenus de
servir comme
jurés.

25. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin ou être élu à cette charge à moins qu'il ne soit sujet britannique et n'ait résidé dans la cité durant le cours de l'année précédant le jour de la mise en nomination. (2 Geo. V, c. 56, s. 3).

Qualités
requises
pour être
mis en no-
mination.

29. Si, pour quelque cause que ce soit, la charge de maire devient vacante, le greffier de la cité doit, dans les huit jours qui suivent telle vacance, convoquer une assemblée du conseil aux fins d'élire un des membres du conseil pour remplir les fonctions de maire, pendant le reste du terme d'office, et le conseil, à cette assem-

Remplace-
ment du
maire dans
le cas de
vacance.

blée, doit élire tel maire; l'acceptation de la charge de maire par un membre du conseil a pour effet de rendre son siège vacant, et, dans ce cas, il doit être procédé à une nouvelle élection pour remplir cette vacance.

Maire suppléant.

27. Le conseil, à ses réunions mensuelles des mois de février et novembre de chaque année, élit l'un de ses membres pour remplir les fonctions de maire suppléant, durant les trois mois suivants, et à l'assemblée mensuelle du mois de mai, il élira deux de ses membres pour remplir les fonctions de maire suppléant, l'un pour les trois mois immédiatement suivants, et l'autre pour les trois mois qui suivent l'expiration des premiers trois mois; et l'échevin ainsi élu a et exerce tous les pouvoirs dont le maire est légalement investi par la loi, chaque fois que le maire est absent de la cité ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge.

Dans le cas où la charge de maire devient vacante, le maire suppléant exerce tous les pouvoirs du maire jusqu'à l'élection du successeur de ce dernier. (1 Geo. V, c. 48, s. 19).

Les échevins sont juges de paix.

28. Les échevins sont individuellement juges de paix pour la cité de Montréal, durant leur terme d'office.

Qualités requises pour être mis en nomination.

29. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge d'échevin ou être élu à cette charge à moins qu'il ne soit sujet britannique, et qu'il n'ait résidé dans la cité durant le cours de l'année précédant le jour de la mise en nomination. (2 Geo. V, c. 56, s. 4).

Démission des échevins.

30. Tout échevin peut se démettre de ses fonctions en transmettant sa démission signée par lui au greffier de la cité; mais cette démission est de nul effet tant qu'elle n'a pas été acceptée par une résolution du conseil.

Remplacement d'échevins dans les cas de vacances.

31. S'il survient une vacance dans la charge d'échevin, le maire fixe, dans les quinze jours qui suivent telle vacance, un jour pour la nomination des candidats, ainsi que pour l'élection en cas de contestation, laquelle élec-

tion doit avoir lieu dans les trente jours qui suivent la vacance.

Avis de cette élection est donné de la manière voulue pour les élections générales, et cette nomination et l'élection se font de la manière prescrite pour les élections générales, et la personne élue reste en fonctions jusqu'à l'expiration du terme d'office de celle qu'elle a remplacée.

Avis de l'élection.

Dans le cas où le maire ne procéderait pas dans le délai plus haut fixé à remplir la dite vacance, le conseil peut prendre l'initiative et ordonner que l'élection ait lieu. (3 Ed. VII, c. 62, s. 4.)

Si le maire n'agit pas.

32. Nul ne peut exercer les fonctions de maire ou d'échevin à moins qu'il ne possède en tout temps le cens d'éligibilité exigé par la loi.

Cens d'éligibilité quand requis.

33. Tout échevin votant dans une assemblée du conseil ou d'une commission sans avoir alors qualité suivant la loi, est passible d'une amende de cent piastres pour chaque vote qu'il donne dans le dit conseil ou commission.

Amende pour voter sans qualités requises.

34. Abrogé par 2 Geo. V, c. 56, s. 5.

35. Nul ne peut exercer les fonctions de maire ou d'échevin avant d'avoir prêté devant le greffier de la cité le serment d'allégeance à Sa Majesté, ses héritiers et ses successeurs, ainsi que le serment d'office suivant la formule No 1.

Serment du maire et des échevins.

36. Nul ne peut valablement être mis en nomination ou être élu à la charge de maire ou d'échevin s'il n'est sujet britannique, s'il n'a l'âge de vingt-et-un ans accomplis, ou s'il a été déclaré coupable de quelque offense criminelle par une cour de justice et interné dans une prison commune ou dans un pénitencier en conséquence, ou s'il est dans les ordres sacrés, ou ministre ou professeur de quelque secte religieuse, ou juge, ou greffier d'une

Qualités requises du maire etc., pour être mis en nomination.

cour, ou membre du gouvernement fédéral ou provincial, ou s'il est partie à un contrat avec la cité pour l'exécution de travaux, ou caution de l'exécution d'un contrat, ou si, comme avocat, il conduit une cause contre la cité devant une cour de justice ou dans une instance en expropriation, ou s'il est partie ou intéressé dans une poursuite contre la cité, ou si la société dont il fait partie ou quelqu'un de ses membres conduit une cause contre la cité, ou s'il est directement ou indirectement intéressé dans quelque cause, poursuite ou réclamation contre la cité, ou s'il est, en quelque manière que ce soit, chargé de rendre compte des revenus de la cité, ou au service de la cité, ou s'il est redevable envers la cité de taxes, de contributions foncières ou taxe de l'eau,—les contributions spéciales pour les améliorations locales exceptées. (4 Ed. VII, c. 49, s. 1.)

Causes qui
rendent in-
habile.

37. Quiconque, remplissant les fonctions de maire ou d'échevin, fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers ou devient insolvable, ou entre dans les ordres sacrés, ou devient ministre ou professeur de quelque secte religieuse, ou juge ou greffier d'une cour, ou membre du gouvernement fédéral ou provincial, ou devient, de quelque manière que ce soit, responsable des deniers de la ville, ou entre au service de la cité, ou est absent de la cité ou n'assiste pas aux séances du conseil pendant plus de deux mois consécutifs (à moins que ce ne soit pour cause de maladie ou avec la permission du conseil), ou devient directement ou indirectement partie ou caution à un contrat ou marché avec la cité pour l'exécution de quelque travail ou devoir, ou pour fournitures à lui livrer, ou a un intérêt direct ou indirect dans un tel contrat ou marché, ou en retire quelque profit ou avantage, ou est partie ou intéressé directement ou indirectement dans quelque réclamation ou dans quelque poursuite ou procédure judiciaire, ou dans une instance en expropriation ou autre, dans laquelle la cité, si elle est condamnée, sera appelée à déboursier des deniers, ou est avocat pour le réclamant ou pour le poursuivant dans une telle poursuite, procédure ou instance, ou est

membre d'une société qui agit comme avocat, ou dont l'un des membres agit comme avocat, comme susdit, ou est déclaré coupable de manoeuvres corruptrices et frauduleuses dans les élections municipales, suivant les dispositions de la présente charte et ses amendements, devient par là même immédiatement, dans chacun de ces cas, déchu de sa charge de maire ou d'échevin, suivant le cas.

La déchéance prononcée dans cet article contre le maire ou l'échevin intéressé dans une instance en expropriation, ne s'applique pas aux instances en expropriation décrétée par la Législature. (9 Ed. VII, c. 81, s. 3.)

Instance en expropriation.

38. Le maire et les échevins qui seront en office lors de la mise en vigueur de cette loi, resteront en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés suivant les dispositions de cette charte.

Maire et échevins continués dans leurs fonctions.

39. Chaque échevin reçoit, à même les fonds de la cité, comme indemnité ou compensation pour ses services pendant son terme d'office, une somme annuelle de mille piastres, pourvu qu'il soit retranché de cette indemnité, à chaque échevin, une somme de dix piastres chaque fois qu'il manque d'assister à une assemblée régulière du conseil. (1 Geo. V, c. 48, s. 21.)

Indemnité de l'échevin.

40. Le conseil peut en tout temps nommer des commissions spéciales pour s'enquérir de tous faits, matières et questions qu'il juge à propos de leur soumettre, et ces commissions doivent s'enquérir de ces faits, matières et questions et faire rapport, pourvu que les attributions de telles commissions ne viennent pas en conflit avec les pouvoirs conférés au bureau des commissaires. (1 Geo. V, c. 48, s. 22.)

Commissions spéciales.

41. Abrogé par 1 Geo. V, c. 48, s. 23.

42. Abrogé par 1 Geo. V, c. 48, s. 24.

SECTION VII

De la liste des électeurs§ 1.—*Des personnes inscrites sur la liste et du lieu où elles votent*

Personnes qui ont le droit d'être inscrites sur la liste des électeurs.

43. Les personnes suivantes, âgées de 21 ans révolus, sujets britanniques, et qui ne sont frappées d'aucune incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote en vertu de cette charte, sont inscrites sur les listes des électeurs, qui sont dressées conformément aux dispositions ci-après, savoir:

Propriétaires.

1. Toute personne du sexe masculin et toute veuve ou fille majeure ou femme séparée de corps et de biens inscrite sur le rôle d'évaluation et de contribution foncière en vigueur, comme propriétaire ou occupant de bonne foi de biens-fonds, dans la cité, d'une valeur de \$300.00 ou au-dessus, ou d'une valeur annuelle de \$30.00 ou au-dessus, telle que portée au dit rôle d'évaluation; dans le cas où ces biens-fonds sont possédés à titre d'usufruit, le nom de l'usufruitier seulement est inscrit sur la liste électorale. (3 Ed. VII, c. 62, s. 7.)

Mari d'une femme séparée de biens.

2. Le mari de toute femme sous le régime de la séparation de biens, lorsque cette dernière est en possession, à titre de propriétaire, ou d'usufruitière, ou de grevée, de biens-fonds dont la valeur est portée au rôle d'évaluation et de contribution foncière en vigueur, pour un montant de \$300.00 ou au-dessus, ou lorsqu'elle tient un commerce ou établissement d'affaires qui la rend sujette au paiement de taxes, et qu'elle est inscrite comme telle au rôle de perception des taxes pour une valeur annuelle de pas moins de \$30.00; mais le mari séparé de corps et de biens de sa femme n'a pas le droit d'être inscrit sur la liste des électeurs en considération des propriétés appartenant à sa dite femme. (3 Ed. VII, c. 62, s. 7.)

Proviso.

2a. Le droit de vote, accordé comme ci-dessus à la femme séparée de corps et de biens, lui sera aussi accordé dans le cas où elle est inscrite comme locataire sur le rôle de perception des taxes alors en vigueur. (3 Ed. VII, c. 62, s. 7.)

Droit de vote, comme locataire, de la femme séparée

3. Toute personne du sexe masculin, et toute veuve ou fille majeure, tenant feu et lieu dans la cité en vertu d'un bail, dont le nom est inscrit sur le rôle de perception des taxes en vigueur comme locataire de maison d'habitation ou de partie de maison d'habitation dans le quartier pour lequel la liste est faite, de la valeur de \$300.00 ou au-dessus, ou de la valeur annuelle de \$30.00 ou au-dessus, d'après le dit rôle.

Locataires ;

4. Toute personne du sexe masculin, ainsi que toute veuve ou fille majeure n'étant pas propriétaire et ne tenant pas feu et lieu, mais étant seule ou conjointement associée avec toute autre personne, et inscrite sur le rôle d'évaluation et de contribution foncière ou sur le rôle de perception des taxes en vigueur, comme locataire, en vertu d'un bail, de quelque magasin, comptoir, boutique, bureau ou autre place d'affaires, dans la cité, pourvu que tel magasin, comptoir, boutique, bureau ou autre place d'affaires, s'il est occupé par cette personne seule, soit estimé à une valeur de pas moins de trois cents piastres ou une valeur annuelle de pas moins de trente piastres, ou, s'il est occupé par elle comme co-associée, que sa proportion ou part ne soit pas inférieure en valeur aux montants précités, respectivement, selon leur valeur portée au rôle d'évaluation ou de perception.

Locataires de magasins, etc.

Néanmoins, le cens électoral accordé au co-associé ou au locataire par le paragraphe précédent ne s'étend pas aux membres d'associations de personne se servant de ces propriétés pour des fins sociales, d'éducation, de philanthropie ou autres de même nature, ni aux employés ou agents d'autres personnes dont le cens électoral est basé sur ces mêmes propriétés. (7 Ed. VII, c. 43, s. 7.)

Proviso.

44. Quand deux ou plusieurs personnes sont copro-

Co-propriétaires, etc.

priétaires, co-locataires ou co-occupants de terrains ou de bâtiments, portés au rôle d'évaluation et de contribution foncière ou au rôle de perception des taxes en vigueur à une valeur réelle ou annuelle suffisante pour attribuer à chacune d'elles le cens électoral, chacun de ces co-propriétaires, co-locataires et co-occupants est électeur, et doit être inscrit comme tel sur la liste.

Droit de vote
des compa-
gnies à fonds
social.

44a. Les compagnies ou corporations à fonds social peuvent être inscrites sur la liste des électeurs et voter au nom et par l'entremise d'un représentant de la compagnie, dûment autorisé à cet effet par une résolution, dont copie doit être produite chez le greffier de la cité le ou avant le premier décembre de chaque année, et elles peuvent exercer ce droit dans tous les quartiers où elles payent des taxes; pourvu que ce représentant soit, lorsqu'il est autorisé et lorsqu'il est appelé à exercer son suffrage, directeur ou employé de la compagnie. (1 Geo. V, 2ième session, c. 60, s. 5.)

Endroit où les
électeurs peu-
vent voter.
On vote pour
un échevin
l'électeur qui
a le cens élec-
toral dans plus
d'un quartier.

45. Les personnes ayant qualité pour voter comme susdit, votent dans le quartier en particulier où se trouve la propriété qui les rend habiles à voter, mais si une personne a qualité pour voter comme propriétaire, locataire ou occupant dans plus d'un quartier, ou comme locataire dans un quartier et en même temps comme propriétaire ou tenant feu et lieu dans un autre quartier, elle peut voter pour l'élection des échevins dans chacun de ces quartiers où elle a qualité pour le faire, et elle est inscrite une seule fois sur la liste des électeurs de chacun des dits quartiers.

Où vote pour
le maire l'élec-
teur qui a le
cens électoral
dans plus
d'un quartier.

Pour l'élection du maire, l'électeur ne vote qu'une fois, et s'il est habile à voter à raison de sa résidence, son vote est accepté au bureau de votation le plus rapproché de sa résidence, lorsque son nom n'est pas accompagné de la lettre X, laquelle le président du bureau des estimateurs appose à la suite du nom de tout électeur ayant qualité pour voter dans tout autre quartier que celui où il est habile à voter, à raison de sa résidence. (4 Ed. VII, c. 49, s. 2.)

46. Lorsque l'électeur n'a pas qualité à raison de sa résidence, le président des estimateurs doit fixer, d'après son jugement, l'endroit où ce vote peut être le plus commodément reçu pour le maire.

Le président des estimateurs fixe l'endroit dans certains cas.

47. Les personnes suivantes sont privées du droit d'avoir leurs noms inscrits sur la liste des électeurs :

Personnes dont le nom ne peut être inscrit sur la liste.

1. Le greffier de la cité et ses assistants ;

2. Les personnes qui ne sont pas sujets britanniques ;

3. Les personnes qui, au moment où la liste est faite, ne sont plus en possession, comme propriétaires, de l'immeuble qui leur a donné le cens électoral. Néanmoins le président du bureau des estimateurs doit inscrire le nouveau propriétaire sur la liste des électeurs, pourvu, toutefois, qu'il possède le cens électoral requis par la loi ;

4. Les personnes logeant dans un hôtel, une pension ou une maison privée, et non autrement habiles à voter ;

5. Les locataires qui, à l'époque de la revision des listes des électeurs, ne tiennent plus feu et lieu dans le quartier, et aussi les locataires d'un bureau, ayant qualité pour voter comme tels, qui n'ont pas réellement occupé ledit bureau depuis le mois de mai immédiatement précédent, ou qui ont cessé de l'occuper à l'époque de la revision des listes des électeurs. (2 Geo. V, c. 56, s. 6.)

48. Abrogé par 2 Geo. V, c. 56, s. 7.)

§ 2.—De la préparation de la liste des électeurs

49. Avant le premier décembre de chaque année, il est fait, de la manière ci-après indiquée, par le président du bureau des estimateurs, ou sous sa direction, pour chacun des quartiers de la cité, une liste des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation et de contribution foncière, ainsi que sur le rôle de perception des taxes, et possédant le cens électoral requis en vertu de cette loi.

Epoque de la confection de la liste.

Contenu de
la liste.

50. Cette liste contient les noms de baptême et de famille des électeurs, leur occupation, la rue et le numéro de la rue où se trouve la propriété à raison de laquelle ils ont qualité pour voter, et indique également dans une colonne séparée la nature du cens électoral des dits électeurs, soit comme propriétaires, locataires ou occupants.

Omission de
certains noms.

51. Dans la préparation de la liste, le président des estimateurs omet, et doit de temps en temps faire enlever les noms de toutes les personnes qui sont ou peuvent être décédées, ainsi que les noms des mineurs, des étrangers, des personnes qui ne résident pas dans la cité, des employés de la corporation (tels que définis par l'article 47) et de tous autres qui, en vertu de cette charte, n'ont pas le droit d'avoir leurs noms sur la liste.

Examen de la
liste.

Pendant le mois de novembre, alors que les listes sont encore entre les mains du président du bureau des estimateurs, tout contribuable peut, avec les sauvegardes voulues, examiner les listes dans le bureau des estimateurs, et, si le dit contribuable trouve le nom ou les noms de personnes qui, d'après ce qu'il a raison de croire, n'ont pas le droit d'y être inscrites, il peut signifier au bureau du président des estimateurs une déclaration signée, spécifiant les noms et indiquant la cause d'invalidité, et, dans chacun de ces cas, le président du bureau des estimateurs doit faire une enquête minutieuse au sujet de la vérité des allégations contenues dans la dite déclaration, avant de permettre que tels nom ou noms auxquels l'on a ainsi objecté restent sur les listes, quand ces dernières sont transmises au greffier de la cité.

Subdivision
des quartiers
en arrondisse-
ments de
votation.

52. Le président du bureau des estimateurs, en faisant la liste des électeurs pour chacun des quartiers de la cité, subdivise chaque quartier en autant d'arrondissements de votation qu'il juge nécessaires, chacun de ces arrondissements ne devant pas contenir plus de 200 électeurs.

53. Il fait un rapport en double de cette subdivision, qu'il signe; il retient un double et transmet l'autre au greffier de la cité.

Rapport de cette subdivision.

54. Il fait, pour chacun des arrondissements de votation, une liste alphabétique des électeurs possédant le cens électoral requis pour être inscrits sur cette liste, qu'il signe et certifie sous serment prêté devant un juge de paix, comme étant exacte au meilleur de sa connaissance et croyance.

Liste alphabétique des électeurs.

Le greffier doit alors établir définitivement les arrondissements de votation et en réunir plusieurs au besoin, de manière que le nombre des électeurs habiles à voter n'excède pas deux cents dans chaque arrondissement. (3 Ed. VII, c. 62, s. 9.)

Etablissement définitif des arrondissements de votation.

55. Le greffier de la cité est tenu de fournir, à tout contribuable en faisant la demande, une copie de l'une quelconque ou de la totalité des listes électorales de l'année, et a droit d'exiger un honoraire de dix centins par cent mots de telle copie. Le greffier devra en outre, dans l'année où une élection générale a lieu, faire imprimer la liste des électeurs municipaux, aussitôt que ladite liste aura été revisée, et en remettre gratuitement dix copies à chacun des candidats officiellement mis en nomination pour les charges de maire, d'échevin ou de commissaire qui lui en feront la demande. (3 Geo. V, c. 54, s. 4.)

Liste fournie à tout contribuable sur paiement de l'honoraire.

Impression et distribution de la liste.

56. La liste des électeurs de tous les arrondissements de votation de chacun des quartiers de la cité est considérée être la liste des électeurs pour ce même quartier, dans chaque élection qui a lieu en vertu de cette charte.

Liste des arrondissements réputée liste du quartier.

57. La liste des électeurs de chaque quartier est considérée comme distincte, et l'annulation de la liste de quelque quartier, pour quelque raison que ce soit, n'a pas pour effet d'invalider la liste d'aucun autre quartier.

Liste considérée distincte pour chaque quartier.

Amende contre président des estimateurs contrevenant aux prescriptions de cette charte.

58. Si le président du bureau des estimateurs refuse ou néglige de faire la liste alphabétique des électeurs suivant les prescriptions de cette charte, ou si, en faisant cette liste, il y inscrit ou en omet sciemment des noms qui ne devraient pas être inscrits ou omis, et s'il la remet ainsi après l'avoir attestée sous serment, il est passible d'une amende n'excédant pas \$500.00, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas 6 mois.

Liste certifiée par un estimateur en certains cas.

59. Si le président du bureau des estimateurs, pour quelque raison que ce soit, se trouve dans l'impossibilité de certifier la dite liste des électeurs dans le délai ci-dessus prescrit, cette liste peut être valablement certifiée par l'un des estimateurs spécialement nommé par le bureau à cette fin, et transmise par eux au greffier de la cité sans délai.

Devoir du maire quant à la confection de la liste.

60. Le maire est tenu de voir à ce que la liste des électeurs pour chacun des quartiers de la cité soit faite comme dit ci-dessus, et il peut démettre de ses fonctions le président du bureau des estimateurs dans le cas de refus ou de négligence de la part de ce dernier de faire la dite liste comme susdit, et aussi tout employé municipal manipulant telle liste illégalement.

Transmission de la liste au greffier.

61. Le premier décembre, le président du bureau des estimateurs transmet la liste attestée des électeurs au greffier de la cité, qui la garde dans son bureau, où elle peut être examinée par les parties intéressées jusqu'à ce qu'elle soit définitivement révisée. (2 Geo. V, c. 56, s. 8.)

Avis de la revision.

62. Sur réception de la liste qui lui est remise par le président du bureau des estimateurs, le greffier de la cité fait immédiatement insérer dans deux journaux français et dans deux journaux anglais un avis, suivant la formule No 2, de la revision de la liste des électeurs, fixant le jour et l'endroit où la liste de chacun des quartiers sera révisée. (2 Geo. V, c. 56, s. 9.)

§ 3.—*De l'examen et de la mise en vigueur de la liste*

Examen de la liste.

63. Sur plaintes produites à cet effet en vertu de l'article suivant, et non autrement, la liste des électeurs pour chacun des quartiers de la cité peut être examinée et corrigée par l'un des recorders de la cité, dans le temps prescrit par les avis donnés par le greffier de la cité en vertu de l'article 62.

64. Dans les quinze jours qui suivent la publication de l'avis donné par le greffier de la cité conformément à l'article 62, tout électeur habile à voter peut donner, par écrit, avis au bureau du greffier qu'il s'adressera au recorder de la cité pour faire amender la liste des électeurs pour tout quartier, soit en y ajoutant les noms des électeurs omis ou en en retranchant les noms de ceux inscrits à tort.

Avis pour la faire amender.

65. Cet avis doit spécifier ce qui donne le cens électoral à l'électeur que l'on veut faire ajouter, et les causes d'incapacité de ceux dont on veut faire rayer les noms, et doit être, à la diligence du requérant, le ou avant le 5 janvier, signifié, par lettre chargée, à l'adresse mentionnée sur la liste, à tout électeur dont on veut faire rayer le nom.

Contenu et signification de cet avis.

66. Le jour fixé pour la revision de la liste des électeurs du quartier pour lequel telle demande a été faite, le requérant comparait, soit en personne soit par son agent ou procureur, devant l'un des recorders pour faire valoir ses prétentions.

Comparution du plaignant.

67. Le jour fixé par l'article 62 le recorder entend les plaintes produites comme dit ci-dessus, et ajourne de jour en jour jusqu'à ce qu'il ait disposé de toutes ces plaintes et, après avoir entendu telle preuve qui est, suivant la nature du cas, jugée suffisante et raisonnable, les témoins devant au préalable être assermentés devant les parties intéressées ou leurs représentants, s'ils sont présents, il fait à la dite liste, les additions ou retranche-

Audition des plaintes.

ments nécessaires, et corrige également les erreurs dans les noms, ainsi que toutes les erreurs de copiste qui s'y rencontrent.

Assignation
des témoins

68. Les témoins peuvent être assignés à comparaître par une ordonnance signée par le recorder.

Amende pour
refus de com-
paraître.

Dans le cas où une personne ainsi assignée refuse ou néglige de comparaître au lieu et temps fixés dans l'ordonnance, ou que, comparaisant, elle refuse d'être examinée sous serment au sujet de cette enquête ou de se conformer à un ordre de produire des documents ou papiers mentionnés dans l'assignation, en tant qu'elle peut le faire, elle est passible d'une amende n'excédant pas \$20.00, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas dix jours.

Personnes qui
peuvent être
forcées d'as-
sister à la
revision.

69. Le recorder peut obliger les officiers et employés du bureau des estimateurs et du département du trésorier à assister aux séances pour la revision de la liste et à donner communication des rôles de contribution et de perception et autres registres, sous peine de la pénalité mentionnée à l'article précédent.

Titres fraudu-
leux.

70. Si, sur une preuve suffisante, le recorder est d'avis qu'une propriété a été louée ou a été cédée ou transportée, en vertu d'un titre quelconque, dans le but de donner à une personne ou à des personnes le droit d'être inscrites sur la liste des électeurs, il doit, sur plainte écrite à cet effet et sur preuve sous serment, biffer de la dite liste le nom de cette personne.

Corrections
parafées.

71. Toute insertion, rature ou correction faite sur la liste des électeurs, lors de l'examen d'icelle et de l'audition des plaintes, comme susdit, doit être certifiée par les initiales ou le paraphe du recorder, écrits en encre.

Dépôt des
plaintes par
le greffier
devant le
recorder.

72. Au temps fixé pour la revision de la liste des électeurs, comme susdit, le greffier de la cité dépose devant le recorder toutes les plaintes produites à son bureau, comme dit ci-dessus.

73. La revision de la liste des arrondissements de votation de chacun des dits quartiers de la cité doit être terminée au moins deux jours avant celui fixé pour la présentation des candidats, aux élections tenues en vertu de cette charte.

Délai pour la revision.

74. Aussitôt que le recorder a révisé cette liste comme susdit, il y appose un certificat suivant la formule No 3, lequel certificat est contresigné par le greffier de la cité, et cette liste devient alors en vigueur, et reste ainsi en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle liste soit faite et mise en vigueur en vertu de cette charte.

Certificat du recorder et entrée en vigueur de la liste

75. Nulle personne, autre que celle dont le nom apparaît sur la liste des électeurs au moment de voter, n'a le droit de voter aux élections qui sont tenues en vertu des dispositions de cette charte.

Personnes inscrites sont seules habiles à voter.

76. En tout temps, avant le dix-huit janvier, le recorder a le droit de corriger les erreurs de copiste dans les noms des électeurs, ou les erreurs dans l'apposition, par le trésorier de la cité, des lettres capitales à la fin des noms des électeurs, comme il est ci-devant prescrit, en mettant les mots 'bon vote', vis-à-vis du nom, avec ses initiales.

Erreurs de copistes corrigées par le recorder.

77. Lorsque la liste des électeurs pour chacun des quartiers de la cité a été ainsi mise en vigueur, lors même que le rôle d'évaluation et de contribution foncière et le rôle de perception des taxes, qui ont servi de base, sont défectueux, ou sont cassés ou annulés, elle est censée être la seule liste exacte des électeurs du quartier à laquelle elle se rapporte, pendant le temps qu'elle reste en vigueur.

Valeur de la liste.

78. Aucune erreur de forme dans la préparation, confection, revision et mise en vigueur de la liste n'a pour effet d'invalider telle liste, à moins qu'il n'en résulte une injustice réelle.

Erreurs de forme n'invalident pas la liste.

SECTION VIII

Des élections municipales§ 1.—*De l'époque des élections*

Epoque des
élections.

79. L'élection du maire et des échevins de la cité aura lieu tous les deux ans, le premier lundi d'avril, et, si ce jour est non juridique, le jour juridique suivant, conformément aux dispositions qui suivent, et, après le 21 décembre 1912, la première élection du maire et des échevins de la cité aura lieu au mois d'avril de l'année 1914, au jour ci-dessus indiqué.

Terme d'office
prolongé.

Le terme d'office du maire, des commissaires et des échevins est prolongé jusqu'à la date de cette élection. (3 Geo. V, c. 54, s. 5.)

§ 2.—*De l'officier-rapporteur et du secrétaire d'élection*

Officier-rap-
porteur

80. Le greffier de la cité agit comme officier-rapporteur pour toute élection qui se fait en vertu de la présente charte et, dans l'application des différents articles se rapportant aux élections qui se font en vertu de cette charte, les mots "officier-rapporteur" signifient "le greffier de la cité."

Serment de
l'officier-rap-
porteur.

Le greffier avant d'agir comme officier-rapporteur, doit prêter serment devant le maire ou un juge de paix, de remplir fidèlement et impartialement ses devoirs. (3 Ed. VII, c. 62, s. 11.)

Nomination
d'un secré-
taire d'élec-
tion, etc.

81. Vingt jours avant la date de l'élection, le greffier nomme, par commission sous son seing, suivant la formule No 4, une personne compétente comme son secrétaire d'élection pour l'aider dans l'exécution de ses devoirs. Il donne en outre, dans le même délai, avis public de l'heure et de l'endroit où se fera la nomination des candidats. (3 Geo. V, c. 54, s. 6.)

82. Avant d'agir en sa qualité officielle, le secrétaire d'élection doit prêter le serment décrit dans la formule No 5, devant l'officier-rapporteur ou un juge de paix, qui doit lui en donner un certificat suivant la formule No 6.

Serment du
secrétaire
d'élection.

83. Si le secrétaire d'élection vient à mourir, ou s'il est empêché de remplir sa charge par maladie, absence ou pour une autre cause forcée, ou s'il refuse de continuer cette charge, ou néglige d'en remplir les devoirs, l'officier-rapporteur doit, de la même manière, nommer, après avoir annulé sa première nomination, une autre personne compétente pour être son secrétaire d'élection.

Remplace-
ment du
secrétaire
d'élection en
certains cas.

Ce nouveau secrétaire d'élection, après avoir prêté serment de la manière prescrite dans l'article 82, est tenu de remplir tous les devoirs et toutes les obligations de cette charge, sous les mêmes pénalités que le premier, en cas de refus ou de négligence de sa part.

Devoirs
d'icelui.

84. Toutes les fois que l'officier-rapporteur est incapable ou devient incapable de remplir les devoirs de sa charge ou refuse de les remplir, et qu'il n'a pas été remplacé par un autre, le secrétaire d'élection devient officier-rapporteur de l'élection, de la même manière que s'il avait été nommé à cette charge, et en remplit toutes les obligations, sous les mêmes peines que celles portées contre l'officier-rapporteur, sans être tenu cependant de prêter un nouveau serment.

Quand le
secrétaire agit
comme offi-
cier-rap-
porteur.

85. Au cas de remplacement d'un officier-rapporteur, le secrétaire d'élection reste en charge, à moins d'être remplacé par un autre, à la discrétion du nouvel officier-rapporteur, en la manière ci-dessus prescrite.

Secrétaire
dans le cas
de remplace-
ment de
l'officier-rap-
porteur.

§ 3.—*De la présentation des candidats*

86. La nomination de chaque candidat pour les charges de maire et d'échevins se fait au moyen d'un bulletin de nomination rédigé conformément aux dispositions de cette charte et à la formule No 7.

Bulletin de
présentation.

Production
du bulletin.
Date de la
production
du bulletin.

Les bulletins de nomination doivent être produits au bureau du greffier de la cité, pendant les heures de bureau, le ou avant le neuvième jour juridique, à midi, qui précède la date de l'élection. (3 Geo. V, c. 54, s. 7.)

87. Abrogé par 1 Geo. V, c. 48, s. 26.)

Signature de
dix électeurs
sur le bulletin
de présenta-
tion du maire

88. Chaque bulletin de présentation pour la charge de maire doit être signé par au moins dix électeurs habiles à voter et dont les noms sont inscrits sur la liste des électeurs en vigueur dans quelqu'un des quartiers de la cité, et mentionner les nom, prénoms, résidence et profession du candidat.

Signature de
dix électeurs
sur le bulletin
de présenta-
tion d'un
échevin.

89. Chaque bulletin de présentation pour la charge d'échevin doit être signé par au moins dix électeurs habiles à voter et dont les noms sont inscrits sur la liste électorale en vigueur dans le quartier où l'élection se fait, et mentionner les nom, prénoms, résidence et profession du candidat.

Marque par
ceux qui ne
savent pas
écrire.

90. La marque apposée sur un bulletin de présentation par un électeur qui ne sait pas écrire est réputée la signature requise, suivant l'intention de la présente charte.

Consentement
du candidat.

91. Chaque bulletin de présentation doit être accompagné du consentement écrit de la personne présentée, à moins qu'elle ne soit absente de la province.

Cas d'absence.

Dans ce dernier cas, le bulletin doit faire mention de l'absence.

Documents
qui accompa-
gnent le bul-
letin de no-
mination.

92. Il doit être produit avec chaque bulletin de nomination:

Un certificat du trésorier de la cité indiquant que le candidat ne doit rien à la cité pour taxes, contributions foncières ou taxe de l'eau, et qu'il a déposé la somme de \$200, tel que requis par la loi entre les mains dudit trésorier.

Le bulletin de présentation sera aussi accompagné de la déclaration solennelle contenue dans la formule No 7.

Les bulletins de présentation, ainsi que les déclarations et les certificats ci-dessus mentionnés, doivent être remis à l'officier-rapporteur, par le candidat ou son représentant, dans le délai indiqué dans l'avis public visé par l'article 81. (2 Geo. V, c. 56, s. 10.)

93. Avant la remise du bulletin de présentation à l'officier-rapporteur, une somme de \$200 en or, en argent, en billets de la Puissance ou en billets d'une banque constituée en corporation et faisant affaires en cette province, doit être versée entre les mains du trésorier de la cité par chaque candidat. Dépôt.

Cette somme est insaisissable et est remboursée au candidat élu, ou qui, s'il n'est pas élu, obtient, à la votation, au moins la moitié du nombre des votes comptés en faveur du candidat élu; sinon cette somme appartient à la cité. Remboursement du dépôt dans certains cas.

Le dépôt prescrit par cet article est également confisqué si le candidat se retire avant la votation. Confiscation du dépôt

94. Chaque bulletin de présentation doit aussi être accompagné d'un ou de plusieurs affidavits, rédigés suivant la formule No 8, attestés sous serment devant l'officier-rapporteur ou un juge de paix, et exposant: Affidavit qui accompagne le bulletin.

1. Qu'à la connaissance du déposant les personnes signataires du bulletin de présentation, ou au moins dix d'entre elles, sont inscrites sur la liste des électeurs en vigueur dans le quartier où l'élection a lieu, et qu'elles ont signé le bulletin, en sa présence;

2. Que le consentement du candidat a été signé par le candidat en la présence du déposant ou que la personne présentée est absente de la province.

95. La qualité d'électeur et la signature ou la marque d'au moins dix de ces signataires, et le consentement ou de chacun des signataires du bulletin de présentation, ou Attestation de signatures, etc.

l'absence du candidat peuvent être attestés par un ou plusieurs affidavits séparés et par une ou plusieurs personnes différentes.

Serment du
candidat.

96. Si le bulletin de présentation est remis par le candidat lui-même, l'officier-rapporteur doit le requérir de jurer devant lui que la signature apposée au bas du consentement produit est la sienne, et ce serment doit être écrit au bas ou au dos de tel bulletin de présentation et, dans ce cas, l'affidavit de nulle autre personne au sujet du consentement du candidat n'est requis.

Déclaration
Validité des
bulletins de
présentation.

97. Nul bulletin de présentation n'est valide s'il n'est fait et remis conformément aux formalités prescrites par cette section.

de l'officier-
rapporteur.

98. Après avoir accepté et examiné le bulletin de présentation, l'officier-rapporteur doit déclarer sur-le-champ s'il le considère valide ou non, et inscrire sous sa signature le mot "admis", ou le mot "rejeté," avec, en ce dernier cas, les motifs du rejet.

Nouveau bulle-
tin, etc.

Ce bulletin peut alors être corrigé, ou être remplacé par un autre bulletin, tant que le délai pour recevoir les bulletins de présentation n'est pas expiré.

Reçu de l'offi-
cier-rappor-
teur fait
preuve du
bulletin de
présentation.

99. Le reçu que l'officier-rapporteur doit donner, sur demande, constitue une preuve suffisante que le bulletin de présentation et le consentement écrit du candidat ont été régulièrement produits et que la somme requise a été payée.

Proclamation
des candidats
qui n'ont pas
de concu-
rents.

100. Si, à l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats à l'une ou à l'autre des dites charges de maire ou d'échevins, il n'y a que le nombre voulu de candidats mis en nomination pour les dites charges, ces candidats se trouvent élus *ipso facto*, et il est du devoir de l'officier-rapporteur de proclamer immédiatement le candidat élu, et de donner avis public de telle élection pas plus tard que le lendemain.

101. S'il y a plus que le nombre voulu de candidats mis en nomination pour l'une des dites charges, il est du devoir de l'officier-rapporteur d'accorder le scrutin, pourvu que personne ne puisse être élu s'il n'a été préalablement mis en candidature comme susdit.

Votation, s'il y a plusieurs candidats à la charge.

102. Tous les votes donnés à l'élection pour d'autres personnes que celles ainsi présentées sont nuls.

Votes donnés pour d'autres, nuls.

103. Tout candidat mis en nomination comme maire ou échevin peut, en tout temps avant la clôture des bureaux de votation, retirer sa candidature en délivrant entre les mains du greffier de la cité une déclaration écrite à cet effet, signée par lui-même en présence de deux témoins, qui la signent également; et, dans ce cas, l'officier-rapporteur, en recevant cette déclaration doit l'annoncer par un avis public; et, s'il ne reste qu'un candidat à la dite charge, il le proclame dûment élu, et, dans ce dernier cas, toutes les procédures se rattachant à telle élection sont discontinuées; mais cette proclamation, qui doit être faite dans les quarante-huit heures après la production de la lettre de démission entre les mains du greffier, n'a d'effet que du jour où elle a été publiée dans les journaux. (3 Ed. VII, c. 62, s. 12.)

Démission des candidats.

Avis de la déclaration à ce effet.

Proclamation du candidat élu.

Effet de la proclamation.

104. Dans le cas où deux personnes sont mises en candidature pour la charge de maire ou d'échevin, et que l'une d'elles décède avant la clôture de la votation, le greffier de la cité est tenu de commencer de nouveau sans délai les procédures de cette élection, en donnant l'avis mentionné dans l'article 81, et de fixer le jour de la présentation des candidats et celui de la votation, avec un délai intermédiaire de dix jours.

Nullité de la votation au cas de décès d'un des candidats.

Dans ce cas le dépôt sera remboursé à qui de droit.

Remise du dépôt en ce cas.

§ 4.—Des préliminaires de la votation

105. Six jours au moins avant la votation, le greffier de la cité doit donner avis public, en la manière prévue par la charte, de la date de l'élection.

Avis de la date de l'élection.

Contenu de
l'avis.

Cet avis doit indiquer les noms, domiciles et occupations des personnes mises en candidature dans l'ordre dans lequel ils sont ou seront imprimés sur les bulletins qui doivent servir à la votation, et cet ordre doit être alphabétique.

Instructions
aux votants.

L'officier-rapporteur doit en même temps publier des copies imprimées des instructions qui doivent servir à guider les électeurs sur la manière de voter.

Bureau de
renseigne-
ments pour
les électeurs.

L'officier-rapporteur doit, entre le jour de la nomination et le jour de l'élection, tenir, dans chaque quartier, un bureau de renseignements pour les électeurs et envoyer à ces derniers des cartes ou lettres, leur indiquant l'endroit où ils doivent voter. Ces cartes ou lettres sont envoyées à l'adresse mentionnée sur la liste électorale ou à tout autre endroit où, dans l'opinion de l'officier-rapporteur, l'électeur peut plus sûrement être atteint. Mais toute erreur ou omission commise par le greffier ou ses représentants relativement à l'envoi de ces avis ne peut en aucune façon invalider l'élection d'un candidat, ni donner lieu à aucun recours soit contre la cité ou contre le greffier de la cité ou ses représentants. (1 Geo. V, 2ième session, c. 60, s. 7.)

§ 5.—*Des sous-officiers-rapporteurs*

Sous-officiers-
rapporteurs.

106. Quand la votation est nécessaire, l'officier-rapporteur nomme par commission sous son seing et rédigée suivant la formule No 9, une personne compétente pour agir comme sous-officier-rapporteur à chaque bureau de votation.

Nouveau sous-
officier-rap-
porteur dans
le cas de dé-
cès, etc.

107. Si un sous-officier-rapporteur vient à mourir, ou s'il est empêché de remplir sa charge par maladie, absence ou autre cause, ou s'il refuse d'accepter cette charge ou néglige d'en remplir les devoirs, l'officier-rapporteur doit nommer une autre personne compétente pour agir comme sous-officier-rapporteur, et révoquer sa première nomination.

Le nouveau sous-officier-rapporteur est tenu de remplir toutes les obligations de cette charge, sous les mêmes peines que le premier en cas de refus ou de négligence.

Devoirs de ce dernier.

108. Chaque sous-officier-rapporteur doit, avant d'entrer en fonction, prêter et signer, devant l'officier-rapporteur ou un juge de paix, le serment décrit dans la formule No 10, et un certificat de la prestation de ce serment, rédigé suivant la formule No 11, et signé par l'officier-rapporteur ou juge de paix, doit lui être délivré par celui qui le lui a administré. Il les garde et en fait rapport avec les autres documents d'élection tel que ci-après prescrit.

Serment du sous-officier-rapporteur.

109. Il est du devoir de l'officier-rapporteur de fournir à chaque sous-officier-rapporteur une copie ou extrait de la liste des électeurs en vigueur, contenant les noms des personnes ayant droit de voter au bureau de votation pour lequel ce sous-officier-rapporteur est nommé.

L'officier-rapporteur lui fournit une liste des électeurs.

Chaque telle copie ou extrait de liste est certifiée par l'officier-rapporteur ou par le secrétaire d'élection.

Attestation d'icelle.

110. Si la liste, copie ou extrait d'icelle, en la possession d'un sous-officier-rapporteur, a été perdu ou détruit, l'officier-rapporteur doit voir à ce qu'une autre copie ou extrait certifié lui soit fourni.

Nouvelle liste en cas de perte de la première.

111. L'officier-rapporteur doit remettre, au moins deux jours avant la votation, à chaque sous-officier-rapporteur, une boîte de scrutin pour recevoir les bulletins de vote des électeurs.

Boîte de scrutin.

Cette boîte de scrutin, sur le dessus de laquelle une ouverture étroite doit être pratiquée de manière que les bulletins puissent y être introduits et n'en puissent être retirés sans qu'on l'ouvre, doit être construite de matériaux solides et munis d'une serrure et d'une clef.

Mode de sa construction.

Le sous-officier-rapporteur en fait faire s'il ne lui en a pas été fourni.

112. Lorsque l'officier-rapporteur n'a pas fourni à un sous-officier-rapporteur la boîte de scrutin dans le délai prescrit par l'article précédent, ou que la boîte a été enlevée ou perdue, il est du devoir de ce sous-officier-rapporteur l'en faire faire une aussitôt, aux frais de la cité.

Bulletins de vote fournis par l'officier-rapporteur.

113. L'officier-rapporteur doit remettre au sous-officier-rapporteur de chaque bureau de votation des bulletins de votes spéciaux et séparés pour chaque charge à remplir, et en nombre suffisant pour en fournir à tous les électeurs qui ont droit de voter à ce bureau, ainsi que les instruments nécessaires pour marquer les bulletins de vote.

Description d'eux

Tous les bulletins sont de même genre et aussi semblables que possible.

Formules des bulletins.

114. Le bulletin de vote de chaque électeur doit être un papier imprimé avec annexe, fait suivant la formule No 12, ou toute autre formule que le conseil peut choisir et contenant, par ordre alphabétique, les noms et désignations des candidats pour chaque charge, tels que décrits dans le bulletin de présentation.

Espèce de papier à employer.

Le bulletin de vote doit être imprimé sur un papier suffisamment fort pour que la marque du crayon ne soit pas visible sur le dos.

Table dans le compartiment secret.

115. Une table ou un pupitre à surface unie doit être installé dans le compartiment secret pour y marquer le bulletin.

Crayon.

116. Il doit être fait usage d'un crayon du même genre durant le temps de la votation.

Bulletins à employer dans le cas de démission d'un candidat.

117. Si un candidat se désiste de sa candidature trop tard pour faire imprimer de nouveaux bulletins de vote, et s'il est procédé à la votation pour d'autres candidats, le sous-officier-rapporteur doit se servir des bulletins qu'il a en mains, après avoir biffé visiblement et uniformément, par une barre en encre, le nom du candidat qui

s'est ainsi retiré, et ces bulletins peuvent valablement servir pour toutes les fins de l'élection.

118. Les bulletins de vote doivent être reliés ou brochés de manière à former un livre et être numérotés sur l'annexe par l'imprimeur, de 1 à 250.

Brochages des bulletins, etc.

119. L'officier-rapporteur doit aussi remettre à chaque sous-officier-rapporteur au moins dix exemplaires imprimés des instructions qui doivent guider les électeurs sur la manière de voter.

Instructions de l'officier-rapporteur.

120. Le jour de la votation, le sous-officier-rapporteur doit faire afficher des exemplaires de ces instructions, à l'ouverture de la votation, ou avant, dans chaque com-
partiment du bureau.

Affichage d'eux.

§ 6.—*Des greffiers du bureau de votation*

121. Chaque sous-officier-rapporteur doit nommer immédiatement, par une commission sous son seing, rédigée suivant la formule No 13, une personne compétente comme greffier du bureau de votation pour l'aider dans l'exécution de ses devoirs.

Greffier du bureau de votation.

Si le greffier du bureau de votation vient à mourir, s'il est empêché de remplir sa charge par maladie, absence ou autre cause, ou s'il refuse d'accepter cette charge, ou néglige d'en remplir les devoirs, le sous-officier-rapporteur doit nommer une autre personne compétente pour agir comme greffier du bureau de votation et révoquer sa première nomination.

Nouveau greffier en cas de décès, etc.

Le nouveau greffier du bureau de votation est tenu de remplir toutes les obligations de cette charge sous les mêmes pénalités que le premier, en cas de refus ou négligence de les remplir.

Ses devoirs.

Tout greffier de bureau de votation doit, avant d'entrer en fonction, prêter et signer, devant l'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur qui l'a nommé, ou

Serment du greffier.

un juge de paix, le serment décrit dans la formule No 14.

Certificat
d'icelui.

Un certificat de la prestation de ce serment doit être délivré, suivant la formule No 15, par celui qui l'a administré, et signé de ce dernier.

Devoirs du
greffier en-
vers le sous-
officier rap-
porteur.

Le greffier du bureau de votation est obligé d'assister, dans l'exécution de ses devoirs, le sous-officier-rapporteur nommé pour tenir le bureau de votation pour lequel il a été nommé lui-même, de lui aider et d'obéir à ses ordres.

Il remplace le
sous-officier
rapporteur
dans certains
cas.

122. Si le sous-officier-rapporteur refuse ou néglige de remplir ses devoirs, ou devient incapable d'agir, et qu'il ne se présente aucun sous-officier-rapporteur nommé en remplacement du premier, le greffier du bureau de votation doit, sous les mêmes pénalités que celles imposées à un sous-officier-rapporteur, agir, sans être tenu de prêter un nouveau serment, comme sous-officier-rapporteur et en remplir toutes les obligations de même que s'il avait été nommé sous-officier-rapporteur.

Il se nomme
un greffier.

123. Toutes les fois qu'un greffier de bureau de votation agit dans le cas prévu par l'article précédent, il peut nommer par une commission sous son seing, suivant la formule No 16, une autre personne comme greffier du bureau de votation pour l'aider et l'assister, et lui administrer le serment requis par cette charte d'un greffier de bureau de votation.

Devoirs de ce
dernier.

Ce greffier de bureau de votation remplit, sous les mêmes pénalités en cas de refus ou de négligence, les mêmes devoirs que s'il avait été nommé par le sous-officier-rapporteur.

§ 7.—*De la votation*

Lieu de la
votation.

124. La votation doit se faire dans une salle ou dans un bâtiment d'un accès facile, ayant une porte pour l'admission des votants, et, si c'est possible, une autre pour leur sortie.

125. Un ou deux compartiments doivent être ménagés dans la salle de votation, et installés de manière que chaque votant soit soustrait à la vue, et puisse marquer son bulletin de vote sans interruption ou intervention de la part de qui que ce soit.

Compartiments dans la salle de votation.

Chaque sous-officier-rapporteur doit ouvrir le bureau de votation qui lui est assigné à neuf heures du matin, et doit le tenir ouvert jusqu'à sept heures du soir.

Il doit recevoir pendant ce temps, en la manière ci-après prescrite, tous les votes des électeurs qui ont droit de voter à ce bureau et qui demandent à le faire. (1 Geo. V, c. 48, s. 27.)

126. Pendant tout le temps que le bureau reste ouvert, nul autre que les candidats et leurs agents au nombre de pas plus de deux pour chaque candidat, le sous-officier-rapporteur et le greffier du bureau de votation, ne doit être admis à se tenir dans la salle où se donnent les votes.

Personnes qui demeurent dans la salle de votation.

A défaut d'agent d'un candidat, deux électeurs peuvent le représenter, sur leur demande à cette fin.

127. L'un des agents de chaque candidat, ou, en l'absence d'agent, l'un des électeurs représentant un candidat en vertu de l'article précédent, doit prêter serment, suivant la formule No 17, de garder le secret sur les noms des candidats en faveur desquels les électeurs peuvent marquer leurs bulletins de vote en leur présence, conformément à l'article 141; un seul des deux officiers présents dans le compartiment de votation peut assister à ce vote, et nulle autre personne.

Serment des agents.

128. A l'heure fixée pour l'ouverture du bureau de votation, le sous-officier-rapporteur et le greffier du bureau de votation ouvrent, en présence des candidats, de leurs agents ou des électeurs présents, la boîte du scrutin, et constatent qu'elle ne renferme aucun bulletin de vote ni aucun papier quelconque.

Examen de la boîte du scrutin.

Fermeture
d'icelle.

La boîte est immédiatement fermée à clef, et cette clef reste en la garde du sous-officier-rapporteur.

Commence-
ment de la
votation.

129. Immédiatement après que la boîte du scrutin a été fermée à clef, le sous-officier-rapporteur invite à neuf heures précises du matin les électeurs à voter.

Facilités pour
voter.

130. Il est du devoir du sous-officier-rapporteur de faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation, et de voir à ce qu'il ne soit ni gêné ni molesté, à l'intérieur ou aux abords du bureau.

Renseignements
aux
électeurs.

131. Le sous-officier-rapporteur seul peut, et doit, s'il en est requis, donner à l'électeur sincèrement et ouvertement les renseignements nécessaires pour lui montrer comment faire sa marque, mais sans la moindre indication de préférence ou de suggestion.

Enregistre-
ment des votes
sur le cahier.

132. Chaque électeur, étant introduit dans la salle où se tient le scrutin, doit décliner ses nom, prénoms et occupation, qui sont enregistrés sans délai dans un cahier de votation tenu pour cet objet, suivant la formule No 18, par le greffier du bureau de votation, et un seul électeur est admis à la fois dans chaque compartiment.

Enregistre-
ment du
numéro du
bulletin.

133. Si ce nom se trouve sur la liste des électeurs pour l'arrondissement de votation de ce bureau, il est indiqué dans le cahier de votation, ainsi que le numéro du bulletin donné à l'électeur.

Remise du
bulletin à
l'électeur.

134. Le votant reçoit alors du sous-officier-rapporteur un bulletin de vote spécial et séparé pour chaque charge d'échevin pour laquelle il a droit de voter, et sur le dos de ce bulletin le sous-officier-rapporteur met préalablement ses initiales.

Serment du
votant si
requis.

135. Néanmoins, tout électeur qui se présente ainsi doit, avant de recevoir son bulletin de vote, s'il en est requis par le sous-officier-rapporteur, le greffier du bureau de votation, l'un des candidats ou de leurs

agents, ou par quelque électeur présent, prêter, avant de pouvoir voter, le serment ou l'affirmation qui suit, et répondre, sous tel serment ou affirmation, affirmativement aux questions numéros 1, 2, 3, et négativement aux questions numéros 4, 5, 6, de la formule suivante :

Formule du serment ou de l'affirmation

“Vous jurez (*ou affirmez, suivant le cas*), de répondre la vérité et rien autre chose que la vérité aux questions qui vont vous être posées. Ainsi, que Dieu vous soit en aide.

Formule du
serment.

1. Etes-vous la personne désignée ou que l'on entend désigner par le nom inscrit comme suit (*nom de l'électeur inscrit sur la liste*), sur la liste des électeurs pour cet arrondissement de votation ?

2. Etes-vous sujet britannique ?

3. Avez-vous vingt-et-un ans accomplis ?

4. Avez-vous déjà voté aujourd'hui à cette élection pour maire (*ou échevin, suivant le cas*), à ce bureau de votation ou à quelque autre ?

5. Quelque promesse vous a-t-elle été faite à vous, ou, à votre connaissance, à votre femme ou à quelqu'un de vos parents, à vos amis, ou à quelque autre pour vous engager à voter ou à ne pas voter à cette élection ?

6. Avez-vous reçu quelque chose, soit par vous-même, soit par votre femme, soit par quelque membre de votre famille, soit de quelque autre manière, pour vous engager à voter ou à ne pas voter à cette élection, ou relativement à votre vote à la présente élection ?”

136. Dans le cas où il s'agit simplement de constater l'identité de l'électeur, il sera suffisant de lui poser, après serment prêté, la première des questions mentionnées dans l'article précédent.

Question s'il
s'agit de
l'identité de
l'électeur.

137. Il ne doit pas être donné de bulletin de vote à

Refus de prêter serment.

un électeur qui a refusé de prêter le serment ou l'affirmation mentionnés dans l'article 135, ou dans l'article 136, s'il en a été requis.

Serment administré par le sous-officier rapporteur en certains cas.

138. Chaque fois qu'un sous-officier-rapporteur a lieu de savoir ou de croire qu'une personne offrant de voter a déjà voté à l'élection et se présente pour voter de nouveau, ou que cette personne offre de voter sous un faux nom ou une désignation fausse, ou se représente faussement comme étant inscrite sur la liste des électeurs, tel sous-officier-rapporteur, qu'il en soit ou non requis, doit administrer à cette personne le serment ou l'affirmation autorisés par la loi, sous peine d'une amende de \$200, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas douze mois et, dans ce cas, il fait mention de cette formalité en ajoutant après le mot "assermenté" ceux-ci "en vertu de l'article 138."

Préparation du bulletin.

139. Le votant, en recevant le bulletin de vote, se rend immédiatement dans l'un des compartiments du bureau de votation et y marque son bulletin, en faisant une croix avec le crayon, dans l'espace en regard de la division contenant le nom du candidat en faveur duquel il veut voter; après quoi, il plie le bulletin de manière que les initiales, au verso, puissent être vues sans qu'il soit ouvert, et il le remet au sous-officier-rapporteur, qui, sans le déplier, constate, par l'examen de ses initiales et du numéro imprimé sur l'annexe, que c'est bien le même bulletin qu'il a fourni au votant, et qui, après avoir détaché l'annexe, dépose le bulletin immédiatement et en présence du votant dans la boîte du scrutin.

Entrées sur le cahier de votation.

140. Le greffier du bureau de votation inscrit sur le cahier de votation, en regard du nom de chaque électeur qui s'est présenté pour voter:

1. Le mot "voté," aussitôt que le bulletin de vote de l'électeur a été déposé dans la boîte du scrutin;

2. Le mot "assermenté" ou "affirmé", si l'électeur a fait le serment ou l'affirmation;

3. Le terme “refusé de jurer” ou “refusé d'affirmer”, si l'électeur a refusé de faire le serment ou l'affirmation.

141. Le sous-officier-rapporteur, à la demande seulement de l'électeur qui ne sait lire ni écrire, ou qui, pour cause de cécité ou autre infirmité physique, est incapable de voter en la manière prescrite par cette loi, doit aider cet électeur de la manière suivante:

Aide dans la
préparation
du bulletin.

1. En marquant, en présence seulement de l'un des agents assermentés de chaque candidat ou de l'un des électeurs assermentés qui le représentent, selon le cas, son bulletin de vote en faveur du candidat que l'électeur désigne;

2. En déposant le bulletin dans la boîte du scrutin.

142. S'il y a doute sur le fait d'incapacité alléguée ou s'il en est requis, le sous-officier-rapporteur doit, avant de recevoir le vote, exiger que l'électeur fasse serment ou affirmation de son incapacité selon la formule suivante, savoir:

Serment de
l'électeur dans
ce cas si
requis.

“Je jure solennellement (*ou affirme*) que je ne puis seul et sans aide faire la marque requise sur mon bulletin de vote comme je l'entends faire.”

Formule du
serment.

143. Chaque fois qu'un votant a fait préparer son bulletin de vote conformément à l'article précédent, il en est fait mention au cahier de votation, en regard de son nom.

Mention faite
au cahier.

144. Toute personne qui a droit de voter dans le quartier où se fait l'élection et qui a été nommée sous-officier-rapporteur, greffier du bureau de votation ou agent de votation de l'un des candidats, pour un bureau de votation autre que celui où elle a droit de voter, peut, sur demande, obtenir de l'officier-rapporteur un certificat constatant son droit d'électeur et l'autorisant à voter au bureau de votation où elle est employée, mais elle doit, avant de voter, prêter le serment qu'elle n'a pas voté

Vote des offi-
ciers d'elec-
tion etc., sur
certificat.

ailleurs et qu'elle a le cens électoral voulu par la loi. (3 Ed. VII, c. 62, s. 13.)

Manière de voter sur certificat.

145. Sur présentation de ce certificat, telle personne, si elle est réellement et de bonne foi employée à un bureau de votation comme sous-officier-rapporteur, greffier du bureau de votation ou agent de votation d'un candidat, peut voter en la manière ordinaire à ce bureau, au lieu de voter au bureau où autrement elle aurait droit de le faire. Mais le sous-officier-rapporteur ne peut, sous peine d'une amende de cent piastres pour chaque infraction, permettre à plus de deux agents de chaque candidat de voter ainsi en vertu de tel certificat au bureau de votation tenu par lui.

Entrée au cahier de votation.

Il doit être fait mention, au cahier de votation, en regard du nom de ce votant, du fait que tel votant a voté en vertu du présent article sur ce certificat.

Quand le certificat est donné

Ce certificat n'est donné par l'officier-rapporteur aux agents de votation que sur une procuration par écrit de l'un des candidats. (3 Ed. VII, c. 62, s. 14.u)

Bulletins déchirés, etc.

146. Si un électeur a, par inadvertance, marqué, maculé ou déchiré le bulletin qui lui a été remis, de manière qu'il ne puisse convenablement s'en servir, il peut, en le remettant au sous-officier-rapporteur, obtenir un autre bulletin, pourvu toutefois que par ce moyen il n'ait pas fait connaître son vote.

Vote offert après un premier vote sous le même nom.

147. Si quelqu'un se présente comme étant un électeur dont le nom figure sur la liste des électeurs et demande un bulletin après qu'un autre a voté sous ce nom, le requérant, en prêtant le serment ou l'affirmation mentionnés dans l'article 135, a le droit de voter comme tout électeur.

Mention du fait au cahier.

148. Il est fait mention, au cahier de votation, du fait que ce votant a voté sur un second bulletin délivré sous le même nom, et qu'il a, sur demande, prêté le serment ou l'affirmation mentionnés dans l'article 147, ainsi que

des objections faites à ce vote, au nom de quelqu'un des candidats avec indication du nom de ce candidat.

149. Lorsque le sous-officier-rapporteur ne comprend pas la langue parlée par un électeur qui se présente pour voter, il assermente un interprète, qui sert d'intermédiaire entre cet électeur et lui pour tout ce qui est nécessaire à l'exercice du droit de vote de ce dernier.

Interprète.

150. Chaque électeur doit voter sans retard inutile, et sortir du bureau de votation aussitôt que son bulletin de vote a été déposé dans la boîte du scrutin.

Diligence à voter.

Le sous-officier-rapporteur devra contraindre le votant à quitter incontinent le bureau de votation, à défaut de quoi, il sera personnellement passible d'une amende de vingt piastres, ou, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois, sur conviction sommaire obtenue à la poursuite de n'importe quel contribuable.

Pénalité.

151. Nul électeur ne doit emporter son bulletin de vote hors du bureau de votation, sous peine d'être *ipso facto* privé de son droit de voter à cette élection et d'être en outre condamné à une amende n'excédant pas \$200, et à un emprisonnement n'excédant pas six mois, à défaut de paiement.

Défense d'emporter le bulletin

152. Nul ne doit engager directement ou indirectement un votant à déplier son bulletin après qu'il l'a marqué, de manière à faire connaître le nom du candidat pour ou contre lequel il a ainsi marqué son bulletin de vote.

Défense de le déplier.

153. Tout électeur qui fait connaître la marque sur son bulletin perd *ipso facto* son droit de voter et de le faire déposer dans la boîte du scrutin. Ce bulletin est mis parmi ceux à écarter et il en est pris note dans le cahier de votation.

Bulletin écarté si le secret n'est pas gardé.

154. Sauf le cas de l'article 141, nul ne doit intervenir ni tenter d'intervenir auprès d'un électeur, lorsqu'il pré-

Défense d'intervenir.

pare son bulletin, ni tenter autrement de se procurer, au bureau de votation, quelque renseignement sur le nom du candidat en faveur duquel un électeur se propose de voter ou a voté à ce bureau, ni épier ou chercher à découvrir le numéro du bulletin ou la marque de l'électeur.

Serment du
secret prêté
par certaines
personnes.

155. Les officiers d'élection, candidats, agents et électeurs présents à un bureau de votation et prenant part à l'élection doivent au préalable prêter le serment du secret, suivant la formule No 19, devant le sous-officier-rapporteur, sinon ils sont exclus du bureau de votation. Ils doivent maintenir et aider à maintenir le secret de la votation à ce bureau; mais il leur est permis de donner à tout candidat ou à son agent autorisé le nom de tout électeur qui a voté ou non.

Secret au
sujet des
bulletins
déposés.

156. Nul officier d'élection, candidat, agent, électeur ou autre personne ne doit, en aucun temps, communiquer à qui que ce soit les renseignements obtenus à l'intérieur du bureau de votation sur le nom du candidat pour lequel un électeur se propose de voter, ou a voté.

Pénalité pour
contravention.

157. Quiconque agit en contravention avec quelque'une des dispositions des articles 154, 155 et 156 devient passible d'une amende n'excédant pas \$200, et d'un emprisonnement de pas plus de six mois à défaut de paiement, ou des deux à la fois, avec ou sans travaux forcés.

Pénalité pour
dépôt fraudu-
leux d'autres
papiers dans
la boîte, etc.

158. Quiconque :

1. Dépose frauduleusement dans une boîte de scrutin quelque papier autre que le bulletin qu'il est autorisé par la loi à y déposer; ou

2. Soustrait frauduleusement d'un bureau de votation un ou plusieurs bulletins de vote; ou

3. Tente de commettre quelque'un des actes spécifiés dans cet article; ou

4. Fabrique ou contrefait, ou frauduleusement altère,

ou efface, ou détruit quelque bulletin de vote ou le paragraphe du sous-officier-rapporteur qui y est apposé, ou détruit, prend ou manipule sans autorité une boîte de scrutin ou un paquet de bulletins de vote qui servent ou ont servi à une élection, ou sans autorité fournit quelque bulletin de vote à qui que ce soit, ou se procure des bulletins de vote en vue de l'élection; ou

5. Tente, aide, provoque, conseille ou facilite la commission de quelque une des infractions ci-dessus,—

Encourt pour chaque contravention :

Si c'est un officier d'élection ou autre employé à l'élection, une amende de \$1,000, et un emprisonnement de deux ans à défaut de paiement, ou les deux à la fois, avec ou sans travaux forcés;

Si c'est une autre personne, une amende de \$500, et un emprisonnement de six mois à défaut de paiement, ou les deux à la fois, avec ou sans travaux forcés.

159. Tout sous-officier-rapporteur qui délivre à une personne, se présentant pour voter à un bureau de votation, un bulletin de vote au dos duquel il n'a pas apposé ses initiales, ou les a erronément apposées en contravention avec l'article 134, ou sur lequel le sous-officier-rapporteur a écrit tous mots ou marques autres que ceux requis par cet article 134 ou requis dans le cas de retraite d'un candidat, est passible, sur conviction sommaire, d'une amende n'excédant pas dix piastres et des frais pour chaque offense, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas dix jours.

Pénalité
contre sous-
officier-rap-
porteur, s'il
marque un
bulletin, etc.

160. Nul ne peut être contraint de déclarer, dans une procédure judiciaire, pour qui il a voté à une élection.

Secret protégé
en justice.

161. Nul électeur, assigné comme témoin devant un juge ou un tribunal quelconque dans la province, n'est tenu de comparaître et de se présenter devant ce juge ou ce tribunal, le jour de la votation dans un quartier où il a droit de voter.

Dispense de
comparaître
comme té-
moin, le jour
de la votation.

Permission de
quitter l'ou-
vrage pour
aller voter.

162. Le jour de la votation, il est permis à tout électeur de quitter l'ouvrage auquel il peut être occupé, en quelque qualité que ce puisse être, de midi à deux heures, aux fins d'enregistrer son vote, sans que son patron puisse pour cette absence réduire directement ou indirectement son salaire.

§ 8.—*Du dépouillement du scrutin*

Clôture de la
votation.

163. A sept heures du soir le bureau est fermé et la votation est close; il en est fait une entrée au cahier de votation. (1 Geo. V, c. 48, s. 28.)

Dépouillement
du scrutin.

164. Immédiatement après, le sous-officier-rapporteur doit ouvrir, dans la salle de votation et en présence du greffier du bureau de votation et des candidats ou de leurs agents, ou, en l'absence de quelqu'un des candidats ou de ses agents, en présence de deux électeurs représentant chaque candidat, la boîte contenant les bulletins de vote, et faire le dépouillement du scrutin en comptant le nombre de suffrages donnés à chaque candidat.

Bulletins
écartés.

165. Le sous-officier-rapporteur, en lisant et en comptant les suffrages, doit écarter:

1. Tous les bulletins qui ne sont pas semblables à ceux fournis par lui;

2. Tout bulletin paraissant marqué pour plus d'un candidat;

3. Tous ceux sur lesquels est écrit quelque mot ou est faite quelque marque ou indication qui peut faire connaître le votant;

4. Tous ceux laissés en blanc, ou nuls comme incertains;

5. Tous autres bulletins qui ont pu lui être présentés et qui ne portent pas ses initiales.

Bulletins
comptés et mis
en paquets
distincts.

166. Après avoir ainsi compté le reste des bulletins et avoir fait une liste du nombre de suffrages donnés en

faveur de chaque candidat, ainsi que du nombre de bulletins rejetés, le sous-officier-rapporteur met dans des enveloppes ou paquets distincts :

1. Les bulletins de votes attribués à chaque candidat;
2. Les bulletins écartés par lui;
3. Les bulletins maculés et ceux qui n'ont pas servi;
4. Les annexes.

167. Tous ces paquets, après avoir été endossés de manière à indiquer leur contenu, et parafés, sont remis dans la boîte du scrutin.

Paquets remis
dans la boîte

168. Le sous-officier-rapporteur doit prendre note de toute objection faite par un candidat, son agent ou un électeur présent, à un bulletin trouvé dans la boîte du scrutin, et décider sur l'heure toute question soulevée par cette objection.

Objections
notées et
décidées par
le sous-offi-
cier-rappor-
teur.

La décision est définitive et ne peut être infirmée que sur une pétition contestant l'élection ou le rapport, ou sur un décompte devant le juge.

Sa décision.

169. Chaque objection est numérotée, et un numéro correspondant est placé sur le dos du bulletin avec les initiales du sous-officier-rapporteur. Il est fait une entrée de chaque objection et de sa nature à la suite du cahier de votation.

Mention des
objections au
cahier.

170. Le sous-officier-rapporteur doit préparer un relevé indiquant le nombre :

Relevé des
bulletins.

1. Des bulletins admis;
2. Des suffrages donnés à chaque candidat;
3. Des bulletins écartés, et qui ne peuvent être attribués à aucun candidat;
4. Des bulletins maculés et remis;
5. Des bulletins non employés et retournés par lui; et

6. Les noms sous lesquels il a été voté plus d'une fois.

Original mis
dans la boîte.

171. Il signe ce relevé, le fait signer par son greffier et le dépose dans la boîte du scrutin, et il en fait un double qu'il signe de la même manière avec son greffier et qu'il remet à l'officier-rapporteur, et il en délivre gratuitement une copie certifiée à l'un des agents de chacun des candidats ou à un des électeurs représentant chacun des candidats qui ont pris part au dépouillement du scrutin et qui en font la demande. (3 Ed. VII, c. 62, s. 15.)

Serment du
sous-officier-
rapporteur et
du greffier.

172. Le sous-officier-rapporteur et le greffier du bureau de votation doivent aussi prêter, chacun suivant ce qui lui est propre, le serment rédigé d'après les formules No 20 et No 21.

Prestation
d'icelui.

Le sous-officier-rapporteur peut prêter ce serment devant le greffier du bureau de votation.

Documents
mis dans la
boîte.

173. Il met aussi dans la boîte du scrutin toute liste d'électeurs dont il s'est servi, après avoir écrit, au bas de chacune d'elle un état certifié du nombre total des électeurs qui ont voté sur chaque liste.

Le cahier de votation, sa commission, celle du greffier du bureau de votation, leur serment d'office, les bulletins de vote qui n'ont pas servi et toutes autres pièces ou listes qui ont été employées ou requises à l'élection, sont également mis, par le sous-officier-rapporteur, dans la boîte du scrutin.

Remise de la
boîte à l'offi-
cier-rappor-
teur.

La boîte du scrutin est alors fermée à clef, scellée en présence des mêmes témoins, et remise sans retard à l'officier-rapporteur ou au secrétaire d'élection par le sous-officier-rapporteur en personne ou par le greffier du bureau de votation.

Annnonce du
résultat de
l'élection.

[Sur réception par l'officier-rapporteur des doubles de ces relevés qui lui ont été remis en vertu de l'article 171, l'officier-rapporteur annonce de vive voix, à l'hôtel de ville, le résultat de la votation, tel que constaté par ce relevé.] (3 Ed. VII, c. 62, s. 16.)

174. Tout officier d'élection, candidat, agent ou électeur présent au dépouillement du scrutin, doit maintenir et aider à maintenir le secret de la votation; et aucune de ces personnes ne doit chercher à constater, pendant ce dépouillement, le nom de l'électeur dont le vote est exprimé dans un bulletin, ni communiquer à qui que ce soit aucun renseignement obtenu lors de ce dépouillement à ce sujet.

Secret au dépouillement.

175. Toute contravention à quelque disposition de l'article précédent rend le contrevenant passible d'une amende n'excédant pas \$200, et d'un emprisonnement n'excédant pas six mois à défaut de paiement.

Pénalité pour contravention.

§ 9.—*De la clôture de l'élection*

176. L'officier-rapporteur, aussitôt après avoir reçu toutes les boîtes de scrutin, doit ouvrir ces boîtes en présence du secrétaire de l'élection et d'un autre témoin, ainsi que des candidats ou de leurs agents respectifs, lesquels doivent être avertis, par lettre recommandée, du jour, de l'heure et du lieu où les dites boîtes seront ouvertes, et constater et additionner le nombre des votes donnés à chaque candidat, d'après les relevés dans chacune des boîtes de scrutin remises par les sous-officiers-rapporteurs, conformément à l'article 171, et, s'il n'existe aucun relevé dans la boîte, l'officier-rapporteur pourra s'assurer du nombre de votes donnés à chaque candidat par le relevé qui lui est fourni par le sous-officier-rapporteur, suivant l'article 171 et par nul autre document, sauf les dispositions ci-après. Mais l'officier-rapporteur n'est pas obligé de faire l'ouverture des boîtes pour les quartiers où les candidats ne demandent pas l'accomplissement de cette formalité avant le temps fixé pour l'ouverture des dites boîtes. (3 Ed. VII, c. 62, s. 17.)

Ouverture des boîtes par l'officier-rapporteur, etc.

Proviso.

177. Si les boîtes de scrutin, ou quelque-une d'entre elles, sont détruites ou perdues ou ne peuvent être produites, l'officier-rapporteur doit, sans ajourner si ce n'est de jour en jour, constater, avec toute la diligence

Perte des boîtes.

possible, la cause de la disparition de telles boîtes, et se procurer du sous-officier-rapporteur dont la boîte manque, ou de toute autre personne les ayant en sa possession, les listes, relevés et certificats requis par la présente loi ou des copies de ces documents.

Vérification
des docu-
ments.

Chacun de ces documents doit être vérifié sous serment prêté devant l'officier-rapporteur.

Mode de constater l'élu dans le cas précédent.

178. Si, au cas de l'article précédent, les listes, relevés, certificats ou leurs copies ne peuvent être obtenus, l'officier-rapporteur doit constater, par la meilleure preuve qu'il peut se procurer, le nombre total de votes donnés à chaque candidat aux différents bureaux de votation dont les boîtes ou documents manquent.

Rapport de l'officier-rapporteur dans ce cas.

179. Au cas des deux articles précédents, l'officier-rapporteur doit mentionner, dans son rapport, les circonstances qui ont accompagné la disparition des boîtes et documents, et les moyens qu'il a pris pour constater le nombre de suffrages donnés à chaque candidat.

Candidats déclarés élus.

180. Le candidat qui, après l'addition définitive des votes constatés de la manière plus haut mentionnée, se trouve à avoir le plus grand nombre de suffrages, est déclaré élu et il est proclamé par la voie des journaux immédiatement après l'expiration des quatre jours accordés pour le décompte. (3 Ed. VII, c. 62, s. 18.)

Vote prépondérant de l'officier-rapporteur.

181. Lorsque, après l'addition définitive des suffrages, il y a égalité de votes entre les candidats, et que l'addition d'un vote donnerait à l'un d'eux le droit d'être déclaré élu, il est du devoir de l'officier-rapporteur de donner immédiatement, en présence du secrétaire d'élection et d'un témoin, ce vote additionnel ou prépondérant, en déclarant par écrit signé par lui, pour qui il vote.

Défense de voter autrement.

Dans aucun autre cas l'officier-rapporteur n'a le droit de voter.

§ 10.—*Du décompte devant le juge*

182. Si, dans les quatre jours qui suivent celui où l'officier-rapporteur a fait l'addition définitive des suffrages dans le but de déclarer le candidat élu, il est, sur requête appuyée de l'affidavit d'un témoin digne de foi, démontré à un juge de la cour supérieure dans le district de Montréal qu'un décompte pourrait changer le résultat de l'élection tel qu'annoncé par l'officier-rapporteur; et si le requérant dépose, dans le délai susdit, entre les mains du protonotaire de la cour supérieure, la somme de cinquante piastres comme garantie des frais à encourir sur le nouveau dépouillement du scrutin par le candidat qui paraît, par l'addition des suffrages, avoir été élu, tel juge fixe un temps, dans les quatre jours qui suivent la réception de cet affidavit, pour recompter les suffrages et en faire l'addition finale.

Décompte
devant le juge

183. Le juge doit aussitôt donner lui-même avis par écrit, signifié en la manière ordinaire, ou selon qu'il l'ordonnera, aux candidats, de l'heure, du jour et du lieu où il procédera à compter de nouveau ces votes et à en faire l'addition finale, et il doit assigner l'officier-rapporteur et son secrétaire d'élection, et leur ordonner de se présenter devant lui et d'apporter les paquets contenant les bulletins employés à l'élection, auquel ordre l'officier-rapporteur et son secrétaire d'élection doivent obéir, le tout de la manière la plus expéditive afin que dans tous les cas le décompte ait lieu.

Avis aux can-
didats par le
juge.

184. Le juge, l'officier-rapporteur et son secrétaire d'élection, et chaque candidat et agent autorisé à assister au nouveau dépouillement des votes, ou, si un candidat ne peut y assister, un agent au plus de ce candidat, et, si les candidats et leurs agents sont absents, trois électeurs au moins doivent être présents au nouveau dépouillement des votes.

Personnes
présentes au
nouveau dé-
pouillement.

185. A l'époque et au lieu indiqués, le juge, en procédant par ordre alphabétique ou numérique des bureaux

Formalités du
dépouillement.

de votation, compte de nouveau tous les bulletins de votes transmis par les différents sous-officiers-rapporteurs, et, en présence des personnes ci-dessus, si elles sont présentes, il ouvre les paquets scellés contenant :

1. Les bulletins de vote employés qui ont été attribués à chaque candidat;
2. Les bulletins de vote écartés;
3. Les bulletins maculés.

Jour et heures
auxquels le
dépouillement
se fait.

186. Le juge doit, autant que possible, poursuivre ce nouveau dépouillement des votes sans interruption, sauf les dimanches et les autres jours non juridiques, ainsi que le temps nécessaire pour le goûter, et en excluant, (à moins d'un accord entre lui et les personnes susdites), le temps compris entre six heures du soir et neuf heures du lendemain matin.

Scellée des
bulletins, etc.,
pendant
l'ajournement.

187. Durant le temps exclu et le temps du goûter, le juge doit placer les bulletins de vote et autres documents relatifs à l'élection sous enveloppe scellée de son sceau et des sceaux de celles des personnes qui désirent les y apposer, et prendre toutes les autres précautions nécessaires pour la sûreté de ces bulletins et documents.

Règles pour
le décompte
des suffrages.

188. Le juge procède à recompter les suffrages conformément aux règles prescrites par l'article 165, et vérifie ou rectifie le compte des bulletins et l'état du nombre des suffrages donnés pour chaque candidat, en décidant les objections sans délai et au fur et à mesure qu'elles sont faites.

Pouvoirs du
juge.

Le juge peut prendre connaissance des cahiers de votation, relevés et autres documents ayant servi à l'élection pour faciliter ses décisions, et il peut admettre tout bulletin écarté et mis par erreur dans les paquets contenant les bulletins maculés.

Scellée des
bulletins après
le décompte,
etc.

189. Après avoir recompté les bulletins et constaté le véritable état de la votation, le juge doit sceller les dits

bulletins de vote dans des paquets distincts, et en trans- Certificat du
résultat.
mettre immédiatement le résultat certifié à l'officier-rap-
porteur, qui doit alors proclamer élu le candidat qui a
reçu le plus grand nombre des suffrages.

S'il y a égalité de suffrages, l'officier-rapporteur doit Vote prépon-
dérant de
l'officier-
rapporteur.
donner son vote prépondérant de la même manière qu'il
est prescrit par l'article 181.

190. Si le nouveau dépouillement ou l'addition des Frais du
nouveau dé-
pouillement.
votes ne change pas le résultat de la votation de manière
à affecter l'élection, le juge ordonne que les frais soient
payés par le requérant; et le dépôt doit être remis au
candidat, à compte de ses frais, jusqu'à concurrence du
montant nécessaire pour les couvrir, lesquels frais sont
taxés par le juge en même temps qu'il rend sa décision;
si le dépôt est insuffisant, la partie en faveur de laquelle
les frais sont adjugés a un droit d'exécution pour la
balance.

§ 11.—*Dispositions diverses*

191. Le greffier de la cité doit conserver en sa pos- Le greffier
conserve les
documents
un certain
temps.
session toutes les pièces qui lui sont transmises par tout
sous-officier-rapporteur, pendant au moins un an, si
l'élection ou le rapport n'est pas contesté dans l'inter-
valle, et s'il y a contestation pendant au moins un an
après la décision de telle contestation.

192. Il doit délivrer sur demande, à cet effet, et sur Il en donne
des copies.
payement d'un honoraire de dix centins par cent mots,
des copies certifiées des cahiers de votation, procès-ver-
baux, rapports ou autres documents en sa possession,
concernant toute élection, sauf en ce qui concerne les
bulletins de vote.

Chaque copie ainsi certifiée fait preuve *primâ facie* de- Force pro-
bante des
copies.
vant tout juge, toute cour d'élection et tout tribunal dans
la province.

Examen des
bulletins sur
l'ordre du
tribunal.

193. Nul ne doit être admis à examiner les bulletins de vote qui sont sous la garde du greffier de la cité, ou à en obtenir la production, excepté en vertu d'une règle, ou d'un ordre de la cour supérieure, ou de l'un des juges de cette cour, et aux conditions qui sont imposées.

Octroi de
l'ordre.

194. Cette règle ou cet ordre est accordé par le tribunal ou le juge, sur preuve attestée sous serment que l'examen ou la production de ces bulletins de vote est nécessaire pour permettre qu'une poursuite pour infraction commise à l'égard de ces bulletins de vote soit intentée ou maintenue, ou pour permettre de faire ou de maintenir une pétition contestant une élection ou le rapport.

Conditions de
l'ordre.

195. Tout ordre émis pour l'examen ou la production de bulletins de vote peut être sujet, quant aux personnes, au temps, au lieu ou au mode d'examen ou de production, aux conditions que le juge ou le tribunal juge à propos, et il est donné aux candidats avis du jour et de l'heure de l'examen.

Effet d'icelui.

196. Chaque telle règle ou tel ordre est définitif et sans appel, et le greffier est tenu de s'y conformer sous peine d'être puni pour mépris de cour.

Erreurs qui
n'annulent
pas l'élection.

197. Nulle élection ne peut être annulée à raison :

1. Du défaut d'accomplissement des formalités prescrites par cette loi relativement à la votation, ou pour le dépouillement du scrutin, ou pour l'addition des votes ;

2. D'une erreur dans l'emploi des formules annexées à cette loi.

Election
valide.

198. Si le tribunal chargé de décider la question constate que l'élection a été conduite conformément aux principes de cette charte, et que l'inaccomplissement des formalités ou l'erreur n'a pas changé le résultat de l'élection, cette élection ne doit pas être annulée.

§ 12.—*Dispositions applicables aux divers officiers
d'élection*

199. Tout officier-rapporteur, secrétaire d'élection, sous-officier-rapporteur ou greffier de bureau de votation, qui refuse ou néglige d'accomplir quelque'une des obligations ou formalités requises de lui par la présente charte est passible, pour chaque tel refus ou négligence, d'une amende de \$200, et d'un emprisonnement de six mois, à défaut de paiement, sauf les cas pour lesquels il est autrement prescrit.

Pénalités pour refus ou négligence de remplir devoirs.

200. L'officier-rapporteur, à toute élection, a le droit de déférer tous les serments ou affirmations exigés par cette charte, à l'égard de cette élection.

Pouvoir de l'officier-rapporteur d'administrer serment.

201. Chaque sous-officier-rapporteur a aussi le droit de déférer ces serments et affirmations.

Idem du sous-officier-rapporteur.

202. Tout officier-rapporteur qui diffère, néglige ou refuse volontairement de déclarer et de proclamer élue maire ou échevin une personne qui, d'après la loi, devrait l'être, est passible d'une amende de mille piastres; et cette personne a, de plus, son recours contre tel officier-rapporteur pour tous dommages soufferts par elle en conséquence, si, lors de l'instruction d'une pétition d'élection il est décidé que cette personne aurait dû être déclarée et proclamée élue.

Pénalité contre l'officier-rapporteur, qui néglige de déclarer le candidat élu.

203. Quiconque aide, conseille ou sollicite la commission d'une telle offense, ou en devient complice, est passible de la même amende.

Fauteurs.

204. Toutefois, l'action en recouvrement de cette amende et de ces dommages doit être intentée, sous peine de déchéance, dans l'année de la commission de l'acte sur lequel elle est basée, ou dans les six mois à compter de la clôture des procédures relatives à la contestation de l'élection.

Prescription des actions.

§ 13.—*Du maintien de la paix et du bon ordre*

Officier-rap-
porteur et
sous-officier-
rapporteur,
conservateurs
de la paix.

205. Tout officier-rapporteur et tout sous-officier-rapporteur, dès qu'ils ont respectivement prêté le serment d'office jusqu'au lendemain de la clôture de la votation, sont des conservateurs de la paix et sont revêtus de tous les pouvoirs appartenant à un juge de paix.

Maintien de la
paix.

206. Ils ont le pouvoir et sont tenus de maintenir la paix et le bon ordre dans la cité durant l'élection.

Assistance
qu'ils peuvent
requérir.

207. L'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur peut requérir l'assistance de tout juge de paix, constable, ou autre personne présente, pour l'aider à maintenir la paix et le bon ordre pendant l'élection; il peut aussi, sur demande écrite d'un candidat ou de son agent, ou de deux électeurs, assermenter autant de constables spéciaux qu'il le juge nécessaire.

Arrestation
des contreve-
nants.

208. L'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur peut arrêter ou faire arrêter sur un ordre verbal, et placer sous la garde de constables ou autres personnes, quiconque trouble la paix et le bon ordre pendant l'élection, ou peut le faire emprisonner en vertu d'un ordre signé par lui pour toute période ne dépassant pas le temps que durera la votation.

Livraison des
armes.

209. L'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur, durant le jour de la présentation des candidats et celui de la votation, peut se faire remettre par toute personne, dans un rayon d'un demi-mille du lieu de la présentation ou de la votation, les armes, armes à feu, épées, bâtons, assommoirs ou autre armes offensives qu'elle a entre ses mains ou en sa possession.

Amende.

Toute personne qui refuse de livrer ces armes est passible d'une amende de \$100 et d'un emprisonnement de trois mois, à défaut de paiement, et, s'il y a danger qu'elle ne s'en serve pour troubler l'élection, elle peut être arrêtée et traitée suivant l'article précédent.

210. Il est défendu à toute personne n'ayant pas de résidence fixe dans un arrondissement de votation ou dans un quartier de la cité, de venir pendant la votation dans cet arrondissement ou dans ce quartier, avec des armes offensives de quelque espèce que ce soit, telles qu'armes à feu, épées, bâtons, assommoirs ou autres armes semblables.

Port d'armes à la votation par étrangers à l'arrondissement, prohibé.

211. Il est également défendu à toute personne, étant dans un arrondissement de votation ou dans un quartier, de porter, pendant le jour de la votation, une arme offensive ou de s'approcher, ainsi armée, à une distance d'un mille du lieu où un bureau de votation est tenu, à moins qu'elle ne soit appelée à le faire par l'autorité légale.

Port d'armes prohibé le jour de la votation dans l'arrondissement.

Les défenses mentionnées dans les articles 210 et 211 ne s'étendent pas à l'officier-rapporteur, au secrétaire d'élection, au sous-officier-rapporteur, au greffier du bureau de votation, aux constables ni aux constables spéciaux à une élection.

Exception pour les officiers.

212. Nul candidat ou autre personne ne doit fournir ni procurer à qui que ce soit des drapeaux, étendards, pavillons, bannières, couleurs distinctives, rubans, écriteaux, cocardes ou autres choses semblables, pour les faire porter et servir dans quelque quartier de la cité, depuis le huitième jour avant le jour de la présentation des candidats jusqu'au lendemain de la clôture de la votation, comme bannières ou signes de parti, pour en faire reconnaître les porteurs ou ceux qui les suivent comme partisans d'un candidat ou des opinions réelles ou supposées de ce candidat.

Défense de donner des drapeaux, etc.

213. Nul ne peut, sous quelque prétexte que ce soit porter quelque drapeau, étendard, pavillon, bannière, couleur distinctive, ruban, écriteau, cocarde ou autre chose semblable, ni s'en servir, comme bannière ou signe de parti politique, dans les limites de la cité, depuis le jour de la présentation des candidats jusqu'au lendemain de la clôture de la votation.

Défense de les porter.

Défense de
traiter.

214. Nul candidat à une élection, ni aucune autre personne aux frais du candidat, ne doit fournir ou donner des boissons ou autres rafraîchissements ou des repas à quelque électeur dans le but de l'influencer pendant cette élection, ou payer, ou faire payer, ou s'engager à payer pour ces boissons ou autres rafraîchissements ou repas.

Pénalité.

215. Quiconque contrevient à quelque'une des dispositions des articles 212, 213 et 214 est passible d'une amende n'excédant pas \$200, et d'un emprisonnement n'excédant pas six mois à défaut de paiement, ou des deux à la fois.

Fermeture des
hôtels, etc.

216. Toute buvette d'hôtel ou de club, toute auberge et tout magasin où il se vend ordinairement des liqueurs ou boissons spiritueuses ou fermentées doivent être fermés durant le jour de la votation jusqu'après la fermeture du poll, dans les arrondissements de votation ou dans les quartiers de la cité où des bureaux de votation sont tenus, sous peine d'une amende de \$200, et d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement.

Vente, etc.
des liqueurs
prohibées.

217. Nulle liqueur ou boisson spiritueuse ou fermentée ne doit être vendue ou donnée à qui que ce soit dans les limites d'un arrondissement de votation ou d'un quartier de la cité, durant ce temps, sous peine d'une amende de \$200, et d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement.

Vente, etc.
des liqueurs
prohibée le
jour de la
votation et la
veille dans
certains
endroits.

218. Le jour de la votation jusqu'après la fermeture du poll, il est défendu dans les limites de tout quartier de la cité où est tenue une élection, sous peine d'un emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus, soit de vendre pour un prix en argent ou en échange d'un objet quelconque, soit de prêter ou de livrer, soit de donner gratuitement une quantité quelconque de boisson spiritueuse ou fermentée; la seule exception à cette disposition (et à l'accusé incombe la preuve de cette exception) est établie en faveur des personnes malades, et dans ce cas la boisson ne pourra être vendue, prêtée, li-

vrée ou donnée que sur le certificat d'un prêtre, ou ministre d'une secte religieuse ou d'un médecin; et quiconque donne ou livre un certificat faux sous ce rapport est passible d'une amende de \$100, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois.

Exception.

219. Pendant les jours et heures mentionnés dans l'article 218, et sous les mêmes peines, mais sauf la même exception en cas de maladie, il est défendu de faire apporter ou transporter, d'apporter ou transporter, dans les limites de tout quartier de la cité ou d'un lieu à un autre dans les dites limites, une quantité quelconque de boisson spiritueuse ou fermentée.

Transport des liqueurs, prohibé.

Cette disposition n'affecte pas la vente, le transport, la livraison ni l'achat de boissons spiritueuses ou fermentées faits de bonne foi et dans le cours ordinaire des affaires d'un négociant ou marchand, pourvu toutefois que les caisses, futailles, bouteilles ou enveloppes, contenant les dites boissons, ne soient pas ouvertes, rompues ni brisées pendant les jours et heures ci-dessus mentionnés.

Exception pour les négociants.

[Les dispositions de cet article, ainsi que celles des articles 216, 217 et 218, ne s'appliquent qu'aux élections générales.] (3 Ed. VII, c. 62, s. 19.)

Application de certaines dispositions.

220. Pendant les jours mentionnés dans l'article 218, quiconque est trouvé sous l'influence de la boisson et troublant en conséquence la paix publique dans ou sur une rue, ruelle, chemin, route, place publique, ou dans un hôtel, restaurant, auberge ou lieu de réunion publique quelconque dans les limites de la cité, est passible d'un emprisonnement de trente jours au plus.

Pénalité contre les personnes ivres troublant la paix.

221. Il est défendu de louer ou de donner à loyer pour y tenir des réunions de comité d'élection ou des assemblées d'électeurs, aucune maison ou partie de maison ou local où se débitent des boissons spiritueuses ou fermentées, ou dans lesquels l'on donne communément à boire et à manger moyennant paiement, ou de se servir de telle

Location pour comités d'élection, etc. des locaux où se débitent des liqueurs, prohibées.

maison ou de tel local à cette fin, sous peine d'une amende de \$100, et d'un emprisonnement de trois mois à défaut de paiement.

§ 14.—*Des actes de corruption, menées corruptrices, et dépenses électorales*

Manoeuvre
électorale
définie.

222. Tout acte ou contravention punissable en vertu de quelqu'une des dispositions des articles 223, 224, 226, 227, 228, 229, 231, 232, 233, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 242, 243, 245 ou 247, de même que le paiement de deniers ou d'autres valeurs fait à un électeur pour l'engager à travailler, pour travailler ou pour avoir travaillé comme cabaleur est une manoeuvre électorale suivant l'intention de la présente loi, pourvu qu'il ait été fait avec une intention corruptrice. (63 Vict., c. 49, s. 5.)

Corruption :

223. Sont réputés être coupables d'un acte de corruption et punissables en conséquence :

Don ou prêt
de valeurs,
etc. pour
engager à
voter ou à
s'abstenir ;

(a) Quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par l'entremise d'une autre personne de sa part, donne, prête ou convient de donner ou prêter, ou offre ou promet, ou s'efforce de procurer des deniers ou valeurs à quelque électeur, ou de payer pour quelque électeur, ou à quelque personne ou pour quelque personne pour un électeur, ou à quelque personne ou pour quelque personne, aux fins d'induire un électeur à voter ou à s'abstenir de voter, ou commet quelqu'un de ces actes de corruption, à raison de ce que cet électeur a voté ou s'est abstenu de voter à une élection ;

Don ou promesse de
charge, etc.
dans le même
but ;

(b) Quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par l'entremise d'une autre personne de sa part, donne ou procure, ou convient de donner ou procurer, ou offre, ou promet quelque charge, place ou emploi, ou promet ou s'efforce de procurer quelque charge, place ou emploi, à quelque électeur ou pour quelque électeur, ou à quelque personne ou pour quelque autre personne, aux fins d'induire cet électeur à voter ou à s'abstenir de voter, ou commet quelqu'un de ces actes de cor-

ruption parce que cet électeur a voté ou s'est abstenu de voter à une élection;

(c) Quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par l'entremise d'une autre personne de sa part, fait quelque don, prêt, offre, promesse ou convention comme susdit, à ou avec quelque personne ou pour quelque personne, afin de l'induire à favoriser ou à s'efforcer de favoriser l'élection d'un candidat à la charge de maire ou d'échevin ou de lui obtenir le vote d'un électeur à une élection;

Mêmes actes pour engager à favoriser une élection;

(d) Quiconque, à raison ou en considération de tout tel don, prêt, offre, promesse ou convention, favorise, promet ou s'efforce de favoriser l'élection d'un candidat à la charge de maire ou d'échevin, ou de lui obtenir le vote d'un électeur à une élection;

Travaux faits à une élection par suite de ces actes;

(e) Quiconque avance ou paye, ou fait payer une somme d'argent à une autre personne ou pour l'usage de celle-ci, dans l'intention que cette somme soit dépensée, en tout ou en partie, à corrompre les électeurs, en achat de votes ou à des manoeuvres électorales et menées corruptrices à une élection, ou sciemment, paie ou fait payer une somme d'argent à quelque personne pour l'acquittement ou le remboursement des deniers employés, en tout ou en partie, à corrompre les électeurs ou à des manoeuvres électorales et menées corruptrices et défendues par la loi à une élection.

Avance ou paiement de deniers pour corrompre.

(f) [Quiconque directement ou indirectement durant les trente jours précédant la date d'une élection municipale organise ou ouvre plus d'un comité d'élection ou d'un bureau de renseignements dans chaque quartier.] (1 Geo. V, 2ième session, c. 60, s. 8.)

Ouverture de plus d'un comité dans un quartier.

224. Quiconque, immédiatement avant et pendant une élection et à l'occasion d'icelle, dans le but de la promouvoir et de gagner des suffrages ou de gêner la liberté et la sincérité du vote des électeurs ou de l'électorat, fait exécuter des travaux temporaires par des électeurs rémunérés qu'il emploie, est coupable d'une manoeuvre élec-

Exécution de travaux temporaires pour corrompre.

torale et passible d'une amende de \$400, et d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement.

Inhabilité de l'électeur qui participe à ces actes.

Tout électeur qui a participé à ces travaux devient *ipso facto* inhabile à voter à l'élection.

Dépenses légales.

225. Toutefois, les dépenses personnelles réelles de tout candidat, ses dépenses pour services professionnels réellement rendus, et les sommes raisonnables payées de bonne foi pour la valeur réelle des impressions et annonces nécessaires, les dépenses de papeterie, de poste et de télégraphe; celles pour un commis, écrivain, copiste ou cocher qu'il emploie, et les menus déboursés nécessaires et au comptant, dont et du tout il tient compte chaque jour, sont considérés comme dépenses faites légalement et dont le paiement ne constitue pas une infraction à la présente loi, pourvu toutefois qu'elles ne soient pas faites avec une intention corruptrice à l'égard de l'élection.

Corruption :

226. Sont réputés être coupables d'un acte de corruption et punissables en conséquence :

Electeur qui reçoit don, etc. avant ou pendant l'élection;

1. Tout électeur ou votant qui, soit avant, soit pendant le temps d'une élection, directement ou indirectement, par lui-même ou par toute autre personne en son nom, prend ou reçoit, convient de prendre ou de recevoir, ou stipule quelque somme d'argent, don, prêt ou valeur, charge, place ou emploi, pour lui-même ou pour toute autre personne, pour voter ou consentir à voter, ou pour s'abstenir ou consentir à s'abstenir de voter à une élection;

Ou après l'élection.

2. Toute personne qui, après une élection, directement ou indirectement, par elle-même ou par quelque autre personne en son nom, reçoit quelque somme d'argent, don, prêt, valeur, charge, place ou emploi, pour avoir voté ou s'être abstenue de voter, ou pour avoir engagé une autre personne à voter ou à s'abstenir de voter à une élection.

227. [Est réputé être coupable d'un acte de corruption et punissable en conséquence quiconque, pour induire une personne à se laisser mettre en candidature, ou à ne pas se laisser mettre en candidature, ou à se retirer si elle y a été mise possédant toutes les qualités requises pour être légalement mise en candidature :

Corruption à l'égard d'un candidat.

Cette disposition ne s'appliquera pas aux causes pendantes.] (4 Ed. VII, c. 49, s. 4.)

1. Donne ou prête des deniers, valeurs ou considérations quelconques, ou convient d'en donner ou d'en prêter, ou en offre ou en promet, ou promet ou s'efforce d'en procurer à telle personne ou à quelque autre personne ; ou

2. Donne ou procure quelque charge, place ou emploi, ou convient d'en donner ou procurer, ou en offre ou en promet, ou promet ou s'efforce d'en procurer à telle personne ou à quelque autre personne.

228. Quiconque, en considération d'un don, prêt, offre, promesse ou convention, tels que mentionnés dans l'article précédent, se laisse mettre en candidature, ou refuse de se laisser mettre en candidature, ou convient de ne pas se laisser mettre en candidature, ou se retire s'il y a été mis, est réputé coupable d'un acte de corruption et est punissable en conséquence.

Corruption pour être ou ne pas être candidat.

229. Tout électeur qui a fait un pari ou une gageure quelconque au sujet ou à l'occasion d'une élection dans un quartier où il est habile à voter, et toute autre personne qui a fourni l'argent pour ce pari ou cette gageure, sont réputés être coupables d'acte de corruption et sont punissables en conséquence.

Pari prohibé.

230. Quiconque commet quelqu'un des actes de corruption mentionnés dans les articles 223, 226, 227, 228 et 229 est passible d'une amende de pas moins de \$200 et de pas plus de \$400, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas moins de six mois et de pas plus de douze mois.

Pénalité.

Offenses non
encore jugées.

La présente disposition s'appliquera aux offenses commises et non encore jugées. (4 Ed. VII, c. 49, s. 5.)

Traité par un
candidat.

231. Tout candidat qui, dans un motif de corruption, par lui-même ou par quelque autre, ou avec quelque autre personne, ou de toute autre manière, en son nom ou dans son intérêt, en tout temps, avant, pendant ou après l'élection, directement ou indirectement, donne ou fournit, ou fait donner ou fournir, ou contribue à donner ou à fournir, ou paye, en tout ou en partie, quelques dépenses encourues pour les donner ou fournir, des mets, boissons, rafraîchissements ou provisions à quelque personne, qu'elle soit ou non électeur, dans le but de se faire élire, ou parce qu'il a été élu, ou dans le but d'engager indûment cette personne à donner ou à s'abstenir de donner son vote à cette élection, est coupable de l'acte de corruption appelé "avoir traité", et est passible d'un emprisonnement d'un mois au plus et d'une amende de \$200, et d'un emprisonnement de six autres mois à défaut de paiement, en sus de toute autre pénalité dont il est passible de ce chef en vertu de toutes autres dispositions de cette charte.

Pénalité.

Pénalité con-
tre l'électeur
qui accepte
les mets, etc.

232. Tout électeur, qui, dans un motif de corruption, accepte ou prend quelqu'un de ces mets, boissons, rafraîchissements ou provisions, est aussi coupable de l'acte de corruption appelé "avoir traité", et est passible d'une amende de \$50 au plus ou de \$10 au moins, et d'un emprisonnement de trois mois à défaut de paiement.

Traité par des
tiers, etc.

233. Le fait de donner ou de faire donner à un électeur, en quelque temps que ce soit le jour de la présentation des candidats jusqu'au surlendemain de la votation, à raison de ce que cet électeur est sur le point de voter, ou a voté, quelques mets, boissons ou rafraîchissements, ou quelque argent ou billet, pour mettre cet électeur en état de se procurer des rafraîchissements, est réputé l'acte de corruption appelé "avoir traité".

Pénalité.

Quiconque commet cet acte de corruption est, pour chaque infraction, passible d'une amende de \$10, et d'un

emprisonnement d'un mois à défaut de paiement, pour chaque fois et pour chaque électeur ainsi traité, en sus des autres pénalités édictées par la présente charte.

234. Lors de l'instruction d'une pétition d'élection, il doit être retranché du nombre des suffrages donnés à ce candidat un vote pour chaque personne qui a ainsi voté, et qui, d'après la preuve faite à cette instruction, a accepté ou pris, par motifs de corruption, quelqu'un de ces mets, boissons, rafraîchissements ou provisions.

Votes des personnes qui ont voté après avoir accepté mets, etc.

235. Tout électeur, qui accepte ou prend, durant le temps défendu, quelqu'un de ces mets, boissons, rafraîchissements ou provisions, ou quelque argent ou billet pour être en état de se les procurer, à raison de ce qu'il est sur le point de voter, ou a voté, est coupable de l'acte de corruption appelé "avoir traité" et passible d'une amende de \$10, et d'un emprisonnement d'un mois à défaut de paiement, pour chaque fois qu'il a été ainsi traité.

L'électeur qui accepte les mets, etc.

Pénalité.

La pénalité est double si l'offense est commise à une assemblée d'électeurs, et avant la dispersion d'icelle, sans préjudice de toutes autres pénalités édictées par cette charte.

Double pénalité en certains cas.

236. Toute personne qui, dans un motif de corruption, par elle-même ou par quelque autre, ou avec quelque autre personne, ou de toute autre manière en son nom, dans l'intérêt d'un candidat, en tout temps, avant, pendant ou après l'élection, directement ou indirectement, donne ou fournit, ou fait donner ou fournir, ou contribue à donner ou à fournir, ou paye, en tout ou en partie, quelques dépenses faites pour les donner ou fournir, des mets, boissons, rafraîchissements ou provisions à quelque personne, dans le but de faire élire un candidat, ou parce qu'un tel candidat a été élu, ou dans le but d'engager indûment cette personne ou toute autre personne à donner ou à s'abstenir de donner son vote à cette élection, est réputée coupable de l'acte de corruption appelé "avoir traité" et est passible d'une amende de \$200, et d'un

Personnes qui fournissent des mets, etc. pour commettre l'offense de traiter.

Pénalité.

emprisonnement de six mois à défaut de paiement, ou des deux à la fois, avec ou sans travaux forcés, en sus de toutes autres pénalités édictées par cette charte.

Proviso.

Toutefois, rien de contenu dans les cinq articles précédents n'empêche aucune personne de recevoir chez elle, à sa table, en sa manière ordinaire et à ses propres frais et dépens, tels électeurs qu'elle invite chez elle.

Influence
indue.

237. Sont réputés coupables de l'acte appelé "influence indue," et passibles en conséquence d'une amende de \$200, et d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement, et de six autres mois d'emprisonnement en sus et à la discrétion du tribunal, avec ou sans travaux forcés :

Pénalité.

Menaces.

1. Quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par quelque autre en son nom, emploie ou menace d'employer la force, la violence ou la contrainte contre quelque personne, ou lui inflige ou menace de lui infliger par lui-même, ou par l'entremise de toute autre personne, quelque lésion, blessure, dommage, préjudice, en sa personne ou ses biens, ou menace de lui faire perdre son emploi, ou, de toute manière que ce soit, a recours à la pression et à l'intimidation contre quelque personne pour l'induire ou la forcer à voter ou à s'abstenir de voter, ou parce qu'elle a voté ou s'est abstenue de voter à une élection ;

Obstruction
à la franchise
électorale.

2. Quiconque, par enlèvement, contrainte, artifices, fausses indications ou autre moyen frauduleux, empêche, arrête ou gêne le libre exercice de la franchise d'un électeur, ou, par ces moyens, force, induit ou engage un électeur soit à voter, soit à s'abstenir de voter à une élection, ou l'empêche d'aller voter.

Subornation.

238. Toute personne qui, directement ou indirectement, ou d'une manière quelconque, induit ou contraint, ou tente d'induire ou de contraindre quelqu'un à faire un faux serment, dans toute matière où le serment est requis en vertu de cette charte, est, pour les fins d'icelle,

en outre de toute autre punition qu'elle a encourue pour telle offense, passible d'une amende de \$200, et d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement, et d'un autre emprisonnement de six mois, à la discrétion du tribunal, avec ou sans travaux forcés. Pénalité.

239. Toute personne qui s'engage à faire ou fait un tel faux serment est passible de la même amende et pénalité, en outre de toute autre punition qu'elle a encourue pour cette offense. Pénalité pour faux serment.

240. Sont réputés coupables d'avoir commis un acte de supposition de personne et passibles en conséquence d'une amende de \$500, et d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement, en sus d'un emprisonnement de six mois au plus, avec ou sans travaux forcés : Supposition de personnes.

1. Quiconque, lors de la votation, à une élection, réclame un bulletin de vote, ou se présente pour voter au nom d'une autre personne, que ce nom soit celui d'une personne morte ou vivante ou d'une personne imaginaire;

2. Quiconque ayant déjà voté à une élection réclame, à la même élection, un autre bulletin de vote en son propre nom, ou se présente pour voter de nouveau au même ou à un autre bureau de votation quelconque;

3. Quiconque encourage, aide, conseille ou facilite la commission, par qui que ce soit, d'une infraction à quelque disposition de cet article.

241. Toute personne qui commet une des infractions mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article précédent, peut être arrêtée à vue, ou en vertu d'un mandat, par l'officier-rapporteur, un juge de paix, un officier de paix ou un constable, et conduite et gardée au poste ou enfermée dans la prison commune du district de Montréal jusqu'à la fin de l'élection, ou jusqu'à ce qu'il soit donné caution que la personne ainsi arrêtée comparaitra pour répondre à l'accusation qui sera portée contre elle à raison de ce fait devant la cour du recorder. Arrestation dans le cas de l'article précédent.

Transport des
électeurs.

242. Le louage, ou la promesse de payer, ou le paiement pour l'usage de chevaux, attelages, voitures, cabriolets ou autres véhicules par un candidat, ou par une autre personne au nom de ce candidat, pour transporter des électeurs au bureau ou du bureau de votation, ou aux environs ou des environs du bureau de votation, à une élection, ou le paiement par un candidat, ou par quelque personne au nom de ce candidat, des dépenses de voyage ou autres dépenses d'un électeur pour se rendre à l'endroit où a lieu une élection ou pour s'en retourner, sont des actes illégaux.

Pénalité.

Quiconque a commis quelqu'un de ces actes est passible d'une amende de \$100, et d'un emprisonnement de trois mois à défaut de paiement.

Louage de
voitures.

243. Quiconque donne ou prend à louage un cheval, un cabriolet, une charrette, un wagon, un traîneau, un carrosse ou un autre véhicule pour un candidat ou pour l'agent d'un candidat, dans le but de transporter des électeurs aux bureaux et pour les ramener des dits bureaux de votation encourt, pour chaque telle contravention, une amende de \$100, et un emprisonnement de trois mois à défaut de paiement.

Pénalité.

Perte du droit
de vote.

244. Tout électeur qui, à une élection, a commis un acte constituant une manœuvre électorale quelconque défendue par la présente loi ou a été partie à la commission d'un tel acte, est *ipso facto* privé du droit de voter à cette élection.

Personne qui
fait voter un
électeur qui
n'en a pas le
droit.

245. Quiconque, à une élection, sciemment vote sans avoir le droit de le faire, ou induit à voter ou fait voter une autre personne qui n'y a pas droit, est coupable d'une manœuvre électorale et passible d'une amende de \$100, et d'un emprisonnement d'un mois à défaut de paiement, avec en sus un emprisonnement n'excédant pas un mois, avec ou sans travaux forcés.

Pénalité.

Votes biffés.

246. Lors de l'instruction d'une pétition d'élection, il doit être retranché du nombre des suffrages donnés à un

candidat un vote pour chaque personne qui, d'après la preuve faite, a commis une manoeuvre électorale, à l'instigation de ce candidat, ou de toute autre personne agissant au nom ou dans l'intérêt de tel candidat.

247. Quiconque, avant ou pendant une élection, fait courir ou publie sciemment de faux bruits au sujet de la retraite de l'un des candidats à une élection, dans le but de favoriser ou procurer l'élection d'un autre candidat, est coupable d'une manoeuvre électorale dans le sens de cette loi.

Publication de faux bruits, relatifs au désistement d'un candidat etc.

Néanmoins, un candidat n'est pas responsable des manoeuvres électorales mentionnées dans cet article, lorsqu'elles sont commises par une autre personne, et son élection n'est pas annulée à cause de ces manoeuvres électorales, à moins toutefois qu'elles n'aient évidemment changé le résultat de l'élection et trompé frauduleusement l'électorat.

Proviso.

248. Tout contrat et toute promesse ou convention se rapportant d'une manière quelconque à une élection en vertu de cette charte, ou en provenant, ou en dépendant, même pour le paiement de dépenses légitimes ou l'exécution d'un acte légal, sont nuls en loi, et aucune action n'est recevable, même pour recouvrer la valeur de fournitures ou services quelconques.

Nullité de certains contrats.

Toutefois, cette disposition ne confère à aucune personne le droit de se faire restituer quelque somme d'argent ou autre considération, payée pour les dépenses légitimes se rattachant à cette élection.

Proviso.

249. S'il est prouvé devant un tribunal ou un juge chargé de connaître des pétitions d'élection que quelque manoeuvre électorale a été pratiquée par un candidat, à une élection, à son vu et su ou avec son consentement, l'élection de ce candidat, s'il a été élu, est nulle.

Conséquence de la commission d'une manoeuvre électorale par un candidat.

250. Ce candidat, durant les trois années qui suivent la décision du tribunal ne peut être élu, ni siéger comme

Inhabilité de trois ans.

membre du conseil, ni voter à l'élection d'un membre du conseil.

Irresponsabilité du candidat en certains cas.

251. S'il appert devant le tribunal que l'acte commis constitue d'après la lettre de la loi une manoeuvre électorale, mais présente peu de gravité et n'a pu affecter le résultat de l'élection, et s'il a été prouvé que le candidat a pris de bonne foi, autant qu'il l'a pu, les précautions nécessaires pour conduire honnêtement l'élection suivant les prescriptions de la loi, l'élection de tel candidat ne sera pas annulée.

Limitation du vote.

252. Nul ne peut ni ne doit voter plus d'une fois à l'élection du maire ou d'un échevin, aux élections qui auront lieu en vertu de cette charte.

Inhabilité de trois ans des personnes coupables de manoeuvres électorales.

253. Toute personne, autre qu'un candidat, déclarée, en vertu des dispositions de cette charte, coupable devant un tribunal compétent de quelque manoeuvre électorale dans une procédure légale, dans laquelle, après l'avis de l'accusation, elle a eu l'occasion d'être entendue, ne peut, durant les trois années qui suivent la date à laquelle elle a été déclarée coupable, être élue ni siéger comme membre du conseil, ni voter à une élection d'un membre du dit conseil.

Cessation de l'inhabilité.

254. Si, après qu'une personne a été frappée d'incapacité en vertu de quelqu'une des dispositions des articles 250 et 253, les témoins, sur le témoignage desquels cette personne a été ainsi frappée d'incapacité, ou quelqu'un d'eux, sont déclarés coupables de parjure au sujet de leur témoignage, telle personne peut obtenir du tribunal devant lequel la conviction a eu lieu un ordre prescrivant la cessation de l'inhabilité prononcée contre elle.

Ordre du tribunal à cette fin.

Le tribunal, s'il est convaincu que l'inhabilité n'aurait pas été prononcée sans ce parjure, doit donner cet ordre.

Effet d'icelui.

En conséquence de tel ordre, l'inhabilité cesse et prend fin dès ce moment.

255. Lorsque le tribunal ou le juge chargé de connaître d'une pétition d'élection a lieu de croire que quelque personne a enfreint quelque une des dispositions de cette charte, le tribunal ou le juge doit ordonner que cette personne soit assignée à comparaître devant lui, au lieu, jour et heure fixés dans l'assignation, pour être entendue.

Sommation à une personne paraissant coupable.

256. L'assignation se fait par un avis signé par le juge, indiquant sommairement la nature de l'offense, avec mention des circonstances de temps, de lieu et de personnes, et signifié à l'accusé par le ministère d'un huissier. Le délai d'assignation est le même que dans une action intentée devant la cour supérieure.

Forme de l'assignation.

257. Si, au jour fixé dans la sommation, la partie assignée ne comparaît pas, elle est condamnée, sur la preuve déjà produite lors de l'instruction de la pétition d'élection, à payer l'amende, ou, à défaut de paiement, à subir l'emprisonnement dont elle est passible pour cette infraction conformément à cette charte.

Défaut de comparaître.

258. Si, au contraire, la partie assignée comparaît, le tribunal, après avoir entendu telle partie, ainsi que les témoins qu'elle produit, rend tel jugement que de droit.

Comparution; décision.

259. La procédure sur l'audition de la plainte est sommaire et faite dans les délais pour plaider et entendre les témoins, tels que fixés par le tribunal ou le juge.

Procédure sommaire.

260. Toutes les amendes recouvrées en vertu des articles 255, 256, 257 et 258 appartiennent à la cité.

Emploi des amendes.

261. Nulle pénalité ne peut être infligée en vertu des articles 257 ou 258:

Quand peines ne sont pas imposées.

1. S'il paraît au juge ou au tribunal que le délinquant a déjà été poursuivi pour la même offense; ou

2. S'il n'y a pas d'autre preuve de l'infraction que le témoignage ou l'admission du contrevenant.

§ 15.—*Des offenses et des pénalités*

Pénalité
générale.

262. Toute personne déclarée coupable d'une manoeuvre électorale, lorsqu'aucune autre pénalité n'est édictée par cette charte, est passible d'une amende de \$200, et d'un emprisonnement de trois mois à défaut de paiement, et, en sus, à la discrétion du tribunal, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois, avec ou sans travaux forcés.

Pénalité pour

263. Est passible d'une amende n'excédant pas \$500, et d'un emprisonnement de douze mois à défaut de paiement, quiconque :

Enlèvement
de documents
d'élection, etc.

(a) Enlève illégalement ou malicieusement, soit par violence, soit furtivement, à un officier-rapporteur, sous-officier-rapporteur, à un greffier de bureau de votation ou à tout autre officier ou personne qui en est le dépositaire légal, ou du lieu où ils sont alors légalement déposés, une boîte de scrutin, une liste d'électeurs, une copie ou un extrait d'une liste d'électeurs, un cahier de votation, un procès-verbal, un certificat, un affidavit ou tout autre document ou papier préparé ou dressé conformément à cette charte, ou pour satisfaire à quelque une de ses dispositions ; ou

Destruction
d'iceux ;

(b) Illégalement ou malicieusement les détruit, lacère ou oblitère, ou de propos délibéré ou malicieusement les fait détruire, lacérer ou oblitérer ; ou

Intercalation
de noms ;

(c) Fait ou fait faire quelque rature, addition ou intercalation de noms dans quelque'un des documents ou papiers ; ou

Aide à les
faire.

(d) Aide, incite ou contribue à les enlever, détruire, lacérer ou oblitérer, ou à y faire des ratures, additions ou intercalations de noms.

Altération des
listes.

264. Tout officier-rapporteur, tout sous-officier-rapporteur ou toute autre personne chargée d'émettre des copies de listes d'électeurs ou qui est gardien ou dépositaire légal de ces listes, qui fait sciemment une altéra-

tion, omission ou insertion dans ces listes ou copies certifiées, ou les falsifie de quelque manière que ce soit, encourt une pénalité de \$200, et un emprisonnement de douze mois à défaut de paiement, avec ou sans travaux forcés.

§ 16.—*Des poursuites*

265. Toute poursuite au sujet d'une pénalité imposée par la section huitième de cette charte peut être intentée par un électeur de la cité, par action pour dette, devant tout tribunal ayant juridiction en matière civile pour le montant réclamé. Nul électeur ne se trouvera privé du droit d'intenter une action quelconque en vertu de la dite section ou de l'une quelconque de ses dispositions à raison de l'illégalité ou de l'irrégularité des listes électorales.

Qui peut poursuivre et devant quelle cour.

266. Il suffit que le demandeur, dans cette action ou poursuite, allègue dans sa déclaration que le défendeur lui doit la somme d'argent qu'il réclame, que l'acte pour lequel l'action est intentée, et qui est décrit avec précision, a été commis, et que le défendeur a agi contrairement à la présente charte.

Allégations requises.

267. Nulle telle poursuite ne peut être intentée à moins qu'il ne soit produit avec le *proceipe* ou demande de sommation, un affidavit du demandeur, fait d'après la formule No 22.

Affidavit.

268. Le défendeur peut, dans cette poursuite, obtenir, avant de plaider, la suspension des procédures jusqu'à ce que la partie poursuivante ait, à la discrétion du tribunal ou du juge, fourni le cautionnement qui est jugé nécessaire, ou déposé entre les mains du protonotaire de la cour la somme fixée par le tribunal ou le juge pour couvrir les frais de la poursuite.

Cautionnement pour les frais.

269. L'instruction de toute telle cause peut se faire par preuve verbale.

Preuve à l'instruction.

A qui appartient l'amende

270. Le montant de toute amende qu'un défendeur est condamné à payer appartient au poursuivant, sans préjudice de l'article 260.

Poursuite contre des complices.

271. Lorsqu'une personne est poursuivie pour une offense ou une violation quelconque des dispositions de cette charte, commise par elle conjointement avec une ou plusieurs personnes, soit comme complices, fauteurs ou receveurs, soit de toute autre manière, et que cette personne a déjà elle-même poursuivi ce ou ces complices pour la même offense, aucune amende, pénalité ou forfaiture ne peut être prononcée ou recouvrée contre elle pour la même offense mais ce bénéfice lui est refusé s'il est démontré au tribunal que cette partie a été l'auteur principal de l'offense et que c'est par elle qu'elle a commencé.

Obligation de répondre.

272. Sauf le cas de l'article 160, nulle personne n'est exempte de répondre à une question qui lui est posée dans une action, un procès ou autre procédure devant un juge, un commissaire ou tout tribunal, au sujet d'une élection ou de la conduite de quelqu'un à cette élection, ou y ayant trait, parce que la réponse à cette question l'exposerait à quelque poursuite ou condamnation en vertu de cette loi ou d'une autre.

Protection.

Mais nulle réponse donnée par cette personne ne peut être alléguée à son préjudice dans une action civile, intentée contre elle, si le juge, le commissaire ou le tribunal a donné au témoin un certificat constatant qu'il a réclamé le droit d'être exempté de répondre pour la raison ci-dessus mentionnée, et qu'il a fait des réponses complètes et véridiques à la satisfaction du juge, du commissaire ou du tribunal.

Compétence des parties à rendre témoignage.

273. Dans toute action, poursuite ou procédure en vertu de la présente loi, les parties elles-mêmes sont admises à témoigner, et peuvent y être contraintes de la même manière que tout témoin, et sauf les mêmes exceptions,—mais il ne peut être fait usage de leur témoignage en dehors de la cause d'aucune autre manière.

274. A moins que, pour des raisons spéciales, le tribunal ne juge convenable d'en ordonner autrement, la partie perdante dans toute telle poursuite doit payer les frais, et, si c'est le défendeur, ces frais sont payables en outre de la pénalité infligée.

Frais.

Toutefois, si la poursuite est retirée ou abandonnée et que le juge soit d'opinion qu'elle a été malicieusement intentée dans le but de harasser et vexer le défendeur et sans une connaissance raisonnable des faits allégués, le juge peut, en la rejetant, condamner le demandeur à payer doubles frais à l'autre partie.

Paiement de doubles frais dans certains cas.

275. Toute action ou poursuite intentée en vertu de cette section doit être commencée dans les six mois qui suivent immédiatement la proclamation du candidat, pour les offenses commises jusqu'à cette date, et dans les douze mois pour les offenses subséquentes à compter du jour de leur commission, et non plus tard, à moins que le défendeur ne se soit soustrait par la fuite à la juridiction du tribunal.

Prescription des actions.

Cette action ou poursuite, une fois commencée, doit être continuée et poursuivie sans délai volontaire, et a préséance.

Continuation des procédures.

276. Au cas de suspension ou de délai, en tout état de cause, le juge ou le tribunal qui est saisi de la poursuite peut permettre à une ou plusieurs personnes d'intervenir et de mener la procédure à jugement et exécution et alors la pénalité et les frais appartiennent à l'intervenant qui les fait prélever.

Intervention.

277. S'il appert du rapport sur un bref d'exécution ou des procédures subséquentes que le défendeur n'a pas de biens, ou que ses biens ne sont pas suffisants pour acquitter le jugement, le défendeur est emprisonné sur un bref à cet effet émis sur l'ordre du tribunal ou d'un juge, pour toute la période de temps prescrite par la disposition de cette section en vertu de laquelle la pénalité a été infligée.

Emprisonnement à défaut de paiement.

Libération.

Néanmoins, le défendeur peut, à moins qu'il ne soit passible d'un autre emprisonnement, se libérer en payant en entier le montant de l'amende et les frais encourus tant avant qu'après le jugement.

Action quand l'offense est punie par l'emprisonnement seul.

278. Quand la commission d'une infraction à cette section est punie par l'emprisonnement seul, la poursuite peut être intentée et le jugement obtenu et exécuté par toute personne qui fait la dénonciation devant un juge des sessions de la paix ayant juridiction et exerçant ses fonctions dans la cité.

SECTION IX

Des élections contestées

Requête en annulation d'élection.

279. Quiconque a qualité pour voter à l'élection du maire ou d'un échevin peut s'adresser, par requête libellée, à l'un des juges de la cour supérieure, en terme ou en vacances, pour se plaindre de l'élection et de la proclamation d'une personne comme maire ou échevin, à l'élection de laquelle il avait droit de voter, et demander, soit que cette élection soit annulée et qu'ordre soit donné de procéder à une autre élection, soit que cette élection soit annulée et qu'un jugement soit rendu déclarant quelque autre personne dûment élue à la place de celle qui a été proclamée élue.

Motifs qu'elle doit-comporter.

Cette requête peut invoquer un ou plusieurs des motifs qui suivent :

1. Que la personne déclarée élue n'a pas reçu la majorité des votes légaux à cette élection ;

2. Qu'elle n'avait pas qualité pour être élue comme maire ou échevin, suivant le cas ;

3. Qu'elle s'est rendue coupable d'une manoeuvre électorale prohibée par cette loi, soit personnellement ou par le fait d'un agent, avec ou sans autorité, connaissance ou approbation.

280. La requête doit exposer sommairement la date, le lieu et les circonstances de toute acte et de toute matière ou chose qui peuvent en justifier les conclusions; et les allégations y formulées doivent être appuyées d'un affidavit à la satisfaction du juge, qui alors fait émettre un bref enjoignant à la personne déclarée élue de comparaître le jour y fixé, pour répondre à la requête.

Contenu de la requête.

Affidavit.

Nulle requête n'est reçue après l'expiration d'une période de trente jours à compter du jour de la votation, à la dite élection, ou, s'il n'y a pas eu de votation, après l'expiration de trente jours à compter du jour de la nomination.

Délai pour la présenter.

281. Le jour du rapport du bref ou dans les trois jours suivants, le contestant donne cautionnement pour les frais, après avis au défendeur, en déposant au bureau du protonotaire de la Cour supérieure la somme de mille piastres. (7 Ed. VII, c. 63, s. 9.)

Cautionnement fourni par le contestant.

282. La caution une fois donnée, la cause procède et est jugée d'une manière sommaire, et, autant que possible, tant en ce qui concerne le mérite que les matières incidentes qui s'y rattachent, elle est assujettie aux règles de procédure prescrites par la section deuxième du chapitre quarantième du Code de procédure civile.

Continuation de la cause après que la caution a été fournie.

Si, d'après la contestation, il devient nécessaire de faire le dénombrement ou l'examen des bulletins de vote ou d'en disposer autrement, ou de faire l'examen ou de disposer autrement des livres des bureaux de votation qui ont servi dans l'élection, et des autres documents qui s'y rattachent, ou d'assigner les personnes qui ont dirigé l'élection ou y ont agi de quelque manière que ce soit, la cour ou le juge, pour ces fins ou pour l'une d'elles, a les mêmes juridiction, pouvoir et autorité que ceux attribués à tout juge ou à toute cour dans des cas du même genre par la Loi des élections contestées de Québec, et ses amendements.

Juridiction du tribunal si l'examen des bulletins devient nécessaire.

Faits qui ne
doivent pas
être prouvés
si le siège
n'est pas
réclamé.

Lors de la contestation d'une élection en vertu de cette charte, si le siège n'est pas réclamé dans la pétition présentée à cet effet pour quelqu'un des candidats, il n'est pas permis au défendeur d'alléguer ou de prouver des faits récriminatoires.

Mode de con-
tester l'élec-
tion.

Nulle élection ne peut être contestée d'une autre manière ni d'après une autre procédure que celles qui sont indiquées plus haut.

Jugement
sujet à
révision.

283. Le jugement rendu sur une pétition en vertu de cette loi est sujet à révision devant la Cour supérieure, siégeant en révision; la cause y est entendue à titre de cause privilégiée, et a préséance sur toutes les autres causes; le jugement de la cour de révision est final. (63 Vict., c. 49, s. 6.)

Signification
du jugement.

284. Le contestant doit signifier à la cité le jugement rendu sur sa requête en en faisant laisser une copie authentique au greffier.

Procédures
qui s'en
suivent.

Si, par le jugement, l'élection du défendeur est annulée, et qu'un autre candidat soit déclaré dûment élu, ce dernier doit être reconnu par le conseil; mais s'il a été jugé que l'élection contestée doit être annulée, le siège du défendeur est réputé vacant, et les procédures d'une nouvelle élection pour remplir cette vacance, conformément aux dispositions de cette charte, doivent être commencées sur-le-champ.

SECTION X

Des assemblées du conseil

Epoque des
assemblées
du conseil.

285. A l'exception des mois de juillet et d'août, le conseil s'assemble régulièrement une fois par mois, savoir: le deuxième lundi de chaque mois.

Avis des
assemblées.

Les membres du conseil doivent recevoir avis de chaque assemblée, en la manière ci-après prescrite pour les assemblées spéciales.

Les assemblées du conseil sont publiques. (9 Ed. VII, Publicité, Chap. 81, s. 6.)

286. Le maire peut convoquer une assemblée spéciale du conseil quand et aussi souvent qu'il le juge à propos; cette assemblée peut être convoquée sur l'ordre verbal ou écrit du maire au greffier de la cité, qui, dans ce cas, dresse un avis de convocation indiquant sommairement les affaires qui seront soumises à cette assemblée, et en fait délivrer par un de ses employés ou expédier par la malle, par lettre recommandée, une vraie copie à chaque membre, à son domicile ou à sa place d'affaires, au moins deux jours francs et juridiques avant cette assemblée.

Convocation
des assem-
blées spéciales
par le
maire.

Le certificat du bureau de poste fait preuve du dépôt de l'avis à la poste à la date qu'il porte, et la remise de l'avis par l'employé du greffier s'établit par un rapport écrit l'attestant et signé par lui. (3 Ed. VII, c. 62, s. 20.)

Avis à cette
fin et signifi-
cation.

287. Si, en quelque temps que ce soit, le maire refuse de convoquer une assemblée spéciale quand elle est jugée nécessaire par au moins cinq membres du conseil, ces derniers peuvent ordonner la convocation de cette assemblée en en faisant une demande par écrit, signée par eux, au greffier de la cité; et, sur réception de cette demande, le greffier de la cité dresse un avis de convocation, qu'il expédie de la manière indiquée dans l'article précédent, pourvu que cette demande spécifie les affaires pour lesquelles l'assemblée est convoquée.

Refus du
maire de faire
la convocation.

Convocation
par le greffier.

288. A ces assemblées spéciales, on ne peut prendre en considération que les affaires spécifiées dans l'avis de convocation, si ce n'est avec le consentement du maire et de tous les membres du conseil présents.

Affaires prises
en considéra-
tion à ces
assemblées.

289. Si, à une assemblée spéciale ou mensuelle, les affaires soumises, n'ont pu être entièrement expédiées, le conseil peut s'ajourner aussi souvent qu'il est nécessaire pour la considération et la dépêche des affaires inachevées; mais aucune affaire nouvelle ne peut être soumise ou prise en considération à aucun de ces ajournements,

Ajournement
de l'assem-
blée.

si ce n'est avec le consentement unanime de tous les membres du conseil présents et du maire. (1 Geo. V, c. 60, s. 9.)

Présidence des
assemblées.

290. Le maire préside toutes les assemblées du conseil et peut donner son vote prépondérant dans le cas d'égalité des votes, mais ne peut voter dans aucun autre cas; dans le cas où le maire ou le maire suppléant ne sont pas présents, le conseil choisit un de ses membres pour présider.

Vote du mem-
bre président.

Le maire suppléant ou le membre du conseil présidant une assemblée du conseil a le droit de voter, mais ne peut donner en sus, le vote prépondérant.

Quorum du
conseil.

291. Un tiers de tous les membres du conseil constitue un quorum pour l'expédition des affaires, excepté lorsqu'il est autrement prescrit par cette charte. (3 Ed. VII, c. 62, s. 21.)

La majorité
décide les
questions.

292. Aux assemblées du conseil, la majorité des membres présents décide des questions et matières qui y sont soumises,—excepté dans le cas où les règles du conseil ou les dispositions de cette charte exigent un plus grand nombre de voix concordantes.

Exceptions.

Règlements
pour la gou-
verne inté-
rieure.

293. Le conseil peut faire et mettre à exécution des règles et règlements pour sa gouverne intérieure et pour le maintien de l'ordre durant ses séances.

Maintien de
l'ordre aux
séances du
conseil.

294. Le maire maintient l'ordre et le décorum pendant les séances du conseil; il peut arrêter ou faire arrêter toute personne troublant l'ordre du conseil durant ses séances et la faire mettre sous garde; et cette personne encourra, pour chaque offense, une amende n'excédant pas vingt piastres recouvrable devant la cour de recorder.

Rédaction des
procès-
verbaux.

295. Les procès-verbaux des votes et délibérations du conseil sont dressés et transcrits en français et en anglais dans un livre tenu à cet effet par le greffier de la cité, et, après avoir été lus et ratifiés à l'assemblée

suivante, sont signés par lui et par le maire ou par le membre qui préside telle assemblée, et ils sont accessibles à tous les contribuables qui désirent les examiner.

296. Tous les extraits du livre qui doit être tenu en vertu de l'article précédent, et toutes copies des entrées qui y sont faites, et généralement tous certificats, actes ou pièces certifiés ou signés par le greffier de la cité, et revêtus du sceau de la cité sont pris et reçus dans toutes cours de justice en cette province comme preuve *prima facie* des faits contenus dans tels extraits, copies, certificats, actes et pièces respectivement.

Extraits, etc.,
certifiés font
preuve.

SECTION XI

Des officiers du conseil

297. Le conseil de ville peut nommer les officiers qu'il juge nécessaires pour exercer les pouvoirs que lui confère cette charte et leur accorder le traitement ou autre indemnité qu'il juge à propos; peut prescrire et déterminer, par règlement, les devoirs de ces officiers respectivement, et peut, à la majorité absolue de tout le conseil, destituer tout chef de département et en nommer un autre à sa place, pourvu que le contrôleur ou auditeur ne puisse être démis que sur le vote des deux tiers du dit conseil.

Nomination
des officiers
municipaux,
etc.,

298. Le conseil exige les garanties qu'il juge à propos pour l'exécution fidèle des devoirs imposés au trésorier et aux autres fonctionnaires de la cité.

Garanties
exigées.

SECTION XII

Des règlements

299. Il est permis au conseil de la cité de faire, abroger ou amender et mettre à exécution des règlements concernant la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien-être général de la cité de Montréal, et toutes les

Règlements
relatifs au
bon gouverne-
ment, etc.,
de la cité.

matières qui intéressent et affectent ou qui pourront intéresser et affecter la cité de Montréal comme cité et comme corporation, pourvu toutefois que ces règlements ne soient pas incompatibles avec les lois de cette province ou du Canada, ni contraires à quelque disposition spéciale de cette charte.

Étendue de
la juridiction
du conseil.

Et pour plus de certitude, sans restreindre la portée de la disposition qui précède ou l'étendue des pouvoirs conférés par cette charte, et sans préjudice du proviso mentionné ci-dessus, il est par les présentes déclaré que l'autorité et la juridiction du dit conseil s'étendent et s'étendront à l'avenir à toutes les matières ci-après mentionnées, savoir :

1. Le prélèvement d'argent par l'imposition de taxes ;
2. L'emprunt d'argent sur le crédit de la cité ;
3. Les rues, ruelles et voies publiques, et le droit de passage au-dessus, au travers, le long ou au-dessous d'icelles ;
4. Les égouts, drains et aqueducs ;
5. Les parcs, squares et traverses ;
6. Les licences pour commercer et colporter ;
7. La paix et la sûreté publiques ;
8. L'hygiène et la salubrité ;
9. La vaccination et l'inoculation ;
10. Les travaux et améliorations publics ;
11. Les substances explosibles ;
12. Les nuisances ;
13. Les marchés et abattoirs ;
14. La décence et les bonnes moeurs ;
15. Les maîtres et serviteurs ;
16. L'eau, la lumière, le chauffage, l'électricité et les chemins de fer ;

17. L'octroi de franchises et de privilèges à des particuliers ou à des compagnies;

18. L'inspection des aliments.

300. Et, sans limiter les pouvoirs et l'autorité conférés au conseil par l'article précédent, le conseil de la cité, pour les fins et pour les objets compris dans l'article précédent, ainsi que pour les matières énumérées dans le présent article, a autorité :

Pouvoir de faire des règlements sur les matières suivantes :

Rues, etc. ;

1.—Pour réglementer l'usage des rues, allées, avenues, terrains publics, places publiques, eaux et cours d'eau municipaux ; pour empêcher et faire cesser tout empiètement dans les ,sur les, et au-dessus des dites rues, allées, avenues, terrains publics, places publiques, et cours d'eau municipaux, et pour empêcher aussi qu'ils ne soient endommagés ou que l'on n'en fasse un mauvais usage ;

2.—Pour défendre de jeter ou déposer des cendres, du papier, des déchets, des immondices, des ordures, des détrit^{us} ou autres matières ou obstructions nuisibles dans ou sur les rues, allées, cours, terrains publics, places publiques, eaux ou cours d'eau municipaux, et pour faire des règlements à ce sujet ;

Détritus, etc. ;

3.—Pour obliger le propriétaire ou occupant de tout immeuble de tenir les trottoirs, le long et en front du dit immeuble, libres d'obstructions ; pour pourvoir à l'enlèvement de celles-ci aux frais du propriétaire ou occupant, et pour imposer une contribution foncière sur les dits immeubles afin de défrayer le coût de l'entretien des dits trottoirs pendant l'hiver dans tous les ou dans certains districts de la cité ; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.)

Trottoirs, etc.

4. Pour réglementer la manière de faire et d'entretenir les ouvertures et excavations dans les rues, allées, terrains publics et places publiques pour les tuyaux à gaz ou à eau, conducteurs électriques, sous-voies et conduits et pour d'autres fins, et pour réglementer la construction et l'entretien des égouts, tunnels et drains et la construction et l'usage de tous ouvrages et conduits en-dessous des

Excavations dans les rues, etc.

rues, allées, trottoirs, terrains et places publiques de la cité, et pour réglementer, et, au besoin, pour défendre la construction et le maintien de trous à charbon, trous-d'hommes, trappes et autres ouvertures dans les trottoirs, rues et allées, et pour ordonner que toutes les ouvertures de ce genre, soient couvertes et entourées de garde-fous; pour obliger les personnes ou compagnies qui ont ou qui pourront avoir le droit de faire des excavations dans les rues à déposer entre les mains du trésorier un montant suffisant pour garantir que les rues seront remises dans l'état où elles étaient, ou pour permettre à la cité de faire elle-même les réparations aux dépens de ces personnes ou compagnies, ou pour empêcher ces excavations et les remplir lorsqu'elles auront été faites contrairement aux règlements; pour empêcher toute personne ou compagnie de défaire tout pavage, trottoir, traverse, canal ou égout, ou de faire un trou, un fossé ou égout dans une rue ou dans un pavage ou trottoir, sans avoir au préalable donné avis par écrit au bureau des commissaires et fourni un plan indiquant le lieu précis, ainsi que les dimensions de ladite ouverture, et avoir obtenu la permission dudit bureau des commissaires, s'il n'a pas été préalablement autorisé, et, en aucun cas, sans avoir obtenu l'approbation relativement au lieu et en la manière en laquelle ladite ouverture doit être pratiquée; pour empêcher qu'on ne place, sur une rue pavée d'une manière permanente, des matériaux de construction, goudron, chaux, pierres, briques ou autres objets de nature à détériorer le pavage, ou pour réglementer la permission de se servir de ces rues pour les fins susdites, et pour exiger un dépôt suffisant pour remettre le pavage en bon ordre; (1 Geo. V, 2ème session, c. 60 s. 10.)

Enlèvement
des déchets,
etc. ;

5.—Pour obliger, dans toute l'étendue de la cité, ou dans la section ou les sections que le conseil désignera, le propriétaire ou occupant de tout immeuble, ou celui qui les aura déposés, de ramasser et enlever les cendres, eaux sales, immondices, déchets, détritux, fumier, animaux morts, matières fécales et autres matières viles, malsaines ou nuisibles et d'en disposer; pour pourvoir

au ramassage et à l'enlèvement des matières en question et déterminer la manière d'en disposer, dans toute l'étendue de la cité ou dans les sections que le conseil de ville désignera, et pour autoriser et surveiller le ramassage et l'enlèvement des dites matières, aux frais de la cité ou du dit propriétaire ou occupant ou de celui qui les aura déposées;

6.—Pour régler l'usage des pavages, trottoirs, traverses, courbes et gouttières, et pour régler, permettre moyennant le paiement d'une licence, ou défendre le posage, dans les rues, sur les trottoirs, allées ou places publiques, des auvents ou des portiques; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.) Pavages, etc;

7. Pour prescrire la manière de placer, ou défendre de placer sur les rues, allées, trottoirs et terrains publics, des enseignes, poteaux d'enseignes, auvents, poteaux d'auvents, poteaux de téléphone, de télégraphe et d'électricité, abreuvoirs pour chevaux, râteliers et autres obstructions, et pour régler l'affichage et la distribution de prospectus et réclames; pour définir ce qu'il faut entendre par "enseignes lumineuses et enseignes électriques"; pour prescrire en quel métal devront être ces enseignes, ainsi que leurs supports, la manière de les fixer aux bâtiments et des les placer sur les rues, allées, trottoirs et terrains publics, ou pour les prohiber en tout ou en partie; pour définir les devoirs et pouvoirs de l'inspecteur de la cité ainsi que de tout autre officier, relativement à ces enseignes; pour exiger qu'un dessin desdites enseignes soit soumis à l'inspecteur de la cité ou à tout autre officier, et que ce dessin reste déposé dans les archives de l'inspecteur de la cité; pour faire disparaître toute nuisance ou obstruction sur les trottoirs, rues, allées et terrains publics, et pour empêcher qu'ils ne soient encombrés de voitures, de boîtes de bois ou d'autres choses; pour régler le posage de poteaux et d'anneaux pour attacher les chevaux, et pour prohiber la chose dans toute partie de la cité; et le conseil doit défendre l'amoncellement de neige ou de toute autre chose dans les rues, allées ou places publiques par les personnes Enseignes,
etc.;

possédant ou exploitant des lignes de tramways le long des, ou à travers lesdites rues, allées ou places publiques; (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 10.)

Poteaux, etc.; 8.—Pour réglementer ou défendre le posage de poteaux et la suspension de fils conducteurs le long de, ou à travers toutes les rues, allées et places publiques; pour exiger que tous les fils conducteurs, dans certaines limites déterminées ou dans toute l'étendue de la cité, soient posés, de la manière que le conseil décide, au-dessous de la surface des rues ou ailleurs; pour exiger aussi que les poteaux déjà érigés ou les fils conducteurs déjà suspendus soient enlevés et placés dans des conduits souterrains ou ailleurs; pour prescrire que tous fils conducteurs, tuyaux, conduits, etc., devront être placés dans un endroit commun sous terre ou ailleurs, aux conditions que le conseil jugera à propos d'imposer; et pour réglementer ou défendre l'établissement, la construction et le maintien de ponts et de voies et tramways dans, sous ou sur toute rue, allée ou place publique;

Placards, etc.; 9.—Pour réglementer ou défendre l'exhibition ou le port ou la distribution de bannières, placards, annonces et prospectus ou autres articles dans les, près des, ou sur les rues, allées, trottoirs et places publiques;

Déploiement des drapeaux, etc.; 10.—Pour réglementer ou empêcher le déploiement de drapeaux; bannières et enseignes à travers les rues, allées et places publiques, et pour réglementer, permettre moyennant un permis ou défendre la construction et l'usage de tableaux à afficher et d'enseignes le long ou près des rues, allées et places publiques ou sur les lots vacants ou ailleurs;

Trafic sur les rues; 11.—Pour réglementer ou défendre le trafic et les ventes sur les rues, trottoirs et places publiques;

Allure des chevaux, etc.; 12.—Pour réglementer la vitesse des chevaux et autres animaux, des bicycles, wagons, locomotives et autres véhicules, dans les limites de la cité, et pour forcer les gens à attacher leurs chevaux ou autres animaux attelés à des voitures ou autrement lorsqu'ils sont stationnaires dans les rues, allées ou places publiques;

13.—Pour réglementer et prescrire la largeur des bandes des roues de voitures employées dans la cité, et le maximum de poids d'une charge à être transportée dans les rues de la cité, et pour prescrire sur quelles rues les voitures lourdement chargées pourront circuler et de quelles rues, allées et places publiques elles seront exclues, et pour émettre des licences pour les voitures de tout genre;

Largeur des
roues de voi-
tures, etc. ;

14.—Pour donner des noms aux rues, allées et places publiques et pour en changer les noms;

Noms des
rues, etc. ;

15.—Pour réglementer ou défendre l'usage de tous ponts, viaducs, tunnels, drains, égouts, privés et fosses d'aisances dans les limites de la cité et dans les parties de la cité que le conseil désigne; pour faire disparaître les privés et fosses d'aisances; pour exiger des raccords d'égouts dans telles parties de la cité, et pour faire ces raccordements et en prélever le coût sur les propriétés ainsi raccordées;

Usage des
égouts, etc. ;

16.—Pour règlementer le numérotage des maisons, bâtiments et lots, et pour forcer les propriétaires de maisons et autres constructions de placer les numéros des dites maisons et constructions dans un endroit bien visible;

Numérotage
des maisons,
etc. ;

17.—Pour obliger les compagnies de chemins de fer de tenir des garde-barrières et d'ériger et de maintenir des barrières aux passages à niveau, et pour réglementer et défendre l'obstruction des rues, allées et places publiques par les convois, wagons et locomotives;

Barrières de
chemins de
fer. ;

18.—Pour réglementer ou prohiber l'usage des cloches et des sifflets des locomotives et bateaux à vapeur, et l'écoulement de la vapeur et l'émission de la fumée, des escarbilles et des étincelles qui s'en échappent;

Sifflets de lo-
comotives,
etc. ;

19.—Pour obliger les compagnies de chemin de fer à faire et tenir ouverts et en bon état, des fossés, drains, égouts et ponceaux le long et au-dessous de leurs voies, de manière qu'il ne s'accumule pas d'eau sale ou stagnante sur leurs terrains, et de manière que le drainage

Drainage des
chemins de
fer. ;

naturel des propriétés et rues adjacentes ne soit pas entravé dans les limites de la cité;

Eaux;

20.—Pour empêcher la contamination des eaux des criques, rivières, étangs, lacs ou cours d'eau municipaux situés dans les limites de la cité ou adjacents à celle-ci; pour empêcher que des déchets ou autres matières n'y soient déposés; pour pourvoir au nettoyage et à la purification des eaux, cours d'eau municipaux et canaux, et au drainage ou remplissage des étangs sur les propriétés privées lorsque cela sera nécessaire dans l'intérêt de la santé publique, et pour forcer le propriétaire ou occupant de bâtiments ou terrains d'enlever des lieux lui appartenant ou occupés par lui toutes les matières nuisibles que le conseil ou le département de santé juge à propos de faire disparaître, et, dans le cas où il négligerait de se conformer aux ordres reçus, pour autoriser un officier de la cité à enlever ou à détruire ces matières, aux frais du propriétaire ou occupant;

Clôture,
etc., des
terrains
inoccupés;

21.—Pour prescrire que, dans le cas où l'on ne peut trouver le propriétaire d'un terrain et que personne ne représente le propriétaire, ou que le propriétaire ou occupant ou autre intéressé refuse ou néglige de clôturer, nettoyer, égoutter, combler et niveler le dit terrain après en avoir reçu l'ordre d'un employé autorisé du conseil, ou que faute de moyens il lui est impossible de nettoyer, égoutter, combler ou niveler le dit terrain, il sera loisible au dit conseil et de sa compétence de le faire faire et de prescrire que les déboursés faits de ce chef constituent une charge spéciale sur le terrain, et que ces déboursés sont privilégiés et recouvrables de la même manière qu'une taxe spéciale;

Permis;

22. Pour prescrire moyennant quel montant, à quelles conditions et de quelle manière sont octroyés les permis non incompatibles avec la loi et sujets aux dispositions de la présente charte, pourvu qu'aucun permis ne soit octroyé pour plus qu'une année;

Jeux de billards, etc.;

23. Pour permettre moyennant un permis, réglementer

ou défendre les jeux de billard, trou-madame, quilles et bagatelle, ainsi que l'établissement de salles de tir;

24.—Pour accorder des permis de faire des règlements pour les ventes de fonds d'encan, et pour accorder des permis et imposer des règlements aux colporteurs et aux marchands ambulants, ainsi qu'aux agents et sollicitateurs de clients pour diligences, convois de chemin de fer, bateaux et maisons d'entretien public;

Colporteurs,
etc.;

24a. Pour empêcher les colporteurs ou marchands ambulants de faire leur commerce dans les rues de la cité. (4 Ed. VII, c. 49, s. 7.)

25.—Pour permettre, moyennant un permis, régler ou défendre les représentations de bateleurs et les spectacles de tout genre, ainsi que les exhibitions de caravanes, ménageries, cirques, salles de concert, salles de danse, représentations théâtrales, patinoirs et toutes places d'amusements et musées; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.)

Théâtres, etc.;

26.—Pour prohiber, empêcher et supprimer les émeutes, les attroupements tumultueux, les rixes, troubles, réunions désordonnées, combats de coqs, combats de chiens, combats de boxe ou concours de pugilat, et tous spectacles ou amusements brutaux ou dépravés;

Combats de
coqs, etc.;

27.—Pour octroyer des permis et imposer des règlements aux commissaires-priseurs, prêteurs sur gages, marchands d'effets d'occasion et marchands de bric-à-brac, et pour obliger toutes ces personnes de tenir des registres de leurs opérations et d'en rendre compte, et de communiquer les dits registres à tout constable qui en fera la demande, et d'en délivrer tous les jours, au poste de police le plus rapproché, un extrait lisible et exact indiquant les achats, échanges et ventes opérés par les dites personnes le jour précédent; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.)

Marchands de
bric-à-brac,
etc.;

28.—Pour octroyer des permis et imposer des règlements aux personnes tenant des bureaux de renseignements ou de placement, et à toutes personnes s'occupant de trouver de l'emploi pour d'autres, et pour forcer ces

Bureaux de
placement
etc.;

personnes de tenir des registres et de rendre compte de leurs opérations;

Cochers, etc.

29.—Pour octroyer des permis et imposer des règlements aux cochers de place, camionneurs, rouliers, commissionnaires et à toutes autres personnes ou corporations, y compris les compagnies de tramways, faisant le service du transport des passagers, des bagages ou des marchandises dans la cité, et pour fixer les prix qu'ils pourront exiger, et pour prescrire les endroits dans les rues ou près des gares de chemins de fer où ils pourront stationner, et pour défendre qu'ils ne se tiennent ailleurs qu'aux endroits ainsi prescrits;

Crieurs publics, etc.;

30.—Pour octroyer des permis à tous porte-balles, agents de publications, placiers, colporteurs, ramoneurs, vendeurs et crieurs publics, faisant affaires dans la cité et les réglementer;

Étaux de bouchers, etc.

31.—Pour octroyer des permis et faire des règlements pour l'établissement d'étaux de bouchers et de boucheries et pour l'occupation de places pour la vente, en gros ou en détail, de gibiers, volailles, viande, poissons, fruits et provisions périssables;

Chiens, etc.;

32.—Pour assujettir à une licence et astreindre à des règlements ceux qui gardent des chiens; pour empêcher les chiens d'errer çà et là et pour en autoriser la destruction d'une manière sommaire, ou la mise en fourrière et la vente au bénéfice de la cité ou de toute société ou personne que celle-ci pourra désigner; (7 Ed. VII, c. 63, s. 10.)

Poudre, etc.;

33.—Pour réglementer ou défendre la fabrication, l'emmagasiner, l'usage et le transport de poudre, poix sèche, résine, pétrole, benzine, naphte, gazoline, térébenthine, fulmicoton, nitroglycérine, et leurs produits, ainsi que d'autres matières combustibles ou explosives, dans les limites de la cité; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.)

Feux d'artifices, etc.;

34.—Pour réglementer et défendre l'usage des pétards, torpilles, chandelles romaines, fusées volantes et autres pièces de feu d'artifices;

35.—Pour régler les bains et la natation dans les eaux comprises dans les limites de la cité; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.) Bains, etc.

36.—Pour supprimer les maisons de prostitution et de désordre, ainsi que les maisons malfamées et de rendez-vous dans les limites de la cité; Maisons de prostitution, etc.;

37.—Pour établir des fourrières, dont le conseil aura la surveillance et le contrôle; pour empêcher les chevaux, mulets, bestiaux, porcs, moutons, volailles, oies et autres animaux d'errer çà et là, et pour en autoriser la saisie et la vente, et pour fixer le tarif des amendes pour la mise en fourrière des dits animaux; Fourrières, etc.;

38.—Pour établir des marchés et halles ou pour permettre qu'il en soit établi moyennant un permis et pour faire des règlements s'y appliquant; pour changer, augmenter ou diminuer l'emplacement de tout marché ou de toute place de marché, ou pour établir un nouveau marché ou une nouvelle place de marché ou pour abolir tout marché ou toute place de marché qui existe actuellement ou qui pourra exister plus tard dans la cité, et pour en faire servir l'emplacement, en tout ou en partie, à toute autre fin quelconque à la discrétion du conseil; et pour fixer les droits qui seront prélevés sur les personnes qui vendent sur ces marchés des denrées ou produits de toute espèce, ou sur les dits produits ou denrées, ou sur les voitures les contenant; pourvu que le tarif actuel, en autant qu'il s'applique au marché Bonsecours, ne puisse être augmenté tant que le marché n'aura pas été agrandi de manière à donner place aux cultivateurs et jardiniers; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.) Marchés, etc.;

39.—Pour régler la fabrication, la vente et le transport du pain; pour pourvoir à l'inspection du pain et des boulangeries; pour prescrire le poids et la qualité du pain; pour pourvoir à la saisie et à la confiscation du pain fabriqué, transporté, vendu, ou offert ou exposé en vente, contrairement aux règlements, ou n'ayant pas le poids ou la qualité requis par les règlements, et pour Pain

prescrire la manière dont il sera disposé du pain saisi et confisqué; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.)

Vielandes, etc.

40.—Pour pourvoir à l'inspection de la viande, des volailles, du poisson, du gibier, du beurre, du fromage, du saindoux, des oeufs, des légumes, de la farine, du lait, des produits laitiers, des fruits et des autres produits alimentaires; pour pourvoir à la saisie, à la confiscation et à la destruction de tous les produits de cette nature qui sont gâtés ou malsains; pour défendre qu'il soit apporté dans la cité et que quelqu'un garde en sa possession des produits de ce genre gâtés ou malsains, et pour définir les devoirs, pouvoirs et attributions des inspecteurs nommés à cette fin, et pour empêcher que tout animal et toute viande emportés dans la cité ne puissent y être vendus pour la consommation avant d'avoir été inspectés et étampés en la manière prescrite par le conseil, aux frais de la cité; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.)

Lait, laiteries,
etc.;

41.—Pour inspecter le lait et pour prohiber l'usage, la vente et la mise en vente du lait malsain, infecté de germes de maladie ou autrement nuisible à la santé et pour en autoriser la saisie et la confiscation; pour inspecter et réglementer les laiteries, les étables et les vacheries situées dans les limites de la cité d'où provient le lait vendu dans la cité; pour inspecter et réglementer les locaux où l'on vend le lait; pour contraindre les laitiers qui vendent du lait dans la cité à employer les procédés de transport et de traitement du lait les plus propres à le protéger contre la contamination et à en assurer la pureté; pour octroyer des permis aux laitiers qui vendent du lait dans la cité; pour refuser des permis aux laitiers qui ne se conforment pas à la loi ou aux règlements de la cité concernant le lait, ainsi qu'à ceux du Conseil d'hygiène de la province, et pour suspendre ou annuler ces permis pour contravention à ces loi et règlements, en sus de toute autre pénalité; (63 Vict., c. 49, s. 7.)

Foin, paille,
etc.

42.—Pour prescrire à quels endroits et de quelle manière pourront être pesés et vendus le foin, la paille, la

chaux, et la pierre de construction non taillée, et comment pourront être mesurés et vendus le bois de chauffage, le charbon et la pierre taillée et pour que ces différentes choses et marchandises soient pesées sur des balances publiques contrôlées et approuvées par la Cité; pourvu que tout règlement fait en vertu de ce paragraphe ne s'applique qu'aux ventes en détail; (7 Ed. VII, c. 63, s. 10.)

43.—Pour obliger les vendeurs à se servir de poids et mesures dûment éprouvés et étalonnés, et pour autoriser la saisie et la confiscation de toutes marchandises offertes en vente dans la cité et n'ayant pas le poids ou la mesure réglementaire ou n'étant pas de la qualité voulue; Marchandises,
etc.;

44.—Pour réglementer la hauteur de tous bâtiments, cheminées, souches de cheminées et autres constructions; pour empêcher la construction ou le maintien de bâtiments, murs, souches de cheminées, cheminées ou autres constructions n'ayant pas la solidité voulue, et pour pourvoir à leur démolition ou destruction sommaire; pour prescrire la profondeur à donner aux caves et aux sous-sols, le mode à suivre et les matériaux à employer dans la construction des fondations et des murs de fondation, la manière de construire les drains et tuyaux d'égouts, ainsi que les endroits où ils devront être placés, l'épaisseur à donner aux murs mitoyens, murs de séparation et extérieurs, ainsi que le mode à suivre et les matériaux à employer dans leur construction, les dimensions que devront avoir les poutres de planchers, longrines, piliers, colonnes, toits, tuyaux de cheminées, et appareils de chauffage et les matériaux dont ils doivent être composés; pour réglementer l'architecture, les dimensions et la symétrie des bâtiments dans certaines rues; pour forcer le propriétaire à en soumettre le plan et à obtenir préalablement un certificat par écrit de l'inspecteur des bâtiments; pour empêcher la construction de bâtiments et constructions non conformes à ces règlements, et pour faire suspendre la construction de tout Cheminées,
etc.;

bâtiment non conforme aux dits règlements, et pour en ordonner la démolition, si c'est nécessaire;

Maisons sur
certaines
rues, etc.;

44a.—Pour réglementer le genre des constructions qui pourront être érigées sur certaines rues, parties ou sections de certaines rues, et sur tout terrain faisant front sur une place ou un parc public; pour déterminer à quelle distance de la ligne des rues, des places et des parcs publics, les maisons seront construites, pourvu que cette distance ne puisse être fixée à plus de vingt-cinq pieds de ladite ligne, ou prohiber la construction, l'occupation et le maintien de manufactures, usines, buvettes, salles de billards, de trous-madame, écuries de louage, étaux de bouchers ou autres magasins ou places d'affaires similaires dans lesdites rues, parties ou sections de certaines rues, ou terrains ayant front sur une place ou sur un parc public, sauf indemnité, s'il y a lieu, aux propriétaires, locataires ou occupants de bâtiments actuellement construits ou en voie de construction ou qui ont eu des permis de construction, laquelle indemnité devra être fixée par trois arbitres, dont un sera nommé par la cité, un par le propriétaire, locataire ou occupant intéressé, et le troisième par les deux premiers, et, à défaut d'entente, par un juge de la Cour supérieure; (1 Geo. V, c. 60, s. 10.)

Bâtiments,
etc.;

45.—Pour fixer, en prévision d'incendie, les limites dans lesquelles il sera défendu de construire, établir ou réparer des bâtiments ou structures en bois; pour prescrire que tout bâtiment, situé dans ces limites, qui aura été endommagé par le feu, par vétusité ou autrement dans la proportion de 50% de sa valeur doit être démoli et enlevé; pour déterminer la manière d'établir cette proportion, et pour obliger le propriétaire de tout bâtiment ou structure qui a été détruit ou partiellement détruit ou mis dans un état dangereux par le feu ou autrement, de démolir en tout ou en partie le dit bâtiment ou structure; et, dans le cas où le dit propriétaire refuserait ou négligerait de se conformer aux ordres du conseil à cet égard, pour faire démolir le dit bâtiment ou structure aux frais du propriétaire, et pour prélever par privilège

le coût des travaux de démolition sur le terrain où se trouve le dit bâtiment ou structure;

46.—Pour obliger les propriétaires ou locataires de bâtiments ou structures d'y placer des appareils pour éteindre le feu, ainsi que des échelles de sûreté;

Echelles de sûreté, etc.;

47.—Pour empêcher la construction et ordonner l'enlèvement de cheminées, âtres, foyers, poêles, tuyaux de poêles, fours, chaudières et appareils dangereux; pour réglementer l'exercice des industries de nature à causer des incendies; pour empêcher le dépôt de cendres ou l'accumulation de copeaux, déchets, ou autres matières combustibles dans les endroits dangereux, et pour faire des règlements à l'effet de prévenir les incendies;

Enlèvement des cheminées etc.;

48.—Pour réglementer le sautage des mines et la construction, l'établissement et l'opération de grues, treuils, monte-charges, ascenseurs et autres structures, appareils et opérations de nature à mettre en danger la vie des personnes et la propriété;

Ascenseurs, etc.;

49.—Pour déclarer que l'émission d'étincelles, d'escarbilles, de suie ou de fumée provenant des cheminées, souches de cheminées et d'autres sources, dans les limites de la cité, sera une nuisance, pour empêcher telle émission dans toute partie de la cité, et pour définir et régler les devoirs des chauffeurs et autres personnes préposées au chauffage ou à la garde et à l'entretien des chaudières, des fournaies et des appareils fumivores; (7 Ed. VII, c. 63, s. 10.)

Escarbilles, etc.;

50.—Pour définir ce qui constitue une nuisance et pour la supprimer, et pour imposer des amendes aux personnes qui créent ou laissent subsister des nuisances;

Nuisances;

51.—Pour exiger que toutes les naissances et tous les décès dans les limites de la cité soient signalés et enregistrés; pour obliger le médecin, la sage-femme, le père, la mère ou toute autre personne, qui a assisté à la naissance d'un enfant, à faire la déclaration de telle naissance, dans les huit jours qui la suivent, au bureau d'hygiène de la cité, et pour autoriser la cité à payer une somme

Naissances et décès;

n'excédant pas vingt-cinq centins pour chaque telle déclaration; (63 Vict., c. 49, s. 8.)

Inhumations : 52.—Pour réglementer et empêcher l'inhumation des morts dans les limites de la cité; pour réglementer et déterminer la manière dont les cadavres qui ont été placés dans une voûte ou tombe ou dans un autre endroit pour y être inhumés peuvent être enlevés; pour réglementer et contrôler l'établissement de cimetières et fours crématoires; pour faire enlever les cadavres inhumés contrairement à la loi, et pour fermer tout cimetière quelconque et faire enlever les cadavres qui y ont été inhumés;

Parcs à bestiaux, etc. ; 53.—Pour réglementer ou prohiber l'établissement, la construction et l'administration des parcs à bestiaux, fabriques de conserves, établissements pour faire fondre le suif, chandelleries, entrepôts pour peaux crues, établissements pour faire brûler ou bouillir les os, fabriques de colle, usines à gaz, savonneries, teintureries, tanneries, manufactures de saucisses, et autres établissements insalubres dans les limites de la cité ou dans un rayon d'un mille en dehors de ses limites;

Brasseries, etc 54.—Pour réglementer l'établissement, la construction et l'usage des brasseries, étables, écuries, écuries de louage, forges et fonderies dans les limites de la cité ou en prohiber la construction de nouvelles; (9 Ed. VII, c. 81, s. 7.)

55.—Pour défendre l'exercice d'industries nuisibles ou insalubres dans les limites de la cité ou dans un rayon d'un mille en dehors de ses limites; pour empêcher la construction ou l'occupation de tous édifices nuisibles dans un lieu ou site quelconque où ils peuvent être dommageables à la propriété avoisinante; et pour déterminer les endroits où certaines industries ou occupations peuvent être permises;

Fosses d'aisances, etc. ;

56.—Pour forcer le propriétaire de toute savonnerie, chandellerie, fabrique de saucisse, porcherie, fosse d'ai-

sances et de tout autre établissement ou endroit insalubre ou nuisible de les nettoyer ou de les supprimer ;

57.—Pour prescrire les endroits où peuvent être établis des chantiers de bois de construction et où peuvent être empilés du bois de charpente, du bois de chauffage et autres matières combustibles, ainsi que la manière dont ils doivent être empilés, et pour obliger toute personne tenant un chantier de bardeaux, lattes ou bois de construction dans les limites de la cité d'enlever les dits bardeaux, lattes ou bois de construction, lorsqu'ils sont devenus dangereux pour les bâtiments, structures ou autres propriétés avoisinantes ;

Chantiers,
etc. ;

58.—Pour réglementer ou empêcher les jeux et tous autres amusements sur les rues, allées, trottoirs ou places publiques, et pour réglementer l'usage des bicycles et autres véhicules dans les limites de la cité ;

Bicycles, etc. ;

59.—Pour réglementer ou empêcher l'usage de cloches, carillons, sifflets et autres choses faisant du bruit ; pour réglementer ou défendre l'usage de voitures bruyantes dans les rues et voies publiques de la cité ;

Cloches, etc. ;

60.—Pour établir et réglementer des hôpitaux et maisons de santé pour les maladies contagieuses, et pour faire tous les règlements qui peuvent être nécessaires et à propos pour la protection de la santé et la suppression des maladies ; pour empêcher l'introduction ou la propagation de maladies contagieuses, infectieuses et autres dans la cité ; pour faire des lois de quarantaine et les faire observer dans les limites de la cité ; pour réglementer, contrôler ou empêcher le débarquement des personnes, bagages, marchandises ou autres choses se trouvant sur des bateaux, navires, wagons ou autres véhicules infectés de germes de maladies contagieuses, et pour disposer de ces personnes et choses de manière à protéger la santé des citoyens, et pour empêcher les bateaux, navires, wagons ou autres véhicules infectés de venir en dedans ou près des limites de la cité ; et pour ordonner à la discrétion du médecin officier de santé, lorsque l'isolement effectif est impossible à domicile, le transport

Hôpitaux,
etc. ;

obligatoire à l'hôpital civique de toute personne atteinte de la variole ou d'une autre maladie contagieuse ou infectieuse, et ce, avec le consentement du médecin soignant telle personne; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.)

Réservoirs,
etc.;

61.—Pour établir et régler les citernes, bornes-fontaines, réservoirs, fontaines et abreuvoirs publics;

Electricité,
etc.;

62.—Pour régler l'usage du gaz, de l'électricité et des appareils électriques, ainsi que des autres appareils pour produire la lumière, la chaleur et la force motrice dans la cité, et pourvoir à leur inspection;

Habitations,
etc.;

63.—Pour régler les logements, les habitations et les maisons à appartements; pour empêcher qu'ils ne soient encombrés et pour exiger qu'ils soient mis et tenus dans les conditions sanitaires voulues;

Etat sanitaire
des écuries,
etc.;

64.—Pour exiger que les endroits où des animaux sont gardés soient tenus en bon état sanitaire;

Porteurs de
journaux,
etc.;

65.—Pour permettre à certaines conditions, régler ou empêcher l'emploi des enfants mineurs dans les rues et places publiques, et octroyer des permis et imposer des règlements aux porteurs de journaux;

Terrains va-
cants, etc.;

66.—Pour forcer le propriétaire ou les propriétaires d'un terrain vacant dans les limites de la cité de tenir le dit terrain libre de toutes broussailles ou autres matières ou substances de nature à communiquer le feu aux propriétés adjacentes;

Plantation
des arbres,
etc.;

67. Pour régler la plantation, la culture et la conservation des arbres d'ornement dans les rues, squares et parcs de la cité; pour défendre à toute personne, compagnie ou corporation d'abattre ou d'émonder les arbres ou arbustes dans les rues, boulevards, parcs, squares ou places publiques de la cité et sans avoir au préalable fait par écrit une demande à la cité; pour permettre à la cité d'accorder ou de refuser telle demande, et, dans le cas où la demande serait accordée, pour décréter que le travail sera fait aux frais du ou des requérants, sous la surveillance et à la satisfaction des officiers que la cité désignera; pour forcer tout propriétaire à planter

des arbres en face de sa propriété sous la direction de l'inspecteur de la cité; pour autoriser ledit inspecteur à faire faire cette plantation et à en exiger le coût du propriétaire si celui-ci refuse ou néglige de se conformer à son ordre; et pour punir ceux qui endommagent les arbres ou arbustes d'ornement dans les rues, places et parcs publics de la cité; (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 10.)

68.—Pour pourvoir à la révocation des permis ou licences; Révocation de permis;

69.—Pour exiger le paiement d'une licence pour l'exercice de métiers, d'industries, d'occupations et de tous genres d'affaires dont le paiement ne peut être exigé en vertu d'une autre disposition de la présente loi, et pour diviser, dans certains cas, ces métiers, industries, occupations, et genres d'affaires, aux fins de déterminer le prix de la licence, en classes ou catégories différentes, selon le montant de la valeur locative du local où ces métiers, industries, occupations et genres d'affaires sont exercés; (7 Ed. VII, c. 63, s. 10.) Paiement de certaines licences;

70.—Pour établir et entretenir dans la cité ou ailleurs des maisons de refuge (*work house*) et de patronage, pour faire des règles et règlements pour le gouvernement et l'administration de ces maisons de refuge, et pour définir les devoirs des gardiens et des officiers de ces établissements; Maisons de refuge;

71.—Pour pourvoir à l'éclairage de la cité; Eclairage;

72.—Pour prescrire et réglementer la construction et l'usage de voies pour bicycles sur toute rue, allée ou place publique; Voies pour bicycles;

73.—Pour établir, maintenir et réglementer un bureau de placement municipal; Bureau de placement;

74.—Pour réglementer et contrôler—en se conformant néanmoins aux dispositions spécifiques contenues dans la charte à ce sujet,—l'exercice par une personne ou corporation quelconque de quelque franchise ou privilège dans les rues ou places publiques de la cité, que cette Franchises dans les rues, etc.;

franchise ou ce privilège ait été conféré par la cité ou par la législature;

Observance
du dimanche;

75.—Pour faire des règlements pour assurer l'observance convenable du dimanche, pourvu que les pouvoirs accordés au jardin zoologique de Montréal en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 77, ne soient pas considérés comme affectés par tel règlement;

Vente le
dimanche,
etc.;

76.—Pour prohiber la vente, le dimanche, par tout boutiquier, colporteur, hôtelier, aubergiste ou autre personne, de tous effets, articles, marchandises, boissons enivrantes dans tout hôtel, auberge ou place d'entretien public, ou pour empêcher d'y acheter ou boire des boissons enivrantes; pour exiger la fermeture des buvettes et auberges, depuis minuit le samedi jusqu'au lundi matin; pour permettre et réglementer, le dimanche, la vente de fruits, sucreries, liqueurs de tempérance, et autres friandises ainsi que la vente de fleurs, cigares, pipes, tabac, jouets et autres menus objets ou brimborions ainsi que des huîtres et des journaux tant dans la cité que dans le parc de l'Ile Sainte-Hélène, ainsi que certains jeux, amusements, concerts, musées, sports et récréations (à l'exception des représentations théâtrales) et la navigation des bateaux entre la cité et l'Ile Sainte-Hélène et les cités, villes et villages environnants; (7 Ed. VII, c. 63, s. 10.)

Protection des
cultes;

77.—Pour empêcher qu'aucune congrégation ou réunion pour le culte religieux ne soit troublée dans ses exercices; et pour prohiber la distribution, aux portes des églises, le dimanche, de toutes feuilles volantes ou circulaires imprimées;

Affichage des
placards,
etc.;

78.—Pour permettre, moyennant le paiement d'une licence et réglementer l'affichage de placards; pour prohiber l'affichage ou l'exposition de placards indécents ou de peintures, dessins, statues ou inscriptions obscènes dans toute rue ou place publique, ou dans toute boutique ou tout autre endroit visible de toute telle rue ou place publique;

79.—Pour permettre, moyennant une licence, réglementer ou prohiber les cafés-chantants ou établissements où il se vend des boissons enivrantes, et dans lesquels il se fait de la musique instrumentale ou vocale comme moyen d'attirer les clients; pour permettre ou prohiber dans toutes les rues ou places publiques, ou dans certaines rues ou places publiques, l'usage, par des musiciens ambulants, d'orgues de barbarie ou autres instruments de musique moyennant une rétribution ou en vue d'icelle;

Cafés-chantants, etc.;

80.—Pour établir un système complet et efficace de vaccination; pour établir des bureaux à cet effet, y nommer des employés autorisés à faire des visites domiciliaires, avec pouvoir de détruire les linges, vêtements ou autres effets infectés de germes de variole ou autre maladie contagieuse; pour isoler les malades souffrant de telles maladies contagieuses, toutes les fois que ces employés le jugeront nécessaire dans l'intérêt de ces malades ou du public en général; pour faire inhumer, dans un bref délai, toute personne qui meurt d'une de ces maladies, et généralement prendre toutes les mesures que le conseil juge nécessaires pour arrêter les progrès de la petite vérole ou autre maladie contagieuse, endémique, et de nature à propager l'infection, nonobstant toute loi en vigueur à ce contraire;

Vaccination;

81.—Pour contraindre le surintendant de tout cimetière dans la cité ou dans les municipalités voisines à préparer et à délivrer à la corporation des rapports réguliers du nombre total des personnes inhumées dans le cimetière, et pour régler la manière et la forme dont ces rapports seront faits; pour exiger que, dans tous les cas de décès arrivés dans la cité, un certificat soit déposé au Bureau de Santé et que ce certificat soit fait suivant la forme et de la manière qui seront déterminées par le bureau de santé et le conseil, et aussi pour adopter les autres moyens d'obtenir des états sûrs et corrects concernant la mortalité et les causes d'icelle; pour autoriser le médecin-officier de santé, quand il n'est pas produit un certificat de décès ou lorsque le certificat n'indique pas la cause du décès, à faire les enquêtes qu'il

Rapports sur les cimetières;

croit nécessaires, afin d'établir aussi précisément que possible la cause du décès et autres particularités que peut exiger la santé publique; pour empêcher le transport, en dehors de la ville, de tout cadavre sans un permis spécial du médecin-officier de santé, sans préjudice des lois existantes concernant les enquêtes par le coroner et l'examen des cadavres; pour empêcher les inhumations dans la cité, sauf et excepté celles des prêtres et religieuses, qui pourront se faire dans les églises ou chapelles catholiques de la cité;

Machines à
vapeur, etc ;

82.—Pour forcer les personnes qui possèdent ou emploient des machines à vapeur, chaudières à vapeur, fabriques, usines ou autres ateliers ou établissements, de les munir d'appareils fumivores et gazivores, de manière à les débarrasser efficacement de tout ce qui, dans leur fonctionnement, peut nuire au public et pour imposer une amende n'excédant pas cent piastres pour infraction à tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe; pour prescrire que, si le délinquant ne paye pas immédiatement cette amende et les frais, il sera condamné à un emprisonnement n'excédant pas deux mois, à moins que cette amende et les frais ne soient payés avant l'expiration de ce délai; et pour imposer une autre amende n'excédant pas cinquante piastres par jour pour chacun des jours où le délinquant continuera d'enfreindre le dit règlement; (4 Ed. VII, c. 49, s. 6.)

Clôtures pour
terrains
vacants ;

83.—Pour forcer le propriétaire de tout terrain vacant dans la cité à l'entourer d'une clôture, et pour prescrire à quelle hauteur et de quelle manière doit être construite la clôture;

Nouvelles
rues ;

84.—Pour réglementer la subdivision en rues de tout terrain situé dans les limites de la cité, pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la cité, et pour obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer que les dites rues et ruelles n'appartiennent pas à la cité;

Ratissage de
la laine etc.:

85.—Pour réglementer, autoriser par permis, ou pro-

hiber le ratissage de la laine, du crin et autres choses de ce genre, ainsi que le ramassage des chiffons ;

86.—Pour régler la vente des chevaux et pour imposer une taxe ou une licence annuelle n'excédant pas \$50 sur les commerçants de chevaux et pour en autoriser la perception ; et pour établir un marché à chevaux, et pour prélever des droits ou redevances sur les personnes qui y vendent ou offrent en vente des chevaux ; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.)

Vente des
chevaux, etc. ;

87.—Pour prescrire le genre de voitures dans lesquelles les denrées pourront être exposées en vente sur les, ou dans le voisinage des marchés, et la manière dont elles y seront placées, et pour prélever une taxe sur ces voitures et pour déterminer la manière de la percevoir ;

Voitures pour
denrées sur
les marchés
etc. ;

88.—Pour exiger que les provisions ou denrées achetées et vendues d'ordinaire sur les marchés publics et apportées dans la cité pour y être vendues soient transportées aux marchés publics pour y être exposées en vente ; et que ces provisions ou denrées ne soient offertes ou mises en vente, ou vendues ou achetées dans aucun autre endroit de la cité que sur les marchés publics ; mais le conseil peut autoriser toute personne à vendre, offrir ou mettre en vente, en dehors des limites desdits marchés, des viandes, légumes et denrées apportés et vendus d'ordinaire sur les marchés publics en lui octroyant un permis dans ce but, moyennant le paiement de telle somme et à telles conditions qui seront fixées par règlement. Néanmoins la cité devra accorder des permis annuels, (*licences*), dont le prix n'excédera pas vingt-cinq piastres, aux cultivateurs, jardiniers ou maraîchers leur permettant de vendre leurs produits aux épiciers, bouchers ou marchands de fruits et de légumes et aux marchands de provisions, aux magasins ou entrepôts respectifs de ces derniers. Les dispositions de la charte et des règlements de la cité relatifs à la manière d'émettre les permis et licences s'appliqueront dans le cas actuel ; (2 Geo. V, c. 56, s. 11.)

Denrées, etc. ;

Bêtes à
cornes.

89.—Pour prescrire la manière dont les bêtes à cornes et autres animaux seront conduits dans la cité, la route qu'ils devront suivre, et la manière dont il sera disposé des bestiaux destinés à l'abattage;

Abattoirs;

90.—Pour établir, réglementer et administrer des abattoirs publics, soit en dedans, soit en dehors des limites de la cité, c'est-à-dire, à une distance de trois milles de ses limites; pourvu, dans ce dernier cas, que la cité ait obtenu déjà ou qu'elle obtienne au préalable le consentement du conseil de la municipalité où elle voudra établir ces abattoirs; et pour prohiber l'établissement d'abattoirs privés dans la cité;

Largeur des
rues, etc.;

91.—Pour fixer la largeur des rues et pour établir ou modifier le niveau de la chaussée, ou du trottoir dans toute rue; pour aider au prolongement des rues ou voies publiques dans les municipalités environnantes; pour réglementer tout ce qui a rapport aux rues, parcs (y compris le parc Mont-Royal, l'île Sainte-Hélène, le parc La-Fontaine), squares, ponts ou égouts dans la cité, pour les protéger contre tout empiètement ou dommage, et pour fermer toute rue et en défendre l'usage; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.)

Alignement
des rues, etc.;

91a.—Pour faire établir et fixer par ces officiers l'alignement et le niveau de toute rue, ruelle et place publique; pour obliger quiconque construit sur une rue, ruelle ou place publique à obtenir de la cité l'alignement et le niveau de telle rue, ruelle ou place publique, et à signer un procès-verbal à cet effet dont une copie lui sera livrée, s'il en fait la demande, sur paiement d'une somme n'excédant pas deux piastres; (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 11.)

Accidents
causés par la
glace sur les
trottoirs, etc.;

92.—Pour faire les règlements que le conseil juge nécessaires afin de prévenir les accidents en hiver, résultant de l'accumulation de la neige ou de la glace sur les trottoirs et les toits des maisons ou autres bâtiments; et, dans ce but, déterminer la manière dont les dits trottoirs et toits seront entretenus.

Toute personne tenue, par la loi ou les règlements du Econseil, à l'entretien des trottoirs ou des toits, est responsable envers la cité des dommages résultant du mauvais état d'entretien des dits trottoirs ou des dits toits, ainsi que de toute infraction à cet égard, et peut être appelée en garantie par la cité dans toute poursuite intentée contre elle pour réclamer des dommages, et est tenue de l'indemniser de toute condamnation sur telle poursuite.

Responsabilité des personnes tenues à l'entretien des trottoirs, etc.;

Les actions en garantie prises en vertu de ce paragraphe sont régies par les règles de procédure gouvernant la garantie simple; (9 Ed. VII, c. 81, s. 7.)

Procédures.

93.—Pour prescrire la direction de tous cours d'eau naturels traversant des propriétés privées, et pour régler toutes matières les concernant, qu'ils soient couverts ou non;

Cours d'eau naturels;

94.—Pour organiser le système d'égouts de la cité avec droit de se servir de tout cours d'eau naturel ou verbalisé pour y déverser les eaux purifiées de ses champs d'épuration, sauf tout recours en dommages ou pour indemnité s'il y a lieu; pour imposer une taxe sur les propriétaires d'immeubles pour les frais de construction de tout égout public dans toute rue où ces propriétaires possèdent des immeubles, y compris les raccordements entre cet égout public et les égouts privés de ces propriétaires, et le coût des réparations rendues nécessaires au pavage permanent par suite de la construction des égouts privés; et pour prescrire la manière dont doit être répartie cette taxe, soit en raison de l'étendue de front de ces propriétés ou autrement, ainsi que la manière dont la dite taxe doit être prélevée;

Egouts, etc.;

95.—Pour permettre à la cité de mettre, lorsque ce sera nécessaire, des soupapes de sûreté automatiques aux raccordements des égouts pour le drainage de tout terrain, les frais en devant être supportés moitié par la cité et l'autre moitié par le propriétaire du terrain, et ces frais devant être recouvrés d'après l'état préparé par l'officier désigné à cette fin par le bureau des commissaires et approuvé par ce dernier; et pourvoir aussi à

Raccordement des égouts, etc.;

l'inspection, par la cité, de ces soupapes de sûreté; mais pour tous les autres bâtiments, les frais seront entièrement supportés par la cité; (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 10.)

Egouts privés,
etc.;

96.—Pour fixer l'époque où les égouts privés seront faits; pour prescrire la manière de les construire et les matériaux à employer pour leur construction, la cité les construisant elle-même depuis l'alignement de la rue jusqu'à l'égout public; et pour en répartir les frais de construction sur les propriétaires;

Prolongation
des égouts
collecteurs,
etc.;

97.—Pour prolonger ses égouts collecteurs ou tunnels dans toute municipalité voisine, et pour recouvrer de celle-ci sa quote-part des frais de construction et d'entretien de ces égouts collecteurs ou tunnels, suivant la superficie à égoutter et en proportion de l'avantage qu'en retirera cette municipalité,—le montant de cette quote-part devant être fixé par des estimateurs nommés de la manière suivante: un par le conseil, un par cette municipalité et le troisième par un juge de la cour supérieure; pour obliger ces municipalités à payer les dommages résultant de l'usage qu'elles font des égouts de la cité pour s'égoutter; pour construire des égouts dans les rues privées et les ruelles, lorsque l'intérêt de la santé publique l'exigera, sans être tenu de payer aucun dommage ou indemnité pour usage de telles rues ou ruelles privées à cause de ces travaux;

Chemins de
fer urbains,
etc.;

98.—Pour permettre, aux conditions et avec les restrictions que le conseil juge à propos d'imposer, l'établissement de toute voie de chemin de fer urbain ou autre chemin de fer dans la cité; pour fixer le nombre de personnes qui peuvent être transportées dans chaque wagon ou véhicule employé par telle compagnie de chemin de fer urbain; pour régler l'état dans lequel les wagons devront être tenus; pour régler l'usage des locomotives et des forces motrices mues par la vapeur ou autrement, sur tout chemin de fer dans la cité; pour prescrire et réglementer la vitesse des wagons, et pour imposer des pénalités qui ne dépasseront pas \$400 à toute

compagnie exploitant une telle voie ferrée, ou à ses employés, pour toute et chaque violation de ce règlement;

99.—Pour définir les devoirs et pouvoirs de l'inspecteur des bâtimens et l'autoriser, ainsi que tous autres officiers que la cité pourra nommer dans ce but, à émettre des permis pour la construction, l'extension, la modification ou la réparation de tout bâtiment, à exiger que des plans et devis et tous autres documents à ce sujet soient soumis en même temps que la demande pour permis, à exiger que ces plans, devis et autres documents soient laissés au département de l'inspecteur des bâtimens, où ils seront déposés aux archives, et à visiter et à examiner, dans l'exercice de leurs fonctions, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, toute maison ou bâtiment en construction, en voie de réparation ou terminé, afin d'adopter toute mesure préventive contre le feu ou jugée nécessaire à la sécurité des employés et à la sûreté publique; pour exiger que toute habitation ait au moins deux sorties avec escalier conduisant au sol; et pour pourvoir à la démolition immédiate, après avis, de tout bâtiment érigé en contravention avec les réglemens municipaux; (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 10.)

Devoir de l'inspecteur des bâtimens, etc. ;

100.—Pour réglementer l'installation, l'inspection, l'usage ou l'emploi des machines et chaudières à vapeur, des *dynamos* et de toutes machines mues par un pouvoir moteur quelconque; pour déterminer la compétence des personnes chargées de les faire fonctionner; pour définir les examens qu'elles auront à subir; pour déterminer le permis ou certificat dont elles devront se munir et pour définir les qualités, droits et pouvoirs des personnes chargées de faire cette inspection et de faire subir ces examens; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.)

Machines électriques, chaudières, etc. ;

101.—Pour pourvoir à l'organisation, à l'équipement, au maintien et à la discipline d'un corps de police ou de constables, dans la cité, avec pouvoir de réglementer la résidence, la classification, le rang, le service, l'inspection et la distribution des membres du dit corps, et pour prescrire leurs devoirs; pour autoriser le maire, en cas

Corps de police ;

d'urgence, à nommer autant d'officiers de police temporaires qu'il le jugera nécessaire, à un salaire fixé par le conseil; pourvu que les officiers de police ainsi nommés ne restent pas en fonction pendant plus d'une semaine sans le consentement du conseil; pour pourvoir à la punition par destitution ou par amende ou par emprisonnement, ou les deux à la fois, de tout membre du corps de police qui accepte directement ou indirectement une somme d'argent, ou une gratification, ou de la boisson enivrante;

Subornation; 102.—Pour pourvoir à la punition, par amende ou emprisonnement, de toute personne qui accepte ou offre directement ou indirectement une somme d'argent ou une gratification quelconque aux fins de procurer une place ou de l'emploi dans la corporation, et par la perte de son emploi si le coupable est un employé de la corporation;

Permis de
charretier,
etc.;

103.—Pour autoriser et réglementer l'octroi de permis aux charretiers, propriétaires ou cochers de voitures de louage, ou aux propriétaires des voitures dont on se sert dans la cité pour la livraison des viandes, du pain, du lait, de la glace, des légumes, des épiceries, ou autres articles, effets ou marchandises, soit que ces propriétaires résident en dehors ou en dedans de la cité; pour la gouverner et la discipline des cochers de ces voitures de louage; pour fixer les prix qu'ils ont le droit de demander, et pour punir les personnes qui se servent de ces voitures et refusent de payer les prix du tarif;

Licence de
commerce
requisse pour
les étrangers;

Proviso.

104.—Pour empêcher toute personne résidant au-delà des limites de la cité de faire son commerce ou des affaires dans la cité, sans y avoir été autorisée et sans avoir obtenu et pris un numéro pour toute et chaque voiture employée dans la cité pour les besoins de ce commerce ou de ces affaires; pourvu qu'il n'y ait aucune préférence injuste faite à l'égard de telle personne;

Devoirs des
maîtres, etc.;

105.—Pour définir les devoirs respectifs des maîtres, apprentis, serviteurs, domestiques, journaliers et hommes de peine;

106.—Pour assujettir à des règlements les personnes exerçant le métier de passeur, et pour fixer les prix qu'elles peuvent exiger; Passeurs;

107.—Pour créer et établir, et la cité devra créer et établir dans un délai de douze mois à compter du 3 avril 1912, à même les fonds généraux de la cité, un fonds de retraite pour les officiers et employés de la cité, avec telles conditions et stipulations que le conseil peut déterminer, et pour obliger lesdits officiers et employés à contribuer à ce fonds à même leurs salaires dans la proportion fixée par le conseil; (2 Geo. V, c. 56, s. 11.) Fonds de retraite des employés municipaux;

108.—Pour établir et maintenir des bains publics, cabinets d'aisance et lavoirs; Bains publics, etc.;

109.—Pour contribuer à l'établissement et au maintien de bibliothèques, salles de lecture et musées publics pour des fins historiques, littéraires, artistiques ou scientifiques et aussi pour subventionner des expositions agricoles, industrielles ou internationales; (8 Ed. VII, c. 85, s. 15.) Bibliothèques, salles de lecture, etc.;

110.—Pour pourvoir, après avis donné aux intéressés suivant la charte de la cité de Montréal ou de ses règlements, à la fermeture et à la démolition, dans les limites de la cité, de bâtiments qui ne sont plus propres à être habités ou occupés, et pour recouvrer des propriétaires de ces bâtiments le coût des travaux de fermeture et de démolition, lorsqu'ils auront été faits par la cité, lequel coût constituera une charge hypothécaire sur l'immeuble; (3 Ed. VII, c. 62, s. 22.) Démolition des bâtiments, etc.;

111.—Pour prendre, une fois tous les trois ans, un recensement des habitants de la cité, dans le but de constater leur nombre, et d'obtenir des statistiques concernant leur condition sociale, économique et sanitaire; Recensement;

112.—Pour constituer une commission d'hygiène à laquelle le conseil peut attribuer tous les pouvoirs, privilèges et autorité qu'il juge à propos, qui peut être composée d'échevins ou de citoyens qualifiés en dehors du conseil; pour prendre les moyens d'assurer la santé pu- Commission d'hygiène;

blique; pour adopter des mesures de précaution contre l'introduction des maladies; pour faire des règlements destinés à prévenir toute contagion ou infection de ces maladies et en diminuer le danger, et pour définir et régler les pouvoirs, attributions et devoirs des officiers de santé;

Brigade de
pompiers,
etc.;

113.—Pour organiser, maintenir et réglementer un département des incendies et une brigade de pompiers, et pour les pourvoir de tous les appareils nécessaires, par achat ou louage; pour nommer tous les officiers et employés nécessaires pour éteindre et supprimer les incendies, protéger la propriété contre le feu, et prévenir les accidents par le feu; pour pourvoir à la punition de toute personne ou toutes personnes qui gênent quelqu'un des membres de la brigade des pompiers dans l'exercice de ses devoirs, ou qui dérangent, ou obstruent quelqu'une des boîtes à signaux, ou quelqu'un des fils ou appareils du département des alarmes à incendie;

Démolition
des bâtiments
en cas d'in-
cendie.;

114.—Pour autoriser la démolition de tous bâtiments et clôtures lorsque la chose est jugée nécessaire pour arrêter le progrès d'un incendie; pour prescrire que toute personne ou toutes personnes quelconques doivent se tenir à distance des endroits où des incendies éclatent; pour autoriser le maire, le chef ou autres officiers à exercer les pouvoirs mentionnés dans le présent paragraphe; pour autoriser le maire, en vertu des dispositions que le conseil édicte, à envoyer des pompes à incendie, des pompiers et des appareils au secours de toute municipalité en dehors de la cité, qui est mise en danger par le feu, à la condition toutefois que telle municipalité sera responsable de toute dépense ou de tout dommage en résultant; pour pourvoir à la construction de postes de pompiers, et à l'achat ou expropriation d'emplacements pour ces postes, sauf les dispositions de cette charte; pour pourvoir à la punition par amende ou emprisonnement, devant la cour du recorder, de toute personne qui refuse d'obéir aux ordres légaux du chef ou chef suppléant du département des incendies, lors d'un incendie dans la cité;

115.—Pour réglementer ou interrompre la circulation dans les rues de la cité lorsqu'on y exécute des travaux d'amélioration publique dûment autorisés, ou dans les cas d'incendie; (3 Ed. VII, c. 62, s. 23.)

Interruption,
etc., de la cir-
culation dans
les rues ;

116.—Pour réglementer ou temporairement interrompre la circulation dans les rues de la cité à l'occasion de réceptions publiques, de processions, célébrations ou réjouissances publiques, pourvu qu'avis en soit donné par proclamation du maire, ou, en son absence, du maire suppléant, dans au moins deux journaux, l'un publié en langue française et l'autre en langue anglaise; (3 Ed. VII, c. 62, s. 23.)

Idem. ;

117.—Pour supprimer tout endroit où l'on vend ou fournit, pour consommation sur place, de l'opium ou autre drogue de même nature, et pour punir les personnes tenant, habitant ou fréquentant ces endroits ou s'y trouvant, par une amende, ou par l'emprisonnement, ou par les deux peines à la fois; (3 Ed. VII, c. 62, s. 23.)

Locaux où l'on
vend de l'o-
pium, etc. ;

118.—Pour réglementer ou prohiber la mendicité dans les rues et places publiques; (3 Ed. VII, c. 62, s. 23.)

Mendicité
dans les rues

119.—Pour tracer des plans de rues s'étendant des limites de la cité aux confins, ou à un endroit quelconque de l'île de Montréal, afin d'avoir un plan général des rues dans toute l'île.

Rues en
dehors des
limites de la
cité.

La cité devra d'abord convoquer, par avis spécial dûment signifié, toutes les municipalités intéressées, à une conférence qui sera tenue aux lieu, jour et heure indiqués dans l'avis. Le délai sera d'au moins trente jours francs entre la signification et la date fixée.

Conférence
des municipa-
lités inté-
ressées.

Après la conférence, le plan sera préparé, par ordre de la cité, de manière à concilier les diverses opinions autant que le permettra le but visé par le présent article.

Préparation
du plan.

Lorsque le plan d'une rue ou de plusieurs rues sera complété, il sera déposé dans le bureau de l'inspecteur de la cité où il pourra être examiné par les intéressés.

Dépôt du
plan.

Avis du
dépôt.

Avis du dépôt sera publié de la manière prescrite pour les avis publics, et un avis spécial en sera signifié à chaque municipalité intéressée.

Confirmation
du plan sur
requête.

L'avocat de la cité s'adressera, par requête sommaire, à la Cour supérieure, ou à l'un des juges d'icelle pour obtenir la confirmation et la ratification du plan. Les avis du dépôt du plan devront indiquer les lieu, jour et heure de la présentation de la requête, et le délai sera d'au moins trente jours francs après la publication de l'avis public et la signification des avis spéciaux.

Audition des
parties inté-
ressées.

Toutes les parties intéressées auront le droit d'être entendues sur la requête, et, si toutes les formalités ont été accomplies, la cour ou le juge pourra confirmer et ratifier le plan, soit purement et simplement, soit en ordonnant telles modifications que requerra la justice, soit en limitant l'application du dit plan à telle ou telle municipalité ou partie de municipalité.

Copie déposée
au bureau du
protonotaire.

Après la confirmation du plan, une copie certifiée par le maire ou le greffier de la cité sera déposée au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, à chacun des bureaux d'enregistrement de l'île de Montréal, et au bureau du secrétaire de la province, et une copie en sera transmise à chaque municipalité intéressée. Ces copies seront en outre certifiées par le protonotaire de la dite Cour supérieure dans les termes suivants: "Confirmé par la Cour supérieure le jour de ."

Plan devenu
obligatoire.

Lorsque ces formalités auront été accomplies, le plan sera obligatoire pour toute municipalité concernée.

Application
de ces dispo-
sitions.

Les dispositions de cet article ne s'appliqueront pas aux municipalités qui ont déjà fait faire et homologuer un plan de leurs rues, à moins qu'elles n'y consentent.

Dispositions
applicables à
certaines mu-
nicipalités.

Quant aux autres municipalités, nonobstant toutes dispositions à ce contraires, elles devront, lorsqu'elles feront un plan de leurs rues, se conformer aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, (arts. 387, 388, 389) et, en outre, donner à la cité de Montréal un avis spécial de la

présentation de la requête pour confirmation. (9 Ed. VII, c. 81, s. 8.)

120.—Pour protéger les membres du corps des pompiers de la cité contre les accidents résultant de fausses alarmes d'incendie, et, à cet effet, pour imposer à ceux qui sonnent de fausses alarmes, pour la première offense, une amende de \$100, et, à défaut de paiement, un emprisonnement de pas moins de six mois; pour la deuxième offense, une amende de \$200, et, à défaut de paiement, un emprisonnement de pas moins de douze mois; pour la troisième offense, deux ans de prison, sans option d'amende, le tout avec dépens; (2 Geo. V, c. 56, s. 11.)

Fausses alarmes d'incendie;

121.—Pour prescrire de quelle manière et moyennant quelle somme sont remplacés les numéros des permis (*licences*) émis en vertu de la présente loi, dans les cas où les personnes à qui ils ont été livrés déclarent les avoir perdus; pour obliger les porteurs de permis à exercer une plus grande surveillance sur tels numéros; pour imposer une amende n'excédant pas deux piastres dans chaque cas où ces porteurs de permis ne pourront justifier de la perte d'un numéro par le serment de la personne même qui est supposée l'avoir perdu; et pour prescrire que, dans le cas où telle justification est faite, chaque numéro perdu peut être remplacé par la cité sur paiement par les porteurs de permis, d'une somme n'excédant pas cinquante centins, et que, à défaut de paiement de l'amende plus haut mentionnée, aucun duplicata ne sera livré; (4 Ed. VII, c. 49, s. 7.)

Remplacement des numéros de permis perdus;

122.—Dans l'intérêt de la santé publique,—pour prohiber la falsification de toute substance alimentaire; pour prohiber la vente de toute substance alimentaire falsifiée ou malsaine et en décréter la confiscation ou la confiscation et la destruction, suivant le cas; pour définir ce qui constitue une substance alimentaire pour les fins de ce paragraphe ainsi que ce qui en doit être considéré une falsification; pour décréter que la troisième offense contre tout règlement fait en vertu de ce paragraphe rendra celui qui en sera coupable passible, à la discrétion

Denrées falsifiées.

du recorder, en outre de la pénalité ordinaire, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois; (4 Ed. VII, c. 49, s. 7.)

Paiement de
certains frais
d'installation,
etc.;

123.—Pour obliger toute personne, société, compagnie ou corporation, y compris tout propriétaire de théâtre ou d'autre établissement, ayant actuellement ou à l'avenir dans son local un avertisseur d'incendie ou un timbre d'alarme, de payer à la cité, ou à l'entrepreneur qui a fait l'ouvrage, les frais d'installation des fils souterrains raccordant tel avertisseur ou timbre d'alarme, et pour autoriser la cité à couper ou faire couper les raccordements avec le télégraphe d'alarme dans le cas où on refuserait de payer ces frais; (7 Ed. VII, c. 63, s. 11.)

Comparti-
ments résér-
vés, etc.

124.—Pour obliger toute personne, société, compagnie ou corporation qui construit des conduits souterrains dans les rues, voies ou places publiques de la Cité, de réserver un compartiment dans tels conduits suffisant pour que la cité puisse y placer, à ses risques et périls, au moins deux fils pour le télégraphe d'alarme et de patrouille pour l'usage de la cité, pourvu que l'installation et le maintien de ces fils soient à la charge des propriétaires de ces conduits s'ils le désirent. Mais dans ce cas la cité devra indemniser la dite compagnie ou personne pour les frais additionnels que lui occasionnera la réserve des dits compartiments, ces frais devant être établis par arbitrage à défaut d'entente entre les parties; (7 Ed. VII, c. 63, s. 11.)

Proviso.

Paiement des
taxes an-
nuelles par
personnes
etc., ayant
obtenu cer-
tains permis,
etc.;

125a.—Pour obliger toute personne, société, compagnie, ou corporation quelconque, ayant obtenu un permis pour construire un caveau, une voûte, une soute à charbon ou une ouverture avec couvert permanent, un tunnel, un viaduc ou un transbordeur tant au-dessus qu'au-dessous du sol, dans toute rue, place ou voie publique de la cité et généralement pour toute occupation du domaine public pour des fins privées,—de payer une taxe annuelle n'excédant pas cinq pour cent de la valeur en superficie du terrain occupé pour tout tel objet, en prenant pour base l'estimation municipale par pied de l'immeuble riverain

qui est situé vis-à-vis, abstraction faite de la valeur du bâtiment.

Mais ce paragraphe n'affectera pas les compagnies qui ont obtenu ce pouvoir en vertu de leur charte; Proviso.

b. Pour tenir telle personne, société, compagnie ou corporation responsable des dommages ou réclamations résultant de la construction, de l'existence ou du maintien de tels travaux sur la propriété de la cité; Responsabilité pour dommages.;

c. Pour prescrire l'endroit où et la manière dont ces travaux seront faits et la qualité des matériaux à employer dans les dits travaux; Qualité des matériaux, etc.;

d. Pour révoquer tout tel permis après un avis par écrit d'au moins un mois donné au préalable à qui de droit; (7 Ed. VII, c. 63, s. 11.) Révocation de permis.

126.—Pour rendre les règlements autorisés par la loi applicables à partie d'un quartier, ou à un quartier ou à plusieurs quartiers de la cité; (7 Ed. VII, c. 63, s. 11.) Application des règlements à certains quartiers, etc.

127.—Pour prescrire que tous officiers municipaux sont autorisés à entrer, en tout temps, dans les édifices publics, les établissements industriels, les lieux d'amusements, les hôtels, les maisons à appartements, les institutions d'enseignement et de charité, et dans tous autres locaux ou endroits où des substances explosives, des copeaux, des déchets ou autres objets, articles ou marchandises de nature à provoquer un incendie, sont placés ou gardés, à l'effet de constater si telles substances explosives, copeaux, déchets ou autres objets, articles ou marchandises sont ainsi gardés ou placés de manière à offrir, dans l'opinion de ces officiers, un danger d'incendie. Accès de certaines personnes dans les édifices publics, etc.;

Pour obliger tout propriétaire, locataire, occupant, gardien, ou surveillant de tous tels édifices publics, établissements industriels, lieux d'amusements, hôtels, maisons à appartements, institutions d'enseignement et de charité, ainsi que tous autres locaux ou endroits où sont placés et gardés des matières explosives, des copeaux, des déchets ou autres objets, articles ou marchandises de Matières explosives, etc.;

nature à provoquer un incendie, de les placer et les garder de façon que, dans l'opinion desdits officiers, ils ne puissent provoquer aucun tel incendie; pour conférer à ces officiers municipaux le pouvoir d'ordonner qu'ils soient placés de manière à ne présenter aucun danger d'incendie, et pour prescrire qu'à défaut d'obéissance à ce règlement ou aux ordres ainsi donnés, ils soient enlevés aux frais du délinquant, et qu'en outre le délinquant soit passible de la pénalité que peut édicter le conseil dans les limites autorisées par la charte; (2 Geo. V, c. 56, s. 11.)

Empilement
des marchan-
dises, etc.;

128.—Pour empêcher l'empilement de marchandises, effets, denrées, articles de commerce et autres objets quelconques dans les fenêtres, les portes et autres endroits nécessaires à la circulation, des entrepôts ou établissements industriels ou de commerce, de manière que les pompiers aient libre accès à toute partie de ces entrepôts ou établissements et puissent y circuler à l'aise; (7 Ed. VII, c. 63, s. 11.)

Protection des
boyaux à in-
cendie, etc.;

129.—Pour défendre à toute personne de passer en voiture sur les boyaux employés ou sur le point d'être employés ou qui ont été employés par les membres du département des incendies dans une rue, ruelle, avenue ou place publique, sauf à celles conduisant les malles-postes de Sa Majesté, ou les ambulances transportant un malade ou un blessé à un hôpital ou se rendant au théâtre d'un accident, ou conduisant toute autre voiture à laquelle l'officier exerçant le commandement à un incendie permet de passer en la manière qu'il indique; (7 Ed. VII, c. 63, s. 11.)

Constables
spéciaux.

130.—Pour conférer aux pompiers les droits et pouvoirs des constables spéciaux; (7 Ed. VII, c. 63, s. 11.)

Arrêt des
automobiles
à l'approche
des ambu-
lances, etc.;

130a.—Pour prescrire qu'à l'approche des ambulances ou des voitures et appareils à incendie dans la cité, répondant à un appel, le propriétaire ou le conducteur de toute voiture ou de tout véhicule-moteur quelconque, sera tenu de se ranger à droite le long du trottoir, et d'y rester stationnaire jusqu'à ce que ces ambulances, voitures et appareils à incendie soient passés, et pour prescrire, dans

le cas des tramways, qu'ils devront aussi s'arrêter aussi promptement que possible et demeurer stationnaires afin de laisser passer les ambulances, voitures et appareils à incendie; (2 Geo. V, c. 56, s. 12.)

131.—*a.* Pour obliger tout mécanicien ayant charge d'une machine ou d'une chaudière à vapeur, dans la cité, à afficher son certificat ou licence dans un endroit apparent dans la chambre des machines ou dans la chaufferie;

Affichage des certificats de mécaniciens.

b. Pour imposer une amende à tout propriétaire ou locataire d'une machine ou d'une chaudière à vapeur pour chaque jour qu'il emploiera des mécaniciens non pourvus d'un certificat régulier; (9 Ed. VII, c. 81, s. 9.)

Amende pour mécaniciens non pourvus de certificats.

132.—Pour passer, à l'égard de tout propriétaire, chauffeur ou conducteur de véhicules-moteurs servant au transport des voyageurs, nonobstant toute loi à ce contraire, des règlements similaires à ceux qui régissent les cochers de fiacres; pour fixer les prix qu'ils peuvent exiger et pour punir les voyageurs qui se servent desdites voitures et qui refusent de payer les prix fixés; pour prescrire les endroits où ils peuvent stationner, et pour défendre qu'ils ne se tiennent ailleurs qu'à ces endroits, et pour régler l'inspection des taximètres dont ces voitures peuvent être munies; (3 Geo. V, c. 54, s. 8.)

Conducteurs de véhicules-moteurs.

133.—Nonobstant toute loi à ce contraire, pour défendre à toute personne, société, compagnie ou corporation quelconque de faire des excavations dans une rue, ruelle, place ou voie publique, y compris les squares et parcs publics, sans avoir préalablement déposé, dans chaque cas, entre les mains du trésorier de la cité, une somme suffisante, qui sera fixée par le bureau des commissaires de la cité, pour faire les travaux requis afin de remettre la chaussée, macadam et les pavage et trottoir dans le même état, quant à la solidité et à la durée, qu'ils étaient auparavant et même de les refaire à neuf si le bureau des commissaires de la cité le décide ainsi, le tout sujet aux dispositions ci-après; pour que les travaux de remplissage de la tranchée ou excavation soient faits, par celui qui fera telle tranchée ou excavation, sous la surveillance et

Réparation des rues après avoir fait des excavations, et dépôt d'une somme d'argent pour en garantir le coût.

à la satisfaction de l'officier désigné par le bureau des commissaires, et que les réparations à la chaussée, au macadam, au pavage et au trottoir soient faites par la cité et que le coût en soit payé à même le dépôt entre les mains de la cité; pour que, si la somme déposée n'est pas suffisante pour payer le coût de ces réparations, la cité puisse exiger un dépôt additionnel afin de couvrir complètement le coût de telles réparations, et ce sans diminuer en quoi que ce soit les obligations et responsabilités envers la cité, de celui qui fera faire l'excavation.

Mode de faire
le dépôt.

Tout tel dépôt devra être fait soit en argent ou par un certificat de cautionnement d'une compagnie de garantie ou de fidéicommiss autorisée à faire des affaires dans la province de Québec, et dans le cas d'un accident à toute installation souterraine nécessitant des excavations immédiates, un délai de quarante-huit heures sera accordé à toute telle personne, société, compagnie ou corporation quelconque pour faire le dépôt requis par cet article.

Différends
soumis à la
Commission
des services
d'utilité
publique.

Dans le cas de désaccord entre la cité ou le bureau des commissaires et toute telle personne, société, compagnie ou corporation quant à l'étendue ou au coût des réparations rendues nécessaires pour quelque excavation, le différend devra être soumis à la décision de la Commission des services d'utilité publique de Québec, et la décision de celle-ci sera finale et sans appel.

Réparations
continues
pendant le
litige.

Néanmoins, pendant que la question en litige sera devant la Commission des services d'utilité publique de Québec, la cité aura le droit de procéder aux réparations.

Contrats, non-
affectés.

Les dispositions ci-dessus ne devront en aucune manière affecter aucun contrat existant entre la cité et une personne, société, compagnie ou corporation; (1 Geo. V, 2ième session, c. 60, s. 11.)

Usage de
sifflets
d'alarmes,
etc.;

134.—Pour, nonobstant toute loi à ce contraire, permettre aux voitures du service des incendies de la cité, aux voitures de patrouille de la police, aux voitures de patrouille des compagnies de tramways ou d'éclairage et aux voitures-ambulances des hôpitaux l'usage exclusif de

sifflets d'alarmes ou sirènes d'une espèce déterminée par la cité, et aussi pour déterminer le mode exclusif de s'en servir; (2 Geo. V, c. 56, s. 12.)

135.—Pour pourvoir à l'établissement, au maintien et à l'exploitation de glaciers municipales; pour imputer sur les fonds d'emprunt le coût de l'établissement de ces glaciers, et pour payer les dépenses de leur maintien et de leur exploitation à même les revenus de la cité; pour autoriser la cité à vendre de la glace provenant de ces glaciers, ou disposer autrement de cette glace, selon qu'elle le jugera à propos; (2 Geo. V, c. 56, s. 12.)

Glaciers
municipales;

136.—Pour forcer les propriétaires ou occupants de tout terrain, sauf les terres en culture, à couper et détruire, entre le 15 juillet et le 15 août de chaque année, les herbes de toute espèce sur tel terrain, offrant des dangers d'incendie, et pour déterminer dans quel cas ces herbes offrent tels dangers d'incendie; (2 Geo. V, c. 56, s. 12.)

Destruction
de certaines
herbes;

137.—Pour permettre, aux conditions, et avec les restrictions que la cité pourra imposer, la circulation d'autobus et l'établissement, l'entretien et l'exploitation de lignes d'autobus dans la cité de Montréal; prescrire dans quelles rues ces voitures circuleront et ces lignes seront établies, et de quelles rues elles pourront être exclues; sujet aux dispositions des articles 1388 à 1435 des statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs, quant au maximum de vitesse, à l'enregistrement des véhicules et aux licences des propriétaires et des chauffeurs; (2 Geo. V, c. 56, s. 12.)

Lignes d'au-
tobus, etc.;

138.—Pour réglementer la gouverne et la discipline des chauffeurs d'automobiles et des auto-taxis de louage, et pour punir les personnes qui se servent de ces voitures et refusent de payer le tarif indiqué par le taximètre et pour permettre à la cité d'inspecter lesdits taximètres; (2 Geo. V, c. 56, s. 12.)

Discipline
des chauffeurs
d'auto-
mobiles, etc.;

139.—Pour réglementer: (a) la manière de placer dans les rues, ruelles, places publiques, ou dans, ou sur les propriétés privées, les fils aériens et souterrains, avec leurs

Fils aériens,
etc.;

accessoires et installations; (b) la manière de raccorder tout bâtiment ou édifice maintenant construit, ou qui sera construit à l'avenir, ou toute machine ou appareil, dans ces édifices ou bâtiments, avec les fils et installations des personnes, sociétés, et corporations fournissant ou produisant l'énergie électrique dans les limites de la cité; (c) la manière de poser les fils dans tout bâtiment ou édifice où l'énergie électrique est employée; (d) la nature et le genre des matériaux et des appareils à employer, et la méthode d'employer ces matériaux et appareils. Le présent paragraphe ne doit pas être interprété de façon à restreindre en aucune manière les droits et pouvoirs conférés à la cité en vertu de quelque disposition de la charte et de ses amendements; (2 Geo. V, c. 56, s. 12.)

Inspection
sanitaire des
refuges de
nuit, etc.;

140.—Pour faire l'inspection sanitaire et médicale des maisons de refuge, des refuges de nuit et de tous autres établissements similaires où l'on héberge des personnes, et obliger les propriétaires ou les locataires de ces établissements à tenir un registre des noms des personnes qu'ils hébergent en y mentionnant les dates de l'arrivée et du départ de chacune d'elles; (3 Geo. V, c. 54, s. 8.)

Circulation
des voitures
mues par la
vapeur, etc.;

141.—Pour prohiber ou réglementer la circulation dans les rues, ruelles et places publiques de la cité, de tout véhicule, camion, wagon ou autres voitures à traction mues par la vapeur. Il sera loisible au conseil également de réglementer la circulation dans les rues et places publiques de tous véhicules à traction mus par la gazoline, l'électricité ou autre pouvoir moteur, et de décréter que les jantes des roues de ces véhicules seront revêtues de caoutchouc et que tels véhicules ne pourront circuler que dans les rues que désignera le conseil.

Effet de cer-
taine : prohi-
bitions rela-
tives aux
véhicules-
moteurs.

Les prohibitions contenues dans les articles 1418 et 1423 des Statuts refondus, 1909, conservent tous leurs effets quand il s'agit de véhicules-moteurs qui ne font pas de traction et dont les jantes des roues sont recouvertes de bandes en caoutchouc ou en toute autre matière propre à ne pas détériorer par un usage ordinaire les rues, ruelles et places publiques dans la cité. (3 Geo. V, c. 54, s. 8.)

300a. Nonobstant le paragraphe 29 de l'article 300, le conseil peut, par simple résolution, autoriser le bureau des commissaires à établir, fixer et changer de temps à autre, les postes de cochers. (1 Geo. V, 2ième session, c. 60, s. 12.)

Postes de
cochers.

300b. Nonobstant toute loi à ce contraire, le conseil peut, par une simple résolution, autoriser le bureau des commissaires à établir, désigner, changer ou abolir, de temps à autre, les postes ou places à être occupés par les commerçants sur les différents marchés publics, à l'exception du marché Bonsecours. (1 Geo. V, c. 48, s. 30.)

Postes sur les
marchés
publics.

300c. Afin de donner plein effet aux articles 299 et 300, de les étendre et de les compléter de façon à assurer la complète autonomie de la cité et à éviter toute interprétation de ces articles ou de leurs sous-sections, qui pourrait être considérée comme une restriction de ses pouvoirs, la cité est autorisée à faire, abroger ou amender et mettre à exécution tous les règlements nécessaires concernant la bonne administration de ses affaires, la paix, l'ordre, la sécurité, ainsi que toutes les matières pouvant intéresser ou affecter de quelque manière que ce soit l'intérêt public et le bien-être des citoyens; pourvu toutefois que ces règlements ne soient pas incompatibles avec les lois du Canada ou de cette province, ni contraires à quelque disposition spéciale de cette charte. (3 Geo. V, c. 54, s. 9.)

Pouvoir de
faire des ré-
glements con-
cernant cer-
taines ma-
tières.

Proviso.

301. Aucun règlement fait en vertu de la charte de la cité n'est valide à moins qu'il ne soit lu à une assemblée du conseil et qu'un avis de motion pour son adoption ne soit déposé au moins trente jours au préalable; ni à moins que ledit règlement n'ait reçu le vote affirmatif de la majorité des membres présents à une assemblée spéciale ou mensuelle du conseil; et tout règlement qui a été approuvé par le conseil comme susdit n'est valide et obligatoire et n'entre en vigueur que lorsqu'il a été signé par le maire et le greffier de la cité, et que le sceau de la cité y a été

Procédure
pour l'adop-
tion des ré-
glements.

apposé et qu'un avis public a été donné de sa passation.
(3 Geo. V, c. 54, s. 10.)

Règlements
d'emprunt
peuvent
comporter
plusieurs
objets.

301a. Tout règlement d'emprunt peut comprendre un ou plusieurs objets, pour lesquels la cité a, par sa charte, le pouvoir d'emprunter, et il n'est pas nécessaire de faire un règlement séparé pour chaque objet. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 12.)

Le greffier a
la garde des
règlements
et en fait
rapport.

302. Le greffier a la garde des règlements de la cité et les conserve avec soin dans un registre tenu à cet effet, et il doit publier tous les ans un rapport contenant un résumé de tous les règlements qui ont été adoptés, abrogés ou amendés pendant l'année, ainsi que de toutes les résolutions du conseil ayant force de loi.

Copies attes-
tées des
règlements
font preuve
devant les
tribunaux.

303. Une copie de tout règlement dûment adopté conformément aux dispositions de la présente section est reçue comme preuve dans toute cour de justice de la province, pourvu qu'elle soit signée et certifiée par le greffier de la cité et porte le sceau de la cité, sans qu'il soit nécessaire de prouver la validité du sceau ni la signature du greffier; sauf le droit de toute personne attaquant le dit règlement d'en contester l'authenticité par inscription en faux.

Demande
d'annulation
de règlement.

304. Tout contribuable peut, par requête libellée, en son nom, présentée à la cour supérieure et signifiée à la cité, avec délai d'au moins dix jours entre la signification de la requête et sa présentation à la cour, demander l'annulation d'un règlement pour le motif d'illégalité.

Prescription.

Le droit de demander l'annulation d'un règlement est prescrit par trois mois à partir de sa mise en vigueur.

Copie des
règlements
soumis au
lieut.-gouv.
en conseil.

305. Un exemplaire de tout règlement adopté en vertu de cette section doit être transmis sans retard au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut, dans les trois mois de la réception, désavouer le règlement. Avis du désaveu est publié dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Désaveu.

306. Les règlements du conseil sont censés être des lois publiques dans la cité, et comme tels seront judiciairement observés et appliqués par tous les juges et toutes les cours, sans qu'il soit besoin de les plaider spécialement.

Règlements
censés lois
publiques
dans la cité.

307. Le conseil peut imposer, sur chacun des règlements qu'il a droit de faire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte, pour toute et chaque infraction aux dits règlements, soit une amende avec ou sans les frais, ou un emprisonnement; et, si c'est une amende avec ou sans les frais, il pourra ordonner l'emprisonnement à défaut du paiement immédiat de la dite amende avec ou sans les frais, suivant le cas, mais à l'exception des cas pour lesquels il est autrement prescrit dans la présente loi, cette amende ne devra pas excéder \$40, et l'emprisonnement ne devra pas durer plus de deux mois de calendrier; et, quand c'est pour défaut de paiement de l'amende, ou de l'amende et des frais que l'emprisonnement est ordonné, cet emprisonnement cessera dès que la dite amende ou les dits amende et frais auront été payés. (63 Vict., c. 49, s. 9.)

Pénalité
pour l'infraction
aux règlements.

307a. Nonobstant toute disposition à ce contraire, si l'infraction à un règlement est réitérée, cette récidive constitue jour par jour, après sommation ou arrestation, une offense séparée, et le délinquant est passible de la pénalité édictée par le dit règlement. (4 Ed. VII, c. 49, s. 9.)

Pénalité dans
les cas d'in-
fractions se
comitant
plusieurs
jours.

Remplacé
par
4 Geo. V,
Ch. 73,
s. 9.

307b. Nulle poursuite pour infraction à un règlement municipal ne peut être intentée après l'expiration de six mois, à compter de la date de la commission de l'infraction. (4 Ed. VII, c. 49, s. 9.)

Prescription
des infractions
aux règle-
ments.

307c - Ajouté par 10 Geo. V, c. 86, s. 3 et ensuite remplacé par 13 Geo. V, c. 21, s. 6.

308. Nulle objection faite à la forme ou fondée sur l'omission de formalités même impératives ne peut être admise sur une action, poursuite ou procédure concernant des matières municipales, à moins qu'une injustice réelle ne doive résulter du rejet de cette objection, ou à

Objection à la
forme non
admise.

s. 3 et ensuite
remplacé
par
13 Geo. V,
c. 21,
s. 6.

moins que les formalités omises ne soient de celles dont l'omission rend nuls, d'après les dispositions de cette charte, les procédures ou autres actes municipaux qui doivent en être accompagnés.

Personne se
conformant
à l'avis-inca-
pable d'en
contester l'in-
suffisance.

309. Toute personne qui s'est conformée à un avis, ou qui s'est mise suffisamment au fait, de quelque façon que ce soit, de la teneur et de l'objet d'icelui, ne peut, plus tard, invoquer l'insuffisance ou le défaut de formalité de cet avis, ou de l'omission de sa publication ou signification.

Referendum.

310. Le conseil peut en tout temps soumettre, par règlement ou résolution, aux électeurs dont les noms se trouvent sur les listes électorales en vigueur, ou aux propriétaires fonciers seulement, inscrits sur lesdites listes, toute affaire ou question affectant les intérêts de la cité et sur laquelle le conseil juge à propos de connaître l'opinion des électeurs en général ou des propriétaires fonciers, selon le cas; mais le conseil ne peut adopter aucun règlement ou résolution basé sur l'opinion ainsi exprimée des électeurs en général ou propriétaires fonciers en particulier sans se conformer, à tous égards, aux dispositions de cette charte.

Procédures.

Lorsqu'un règlement ou une résolution doit être soumis aux électeurs ou aux propriétaires fonciers en vertu de cet article, les procédures pour cet objet sont celles indiquées dans la section treizième de la charte, *mutatis mutandis*. (1 Geo. V, c. 48, s. 31.)

Refonte des
règlements.

310a. La cité est autorisée à faire, de temps en temps, la refonte ou consolidation d'une partie ou de tous ses règlements municipaux, afin de les réunir en un ou plusieurs volumes, et, à cette fin, à les abroger, amender ou modifier, mais ces révocations, amendements ou modifications ne devront pas être interprétés comme affectant aucune matière ou chose faite ou qui doit être faite, les résolutions, décisions, ordres ou autres actes du conseil, les débentures, actions, obligations ou billets émis, ni les rôles de contribution foncière ou de répartition, ni les

droits et devoirs des fonctionnaires municipaux, lesquels continueront d'être régis par les règlements antérieurs jusqu'à expiration du terme fixé. (9 Ed. VII, c. 81, s. 11.)

SECTION XIII

Des procédures relatives aux règlements soumis aux propriétaires fonciers

311. Chaque fois que, d'après les dispositions de la présente charte, un règlement doit être soumis à l'approbation des propriétaires fonciers de la cité, il est procédé de la manière ci-après indiquée pour obtenir cette approbation.

Procédures relatives aux règlements soumis aux propriétaires fonciers.

312. Le conseil fixe par le règlement la date où sont pris les votes des propriétaires fonciers dont les noms se trouvent inscrits sur les listes électorales en vigueur, et il doit s'écouler un intervalle d'au moins trente jours entre cette date et celle où le règlement a été adopté par le conseil.

Fixation de la date de la votation.

313. Le greffier de la cité subdivise chaque quartier de la cité en autant d'arrondissements de votation qu'il le juge nécessaire, et chacun de ces arrondissements de votation doit contenir les noms de 300 propriétaires fonciers (ou à peu près) ayant droit de voter.

Division de la cité en arrondissements de votation.

314. Le greffier de la cité prépare aussi ou fait préparer pour chacun des dits arrondissements de votation un extrait des listes électorales alors en vigueur, indiquant tous les noms des propriétaires fonciers inscrits sur les dites listes électorales et ayant droit de voter dans chacun des dits arrondissements de votation, et en certifie l'exactitude par sa signature et le sceau officiel de la cité.

Extrait de la liste électorale préparé pour chaque arrondissement.

Cet extrait, certifié comme susdit, constitue la liste électorale pour chacun des dits arrondissements de votation pour toutes les fins requises par les dispositions de la présente section.

Extrait certifié constituant la liste pour la votation.

Vote unique,
etc.

315. Chaque propriétaire foncier ne peut voter qu'une fois, et aucune personne dont le nom n'est pas inscrit sur ces extraits n'a droit de voter.

Bulletins de
vote.

316. Le greffier fait aussi imprimer, aux frais de la cité, une quantité suffisante de bulletins de vote pour l'usage des votants, et ces bulletins de vote sont imprimés suivant la formule No 23, ou suivant toute autre formule que le conseil peut adopter.

Avis avant la
votation et
son contenu.

317. Une semaine au moins avant le jour fixé pour la votation, le greffier de la cité publie ou fait publier, sous sa signature, un avis indiquant :

a. Le nature du règlement qui doit être soumis aux propriétaires fonciers ou à tous les électeurs, suivant le cas, d'après un résumé ou précis approuvé par le conseil ;

b. Le jour et les heures de la votation.

Indication de
l'endroit de
la votation
par le
greffier.

Le greffier doit de plus adresser à chaque votant une carte ou lettre indiquant l'endroit où il doit voter. Ces cartes ou lettres sont envoyées à l'adresse mentionnée sur la liste électorale ou à tout autre endroit, où, dans l'opinion de l'officier-rapporteur, l'électeur peut plus sûrement être atteint. Mais toute erreur ou omission commise par le greffier ou ses représentants relativement à l'envoi de ces avis ne peut en aucune façon invalider les procédures ni donner lieu à un recours soit contre la cité soit contre le greffier de la cité ou ses représentants. (1 Geo. V, 2ième session, c. 60, s. 14.)

Sous-officier-
rapporteur,
etc.

318. Le greffier de la cité doit nommer, au moins deux jours avant la date fixée pour la votation, un sous-officier-rapporteur pour chacun desdits arrondissements de votation, et lui remettre un extrait certifié des listes électorales, indiquant les propriétaires fonciers ayant droit de voter dans les limites de l'arrondissement de votation pour lequel tel sous-officier-rapporteur a été nommé, conformément à l'article 314, en lui donnant en même temps toutes les instructions nécessaires. (1 Geo. V, c. 48, s. 32.)

319. Il peut, par commission signée de sa main, nommer une ou deux personnes pour représenter les citoyens qui sont intéressés à ce que le règlement soit adopté, et un nombre égal de personnes pour représenter ceux qui sont intéressés à ce que le règlement soit rejeté.

Nomination
des représen-
tants des
citoyens fa-
voraux et
défavorables
aux règle-
ments.

320. Avant d'être ainsi nommée, cette personne fait et signe devant le sous-officier-rapporteur une déclaration, suivant la formule No 24, qu'elle est intéressée à ce que le règlement soit adopté ou rejeté, suivant le cas.

Déclaration
signée par les
représentants.

321. Durant le temps fixé pour la votation, aucune personne autre que les officiers, commis et personnes ou propriétaires fonciers autorisés, comme susdits, à agir comme représentants, n'a le droit ou la permission de se tenir dans un bureau de votation.

Qui peut se
tenir dans le
bureau de vo-
tation durant
la votation.

322. Au jour fixé comme susdit, des bureaux de votation sont ouverts, et les votes des propriétaires fonciers ayant droit de voter sont pris au scrutin.

Votation se
fait au jour
fixé.

Chaque bureau de votation reste ouvert de neuf heures de l'avant-midi à cinq heures de l'après-midi.

Ouverture et
clôture des
bureaux de
votation.

323. Le mode de procéder dans chaque bureau de votation est le même, autant que possible, qu'aux élections municipales tenues en vertu de la dite charte, et toutes les dispositions des articles 106 à 179, inclusivement, autant qu'ils sont applicables et sauf dans le cas d'incompatibilité avec les dispositions de la présente section, s'appliqueront au recueillement des votes dans tel bureau de votation et à toutes les matières s'y rattachant, ainsi qu'aux relevés à faire par les sous-officiers-rapporteurs.

Procédures
suivies dans
les bureaux
de votation.

324. Tout propriétaire foncier peut être sommé, par le sous-officier-rapporteur ou par toute personne autorisée en vertu de l'article 319 à agir comme représentant, de prêter serment ou de faire une affirmation dans les termes qui suivent, et, avant qu'il lui soit permis de voter, il doit répondre, sous serment ou par affirmation,

Serment qui
peut être
exigé des
votants.

dans l'affirmative, aux questions numérotées 1, 2 et 3 et dans la négative aux questions numérotées 4 et 5 :

“Vous jurez (*ou affirmez suivant le cas*) :

1.—Que vous avez 21 ans révolus et que vous êtes sujet britannique.

2.—Que vous avez, suivant la loi, droit de voter sur le règlement maintenant soumis au vote.

3.—Que vous êtes la personne désignée ou que l'on entend désigner dans l'extrait des listes électorales qui vous est maintenant montré.

4.—Que vous n'avez rien reçu et que rien ne vous a été promis, directement ou indirectement, soit pour vous engager à voter sur ce règlement, ou pour perte de temps, frais de voyage, louage de voitures, ou autres services s'y rattachant, et que vous n'avez rien promis, directement ou indirectement, à quelque personne que ce soit pour l'engager à voter ou à s'abstenir de voter.

5.—Que vous n'avez pas déjà voté sur ce règlement dans un autre arrondissement de votation.”

Il ne doit être posé à un votant aucune question sur des faits autres que ceux spécifiés dans tel serment ou affirmation.

Avis du temps
auquel il pro-
cèdera à faire
le relevé des
bulletins
donné par le
greffier.

325. Le greffier de la cité, après qu'il aura reçu les boîtes du scrutin et les relevés des sous-officiers-rapporteurs, donne, dans les trois jours qui suivent, avis public de la date et de l'endroit où il procèdera à additionner, d'après tels relevés, le nombre des votes pour et contre le règlement; et cette date ne doit pas être fixée plus tard qu'une semaine à partir de la date de la votation, et il déclarera là et alors le résultat de la votation d'après les relevés ainsi reçus par lui des sous-officiers-rapporteurs, et transmettra sans retard au conseil un certificat, sous son seing et le sceau de la cité, attestant que la majorité de ceux qui ont voté sur le règlement l'ont approuvé ou désapprouvé, et indiquant le nombre de votes donnés pour et contre le dit règlement.

326. Le greffier de la cité doit, le ou avant le jour fixé pour l'addition finale des votes, nommer, par commission signée de sa main, quatre personnes pour être présentes lors de l'addition finale des votes; il choisit deux de ces personnes parmi celles qui seront intéressées à ce que le règlement soit adopté et les deux autres parmi celles qui seront intéressées à ce que le règlement soit rejeté.

Nomination par le greffier de personnes qui seront présentes à l'addition finale des votes.

327. Dans le cas où, sous quatre jours après celui où le greffier a fait l'addition finale des votes, sur requête d'un propriétaire foncier, appuyée de l'affidavit d'un témoin digne de foi,—laquelle requête doit être dûment signifiée au greffier de la cité,—il est démontré à un juge de la cour supérieure du district de Montréal qu'un décompte peut changer le résultat de la votation tel qu'annoncé par le greffier de la cité; et dans le cas où le requérant dépose, dans le même délai de quatre jours, entre les mains du protonotaire de la cour la somme de \$100 comme garantie pour les frais de l'avocat chargé par le greffier de la cité de comparaître et de répondre à la requête, le juge fixe un jour et un endroit, dans les quatre jours après la présentation de la requête, pour faire le décompte et l'addition finale des votes.

Décompte devant un juge en certains cas.

328. Les articles 183 à 198, inclusivement, s'appliquent, en autant que praticables, à tout décompte qui a lieu au sujet de la votation visée par la présente section et à toutes les procédures se rattachant à une requête pour ce décompte, mais l'avis par écrit mentionné à l'article 183 est signifié au greffier de la cité, et il est loisible au juge devant qui la requête est présentée de donner telle interprétation à ces articles, et de rendre tels autres arrêts au sujet de la requête pour décompte, qu'il juge conformes à la loi et à la justice.

Dispositions applicables au décompte.

329. Le greffier communique sans retard au conseil de la cité une copie du jugement prononcé par la cour ou le juge sur toute requête pour un décompte, ainsi que le résultat de tel décompte fait par le juge.

Dénonciation du résultat du décompte au conseil.

Egalité pour
et contre le
règlement.

330. Dans le cas où un nombre égal de votes est donné pour et contre un règlement soumis aux propriétaires fonciers, en vertu des dispositions de cette section, le règlement est censé avoir été rejeté.

Procédure si
un règlement
est soumis
aux électeurs.

330a. Lorsqu'une question ou un règlement est soumis aux électeurs en général, la procédure prescrite par la présente section doit être suivie, *mutatis mutandis*, et, à défaut dans cette section de dispositions applicables, la procédure est celle des élections municipales, *mutatis mutandis*. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 15.)

Effet des
vices de
forme.

331. Aucun vice de forme, omission ou erreur dans une procédure faite en vertu de cette section ne l'invalide, à moins que, dans l'opinion de la cour, le vice de forme, l'omission ou l'erreur n'ait été de nature à affecter le résultat de la votation.

SECTION XIV

Des Finances

Année
fiscale.

332. L'exercice pour l'année civile commence le premier janvier et finit le dernier décembre de chaque année, mais les taxes et contributions foncières annuelles, y compris la taxe scolaire et la taxe de l'eau, sont censées être imposées et prélevées pour l'exercice commençant le premier mai de chaque année et finissant à la même date de l'année suivante.

Date de
l'échéance
des taxes.

[Néanmoins le conseil peut, par règlement, fixer ou changer la date de l'échéance de toutes les taxes.] (3 Ed. VII, c. 62, s. 25.)

Limite pour
disposition
des capitaux.

333. Tous les ans, le conseil peut disposer des capitaux que la cité a à sa disposition dans les limites de son pouvoir d'emprunt légal et pour les fins seulement mentionnées et indiquées dans l'article 344; pourvu, toutefois, qu'aucune dépense sur ces capitaux ne soit votée ou faite avant que les détails et le coût approximatif de chacun de ces travaux ou des objets pour lesquels l'on se

Proviso.

propose de faire ainsi une dépense spéciale, aient été soumis au conseil et approuvés par la majorité absolue de tous ses membres, sur un rapport du bureau des commissaires. (1 Geo. V, c. 48, s. 33.)

334. Au mois de décembre de chaque année, le conseil met de côté les sommes disponibles sur les revenus de la cité, pour les besoins des divers départements civiques durant l'exercice suivant.

Vote des
crédits de
l'exercice
financier

En ce faisant, le conseil doit maintenir l'équilibre entre les revenus et les dépenses, et pourvoir :

- (a) Aux frais de perception du revenu civique ;
 - (b) A l'intérêt sur la dette civique et à tout fonds d'amortissement qui pourra être établi ;
 - (c) A la taxe scolaire ;
 - (d) A une réserve de trois pour cent pour les dépenses imprévues, telles que celles se rattachant aux jugements, aux réceptions officielles, aux épidémies, aux inondations, aux cas fortuits et aux dommages causés par force majeure ;
 - (e) Aux autres charges établies sur le revenu civique y compris tout déficit d'une année antérieure ;
 - (f) Aux réparations, frais d'entretien, salaires et dépenses générales d'administration ;
 - (g) Aux pertes possibles dans la perception des taxes.
- (2 Geo. V, c. 56, s. 13.)

334a. Le fonds de réserve peut aussi être employé à payer des réclamations pour dommages résultant de délits ou quasi-délits. (63 Viet., c. 49, s. 10.)

Autre affecta-
tion du fonds
de réserve.

334b La cité peut imputer sur le fonds de réserve les frais de représentation et de délégations autorisées par le conseil ainsi que les sommes requises pour le règlement des réclamations et pour l'enlèvement de la neige et de la glace des trottoirs. (7 Ed. VII, c. 63, s. 12.)

Paiement des
frais de délégations, etc.

Contribution
à l'école
technique de
Montréal.

334c. La cité contribuera à l'avenir, annuellement, une somme de quarante mille piastres pour l'établissement et le maintien de l'école technique de Montréal, et est autorisée à imputer ce montant sur le fonds de réserve ou tout autre fonds disponible. (2 Geo. V, c. 56, s. 14.)

Autres écoles
techniques.

La cité peut aussi payer, à même le fonds de réserve, pour l'établissement et le maintien de toutes autres écoles technique dans la cité de Montréal, telles contributions annuelles que déterminera son conseil par le vote d'une majorité de ses membres. (9 Ed. VII, c. 81, s. 12.)

Limitation
des crédits.

335. Le montant ainsi mis de côté ne doit jamais excéder le montant du revenu provenant de toute source pour l'exercice suivant, estimé comme suit: (3 Ed. VII, c. 62, s. 28.)

(a) En prenant le montant des rôles de la taxe foncière, de la taxe de l'eau, et de la taxe d'affaires de l'année courante; (3 Ed. VII, c. 62, s. 28.)

(b) En y ajoutant le montant de tout autre revenu perçu jusqu'au premier novembre et celui qui devra entrer en caisse jusqu'à la fin de l'exercice en cours, en prenant pour base la moyenne de ce revenu perçu dans les mois de novembre et décembre de l'année précédente. (3 Geo. V, c. 54, s. 11.)

Dépenses dans
les cas d'ur-
gence.

Dans les cas de nécessité urgente, tels qu'épidémies, inondations, dommages causés par force majeure ou jugements, le conseil peut, par règlement, accorder les crédits qu'il juge nécessaires au-delà des deniers qui sont à sa disposition; pourvu que, par ce règlement, il soit imposé une contribution foncière supplémentaire payable dans le cours de l'année où ce règlement est adopté, suffisante pour couvrir les crédits ainsi accordés, et cette contribution foncière est imposée, recouvrée et perçue de la même manière que les contributions foncières ordinaires, imposées et prélevées en vertu de la loi. (3 Ed. VII, c. 62, s. 28.)

Cotisation
supplémentaire,
dans ce
cas.

Changement
de la destina-
tion des cré-
dits.

Aucun montant approprié ne peut être changé ni appliqué à aucune autre fin, sauf quand ce changement dans

l'appropriation est approuvé par le vote de la majorité absolue de tous les membres du conseil. (3 Ed. VII, c. 62, s. 28.)

335a. Il est du devoir du contrôleur de la cité de soumettre au conseil, à son assemblée mensuelle du mois d'avril, chaque année, un état estimatif des surplus résultant des exercices antérieurs, après qu'il aura été pourvu à tous les crédits votés et aux obligations s'y rattachant. Cet état devra aussi mentionner la perception probable de ce surplus avant la fin de l'exercice alors en cours.

Crédits supplémentaires.

Le conseil, après le premier jour de mai, peut voter comme crédit supplémentaire pour les fins d'administration, travaux permanents ou autres fins prévues par la charte, la somme établie d'après l'alinéa précédent. (2 Geo. V, c. 56, s. 15.)

Vote de ces crédits.

335b. Les fonds votés d'après les articles précédents et qui ne sont pas dépensés pendant l'année civique, restent disponibles pendant l'année suivante pour la continuation des travaux déjà commencés et pour lesquels ces fonds ont été votés. (3 Ed. VII, c. 62, s. 29.)

Emploi des crédits non dépensés pendant l'exercice.

336. Aucune résolution du conseil, ou rapport, ou résolution du bureau des commissaires autorisant ou recommandant la dépense de sommes d'argent, n'est adopté ou n'a d'effet avant qu'un certificat du contrôleur soit produit, établissant qu'il y a des fonds à la disposition de la cité pour le service et les fins pour lesquelles cette dépense est projetée.

Certificat du contrôleur.

Néanmoins, il est loisible au conseil, sur rapport du bureau des commissaires, de faire des contrats ou marchés pour l'achat de fournitures diverses pour les besoins ou l'usage des différents départements de la cité durant un exercice subséquent, et, dans ce cas, le montant de ces contrats ou marchés est imputé par anticipation sur le budget de tel exercice. (2 Geo. V, c. 56, s. 16.)

Achat de fournitures pour les départements.

337. Aucun contrat ou marché quelconque ne lie la

Approbation des contrats

par le conseil. cité à moins d'avoir été approuvé par le conseil ou par le bureau des commissaires.

Irresponsabilité de la cité, pour travaux faits et services rendus si certaines formalités n'ont pas été remplies.

La cité n'est pas responsable du prix ou de la valeur de travaux faits, matériaux livrés, marchandises ou effets fournis, de quelque genre que ce soit, ni des honoraires pour services professionnels, salaires, gages ou autre rémunération, sans l'autorisation spéciale du conseil ou du bureau des commissaires, ni à moins que, dans chaque cas, un certificat du contrôleur ne soit produit établissant qu'il y a des fonds disponibles et votés pour l'objet particulier pour lequel le paiement est demandé; et aucun droit d'action n'existe contre la cité, à moins que les formalités ci-dessus prescrites ne soient strictement observées, bien que la cité puisse avoir bénéficié de tels contrat, marché, travaux faits, matériaux livrés ou services rendus. (3 Geo. V, c. 54, s. 12.)

Responsabilités et déchéances, en certains cas.

338. Tout membre du conseil ou du bureau des commissaires qui autorise verbalement, par écrit, par son vote ou tacitement, une dépense d'argent excédant le montant préalablement voté et légalement mis à la disposition du conseil ou du bureau des commissaires, peut, à la discrétion du tribunal, selon la gravité de l'irrégularité ou de l'illégalité, être tenu personnellement responsable, ou être déclaré déchu de son droit de siéger comme membre du conseil ou comme membre du bureau des commissaires, ou être déclaré incapable d'être réélu à la charge d'échevin ou de commissaire, pendant une période de deux ans à partir de la commission de l'irrégularité ou de l'illégalité ou être condamné à toutes ces pénalités ou même en être déclaré indemne.

Confirmation.

Et, dans tous les cas, les responsabilités et déchéances édictées par cet article n'auront pas lieu, lorsque le conseil, à la majorité absolue de ses membres, aura autorisé, ratifié ou confirmé telle dépense d'argent comme valable et légitime. (1 Geo. V, c. 48, s. 35.)

Gratifications aux employés de la cité devenus incapables, etc.

338a. Nonobstant toute disposition à ce contraire, le conseil peut, par le vote des deux tiers de tous ses membres, sur recommandation au préalable du bureau des

commissaires, accorder des indemnités, annuités ou gratifications à des employés du service municipal devenus incapables de remplir efficacement leurs fonctions; faire des dons ou échanges de terrains vacants ou construits, pour des fins d'instruction, de charité, de philanthropie ou d'autres fins que ce soit que le conseil et le bureau des commissaires décideront être d'intérêt général ou public; voter des sommes d'argent pour secourir les victimes de conflagration, d'inondation ou de désastre dans la cité ou ailleurs, pour des fins non prévues d'hygiène, de charité ou d'intérêt public, pour des fins artistiques, ou pour des oeuvres destinées à assurer le développement physique, intellectuel et moral de la population, pour aider, maintenir et développer les universités, bibliothèques publiques ou municipales, institutions publiques ou de charité, et pour construire des monuments et contribuer à leur érection. (2 Geo. V, c. 56, s. 17.)— (Voir aussi 8 Ed. VII, c. 86, s. 24.)

339. Le trésorier de la cité prépare et publie avant le premier avril de chaque année, un rapport indiquant:

Rapport annuel du trésorier de la cité et ce qu'il contient.

(a) La balance des fonds en caisse et en banque au commencement de l'année; les recettes de chaque département, et le produit de tous les emprunts, tant temporaires que permanents;

(b) Les déboursés faits par chaque département, ainsi que le remboursement de tous emprunts, tant temporaires que permanents.

Le trésorier de la cité est personnellement responsable de toute somme d'argent qu'il paie, sachant que la somme ainsi payée excède le montant voté par le conseil pour l'objet dont il s'agit.

Responsabilité personnelle du trésorier en certains cas.

340. Dans le cas de l'annexion d'un territoire adjacent pendant le cours de l'exercice, le revenu annuel de ce territoire est estimé par le trésorier et le contrôleur, et le montant peut en être ajouté, moins dix pour cent, au

Estimé à faire dans le cas d'une annexion pendant l'exercice financier.

montant disponible pour dépenses en vertu de l'article 334.

Défense de diminuer les revenus après la fixation des crédits.

341. Après que les dépenses projetées en vertu des articles 334 et 335 ont été autorisées par le conseil, aucun règlement ou résolution ayant pour objet ou pour résultat de diminuer le revenu civique n'est valide, ou n'a d'effet, durant l'année pour laquelle ces dépenses ont été autorisées.

A qui sont payées les sommes dues à la cité.

342. Tous droits, licences, amendes, revenus, taxes et contributions foncières de quelque nature que ce soit, dus ou appartenant à la cité, sont payés au trésorier et reçus par lui seulement, ou par les officiers désignés par lui à cette fin; et aucun autre officier n'a droit, sous quelque prétexte que ce soit, de recevoir ces droits, taxes, revenus ou contributions foncières, à moins d'avoir été spécialement autorisé par le conseil à ce faire.

SECTION XV

Du pouvoir d'emprunt

Voir les dispositions des lois suivantes:
Pouvoirs d'emprunt spéciaux:

\$2,000,000 pour l'aqueduc. (7 Ed. VII, c. 63, s. 50, remplacé par 3 Geo. V, c. 54, s. 33.)

\$250,000 pour achat et amélioration de l'Ile Ste-Hélène. (7 Ed. VII, c. 63, s. 51, remplacé par 3 Geo. V, c. 54, s. 34.)

\$150,000 pour arrérage de cotisation. (7 Ed. VII, c. 63, s. 71.)

Au sujet du mode d'émission des emprunts. (7 Ed. VII, c. 63, s. 60.)

Emprunt pour l'établissement d'un système d'eau à haute pression. (7 Ed. VII, c. 63, s. 61, remplacé par 3 Geo. V, c. 54, s. 35.)

\$5,000,000 pour agrandissement de l'aqueduc et filtra-

tion de l'eau. (1 Geo. V, c. 48, s. 56, remplacé par 3 Geo. V, c. 54, s. 38.)

Au sujet du taux de l'intérêt sur les emprunts. (3 Geo. V, c. 54, s. 40.)

Emission d'emprunts temporaires ou autres par billets ou autres effets négociables. (3 Geo. V, c. 54, s. 41 et 42.)

343. En sus des emprunts spéciaux autorisés par la loi 62 Victoria, chapitre 58, et ses amendements, de même que des emprunts autorisés par l'article 344 de la dite loi et par la section 13 de la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, qui amende ce dernier article, lesquels emprunts ne font pas partie de la dette fondée, le pouvoir d'emprunt de la cité est limité à quinze pour cent de l'évaluation des immeubles imposables, et cette limite ne sera jamais excédée.

Limitation du pouvoir d'emprunt.

Le changement apporté à l'article 343 par la section précédente ne devra pas être interprété de façon à priver la cité de faire les choses nécessaires pour compléter la consolidation de sa dette conformément à l'annexe "A" de la loi 62 Victoria, chapitre 58. (8 Ed. VII, c. 85, s. 5 et 6.)

Interprétation de l'art. 343.

343a. Sans que le présent article puisse être interprété comme affectant en quoi que ce soit les emprunts faits en vertu de l'article précédent, ou autorisés par le même article, mais non encore effectués, s'élevant, réunis, à une somme totale de \$47,932,500.00 et représentant quinze pour cent de l'évaluation des immeubles imposables laquelle, d'après le rôle d'évaluation et de contribution foncière de 1910, est fixée à \$319,550,000.00, la cité ne peut emprunter à l'avenir que douze pour cent sur toute augmentation de valeur de la propriété imposable, en sus du montant ci-dessus de \$319,550,000.00, et tout emprunt qu'elle effectuera en vertu de la présente disposition sera racheté au moyen d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le capital à l'expiration du terme de tout tel emprunt. (2 Geo. V, c. 56, s. 18.)

Limitation du pouvoir d'emprunter.

Fins pour les-
quelles doi-
vent être af-
fectés les
fonds prélevés
en vertu de
l'art. 343.

344. Les fonds prélevés en vertu de l'article précédent ne peuvent être affectés à d'autres fins qu'à celles de poursuivre l'exécution de certains travaux publics, tels que le développement des services de l'aqueduc et de l'eau; le développement des parcs publics et du système d'égouts et la confection de trottoirs permanents (non en bois), conformément aux dispositions de cette charte; la construction et l'agrandissement des édifices municipaux, tels que marchés, postes de pompiers et de police, hôtel de ville, bains publics, vespasiennes, hôpitaux et autres constructions ou bâtiments municipaux; pavages permanents, ouverture et élargissement des rues, l'achat et l'agrandissement de parcs et squares; les dépenses d'expropriation autorisées par la loi ainsi que des travaux ou améliorations rendus nécessaires par ces expropriations.

Réparation et
amélioration
des rues, pour
1908.

Le conseil, toutefois, pendant l'année 1908, pourra prendre, à même le montant emprunté en vertu de cet article, une somme n'excédant pas \$250,000.00 pour la réparation et l'amélioration des rues.

Interpréta-
tion de l'art.
344.

Le changement apporté à l'article 344 par la section précédente ne devra pas être interprété comme affectant aucune matière ou chose faite en vertu des dispositions du dit article. (8 Ed. VII, c. 85, s. 7 et 8.)

Emploi de
certains
fonds.

Les fonds prélevés en vertu de l'article 343 peuvent être également employés pour faire les grosses réparations aux constructions ou bâtiments municipaux.

Améliora-
tions des rues.

Il est cependant loisible au conseil, pendant l'année 1909, de prendre, à même le montant emprunté en vertu de l'article 343, une somme n'excédant pas \$250,000.00 pour la réparation ou l'amélioration des rues. (9 Ed. VII, c. 81, s. 15.)

Paiement des
dettes des
municipalités
annexées, etc.

Les fonds prélevés en vertu de l'article 343 peuvent également être affectés au paiement des dettes des municipalités ou parties de municipalités qui ont été et qui pourraient être à l'avenir annexées à la cité.

L'affectation, avant l'entrée en vigueur de la présente

loi, de toutes sommes d'argent empruntées en vertu de l'article 343, à quelque une des fins mentionnées dans le présent article, de même que les règlements édictés avant la dite entrée en vigueur concernant les emprunts pour quelque une des dites fins, sont par le présent ratifiés et confirmés. (1 Geo. V, c. 48, s. 36.)

Les fonds prélevés en vertu de l'article 343 pourront en outre être affectés pour l'année 1910, jusqu'à concurrence de la somme de deux cent cinquante mille piastres, comme suit:

Autre emploi,
permis.

1. Aux travaux préliminaires de nivellement dans les rues qui appartiennent à la cité et qui sont ouvertes à la circulation publique, mais qui n'ont pas encore été nivelées;

2. Au coût des travaux nécessaires au premier établissement de rues qui appartiennent à la cité et qui doivent être ouvertes au public;

3. Aux réparations, améliorations et nivellements de rues et à des travaux quelconques se rattachant à l'ouverture des rues. (1 Geo. V, c. 48, s. 36.)

L'article 344a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicté par la loi 4 Edouard VII, chapitre 49, section 10, est abrogé.

Cette abrogation n'affectera en rien les emprunts faits dans le passé en vertu du dit article et n'enlèvera pas à la cité le pouvoir de contracter l'emprunt de \$300,000. qu'elle était autorisée à faire par cet article pour l'année 1906.

Effet de
l'abrogation.

Les emprunts faits en vertu de l'article 344a et celui qui sera contracté en vertu du paragraphe précédent ne feront pas partie de la dette fondée de la cité. (8 Ed. VII, c. 85, s. 9.)

Emprunts qui
ne font pas
partie de la
dette fondée.

344a. Les fonds prélevés en vertu de l'article 343 peuvent également être affectés à l'ameublement premier des édifices publics, au nivellement premier des rues et

Affectation
des fonds
prélevés en
vertu de la
s. 343 à
certaines fins.

des voies publiques, au premier achat de chevaux et d'appareils pour les nouveaux postes de pompiers, à l'achat de matériels, machineries et outillages requis pour l'exécution de travaux municipaux permanents. (1 Geo. V, 2ième session, c. 60, s. 16.)

Certains emprunts ne font pas partie de la dette fondée.

344b. Les emprunts faits en vertu de l'article 351b doivent être considérés comme séparés de la dette fondée et comme n'en ayant jamais fait partie. (8 Ed. VII, c. 85, s. 10.)

Emission d'obligations etc.

345. Les emprunts faits en vertu de l'article 343 peuvent être effectués par l'émission de débentures, d'obligations ou de rentes inscrites, pour un terme fixe. Ces débentures, obligations ou rentes inscrites peuvent être émises en monnaie courante du pays où l'emprunt est négocié. (Voir aussi 7 Ed. VII, c. 63, s. 60.)

Bons temporaires.

Il est cependant loisible à la cité de négocier ces emprunts temporairement au nom de la cité, au moyen de bons temporaires, bons du trésor ou autres effets négociables sur les places monétaires, jusqu'à ce que le temps soit jugé favorable pour l'émission prévue à l'alinéa précédent. (3 Geo. V, c. 54, s. 13.)

Certificat du contrôleur relatif au pouvoir d'emprunt, etc.

346. Tous les ans aussitôt que possible après que les estimateurs ont signé le rôle d'évaluation foncière, il est du devoir du contrôleur de la cité de soumettre au conseil et au bureau des commissaires un certificat démontrant le pouvoir d'emprunt résultant de l'augmentation de la valeur des propriétés imposables; et sur et à même ce pouvoir d'emprunt, le conseil peut, sur rapport du bureau des commissaires, mettre de côté les sommes par lui jugées nécessaires en anticipation des travaux permanents à exécuter l'année suivante, pour permettre aux commissaires d'octroyer les contrats ou marchés, s'il y a lieu, pour l'exécution de tels travaux et d'acheter les matériaux requis pour ladite exécution. (3 Geo. V, c. 54, s. 14.)

Emploi du produit de la

347. Dans le cas où la cité, en quelque temps que ce

soit, décide d'aliéner ou de vendre, (laquelle dite vente lorsqu'il ne s'agit pas de résidus de terrains doit se faire à l'encan public), quelqu'un de ses terrains et bâtiments, le produit de telle vente peut être dépensé pour l'exécution des travaux permanents décrits dans l'article 344 de la charte.

vente des
propriétés
de la cité.

Le conseil peut, par le vote absolu de tous ses membres, changer la destination d'une propriété municipale non utilisée comme parc ou jardin public, pour y installer une bibliothèque publique. (1 Geo. V, 2ième session, c. 60, s. 17.)—(Voir aussi 7 Ed. VII, c. 63, s. 53, relativement à la vente d'immeubles dans certaines municipalités annexées.)

Installation
d'une
bibliothèque
publique.

348. La cité peut aussi emprunter des sommes d'argent, et, à cette fin, émettre des bons, débentures, obligations ou rentes inscrites, pour des objets spéciaux et spécifiques, mais seulement en vertu et sous l'empire d'un règlement qui doit être approuvé par le vote affirmatif d'au moins la majorité absolue de tous les membres du conseil, et tel règlement doit indiquer, sous peine de nullité:

Emission d'o-
bligation:
pour certaines
fins, sur
règlement.

1. Toutes les fins (mentionnées en détail) pour lesquelles l'emprunt doit être contracté;

2. Le terme de l'emprunt;

3. Le taux de l'intérêt;

4. Le fonds d'amortissement;

5. Le taux de la contribution foncière spéciale imposée pour payer l'intérêt et pour constituer un fonds d'amortissement ou annuité, suivant le cas, suffisant pour rembourser le capital à l'échéance;

6. Le lieu ou les lieux d'émission, d'enregistrement, de transfert, de paiement de l'intérêt, et du remboursement du capital, à échéance;

7. La nature du titre à émettre, en indiquant s'il doit être sous forme de bons, débentures, obligations ou rentes

inscrites, en sterlings ou en monnaie courante, ou autrement;

8. Tous les autres détails se rattachant audit emprunt.

Approbation
du règlement.

Aucun règlement de cette nature n'a d'effet à moins d'être soumis à l'approbation des propriétaires des immeubles imposables dans les limites de la cité, dont les noms se trouvent inscrits sur les listes électorales alors en vigueur, lequel vote est pris au scrutin, conformément aux dispositions de la section treizième de cette charte; et, si la majorité en nombre desdits propriétaires d'immeubles qui votent ainsi n'approuve pas ledit règlement, celui-ci est nul et n'a aucun effet. (3 Geo. V, c. 54, s. 15.)

Emploi du
produit de ces
emprunts.

349. Le produit de tels emprunts doit être employé exclusivement pour les fins indiquées dans le règlement et être mis de côté par le trésorier de la cité, et n'est en aucun temps disponible, même temporairement, pour une autre fin quelconque.

Pénalité contre échevin autorisant l'affectation non autorisée d'un emprunt.

350. Tout échevin autorisant ou approuvant l'affectation d'une partie quelconque des emprunts ci-dessus mentionnés à quelque autre fin que ce soit, est, par le fait même, déchu du droit de siéger dans le conseil et est inéligible comme membre du conseil pendant une période de cinq ans. (8 Ed. VII, c. 85, s. 16.)

Emprunts temporaires par anticipation du revenu.

351. La cité peut emprunter, pendant le cours de tout exercice, en anticipation de la perception des taxes annuelles ordinaires pour le dit exercice, la somme d'argent dont elle a besoin, par l'émission d'obligations temporaires, signées par le maire et le trésorier de la cité, et contresignées par le contrôleur de la cité, pourvu que toutes telles obligations soient rachetées et acquittées à même les dites taxes pour le dit exercice à mesure qu'elles seront perçues. La cité pourra renouveler les dites obligations de temps à autre jusqu'à ce qu'un mon-

tant suffisant des dites taxes pour éteindre les dites obligations ait été perçu. (3 Ed. VII, c. 62, s. 33.)

351a. Nonobstant toute disposition contraire, la cité peut émettre, de temps à autre, des débentures, obligations ou rentes inscrites pour le rachat d'une partie ou de la totalité de ses obligations perpétuelles émises à sept pour cent.

Emission de débentures, etc.

Les débentures, obligations ou rentes inscrites ainsi émises seront faites pour un terme ne dépassant pas quarante ans, et feront partie de la dette fondée de la cité, dont la limite est, à cette fin, étendue proportionnellement. (3 Geo. V, c. 54, s. 16.)

Terme de ces débentures.

351b. La cité est autorisée à faire de temps en temps, un ou des emprunts spéciaux pour une somme n'excédant pas cinq millions de piastres qui formeront un fonds appelé "fonds de roulement", destiné à pourvoir aux dépenses courantes en anticipation du revenu ordinaire et aussi à la quote-part des propriétaires dans les cas d'expropriation, de pavage de rues, de constructions de trottoirs et d'égouts et d'autres travaux permanents, jusqu'à ce que les répartitions spéciales imposées pour ces fins aient été perçues.

Emprunts spéciaux autorisés.

Le produit de tel ou tels emprunts doit être consacré uniquement et exclusivement aux fins susmentionnées, et il ne doit subir aucune diminution par suite des pertes résultant de la non-perception des répartitions spéciales, lesquelles pertes doivent être comblées à même le revenu ou à même les autres sommes à la disposition de la cité.

Emploi du produit de ces emprunts.

Le ou les emprunts prévus par cet article peuvent être effectués par émission de bons, débentures ou rentes inscrites (*registered stock*) signés par le maire et le trésorier de la cité et porteront un certificat du contrôleur de la cité indiquant l'objet pour lequel la valeur est émise. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 18.)

Emission de bons.

352. La cité peut émettre de nouvelles obligations,

Emission de nouvelles

obligations
pour rem-
boursement
d'emprunts.

dérentures ou rentes inscrites conformément aux dispositions de la présente section, dans le but de rembourser de temps à autre tout emprunt qui existe à l'époque de l'entrée en vigueur de cette charte, ou qui pourra être par la suite effectué en conformité de ses dispositions.

Tout emprunt, ayant pour objet de remplacer ainsi une partie quelconque de la dette fondée, peut être effectué en vertu d'une résolution approuvée par la majorité des membres du conseil. (1 Geo. V, c. 48, s. 39.)

Emprunt
pour bâtir
des halles
autorisé.

353. La cité est autorisée à se procurer, par emprunt spécial, un montant suffisant pour la construction de halles ou d'abris propres à la tenue d'un marché, soit au marché Bonsecours ou en tout endroit central de la cité.

Défense aux
commerçants
d'occuper le
marché Bon-
secours.

353a. La cité ne pourra permettre aux commerçants d'occuper aucune partie du marché Bonsecours assignée aux cultivateurs, jardiniers ou maraîchers; et tout cultivateur, jardinier ou maraîcher qui se rendra au marché Bonsecours pour y vendre des produits de sa ferme ou de son jardin, et à qui le commis du marché ne pourra assigner un endroit convenable sur le marché pour se placer, aura le droit, après avoir payé ou offert de payer les droits de marché, de parcourir les rues de la ville pour disposer de ses marchandises. (3 Ed. VII, s. 62, s. 34.)

Droit des cul-
tivateurs, etc.
qui ne peuvent
s'y faire
placer.

Agrandisse-
ment du
marché Bon-
secours.

353b. 1. La cité de Montréal pourra, du 3 avril 1912 au 1er mai 1914, fournir un espace suffisant et pourvoir à la construction de halles et d'abris convenables et nécessaires pour accommoder les cultivateurs et les jardiniers qui apportent leurs produits au marché Bonsecours.

Expro-
priation à
cette fin.

2. Pour atteindre cette fin, la cité pourra exproprier tous les terrains bornés au nord-ouest par la rue LeRoyer, au nord-est par la rue Claude, au sud-est par la rue Saint-Paul, et au sud-ouest par la place Jacques-Cartier ainsi que les lots Nos 16, 17, 18 et 19 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Est de la cité, et à acquérir tous les droits de locataire ou d'occupant qui peuvent exister dans ces limites, en suivant les formalités, conditions et res-

trictions contenues dans la loi concernant les expropriations d'intérêt général.

3. Pour défrayer le coût de ces améliorations, la cité pourra, sur recommandation à cet effet du bureau des commissaires, par règlement du conseil, emprunter le montant nécessaire à cette fin. (2 Geo. V, c. 56, s. 19.)

Emprunt
pour cet
objet.

354. La cité peut aussi émettre des obligations temporaires, signées par le maire et le trésorier de la cité, dans le but de racheter la dette consolidée à mesure qu'elle échoit jusqu'à ce que des émissions régulières d'obligations de rachat aient été décidées par le conseil, en vertu des dispositions de la présente section; pourvu que telles obligations temporaires portent le certificat du contrôleur de la cité attestant qu'elles représentent des obligations retirées—lesquelles devront être indiquées en détail dans le dit certificat,—et pourvu aussi qu'elles soient payées avec le produit de l'émission régulière suivante.

Pouvoir
d'émettre des
obligations
temporaires
pour racheter
la dette con-
solidée.

Proviso.

355. La cité peut aussi émettre des obligations temporaires jusqu'à concurrence du montant des quotes-parts des propriétaires dans le coût des améliorations de rues qui ont été décidées conformément à la présente charte, jusqu'à ce que les contributions spéciales payables de ce chef aient été perçues, et il est loisible à la cité de renouveler les dites obligations de temps à autre jusqu'à ce que le plein montant de telles contributions ait été touché.

Pour émettre des
obligations
temporaires
pour payer le
coût de l'amé-
lioration des
rues, avant la
perception des
contributions.

Ces obligations sont signées par le maire et par le trésorier de la cité, et portent un certificat du contrôleur de la cité, indiquant l'objet pour lequel elles sont émises.

Signature de
ces obliga-
tions.

Les fonds perçus pour l'amortissement de ces emprunts devront être déposés au crédit d'un fonds spécial, et uniquement consacrés à la libération des bons temporaires ainsi émis.

Emploi des
fonds perçus
pour leur
amortisse-
ment.

[Le pouvoir spécial conféré par cet article ne doit être exercé que dans les cas où des dépenses extraordinaires

Limitation du
pouvoir con-
féré par cet
article.

ou exceptionnelles pour améliorations de rues ou autres travaux permanents ont épuisé les fonds disponibles en vertu de l'article 351*b*.] (7 Ed. VII, c. 63, s. 16.)

Certificat du trésorier au conseil quand les deniers entre ses mains ne suffisent pas pour payer les emprunts, capital et intérêt.

356. Si, à quelque époque que ce soit, il arrive que les deniers entre les mains du trésorier de la cité applicables au paiement de l'intérêt ou du principal d'un des emprunts antérieurement autorisés et effectués, ou de l'intérêt dû sur les *déventures* ou obligations, ou rentes inscrites, ou bons, émis en vertu de cette loi, ne suffisent pas pour payer cet intérêt ou ce principal, il est du devoir du trésorier de calculer quel impôt sur la valeur de la propriété imposable dans la cité, d'après le rôle d'évaluation, est requis, dans son opinion (après avoir fait la part raisonnable des dépenses, pertes et déficits dans la perception du dit impôt), pour produire une somme suffisante, avec les deniers entre ses mains applicables à cette fin, pour payer cet intérêt ou ce principal, ou tous les deux, et de transmettre sous son seing, le certificat de tel impôt au greffier de la cité, pour l'information du conseil.

Effet de ce certificat.

Ce certificat a le même effet qu'un règlement du conseil, imposant légalement l'impôt y mentionné, et il est observé et mis à effet par tous les officiers de la cité et par toutes autres personnes; et le dit impôt est immédiatement prélevé et perçu, et ce, en sus de tous autres impôts établis légalement par quelque règlement du conseil.

Trésorier peut être autorisé à se servir de certains fonds.

356*a*. Le trésorier de la cité peut être autorisé par le conseil, sur rapport du bureau des commissaires, à se servir temporairement des fonds qui se trouvent dans le trésor, en quelque temps que ce soit, pour toutes fins légales dans le cours de l'administration des affaires de la cité. (1 Geo. V, c. 48, s. 40.)

Dispositions applicables.

357. Toutes les dispositions de cette charte concernant les privilèges, les prescriptions, la procédure et les recours applicables aux contributions foncières ordinaires,

s'appliquent également à l'impôt établi par la présente section.

358. Sur l'émission d'un bref d'exécution ordonnant au shérif de prélever quelque somme d'argent due par la cité pour l'intérêt ou le principal de quelque emprunt antérieurement effectué par la cité, ou pour l'intérêt sur les obligations, rentes inscrites, *déventures* ou bons émis en vertu des dispositions de cette loi ou de tout acte antérieur, le demandeur peut exiger, et la cour peut ordonner, que le montant porté au bref d'exécution soit prélevé au moyen d'un impôt; et, si cet ordre est donné par la cour, le shérif fait signifier une copie de tel bref au trésorier de la cité.

Ordre que la cour peut donner sur exécution pour paiement d'emprunt.

Devoir du shérif sur tel ordre

Si le montant mentionné à la copie du dit bref, y compris l'intérêt et les frais légaux que le shérif a reçu l'ordre de prélever, n'est pas payé dans l'espace d'un mois à compter de la date de la dite signification, le shérif lui-même calcule, aussi approximativement que possible, l'impôt sur la valeur, d'après le rôle d'évaluation, des immeubles imposables dans la cité qui, dans son opinion, est requis, pour produire un montant net égal à la somme et aux intérêts et frais qu'il a reçu l'ordre de prélever, après la part raisonnable faite des dépenses, pertes et déficits dans la perception de cet impôt.

Si le montant y mentionné n'est pas payé le taux de l'impôt nécessaire est par lui calculé.

Il transmet un certificat de cet impôt signé par lui au greffier de la cité pour l'information du conseil, de la manière et en la forme *mutatis mutandis* prescrites pour le certificat du trésorier mentionné dans les articles précédents; et, dès lors, le certificat a, à tous égards, le même effet que celui du trésorier dont il est précédemment parlé.

Transmission du certificat le constatant au greffier de la cité.

Toutes les dispositions de cette charte concernant l'imposition et la perception d'un impôt, en vertu du certificat du trésorier, s'appliquent également à l'imposition et à la perception d'un impôt en vertu du certificat du shérif.

Dispositions applicables à la perception dans ce cas.

359. Il sera du devoir du trésorier, des estimateurs et

Remise au shérif des

rôles de cotisations, etc., pour le mettre en mesure de fixer le taux.

des autres officiers de la cité de remettre au shérif, à sa demande, tous les rôles de contribution et de perception, pièces et documents nécessaires pour le mettre en mesure de fixer le taux de l'impôt plus haut mentionné, et de lui donner, dans ce but, tous les renseignements et l'aide dont il peut avoir besoin; ces officiers sont, pour les besoins du présent article et du précédent, réputés officiers de la cour de laquelle a été émis le bref, et justiciables de cette cour, et punissables par elle dans le cas où ils manquent d'accomplir les devoirs qui leur sont respectivement assignés par cet article.

Paiement du produit de ce taux par le trésorier au shérif.

360. Le produit du dit impôt est payé par le trésorier au shérif et employé par celui-ci à acquitter la dette, les intérêts et dépens, qu'on lui a ordonné de percevoir, et, s'il y a un surplus, il est remis au trésorier et appliqué aux besoins généraux de la cité.

SECTION XVI

Des contributions foncières et taxes

Immeubles sujets à contribution foncière.

361. 1. Tous les immeubles situés dans les limites de la cité sont sujets à des taxes et contributions foncières, sauf ceux qui en sont ci-après déclarés exempts.

Ce que comprend un immeuble.

2. Les immeubles comprennent les terrains, les bâtiments sus-érigés et tout ce qui est fixé ou attenant à un bâtiment ou terrain de manière à en faire partie, mais ne comprennent pas les machines, outils et arbres moteurs employés pour des fins industrielles, sauf ceux qui servent à produire ou à recevoir la force motrice.

Tuyaux, etc.

3. Les immeubles comprennent aussi tous tuyaux, poteaux, fils conducteurs, rails, tunnels, conduits et autres constructions et appareils de quelque nature que ce soit, employés pour produire ou distribuer, pour l'usage du public, la force motrice, la lumière, la chaleur, l'eau, l'électricité, ou pour des fins de traction, construits ou placés sur les, au-dessus ou au-dessous des propriétés, rues, voies publiques ou ailleurs dans les limites de la cité, ou

pour le transport ou la réception de messages télégraphiques, téléphoniques ou pneumatiques.

4. Les diverses choses déclarées être des immeubles, suivant le sens du présent article, et appartenant à des compagnies ou personnes fournissant la force motrice, la lumière, la chaleur, l'eau, ou l'électricité ou employées pour des fins de traction ou pour le transport ou la réception de messages télégraphiques, téléphoniques ou pneumatiques, sont imposées dans le quartier que les estimateurs choisissent, mais suivant la valeur de ces choses dans le ou les quartiers où elles sont situées.

Où sont imposées les diverses choses déclarées être des immeubles.

5. Les choses énumérées dans les paragraphes 2, 3 et 4 ci-dessus peuvent être taxées au nom du locataire des bâtiments et des terrains quand il est propriétaire de ces choses.

Taxation au nom du locataire.

6. Le conseil peut faire des règlements pour imposer et prélever, sur les immeubles imposables dans la cité, une contribution foncière n'excédant pas un pour cent de la valeur de ces immeubles, d'après le rôle d'évaluation. Cette contribution constitue une charge grevant ces immeubles et les propriétaires en sont personnellement responsables. (7 Ed. VII, c. 63, s. 18.)

Imposition d'une contribution foncière, limitée.

362. Les immeubles suivants sont exempts de la contribution foncière ordinaire et annuelle: (3 Ed. VII, c. 62, s. 36.)

Immeubles exempts de la contribution foncière ordinaire et annuelle.

(a) Tout édifice ou partie d'édifice servant au culte religieux, y compris le terrain sur lequel il est construit, les fabriques, les palais épiscopaux et les presbytères, lorsqu'ils sont occupés comme résidences par le prêtre desservant ou par le ministre en charge d'une église quelconque dans la cité, pourvu qu'un seul presbytère pour chaque église bénéficie de l'exemption; et, lorsqu'il n'y a pas de presbytère occupé par un prêtre desservant ou par un ministre en charge d'une église, la résidence du prêtre desservant ou du ministre en charge d'une église dans la cité, pourvu que si une telle résidence est évaluée à plus de \$15,000 elle soit exempte de la con-

Édifices, etc., servant au culte religieux, etc.

Proviso.

tribution foncière imposée sur une valeur cotisée de \$15,000 seulement, et qu'une seule résidence pour chaque église bénéficie de l'exemption. (8 Ed. VII, c. 85, s. 18.)

Interprétation.

Nonobstant toute loi à ce contraire, la disposition de la section précédente aura, pour ce qui regarde les résidences mentionnées dans la dite section, un effet rétroactif s'étendant aux contributions foncières et annuelles imposées en 1906 et en 1907. (8 Ed. VII, c. 85, s. 19.)

(b) Les terrains et bâtiments reconnus comme établissements d'éducation par le conseil d'instruction publique, ou subventionnés par les commissaires d'écoles catholiques ou protestants de la cité;

(c) Les terrains et bâtiments réellement occupés et employés comme hôpitaux ou asiles publics;

(d) Les terrains et bâtiments exclusivement occupés et employés comme bibliothèques, salles de lecture, galeries d'art ou musées publics, pourvu qu'ils soient ouverts gratuitement au public et qu'ils ne soient pas tenus pour le maintien d'une loterie;

(e) Les terrains et bâtiments exclusivement occupés et employés comme établissements d'éducation supérieure ou d'enseignement scientifique régulièrement constitués en corporation ou reconnus par le gouvernement.

Restriction de l'exemption.

L'exemption ci-dessus ne s'applique pas aux taxes ou contributions foncières spéciales ni à la taxe ou prix de l'eau; elle ne s'applique pas non plus aux dits terrains et bâtiments, ou partie d'iceux, occupés ou utilisés pour des industries ou travaux dont le profit n'est pas entièrement affecté au soutien des dites institutions; et les estimateurs doivent faire, dans ce cas, une estimation spéciale et séparée de la valeur de tels terrains et bâtiments ou parties d'iceux.

Application de l'exemption édictée par *id.*, 362.

362a. Les exemptions édictées par l'article 362 ne s'appliquent pas non plus aux personnes occupant pour des fins commerciales et industrielles des bâtiments ou terrains appartenant à Sa Majesté ou au gouvernement fédé-

ral ou provincial, ou à la commission du port, lesquelles seront taxées comme si elles étaient les véritables propriétaires de ces immeubles et seront tenues au paiement de la contribution foncière annuelle, de la contribution foncière spéciale, des taxes et des autres redevances municipales. (7 Ed. VII, c. 63, s. 19.)

363. Le conseil peut aussi imposer et prélever, par règlement, une taxe, qui sera appelée “taxe d'affaires,” sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, les lieux occupés comme maisons d'entrepôt ou emmagasinage, occupations, arts, professions ou moyens de profit ou d'existence, exercés ou exploités par une personne ou des personnes, dans la cité; pourvu que cette taxe d'affaires n'excède pas sept et demi pour cent de la valeur annuelle des lieux dans lesquels ces commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions ou moyens de profit ou d'existence, sont respectivement exercés ou exploités; et toutes personnes, compagnies et corporations exerçant ou exploitant ces commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions ou moyens de profit ou d'existence sont directement responsables du paiement de la dite taxe.

Taxe d'affaires.

Le chiffre de cette taxe d'affaires, relativement à toutes personnes tenant des clubs, auberges, hôtels, restaurants ou buvettes où il se vend du vin, de la bière ou des spiritueux, est le suivant:

Chiffre de la taxe d'affaires.

Quand la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation,		
du local occupé pour les fins		
susdites n'excède pas \$160		\$ 27 00
Quand cette valeur annuelle est de 160 à 240 . . .		36 00
“ “ 240 à 320 . . .		45 00
“ “ 320 à 400 . . .		56 25
“ “ 400 à 500 . . .		67 50
“ “ 500 à 600 . . .		78 75
“ “ 600 à 700 . . .		90 00
“ “ 700 à 800 . . .		101 25

“	“	800 à 1000 . .	.112 50
“	“	1000 à 1200 . .	.123 75
“	“	1200 à 1600 . .	.135 00
“	“	1600 à 2000 . .	.157 00
“	“	2000 à 2400 . .	.175 00

Avec une augmentation de \$17.50 par chaque \$400, ou fraction de \$400 au-dessus de \$2,400.

56 V., c.13, s.
30, non affectée.

Rien dans la présente clause n'aura pour effet d'affecter la loi 56 Victoria, chapitre 13, section 30, telle qu'amendée par 55-56 Victoria, chapitre 11, section 26.

Taxe spéciale
sur les maga-
sins à rayons.

[1. Une taxe spéciale additionnelle, n'excédant pas cinq pour cent de la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation, de tout le local dans lequel des magasins à départements sont établis et exploités, peut aussi être imposée et prélevée par règlement sur telles personnes, compagnies ou corporations, pour chaque département séparé et distinct de commerce et d'affaires établi et exploité dans tels magasins à départements ou rayons.

Le conseil peut, par règlement, classifier et définir les différents genres de commerce et d'affaires exercés dans les magasins à départements, pour les fins de l'imposition de cette taxe.

Application de
la loi.

2. Cette loi ne s'appliquera qu'à la cité de Montréal.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.] (1 Ed. VII, c. 43, s. 1.)

Taxe spéciale
sur personnes
résidant en
dehors des
limites de la
cité, etc.

363a. 1. La cité est autorisée à faire un règlement pour imposer une taxe spéciale sur toute personne résidant en dehors des limites de la cité, mais gagnant ou recevant dans cette dernière, des gages, salaires ou commission excédant douze cent piastres par année, que l'engagement soit à la journée, à la semaine, au mois ou à l'année ou pour une plus longue période et ne payant aucune redevance municipale à la cité et pour forcer toute personne, compagnie ou corporation de donner aux estimateurs de la cité tous les renseignements requis pour imposer et prélever cette taxe.

2. L'article 365 de la charte, tel que remplacé par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 39, et l'article 367 de la dite charte de la cité s'appliquent à cette disposition. Id. 365 et 367 applicables.

3. Cette taxe ne doit pas excéder un pour cent par année sur le surplus de douze cents piastres ci-dessus mentionné. (7 Ed. VII, c. 63, s. 20.) Limitation de cette taxe.

364. Le conseil peut aussi, en sus des taxes ci-dessus, imposer et prélever, par un vote de la majorité de tous ses membres, les taxes spéciales suivantes, savoir : Taxes spéciales sur :

(a) Une taxe spéciale n'excédant pas \$1 sur les bicycles, tricycles et autres véhicules de ce genre. La présente disposition ne s'applique pas à ces véhicules, lorsqu'ils sont employés par des enfants âgés de moins de 10 ans; Bicycles, etc.;

(b) Une taxe spéciale n'excédant pas \$10 sur les laitiers et boulangers; Laitiers, etc.;

(c) Une taxe spéciale n'excédant pas \$15.00 sur les charretiers ou cochers de place; Charretiers, etc.;

(d) Sur les propriétaires de chevaux et de voitures, pour chaque cheval, une taxe spéciale n'excédant pas \$10, et pour chaque voiture, une taxe spéciale n'excédant pas \$15.00; sauf les propriétaires de chevaux et voitures qui auront payé une licence en vertu du paragraphe précédent; Propriétaires de chevaux, etc.;

(e) Une taxe spéciale, sous forme de permis, n'excédant pas \$25, sur toute voiture employée à transporter, des municipalités du dehors dans la cité, de la pierre à construction brute ou taillée; Voitures à transporter de la pierre, etc.;

(f) Une taxe spéciale n'excédant pas \$200.00 sur les bureaux de placement, buanderies publiques, personnes tenant des hôpitaux privés, porte-balles, colporteurs, solliciteurs, revendeurs, marchands de bric-à-brac ou d'effets d'occasion et tous commerçants ambulants faisant affaires dans la cité, et une taxe spéciale n'excédant Bureaux de placement, etc.;

pas \$50.00 sur les agents d'immeubles. (9 Ed. VII, c. 81, s. 16.)

Exception.

Cette taxe spéciale ne sera pas exigible de l'avocat ni du notaire qui tient un bureau d'avocat ou de notaire, et qui, occasionnellement et dans le cours ordinaire de ses affaires professionnelles, vend ou achète des immeubles pour d'autres ou les loue ou fait des placements pour ses clients;

Personnes tenant des tables de billards, etc;

(g) Sur les personnes et les clubs tenant des tables de billard, des tables de trou-madame, des jeux de quilles, des salles de tir et autres jeux de ce genre, une taxe spéciale n'excédant pas \$50 pour chaque table de billard, table de trou-madame, jeu de quilles, salles de tir ou autre jeu;

Etaux de bouchers, etc;

(h) Une taxe spéciale n'excédant pas \$50 sur toute personne tenant un étal de boucher dans les limites de la cité, en dehors du terrain affecté aux marchés publics de la cité, et sur tout commerçant de poisson, de provisions ou de denrées faisant affaires en dehors du terrain affecté aux dits marchés publics; mais cette clause n'affectera pas les épiciers en détail; (3 Ed. VII, c. 62, s. 37.)

Agents financiers;

(i) Une taxe spéciale n'excédant pas \$50 sur les agents financiers; (7 Ed. VII, c. 63, s. 21.)

Personnes vendant des fonds de banqueroute, etc;

(j) Une taxe spéciale n'excédant pas cinquante piastres sur toute personne vendant ou offrant en vente au détail, un ou des fonds de banqueroute exclusivement, et une taxe spéciale n'excédant pas cent piastres sur toute personne ouvrant temporairement un magasin ou s'installant temporairement dans tout autre local pour y vendre ou offrir en vente des articles ou marchandises quelconques; (4 Ed. VII, c. 49, s. 13.)

Prêteurs sur gages, etc;

(k) Une taxe spéciale n'excédant pas deux cents piastres sur les prêteurs sur gages et sur les prêteurs d'argent, excepté les compagnies de prêts dûment constituées en corporation; (7 Ed. VII, c. 63, s. 21.)

Encanteurs, etc.

(l) Une taxe spéciale n'excédant pas \$200 sur les encanteurs et \$40.00 sur les commis encanteurs;

(*m*) Une taxe spéciale n'excédant pas \$200 par jour sur les cirques, ménageries ou représentations et spectacles ambulants; Cirques, etc:

(*n*) Une taxe spéciale n'excédant pas deux cents piastres sur toute compagnie d'assurance sur la vie, contre les accidents ou de garantie, faisant affaires et prenant des risques dans la cité, et une taxe spéciale n'excédant pas cent piastres sur toute compagnie d'assurance maritime faisant affaires et prenant des risques dans la cité. Lorsqu'une compagnie d'assurance cumule deux branches ou plus des assurances ci-dessus désignées, une taxe seulement est prélevée sur cette compagnie, savoir la taxe dont le taux est le plus élevé sur l'une des dites branches d'assurance respectivement; (4 Ed. VII, c. 49, s. 13.) Compagnies d'assurances sur la vie, etc:

Compagnies qui cumulent plusieurs branches d'assurance.

(*o*) Une taxe spéciale n'excédant pas un pour cent sur les primes perçues dans la cité par les compagnies d'assurance contre l'incendie faisant affaires et prenant des risques dans la cité, pourvu que, dans chaque cas, le minimum soit de deux cents piastres. Compagnies d'assurance contre l'incendie.

Lorsqu'une compagnie d'assurance contre l'incendie cumule d'autres branches d'assurance, une taxe spéciale additionnelle est prélevée sur cette compagnie, savoir: la taxe dont le taux est le plus élevé sur l'une des dites branches d'assurances respectivement. Ces cumulant d'autres branches.

L'abrogation par la loi 4 Edouard VII, chapitre 49, section 13, du premier aliéna du paragraphe (*o*) de l'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, n'affecte en aucune manière les règlements passés en vertu d'icelui, lesquels ont été et continueront d'être en vigueur comme si cette abrogation n'avait pas eu lieu. (2 Geo. V, c. 56, s. 20.) Règlements passés en vertu des dispositions abrogées.

(*p*) Une taxe spéciale n'excédant pas quatre cents piastres sur toute banque faisant affaires dans la cité avec un capital payé d'un million de piastres ou moins: une taxe n'excédant pas cinq cents piastres sur toute Banques:

telle banque dont le capital payé excède un million de piastres, mais ne dépasse pas deux millions de piastres, et une taxe n'excédant pas six cents piastres sur telle banque, dont le capital payé est de plus de deux millions de piastres.

Succursales
de banques.

Toute telle banque paye de plus une taxe de cent piastres pour chaque succursale qu'elle a dans les limites de la cité. (4 Ed. VII, c. 49, s. 13.)

Agences de
détectives.

(q) Une taxe spéciale n'excédant pas cent piastres sur toute agence de détectives, et une taxe spéciale sous forme de permis n'excédant pas cinq piastres sur tout constable n'étant pas au service exclusif de la municipalité, du gouvernement ou des compagnies de chemins de fer ou de navigation; (4 Ed. VII, c. 49, s. 13.)

Capital payé
des compa-
gnies ayant
des franchises
dans les rues,
etc.;

(r) Une taxe spéciale n'excédant pas un dixième de un pour cent sur le capital payé de toute compagnie ou corporation jouissant de franchises dans les, au-dessus ou au-dessous des, ou sur les rues ou le territoire de la cité, quand ces franchises ont été ou sont acquises sous l'empire d'un acte général ou spécial d'incorporation, ou en vertu d'un contrat ou marché avec la cité, ou avec la permission de celle-ci. Cette clause ne s'appliquera pas au chemin de fer *The Grand Trunk Railway Company of Canada*, ni à la compagnie du chemin de fer *The Canadian Pacific Railway Company*, ni aux compagnies ou corporations dont les tuyaux, poteaux, fils conducteurs, rails, tunnels et autres constructions et appareils de quelque nature que ce soit, employés pour produire ou distribuer la force motrice, la lumière, la chaleur, l'eau, l'électricité ou pour fins de traction, construits ou placés sur les, ou au-dessus ou au-dessous des propriétés, rues, voies publiques, ou ailleurs dans les limites de la cité, seront soumis à la taxe ou contribution foncière mentionnée en la section 361;

Compagnies
non sujettes
à cette taxe;

Distillateurs;

(s) Une taxe spéciale sur toute personne faisant affaires dans la cité comme distillateur, au taux de \$80 pour chaque \$400 ou fraction de \$400 de la valeur an-

nuelle, d'après le rôle d'évaluation, des lieux occupés et employés pour les fins susdites ;

(t) Une taxe spéciale sur toute personne faisant affaires dans la cité, comme brasseur, au taux de \$60 pour chaque \$400 ou fraction de \$400 de la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation, des lieux occupés et employés pour les fins susdites ;

Brasseurs;

(u) Une taxe spéciale n'excédant pas \$1,000 sur toutes personnes, compagnies, ou corporations exploitant ou favorisant des loteries de quelque espèce que ce soit, légalement autorisées, y compris les unions artistiques, les associations pour l'encouragement des arts et les organisations de ce genre, dont les opérations consisteront à avancer, prêter, donner ou vendre des objets quelconques, ou à en disposer de quelque manière que ce soit, par lots, billets ou cartes, ou autre mode de chance quelconque, et une taxe spéciale n'excédant pas \$10 sur toute personne vendant ou offrant en vente tels billets ou cartes ;

Loteries, etc;

(v) Une taxe spéciale n'excédant pas \$50 sur les marchands à commission vendant des denrées alimentaires ; (3 Ed. VII, c. 62, s. 38).

Marchands à commission;

(w) Sur les personnes, corporations ou sociétés faisant le trafic d'huile de pétrole et détaillant ou délivrant cette huile en quantité moindre que 35 gallons, dans les rues ou endroits de la ville autres que leur place d'affaires, une taxe n'excédant pas \$50 par chaque voiture tirée par un seul cheval; \$75 par chaque voiture tirée par deux chevaux; \$100 par chaque voiture tirée par trois chevaux; et \$120 par chaque voiture tirée par quatre chevaux, employés pour les fins de ce trafic ou commerce; (3 Ed. VII, c. 62, s. 38).

Personnes faisant le trafic d'huile de pétrole;

(x) Sur toute balance publique ou privée exploitée moyennant rétribution, une taxe spéciale n'excédant pas vingt piastres; (4 Ed. VII, c. 49, s. 13).

Balances publiques ou privées;

(y) Une taxe spéciale n'excédant pas \$50 sur tout propriétaire de patinoir; (3 Ed. VII, c. 62, s. 38).

Patinoirs;

Salles de
concert.

(z) Une taxe spéciale n'excédant pas \$500.00 sur tout propriétaire ou locataire de salle de concert, de représentations théâtrales ou d'exhibitions de vues animées; une taxe spéciale n'excédant pas \$100.00 sur tout propriétaire ou locataire de salle de danse; une taxe spéciale n'excédant pas \$50.00 sur tout propriétaire ou locataire de musée ou de salle d'amusements quelconques où il est payé un droit d'entrée. Pour prévenir les incendies, la cité peut mettre un de ses pompiers dans les salles de concert, de représentations théâtrales ou d'exhibitions de vues animées pour la durée de chaque représentation donnée dans ces salles; (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 19).

Exhibition de
lanterne ma-
gique, etc.;

(aa) Une taxe spéciale n'excédant pas \$5 par jour sur toute exhibition au moyen de lanternes magiques, de lampes électriques ou d'autres appareils, d'annonces, ou d'images, ou d'enseignes lumineuses servant à annoncer des choses étrangères au commerce de la maison où l'enseigne est placée; (3 Ed. VII, c. 62, s. 38).

Voitures auto-
mobiles, etc.;

(bb) Une taxe spéciale n'excédant pas cinq piastres sur chaque voiture automobile ou autre véhicule non traîné par des chevaux, servant exclusivement au commerce ou à la promenade; et une taxe spéciale n'excédant pas vingt piastres sur chaque voiture automobile ou autre véhicule non traîné par des chevaux, servant au transport des voyageurs; (4 Ed. VII, c. 49, s. 14).

Voitures à
annonces;

(cc) Une taxe n'excédant pas cinquante piastres sur chaque voiture ou autre véhicule servant à faire des annonces; (4 Ed. VII, c. 49, s. 14.)

Personnes
etc., ne rési-
dant pas dans
la municipali-
té qui vien-
nent y faire
commerce.

(dd) Une taxe spéciale n'excédant pas vingt piastres sur toute personne ou société de personnes, compagnie et toute corporation ne résidant pas dans les limites de la cité ou n'y ayant pas de place d'affaires, qui vient y faire le commerce de détail, ou qui y délivre ou y fait délivrer par voitures ou véhicules, les marchandises ainsi vendues dans la cité; (4 Ed. VII, c. 49, s. 14.)

(ee) Une taxe spéciale n'excédant pas cinq piastres sur tout établissement ou local servant au cirage des chaussures; (4 Ed. VII, c. 49, s. 14.)

Etablissements pour le cirage des chaussures.

(ff) Une taxe spéciale n'excédant pas trente piastres sur toute voiture tirée par trois chevaux ou plus qui n'est pas déjà taxée; (4 Ed. VII, c. 49, s. 14.)

Voitures tirées par trois chevaux, etc.;

(gg) Une taxe spéciale n'excédant pas cent piastres sur toute personne ou agent de personne ou compagnie ne tenant pas un tel étal, magasin ou entrepôt licencié pour la vente de viandes de boucherie, gibier ou volaille dans les limites de la cité, et prenant des commandes pour quelqu'un ou quelques-uns de ces comestibles, ou pour la viande salée ou fumée, ou pour de la charcuterie, ou offrant en vente quelqu'un ou quelques-uns de ces comestibles de porte en porte ou de magasin en magasin; (4 Ed. VII, c. 49, s. 14.)

Charcutiers, etc., ne résidant pas dans la cité qui viennent y faire affaires.

(hh) Une taxe spéciale n'excédant pas cent piastres sur tous les courtiers appartenant à la bourse, et sur tous autres courtiers et personnes s'occupant de courtage de bourse, soit comme agents, correspondants ou représentants des établissements ou bureaux de courtage ou de change, excepté les membres de la halle aux blés; (4 Ed. VII, c. 49, s. 14.)

Courtiers.

(ii) Une taxe spéciale n'excédant pas cent piastres sur toute personne sollicitant ou prenant des commandes pour la confection de photographies, ou exerçant l'art de la photographie, pour bénéfice, dans tout autre endroit qu'une place d'affaires inscrite au rôle d'évaluation, pourvu que, dans ce dernier cas, cette disposition ne s'applique pas aux personnes dont les noms sont inscrits au dit rôle ou à leurs employés; (7 Ed. VII, c. 63, s. 22.)

Sur certaines personnes.

(kk) Une taxe annuelle de mille piastres sur toute personne, société ou compagnie faisant des prêts d'argent sur la garantie de meubles ou de salaires et exigeant plus de dix pour cent d'intérêt par année, sauf les prêteurs sur gages et les compagnies constituées en corporation. (7 Ed. VII, c. 63, s. 22.)

Sur compagnies etc., faisant des prêts d'argent, etc.

Enseignes
électriques.

(ll) Une taxe spécial annuelle ne devant pas excéder \$1.00 par pied carré sur toute enseigne lumineuse ou électrique placée sur les rues, allées, trottoirs ou terrains publics; (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 19.)

Maisons de
refuge, etc.

(mm) Une taxe spéciale de \$1.00 sur tout propriétaire ou locataire de toute maison de refuge, de tout refuge de nuit, ou sur tout autre établissement similaire où l'on héberge des personnes. (3 Geo. V, c. 54, s. 17.)

Mode de pré-
lèvement et
d'imposition
des taxes spé-
ciales.

365. Toute taxe spéciale imposée en vertu de l'article précédent peut, à la discrétion du conseil, être imposée et prélevée sous la forme de permis (*licence*); et alors cette taxe est payable annuellement aux dates et conditions et avec les restrictions que le conseil détermine, mais le trésorier de la cité peut accorder des permis, à compter du premier février, pour quinze mois. (3 Ed. VII, c. 62, s. 39.)

Refus des
permis.

365a. Le bureau des commissaires peut refuser, dans l'intérêt des bonnes moeurs ou de l'ordre public, tout permis ou licence qui peut être accordé en vertu de la présente charte. (3 Geo. V, c. 54, s. 18.)

Privilèges
sauvegardés.

La présente loi n'affectera en rien les privilèges accordés au Jardin Zoologique de Montréal, par la loi 57 Victoria, chapitre 77. (3 Ed. VII, c. 62, s. 40.)

Taxes distinc-
tes pour
chaque éta-
blissement.

365b. Toute taxe spéciale imposée en vertu de l'article 364 est payable pour chaque établissement de commerce tenu par la même personne, société ou compagnie, dans deux ou plusieurs bâtiments ou places d'affaires distincts ou séparés. (9 Ed. VII, c. 81, s. 17.)

Autres taxes
autorisées par
cette charte.

366. En sus des taxes mentionnées dans les articles précédents de cette section, le conseil peut aussi imposer les taxes dont le prélèvement est autorisé par d'autres dispositions de cette charte.

Mode de paie-
ment de ces
taxes.

367. Toutes taxes ou contributions foncières imposées en vertu des dispositions qui précèdent sont payables, annuellement, et à l'époque fixée dans les règlements

qui sont adoptés relativement à ces taxes ou contributions foncières.

Description
de la pro-
priété taxée.

368. Le numéro du cadastre donné à une propriété immobilière sur le plan officiel et dans le livre de renvoi pour la division territoriale dans laquelle cette propriété est située, est une description suffisante de cette propriété dans les rôles de répartition et d'évaluation pour autoriser la cité à prélever la contribution sur icelle.

369. Chaque fois que la subdivision d'une propriété n'a pas été dûment enregistrée au bureau d'enregistrement dans les limites duquel cette propriété est située, les estimateurs peuvent l'imposer en entier; et il est loisible à la cité de prélever la contribution foncière sur la totalité ou des parties de cette propriété; si, au contraire, la subdivision en a été dûment enregistrée, il est du devoir des estimateurs d'imposer séparément chaque lot subdivisé et d'estimer la part de cotisation imputable à chaque propriétaire connu.

Evaluation
des subdivi-
sions de pro-
priété.

370. La taxe d'affaires est payable pour chaque établissement de commerce, d'affaires ou occupations, lorsqu'ils sont exercés par la même personne, société ou compagnie dans deux ou plusieurs bâtiments ou places d'affaires distincts et séparés.

Exigibilité
de la taxe
d'affaires pour
chaque établis-
sement de
commerce.

371. Dans le cas d'une taxe ou contribution foncière imposée sur une société à raison des affaires de cette société, la dite taxe ou contribution foncière peut être réclamée et recouvrée en entier de tout membre de cette société.

Responsabi-
lité des asso-
ciés pour la
taxe sur la
société.

372. Le conseil peut adopter les règlements qui sont nécessaires pour assurer la perception de toute taxe spéciale, ou contribution foncière spéciale, imposée en vertu de la présente charte.

Règlements
assurant la
perception
des taxes.

Il aura aussi le droit de déterminer par règlement les déclarations que les personnes ou compagnies et corporations, payant des taxes en vertu de cette section, seront

Règlements
concernant les
déclarations
que doivent
faire les con-
tribuables.

obligées de faire même sous serment pour faciliter la perception des dites taxes.

Évaluation
à défaut de
déclaration.

A défaut de telle personne, compagnie ou corporation de faire telle déclaration exigée par les règlements de la cité, les estimateurs feront l'estimation des matières sujettes aux dites taxes en vertu de l'article 364, et leur estimation sera valide à toutes fins que de droit.

SECTION XVII

Du bureau des estimateurs, des rôles d'évaluation et de contributions foncières, et de perception des taxes municipales et scolaires

§ 1.—*Du bureau des estimateurs*

Nomination
des estima-
teurs.

373. Au mois de décembre de chaque année, le conseil nomme huit estimateurs, dont il peut, de temps à autre, par une résolution adoptée par la majorité de tous ses membres, augmenter ou diminuer le nombre.

Révocation
et remplace-
ment d'eux.

Le conseil peut révoquer ceux d'entre les estimateurs qui ne remplissent pas fidèlement leurs devoirs, et remplir les vacances qui surviennent dans le bureau.

Durée de leur
charge.

Les estimateurs restent en charge jusqu'à ce qu'il leur soit nommé des successeurs.

Leurs émolu-
ments, etc.

Le conseil fixe, de temps à autre, les émoluments des estimateurs, et désigne celui qui doit agir comme président du bureau, et, dans le cas d'absence, le bureau élit un de ses membres pour présider ses assemblées.

Partage du
travail.

Le conseil détermine de quelle façon les estimateurs doivent se partager le travail. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 20.)

Serment des
estimateurs.

374. Avant d'entrer en fonction, les estimateurs présentent le serment suivant devant le maire ou le greffier de la cité:

“Je, A. B., nommé estimateur pour la cité de Montréal,

déclare sous serment que je remplirai les devoirs d'estimateur suivant la loi, avec fidélité, impartialité, honnêteté et diligence. Ainsi, que Dieu me soit en aide."

§ 2.—*Du rôle d'évaluation et de contribution foncière*

375. Chaque année entre le premier janvier et le premier septembre les estimateurs doivent dresser, pour chacun des quartiers de la cité, un rôle d'évaluation et de contribution foncière pour tous les immeubles situés dans tels quartiers.

Evaluation annuelle des biens impossibles.

En faisant l'évaluation de ces immeubles, le bureau des estimateurs partage le travail, de manière qu'au moins deux d'entre eux agissent ensemble.

Deux estimateurs agissent ensemble.

Ce rôle doit contenir :

Mention au rôle :

1. Les noms et les numéros des rues où ces immeubles sont situés, ainsi que les numéros de cadastre, en faisant la distinction entre les immeubles sujets à la contribution foncière et ceux qui en sont exempts, et aussi entre les terrains et les bâtiments, et en faisant l'évaluation de chaque lot séparément, excepté cependant lorsqu'un bâtiment couvre plusieurs lots, ou lorsque plusieurs lots possédés par le même propriétaire ne forment qu'une seule et même exploitation, dans lequel cas le tout peut être estimé comme un seul lot. (7 Ed. VII, c. 63, s. 23.)

Noms des rues, etc.

2. Les noms, prénoms et occupations des propriétaires, et leur résidence actuelle, autant qu'il est possible de s'en assurer, excepté dans le cas de succession, où le nom seul de l'auteur sera suffisant et où les héritiers ne sont pas connus d'après les registres du bureau d'enregistrement, ou ne donnent pas leurs noms et qualités aux estimateurs; (3 Ed. VII, c. 62, s. 41.)

Noms des propriétaires, etc.

3. La valeur actuelle, ainsi que le loyer *bonâ fide* de ces immeubles, et, si les estimateurs pensent que ce loyer n'en représente pas, dans des proportions raisonnables, la valeur annuelle, ils en inscrivent, sur le dit rôle d'évaluation, la valeur actuelle annuelle; (3 Ed. VII, c. 62, s. 41.)

Valeur actuelle des immeubles, etc.

Montant de
contribution
foncière;

4. Le montant de la contribution foncière imposée sur les immeubles par la loi et en vertu de toute disposition de cette charte; (3 Ed. VII, c. 62, s. 41.)

Taxe pour
frais d'enlève-
ment de la
neige.

4a. Le montant de la taxe pour défrayer les frais d'enlèvement de la neige sur les trottoirs, dans la cité, en vertu des règlements adoptés à ce sujet, imposée sur les propriétaires fonciers sur les immeubles desquels la neige a été enlevée, d'après le front ou la valeur de tels immeubles, selon que le conseil le décide. Cette disposition s'applique aussi à l'enlèvement de la neige pour 1905, 1906 et 1907; (7 Ed. VII, c. 63, s. 23.)

Disposition
déclaratoire.

Renseigne-
ments;

5. Les informations nécessaires pour la confection des rôles de la taxe scolaire; (3 Ed. VII, c. 62, s. 41.)

Autres rensei-
gnements.

6. Toute autre information requise par la loi ou par le conseil. (3 Ed. VII, c. 62, s. 41.)

§ 3.—*Du rôle de perception des taxes*

Confection
du rôle de
perception.

376. Entre le premier janvier et le premier août de chaque année, les estimateurs dressent un rôle de perception des taxes, spécifiant toutes taxes personnelles, taxes d'affaires et taxes de l'eau dues à la ville en vertu de toute loi ou de tout règlement, ainsi que les noms des personnes qui y sont sujettes. Ce rôle est dressé par quartier. (7 Ed. VII, c. 63, s. 24.)

Rôle dressé
par quartier.

Certains noms
aussi entrés
sur le rôle de
perception des
taxes.

376a. Les estimateurs doivent, en dressant le rôle de perception des taxes, y insérer les noms, prénoms et occupations et résidence de toute personne dans la cité payant le prix ou la taxe de l'eau à une société ou à une corporation autre que la cité; et toute telle personne doit, si elle possède les autres qualités requises pour constituer le cens électoral, être inscrite comme électeur sur la liste des électeurs de la dite cité. (8 Ed. VII, c. 85, s. 13.)

§ 4.—*Règles générales*

Entrées des
paiements,
etc., peuvent
être inscrites,

377. Le trésorier de la cité peut mettre en marge du rôle d'évaluation et de contribution foncière et sur le

rôle de perception des taxes, des entrées de paiements, et tous chiffres nécessaires pour établir la balance restant non payée à la fin de l'année fiscale, pourvu que les dits rôles ne soient en aucune manière altérés ou changés.

par le trésorier en marge du rôle.

378. Il est du devoir de tout contribuable et de tout citoyen de donner à tout estimateur dans l'exécution de ses devoirs, sur demande, toute information qu'il désire avoir; et toute personne qui refuse de donner telle information, ou qui sciemment induit en erreur ou trompe quelqu'un des estimateurs, ou les insulte, ou se porte à des voies de faits sur eux, ou refuse de les laisser entrer sur sa propriété ou dans les lieux qu'elle occupe alors qu'ils agissent dans l'exécution de leurs devoirs, encourt une pénalité n'excédant pas \$20, recouvrable devant la cour du recorder.

Pénalité pour refus de répondre aux estimateurs ou pour dépenses fausses.

[Les propriétaires de maisons contenant plusieurs logements ou bureaux seront tenus de fournir aux estimateurs, lorsqu'ils en seront requis, une liste complète de leurs locataires ou occupants, ainsi que des sommes payées par chacun d'eux pour le loyer ou l'occupation de ces logements ou bureaux, et tout propriétaire qui refuse de donner telle liste ou qui, sciemment, donne une liste fausse ou incorrecte ou insulte les estimateurs, ou se porte à des voies de faits sur eux alors qu'ils agissent dans l'exécution de leurs devoirs, encourt la pénalité plus haut mentionnée, recouvrable de la même manière.] (7 Ed. VII, c. 63, s. 25.)

Liste complète fournie par les propriétaires de maisons contenant plusieurs logements.

379. Aussitôt après avoir complété le rôle de perception des taxes, et aussi plus tard, après l'achèvement du rôle d'évaluation et de contribution foncière, le bureau des estimateurs en donne avis public dans deux journaux quotidiens publiés en français, et dans deux journaux quotidiens publiés en anglais, spécifiant dans chacun de ces avis le délai pour l'examen des dits rôles à l'égard de chacun des quartiers de la cité, lequel délai n'est pas moindre que huit jours à compter de la date de la dernière insertion de cet avis, et les dits avis men-

Avis public du parachèvement des rôles et des délais accordés pour les examiner.

tionnent en outre les jours où les dits rôles seront respectivement révisés, et particulièrement les jours où se fera la revision de la partie des rôles qui se rapporte à chacun des différents quartiers de la ville.

Quand la
révision des
rôles doit être
terminée,

La revision du rôle de perception doit être terminée le vingt août de chaque année et pas plus tard, et la revision du rôle d'évaluation et de contribution foncière doit être complétée le vingt septembre de chaque année et pas plus tard.

Réception des
plaintes dans
les délais, et
examen
d'icelles.

380. Durant les délais fixés par les dits avis respectivement, le bureau des estimateurs reçoit toutes plaintes qui peuvent lui être soumises, au sujet de toute entrée ou omission au rôle de perception ou au rôle d'évaluation et de contribution foncière, aux temps et place mentionnés dans les dits avis, et peut s'ajourner de temps à autre, au besoin, pour l'examen et la décision des dites plaintes, pourvu qu'un avis préalable d'au moins deux jours en soit donné au plaignant, mais il doit rendre ses décisions dans le plus court délai possible, le ou avant le trente novembre. (4 Ed. VII, c. 49, s. 15.)

Forme des
plaintes
contre rôle
d'évaluation
et de con-
tribution.

Procédures
sur les
plaintes.

381. Toute plainte au sujet du rôle d'évaluation et de contribution foncière doit être faite par écrit, et le bureau des estimateurs peut entendre et examiner sous serment les parties intéressées ou leurs agents au sujet de telle plainte, et confirmer ensuite ou modifier les entrées au sujet desquelles telle plainte a été faite.

Evaluation
dans le cas de
contestation.

381a. Dans le cas où il s'élève une contestation relativement à l'évaluation d'un immeuble, cette contestation doit se rapporter à l'évaluation totale de l'immeuble et non pas seulement à l'évaluation du terrain ou à celle des bâtiments. (9 Ed. VII, c. 81, s. 18.)

Registres de
délibérations
des estima-
teurs.

382. Le bureau des estimateurs tient un registre sommaire de ses délibérations sur toutes plaintes verbales ou écrites qui lui sont soumises.

Il n'est reçu aucune plainte au sujet d'une entrée au rôle de perception ou au rôle d'évaluation et de contribution foncière, après le délai fixé comme susdit pour l'examen et la revision de ces rôles.

Délai pour
porter
plaintes.

A moins que le bureau des estimateurs ne l'exige, il n'est pas nécessaire de dresser par écrit les plaintes au sujet du rôle de perception.

Forme des
plaintes con-
tre rôle de
perception.

383. Tout contribuable qui a produit une plainte au sujet de quelque entrée ou omission aux dits rôles ou à l'un d'eux, et qui se croit lésé par la décision rendue par les estimateurs, peut, dans le délai de huit jours, à compter de cette décision, en appeler par requête à la cour du recorder, laquelle aura juridiction pour entendre toutes ces causes.

Appel de la
décision des
estimateurs
devant la cour
du recorder.

Toutes ces requêtes, ainsi qu'une copie des procédures qui ont eu lieu devant les estimateurs, dans chaque cas, dûment certifiées par le secrétaire du bureau, sont produites entre les mains du greffier de la cour du recorder, qui donne à chaque requérant un avis du jour et de l'heure où la dite cour prend connaissance et décide du mérite de ces plaintes.

Documents
transmis à
la cour.

Lors de l'audition de ces causes, les parties intéressées peuvent faire la preuve des matières en litige.

Preuve lors
de l'audition
de l'appel.

384. Il y a appel final de la décision rendue par la cour du recorder au sujet d'une entrée au rôle d'évaluation ou de contribution foncière ou au rôle de perception à tout juge de la cour supérieure par requête sommaire, soit en terme, soit en vacances, dans le délai de dix jours à compter de cette décision, et, dans ce cas, tout juge de la cour supérieure peut ordonner que le dossier et les procédures de la cour du recorder, ainsi que la plainte elle-même, lui soient transmis, et après avoir entendu les parties, soit personnellement, soit par procureur, il est rendu tout jugement que de droit, et tel jugement est final.

Appel de la
décision de la
cour du recor-
der à un juge
de la cour
supérieure.

Transmission
des rôles au
trésorier.

385. Aussitôt que le bureau des estimateurs a complété la revision des rôles d'évaluation et de contribution foncière et de perception respectivement, il transmet au trésorier de la cité ces rôles dûment certifiés sous serment prêté devant le maire ou le greffier de la cité, et signés par au moins la majorité des membres du bureau; et dès lors, ces rôles, excepté dans le cas où il y a appel, deviennent obligatoires à l'égard de toutes personnes qui y sont nommées ou imposées pour les montants fixés sur les dits rôles respectivement, et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau ou de nouveaux rôles aient été complétés et mis en vigueur suivant les dispositions de cette charte.

Avis donné
par le trésorier
sur réception
des rôles.

386. Sur réception des dits rôles ou de l'un ou l'autre des dits rôles, ou de tout rôle de contribution foncière dressé en vertu des dispositions de cette charte, le trésorier de la cité en donne avis public suivant la formule No 25.

Saisie exécution
après les
avis donnés si
la taxe n'est
pas payée.

387. Si quelque contribuable néglige de payer le montant des taxes ou des contributions foncières qu'il doit, le trésorier de la cité peut, après avoir expédié par la poste ou délivré à ce contribuable un avis suivant la formule No 26, et après l'expiration du délai mentionné dans cet avis, prélever ce montant avec frais et intérêt, par un mandat qui peut être émis de la cour du recorder suivant la formule No 27, autorisant la saisie et la vente des marchandises et des effets mobiliers de la personne tenue de payer ce montant, ou de tous biens et effets en sa possession en quelque lieu, dans la cité, que ces biens et effets soient trouvés, sauf les exemptions prévues par la loi, sans qu'aucun droit de propriété ou privilège sur iceux puisse en empêcher la vente pour le paiement, sur le produit d'icelle, des taxes ou contributions foncières dues sur les lieux où se trouvent les dits biens et effets.

Privilège sur
les meubles
pour les taxes.

387a. Les meubles, biens-meubles ou marchandises appartenant à un contribuable tenu au paiement de la taxe

qui se trouvent dans une place d'affaires sont affectés, par privilège, jusqu'à la fin de l'année alors courante, pour le payement des taxes personnelles imposées pour la dite année, tant qu'ils garnissent les lieux cotisés, et même s'ils changent de propriétaire en vertu d'une cession de gré à gré. (4 Ed. VII, c. 49, s. 16.)

388. Le privilège conféré par la loi à la cité pour toutes taxes personnelles, taxes d'affaires et taxe de l'eau qui lui sont dues, ainsi que pour les intérêts et frais qui en découlent, s'étend à toutes les marchandises, biens et effets mobiliers qui peuvent se trouver dans les lieux occupés par le débiteur à la date de la saisie mentionnée dans l'article précédent, et s'étend en outre à toutes autres marchandises et à tous autres effets mobiliers qui peuvent appartenir au dit débiteur partout où il se trouve au moment de leur saisie par la cité.

Privilège de la cité pour les taxes.

La cité peut subroger à tous ses droits et privilèges toute personne payant les taxes d'un tiers avec le consentement de ce dernier.

Pouvoir de subroger le tiers qui paye la taxe.

389. Avant de procéder à la vente des biens mobiliers pour le paiement des taxes, l'huissier chargé du bref d'exécution donne avis suivant la formule No 28, du jour et du lieu de la vente, indiquant en même temps le nom du débiteur en défaut, lequel avis est affiché dans un endroit en vue à l'entrée de l'Hôtel-de-Ville, et il en signifie une copie au débiteur au moins huit jours francs avant la dite vente. (3 Ed. VII, c. 62, s. 42.)

Avis avant de procéder à la vente.

390. Il n'est pas vendu plus de biens meubles et effets mobiliers qu'il n'en faut pour payer le montant de la dette, des intérêts et des frais, à moins que, d'après la nature de l'article à vendre, il ne soit impossible de limiter ainsi cette vente.

Défense de vendre pour plus qu'il n'est dû si c'est possible.

Si les biens et effets saisis sont venus pour plus que le montant exigé en vertu du bref d'exécution, le surplus en est remis à la personne qui était en possession de ces biens et effets lors de la saisie; mais si ce surplus a

Remise dans le cas de surplus.

Réclamation
de ce surplus
par créanciers
privilegiés.

été antérieurement réclamé par quelques personnes à raison de quelques droits et privilèges sur ces biens, et si cette réclamation est admise par la personne contre laquelle la saisie est faite, ce surplus est payé à ce réclamant; si cette réclamation est contestée, le surplus est retenu par le trésorier jusqu'à ce que le tribunal ait adjugé sur les droits respectifs des parties intéressées.

Vices de
forme n'inva-
lident pas les
rôles.

Proviso.

391. Aucune erreur, omission ou vice de forme dans la préparation, l'achèvement, la publication et la mise en vigueur de tout rôle de perception ou de tout rôle d'évaluation et de contribution foncière n'a l'effet d'invalider aucun de ces rôles à moins qu'il n'en résulte une injustice réelle.

Irrégularité
dans les rôles
n'affecte pas
le cens élec-
toral.

Aucune irrégularité dans l'achèvement ou la confirmation de ces rôles n'affectera, dans une poursuite quelconque intentée en vertu de la présente loi, la position d'un électeur quelconque dont le nom s'y trouve inscrit comme ayant qualité pour voter.

Majorité des
estimateurs.

392. Une majorité du bureau des estimateurs peut valablement exercer tous les pouvoirs conférés au bureau.

Rôles des
taxes sco-
laires.

393. Le rôle des taxes scolaires peut être inclus dans le livre contenant le rôle des contributions foncières pour les immeubles et avec les mêmes formalités.

Revision de
ces rôles.

Le trésorier peut aussi reviser les tableaux de tel rôle scolaire de la même manière et avec le même effet que s'ils étaient dans un livre et un rôle séparés.

Rôle supplé-
mentaire.

394. En tout temps après que les rôles d'évaluation, de contributions foncières et de perception de taxes municipales et scolaires ont été faits, les estimateurs font un rôle supplémentaire contenant les noms des personnes qui ont été omises dans les premiers rôles, ou qui sont devenues depuis sujettes au paiement des contributions foncières et des taxes scolaires et municipales, lequel rôle supplémentaire doit être clos le vingt novembre et n'est pas sujet à la revision. (1 Geo. V, c. 48, s. 41.)

395. Les estimateurs doivent, lorsqu'ils en reçoivent l'ordre du conseil, préparer, dans un but de publication, tous les deux ans, dans le mois de janvier, en commençant en 1901, une copie du rôle de contributions foncières et du rôle de perception des taxes alors en vigueur tels que faits en vertu de l'article 375.

Copie des
rôles préparée
pour publica-
tion.

Ce rôle peut être publié et porté à la connaissance des citoyens de la manière que le conseil le décide par résolution.

Publication
d'iceux.

SECTION XVIII

De la vente des immeubles pour taxes et contributions foncières

396. Il est du devoir du trésorier de la cité de dresser, avant le premier mai de chaque année, un état contenant une description, suivant la loi, de tout immeuble situé dans la Cité, sur lequel il est dû, en tout ou en partie, au moins deux années d'arrérages de contributions foncières, ou sur lequel il est dû, en tout ou en partie, une seule année de contributions foncières depuis au delà d'un an, ou sur lequel toute contribution foncière spéciale ou partie d'icelle est due, avec l'indication des noms des propriétaires tels qu'ils sont inscrits au dernier rôle d'évaluation et de contribution foncière de la Cité, et montrant en outre la somme due dans chaque cas, avec l'intérêt accumulé. (7 Ed. VII, c. 63, s. 26.)

Etat annuel
des arrérages
de contribu-
tion foncière

397. Le trésorier de la cité fait ensuite signifier ou expédier par la poste, par lettre recommandée, au domicile ou à la place d'affaires du dernier propriétaire inscrit au dit rôle d'évaluation et de contribution foncière, un état indiquant le montant dû et un avis que l'immeuble sera vendu par le shérif, à défaut de paiement dans un délai de dix jours à compter de la date de la signification de cet avis ou de son dépôt au bureau de poste.

Avis par le
trésorier au
débiteur en
défaut.

Dans le cas, où après la clôture du dernier rôle d'évaluation et de contribution foncière, l'immeuble n'appar-

Signification
d'avis au
dernier pro-

propriétaire en-
registré.

tient plus au même propriétaire, le dit avis peut être expédié par la poste ou signifié au dernier propriétaire dont le nom apparaît au bureau d'enregistrement.

Si domicile du
propriétaire
est inconnu en
ce cas.

Si ce dernier propriétaire, inscrit au rôle d'évaluation et de contribution foncière ou au bureau d'enregistrement, n'a pas de domicile connu dans la province de Québec, ou n'y a pas de représentant connu, la formalité de l'avis n'est pas nécessaire.

Si l'entrée au
numéro ca-
dastrel ne
spécifie pas le
propriétaire.

Si une inscription à un numéro de cadastre ou à une subdivision de numéro de cadastre, au bureau d'enregistrement, n'indique pas le propriétaire de l'immeuble, ou si le titre de l'immeuble n'est pas suffisamment clair pour en faire connaître le propriétaire, la signification ou l'envoi par la poste de l'état et de l'avis au dernier propriétaire inscrit au dit rôle est suffisant.

Si l'immeuble
est inscrit
comme fai-
sant partie
d'une succes-
sion.

Si l'immeuble imposé est inscrit au rôle d'évaluation et de contribution foncière comme appartenant à une succession ou à des copropriétaires, la signification de l'avis et de l'état, ou son envoi par la poste par lettre recommandée, à deux des héritiers ou représentants légaux, ou à deux des copropriétaires, est suffisant.

Livraison de
l'état au
shérif en cas
de défaut de
paiement.

398. Si le montant dû n'est pas payé dans le délai de dix jours, le trésorier de la cité transmet cet état dûment certifié par lui au shérif du district de Montréal, qui, sans la formalité d'un procès-verbal de saisie, procède à la vente de tous les immeubles décrits au dit état, après en avoir publié un avis tel que voulu par l'article suivant.

Avis de la
vente par le
shérif.

Forme de
l'avis du
shérif.

399. L'avis que le shérif doit donner comme susdit peut être dressé suivant la formule No 29; il fait mention de tous les immeubles que le shérif est requis de vendre pour prélever le montant dû à la cité avec intérêt et frais. (4 Ed. VII, c. 49, s. 17.)

Désignation
des immeu-
bles

Il est suffisant de désigner dans cet avis, les immeubles par leurs numéros de cadastre ou par le numéro de subdivision d'un numéro de cadastre au plan officiel et au livre de renvoi, en y ajoutant le mot "*partie*," lorsque

cet immeuble ne constitue qu'une partie d'un lot portant un numéro de cadastre ou de subdivision, et en ajoutant le nom de la rue et le numéro civique, s'il y en a un.

Le shérif doit, néanmoins, dans cet avis, référer à l'état dressé par le trésorier de la cité, conformément à l'article 396.

Shérif réfère
à l'état dressé
par le trés.

Cet avis doit être inséré une fois au moins un mois avant la date fixée pour la vente dans la *Gazette officielle de Québec*, et aussi une fois dans un journal quotidien anglais et un journal quotidien français publié dans la cité, et être, en outre, affiché sur la propriété annoncée en vente au moins quinze jours avant la date fixée pour cette vente, pourvu qu'il y ait une construction quelconque ou une clôture qui permette l'affichage. (7 Ed. VII, c. 63, s. 27.)

Insertion de
l'avis.

400. Aussitôt après la publication de l'avis comme susdit, le shérif transmet au registraire de la division d'enregistrement où ces immeubles se trouvent situés, une copie de l'avis de vente ainsi que de l'état indicatif des immeubles qui doivent être vendus, et le registraire agit dans ce cas comme dans tous les autres cas d'avis de saisie d'immeuble faite par le shérif suivant la loi.

Copie de l'avis
transmis au
regi-strateur
de la division
où sont les
propriétés à
vendre.

Devoir du
registraire.

401. Chaque fois qu'un immeuble est offert en vente par le shérif en vertu des dispositions de cette charte, il exige du plus haut enchérisseur, et avant adjudication finale, une somme égale au montant des contributions foncières pour lesquelles cet immeuble est annoncé en vente, avec intérêts et frais, et en outre le coût approximatif du jugement de distribution qui doit être préparé par le protonotaire de la cour supérieure. Néanmoins, si l'enchère ne suffit pas à couvrir le montant des contributions foncières et les frais et intérêts, le dépôt exigé ne doit pas excéder le montant de telle enchère.

Dépôt exigible
de l'enchéris-
seur avant
l'adjudica-
tion.

Si l'enchère ne
suffit pas pour
couvrir les
taxes.

Si le dernier enchérisseur refuse ou néglige de faire ce dépôt, le shérif offre de nouveau immédiatement l'immeuble en vente aux mêmes conditions.

Si l'enchéris-
seur ne fait
pas de dépôt.

Procédures
applicables
aux ventes,
etc.

Tous les recours et la procédure applicables aux ventes par le shérif en vertu de brefs d'exécution, ainsi que les effets légaux qui en résultent, s'appliquent également aux ventes faites en vertu de cette charte.

Epoque de la
vente.

402. Les ventes d'immeubles comme susdit ont lieu le quinzième jour d'octobre de chaque année, ou le jour juridique suivant, si ce jour n'est pas un jour juridique.

Ordre de la
vente, etc.

Les immeubles sont offerts en vente séparément dans l'ordre où ils sont placés dans l'avis, et, si le jour de la vente aucune enchère n'est offerte, ou si les immeubles ne peuvent être vendus au jour fixé, la vente est ajournée au jour suivant, et ainsi de suite, de jour en jour, jusqu'à ce qu'ils soient tous vendus.

Disposition du
produit de la
vente.

Le produit de la vente de chaque immeuble est transmis par le shérif à la cour supérieure pour qu'il soit distribué suivant la loi.

Rachat de
l'immeuble
vendu.

La propriété vendue pour taxes peut être rachetée par le propriétaire ou son représentant en n'importe quel temps dans les deux années qui suivent la date de la vente, sur paiement à l'acquéreur du montant payé par lui pour cette propriété, avec, en sus, 15 pour cent de cette somme.

Employés
municipaux
inhabiles à
acheter.

403. Nul employé de la cité, directement ou indirectement, ne met d'enchère sur aucun des dits immeubles, ni n'en devient l'adjudicataire, et au cas où il agit ainsi, cette enchère ou cette adjudication est nulle.

Pouvoir du
trésorier
d'acheter pour
la cité.

Le trésorier de la cité, ou une personne désignée par lui, peut néanmoins enchérir ou acquérir au nom de la cité tout immeuble ainsi offert en vente, afin de protéger ses intérêts.

Taxes, etc.,
sont des
dettes privilégiées.

404. Tous les deniers qui, après le trente avril, dix neuf cent sept, deviendront dus à la cité pour taxes, contributions foncières spéciales ou annuelles, ou prix de l'eau, ainsi que les intérêts et les frais, constitueront des créances privilégiées, qui prendront rang, sans enregis-

trement, sur le produit de la vente des meubles ou des immeubles à raison desquels ces créances sont dues, dans l'ordre fixé et déterminé par les articles 1994 et 2009 du Code civil du Bas-Canada; pourvu toujours que ce privilège ne s'étende pas au delà des montants dus pour cinq années à compter de l'échéance de telles taxes, ou contributions foncières spéciales ou annuelles et du prix de l'eau, et dans le cas de contributions spéciales payables par versements annuels, pour cinq années à compter de la date de l'échéance de chaque versement.

Proviso.

Néanmoins, si dans les cinq années à compter de la date de l'échéance de ces taxes, contributions foncières spéciales ou annuelles ou prix de l'eau, la cité a formé des procédures judiciaires pour en recouvrer le montant, soit en vertu des dispositions de cette loi, soit par une action ordinaire, le privilège de la cité est continué, s'étend et s'applique à toutes taxes, contributions foncières, spéciales ou annuelles ou prix de l'eau qui peuvent devenir dûs entre la date de l'institution de telles procédures judiciaires et celle du jugement final. (7 Ed. VII, c. 63, s. 28.)

Privilège pour les taxes, etc., dues entre la date de l'institution et celle du jugement final.

405. La taxe ou cotisation spéciale imposée sur une partie seulement d'un immeuble, est payable et exigible par privilège ayant le même rang que celui donné par l'article 404 sur la totalité de l'immeuble, et, dans le cas de non-paiement, la cité peut faire vendre l'immeuble.

Privilège pour la taxe imposée sur partie d'immeuble.

406. L'intérêt légal est exigible sur toutes taxes, contributions foncières, taxe de l'eau ou taxes spéciales, depuis la date où ces taxes, contributions foncières ou taxe de l'eau sont respectivement dues et payables.

Intérêt sur les taxes.

Ni le conseil, ni aucun de ses officiers n'a le pouvoir de faire remise d'aucune partie de l'intérêt ainsi dû.

Remise des intérêts prohibée.

407. Sans préjudice des dispositions de cette charte, le droit de recouvrer toutes taxes, contributions foncières spéciales ou annuelles ou taxe de l'eau en vertu de cette charte se prescrit et s'éteint après quatre années à comp-

Prescription des taxes.

ter de la date de l'échéance de telles taxes, contributions foncières spéciales ou annuelles ou taxe de l'eau, pourvu que, dans le cas de contributions spéciales payables par versements annuels, la prescription ne commence à courir qu'à compter de la date de l'échéance de chaque versement.

Interruption
de la prescrip-
tion en cer-
tains cas.

408. Lorsque des procédures sont formées pour invalider ou contester un rôle d'évaluation et de contribution foncière ou un rôle de contribution foncière spéciale, ces procédures ont pour effet d'interrompre la prescription et de prolonger le privilège à l'égard de l'impôt de ces rôles jusqu'à la date de l'adjudication finale sur ces procédures judiciaires. (7 Ed. VII, c. 63, s. 29.)

Preuve du
paiement des
taxes.

409. Dans toutes procédures judiciaires, la production d'une quittance portant l'empreinte du sceau officiel de la cité, et apparemment signée par le trésorier ou par toute autre personne pour lui, est admise et considérée comme preuve *primâ facie* du paiement de toutes telles taxes, contributions foncières ou taxe de l'eau qui peuvent être dues à la cité.

Dispositions
applicables
à la vente de
propriétés
endettées
pour taxes.

409a. Les dispositions des articles 396 à 409, inclusive-ment, s'appliquent à la vente des propriétés endettées pour taxes immobilières, ordinaires ou spéciales dues, à la date de l'annexion, dans les municipalités annexées à la cité de Montréal, depuis le 1er mai 1909 et dans celles qui pourront l'être à l'avenir. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 21.)

SECTION XIX

Des rues et voies publiques et du plan de la cité

Description et
enregistrement
des rues,
etc.

410. Il est du devoir de l'inspecteur de la cité de faire décrire et enregistrer, dans un livre ou registre exclusivement tenu à cette fin, les rues, ruelles, voies et places publiques, en tout ou en partie, acquises par la cité ou ouvertes au public depuis dix ans et qui n'ont pas été

enregistrées jusqu'ici ou suffisamment décrites; et ces rues, ruelles, voies et places publiques, ainsi enregistrées, seront considérées comme voies publiques.

Territoires
annexés.

410a. Les dispositions de l'article 410 s'appliquent également et avec le même effet aux territoires annexés. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 22.)

Rues, etc.,
indiquées au
plan sont des
rues publiques.

411. Toute rue et voie publique indiquée et projetée sur un plan ou une carte de la cité, qui sera confirmé par la cour supérieure ou un juge d'icelle, sera également considérée voie publique et sera aussi enregistrée dans le dit registre.

Construction
d'un égout
dans les rues
privées, etc.

412. Le conseil peut, par résolution, ordonner la construction d'égout dans une rue ou ruelle privée, lorsque la santé publique l'exige, et en répartir le coût sur les propriétaires comme si ces travaux étaient faits dans les rues publiques de la cité. (Voir aussi 3 Geo. V, c. 54, s. 43.)

Préparation
du plan géné-
ral de la ville.

413. Le conseil pourra donner instruction à l'inspecteur de la cité, après la mise en vigueur de cette charte, de tracer, indiquer et projeter sur des plans ou cartes toutes les rues, voies publiques, places et squares de la cité, avec leurs limites et dimensions, dans toute l'étendue de la cité, pour chaque quartier séparément, de manière que les dits plans ou cartes correspondent les uns avec les autres, et forment, une fois complétés et confirmés par la cour supérieure de la manière ci-après prescrite, un plan, qui sera appelé "Le plan général de la cité de Montréal," pourvu toutefois que la présente clause ne s'applique qu'aux continuations du plan de la cité tel qu'homologué et actuellement en vigueur.

Nom du plan.

414. Lorsque le dit plan ou carte sera complété, l'inspecteur de la cité le soumettra au conseil; et si le dit plan ou carte est approuvé par une majorité des deux tiers des membres du conseil, l'avocat de la cité s'adressera immédiatement, par requête sommaire, à la cour supérieure ou à l'un des juges d'icelle pour demander la

Approbation
et confirma-
tion du plan.

confirmation et la ratification du dit plan ou carte, après avoir donné avis public du jour et de l'heure où sera ainsi présentée la dite requête dans quatre journaux, dont deux publiés dans la langue française et deux dans la langue anglaise, dans la cité, pourvu que le dit avis soit inséré au moins deux fois dans chacun des dits journaux, et qu'il y ait un intervalle d'au moins vingt jours entre la date de la dernière insertion du dit avis et celle de la présentation de la dite requête.

Modification
au plan et
confirmation
d'icelles.

415. Aucune modification ou addition à un plan ou carte de la cité, confirmé par la cour ou par un juge, n'aura d'effet, à moins d'être approuvée par les deux tiers des membres de tout le conseil, à une assemblée d'icelui, et, dans ce cas, la cour supérieure ou l'un des juges d'icelle pourra, sur requête de la cité, dont avis public devra être donné de la manière mentionnée dans l'article précédent, ordonner que la modification ou addition voulue soit faite au dit plan général de la cité.

Où les plans
sont déposés.

416. Une copie du plan général de la cité, certifiée par l'inspecteur de la cité, sera déposée au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, au bureau du greffier de la cité et à chacun des bureaux d'enregistrement de la dite cité, et des copies de toutes les modifications ou additions faites au dit plan ou carte, après avoir été certifiées comme susdit, seront déposées aux mêmes endroits, et les dites copies du plan général de la cité et de toutes les modifications ou additions faites à icelui seront certifiées par le protonotaire de la dite cour supérieure dans les termes suivants: "Confirmé par la cour supérieure le jour de .

Cité libérée de
l'obligation de
mettre le plan
à exécution.

417. A l'avenir, la cité ne sera pas tenue, à raison de la confirmation d'un plan ou carte quelconque ou de quelque modification ou addition qui pourra y être faite, d'effectuer les améliorations que comportera le dit plan ou la dite modification ou addition, à moins que le conseil n'en décide ainsi, conformément aux dispositions de cette charte; et la cité ne sera pas non plus tenue à

l'avenir de payer une indemnité ou des dommages-intérêts à raison simplement de la confirmation de tel plan ou de quelque modification ou addition qui y sera faite.

Indemnité.

418. La cité ne sera pas tenue de payer une indemnité ou des dommages-intérêts pour un bâtiment construit ou pour des améliorations effectuées sur un terrain ou sur une propriété, ni à raison de baux ou contrats passés relativement à un terrain ou à une propriété après la confirmation d'un plan ou carte quelconque, ou de quelque modification ou addition qui y sera faite.

Irresponsabilité de la cité relativement aux constructions faites après la confirmation au plan.

419. La cité n'ouvrira, n'élargira et ne prolongera aucune rue, ruelle, voie ou place publique à moins qu'elle ne soit indiquée et projetée sur le dit plan général de la cité, ou ne soit comprise dans quelque modification ou addition faite à ce plan; ni à moins que deux mois au moins ne se soient écoulés depuis la confirmation par la cour supérieure ou par un juge d'icelle de tel plan, modification ou addition; et l'ouverture, l'élargissement ou le prolongement d'une rue, ruelle, voie ou place publique ne sera commencé, ou n'aura lieu, ou n'aura d'effet à moins que les formalités ci-après prescrites relativement au mode d'expropriation ne soient strictement observées, ni à moins qu'il ne soit pourvu au coût de l'amélioration projetée et au paiement de tous les dommages-intérêts et indemnités qui pourront être payables ou exigibles, y compris les frais de toutes les procédures s'y rattachant.

Quand la cité peut ouvrir des rues, et formalités observées.

419a. Lorsque la cité trace ou homologue une ligne à travers des terrains vacants, les propriétaires de ces terrains ne paient aucune taxe ou contribution foncière générale ou spéciale sur la partie de ces terrains réservée pour des fins publiques ou municipales, quoique la cité n'en prenne pas possession. Cette disposition s'applique aux terrains vacants relativement auxquels des lignes ont déjà été tracées et homologuées sur le plan de la cité. (7 Ed. VII, c. 63, s. 30.)

Ligne à travers terrains vacants.

419b. Lorsque les propriétaires des immeubles ayant front sur une ruelle désirent obtenir un égout, un trottoir,

Requête dans le cas d'améliorations.

Répartition
du coût de
l'améliora-
tion.

un pavage, ou une bordure ou chaîne de trottoir en pierre, ou lorsque les propriétaires, dans une localité quelconque, désirent obtenir l'ouverture, l'élargissement, le prolongement ou le changement d'orientation d'une ruelle, ils doivent demander à l'inspecteur de la cité une formule de requête au conseil à cet effet. Si la requête est signée par les deux tiers en nombre des propriétaires représentant plus de la moitié en valeur des immeubles qui doivent bénéficier des travaux ou de l'amélioration, le conseil peut les faire faire et en répartir le coût sur les immeubles qui en bénéficient.

Si le nombre
nécessaire de
signatures n'a
pu être ob-
tenu.

Dans le cas où les signatures des deux tiers en nombre des propriétaires, représentant plus de la moitié en valeur des immeubles, n'ont pu être obtenues, la requête peut néanmoins être présentée au conseil, et, si ce dernier, sur recommandation de l'inspecteur de la cité, juge que les travaux sont nécessaires et dans l'intérêt public, il peut en ordonner l'exécution, à moins que la majorité des propriétaires intéressés, représentant plus de la moitié de la valeur des immeubles à imposer, ne s'y oppose, par requête, dans le délai d'un mois après que le conseil aura donné avis de son intention d'exécuter ces travaux.

Travaux
ordonnés par
le conseil, en
certains cas.

Nonobstant toute requête à ce contraire, le conseil, s'il juge ces travaux nécessaires dans l'intérêt public, peut, par un vote des trois quarts de ses membres, en ordonner l'exécution et en répartir le coût sur les immeubles qui en bénéficient. (9 Ed. VII, c. 81, s. 20.)

Pouvoir d'ac-
quérir par
règlement cer-
tains immeu-
bles.

Coût de l'ac-
quisition
payable au
moyen d'un
rôle de répar-
tition.

419c. La cité est autorisée, par règlement ou résolution de son conseil, à acquérir à l'amiable tout immeuble sur lequel il y a des bâtiments construits entre l'ancien alignement et la nouvelle ligne homologuée d'une rue quelconque déjà partiellement élargie. Le coût total de cette acquisition est payable par les propriétaires riverains de toute telle rue, au moyen d'un rôle de répartition préparé par l'inspecteur de la cité, en proportion de l'étendue du front des immeubles riverains, telle que portée au rôle d'évaluation, indépendamment des bâtiments susérigés, le dit rôle dûment certifié par l'inspec-

teur de la cité et déposé entre les mains du trésorier de la cité, équivalant à un rôle final de contribution spéciale, et ayant la même force et le même effet; et les sommes y mentionnées devenant dès lors dues et étant payables dans les trente jours de la date du dépôt de ce rôle.

Dans aucun cas, le prix à être payé pour l'acquisition de tout tel immeuble ne doit excéder l'évaluation municipale alors actuelle, plus vingt pour cent. (9 Ed. VII, c. 81, s. 20.)

Limitation du prix.

420. Pouvoir est par les présentes conféré au conseil de donner des noms aux rues, voies et places publiques de la cité; mais lorsque le nom de quelque rue, voie ou place publique sera changé par le conseil, l'inspecteur de la cité devra en avertir sans retard le registraire de chaque division dans la cité. Avis de l'homologation et de toutes modifications des plans de la cité et de changements de rues sera donné comme dans le cas de la passation de tout règlement.

Noms des rues et changements d'elles.

Avis des changements, etc.

420a. Toutes les rues privées ou ruelles ouvertes à l'usage du public, sont considérées comme immeubles imposables, tant qu'elles n'ont pas été formellement cédées à la cité et mises sous son contrôle. (7 Ed. VII, c. 63, s. 31.)

Rues privées sont imposables.

SECTION XX

De l'expropriation, des contributions pour trottoirs, égouts et pavages, et de l'expropriation des franchises publiques

§ 1.—*Des expropriations* (3 Geo. V, c. 54, s. 19.)

421. La cité de Montréal peut, à l'avenir, même sans demande préalable des propriétaires ou autres intéressés, mais sur rapport du bureau des commissaires approuvé par la majorité absolue des membres du conseil, acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation tout immeuble,

Acquisition d'immeubles pour certaines fins.

partie d'immeuble ou servitude situé dans les limites de son territoire ou en dehors et dont elle aura besoin pour toutes fins municipales quelconques, et ouvrir, élargir et prolonger ses rues à travers le territoire d'une autre municipalité et, pour cette fin, acquérir à l'amiable ou par expropriation le terrain qu'elle jugera convenable en suivant la procédure indiquée dans sa charte.

Pouvoir de
vendre le
surplus des
immeubles
acquis.

La cité est autorisée à acheter à l'amiable ou à exproprier plus que les immeubles ou partie d'immeubles requis pour les fins proposées, afin de les revendre et d'employer le produit de cette vente, en tout ou en partie, soit au paiement du prix d'achat de ces immeubles ou parties d'immeubles, soit au paiement du coût des travaux ou améliorations à faire, pourvu toujours que les propriétaires ne soient pas appelés à payer le prix d'achat de ces immeubles ou parties d'immeubles.

Indemnité au
cas d'expro-
priation.

L'indemnité, au cas d'expropriation, comprendra la valeur réelle de l'immeuble, partie d'immeuble ou servitude exproprié et les dommages résultant de l'expropriation; mais, en décidant de l'indemnité à payer, les commissaires peuvent prendre en considération la plus-value donnée aux immeubles dont doit être détachée la partie à exproprier et compenser cette plus-value par les inconvénients, pertes ou dommages résultant de l'expropriation.

Achat à l'a-
miable.

Dans le cas d'achat à l'amiable, le prix que la cité pourra payer sera celui convenu entre elle et le vendeur.

Qui doit sup-
porter le coût
des immeu-
bles acquis,
etc.

En décidant de l'achat d'un immeuble, partie d'immeuble ou servitude, soit à l'amiable, soit par expropriation, la cité devra en même temps indiquer par qui le coût de cet achat sera supporté, et, à cette fin, la cité est autorisée à payer elle-même ce coût et à indiquer le fonds sur lequel il sera imputé, ou à le charger, en tout ou en partie, aux propriétaires d'immeubles qu'elle croira devoir bénéficier de l'amélioration proposée, au moyen d'un rôle fait et préparé suivant les dispositions de l'article 450 de la charte de la cité.

Sauf quant au paiement du coût et quant à la procédure, lorsque cette procédure est celle indiquée aux articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909, les dispositions ci-dessus s'appliqueront à toutes les expropriations ou acquisitions déjà spécialement autorisées par la charte de la cité et ses amendements, mais non encore commencées, mais elles ne s'appliqueront pas aux expropriations faites en vertu de l'article 452 de la charte, et ne devront pas être interprétées comme obligeant ladite cité à payer pour les expropriations décrétées par le sous-paragraphe 9 du paragraphe *k* de la section 1 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, tel que remplacé par le paragraphe *c* de la section 2 de la loi 1 George V (2ème session), chapitre 60, un montant plus élevé que celui fixé par cette dernière loi.

Dispositions
applicables,
etc.

Rien dans la présente clause n'affectera les droits accordés par les lois 9 Edouard VII, chapitre 81, section 28, paragraphes *k* et *l*, 1 George V (2e session), chapitre 60, section 33, et 2 George V, chapitre 56, sections 40, 41 et 47. (3 Geo. V, c. 54, s. 20.)

Droits sau-
gardés.

L'article 6579 des Statuts refondus, 1909, s'appliquera, *mutatis mutandis*, à la cité de Montréal, mais le dépôt que la cité devra faire sera déterminé par les commissaires sur un rapport préliminaire qu'ils sont autorisés à faire à cette fin, ou sera celui fixé dans l'avis d'expropriation, lorsque la procédure en expropriation se fait en vertu des articles 7581 et suivants desdits statuts. (3 Geo. V, c. 54, s. 21.)

Dispositions
applicables
au dépôt que
la cité doit
faire.

422, 423, 423a, 424, 425 et 426, abrogés par 3 Geo. V, c. 54, s. 20.

427. Dans tous les cas où il n'est exproprié qu'une partie d'un immeuble qui se trouverait réduit à moins de quarante pieds en profondeur par cette expropriation, le propriétaire peut exiger que la cité acquière son lot ou ses lots en entier. (3 Geo. V, c. 54, s. 22.)

Si un immeu-
ble n'est pas
exproprié en
entier.

428. Il n'est payé aux locataires de terrains ou bâtiments à exproprier en tout ou en partie aucune indem-

L'indemnité
de l'indemnité
au locataire.

nité, dommage ou compensation excédant le montant du loyer du reste de l'année courante et d'une autre année de loyer des lieux occupés par eux, mais seulement dans le cas où le bail est fait pour une année ou plus, en sus de l'année courante, à compter de la date de l'adoption par le conseil de la résolution décidant cette expropriation.

Valeur de
certaines
améliorations
peut être ac-
cordée aux
locataires.

Les commissaires peuvent accorder la valeur de toutes réparations et améliorations qui peuvent avoir été faites par un locataire avant la résolution du conseil décrétant l'expropriation, pourvu que ces réparations et améliorations ne soient pas incluses dans l'évaluation des bâtiments.

Nulle indem-
nité en cer-
tains cas.

Dans tous les cas, aucune indemnité n'est accordée aux locataires dont les baux ont été faits ou qui ont pris possession des lieux subséquemment à la résolution du conseil au sujet de cette expropriation.

Nomination
d'un bureau
de commis-
saires.

429. Il sera nommé un bureau de commissaires dans le but de constater la compensation à payer au propriétaire dont le bâtiment ou le terrain doit être exproprié, et, dans le but de déterminer, s'il y a lieu, les droits de la cité mentionnés dans les articles précédents relativement à l'acquisition de ces bâtiments en tout ou en partie.

Composition
du bureau.

Ce bureau se composera de l'un des recorders de la cité, qui agira comme président et convoquera les assemblées du dit bureau, de deux des estimateurs de la cité nommés par le conseil, et de deux autres commissaires nommés par la Cour supérieure ou par un juge d'icelle, sur requête à cet effet, présentée par la cité ou en son nom après avis donné en la manière prescrite pour les avis publics. Ces deux commissaires seront nommés à la suggestion des parties intéressées à l'exclusion de la cité.

Requête et
avis pour
certaines
nominations.

Décision du
bureau est
finale.

Il n'y aura pas d'appel de la décision de ces commissaires. (4 Ed. VII, c. 49, s. 18.)

430. L'avis de cette requête et la requête elle-même doivent contenir la désignation des propriétés à exproprier par l'indication des numéros du cadastre, et, si possible, des numéros civiques en renvoyant au plan officiel déposé au bureau de l'inspecteur de la cité.

Contenu de l'avis et de la requête.

La cour ou le juge à qui cette requête est présentée fixe le jour où les commissaires doivent commencer leurs travaux, ainsi que le jour où ils doivent faire leur rapport; mais, sur requête présentée par la cité ou en son nom et pour des raisons valables, les délais ainsi fixés peuvent être prolongés par la cour ou le juge. (4 Ed. VII, c. 49, s. 19.)

Quand le bureau commence et finit ses opérations

431. Les procédures des commissaires ne seront pas annulées ni mises de côté à raison de l'insuffisance de la description d'un immeuble à exproprier, ou de l'omission de quelque autre formalité prescrite par cette charte, à moins que les objections à cet égard ne soient formulées avant la confirmation, par la cour ou par le juge, du rapport des commissaires, et à moins que la partie lésée ne démontre qu'elle en a souffert un préjudice réel.

Irrégularités dans les procédures n'entraînent pas nullité.

Proviso.

432. Si, en quelque temps que ce soit, après sa nomination, l'un des commissaires manque à l'exécution des devoirs qui lui sont assignés, ou ne remplit pas ses devoirs avec fidélité, diligence et impartialité, il est permis à la cité, par son avocat, de s'adresser par requête sommaire à la cour supérieure ou à tout juge d'icelle, suivant le cas, pour faire suspendre les procédures des commissaires et pour révoquer et remplacer le commissaire qui manque ainsi à ses devoirs, et, sur cette requête, le tribunal ou le juge peut décerner tel ordre qu'il croit conforme à la justice.

Révocation et remplacement des commissaires en cas d'inaccomplissement de leurs devoirs, etc.

433. Dans le cas de décès de l'un des commissaires, ou s'il n'a plus qualité, ou est incapable d'agir, la cour ou l'un des juges d'icelle, suivant le cas, sur requête sommaire à cet effet, après un avis de deux jours francs établi à la satisfaction de la cour ou du juge, remplace ce com-

Révocation et remplacement des commissaires en cas d'inaccomplissement de leurs devoirs, etc.

missaire par une autre personne compétente et désintéressée, qui est astreinte aux mêmes devoirs et obligations que son prédécesseur.

Devoir des commissaires de procéder avec diligence.

434. Afin d'arriver à une décision relativement à cette expropriation, les commissaires, après leur nomination, doivent procéder avec toute la diligence voulue à établir la valeur des terrains et des bâtiments à exproprier, y compris les servitudes et les immeubles par destination.

Serment requis.

Avant de commencer leurs opérations, à l'exception du recorder, les commissaires prêtent serment devant le protonotaire de la Cour supérieure de remplir leurs devoirs avec fidélité, diligence et impartialité.

Leur pouvoir d'assigner etc., des témoins.

Ils ont le pouvoir d'appeler, d'assigner et d'examiner sous serment des témoins, ainsi que toutes les parties intéressées, et d'exiger la production de titres et documents; ils font l'inspection des propriétés à exproprier et prennent tout autre moyen qu'ils jugent à propos pour établir le montant juste et exact de l'indemnité à payer pour le terrain, les bâtiments et les servitudes à exproprier, et font rapport du coût de l'acquisition des propriétés en entier, des parties de propriétés, ainsi que des servitudes à exproprier, de la manière prescrite précédemment.

Rapport des commissaires et son contenu.

Le rapport des commissaires est signé et doit établir le montant moyennant lequel la cité a le droit d'acquérir les immeubles pour les fins de cette expropriation.

Signature du rapport

Le rapport peut être valablement signé par la majorité des commissaires. (3 Geo. V, c. 54, s. 23.)

Devoirs des commissaires relativement aux réclamations des locataires et autres.

435. Les commissaires prennent aussi connaissance et font l'examen de toutes réclamations des locataires, ou des occupants ou des propriétaires qui occupent leurs propres immeubles, affectés par cette expropriation, en dressent un rapport et fixent les indemnités au sujet de ces réclamations, conformément aux restrictions et conditions mentionnées dans les articles précédents. (4 Ed. VII, c. 49, s. 20.)

436. La cité n'est pas tenue de payer les honoraires d'avocats ou de témoins ni les frais ou déboursés incidents, autres que ceux mentionnés ci-après, pour les procédures devant les commissaires ou devant les tribunaux, soit pour la nomination des commissaires ou l'homologation de leur rapport ou pour le retrait, pour les indemnitaires, des sommes d'argent déposées au bureau du protonotaire.

Frais d'expropriations.

Les commissaires nommés par la cour ou par la loi ont droit aux honoraires suivants :

Pour estimation d'immeubles vacants, audition de témoins et fixation des indemnités; pour chaque immeuble	\$10 00
Pour estimation d'immeubles contenant des bâtiments, audition de témoins et fixation des indemnités; pour chaque immeuble	15 00
Pour examen des réclamations des locataires; pour chaque sentence	10 00
(4 Ed. VII, c. 49, s. 21.)	

437. Il n'est pas accordé d'indemnité ni de dommages-intérêts pour des bâtiments ou constructions érigés sur un immeuble, ou pour des améliorations faites sur cet immeuble, après qu'avis de la résolution concernant cette expropriation a été donné dans le conseil; pourvu que tel avis soit suivi de procédures en expropriation dans l'année.

Dommages non recouvrables pour bâtiments, etc., construits après avis d'expropriation.

438. Aussitôt que les commissaires ont clos et signé le rapport conformément aux dispositions qui précèdent, ils le déposent au bureau du greffier de la cité, qui en donne de suite avis public, ainsi que du jour où ce rapport sera soumis à la cour supérieure ou à un des juges d'icelle, suivant le cas, pour sa confirmation ou son homologation, et ce rapport ne peut être ainsi soumis qu'après l'expiration d'au moins dix jours après la première publication de cet avis.

Dépôt du rapport des commissaires et avis.

439. Au jour fixé dans l'avis, la cité soumet à la cour

Homologation du rapport.

supérieure ou à un des juges d'icelle, le rapport des commissaires, pour qu'il soit confirmé et homologué, et la cour ou le juge, suivant le cas, après avoir constaté que les procédures et les formalités prescrites par les articles précédents ont été observées, confirme et homologue le rapport, et la décision de la cour ou du juge est finale à l'égard de toutes les parties intéressées et n'est pas sujette à appel.

Emprunt pour
payer l'indem-
nité ordonnée
par règle-
ment.

440. Dans les soixante jours qui suivent l'homologation du rapport des commissaires, le conseil adopte un règlement prescrivant le moyen de payer le coût de cette expropriation; et, s'il n'y a pas de fonds à la disposition de la cité pour cet objet, le conseil doit pourvoir au paiement du coût de la dite expropriation et des indemnités au moyen d'un emprunt, qu'il est par les présentes autorisé à faire à cette fin; mais cet emprunt ne peut se faire que suivant les dispositions d'un règlement qui doit être préalablement adopté conformément aux formalités requises pour l'adoption des règlements de la cité.

Contenu du
règlement.

Ce règlement doit indiquer l'objet pour lequel l'argent est emprunté, la manière dont il sera remboursé, ainsi que l'époque et le lieu où l'emprunt sera acquitté; il doit imposer une taxe spéciale, qui sera prélevée sur tous les immeubles imposables dans les limites de la cité et qui sera suffisante pour pourvoir à l'intérêt sur l'emprunt et à un fonds d'amortissement, de manière à éteindre le capital emprunté à l'expiration du terme de l'emprunt, qui ne devra, en aucun cas, excéder quarante ans.

Recours des
intéressés si
la cité néglige
de pourvoir
au paiement
d'indemnité.

Si le conseil manque de pourvoir au coût de l'expropriation, conformément au présent article, durant la dite période de soixante jours, les intéressés peuvent exercer leur recours en dommages contre la cité, et peuvent en outre exercer tous les autres recours permis par la loi.

Dépôt de
l'indemnité
après l'adop-
tion du
règlement.

441. Dans les trente jours de l'adoption de ce règlement, la cité dépose entre les mains du protonotaire de la cour supérieure le montant du prix ou de la compen-

sation établi par le rapport des commissaires et approuvé par le conseil, pour les immeubles que la cité doit acquérir par cette expropriation, et le protonotaire donne son récépissé par écrit de ce dépôt.

Ce dépôt et ce récépissé constituent en faveur de la cité un titre légal à chacun des immeubles expropriés; et dès lors tous les propriétaires de tels immeubles expropriés ou toutes autres personnes intéressées se trouvent dépossédés de tout droit quelconque à ces immeubles, et la cité est saisie de la propriété desdits immeubles et peut en prendre possession sans autres formalités, et s'en servir pour toutes les fins autorisées par cette charte.

Effet du
dépôt.

442. Toute expropriation faite en vertu de cette charte a pour effet de purger les hypothèques, privilèges ou charges quelconques dont sont grevés les immeubles; mais le prix ou la compensation, déposé entre les mains du protonotaire, comme susdit, est censé représenter les dits immeubles en ce qui concerne les dits hypothèques, privilèges ou charges, lesquels conservent leurs rang et priorité dans la distribution qui est faite des deniers déposés conformément à cette charte.

Expropriation
à l'effet de
purger les
hypothèques,
etc.

442a. Le conseil peut, par règlement ou résolution, créer que le coût des expropriations sera payé par versements annuels, et dans ce cas, les privilèges et droits hypothécaires de la cité sont conservés sur les immeubles sujets au coût de l'expropriation jusqu'à ce que les propriétaires aient payé en entier leur part de contribution.

Paiement du
coût des ex-
propriations
par verse-
ments an-
nuels.

Cette disposition s'applique aux expropriations autorisées par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, et 4 Edouard VII, chapitre 49. (7 Ed. VII, c. 63, s. 36.)

Disposition
déclaratoire.

443. Les corporations, maris, tuteurs, administrateurs, gardiens, curateurs, grevés de substitution ou fidéi-commissaires, qui sont saisis ou en possession de, ou intéressés dans quelque immeuble sujet à l'expropriation, peuvent (non seulement en leur nom mais au nom

Pouvoirs des
corporations,
tuteurs, etc.,
de transiger
au sujet de
l'expropriation.

des personnes qu'ils représentent, ou pour l'avantage desquelles ils sont ainsi saisis, et en possession des dits immeubles ou y intéressés, qu'elles soient mineures, enfants à naître, aliénées, idiots, femmes sous puissance de mari ou autres personnes faire des conventions au sujet des dits immeubles, les vendre et les transporter.

Validité des conventions.

Ces conventions, ventes et transports sont bons et valides en loi, à toutes fins quelconques que de droit.

Irresponsabilité personnelle des corporations, etc., à raison de ces conventions.

Toutes corporations et personnes quelconques qui font des conventions, ventes et transports comme susdit, sont par cette loi déclarées indemnes à raison de telle convention, vente ou transport, sans que toutefois la responsabilité de ces corporations ou personnes soit diminuée en aucune manière à l'égard de ceux qu'elles représentent, pour ce qui concerne le prix d'achat ou la considération de ces ventes ou transports.

Autorisation requise de la cour avant le paiement du prix.

Dans ce cas, le prix n'est payé au vendeur qu'après que la cour ou le juge en a autorisé le paiement; et, si cette autorisation n'est pas obtenue dans les trois mois qui suivent l'exécution du transport, la cité peut se décharger de toute responsabilité ultérieure, en effectuant ce paiement entre les mains du protonotaire de la cour supérieure pour l'avantage de qui de droit.

Distribution des deniers.

444. Quand les deniers ont été déposés, comme susdit, entre les mains du protonotaire, la cour supérieure ou l'un des juges d'icelle durant les vacances et hors des termes, décide de quelle manière sont appelés les créanciers de la partie ayant droit à ces deniers, ou ses représentants légaux et toutes autres parties intéressées, et donne, suivant que la chose est trouvée juste et à propos, des ordres concernant la remise ou la distribution des deniers, ou concernant toute autre matière se rapportant aux réclamations ou demandes des parties intéressées; pourvu toutefois que, si le prix ou la compensation et les dommages sont payés à la partie expropriée elle-même, le montant ainsi payé ne soit pas assujéti à la taxe imposée en vertu de l'acte 12 Victoria, chapitre

l'proviso.

112 (voir Statuts refondus de la province de Québec, articles 2749, 2751 et 2755), ni à la commission que le protonotaire de la cour supérieure a droit de recevoir, ni à aucune autre taxe ou commission.

Si, cependant, le montant de l'indemnité n'excède pas \$100, ces formalités ne sont pas nécessaires, et le protonotaire le remet immédiatement à la personne expropriée.

Procédure, si indemnité n'excède pas \$100,00.

445. Les dépôts mentionnés dans l'article précédent sont des dépôts judiciaires suivant le sens de la section 19 du chapitre 5 du titre 4 des Statuts refondus (articles 1192 et suivants).

Les dépôts sont des dépôts judiciaires.

446, 447, 448, 449. Abrogés par 3 Geo. V, c. 54, s. 24.

450. Les sommes à être réparties entre les propriétaires, en vertu des articles 421 et suivants, le seront au moyen d'un rôle préparé par l'inspecteur de la cité, ou par tout autre officier nommé par le bureau des commissaires.

Rôle préparé par l'inspecteur, etc.

Cette répartition se fera entre les propriétaires en proportion de l'étendue du front ou de la profondeur, suivant le cas, de leurs propriétés, telle que portée au rôle d'évaluation, indépendamment des bâtiments qui s'y trouvent érigés.

Répartition du coût.

L'inspecteur de la cité ou l'officier nommé par le bureau des commissaires, suivant le cas, donne avis public du jour où les contribuables tenus au paiement de la contribution peuvent faire l'examen de cette répartition et lui soumettre leurs objections avant que le rôle soit complété et mis en vigueur. Cet avis est publié durant l'espace de dix jours dans un journal français et dans un journal anglais.

Avis de l'examen du rôle.

L'inspecteur de la cité ou l'officier nommé par le bureau des commissaires, suivant le cas, entend et juge sommairement toutes les objections qui peuvent être faites, et il n'y a pas d'appel de sa décision. Le rôle est

Décision de l'inspecteur, etc.

alors signé par ledit inspecteur ou officier et est par le fait en vigueur.

Recouvrement de la répartition.

Le montant dû en vertu de cette répartition est perçu des propriétaires des immeubles qui en sont affectés et est recouvrable de la même manière que les autres taxes et contributions foncières. (3 Geo. V, c. 54, s. 25.)

451. Abrogé par 3 Geo. V, c. 54, s. 26.

Expropriations de terrains si un immeuble est bâti sur le nouvel alignement homologué.

452. Le conseil peut, en tout temps, par règlement ou résolution, ordonner que tout immeuble sur lequel il n'y a pas de bâtiments situés entre l'ancien alignement et la nouvelle ligne homologuée d'une rue quelconque, soit exproprié lorsque le propriétaire de tel immeuble cède à la cité, par écrit, le terrain lui appartenant pour être ainsi exproprié, et dont l'inspecteur de la cité doit immédiatement faire un plan.

Estimateurs évaluent le terrain cédé et font rapport.

Le maire nomme alors deux des estimateurs de la cité pour établir la valeur du terrain ainsi cédé à la cité. Ces estimateurs évaluent le terrain au prix porté au rôle d'évaluation pour l'année courante, et en font rapport, par écrit, au conseil. Après que leur rapport a été confirmé par le conseil, il est renvoyé à l'inspecteur de la cité et aux deux estimateurs susdits, avec instruction de répartir le coût du terrain exproprié sur les terrains seulement situés de chaque côté de la rue, dans les limites qu'ils fixent, suivant la longueur de la ligne de front, en proportions égales.

Répartition du coût de l'expropriation.

Rôle de Répartition

Après que le rôle de répartition a été certifié par l'inspecteur de la cité, et les deux estimateurs susdits, et déposé entre les mains du trésorier de la cité, il équivaut à un rôle final de contribution spéciale et a la même force et le même effet et les sommes y mentionnées deviennent dès lors dues, et sont payables dans les trente jours de la date du dépôt du rôle.

Débet pour le paiement des propriétaires.

Le propriétaire dont le terrain a été exproprié est payé pour tel terrain, sans intérêt, dans les trois mois de la date du dépôt du rôle. Mais dans le cas où l'immeuble

ainsi exproprié serait grevé de quelque hypothèque ou créance privilégiée, alors les dispositions des articles 441, 442, 443, 444 et 445 de la charte s'appliquent, sauf incompatibilité.

Afin de payer le coût de l'expropriation la cité a le droit d'émettre des obligations temporaires, conformément à l'article 355 de cette charte, et ce droit s'étend à toutes les expropriations de même nature qui ont été faites et qui ne sont pas réglées à la date de la sanction de la présente loi. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 23.)

Emission
d'obligations.

§ 3.—*Des contributions pour trottoirs et égouts.*

453. Le conseil peut, par résolution, ordonner la construction de trottoirs avec des matières durables permanentes, autres que le bois, dans toute rue, square ou place publique de la cité, et ordonner le paiement du coût de cette construction à même les fonds de la cité, jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas la moitié de ce coût, et d'en répartir la balance sur le terrain situé du côté de la rue, square ou place publique, où ce trottoir a été construit.

Construction
de trottoirs
de matières
durables.

Répartition à
cet effet.

Cette répartition se fait en proportion de l'étendue du front de chaque terrain, pourvu qu'aucune telle résolution ne soit adoptée avant que le coût de cette construction ait été établi par un rapport fait par l'inspecteur de la cité et soumis au conseil.

Base de la
répartition.

Le défaut d'avis ne peut être invoqué pour les travaux déjà faits. (7 Ed. VII, c. 63, s. 38.)

Défaut d'avis

454. La répartition du coût des égouts se fait comme celle du coût des trottoirs au moyen d'un rôle de répartition préparé par l'officier désigné à cette fin par le bureau des commissaires et approuvé par le dit officier conformément aux dispositions de l'article 450 de la charte et aux règlements en vigueur, à l'exception des avis aux intéressés, qui devront être donnés conformément aux dispositions de l'article 533 de la charte, pourvu

Mode de faire
la répartition

qu'il s'écoule un délai de huit jours entre la date de la publication de cet avis et le jour où les intéressés pourront faire l'examen du rôle et soumettre leurs objections. (3 Geo. V, c. 54, s. 28.)

§ 4.—*Des pavages.*

Par qui est
payé le pa-
vage des rues,
etc.

455. 1. Nonobstant toute loi à ce contraire, lorsque le bureau des commissaires, par résolution, décide et ordonne de paver une rue, ruelle, voie publique, square ou place publique, en tout ou en partie, avec des matériaux permanents ou déclarés tels par ledit bureau, le coût total de ce pavage, y compris les intersections des ruelles, est payé par les propriétaires des immeubles situés sur telle rue, ruelle, voie publique, square ou place publique ou partie d'icelle; à l'exception, toutefois, du pavage des intersections des rues, qui est payé par la cité à même le fonds d'emprunt.

Répartition
du coût.

2. Un rôle est préparé à cette fin par l'inspecteur de la cité, et le coût de tel pavage est réparti entre ces propriétaires en proportion de la profondeur ou de la largeur de leurs immeubles, suivant le cas, telle qu'indiquée au rôle d'évaluation.

Examen de la
répartition et
avis.

3. L'inspecteur de la cité donne avis du jour où les propriétaires tenus au paiement de cette contribution spéciale peuvent faire l'examen de cette répartition, et lui soumettre leurs objections avant que ce rôle soit complété et mis en vigueur, lequel avis est publié durant huit jours dans un journal français et dans un journal anglais.

Décision des
objections.

4. L'inspecteur entend et juge sommairement toutes les objections qui peuvent être faites, et il n'y a pas d'appel de sa décision. Le rôle est alors signé par lui et est par le fait en vigueur.

Recouvre-
ment de la
répartition.

5. Le montant dû en vertu de cette répartition est perçu desdits propriétaires, et est recouvrable de la même manière que les autres taxes et contributions foncières.

Répartition
payable par
versements.

6. Il est cependant loisible à tout propriétaire riverain de payer le montant de sa contribution spéciale par versements annuels suffisants pour éteindre en dix ans la

somme à laquelle il est tenu, avec intérêt à cinq pour cent par année.

7. Lorsqu'une rue, une voie publique, un square, ou une place publique est de plus de cinquante pieds de largeur, le coût du pavage de l'excédent est payé en entier par la cité et imputé sur le fonds d'emprunt.

Partie payable par la cité en certains cas.

8. Lorsque le bureau des commissaires décide et ordonne par résolution de refaire à neuf, en tout ou en partie, des pavages permanents qui ont été faits avant le 14 mars 1911, dans toute rue, ruelle, voie publique, square ou place publique ou partie d'icelle, le coût de cette réfection totale ou partielle est réparti sur et perçu des propriétaires des immeubles riverains de telle rue, ruelle, voie publique, square ou place publique ou partie d'icelle, de la manière ci-dessus prescrite.

Pavages permanents refaits à neuf et paiement d'iceux.

9. Les pavages qui sont faits ou refaits comme susdit sont entretenus, réparés ou renouvelés, à l'avenir, par ladite cité à perpétuité.

Entretien d'iceux.

10. Les rôles faits en vertu de l'article 455 de la loi 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 25, sont validés, et la cité est autorisée à faire les autres rôles pour les pavages faits, commencés ou ordonnés en vertu de cette dernière loi suivant les dispositions du présent article. (3 Geo. V, c. 54, s. 29.)

Rôles faits en vertu de la loi 1 Geo. V., (1911), c. 60, s. 25.

455a. Nonobstant toute loi à ce contraire, lorsque la cité fera paver une rue, voie ou place publique, elle y construira en même temps les drains nécessaires pour faire le raccordement avec l'égout existant jusqu'à l'alignement de telle rue, voie ou place publique, aux frais du propriétaire riverain, duquel elle pourra recouvrer le montant dépensé pour cette fin, comme dans le cas des taxes ordinaires, et le conseil pourra aussi, dans ce cas, par simple résolution, forcer les compagnies d'éclairage de poser sous terre, dans un délai de trente jours après avis, leurs tuyaux dans les dites rues et voies publiques avec les raccordements jusqu'à l'alignement de la rue, la

Construction des drains lors du pavage des rues.

Posage de tuyaux par les compagnies d'éclairage.

cité pouvant profiter de l'ouverture de la rue pour poser les tuyaux à l'eau. (7 Ed. VII, c. 63, s. 40.)

§ 5.—*Dispositions générales.*

Délai accordé pour paiement de la contribution foncière imposée pour les expropriations, etc.

456. Tout règlement ou toute résolution autorisant une expropriation en vertu des dispositions de quelqu'un des articles précédents ou la construction de trottoirs, drains ou égouts, peut décréter que toute contribution foncière requise pour le coût de cette expropriation ou de cette construction peut être payée par paiements annuels durant une période de temps de pas plus de dix ans, avec intérêt légal sur toute balance restant non payée. (7 Ed. VII, c. 63, s. 41.)

Amendement des erreurs de copiste dans les procédures en expropriation, etc.

457. Si lors de l'entrée en vigueur de cette loi, ou par la suite, il se trouve quelque erreur de copiste, quelque omission ou vice de forme dans une procédure en expropriation ou dans la préparation d'un rôle de contribution foncière pour le coût d'une amélioration, soit que cette erreur, omission ou vice de forme provienne du fait des commissaires ou de l'un d'eux, ou des personnes chargées en vertu de la loi de faire ces procédures, la cour supérieure, ou l'un des juges d'icelle, sur requête à cet effet, peut à sa discrétion permettre la rectification de telle erreur, omission ou vice de forme à telles conditions, quant aux frais, que le tribunal ou le juge peut déterminer.

Nouveau rapport, etc., si le premier est annulé.

458. Lorsqu'un rapport fait ou une sentence rendue par les commissaires en vertu des dispositions de cette section est annulé par une autorité compétente, la cité peut faire dresser un nouveau rapport ou faire rendre une nouvelle sentence par des commissaires nommés conformément à l'article 429.

Dispositions applicables à la confection du nouveau rapport, etc.

Toutes les dispositions de cette charte concernant la confection et la révision de toute sentence ou rapport, ou de toute autre matière incidente s'y rattachant, s'appliquent à tel nouveau rapport ou nouvelle sentence, pourvu toujours que les procédures pour la préparation de tout nouveau rapport ou de toute nouvelle sentence soient

commencées dans un délai de six mois à compter de la date de l'annulation de la sentence antérieure.

459. Si quelque rôle spécial de contribution ou de répartition, fait par l'inspecteur de la cité ou par tout autre officier nommé par le bureau des commissaires est annulé par une autorité compétente, ledit inspecteur ou autre officier nommé par le bureau des commissaires, suivant le cas, est tenu de dresser un nouveau rôle de contribution ou de répartition pour le même objet, en la manière prescrite par les sections précédentes, et, ce rôle une fois complété et révisé, a pleine force et effet. (3 Geo. V, c. 54, s. 30.)

Nouveau rôle si le premier est annulé.

460. Chaque fois qu'un rôle de contribution ou de répartition pour l'amélioration d'une rue a été annulé et mis de côté, les paiements faits en vertu de ce rôle ne sont pas pour cela invalidés, mais ces paiements, en y ajoutant l'intérêt, sont appliqués à éteindre les montants fixés par le nouveau rôle de contribution, avec cette restriction que les contribuables doivent rembourser tout déficit ou recevoir tout surplus qui peut éventuellement exister comme différence entre l'ancien et le nouveau rôle de contribution.

Paiement en vertu des rôles de répartition pour l'amélioration d'une rue annulés.

La présente disposition s'applique tant aux rôles de contributions spéciales déjà faits qu'à ceux qui pourront l'être par la suite.

Application de cette disposition.

§ 6.—*De l'expropriation des franchises publiques*

461. Quand une franchise municipale se trouve périmée par expiration de temps, ou lorsque la franchise ou le droit de faire usage des rues de la cité n'est pas exercé durant la période des cinq années qui s'écoulent après son acquisition par une corporation ou un particulier, si le conseil juge à propos que la cité possède et exerce ces franchises, droits et privilèges municipaux pour le chauffage ou l'éclairage de la cité ou de tout édifice qui s'y trouve, par le gaz, l'électricité ou autre agent, ou pour l'usage des rues, ruelles et voies publiques de la cité

Pouvoirs d'exproprier des franchises publiques en certains cas.

pour des fins de chemin de fer, traction, conduit, télégraphe, ou téléphone ou toutes autres fins quelconques, il peut acheter ou acquérir autrement à l'amiable ces franchises, droits et privilèges, quels qu'en soient les propriétaires, possesseurs ou les personnes qui en ont le contrôle et, s'ils ne sont point acquis par achat ou arrangement, ils pourront l'être par voie d'expropriation, soit après, soit sans procédures faites en vue d'en faire l'acquisition par arrangement.

SECTION XXI

De l'aqueduc

Construction
et entretien
d'un aqueduc.

462. La cité peut construire et entretenir dans ses limites et au delà d'icelles, dans un rayon de trente milles, un aqueduc avec toutes les dépendances et accessoires nécessaires pour introduire et conduire, par toute la cité et ses environs, une quantité suffisante d'eau bonne et saine pour l'usage et les besoins des habitants de Montréal et de ses environs; améliorer, modifier ou déplacer le dit aqueduc ou toute partie d'icelui; changer l'emplacement des roues hydrauliques, machines ou autres moyens d'alimentation de l'aqueduc; et construire et entretenir tous bâtiments, roues, machines, réservoirs, bassins et autres ouvrages nécessaires pour la conduite de l'eau dans la cité et ses environs.

Droit d'acquérir terrains
etc., dans un
certain rayon,
etc.

463. Dans ce but, la cité peut acquérir et posséder tout terrain, servitude ou usufruit dans ses limites ou dans un rayon de trente milles de ses limites; acheter un droit de passage partout où il est nécessaire; payer tous les dommages causés à tout bâtiment ou terrain par suite des travaux faits pour cet aqueduc; passer des marchés avec toute personne pour la construction du dit aqueduc en tout ou en partie; diriger et surveiller le dit aqueduc une fois qu'il sera terminé; entrer, durant le jour, sur les terrains des particuliers dans ce but et y faire des fouilles, y prendre et enlever des pierres, de la terre, des déchets, des arbres, des racines, du sable et du gravier

et autres matières, en payant ou en offrant une indemnité raisonnable pour iceux, et en se conformant, en toutes choses, aux dispositions ci-après.

464. Si, pour les besoins de l'aqueduc ou pour quelque une des fins mentionnées dans l'article précédent, soit en dedans, soit en dehors des limites de la cité, les parties ne peuvent s'entendre sur l'acquisition d'un immeuble ou d'un droit de passage ou d'une servitude sur tel immeuble, cette acquisition peut se faire par voie d'expropriation, de la manière prescrite par cette charte pour les expropriations en général.

Expropriation
faute d'en-
tente.

465. La cité peut entrer sur tout terrain ou immeuble rue ou voie publique pour y poser ou réparer les conduits d'eau, et pour y faire tous les autres travaux nécessaires à l'aqueduc.

Droit d'entrer
sur les ter-
rains pour
réparer les
conduits
d'eau

466. Aucune action ou poursuite contre la cité, pour dommages résultant de l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par les quatre articles précédents, n'est recevable à moins que cette action ou poursuite ne soit intentée dans les six mois qui suivent l'acte dont on se plaint.

Prescription
des actions en
dommages.

467. Quiconque empêche la cité ou toutes personnes à son service de faire les dits travaux, ou d'exercer les pouvoirs et privilèges conférés ci-dessus, ou les gêne ou les dérange dans l'exercice de ces pouvoirs, ou endommage de quelque façon que ce soit l'aqueduc ou ses appareils ou accessoires, ou entrave ou empêche le fonctionnement de l'aqueduc ou des accessoires ou appareils en dépendant ou de quelque partie d'iceux, est passible, en outre de la pénalité imposée par quelque règlement de la cité, des dommages que la cité subit à raison de ces actes.

Pénalité pour
obstruction
aux travaux.

Ces dommages avec les frais sont recouvrables au moyen d'une plainte ou poursuite devant les cours ayant juridiction à cet effet.

Recouvrement
des dom-
mages.

Règlements
dans les cas
suivants:

468. Le conseil a plein pouvoir d'adopter des règlements pour les fins suivantes:

Usage de
l'eau;

1. Pour défendre à tout occupant d'une maison ou bâtiment approvisionné d'eau par l'aqueduc, de fournir cette eau à d'autres, ou de s'en servir autrement que pour son usage ou d'augmenter sa provision au delà de ce qu'il est convenu, ou de la gaspiller;

Emplacement
des conduits;

2. Pour prescrire les dimensions, la qualité, la force de résistance et l'emplacement des conduits, soupapes, robinets, citernes, cabinets d'aisances, baignoires et autres choses de même nature dont on se servira dans la cité;

Tarif de

3. Pour réglementer et fixer par un tarif la taxe de l'eau, ainsi que l'époque et le mode du paiement d'icelle, et la manière dont la dite taxe de l'eau pourra être imposée et prélevée; pour fournir des compteurs qui seront placés dans les bâtiments ou établissements, afin de mesurer et compter la quantité d'eau qui y sera consommée, et pour fixer le prix de l'eau, et de la location de ces compteurs, et la manière dont ces prix seront payés;

Propreté de
l'eau, etc.;

4. Pour empêcher que l'eau ne soit contaminée dans l'aqueduc ou les réservoirs, et que l'on ne fraude la cité relativement à la quantité d'eau fournie par l'aqueduc;

Taxe de l'eau
payable par
versements;

5. Pour prescrire que la taxe de l'eau sera due et payable par versements après la mise en vigueur des rôles de répartition, chaque année, et dans les délais qu'il jugera à propos de fixer;

Paiement de
l'intérêt sur
les arrérages;

6. Pour prescrire que le taux légal d'intérêt sur les arrérages du prix de l'eau ne sera dû qu'à l'expiration des dits délais, respectivement;

Autres ma-
tières en gé-
néral se rap-
portant à l'a-
queduc.

7. Pour pourvoir à toute autre matière ou chose de quelque nature que ce soit, se rattachant à l'aqueduc, qu'il sera nécessaire de réglementer ou déterminer pour le bon fonctionnement de l'aqueduc.

Robinet
d'arrêt pour
l'eau.

8. Pour obliger les propriétaires de tout édifice ou immeuble quelconque à poser à l'intérieur de leurs bâti-

ments, dans un endroit convenable et commode, des robinets d'arrêt pour l'eau, et pour permettre aux officiers de la cité d'avoir accès à ces robinets à toute heure du jour et de la nuit: pour permettre à la cité de fermer ces robinets et de les sceller, et pour imposer une amende au propriétaire, occupant ou locataire, suivant le cas, si le cachet est trouvé brisé ou le robinet ouvert après qu'il aura été fermé et scellé par les employés de la cité. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 26.)

469. Dès que la cité est prête à fournir l'eau à quelque partie de la cité qui n'en est pas déjà pourvue, elle en donne avis public, et, après cet avis, toutes les personnes sujettes au paiement de la taxe de l'eau dans cette partie de la cité, soit qu'elles consentent ou non à recevoir l'eau, doivent payer la taxe fixée par le tarif.

Avis par la corporation qu'elle est prête à fournir l'eau.

470. La cité doit introduire à ses propres frais l'eau dans les maisons ou autres bâtiments; mais la distribution de l'eau dans ces maisons ou bâtiments, après que l'eau y aura été introduite, est à la charge des propriétaires occupants et est faite par ceux-ci.

Frais d'introduction de l'eau dans les maisons.

Dans tous les cas où la maison ou le bâtiment se trouve à quelque distance de l'alignement de la rue, la cité pose le tuyau de distribution jusqu'à l'alignement de la rue, et a le droit d'exiger du propriétaire la taxe de l'eau, quand même ce dernier refuse ou néglige de raccorder ce tuyau avec sa maison ou son bâtiment.

Si la maison est éloignée de l'alignement de la rue.

471. Si quelque propriétaire refuse ou néglige de faire cette distribution, et que le conseil exige du locataire la taxe de l'eau, celui-ci peut retenir sur le loyer de l'immeuble qu'il occupe le montant de la taxe de l'eau qu'il a payé à la cité, à moins qu'il ne soit autrement stipulé dans le bail.

Recours du locataire obligé de payer taxe de l'eau si elle n'est pas introduite.

472. Si quelque personne endommage ou laisse en mauvais état un conduit d'eau, une soupape, un robinet, un cabinet d'aisances, une baignoire ou un autre appareil, ou s'en sert ou permet que l'on s'en serve de façon

Arrêt de l'eau pour dommages aux robinets, etc., et gaspillage de l'eau.

que l'eau soit gaspillée ou consommée mal à propos; ou si elle refuse ou néglige de payer la taxe légalement imposée pour l'eau qui lui est fournie, pendant les trente jours qui suivent la date où cette taxe est devenue due et payable, la cité peut intercepter l'eau et en suspendre l'approvisionnement tant que la dite personne est en défaut, ce qui, du reste, n'exempte pas cette personne du paiement de la taxe de l'eau tout comme si l'eau lui avait été fournie sans interruption.

Arrangements particuliers pour l'approvisionnement de l'eau.

473. La cité peut faire avec les consommateurs des arrangements particuliers pour l'approvisionnement de l'eau, dans les cas spéciaux où l'on considère que la consommation ordinaire d'eau est excédée.

Tuyaux séparés lorsqu'il y a plusieurs locataires dans la même maison.

474. Le propriétaire de tout bâtiment loué par deux ou plusieurs locataires, sous-locataires ou familles sera responsable du paiement de la taxe imposée pour l'eau fournie aux dits locataires, sous-locataires ou familles occupant tel bâtiment, à moins qu'un tuyau de distribution séparé et distinct ne soit posé dans tel bâtiment par le propriétaire d'icelui pour chaque tel locataire, sous-locataire ou famille occupant un appartement ou des appartements séparés dans le dit bâtiment, de manière que la cité puisse, en tout temps, contrôler l'approvisionnement d'eau de chacun des dits locataires, sous-locataires ou familles, comme dans les cas des bâtiments occupés par un seul locataire. (3 Ed. VII, c. 62, s. 46.)

Obligation du propriétaire d'un pâé de maisons.

475. Cette obligation s'applique à tout propriétaire d'un pâé de maisons ou de logements contigus, qui refuse ou néglige de munir chaque telle maison ou logement d'un tuyau de distribution distinct et séparé; cette obligation s'applique également au propriétaire dans tous les cas où le nombre des locataires, sous-locataires ou familles dans une maison est tel qu'il sera impossible de donner à chacun d'eux un tuyau de distribution séparé; et la cité a droit, dans ce cas, d'exiger du propriétaire la taxe ordinaire de l'eau pour chacun de ces locataires, sous-locataires ou familles. (3 Ed. VII, c. 62, s. 47.)

SECTION XXII

De la cour du recorder§ 1.—*Constitution de la cour*

476. Il y a deux recorders pour la cité de Montréal et il y a une cour d'archives qui est appelée "la Cour du recorder de la cité de Montréal," laquelle est présidée par l'un ou l'autre des recorders ou par les deux ensemble.

Recorders.

Cour de recorder.

Néanmoins la dite cour peut siéger simultanément en deux chambres séparées, et elle est présidée par l'un ou l'autre des recorders.

Qui préside, etc.

Cette cour tient ses séances à l'hôtel de ville, ou en tout autre endroit que le conseil désigne.

Lieu des séances, etc., de la cour.

La dite cour a un sceau. (3 Ed. VII, c. 62, s. 48.)

Sceau.

477. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommé, par commission spéciale, sous le sceau de la province, les recorders, qu'il choisit parmi les membres du barreau de la province ayant exercé leur profession pendant au moins cinq ans, pour remplir les fonctions de recorder.

Nomination des recorders.

Les recorders exercent leur charge durant bonne conduite, et leur commission ne peut être révoquée que sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative au lieutenant-gouverneur en conseil.

Durée de leurs charges et révocation.

Le traitement de chacun des recorders est de cinq mille piastres par année.

Traitement.

Si un recorder de la cité, après avoir agi comme tel durant quinze ans, se démet de sa charge, ou si, pendant l'exercice de sa charge, il devient affligé de quelque infirmité permanente ou chronique qui l'empêche de remplir ses fonctions, la cité doit lui accorder une pension égale aux trois quarts du traitement qu'il recevait au moment de sa démission, et cette pension qui commence immédiate-

Pension en cas de retraite.

ment après sa démission, lui est servie sa vie durant comme pension insaisissable.

Dispositions applicables au greffier actuel, etc.

Les dispositions du dernier paragraphe ci-dessus s'appliquent aussi au greffier actuel de la cité, au trésorier actuel et à l'aviseur légal en chef actuel. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 27.)

Computation des années.

Il devra être tenu compte, dans la computation des années conférant le droit à la pension, des années pendant lesquelles un recorder de la cité a agi comme recorder d'une municipalité ensuite annexée à la cité de Montréal. (2 Geo. V, c. 56, s. 21.)

Nomination d'un recorder suppléant.

477a. Lorsque, à raison de maladie ou d'absence, ou pour quelque autre cause, un recorder est incapable d'exercer ses fonctions, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un recorder suppléant qu'il choisit parmi les membres du barreau de la province ayant exercé leur profession pendant au moins cinq ans, pour remplir les devoirs et exercer la juridiction conférés à la Cour de recorder et à ce recorder durant son incapacité d'agir.

Sa rémunération.

La rémunération de ce recorder suppléant ou du magistrat de police agissant à la place du recorder en vertu de l'article 3290 des Statuts refondus, 1909, est de dix piastres par jour et est payable par la cité.

Effet rétroactif.

La disposition de l'alinéa précédent a un effet rétroactif jusqu'au premier janvier 1910. (1 Geo. V, c. 48, s. 42.)

Greffier de la cour—ses qualifications, ses pouvoirs.

478. Le greffier de la cour du recorder est nommé par le conseil; il doit appartenir au barreau de la province de Québec, et il est *ex officio* juge de paix dans et pour le district de Montréal.

Garde du sceau.

Il a la garde du sceau de la dite cour.

Rédaction des assignations, etc.

479. Le greffier prépare et rédige tous les exploits d'assignation, tous les brefs, mandats ou ordonnances quelconques qui sont émis par la dite cour ou le recorder.

Il conduit toutes les causes et poursuites de la compétence ou juridiction de la dite cour, ou du recorder, à l'exception de celles pour lesquelles la cité ou les parties en cause jugent à propos de se faire représenter par un avocat de leur choix.

Il conduit les poursuites.

480. Le greffier et ses assistants prêtent serment devant le recorder de remplir fidèlement leurs fonctions; ce serment est inscrit sur le document qui contient leur nomination et est signé par eux.

Serment du greffier et de ses assistants.

481. Au cas de décès du greffier, le recorder nomme l'un des assistants-greffiers, qui agit en son lieu et place comme greffier, jusqu'à ce que le conseil en ait nommé un nouveau.

Un de ses assistants le remplace au cas de décès.

482. Le recorder, avec l'autorisation du conseil, peut nommer de temps à autre autant d'huissiers de la cour du recorder qu'il le juge à propos; il peut les révoquer avec la même autorisation.

Huissiers de la cour.

Les huissiers ainsi nommés prêtent serment devant le recorder de remplir fidèlement leurs fonctions et sont officiers de cette cour.

Leur serment.

Le recorder a aussi le droit de requérir les services des constables de la cité dans l'intérêt de la justice.

Constables.

482a. Nonobstant toute loi à ce contraire, il peut, sur résolution de la majorité absolue du conseil, être nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il s'agit de recorders, et par le conseil de la cité, s'il s'agit de greffiers de la dite cour, plus de deux recorders pour la cité de Montréal, et plus d'un greffier, qui auront les mêmes pouvoirs que les recorders et le greffier nommés en vertu des articles 477 et 478, respectivement.

Il peut être nommé plus de deux recorders.

Le traitement de tout recorder nommé en vertu du présent article est de trois mille piastres par année, avec augmentation annuelle de deux cents piastres jusqu'à concurrence de quatre mille piastres. (7 Ed. VII, c. 63, s. 43.)

Traitement de ces recorders.

§ 2.—*De la juridiction*

Juridiction
des recorders.

483. Chaque recorder est *ex officio* juge de paix dans et pour le district de Montréal et revêtu de tous les droits, des pouvoirs et de l'autorité de la Cour du recorder, et d'un ou de deux juges de paix, avec juridiction dans toute la province de Québec, telle qu'accordée à certains juges de paix par l'article 3361 des Statuts refondus, 1909.

Refonte de la
charte.

Ils pourront, à la discrétion du conseil, faire partie de la commission chargée de la revision et de la refonte de la charte de la cité de Montréal. (2 Geo. V, c. 56, s. 22.)

Juridiction
de la cour.

484. La Cour du recorder a la juridiction d'un recorder et entend et juge sommairement :

Perception
des taxes;

1. Toute action intentée en vertu de quelque règlement ou résolution du conseil pour le recouvrement de toute somme d'argent due à la cité, à raison de quelque contribution foncière, taxe, licence, taxe de l'eau, permis ou location d'étaux de bouchers ou de tout autre étal, ou place quelconque dans ou sur les marchés, ou en dehors d'iceux;

Recouvre-
ment des
salaires;

2. Toute action pour le recouvrement de gages, ou de salaires, de louage d'ouvrage, ou de dommages en découlant, de dépenses ou frais d'hôtel, restaurant ou maison de pension, dus par leurs hôtes, ou du prix des effets y déposés ou avariés, pourvu que, dans aucun cas, le montant réclamé ne dépasse pas cinquante piastres;

Observance
des règle-
ments;

3. Toute action pour la mise à effet d'un règlement;

Recouvre-
ment des
taxes.

4. Toute action intentée pour le recouvrement de taxes, cotisations, licences, taxes personnelles et taxes d'eau dues à l'époque de l'annexion d'une municipalité ou partie de municipalité quelconque à la cité de Montréal. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 28.)

Jugements
de la cour du
recorder, exé-
cutoires sur
immeubles.

484a. Les jugements de la cour du recorder pour arrérages de taxes sont exécutoires sur tout immeuble, et le shérif doit procéder à la vente de l'immeuble, comme si le jugement dans chaque cas avait été rendu par la cour

supérieure. Dans ce cas, les articles 1132, 1133 et 1134 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis*. (7 Ed. VII, c. 63, s. 44.)

485. La cour du recorder a juridiction concurrente avec la cour de circuit, ou avec tout juge de la cour supérieure, en ce qui concerne les relations entre locateurs et locataires, et elle a, à cette fin, tous les pouvoirs et l'autorité nécessaires, y compris le pouvoir de faire émettre des brefs d'assignation, d'exécution et de possession, et de fixer et déterminer les frais qui doivent être payés par la partie perdante, lesquels frais, cependant, ne comprennent pas les honoraires d'avocat; pourvu toujours que la compétence de la cour du recorder soit limitée aux cas où la somme réclamée n'excède pas \$50, et où il s'agit de propriétés occupées à raison d'une considération ou valeur annuelle qui ne dépasse pas la somme de \$100, et que les dites propriétés soient situées dans la cité.

Juridiction concurrente avec la cour de circuit et dans certains cas.

Proviso.

486. Après le jugement ordonnant l'éviction d'un locataire en vertu de l'article précédent, le demandeur peut, après l'expiration des trois jours qui suivent la signification du jugement à ce locataire, obtenir de la cour du recorder un mandat ou bref de possession, qui est exécuté par un huissier de la cour supérieure ou de la cour du recorder, ou par un constable ou un membre du corps de police, chacun desquels est, pour cette fin, revêtu de l'autorité nécessaire.

Bref de possession

487. La Cour du recorder peut entendre et juger sommairement toutes les offenses mentionnées aux articles 3580 à 3592, inclusivement, des Statuts refondus, 1909; et l'article 3579 desdits Statuts refondus s'applique au recorder, *mutatis mutandis*.

Pouvoirs de la cour relativement aux personnes débauchées.

Ladite cour connaît aussi des poursuites pour le recouvrement ou l'imposition de toute pénalité ou amende, résultant de quelque infraction aux dispositions de cette charte ou de tout règlement de la cité. (2 Geo. V, c. 56, s. 23.)

Recouvrement des amendes

§ 3.—*De la procédure*

Séances de
la cour.

488. La cour du recorder peut être tenue tous les jours et aussi souvent que cela sera nécessaire, et elle peut fixer, à sa discrétion, le temps auquel se fera l'instruction et sera rendu le jugement dans toute cause de sa compétence.

Causes
spéciales.

Il est loisible au recorder de désigner aux parties une chambre où des causes spéciales peuvent être entendues et jugées.

Articles du
C. P. C.
applicables.

489. Les articles contenus dans le chapitre LXIII du Code de procédure civile, qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi, s'appliquent *mutatis mutandis*, suivant le cas, au recorder et à la cour du recorder, en matière civile.

Enregistre-
ment des
procédures.

490. Le greffier entre chaque jour succinctement dans un registre les procédures dans chaque cause ou plainte portée devant la cour.

Mode de les
enregistrer.

Il n'est pas nécessaire que le greffier enregistre au long les procédures, jugements et condamnation de la cour, mais il tient un registre, où il inscrit le nom du défendeur, la nature de la dette ou de l'offense, la date et le dispositif du jugement.

Les notes de la procédure écrites au dos de l'assignation ou plainte originale sont considérées comme suffisantes.

Au nom de
qui sont émis
les brefs, etc.

491. Toute assignation et tout ordre, bref ou mandat de quelque nature que ce soit, émis par la cour, le sont au nom de Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs; ils portent la signature du recorder, du greffier de la cour ou de l'un des députés-greffiers.

Arrestations
à vue.

492. Il est loisible à tout constable, officier de paix ou huissier de la cour du recorder d'arrêter à vue toutes personnes contrevenant à une loi ou à un règlement de la dite cité, ou aussitôt après la commission de telle

offense, sur bonne et satisfaisante information quant à la nature de l'offense et quant aux personnes qui l'ont commise.

493. Dans les cas de procès pour ivrognerie ou concernant des personnes arrêtées à vue par un officier ou constable de police, pour quelque infraction aux dispositions contenues dans les articles 3580 à 3592, inclusive-ment, des Statuts refondus, 1909, ou dans cette loi, ou dans quelque règlement du conseil, il n'est pas nécessaire de mettre la plainte par écrit; mais une plainte verbale, formulée sous serment devant la Cour du recorder par le constable qui a arrêté le prévenu, est considérée comme une plainte suffisante; toutefois si l'inculpé demande que la plainte soit mise par écrit, la cour enjoint au greffier de le faire. (2 Geo. V, c. 56, s. 24.)

Poursuites dans lesquelles il n'est pas nécessaire de mettre la plainte par écrit.

494. Chaque fois qu'une personne est accusée de quelque offense contre les dispositions d'une loi ou d'un des règlements du conseil, et que cette personne ainsi accusée n'a pas été prise et arrêtée à vue, elle peut être sommée par un bref de comparaître devant la dite cour pour répondre à la dite plainte, qui est énoncée d'une manière claire et précise au dit bref; le dit bref est signifié au défendeur par tout huissier ou constable; pourvu toujours que, chaque fois qu'il s'agit d'une offense punissable d'amende ou d'emprisonnement en vertu de la loi ou d'un des dits règlements, il soit permis de procéder contre le défendeur, soit par un bref, comme sus-dit, soit par un mandat d'arrestation émis par le recorder sur affidavit reçu devant lui.

Citation des personnes non arrêtées à vue.

Signification du bref de sommation.

495. Il est loisible à tout officier en charge d'un poste où est amené un prisonnier arrêté à vue, ou avec l'autorisation du magistrat signataire du mandat, s'il est arrêté sur mandat, de permettre à ce prisonnier de souscrire une obligation, avec ou sans caution, ou avec dépôt, suivant la gravité de l'offense, par laquelle il s'engage à comparaître sous deux jours devant la cour du recorder ou devant le recorder.

Cautionnement du prisonnier de comparaître.

Cautionnement forfait à défaut de comparution.

A défaut de ce faire, le cautionnement est forfait et le dépôt confisqué au profit de la cité, et le recorder peut ordonner l'arrestation de tel accusé.

Manière de faire les significations.

496. La signification de toute pièce émise par la cour du recorder ou du recorder se fait en remettant une copie ou un double d'icelle au défendeur ou à l'accusé personnellement, ou à son domicile à une personne raisonnable de sa famille, ou à sa place d'affaires à quelqu'un de son personnel en ayant charge.

Mode prescrit par le recorder dans certains cas

Dans le cas où telle signification ne peut se faire comme ci-dessus, sur rapport de l'officier chargé de la faire, le recorder peut ordonner qu'elle soit faite de toute autre manière qu'il juge à propos.

Rapport des huissiers.

497. Tout huissier, porteur d'un bref ou d'une pièce requérant signification, émis par la dite cour, doit faire, sous son serment d'office, un rapport de toutes les procédures par lui faites à l'égard de tel bref ou pièce, et ce rapport est une preuve suffisante à toutes fins que de droit.

Huissiers de la cour sup. compétents.

498. Des rapports de la signification régulière de tout bref ou pièce, comme susdit, émis par la dite cour peuvent aussi être faits par tout huissier de la cour supérieure; et, dans toutes les causes ainsi intentées devant la cour du recorder, tout tel huissier a *ex officio* plein pouvoir et autorité de remplir les fonctions d'huissier de la cour du recorder de la même manière que si le recorder l'avait spécialement nommé dans ce but.

Preuve de la signification de toute assignation.

499. La signification de toute assignation ou de toute autre pièce dans les cas de poursuites, comme susdit, peut se prouver, cour tenante, par l'huissier, le constable ou l'officier de paix qui a fait la signification.

Preuve devant la cour.

500. Dans toute cause intentée à la cour du recorder pour le recouvrement de toute somme ou l'imposition de toute amende ou pénalité, la preuve peut se faire par présomptions légales, par preuve écrite ou verbale.

Il n'est pas nécessaire de prendre les dépositions par écrit.

501. Le président de la cour fait observer le bon ordre durant les séances de la cour, et il peut faire éloigner de son enceinte toute personne non intéressée, et imposer l'amende ou l'emprisonnement à toute personne qui se rend coupable de mépris de la dite cour.

Maintien du bon ordre aux séances.

502. Dans toute action en matière civile portée devant la cour, même dans le cas de saisie-arrêt, avant ou après jugement, il y a au moins un intervalle de deux jours francs entre la signification du bref d'assignation et le jour de son rapport en cour.

Délai d'assignation en matière civile.

Si la personne ainsi assignée ne comparaît pas dans le délai fixé, défaut peut être enregistré contre elle, et, sur preuve faite, la cour rend jugement.

Défaut de comparaître.

Si elle comparaît, elle doit plaider à l'action sous vingt-quatre heures, et son plaidoyer est reçu ou enregistré.

Plaidoyer s'il y a comparution.

Le jour juridique suivant ou le jour fixé par la cour, les parties procéderont à la preuve et à l'audition au mérite, et jugement est rendu sans retard.

Audition et preuve.

La cour peut accorder un délai n'excédant pas deux mois à tout défendeur condamné ou qui confesse jugement.

Délai sur confession de jugement.

503. Dans toutes les poursuites intentées devant la Cour du recorder ou devant le recorder, autres que les actions civiles, les dispositions de la partie XV du Code criminel, concernant les convictions sommaires devant les magistrats, s'appliquent à la Cour du recorder et au recorder, quant au mode de procédure dans ces poursuites, jusqu'à la condamnation ou jugement final, à l'exécution de cette condamnation, de ce jugement ou ordre, et généralement à toutes règles imposées aux magistrats pour ces objets, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de cette loi, et qu'il n'y a pas de dispositions spéciales, dans l'espèce.

Dispositions applicables dans les actions pénales.

Formules.

Les diverses formules contenues audit code peuvent varier suivant qu'il est nécessaire pour les rendre applicables à la dite cour. (2 Geo. V, c. 56, s. 25.)

Comparution
forcée des
témoins.

504. La cour a le pouvoir de forcer les témoins à comparaître dans toute action, poursuite ou plainte pendante devant elle, et à répondre à toutes les questions légales qui leur sont posées, suivant les dispositions du Code de procédure civile.

Contrainte
par corps.

505. La dite cour a le pouvoir d'ordonner la contrainte par corps, conformément aux articles 834 à 837 du Code de procédure civile.

Frais et
dommages.

506. Dans toutes les causes, la cour peut user de sa discrétion pour accorder ou refuser les frais, ou pour ordonner au dénonciateur ou plaignant, au demandeur ou au défendeur de payer ses propres frais ou ceux de la partie adverse, et, dans certains cas, des dommages n'excédant pas \$25, lorsque ces dommages paraissent résulter des faits de la plainte.

Exécution des
jugements.

507. L'exécution de tout jugement rendu dans toute cause en matière civile, comme susdit, se fait par la saisie et la vente des biens meubles et effets du défendeur.

Émission du
bref d'exécution.

Aucun bref d'exécution n'est émis avant l'expiration des huit jours qui suivent celui où le jugement a été rendu.

Procédures
sur exécution
par l'huissier.

508. L'huissier chargé du bref d'exécution procède à la saisie et à la vente des biens meubles et effets, de la manière prescrite par le Code de procédure civile.

Procédures
sur exécution
par l'huissier.

509. La cour peut émettre des brefs de saisie-arrêt avant et après jugement de la même manière que les autres cours de juridiction civile, et suivre à cet égard les règles et la procédure prescrites par le Code de procédure civile en ce qui regarde l'émission du bref, le rapport et le jugement en matière de saisie-arrêt.

510. Dans les cas de saisies-arrêts signifiées à la cité, il est loisible au trésorier de la cité de déposer au greffe de la cour d'où sont émises ces saisies-arrêts les deniers qu'il peut avoir entre les mains appartenant ou dus au défendeur, pour que ces deniers soient payés à qui de droit suivant que la cour l'ordonne.

Dépôt du trésorier de la cité à la cour du recorder dans les cas de saisie-arrêt contre la corporation.

511. Dans toute poursuite ou plainte portée devant la cour du recorder, il n'est pas nécessaire de spécifier ou de réciter la loi ou le règlement en vertu duquel la poursuite, action ou plainte est portée; mais il suffit d'annoncer que c'est en vertu de cette loi ou du règlement adopté à cet effet.

Récitation du règlement non nécessaire dans les poursuites.

512. Le recorder, avec l'approbation du conseil, peut établir et fixer le tarif des frais dans toutes les causes de la juridiction et de la compétence de la cour du recorder, et le changer de temps à autre, avec la même approbation.

Tarif des frais.

513. Tout coassocié dans, copropriétaire ou cooccupant de tout terrain, maison, bâtiment, ou autre immeuble dans la cité contre lequel il sera porté plainte pour violation de quelque règlement du conseil affectant tel coassocié dans, copropriétaire ou cooccupant de tel terrain, maison, bâtiment ou autre immeuble, de quelque manière que ce soit, à raison de quelque nuisance commise, ou existant sur tel terrain ou propriété, ou pour toute autre offense, peut être poursuivi seul ou conjointement avec ses coassociés, copropriétaires ou cooccupants devant la cour du recorder, selon qu'il sera jugé à propos. de même que tout agent de la dite société, du dit copropriétaire ou cooccupant.

Copropriétaires, etc., peuvent être poursuivis séparément.

Dans la poursuite, il suffit de mentionner le nom de l'un des dits coassociés, copropriétaires ou cooccupants, ou de tel agent, en y ajoutant les mots "et autres," et la preuve verbale du titre de propriété et d'occupation, soit individuelle ou conjointe, ou de telle agence, est suffisante.

Ce que doit mentionner le brief à ce sujet

Au nom de qui
sont intentées
les poursuites.

514. Sauf lorsqu'il est autrement prescrit, toute action pour le recouvrement de toute amende ou l'imposition de toute pénalité peut être intentée par la cité ou par un particulier en son nom personnel.

Mode de
recouvrement
des amendes
etc., imposées
par la cour.

515. Le recouvrement de toute amende, des frais, même ceux postérieurs à la condamnation ou ordre, ou des dommages imposés par la cour du recorder, se fait conformément à la loi ou au règlement qui les impose; mais si la loi ou le règlement ne mentionne aucun mode de procédure à cet effet, ce recouvrement se fait par l'emprisonnement pour une période n'excédant pas deux mois, à moins que la dite amende, les frais comme susdit et les dommages ne soient payés avant l'expiration du terme de cet emprisonnement; et les brefs sont émis de la manière précitée.

Mode de pré-
lever contre
les corpora-
tions, etc.

516. Chaque fois qu'une amende a été encourue par une corporation, association ou société reconnue par la loi, cette amende et les frais peuvent être prélevés par la saisie et la vente des biens et effets de la dite corporation, association ou société, en vertu d'un bref d'exécution émis par la dite cour; la procédure se fait sur ce bref de la manière prescrite pour les saisies-exécutions en matières civiles.

Emploi des
amendes
recouvrées
devant la cour
du recorder.

517. Toutes les amendes réclamées et recouvrées devant la cour du recorder, en vertu de cette loi ou de tout autre acte ou statut, ou d'un règlement, maintenant en vigueur ou qui sera plus tard adopté, appartiendront à la cité, et feront partie du fonds général d'icelle, nonobstant toute loi à ce contraire.

Remise des
amendes par
le conseil.

518. Au conseil seul appartient le droit de remettre en tout ou en partie une amende appartenant à la cité, ainsi que les frais occasionnés pour le recouvrement de telle amende.

Manière de
la faire.

Cette remise se fait, dans chaque cas, par une résolution adoptée par la majorité du conseil, sur requête pré-

sentée dans ce but au conseil par la personne tenue de payer cette amende, et non autrement.

519. Chaque fois que, dans cette loi ou toute autre loi, ou dans quelque règlement, l'emprisonnement est imposé, cet emprisonnement doit s'entendre comme devant avoir lieu dans la prison commune du district de Montréal.

Où a lieu
l'emprisonnement.

520. Toutes les fois que, dans une action ou assignation en matières civiles ou pénales, il y a quelque variante entre l'allégation et la preuve, relativement à la date, au nom de baptême ou au surnom, à l'occupation, à la désignation ou à la résidence de la partie mentionnée en l'action ou assignation, ou relativement à tout autre fait allégué dans cette action ou assignation, la cour peut, en tout temps avant le jugement, sur demande de la partie intéressée, permettre ou ordonner que cette action ou assignation soit amendée, si la chose est nécessaire, et accorder à la partie adverse un délai suffisant pour qu'elle puisse préparer sa défense à l'action ou assignation ainsi amendée, si la partie le requiert pour les besoins de la justice.

Amendements
à l'action
dans certains
cas, permis
par la cour.

521. Nulle objection à la forme ou basée sur l'omission de quelque formalité, n'est admis dans aucune action, poursuite ou procédure devant la cour du recorder ou devant le recorder, à moins que le rejet de cette objection ne cause une injustice réelle.

Objections à
la forme non
admissibles.

522. 1. Toutes les fois qu'une personne est traduite devant le recorder comme aliénée, en vertu des articles 4131 et 4132 des Statuts refondus, 1909, ou des dispositions qui pourront les remplacer, il peut l'envoyer en prison ou dans une institution publique suivant la formule I desdits statuts, ou toute formule qui y sera substituée, ou la confier à la garde de toute personne pour le temps nécessaire pour recueillir les informations exigées par l'article 4132 desdits statuts, pourvu que cette dé-

Internement
des aliénés
pendant que
des renseignements
sont
recueillis.

tention, qui peut être renouvelée, n'excède pas huit jours consécutifs.

Renseignements sur le domicile, et, de la personne inter-née.

2. Dans tous les cas de personnes envoyées aux institutions publiques comme susdit, le recorder devra, si possible, connaître avec certitude le domicile de ces personnes, et il sera tenu un dossier spécial contenant le nom de la personne et l'indication de son domicile. Puis, un certificat mentionnant le nom et le domicile de la personne sera envoyé à l'institution la recevant. Une résidence de douze mois au moins dans la cité sera nécessaire pour que la province puisse exiger de la cité le coût de l'entretien de cette personne. A défaut de telle résidence, la municipalité du domicile de cette personne sera responsable envers le gouvernement de la province du coût de cet entretien. (2 Geo. V, c. 56, s. 26.)

Détention temporaire si l'accusé est aliéné.

523. Si, lors de la comparution d'une personne accusée devant la Cour du recorder ou l'un des juges de ladite cour d'une offense contre les lois ou les règlements, il apparaît à la dite cour ou audit juge, ou s'il lui est représenté sous serment, que cette personne est atteinte d'aliénation mentale, ladite cour ou ledit juge peut alors envoyer cette personne en prison ou la confier à la garde de toute institution publique pour y être détenue aux fins de lui faire subir un examen médical, et, s'il est nécessaire, obtenir les certificats exigés par l'article 4132 des Statuts refondus, 1909, pourvu que cette détention, qui peut être renouvelée, n'excède pas huit jours consécutifs. (2 Geo. V, c. 56, s. 27.)

Détention temporaire des enfants de moins de 16 ans.

524. Toutes les fois qu'un enfant, apparemment âgé de six à seize ans, est traduit devant le recorder pour être envoyé à l'école d'industrie ou de réforme, celui-ci peut déposer cet enfant dans une école d'industrie ou de réforme, ou le confier à la garde de toute personne respectable pendant un temps suffisant pour recevoir les informations sur son compte et préparer les pièces à l'appui de son internement, pourvu que cette détention temporaire, qui peut être renouvelée, n'excède pas huit jours consécutifs.

525. Toutes les fois qu'un enfant, âgé apparemment de moins de seize ans, et n'ayant aucun parent ni aucune autre personne pour en prendre un soin convenable, est amené devant le recorder et qu'il ne peut être envoyé à une école d'industrie ou à une école de réforme, le recorder peut placer cet enfant dans une institution, ou le mettre en apprentissage, ou en service domestique ou le confier à une personne respectable, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans.

Placement de certains enfants en apprentissage, etc.

526. Le recorder peut, sur preuve satisfaisante qu'un enfant âgé de moins de seize ans est sans protection suffisante, faire venir cet enfant devant lui et le traiter comme il est dit aux articles précédents.

Placement des enfants sans protection suffisante.

Dans ces différents cas, les articles 4082, 4083, 4084, 4086 et 4087 des Statuts refondus, 1909, s'appliquent au recorder comme ils s'appliquent aux directeurs de toute école d'industrie et de réforme. (2 Geo. V, c. 56, s. 28.)

Dispositions applicables au recorder en ces cas

527. Tous les pouvoirs, ainsi que les devoirs, conférés par la loi ou par cette charte à la cour du recorder, ou au recorder, pourront être et seront exercés par l'un ou l'autre des recorders.

Juridiction concurrente des deux recorders.

SECTION XXIII

Dispositions diverses

528. Le greffier, le trésorier et l'inspecteur de la cité peuvent respectivement signer les certificats et les avis qu'ils sont tenus de donner, en vertu de la présente charte, au moyen d'un cachet portant le fac-simile de leur signature, lequel a été au préalable approuvé par le conseil et est, exclusivement, consacré à cet usage. L'apposition de ce cachet est à toutes fins que de droit aussi valide que si le greffier, le trésorier ou l'inspecteur avait signé de sa propre main. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 29.)

Signature des certificats.

Apposition du cachet

529. La production de tout document ou acte portant ce cachet comporte *primâ facie* la preuve de l'authenticité de tel document ou acte, et de l'autorité de l'officier

Force probante des documents portant le cachet.

d'apposer le dit cachet, et, à part les officiers susdits, il est défendu à qui que ce soit de se servir de ce cachet, sous peine de l'amende imposée par le règlement qui peut être adopté à cet égard.

Cemment sont
exercées les
franchises
dans les rues.

530. Aucune personne, société, syndicat, compagnie ou corporation quelconque n'aura ou n'exercera de franchises, droits ou privilèges, dans, ou sur une, ou au-dessus, ou au-dessous d'une rue, ruelle, place ou voie publique (y compris le parc Mont-Royal et le parc de l'île Sainte-Hélène) pour la construction ou l'exploitation de tramways ou chemins de fer inclinés,—qu'ils soient à la surface du sol, élevés ou souterrains,—ou pour l'établissement de systèmes téléphoniques, télégraphiques, pneumatiques ou tractifs ou pour d'autres fins semblables, ou pour le posage de poteaux ou de fils conducteurs, ou pour l'établissement de ponts, chevalets, viaducs, câbles, tuyaux, conduits ou autres choses semblables, à moins que ce ne soit par et en vertu d'un règlement adopté par le vote affirmatif de la majorité absolue des membres du conseil. (3 Ed. VII, c. 62, s. 49.)

Suspension
ou annulation
des permis.

531. La Cour du recorder peut, sur toute action, poursuite ou plainte portée devant elle, suspendre, pour une période de temps qu'elle pourra fixer, ou casser ou annuler toute licence ou tout permis accordé en vertu de la charte ou des règlements municipaux, pour cause d'inconduite, d'incompétence ou de violation de quelque règlement de la part de la personne qui détient telle licence ou tel permis. (3 Geo. V, c. 54, s. 31.)

Institution
d'enquête,
etc.

532. Si, dans les affaires soumises au conseil, il est nécessaire dans l'intérêt de la cité de faire élucider des questions de fait par des témoins interrogés sous serment, ou s'il devient également nécessaire, dans l'intérêt de la cité, d'instituer des enquêtes pour établir la vérité des représentations faites au conseil, concernant les matières de son ressort, toute commission chargée par le conseil d'en faire l'investigation ou de s'en enquérir, peut faire signifier une assignation signée par son prési-

dent à toute personne, la sommant de comparaître devant cette commission, afin de donner son témoignage sur les faits faisant le sujet de l'enquête, et la sommant également, si la chose est jugée à propos, de produire tous papiers ou documents en sa possession ou sous son contrôle et qui peuvent se rapporter à cette enquête ou question, ou qui sont décrits dans l'assignation. (1 Geo. V, c. 48, s. 43.)

Si une personne ainsi assignée néglige ou refuse de comparaître aux date et lieu fixés dans l'assignation, ou refuse, après sa comparution, d'être interrogée sous serment touchant les faits sur lesquels porte l'enquête, ou de produire, après en avoir reçu l'ordre, les papiers ou documents mentionnés dans l'assignation, autant qu'il lui est possible de le faire, un rapport de l'émission et de la signification de l'assignation, ainsi que du refus de répondre ou de l'absence du témoin, peut être fait au maire, qui alors peut contraindre cette personne à comparaître, et la forcer à répondre à toutes les questions légales par les moyens employés dans les cas analogues devant les cours ordinaires de juridiction civile dans la province de Québec.

Refus de
comparaître.

Toute personne négligeant ou refusant ainsi de comparaître ou refusant de produire des papiers ou d'être interrogée comme susdit, est passible, après conviction du fait devant la cour du recorder, d'une amende n'excédant pas \$40, recouvrable devant le recorder sur plainte d'un citoyen quelconque.

Amende.

Le président de toute commission du conseil est autorisé à faire prêter le serment à ces témoins.

Prestation
du serment
par témoins.

533. Lorsqu'il est nécessaire qu'un avis public ou spécial quelconque soit donné en vertu de la loi par les journaux, cet avis doit être publié seulement une fois dans deux journaux anglais et dans deux journaux français quotidiens publiés dans la cité, et doit être publié à titre de référence dans la *Gazette municipale*, tant qu'elle sera publiée. (9 Ed. VII, c. 81, s. 21.)

Manière de
donner les
avis.

Signification
des avis spé-
ciaux.

534. Tout avis spécial qui doit être donné, en vertu de cette charte, à quelque personne, peut être signifié à sa résidence ou à sa place d'affaires dans la cité; si la personne n'a ni résidence ni place d'affaires dans la cité, elle peut faire connaître par écrit au greffier de la cité le nom de l'endroit qu'elle habite en dehors de la cité; et, dans ce cas, l'avis peut lui être transmis par lettre recommandée à l'adresse indiquée au greffier de la cité.

Les personnes qui n'ont pas leur résidence ou place d'affaires dans la cité, et qui n'ont pas fait connaître leur adresse comme susdit, n'ont pas droit à cet avis.

Signification
et affichage
des avis.

535. Tout huissier de la cour supérieure ou de la cour du recorder peut signifier et afficher tout avis prescrit par cette charte, et peut en faire un procès-verbal valide sous son serment d'office.

Avis avant de
poursuivre la
cité pour
dommages
causés par
accidents,
etc.

536. Nonobstant toute loi à ce contraire, nul droit d'action n'existe contre la cité pour dommages-intérêts résultant de blessures corporelles infligées par suite d'un accident, ou pour dommages à la propriété mobilière ou immobilière, à moins que, dans les trente jours de tel accident ou de tels dommages, un avis écrit n'ait été reçu par la cité, mentionnant en détail les dommages soufferts, indiquant les nom, prénoms, occupation et adresse de la personne qui les a subis, donnant la cause de ces dommages et précisant l'endroit où ils sont arrivés. (3 Geo. V, c. 54, s. 32.)

Délai pour
l'action.

Aucune action en dommages-intérêts ou en indemnité ne peut être intentée contre la cité avant l'expiration de ~~quinze~~ ^{trente} jours de la date de la réception de l'avis ci-dessus. (7 Ed. VII, c. 63, s. 45.)

Le défaut d'avis ci-dessus ne prive pas cependant les victimes d'accident de leur droit d'action, si elles prouvent qu'elles ont été empêchées de donner cet avis par force majeure ou pour d'autres raisons jugées valables par le juge ou le tribunal. (7 Ed. VII, c. 63, s. 45.)

*Amendé
par 4 Geo. V,
Chap. 173,
sec. 33*

Le défaut d'avis
non préjudi-
ciable dans
certains cas.

536a. Aucune action en dommages-intérêts ou en indemnité n'est recevable contre la cité si elle n'est intentée dans les six mois du jour où le droit d'action a pris naissance. (7 Ed. VII, c. 63, s. 45.)

Prescription
des actions
en indemnité.

536b. La cité a son recours en garantie contre toute personne dont la faute, l'imprudence, la négligence ou l'inhabileté sont cause de l'accident arrivé et des dommages-intérêts ou indemnité réclamés. (7 Ed. VII, c. 63, s. 45.)

Recours en
garantie de
la cité.

537. Toute action, poursuite ou réclamation contre la cité ou l'un de ses officiers ou employés, pour dommages résultant de délits ou quasi-délits ou d'illégalités, est prescrite par six mois à partir du jour où le droit d'action a pris naissance, nonobstant tout article ou disposition de la loi à ce contraire.

Prescription
des actions en
dommages.

538. La cité et les fidéi-commissaires du cimetière Mont-Royal, quand ils achèteront ou acquerront, à quelque date que ce soit, les terrains des anciens cimetières protestant et militaire, qui se trouvent sur le chemin Papineau, pourront les convertir en une place publique, et faire tous les arrangements et conditions nécessaires pour que ces terrains appartiennent à la cité.

Cimetière
protestant sur
le chemin Pa-
pineau, —
son acqui-
sition et sa
conversion en
place publi-
que.

538a. La cité peut s'assurer elle-même en créant un fonds d'assurance contre les risques d'incendie, en tout ou en partie, à la discrétion du conseil, pourvu qu'une somme n'excédant pas cinq pour cent de la valeur des édifices, telle que portée au rôle d'évaluation, soit inscrite tous les ans dans le budget, mise de côté et capitalisée comme "fonds d'assurance," pour être uniquement affectée à cette fin. (4 Ed. VII, c. 49, s. 23.)

Pouvoir de la
cité de s'as-
surer contre
les risques
d'incendie.

539. Tout membre de la police de la cité a pouvoir, autorité et juridiction, pendant les expositions, sur le terrain attenant aux limites nord-ouest de la cité et qui sert aux expositions de l'industrie et de l'agriculture, et qui est communément appelé "Terrain des Exposi-

Juridiction
de la police
sur les ter-
rains de l'ex-
position, etc.

dans les limites de la cité; lequel droit peut être prélevé de la même manière que toute taxe ou contribution foncière peut l'être en vertu de cette charte.

543. Si le conseil, dans sa discrétion, croit qu'il est à propos de passer un contrat pour faire vider les fosses d'aisances ou privés dans la cité, il peut y stipuler que les propriétaires de ces fosses d'aisances ou privés seront tenus de payer à l'entrepreneur les frais de l'entèvement du contenu d'iceux, au prix stipulé au contrat; pourvu que ce prix n'excède pas sept centins le pied cube.

Contrat pour
faire vider les
fosses d'aisances.

Cet entrepreneur a le droit de recouvrer, devant les tribunaux ordinaires, du propriétaire des lieux, la somme stipulée au contrat.

Droit de l'entrepreneur.

544. Le pouvoir que possède le conseil d'imposer les propriétaires pour défrayer le coût de construction d'un égout dans toute rue de la cité, peut être exercé relativement à tout égout dont le conseil ordonne la construction dans quelque rue ou ruelle projetée, mais qui n'est pas encore livrée à la circulation publique, si le conseil croit que la construction de cet égout est dans l'intérêt de la santé publique. (Voir 3 Ed. VII, c. 54, s. 43.)

Pouvoir du
conseil relativement aux
égouts dans
les ruelles
privées.

545. Le trésorier de la cité peut dans tous les cas de saisies-arêts déléguer un employé de son bureau, avec les instructions nécessaires, pour faire une déclaration en cour.

Déclaration
dans le cas
de saisie-arrêt.

545a. La cité peut, par l'entremise de ses officiers, dûment autorisés à cet effet, acheter des immeubles vendus par autorité de justice, dans les cas jugés nécessaires pour assurer la perception de ses taxes ou cotisations, ou pour protéger ses intérêts généralement. (9 Ed. VII, c. 81, s. 22.)

Achat d'immeubles pour
assurer la
perception
des taxes.

546. La cité conservera et maintiendra à perpétuité comme parc public toute l'étendue du parc Mont-Royal d'après ses limites actuelles, et le conseil ne pourra alié-

Obligations
de la cité,
relativement
au parc
Mont-Royal,
etc.

ner aucune partie du dit parc pour qu'il y soit exercé des droits, privilèges ou franchises d'une nature spéciale, et le conseil ne permettra pas non plus qu'il y soit posé, par une personne ou corporation, des rails, poteaux, fils conducteurs ou appareils électriques pour des fins de vapeur, d'électricité ou de traction, nonobstant tous pouvoirs spéciaux d'expropriation ou autres conférés par un statut général ou spécial à la cité de Montréal, ou à une personne, municipalité ou corporation, sauf en autant que tel statut spécial dérogera expressément aux dispositions du présent article. Néanmoins la cité aura le droit de disposer, aux termes et aux conditions que le conseil pourra décider, de cette partie du parc Mont-Royal qui est bornée au nord par l'avenue Duluth, au sud par l'avenue des Pins, à l'est par la propriété de l'Hôtel-Dieu et à l'ouest par l'avenue du Parc.

Privilège du
ch. de fer
Mont-Royal.

Néanmoins, la cité aura le droit de renouveler les privilèges présentement accordés à la compagnie de chemin de fer incliné du parc Mont-Royal. La cité aura cependant le droit d'exproprier en la manière prescrite en pareille matière d'après le code civil. (63 Vict., c. 49, s. 13.)

Poste de
pompiers
dans parc
Mont-Royal.

546a. La cité peut aussi construire, dans le parc Mont-Royal, un ou plusieurs postes de pompiers et de police. (9 Ed. VII, c. 81, s. 23.)

Défense de
porter
costume sem-
blable à celui
de la police ou
des pompiers.

547. Aucune personne ou compagnie ne portera ou ne fera porter un costume ou uniforme semblable à celui des membres du corps de police de la cité ou de la brigade de pompiers de la cité; et toute personne qui violera cet article sera passible d'une amende n'excédant pas \$20 pour chaque offense, et sera aussi sujette à être emprisonnée pendant une période de temps ne dépassant pas trois semaines pour chaque offense, sur plainte portée devant la cour du recorder.

Amende.

Domages
causés par
obstructions
dans les rues.

548. Toutes personnes qui, au moyen d'excavations ou d'obstructions dans une rue quelconque non autorisées par la loi ou par les règlements de la cité, rendent cette rue dangereuse pour la circulation, ou qui, par né-

gligence dans la manière de pratiquer les excavations ou de créer les obstructions qui ont été autorisées, ou par manque de les entourer de garde-fous et d'y placer des lumières, rendent telle rue insuffisante ou dangereuse pour la circulation, sont responsables de tous les dommages résultant de telle obstruction ou négligence, excepté des dommages provenant de la négligence de la personne même qui les a soufferts, et aucune action ne peut être maintenue contre la cité pour ces dommages, à moins que telles personnes n'aient été mises en cause, si le demandeur en est requis par la cité, qui devra donner les noms, résidences et qualités de telles personnes.

549. Dans le cas où un jugement est rendu contre les défendeurs en vertu de l'article précédent, l'exécution ne peut d'abord être prise que contre le défendeur en défaut, et la cité n'est tenue de prendre des mesures pour payer le jugement, y compris les frais d'exécution contre le défendeur, qu'après que le bref d'exécution a été rapporté sans avoir été acquitté ou dans le cas d'opposition ou contestation de la saisie pour d'autres raisons que des matières de forme.

Exécution
dans le cas
d'un juge-
ment.

Si la cité paye le jugement, elle devient subrogée dans les droits du demandeur en vertu d'icelui, peut en exiger le paiement de l'autre défendeur, et a droit de prendre une exécution contre ce dernier et d'adopter les autres procédures auxquelles peuvent avoir recours les créanciers en faveur de qui un jugement est rendu.

Recours de la
cité si elle a
payé le juge-
ment.

550. La signification de toute action ou poursuite intentée contre la cité est faite au greffier de la cité, ou à son bureau ou domicile.

Signification
des actions
contre la
cité.

551. Aucune personne ne sera incompétente à agir comme juge ou juré dans aucune procédure ou action dans laquelle la cité est intéressée, à raison du fait seul qu'elle habite la cité.

Compétence
des habitants
de la cité dans
les causes qui
intéressent la
cité.

552. La cité n'est pas tenue de fournir un cautionnement ou de donner une garantie quelconque, lorsqu'elle

Cité ne donne
aucun cau-
tionnement.

pour rester
en justice.

en appelle d'un jugement, ou qu'elle fait émettre un bref ou une ordonnance, ou qu'elle intente une action ou des procédures de quelque nature que ce soit.

Délai pour
l'exécution
des jugements
contre la cité.

553. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun jugement rendu contre la cité comportant seulement une condamnation pécuniaire, n'est exécutoire avant l'expiration de trente jours après la date du jugement.

554 et 555. Abrogés par 1 Geo. V, c. 48, s. 44.

Défense d'im-
puter une
dette sur les
crédits d'une
année subsé-
quente.

556. Il est du devoir du contrôleur de voir à ce qu'aucune dette contractée dans le cours d'un exercice quelconque ne soit imputée sur les crédits votés pour un exercice subséquent, ou ne soit payée à même ces crédits, à moins que le conseil, par un vote affirmatif de la majorité de ses membres, ne décide que telle dette pourra être ainsi imputée et payée.

Exception.

Livre tenu
par le contrô-
leur, des com-
munications
transmises au
conseil.

557. Le contrôleur doit tenir un livre spécial dans lequel sont inscrites toutes les communications qu'il transmet au conseil, aux commissions ou aux chefs de départements, et ce livre peut être examiné par les membres du conseil pendant les heures de bureau.

Pénalité
contre ceux
qui acceptent,
etc., une
somme d'ar-
gent, etc.,
pour aider à
une personne
à obtenir de
l'emploi
dans le servi-
ce municipal.

558. Quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par toute autre personne, de sa part, accepte ou promet ou convient d'accepter, ou réclame ou sollicite d'une personne aspirant à un emploi dans le service municipal, ou de sa part, une somme d'argent ou une considération pécuniaire quelconque en retour de son vote, de son aide, de ses conseils ou de son influence, que celle-ci soit réelle ou supposée, afin que telle personne puisse obtenir un emploi dans le service municipal, est, sur conviction sommaire devant le recorder, passible d'une amende de \$40, et d'emprisonnement pendant un terme n'excédant pas un mois, et, dans le cas de conviction, la moitié de l'amende est due et payable au dénonciateur.

Pénalité
contre ceux

559. Quiconque, directement ou indirectement, par

lui-même ou par toute autre personne de sa part, accepte ou promet ou convient d'accepter, ou sollicite ou réclame d'un employé municipal une somme d'argent ou une considération pécuniaire quelconque, en retour de son vote, de son aide, de ses conseils ou de son influence, que celle-ci soit réelle ou supposée, afin que le dit employé municipal puisse recevoir une promotion, un avancement, une augmentation de salaire, une gratification, des émoluments additionnels ou quelque avantage ou bénéfice de ce genre, est, sur conviction sommaire devant le recorder, passible d'une amende de \$40, et d'emprisonnement pendant un terme n'excédant pas un mois, et, dans le cas de conviction, la moitié de l'amende est due et payable au dénonciateur.

qui acceptent, etc., une somme d'argent, etc., pour aider un employé à obtenir une promotion.

Si la personne ainsi déclarée coupable est un membre du conseil, elle perd, en outre, par le fait même, son siège, et est frappée d'incapacité pendant une période de cinq ans.

Incapacité du membre du conseil en ce cas.

Si la susdite personne est un employé municipal, elle est, en outre, immédiatement destituée sur l'ordre du maire et ne peut être rengagée pendant une période de dix ans.

Destitution de l'employé dans le même cas.

560. Tout aspirant à un emploi dans le service municipal, qui, directement ou indirectement, par lui-même ou par toute autre personne de sa part, donne, prête ou convient de donner ou de prêter, ou offre ou promet une somme d'argent ou une considération pécuniaire quelconque, afin d'engager quelque personne que ce soit à lui obtenir, ou à aider d'une manière quelconque à lui obtenir un emploi dans le service municipal, est, sur conviction sommaire devant le recorder, passible d'une amende de \$40, et d'emprisonnement pendant un terme n'excédant pas un mois, et dans le cas de telle conviction la moitié de l'amende est due et payable au dénonciateur.

Pénalité contre l'aspirant à un emploi dans le service municipal qui donne une somme d'argent pour influencer une personne à l'aider à obtenir un emploi.

561. Tout employé au service de la cité, temporaire ou permanent, qui, directement ou indirectement, par lui-même ou par toute autre personne, de sa part, donne,

Pénalité contre un employé qui donne une somme d'argent, etc.,

pour influencer une personne à l'aider à obtenir une promotion.

prête ou convient de donner ou prêter, ou offre ou promet, une somme d'argent ou une considération pécuniaire quelconque afin d'engager quelque personne que ce soit à lui obtenir ou à chercher à lui obtenir, ou à aider d'une manière quelconque à lui obtenir une promotion, un avancement, une augmentation de salaire, une gratification, une allocation pour travail additionnel ou quelque avantage ou bénéfice de ce genre, est, sur conviction sommaire devant le recorder, passible d'une amende de \$40, et d'emprisonnement pendant un terme n'excédant pas un mois, et, dans le cas de conviction, la moitié de l'amende est due et payable au dénonciateur.

Déstitution de l'employé en ce cas.

L'employé est en sus immédiatement renvoyé par le maire du service municipal et ne peut être réengagé en quelque qualité que ce soit pendant une période de dix ans.

Pouvoirs généraux des agents de police.

562. Les agents de police ou constables de la cité ont, pour l'exécution des devoirs qui leur sont imposés, tous les pouvoirs et toute l'autorité conférés aux constables ou officiers de paix par le droit commun.

Constables spéciaux pour surveiller l'exécution du contrat entre cité et la cie. du ch. de fer urbain.

La cité de Montréal devra nommer des constables spéciaux, qui seront chargés de faire observer toutes les clauses du contrat passé entre elle et la compagnie de chemin de fer urbain de Montréal, ainsi que toutes les clauses des différentes lois, qui régissent la dite compagnie. Le salaire de ces constables sera payé par la cité.

Prisonniers amenés aux postes de police.

563. Tous prisonniers amenés aux postes de police pour commission de quelque offense sont traduits sans retard devant le tribunal compétent, pour être traités suivant la loi.

Coût de chemin d'hiver entre la cité et Longueuil etc.

564. La cité doit contribuer jusqu'à concurrence de la moitié des dépenses requises pour l'ouverture, l'éclairage et l'entretien, pendant l'hiver, d'un chemin sur le fleuve Saint-Laurent pour communiquer avec la ville de Longueuil et pour l'ouverture et l'entretien d'un autre chemin, sur ledit fleuve, pour communiquer avec le village de Laprairie. (7 Ed. VII, c. 63, s. 47.)

564a. La cité est autorisée à fixer un montant comme base d'évaluation, durant un nombre fixe d'années, pour les taxes foncières à imposer sur les immeubles appartenant à une compagnie de chemin de fer quelconque, dans la cité, et destinés à être employés comme usine pour fabrication de wagons, de locomotives ou de machines, ainsi que sur les propriétés et terrains employés et occupés pour les fins des affaires de ladite compagnie, y compris son service de messagerie. (7 Ed. VII, c. 63, s. 48.)

Fixation d'une base d'évaluation, pour taxes foncières à imposer sur immeubles appartenant aux compagnies de chemins de fer.

564b. La cité est autorisée à construire et maintenir des bibliothèques, salles de lecture et musées publics et à acheter les terrains nécessaires à cette fin; les fonds d'emprunt prélevés en vertu de l'article 343 pourront aussi être affectés aux fins susdites. (1 Geo. V, c. 48, s. 46.)

Construction etc., de bibliothèque, etc.

564c. Le conseil peut établir et maintenir un "service municipal de publicité," dont le but sera d'organiser et de poursuivre une propagande au moyen d'annonces publiques ou autrement pour faire connaître Montréal avantageusement à l'étranger. (1 Geo. V, c. 48, s. 46.)

"Service municipal de publicité."

564d. Le conseil peut nommer une commission dite de législation, composée du maire et de sept membres du conseil.

Commission de législation; ses devoirs.

Il est du devoir de cette commission de prendre connaissance de tous les projets comportant une question contentieuse, d'examiner tous les amendements proposés à la charte, et tous les projets de loi affectant les intérêts de la cité, d'étudier les projets de règlements à faire et les amendements qui sont demandés aux règlements en vigueur, et d'étudier et faire rapport sur toutes les questions que le conseil peut lui déférer et qui ne sont pas du ressort du bureau des commissaires.

L'échevin président à cette commission aura droit à une indemnité supplémentaire de mille piastres par année. (1 Geo. V, c. 48, s. 46.)

Indemnité.

Contribution
pour une cour
des jeunes
délinquants.

564e. La cité est autorisée à contribuer à l'établissement et au maintien d'une cour pour les jeunes délinquants ainsi que d'une maison de détention et d'une maison d'industrie pour ces jeunes délinquants et aussi du personnel requis pour cette fin. (1 Geo. V, c. 48, s. 46.)

Condition de
la contribu-
tion.

564f. La cité ne pourra cependant s'obliger, en aucune manière, à contribuer à l'internement et au maintien des jeunes délinquants venant de toute autre municipalité que de celle de Montréal. (1 Geo. V, c. 48, s. 46.)

Droit de pas-
sage privilé-
giés dans cer-
tains cas.

564g. Toute pompe à vapeur ou chimique, tout fourgon ou voiture à boyaux, fourgon à échelles, tour-déluge ou autre voiture appartenant au département des incendies de la cité, qu'il soit mû par des chevaux, par la vapeur, par l'électricité ou toute autre force motrice, lorsqu'il se rend à un incendie, ainsi que toute ambulance répondant à un appel, a droit de passage dans, sur et à travers les rues, ruelles, boulevards, avenues et places publiques de la cité de Montréal, de préférence à et à l'exclusion de toute autre voiture.

Amende pour
contraven-
tion.

Le conducteur d'une voiture qui entrave volontairement en conduisant ou en faisant circuler telle voiture, la libre circulation ou le libre mouvement d'un tel véhicule du département des incendies se rendant à un incendie, ou d'une ambulance répondant à un appel, est passible d'une amende n'excédant pas quarante piastres, avec ou sans frais, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois. (1 Geo. V, c. 48, s. 46.)

Obligations
des commis-
sions cath. et
prot. des
écoles, peu-
vent être
émises par la
cité.

564h. Nonobstant le chapitre 53 de la loi 54 Victoria, les bons, obligations, débentures ou rentes inscrites (*registered stock*) que la Commission des écoles catholiques de Montréal, et le Bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal peuvent émettre et signer, pour les fins indiquées dans ladite loi, peuvent être émis directement par la cité de Montréal et être signés par le trésorier et contresigné par le contrôleur de

la cité lorsque le bureau des commissaires concerné le demande.

Dispositions
applicables.

Ces emprunts ne font pas partie de la dette consolidée de la cité, et les différentes lois qui s'appliquent à l'émission de ces bons, obligations, débentures et rentes inscrites (*registered stock*) s'appliquent à cette émission tout comme si elle avait été faite par les commissaires d'écoles concernés. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 30.)

564i. La cité peut employer ou louer une partie du parc Mont-Royal pour y installer une batterie pour tirer des salves. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 30.)

Batterie dans
le parc Mont-
Royal.

564j. Nonobstant toute loi à ce contraire, il n'est permis à aucune personne, société, syndicat, compagnie ou corporation d'ériger ou de maintenir des poteaux sur l'avenue Ontario, entre la rue Sherbrooke et l'avenue des Pins lorsqu'il y aura des conduits souterrains de construits dans la dite avenue. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 30.)

Défense d'é-
riger des
poteaux sur
une partie de
l'avenue
Ontario.

564k. La cité peut faire des échanges de terrains lorsque ces échanges sont jugés de l'intérêt de la cité, excepté pour le parc Mont-Royal. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 30.)

Echange de
terrains.

564l. Lorsque des soumissions sont demandées par la cité pour l'exécution de travaux municipaux, ladite cité, par l'entremise de son ingénieur en chef, soumissionne pour tels travaux et lorsque sa soumission est la plus basse, elle fait exécuter, si elle le juge opportun, tels travaux et elle achète tout le matériel et tout l'outillage dont elle peut avoir besoin à cette fin. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 30.)

Cité autorisée
à soumis-
sionner pour
l'exécution
de travaux
municipaux.

564m. Nonobstant toute loi à ce contraire, lorsque des travaux de construction de trottoirs, d'égouts, de pavages, d'ouverture, de prolongement ou d'élargissement de rues ou d'améliorations quelconques aux rues, ont été autorisés par contrat, règlement ou résolution par une muni-

Rôles de
répartition
pour travaux
d'égouts, etc.,
en certains
cas.

cipalité, préalablement à son annexion à la cité de Montréal, les rôles de répartition pour ces travaux sont faits par l'officier de la cité désigné à cette fin par le bureau des commissaires, lequel doit se conformer, pour la confection de ces rôles, aux prescriptions des contrats, règlements ou résolutions autorisant tels travaux, sauf quant à la procédure relative à la complétion et à la mise en vigueur desdits rôles, qui est la suivante :

Avis de la
préparation
du rôle.

Aussitôt le rôle préparé, ledit officier donne avis public du jour où les contribuables intéressés peuvent en faire l'examen et soumettre leurs objections avant que ledit rôle soit complété et mis en vigueur. Cet avis est publié durant l'espace de deux jours dans deux journaux anglais et dans deux journaux français.

Objections

Ledit officier entend et juge sommairement toutes les objections qui peuvent être faites, et il n'y a pas d'appel de sa décision.

Signature du
rôle

Le rôle est alors signé par ledit officier et est par ce fait en vigueur.

Recouvre-
ment de la
répartition.

Le montant dû en vertu de la répartition ainsi faite est perçu des contribuables qui en sont affectés et est recouvrable de la même manière que les autres taxes et contributions foncières. (2 Geo. V, c. 56, s. 29.)

Honoraires
sur deman-
des de cons-
titution.

564m. La cité peut charger un honoraire, n'excédant pas \$25 pour chaque autorisation donnée à des associations, cercles ou clubs qui demandent de se former en corporation en vertu des dispositions de l'article 7233 des Statuts refondus, 1909. (2 Geo. V, c. 56, s. 29.)

SECTION XXIV

Dispositions spéciales

Dispositions
abrogées et
effet de
l'abrogation.

565. Toutes lois incompatibles avec les dispositions de cette charte sont révoquées; mais la révocation des dites lois ne devra pas être interprétée comme affectant aucune matière ou chose faite ou qui doit être faite, les

résolutions, décisions, ordres ou autres actes du conseil, les *déventures*, billets, actions ou obligations émises, ni les règlements adoptés en vertu des dites lois, ni les rôles de contribution foncière ou de répartition, ni les droits et devoirs des fonctionnaires municipaux ou du recorder en office, qui continueront d'exercer leurs charges tant qu'ils n'auront pas été remplacés suivant les dispositions de cette charte; mais toutes ces matières ou choses, *déventures*, billets, obligations, règlements, rôles de contribution foncière ou de répartition, et le fonds d'amortissement à constituer, continueront d'être régis par les dites lois, jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, changés, remplacés ou révoqués par quelque mesure adoptée en vertu de cette charte, et dans ce dernier cas toutes ces matières et choses, résolutions, décisions, ordres ou actes, *déventures*, billets, obligations, règlements et rôles de contribution foncière ou de répartition, seront régis par cette charte.

566. Aucune personne, compagnie ou corporation, exerçant des franchises et ayant des droits acquis, ne pourra faire des travaux dans les rues de la cité de Montréal, et y poser des rails, fils, poteaux et conduits sans en donner avis à la cité, et à moins que ces travaux ne soient faits sous la direction, de la manière et dans les endroits indiqués par l'inspecteur de la cité; et la cité aura toujours le droit de forcer ces personnes et compagnies à placer sous terre leurs fils, et le règlement devra s'appliquer simultanément à toutes les compagnies. (Voir 9 Ed. VII, c. 81, s. 38.)

Sous la direction de qui et comment sont posés les poteaux, etc., dans les rues de la ville.

567. Rien de contenu dans cette loi ne sera interprété comme permettant à la cité de violer aucune des obligations qu'elle a prises par contrat, ou comme affectant ou rappelant des pouvoirs spécialement accordés par statut à des corporations ou compagnies. (Voir 9 Ed. VII, c. 81, s. 38.)

Certains droits sauvegardés.

568. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

FORMULES

“ No 1.

“ *Formule mentionnée dans l'article 35.*

“ *Serment du maire, d'un échevin ou d'un commissaire.*

“ Je, A. B., élu maire (*ou échevin, ou commissaire, selon le cas*), de la cité de Montréal, jure (*ou affirme*) que je serai un vrai et fidèle sujet de Sa Majesté le roi George V (*ou le souverain alors régnant*), ses héritiers et successeurs, selon la loi; et je jure de plus que je remplirai fidèlement, et au meilleur de mon jugement et de ma capacité, les devoirs de la charge à laquelle j'ai été élu.

Ainsi que Dieu me soit en aide.”

(1 Geo. V, c. 48, s. 47.)

No 2

Formule mentionnée dans l'article 62

Avis aux électeurs de la confection des listes électorales

Avis public est par les présentes donné que les listes électorales pour les divers quartiers de la cité de Montréal ont été remises au soussigné, et que, sous quinze jours de cette date, tout électeur, dans tout quartier, pourra donner avis, par écrit, au soussigné, qu'il s'adressera au recorder de la cité pour faire amender la liste électorale pour tout quartier, soit en y ajoutant les noms de personnes omises ou en biffant les noms de personnes inscrites à tort. Cet avis doit spécifier les qualités des personnes dont on veut faire ajouter les noms et les causes d'inhabileté de celles dont on veut faire biffer les noms, et doit être signifié, à la diligence du requérant, le ou avant le cinquième jour de janvier 19 ,

à toute personne dont on veut faire biffer le nom des listes électorales, par lettre recommandée, transmise à l'adresse mentionnée sur la liste. Et avis public est par les présentes donné que le recorder de la cité de Montréal siégera (*mentionner le jour, la date, l'heure et l'endroit*) dans le but de prendre en considération telles demandes ou plaintes, relativement aux dites listes électorales, qui auront été faites suivant la loi.

Par ordre,

.....

Greffier de la cité.

Bureau du Greffier de la cité,
Hôtel de Ville,

Montréal, 18 .

—
No 3

Formule mentionnée dans l'article 74

Certificat de revision des listes électorales

Je soussigné, recorder de la cité de Montréal, certifie par les présentes que la liste ci-dessus des électeurs municipaux pour l'arrondissement de votation numéro , dans le quartier de la cité de Montréal, pour l'année courante, a été révisée par moi suivant la loi.

.....

Recorder.

.....

Greffier de la cité.

Montréal, 18 .

No 4

Formule mentionnée dans l'article 81

Commission d'un secrétaire d'élection

A. E. F. (*occupation et résidence*)

Sachez qu'en ma qualité d'officier-rapporteur, je vous ai nommé et vous nomme par les présentes mon secrétaire d'élection pour agir en cette qualité, suivant la loi, aux prochaines élections qui auront lieu en la cité de Montréal, en vertu des dispositions de la charte de la dite cité.

Donné sous mon seing, à _____, ce _____ jour
du mois de _____, en l'année _____

(*Signature*)

A. B.,
Officier-rapporteur.

No 5

Formule mentionnée dans l'article 82

Serment du secrétaire d'élection

Je, soussigné, E. F., nommé secrétaire d'élection pour les prochaines élections qui auront lieu en la cité de Montréal, en vertu des dispositions de la charte de la dite cité, jure solennellement (*ou* affirme) que j'agirai en ma dite qualité de secrétaire d'élection, et aussi en qualité d'officier-rapporteur, le cas échéant, fidèlement et conformément à la loi, sans partialité, crainte, faveur ni affection. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

(*Signature*)

E. F.,
Secrétaire d'élection.

No 6

Formule mentionnée dans l'article 82

*Certificat de la prestation de serment du secrétaire
d'élection*

Je, soussigné(certifie par les présentes que le jour
du mois de 18 , E. F., secrétaire d'élection pour
les prochaines élections qui auront lieu en la cité de
Montréal, en vertu des dispositions de la charte de la
dite cité, a prêté et signé devant moi le serment d'office
requis par la charte de la dite cité.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le pré-
sent certificat.

(Signature)

C. D.,
Juge de paix.

ou A. B.,
Officier-rapporteur.

No 7

Formule mentionnée dans l'article 86

Bulletin de présentation

Cité de Montréal

Quartier.....

Nous, soussignés, électeurs du quartier de la
cité de Montréal, nommons par les présentes
No rue , candidat à l'élection qui doit
avoir lieu d'un échevin pour le quartier de la
cité de Montréal.

En foi de quoi, nous avons signé, à Montréal, ce
jour de 19 .

Noms	Occupation	Qualité donnant le cens électoral	Résidence

Signé par les dits électeurs en présence de

Je, ledit nommé dans le bulletin de présentation ci-dessus, consens à cette présentation.

En foi de quoi j'ai signé, à Montréal, ce jour
de 19 .

Signé par le dit en présence de

(Signature)

Je, soussigné, candidat à la présente élection, déclare solennellement que je sais lire couramment et écrire lisiblement. Et je fais cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment sous l'empire de la loi de la preuve en Canada.

Déclaré devant moi,
à ce jour de
19 .

(Signature)

(1 Geo. V, c. 48, s. 48.)

No 7a

Bulletin de présentation pour l'élection du maire

Nous, soussignés, habiles à voter aux élections municipales, dans la cité de Montréal, nommons par les présentes _____, No _____ rue _____, comme candidat à l'élection qui doit avoir lieu dans la cité de Montréal, d'un maire de la dite cité.

En foi de quoi, nous avons signé, à Montréal, ce
jour de _____

Noms	Occupation	Qualité donnant le cens électoral	Résidence

Signé par les dits électeurs en présence de.....

Je, le dit _____, nommé candidat dans le bulletin de présentation ci-dessus, consens à cette présentation.

En foi de quoi j'ai signé, à Montréal, ce _____ jour
de _____ 18 _____.

(Signature)

Signé par le dit.....en présence de.....

(Signature)

No 8

*Formule mentionnée dans l'article 94**Serment d'attestation du bulletin de présentation et du
consentement du candidat*

Je, _____, de la cité de Montréal, jure solennelle-
ment (*ou affirme*) que je connais.....
.....
.....
et qu'ils sont inscrits sur la liste des électeurs en vi-
gueur pour le quartier _____ de la cité de Montréal,
en vertu des dispositions de la charte de la dite cité; et
qu'ils ont respectivement signé le bulletin de présenta-
tion qui précède de leurs signatures, en ma présence; et,
de plus, que je connais le dit _____ qui est nommé
candidat, et qu'il a signé son consentement à cette pré-
sentation en ma présence.

(Signature)

Assermenté (<i>ou affirmé</i>) devant	}
moi à Montréal, ce	
jour d _____ 18 .	

 No 8a
*Serment d'attestation du bulletin de présentation et du
consentement du candidat*

Je, _____, de la cité de Montréal, jure solennelle-
ment (*ou affirme*) que je connais.....
.....
.....
et qu'ils sont habiles à voter à l'élection qui doit avoir
lieu d'un maire de la cité de Montréal, et qu'ils ont res-

et les autres documents requis par la loi, ainsi que la présente commission.

Donné sous mon seing, à , ce jour
du mois d , en l'année 18 .

(Signature)

A. B.,
Officier-rapporteur.

No 10

Formule mentionnée dans l'article 108

Serment du sous-officier-rapporteur

Je, soussigné, G. H., nommé sous-officier-rapporteur
pour l'arrondissement de votation No du quartier
de la cité de Montréal, jure solennellement
(ou affirme) que j'agirai en ma dite qualité de sous-
officier-rapporteur fidèlement, sans partialité, crainte,
faveur ni affection. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

(Signature)

G. H.,
Sous-officier-rapporteur.

No 11

*Formule mentionnée dans l'article 108**Certificat de la prestation du serment d'office d'un sous-officier-rapporteur*

Je, soussigné, certifie par les présentes que le jour
du mois d 18 , G. H., sous-officier-rapporteur
pour l'arrondissement de votation No du quartier
 de la cité de Montréal, a prêté et signé devant
moi le serment requis en pareil cas.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

(Signature)

C. D.,

Juge de paix.

A. B.,

Officier-rapporteur.

No 12

Formule mentionnée dans l'article 114
Bulletin

1	LEBLANC (JEAN-BAPTISTE LEBLANC, de la cité de Montréal, marchand.)	X
2	O'FLAHERTY (PATRICK O'FLAHERTY, de la ci- té de Montréal, manufacturier.)	
3	YOUNG (JOSEPH YOUNG, de la cité de Montréal, avocat.)	

ELECTION d'un échevin pour
le siège No du quartier

ou

Election d'un maire de la Cité
de Montréal (*suivant le cas.*)

The Initials of the Deputy Returning Officer should be placed here.

*Ici doivent être mises les initiales
du sous-officier-rapporteur*



ANNEXE.

No.

No 13

*Formule mentionnée dans l'article 121**Commission du greffier du bureau de votation*A. I. J., (*occupation et résidence*)

Sachez qu'en ma qualité de sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation No du quartier de la cité de Montréal, je vous ai nommé et vous nomme par les présentes greffier du bureau de votation pour le dit arrondissement de votation No du dit quartier.

Donné sous mon seing à , ce
jour du mois de , en l'année .

(*Signature*) G. H.,
Sous-officier-rapporteur.

No 14

*Formule mentionnée dans l'article 121**Serment du greffier du bureau de votation*

Je soussigné, I. J., nommé greffier du bureau de votation pour l'arrondissement de votation No du quartier de la cité de Montréal, jure solennellement (*ou affirme*) que j'agirai en ma dite qualité de greffier du bureau de votation, et aussi en celle de sous-officier-rapporteur, le cas échéant, suivant la loi, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ni affection. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

(*Signature*) L. J.,
Greffier du bureau de votation.

No 15

*Formule mentionnée dans l'article 121**Certificat de la prestation du serment du greffier du bureau de votation*

Je, soussigné, certifie par les présentes que le
jour du mois de 18 , I. J., greffier du bureau
de votation pour l'arrondissement de votation No du
quartier de la cité de Montréal, a prêté et
signé devant moi le serment d'office requis en pareil cas.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

(Signature)

C. D.,

Juge de paix.

ou A. B.,

Officier-rapporteur.

ou G. H.,

Sous-officier-rapporteur.

No 16

*Formule mentionnée dans l'article 123**Commission du greffier de bureau de votation par un greffier agissant comme sous-officier-rapporteur*

A , de (occupation et résidence.)

Sachez qu'en ma qualité de sous-officier-rapporteur
intérimaire pour l'arrondissement de votation No du
quartier de la cité de Montréal, en conséquence
du décès (ou de l'incapacité d'agir, suivant le cas) du

sous-officier-rapporteur pour cet arrondissement de votation, dont j'étais le greffier, je vous ai nommé et vous nomme, par les présentes, greffier du bureau de votation de l'arrondissement de votation No du dit quartier.

Donné sous mon seing, , ce jour
de , en l'année 18 .

(Signature) I. J.,
Greffier du bureau de votation
agissant comme sous-officier-rapporteur.

No 17

Formule mentionnée dans l'article 127

Serment de l'agent d'un candidat ou de l'électeur représentant un candidat

Je, soussigné, G. H., agent de (ou électeur représentant suivant le cas) J. K., l'un des candidats à l'élection maintenant pendante d'un échevin pour le quartier.

de la cité de Montréal (ou d'un maire de la cité de Montréal) jure solennellement (ou affirme) que je garderai le secret sur les noms des candidats pour lesquels tout votant au bureau de votation de l'arrondissement de votation No du quartier de la cité de Montréal, pourra avoir marqué son bulletin de vote en ma présence à cette élection. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

(Signature) G. H.

Assermenté (ou affirmé) devant moi, à , ce
jour 18 .

(Signature) A. B.,
Sous-officier-rapporteur.
ou C. P.,
Juge de paix.

No 18

Formule mentionnée dans l'article 132

Cahier de votation

Numéro des votants.	
Noms des votants.	
Leur profession.	
Leur résidence.	
Propriétaires.	
Locataires ou occupants.	
Objections.	
Assermenté ou qui a affirmé.	
Refus du votant de jurer ou d'affirmer.	
Votes donnés.	
Electeurs votant après que d'autres ont voté sous leurs noms.	
Bulletins préparés avec l'aide du sous-officier-rapporteur.	
Remarques générales.	

No 19

Formule mentionnée dans l'article 155

Serment de l'agent d'un candidat ou de l'électeur représentant un candidat qui seul agit pour assister à la marque du bulletin

Je, soussigné, G. H., agent par autorisation spéciale (ou électeur représentant, *suivant le cas*) de J. K., l'un des candidats à l'élection maintenant pendante d'un échevin pour le siège No du quartier de la cité de Montréal (ou d'un maire, *suivant le cas*), jure (ou affirme) solennellement que je garderai et aiderai à garder et à maintenir le secret sur les noms des candidats pour lesquels tout votant au bureau de votation de l'arrondissement de votation No du quartier de la cité de Montréal aura marqué son bulletin de vote en ma présence à cette élection, et que je ne communiquerai en aucun temps, à qui que ce soit, aucun renseignement obtenu à l'intérieur de ce bureau sur le nom du candidat pour lequel un électeur se propose de voter ou a voté. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

(Signature)

G. H.

Assermenté (ou affirmé) devant moi, à , ce
jour 18 .

(Signature)

A. B.,

Sous-officier-rapporteur.

ou C. P.,
Juge de Paix.

No 20

*Formule mentionnée dans l'article 172**Serment du sous-officier-rapporteur, après la clôture du scrutin*

Je, soussigné, sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation No du quartier de la cité de Montréal, jure (*ou affirme*) solennellement qu'au meilleur de ma connaissance et croyance, le cahier de votation tenu pour cet arrondissement de votation, sous ma surveillance, a été ainsi tenu d'une manière exacte, et que le nombre total des votes inscrits dans le cahier de votation est de ; et qu'au meilleur de ma connaissance et croyance il contient un état vrai et exact des votes pris au bureau de votation, tels que reçus à ce bureau de votation; que j'ai fidèlement compté les votes donnés pour chaque candidat, de la manière prescrite par la loi; que j'ai rempli tous les devoirs que la loi m'impose, et que le procès-verbal, les paquets de bulletins de votes et les autres documents que la loi m'oblige de transmettre à l'officier-rapporteur, ont été fidèlement et véridiquement préparés et déposés dans la boîte du scrutin, comme le sera ce serment, afin que la dite boîte de scrutin préalablement scellée de mon sceau, soit transmise à l'officier-rapporteur, aux termes de la loi.

(Signature)

G. H.,

Sous-officier-rapporteur.

Assermenté (*ou affirmé*) devant moi, à , ce
jour de 18 .

(Signature)

X. Y.,

*Juge de paix.**ou A. B.,**Officier-rapporteur.**ou I. J.,**Greffier du bureau de votation.*

No 22

Formule mentionnée dans l'article 267

Canada, Province de Québec, District d' }	Cour
---	------

Demandeur,

VS

Défendeur.

Je, M. N., demandeur en cette cause, après serment prêté, déclare que, dans la présente poursuite, je n'agis pas collusoirement avec le défendeur, et que je ne poursuis pas en vue d'empêcher qu'une autre personne n'intente l'action ni en vue de retarder ou faire échouer celle-ci, ou de soustraire le défendeur au paiement de l'amende, en tout ou en partie, ou de lui procurer quelque avantage, —mais que j'intente cette poursuite ou action de bonne foi, la croyant consciencieusement bien fondée, et dans le but d'exiger et de recouvrer le paiement de l'amende avec toute la diligence possible.

(Signature)

M. N.

Assermenté (ou affirmé) devant moi,	}
à , ce jour du	
mois d 18 .	
(Signature) P.S.	
Juge de Paix.	

No 23

Formule mentionnée dans l'article 316

Forme du bulletin de vote

Montréal.....18

Votation sur le règle-
ment (*insérer ici l'objet
du règlement*) approuvé
par le conseil de la cité
de Montréal le
jour de 18 .

POUR LE
règlement.

X

CONTRE LE
règlement.

The initials of the Deputy Returning Officer should be placed here.

Ici doivent être mises les initiales du sous-officier-rapporteur.

ANNEXE.

No.

No 24

Formule mentionnée dans l'article 320

Je, soussigné, A. B., déclare solennellement que je suis favorable ou opposé (*suivant le cas*) à l'adoption du règlement (*insérer ici l'objet du règlement*) maintenant soumis à l'approbation des propriétaires fonciers de cette cité.

Fait et déclaré devant moi à Montréal, ce
jour de 18 .

A. B.

L. O. D.

*Greffier de la Cité.**(Ou A. C. suivant le cas)**Sous-officier-rapporteur.*

No 25

*Formule mentionnée dans l'article 386**Avis aux contribuables*

Avis public est par les présentes donné que le rôle d'évaluation et de contribution foncière de la cité de Montréal, pour le quartier de la dite cité (*ou le rôle de perception des taxes, suivant le cas, ou tout rôle spécial de contribution foncière, en spécifiant les fins pour lesquelles ce rôle ou ces rôles ont été dressés*) est complété, et qu'il est maintenant déposé au bureau du soussigné à l'hôtel de ville.

Toutes les personnes y mentionnées comme sujettes au paiement de quelque taxe ou contribution foncière, sont par le présent sommées d'en payer le montant au soussigné, à son dit bureau, dans les dix jours de cette date, sans autre avis.

*(Signature)**Trésorier de la cité.*

Hôtel de Ville,
Montréal,

18 .

No 26

*Formule mentionnée dans l'article 387**Avis pour la perception de taxes, etc.**Corporation de Montréal*

M.

(Copie de compte.)

Avis signifié, \$

(Insérez la date de l'avis)

Frais, \$

Avis,

Corporation de Montréal

M.

Dt.

à

*La cité de Montréal.*Pour taxes ou contribu-
tions foncières.

(Copie de compte)

\$

Monsieur,

Vous êtes averti qu'a-
yant fait défaut de payer
la somme ci-haut men-
tionnée, dans le délai pres-
crit par l'avis public, il
vous est par le présent
enjoint de me payer cette
somme, à mon bureau,
dans le délai de quinze
jours de cette date, avec
les frais du présent avis et
de sa signification, détail-
lés plus bas, à défaut de
quoi, exécution sera lan-
cée contre vos biens et
effets.

Hôtel de Ville

Montréal (date)

Frais,

Avis,

(Signature)

Trésorier de la cité.

No 27

*Formule mentionnée dans l'article 387**Bref de saisie*

Province de Québec } Dans la Cour du Recorder de la
Cité de Montréal. } cité de Montréal.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-
Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur
de la Foi, etc.

Dette.....		
Intérêt.....		
Frais.....		
Bref.....		
\$		

A tout huissier de la cour
du recorder de la cité de
Montréal.

Attendu que A. B. (*nom et désignation du débiteur*) a été sommé par le trésorier de la cité de payer entre ses mains, pour et au nom de la cité, la somme de , étant le montant dû par lui à la dite cité, comme il appert du rôle d'évaluation et de contribution foncière pour l'année mil huit cent (ou rôle de perception de taxes ou rôle de contribution foncière spéciale, selon le cas); et attendu que le dit A. B. a négligé et refusé de payer au dit trésorier, dans le délai prescrit par la loi, la dite somme de , les présentes sont en conséquence pour vous ordonner de saisir sans délai les biens et effets du dit A. B.; et si, dans l'espace de huit jours après telle saisie, la somme sus-mentionnée, avec les frais raisonnables de la dite saisie, n'est pas payée, alors, à la date qui vous sera indiquée par le dit trésorier, vous vendrez les dits biens et effets ainsi par vous

détenus, et paierez les deniers provenant de la dite vente au trésorier de la cité, afin qu'il les applique conformément aux prescriptions de la loi, et qu'il rende le surplus (s'il en est), sur demande, au dit A. B., ou autres personnes qu'il appartiendra; et, si telle saisie ne peut avoir lieu faute d'effets saisissables, vous me le certifierez afin qu'il soit adopté telles procédures que de droit.

Donné sous le seing du
greffier de la cour du re-
corder, à Montréal, ce
jour de
en l'année

X. Y.,
Greffier de la cour
du recorder.

No 28

Formule mentionnée dans l'article 389

Telle que remplacée par 3 Ed. VII, chap. 62, s. 50, 1903.

Avis de vente de biens et effets mobiliers

Avis est par le présent donné que le
les biens et effets des personnes ci-après nommées et désignées, actuellement sous saisie pour non-paiement de contributions foncières (ou autres impôts ou taxes, selon le cas) seront vendus par encan public, aux heures et endroits ci-après mentionnés, savoir:

Noms	Montant	Lieu de la vente No rue	Heure de la vente

(Signature)

A. B.,

Huissier de la Cour du recorder

de la cité de Montréal.

Hôtel de Ville,
Montréal,

19 .

No 29

Formule mentionnée dans l'article 399

Avis de vente d'immeubles

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées, et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le jour de 18 , seront vendues par moi, à mon bureau, dans la cité de Montréal, le jour de 18 , à dix heures du matin, à raison d'une réclamation de la cité de Montréal pour taxes et contributions foncières dues, telles que détaillées dans la dite cédule.

Cédule No	Quartier.	Numéro du cadastre.	Rue.	Personnes imposées ou taxées.	Montant réclamé.	Nature de la réclamation.

Bureau du shérif.
Montréal,

18 . Première publication le

(Signature) Shérif.
18 .

Amendements aux divers articles de la Charte de la Cité. (Loi 62 Victoria, Chapitre 58).

N.B.—Les amendements aux divers articles de la loi susdite ont été mis à la place des articles qu'ils amendent ou remplacent.

Les dispositions nouvelles sont insérées à la suite les unes des autres d'après ordre de date.

Tous les amendements ou dispositions qui couvrent des choses faites ainsi que les ratifications de certains contrats ou résolutions ont été omis de cette compilation.

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE MONTREAL

3 Edouard VII, chap. 62.

Sanctionnée le 25 avril 1903.

Section 52.—La Cité de Montréal est autorisée à créer, par résolution adoptée par la majorité de tous les membres du Conseil et à faire exécuter les améliorations suivantes :

8. Elargir l'avenue Mont-Royal, du côté nord, depuis la rue Rivard jusqu'à la rue Saint-Denis, et depuis la rue Drolet jusqu'à la rue Carrière, au coût approximatif de \$10,875, conformément au plan homologué du quartier Saint-Denis.

Elargir l'avenue Mont-Royal.

Le coût total de ces deux élargissements sera payé au moyen d'une seule répartition prélevée sur les propriétaires d'immeubles situés sur le côté sud de l'avenue Mont-Royal, entre le côté ouest de l'avenue Papineau et

Paiement du coût.

le côté est de l'avenue du Parc, et aussi sur les propriétaires d'immeubles situés sur le côté nord de la dite avenue Mont-Royal, depuis le côté ouest de l'avenue Papineau jusqu'au côté est de la rue Carrière; (3 Ed. VII, c. 62, s. 52.)

Ouvrir la rue Fortin.

11. Ouvrir la rue Fortin, depuis la rue Carrière jusqu'aux limites sud-ouest de la cité, dans le quartier Saint-Denis, au coût approximatif de \$3,335.35, conformément au plan homologué.

Paiement du coût.

Le coût total de cette ouverture sera payé au moyen d'une répartition prélevée sur les propriétaires d'immeubles situés de chaque côté de la rue Fortin, depuis le côté ouest de la rue Carrière jusqu'aux limites sud-ouest de la cité;

Ouvrir la rue Napoléon.

12. Ouvrir la rue Napoléon, depuis la rue Mentana jusqu'à la rue Saint-Hubert, dans le quartier Saint-Jacques Nord, au coût approximatif de \$20,364.00.

Paiement du coût.

Le coût total de la dite ouverture sera payé par les propriétaires d'immeubles situés dans les limites suivantes: côté sud de l'avenue Duluth, depuis la rue Saint-Hubert jusqu'au parc LaFontaine; chaque côté de la rue Saint-Hubert, depuis l'avenue Duluth jusqu'à la ligne de division en arrière des immeubles ou lots aboutissant aux propriétés du côté nord de la rue Roy; côté ouest du parc LaFontaine, depuis l'avenue Duluth jusqu'à la ligne de division en arrière des propriétés ayant front sur le côté nord de la rue Roy;

Prolonger la rue Sherbrooke.

22. La cité est autorisée à prolonger, par achat à l'amiable ou par voie d'expropriation, la rue Sherbrooke, de l'avenue DeLorimier jusqu'à la rue Papineau.

Prix de l'acquisition des immeubles.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation des immeubles de la rue Sherbrooke, entre l'avenue Papineau et la rue DeLorimier, sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur actuelle et marchande desdits immeubles, ainsi que des industries ou commerces y établis, au temps de l'acquisition desdits immeubles à l'amiable ou de leur expropriation, et, au cas d'expropria-

tion, l'indemnité à être payée aux propriétaires, tant pour les biens-fonds que pour dommages aux dites industries, sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivant des Statuts refondus, 1909. L'indemnité totale, en tous cas, sera payable par la cité de Montréal. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60.)

53. Sauf incompatibilité, les dispositions des articles de la charte de la cité 423 à 445, inclusivement, et des amendements à iceux s'appliqueront aux améliorations autorisées par la section 52 de la loi 3 Edouard VII, chap. 62, et par ses amendements.

Dispositions applicables aux améliorations autorisées par 3 Ed. VII, c. 62, etc.

Qu'il s'agisse de terrains vacants ou de ceux sur lesquels il existe des bâtiments et qu'il s'agisse des réclamations des propriétaires ou de celles des locataires ou occupants, les dispositions des articles de la charte de la cité 450 et 451 et des amendements à iceux s'appliqueront également *mutatis mutandis* dans ces cas.

Dispositions applicables aux immeubles expropriés.

Il ne sera accordé, dans aucun cas, que vingt pour cent en sus de l'évaluation municipale des terrains et des bâtiments pour chacun des cas susmentionnés, nonobstant toute disposition contraire. (4 Ed. VII, c. 49, s. 27.)

Combien peut être accordé en sus de l'évaluation municipale.

54. Toutes les sommes d'argent provenant de la vente des matériaux, bâtiments et terrains expropriés, devront être employés, dans chaque cas, à défrayer pour autant le coût de l'amélioration.

Emploi du produit de la vente des matériaux.

Cette vente pourra être faite par encan public ou de gré à gré. (4 Ed. VII, c. 49, s. 27.)

Manière de faire la vente.

54a. La cité est autorisée à prendre, sur les fonds à sa disposition provenant de différentes sources, les sommes nécessaires pour défrayer le coût des améliorations. (4 Ed. VII, c. 49, s. 27.)

Fonds qui peuvent être employés pour ces améliorations.

57. Les conventions ou actes intervenus entre la cité de Montréal et l'Union des Abattoirs de Montréal, le 12 janvier 1903, et entre la cité de Montréal et *The Montreal Stock Yards Company*, le 16 janvier 1903, devant M^{re}

Conventions entre la cité et la Montreal Stock Yards Co., et la cité et l'Union des Abattoirs de Montréal, ratifiées.

Robert A. Dunton, notaire, et dont copies sont annexées à la présente loi comme cédules A et B, et toutes les conditions et stipulations y énoncées, sont ratifiés et confirmés, et les parties contractantes sont autorisées à en remplir et exécuter les conditions selon leurs termes et teneur; et pouvoir est octroyé aux dites parties de faire tout acte nécessaire pour mettre à effet les dits conventions ou actes suivant l'intention des parties contractantes.

*LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE
MONTREAL*

4 Ed. VII, chap. 49.

Sanctionnée le 31 mai 1904.

29. Les dispositions contenues dans la présente loi s'appliqueront aux améliorations autorisées par cette loi et aux améliorations autorisées par la section 52 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, qui seront faites ou qui seront continuées postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Application
de la présente
loi.

*LOI RATIFIANT UNE CONVENTION FAITE
ENTRE LA CITE DE MONTREAL ET LA
COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
CANADIEN DU PACIFIQUE.*

6 Ed. VII, chap. 47.

Sanctionnée le 9 mars 1906.

Convention
du 30 juin
1905 ratifiée.

1. La convention entre la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, passée devant R. A. Dunton, notaire, le 30 juin 1905, dont copie est annexée à la présente loi comme cédule, et toutes les conditions et stipulations qui y sont énoncées, sont ratifiées et confirmées, et les parties contractantes sont autorisées à en exécuter les conditions suivant les termes et teneur d'icelle et pouvoir est par la présente loi accordé aux parties de faire tous actes nécessaires à l'exécution de la dite convention ou acte, selon l'intention des parties contractantes.

2. Cette convention sera continuée et prolongée pour un terme additionnel de quatre-vingt-dix ans, formant un total d'au moins quatre-vingt-dix-neuf ans.

Responsabilité
de la compa-
gnie.

3. La dite compagnie de chemin de fer sera responsable de tous dommages qui pourront être causés, à toute personne ou propriété, par suite de la fermeture des dites rues, rampe, et partie de rue, ou par suite des changements des niveaux d'icelles, et elle devra aussi indemniser la cité, et la tenir à l'abri de toute poursuite intentée, de tout jugement rendu, ou réclamation reconnue bien fondée contre la cité, en capital, intérêt et frais, selon le cas.

Recours des
propriétaires.

Ce recours des propriétaires lésés pourra être exercé soit contre la compagnie, soit contre la cité ou conjointement contre les deux.

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE
MONTREAL RELATIVEMENT A L'ADMI-
NISTRATION GENERALE.

7 Ed. VII, chap. 63.

Sanctionnée le 14 mars 1907.

50. 1. La cité de Montréal est autorisée à emprunter une somme d'argent n'excédant pas deux millions de piastres, pour acquérir des propriétés et faire certains travaux nécessaires à l'augmentation de la force motrice hydraulique actuelle de l'aqueduc, et pour agrandir et améliorer l'aqueduc qui existe actuellement.

Emprunt autorisé d'une somme de \$2,000,000 pour certaines fins.

2. Cet emprunt sera effectué par l'émission de débentures, obligations ou rentes inscrites, payables dans une période de temps n'excédant pas quarante ans de leur date, et sera racheté au moyen d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le capital à l'expiration du dit terme. Cet emprunt ne fera pas partie de la dette fondée de la cité.

Emission de débentures à cet effet.

Fonds d'amortissement.

3. Le produit de tel emprunt devra être employé exclusivement pour les fins indiquées dans le règlement qui sera adopté à cet effet par le conseil de la cité, et être mis de côté par le trésorier de la cité, et ne sera, en aucun temps, disponible pour une autre fin quelconque. (3 Geo. V, c. 54, s. 33.)

Emploi du produit de l'emprunt.

51. La cité de Montréal est autorisée à emprunter la somme de deux cent cinquante mille piastres, dont deux cent mille piastres pour acquérir l'île Sainte-Hélène et donner effet aux arrangements faits avec le gouvernement fédéral, et cinquante mille piastres pour faire, en cette île, les améliorations permanentes qui seront jugées nécessaires, et à émettre pour cette fin des débentures, obligations ou rentes inscrites, qui ne feront pas partie de la dette fondée.

Acquisition de l'île Ste-Hélène. Emprunt à cet effet, autorisé.

Emission de
débentures.
Fonds d'amor-
tissement

Cet emprunt sera effectué par l'émission de débentures, obligations ou rentes inscrites payables dans une période de temps n'excédant pas quarante ans de leur date et sera racheté au moyen d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le capital à l'expiration du dit terme. (3 Geo. V, c. 54, s. 34.)

Vente de cer-
tains terrains
et édifices, par
encan public.

53. Nonobstant toute loi, règlement ou arrangement à ce contraire, la cité est autorisée à vendre par encan public les édifices et terrains lui appartenant et ci-devant occupés pour des fins municipales situés dans les nouveaux quartiers de Saint-Henri et de Sainte-Cunégonde et dans le quartier Saint-Denis; le produit réalisé sera appliqué à bâtir ou reconstruire d'autres édifices municipaux.

Paie-
ment
d'une indem-
nité aux re-
corders des
territoires
annexés.

54. La cité de Montréal paiera à chacun des recorders des ci-devant cités de St-Henri et de Ste-Cunégonde de Montréal déjà annexées, et des villes de St-Louis, de Maisonneuve et de St-Paul, aussitôt après leur annexion respective, sur résignation de leurs charges conformément à la loi, une somme de quatre mille piastres pour indemnité unique et complète comme recorder de chacune de ces municipalités.

Contribution
aux dépenses
à encourir par
la Cie du
Grand Tronc
pour certaines
fins.

55. 1. La cité peut, sur recommandation de la commission des finances, par règlement adopté avec l'assentiment des trois cinquièmes de tous les membres du conseil, contribuer aux dépenses qu'encourra la compagnie du Grand Tronc de chemin de fer du Canada pour supprimer ses traverses à niveau et les remplacer par des voies élevées ou souterraines dans les limites de la cité, aux termes et conditions qui seront déterminés au préalable dans le règlement susdit et consignés dans un acte notarié à cet effet; pourvu qu'aucune partie de cette contribution ne soit employée à aucun autre objet qu'à celui ci-dessus désigné.

Emission de
débentures à
cet effet.

2. A cette fin, la cité est autorisée à émettre en faveur de ladite compagnie et de toutes personnes auxquelles la compagnie pourra les vendre ou transporter, des débentures,

tures, obligations ou rentes inscrites payables à une période n'excédant pas quarante ans de leur date, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent et rachetables au moyen d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le capital à l'expiration de la dite période.

3. L'intérêt et le fonds d'amortissement seront payés à même le revenu général de la cité.

Paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement.

4. Le montant des débentures, obligations ou rentes inscrites remis en la manière ci-dessus à ladite compagnie, ne devra pas excéder deux millions de piastres.

Limitation des débentures, etc.

5. Le montant desdites débentures, obligations ou rentes inscrites ne fera pas partie de la dette consolidée de la cité. (7 Ed. VII, c. 63, s. 53.)

Ces débentures ne font pas partie de la dette fondée.

57. Les conventions ou actes intervenus entre la cité de Montréal et la compagnie du Grand Tronc de chemin de fer du Canada le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent six, devant Mtre Robert A. Dunton, notaire, et dont une copie est annexée à la présente loi comme cédules A et B, et toutes les conditions et stipulations y énoncées, sont ratifiées et confirmées, et les parties contractantes sont autorisées à en remplir et exécuter les conditions, et à faire tout ce qui est nécessaire pour donner effet aux dits actes ou conventions suivant leur intention.

Ratification des conventions reproduites dans les cédules A et B.

58. Le contrat intervenu entre la cité de Montréal et la compagnie du Grand Tronc de chemin de fer du Canada le 7 janvier 1907, devant Mtre Robert A. Dunton, notaire, et dont copie est annexée à la présente loi comme cédule C, et toutes les conditions et stipulations y énoncées sont ratifiées et confirmées, et les parties contractantes sont autorisées à en remplir et exécuter les conditions, et à faire tout ce qui est nécessaire pour donner effet audit contrat ou convention suivant son intention.

Ratification du contrat reproduit dans la cédule C.

59. La cité est autorisée à modifier les contrats passés en 1903 entre elle et les hôpitaux Notre-Dame et Alexandra, lesquels contrats ont été ratifiés par la loi 3

La cité autorisée à modifier certains contrats.

Edouard VII, chapitres 115 et 116, aux fins d'augmenter, à sa discrétion, le subside payé annuellement à ces hôpitaux.

Emission de
débentures,
etc.

60. Lorsque la cité est autorisée à faire un emprunt, elle peut émettre des bons, débentures ou rentes inscrites pour tel montant et en disposer au meilleur prix qu'elle peut obtenir.

Cité autorisée
à emprunter
toute somme
nécessaire
pour l'établisse-
ment d'un
système d'eau
à haute pres-
sion.

61. 1. La cité de Montréal est autorisée à emprunter toute somme nécessaire pour établir un système d'eau à haute pression, en cas d'incendie dans certaines parties de la cité, qui sera à cette fin divisée en districts, par règlement, lorsque la majorité des propriétaires en nombre et en valeur dans le district affecté en fera la demande par écrit.

Emission de
débentures.

2. Cet emprunt sera effectué par l'émission de débentures, obligations ou rentes inscrites payables à quarante ans de leur date et sera rachetable au moyen d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le capital à l'expiration dudit terme.

Fonds d'amor-
tissement.

Répartition
des dépenses.

3. Le montant des dépenses à encourir pour l'établissement de tel système sera réparti sur les propriétaires d'immeubles situés dans chaque district respectivement où les travaux ont été faits, d'après un rôle de répartition préparé par l'inspecteur de la cité suivant les dispositions de l'article 450 de la charte, *mutatis mutandis*.

Limitation de
l'emprunt.

Le montant total à être ainsi emprunté n'excédera pas, néanmoins, un million de piastres. (3 Geo. V, c. 54, s. 35.)

Fabrication
de gaz pour
l'éclairage.

68. 1. La cité pourra fabriquer, acheter ou autrement acquérir, et en disposer de toute manière quelconque, du gaz pour l'éclairage, le chauffage ou pour des fins de force motrice, ainsi que toutes sortes d'appareils et d'articles se rapportant à cette industrie, et pourra disposer de et fabriquer tous sous-produits provenant d'icelle.

Acquisition
des propriétés
nécessaires à
cette fin.

2. La cité pourra acquérir les propriétés qui lui seront nécessaires pour les besoins de cette industrie, par achat,

location, expropriation ou autrement, et pourra construire, acheter ou louer tous les bâtiments, appareils, matériel et machines qu'elle jugera à propos d'avoir ou d'employer pour cette fin, et elle pourra les vendre, louer ou en disposer, en tout ou en partie, selon qu'elle le jugera convenable.

3. La cité pourra louer et exploiter les usines ou entreprises, en tout ou en partie, de toute personne, société, compagnie, syndicat ou corporation, faisant, ou autorisée à faire toutes affaires se rapportant au gaz, soit pour l'éclairage, le chauffage ou des fins de force motrice, dans les limites du territoire de la cité.

Location d'usines, etc.

4. La cité pourra, pour les fins de la fabrication et de la vente du gaz et de ses sous-produits, exercer les franchises et les droits (conférés par charte) de toute personne, société, syndicat, compagnie ou corporation, entre autres, de la compagnie connue sous le nom de "la Compagnie de Gaz de Montréal," dont elle pourra acquérir par location, achat ou expropriation, les franchises, les affaires, l'entreprise et les bâtiments, appareils, matériel machines ou immeubles comme un tout complet (*as a going concern.*)

Acquisition de certaines franchises par la cité.

5. La cité pourra fournir du gaz soit pour l'éclairage, le chauffage ou pour des fins de force motrice, aux citoyens ou habitants, dans les limites de son territoire actuel ou de tout autre territoire qu'elle pourra acquérir plus tard, par annexion; et elle pourra aussi fixer, par règlement, le prix ou taux du gaz qu'elle fournira.

Pouvoir donné à la cité de fournir du gaz, etc.

6. La cité, afin d'obtenir les fonds nécessaires pour l'établissement de l'industrie susdite, pourra émettre des débentures, obligations ou bons couvrant une période n'excédant pas quarante ans, à partir de la date de leur émission ou pourra effectuer un emprunt spécial avec un fonds d'amortissement pour le montant qui sera jugé nécessaire par le conseil; le tout, tel qu'il sera prescrit par un règlement adopté par le vote affirmatif de la majorité absolue de tous les membres de son conseil.

Emission de débentures ou emprunts avec fonds d'amortissement pour l'établissement de cette industrie.

Approbation
des électeurs
propriétaires.

69. Les pouvoirs et les emprunts autorisés par les deux articles 62 et 68 seront sujets à l'approbation préalable des propriétaires suivant les dispositions de l'article 348 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, et de ses amendements.

Interprétation
de la loi.

(L'article 62 relatif aux conduits souterrains étant abrogé, la section ci-dessus n'a d'effet qu'en ce qui concerne l'article 68.) (9 Ed. VII, c. 81, s. 38.)

Emission de
débentures,
etc., pour rem-
placer tout
montant d'ar-
rérages de
cotisations
imposées en
vertu de cer-
tains rôles.

71. La cité est autorisée par règlement à émettre des débentures, obligations ou rentes inscrites payables à un terme n'excédant pas quarante ans, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année, pour un montant n'excédant pas \$150,000.00 et de vendre iceux pour remplacer tout montant d'arrérage de cotisation imposée en vertu de tout rôle de cotisation déjà préparé et en vigueur pour des améliorations, élargissements ou extension de rues, squares ou places publiques dans la cité.

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE
MONTREAL RELATIVEMENT A L'ADMI-
NISTRATION GENERALE.

8 Ed. VII, chap. 85.

Sanctionnée le 25 avril 1908.

24. La cité est autorisée, par règlement, à venir en aide aux familles des officiers et employés civiques tués ou gravement blessés dans l'exercice de leurs fonctions respectives.

Secours aux
familles de
certains em-
ployés.

La somme à fixer dans chaque cas est laissée à la discrétion du conseil avec l'approbation de la majorité des membres de tout le conseil.

*LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE
MONTREAL.*

9 Ed. VII, chap. 81.

Sanctionnée le 29 mai 1909.

Sanction par
lieut.-gouv.
des règle-
ments accor-
dant une
franchise, etc.

25. Tout règlement d'une corporation municipale de l'île de Montréal à l'effet d'accorder une franchise, un droit ou un privilège pour une période de temps excédant dix ans devra être sanctionné par le lieutenant-gouverneur en conseil, et cette sanction ne sera donnée qu'après quinze jours d'avis à la cité de Montréal et transmission, en même temps, à la dite cité de copie de tel règlement.

Pouvoir de :

28. 1. La cité est autorisée à décréter par résolution adoptée par la majorité absolue des membres de tout le conseil, et à faire exécuter les améliorations suivantes :

Agrandir le
parc Mont-
Royal.

c. Acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, pour agrandir le parc Mont-Royal, la propriété appartenant maintenant à la succession J. Redpath, située au-dessus de l'avenue des Pins et connue comme partie du lot No 1755 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal.

Paiement du
coût.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation de la dite propriété sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;

Accès addi-
tionnel au
parc Mont-
Royal.

d. Acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, le terrain requis pour donner un accès additionnel au parc Mont-Royal vis-à-vis de la rue de la Montagne.

Paiement du
coût.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation de la dite propriété sera, nonobstant

toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;

h. Elargir la rue Dorchester, sur le côté nord-ouest, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Cadieux, par l'expropriation d'une lisière de terrain d'environ dix-huit pieds de profondeur sur la rue Cadieux, et d'environ dix-neuf pieds sur le boulevard Saint-Laurent, pour être conforme à la largeur de la rue Dorchester à l'ouest du boulevard Saint-Laurent.

Elargir la rue
Dorchester.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation de la dite lisière de terrain sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;

Paiement du
coût.

i. Acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, pour agrandir le parc Mont-Royal, suivant plan préparé par l'inspecteur de la cité, un terrain appartenant à la succession Alexis Brunet, borné au nord et à l'ouest par le cimetière de Notre-Dame des Neiges et le chemin de la Côte des Neiges et au sud et à l'est par le chemin de la Côte des Neiges et le parc Mont-Royal, et s'étendant le long du chemin de la Côte des Neiges, à partir du chemin Shakespeare jusqu'au chemin conduisant du chemin de la Côte des Neiges dans le parc, près de l'avenue Westmount, et comprenant en tout environ 800,000 pieds carrés.

Agrandir le
parc Mont-
Royal et ac-
quisition d'un
immeuble à
cet effet.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation de la dite propriété sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou

Evaluation et
fixation de
l'indemnité.

de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;

Acquérir certains lots.

j. Acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, partie des lots ou tous les lots qui suivent faisant front sur l'avenue des Pins ou contigus au parc Mont-Royal, et portant les numéros suivants du cadastre: 1862, 1-B, 1-A, 1, 2-A, 2-1, 2-2, 2-3, 2-4, 2-5 et 2-6.

Evaluation et paiement du prix de ces lots.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation de la dite propriété sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;

Elargir la rue de la Montagne.

k. Compléter l'élargissement de la rue de la Montagne, depuis la rue Notre-Dame à la rue Dorchester, suivant le plan homologué de la cité;

Le coût de cette amélioration est payable par la cité à même les fonds d'emprunts que la cité est déjà autorisée à faire dans l'intérêt public. (1 Geo. V, 2ème session, c. 60, s. 33.)

Elargir la rue Guy.

l. Compléter l'élargissement de la rue Guy depuis la rue Saint-Jacques à la rue Dorchester, suivant le plan homologué de la cité;

Le coût de cette amélioration sera payé par la cité à même les fonds d'emprunts disponibles pour travaux permanents. (2 Geo. V, c. 56, s. 47.)

Elargir la rue Roy

m. Compléter l'élargissement de la rue Roy depuis la rue Notre-Dame à la rue Saint-Jacques, suivant le plan homologué de la cité;

Le coût de cette amélioration sera payé par la cité à même les fonds d'emprunts disponibles pour travaux permanents. (2 Geo. V, c. 56, s. 47.)

Elargir la rue Saint-David.

n. Compléter l'élargissement de la rue Saint-David de-

puis la rue Notre-Dame à la rue Saint-Antoine, suivant le plan homologué de la cité.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation des propriétés requises pour les fins des sous-sections *k*, *l*, *m*, et *n*, sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38.

Paiement du
prix de ces
améliorations.

2. Le coût de chacune des améliorations autorisées par la présente section, sauf les sous-sections *a*, *b*, *k*, *l* et *m*, sera payé au moyen d'un emprunt contracté conformément à l'article 348 de la charte, pourvu cependant qu'il ne soit pas nécessaire de soumettre aucun tel emprunt à l'approbation des propriétaires des immeubles impossibles dans la cité de Montréal. (2 Geo. V, c. 56, s. 47.)

Paiement du
coût.

3. Toutes les sommes d'argent provenant de la vente des matériaux, bâtiments et terrains expropriés, devront être employées, dans chaque cas, à défrayer pour autant le coût de l'amélioration. Cette vente pourra être faite par encan public ou de gré à gré.

Emploi du
prix de cer-
tains bâti-
ments, etc.

29. La cité est autorisée par règlement à acquérir, par voie d'expropriation, comme un tout complet (*as a going concern*) toute l'exploitation et le matériel de la *Montreal Water and Power Company* avec toutes les servitudes actives ou passives lui appartenant par contrats ou actes d'arrangement intervenus entre elle et toutes compagnies, corporations, sociétés ou personnes en ladite cité ou ailleurs en ce pays, ou à l'étranger, ainsi que tous les pouvoirs, droits et actions que ladite compagnie a pu acquérir par charte du Parlement ou des Législatures, de manière à transférer à ladite cité tous ses meubles, immeubles, réservoirs, canaux, tuyaux, égouts et toutes ses autres propriétés généralement quelconques constituant l'actif et le passif de ladite compagnie, et de permettre à ladite cité d'exercer tous les droits et actions,

Pouvoir d'ac-
quérir l'ex-
ploitation de
la Montreal
Water and
Power Co.

pouvoirs d'emprunt, émissions de débentures, bons, actions et souscriptions des municipalités et autres corps publics appartenant à ladite compagnie, soit en vertu des susdites chartes et actes d'arrangement intervenus comme susdit, et, aussi, après l'expropriation ou l'acquisition, à fournir l'eau aux municipalités qui ne sont pas annexées à la cité et qui ne sont pas actuellement pourvues d'un système d'aqueduc, et à leurs citoyens, moyennant considération, aux termes de la charte de ladite compagnie; et la cité est autorisée à emprunter pour cette fin, pour une période de quarante ans, avec un fonds d'amortissement, une somme n'excédant pas le montant de la sentence arbitrale et des frais et dépens.

Pouvoir d'acquérir les actions de cette Cie.

Sans préjudice desdits droits d'expropriation, et comme moyen alternatif, et pour éviter la nécessité de ladite expropriation, la cité est en outre autorisée à acheter, après qu'un rapport des évaluateurs fait conformément à la présente section, fixant la somme totale qui doit être payée et les obligations qui doivent être assumées par la cité pour ladite propriété, aura été déposé devant le conseil et adopté par règlement, les actions du capital-actions de la *Montreal Water and Power Company*, et, dès qu'elle aura acquis pas moins que quatre-vingt-quinze pour cent de l'émission totale desdites actions, à exproprier la balance.

Emprunt à cette fin.

La cité est autorisée à emprunter, pour cette fin, une somme n'excédant pas un million vingt mille piastres pour une période de quarante ans, avec un fonds d'amortissement.

Estimation de la valeur de cette acquisition.

Si la cité fait l'acquisition à laquelle il est pourvu par cette section par voie d'expropriation, la valeur de cette acquisition sera estimée par arbitres nommés comme suit: un par la cité, un par la compagnie, un troisième par les deux premiers ou, s'ils ne peuvent s'entendre, par un juge de la Cour supérieure.

Contrats sauvegardés.

Dans tous les cas, la cité devra respecter et exécuter les contrats de la compagnie et les conventions particu-

lières intervenues entre ladite compagnie et les autres municipalités actuellement desservies par elle. (3 Geo. V, c. 54, s. 36.)

30. La cité est autorisée à répartir la somme de \$1,500.00 étant la moitié du prix de \$3,000 qu'elle a payée pour la partie sud-est du lot No 1139 du cadastre du quartier Sainte-Marie, acquise de madame Mann et destinée à servir au prolongement de la rue Gauthier, sur les propriétaires des immeubles situés de chaque côté du prolongement de la dite rue. Cette répartition sera faite suivant les dispositions de la charte concernant les expropriations pour améliorations locales.

Répartition du
prix d'achat
d'un certain
lot.

31. Les contrats intervenus, tant avec la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique qu'avec la *Montreal Land and Improvement Company*, le 7 janvier 1904, et reproduits dans les cédules A et B de la présente loi, sont ratifiés et confirmés, et la prescription de la taxe ou contribution foncière spéciale imposée suivant les dispositions de la charte de la cité pour payer le coût de l'égout construit sur la rue Nicolet, de la rue Ontario à la rue Nolan, ne commencera à courir en faveur de la *Montreal Land and Improvement Company*, ses ayants cause et ayants droit, qu'à compter du terme de dix années dont il est question dans le contrat ci-dessus mentionné entre la cité et la *Montreal Land and Improvement Company*, et, lorsqu'elle sera exigible, la dite taxe sera payable par privilège aux termes de l'article 405 de la charte, et, au cas de non-paiement d'icelle, la cité pourra faire vendre les immeubles qui y seront sujets, en suivant les formalités prescrites par la charte en semblable matière.

Ratification
de certains
contrats.

32. La cité est autorisée à adopter un règlement pour garantir les obligations, en capital et intérêts, de l'association connue sous le nom de "Association de l'exposition industrielle de Montréal" jusqu'à concurrence d'une somme de \$600,000.00; pourvu que la cité ait une première hypothèque pour toutes sommes dont elle ga-

Garantie des
obligations de
l'Ass. de l'ex-
position
industrielle
de Montréal.

rantira le paiement, enregistrée sur les terrains et les bâtiments de l'association.

Règlement
No 384, du 21
oct. 1908,
ratifié.

36. Le règlement No 384, intitulé: "Règlement pour établir un système d'eau à haute pression dans le district No 1 de la cité", adopté conditionnellement le 21 octobre 1908, et dont copie certifiée est reproduite dans la cédule C de la présente loi, est ratifié et confirmé, sauf en ce qui regarde la section 4 du dit règlement, laquelle est remplacée comme suit:

Modification.

4 de ce règlement, remplacé.

"4. Le coût de l'établissement du dit système et toutes les dépenses encourues pour cette fin seront répartis, par l'inspecteur de la cité, au moyen d'un rôle de répartition fait, *mutatis mutandis*, suivant les dispositions de l'article 450 de la charte, imposant annuellement, sur les propriétaires d'immeubles situés dans le dit district, en proportion de l'évaluation des dits immeubles, telle que portée au rôle d'évaluation, une contribution suffisante pour payer l'intérêt et la partie du fonds d'amortissement exigibles chaque année.

Taxe imposée
par ce règlement.

La taxe imposée par la section 4 du susdit règlement, tel qu'amendé, sur les propriétaires d'immeubles ne sera pas purgée par la vente judiciaire des dits immeubles ni éteinte par prescription.

Pouvoir de
construire
etc., des usines
pour produire
de l'électricité

37. La cité est autorisée à construire, acheter ou autrement acquérir et exploiter des usines pour la production d'électricité par la consommation des déchets ou du charbon, ou par pouvoir hydraulique, et à fabriquer et acheter de l'électricité pour l'éclairage des rues, parcs et squares de la cité aussi bien que des divers édifices municipaux, et généralement pour toutes autres fins pour lesquelles la cité peut avoir besoin d'énergie électrique.

Emission de
débentures à
cet effet.

Afin d'obtenir les fonds nécessaires pour mettre à exécution les pouvoirs qui lui sont ainsi conférés, la cité est autorisée à émettre des débentures, obligations ou rentes inscrites jusqu'à concurrence de \$2,000,000.

Approbation
des électeurs.

Les pouvoirs et l'emprunt autorisés par le présent ar-

tiele seront sujets à l'approbation préalable des propriétaires, suivant les dispositions de l'article 348 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 32.

38. Les articles 566 et 567 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les articles 62, 63, 64, 65, 66, 67 et 69 quant aux conduits souterrains seulement, et 70 de la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, et l'article 23 de la loi 8 Edouard VII, chapitre 85, sont abrogés.

Dispositions
abrogées.

39. 1. La cité est autorisée à construire, administrer et entretenir, avec droit d'en réglementer l'usage, un système de conduits souterrains où devront être placés tous les fils de télégraphe, de téléphone et d'éclairage électrique, les fils servant à la distribution de la force motrice, les fils d'alimentation des tramways et les autres fils (à l'exception de "trolleys"), ainsi que les câbles et lignes de transmission appartenant à toute personne, société, syndicat, compagnie ou corporation quelconque ayant ou exerçant actuellement, ou qui aura ou exercera plus tard des droits ou privilèges dans, sur ou au-dessus des rues, ruelles publiques ou privées, voies publiques ou autres endroits, les dits conduits devant être d'une dimension et d'une capacité suffisantes non-seulement pour répondre amplement aux besoins actuels, mais encore pour pourvoir à toutes les exigences futures, dans une mesure raisonnable.

Pouvoir de
construire
des conduits
souterrains,
etc.

Au fur et à mesure que la cité décidera de construire des conduits souterrains dans aucune partie de la cité, les dites compagnies, personnes, sociétés, syndicats ou corporations devront, après avoir été notifiés à cet effet, fournir les renseignements nécessaires qui seront demandés par la cité, et devront déclarer quelle portion des conduits souterrains ils désirent réserver.

Renseignements devant
être fournis
par les com-
pagnies, etc.

La cité est autorisée à imposer une amende de \$25 pour chaque journée durant laquelle les dites compagnies resteront en défaut après soixante jours de la date de la dite notification.

Amende.

Interprétation.

La présente section ne sera pas interprétée comme permettant à la cité d'administrer les installations des diverses compagnies.

Pouvoir de forcer les compagnies à poser leurs fils dans ces conduits.

2. A mesure que la cité construira ces conduits souterrains ou des parties d'iceux, dans certaines rues ou parties de rue, dans des ruelles publiques ou privées, voies publiques ou autres endroits, le conseil pourra forcer les personnes, sociétés, syndicats, compagnies, ou corporations possédant, employant ou entretenant des fils ou câbles aériens, des poteaux et des lignes de transmission, de faire disparaître les dits fils et câbles aériens, poteaux et lignes de transmission (sauf les fils de "trolleys"); ne devront être installés dans les dits conduits souterrains, que des fils conducteurs convenables et de la manière spécifiée par le conseil.

Appel à la commission des services d'utilité publique.

Dans le cas où une personne, société, syndicat, compagnie ou corporation refuserait de poser de tels fils dans les dits conduits souterrains dans les rues, ruelles ou places publiques où elle avait auparavant des fils aériens, il y aura appel à la Commission des services d'utilité publique de Québec qui pourra l'y contraindre si elle le juge raisonnable.

Compartiments séparés dans les conduits.

Des regards séparés ou des compartiments séparés dans les regards devront être accordés à chaque compagnie ou personne se servant des dits conduits lorsqu'elles en feront la demande et pourvu que la chose soit pratiquement réalisable. Dans le cas où la commission des services électriques de la cité de Montréal refuserait des regards séparés à une personne ou une compagnie d'une façon générale, ou dans des cas particuliers, il y aura appel à la Commission des services d'utilité publique de Québec qui décidera la question et déterminera qui en supportera les charges.

Mode de construction des conduits.

Les conduits devront être construits de manière qu'un mur permanent de brique ou autres matériaux non conducteurs séparent complètement et effectivement cette partie des conduits dans laquelle sont placés les fils de lumière électrique ou de force motrice de la partie dans

laquelle les fils de télégraphe, de téléphone et de signaux sont placés, et l'entrée de chaque partie du conduit devra se faire par des ouvertures séparées.

3. Nonobstant toute loi à ce contraire, ni la cité ni aucune personne, société, syndicat, compagnie ou corporation n'aura à l'avenir le droit de planter des poteaux ou de poser des fils ou des câbles, et aucune personne, société, syndicat, compagnie ou corporation, sauf la cité de Montréal, n'aura le droit de construire des conduits souterrains dans ou à travers les rues, parties de rues, squares publics et places publiques où des conduits municipaux auront été construits ou seront en voie de construction; et le conseil de la cité n'aura pas le pouvoir d'accorder pareil droit à qui que ce soit, sauf en ce qui concerne les poteaux de trolleys, les poteaux pour lampes des rues, et les poteaux de distribution qui seront jugés nécessaires par la cité.

Défense de poser des poteaux dans les rues où il y a des conduits souterrains.

4. Lorsque la cité aura ordonné l'enlèvement des poteaux, fils et installations aériennes, une indemnité pour la valeur réelle, à ce moment, du matériel, y compris l'installation, qui aura été ainsi exproprié, devra être accordée aux propriétaires des dits poteaux, fils et installations aériennes, telle indemnité devant être déterminée par trois arbitres compétents nommés de la manière indiquée au paragraphe 6 de cette section. Après que cette indemnité aura été payée, les dits poteaux, fils et installations aériennes et tout le matériel exproprié deviendront la propriété absolue de la cité qui devra les faire enlever.

Indemnité pour l'enlèvement des poteaux, etc.

5. Lorsque la cité aura décidé d'enfouir les fils électriques dans certaines rues, ruelles, squares publics et places publiques ou parties d'iceux, elle prendra possession des conduits souterrains existant dans telles rues, ruelles, squares ou places publiques ou parties d'iceux, et appartenant à, ou employés par une personne, société, syndicat, compagnie ou corporation, et paiera une indemnité raisonnable pour les dits conduits souterrains,

Pouvoir de s'emparer des souterrains appartenant à des compagnies, moyennant indemnité.

ainsi que pour les câbles et autres choses qui seront ainsi rendues inutiles.

Mode de déterminer l'indemnité.

Après que cette indemnité aura été payée, les conduits souterrains et tout le matériel exproprié deviendront la propriété absolue de la cité. L'indemnité à accorder pour les conduits et le matériel sera déterminée de la manière indiquée au paragraphe 6 de cette section.

Fixation des indemnités par des arbitres.

6. Toutes les indemnités seront fixées et déterminées par la Commission des services électriques de la cité de Montréal.

Ladite commission entendra les parties intéressées et rendra sa sentence dans un délai de quatre mois, sauf si ce délai est prolongé par ladite commission. La décision de la majorité de la commission sera finale et liera la cité et les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations, nonobstant toute disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi. (2 Geo. V, c. 56, s. 30.)

Mode de faire des raccordements.

7. La cité est autorisée à déterminer comment les lignes principales devront être reliées aux lignes de distribution et comment devront se faire les raccordements avec les locaux desservis. Elle pourra construire, administrer et entretenir des conduits de distribution et exiger une redevance pour l'usage d'iceux—redevance qui sera déterminée de la manière ci-après indiquée—ou elle pourra permettre aux personnes, sociétés, syndicats, compagnies et corporations de construire leurs propres conduits de distribution sous la surveillance et avec l'approbation du conseil, et leur déléguer, dans des cas particuliers, les pouvoirs que lui confèrent la présente loi ou des lois antérieures.

Pouvoir de recevoir des redevances.

8. La cité est autorisée à fixer, déterminer, exiger et recevoir des redevances pour toutes les installations souterraines réservées par les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations, ainsi que sur les installations aériennes appartenant à la cité. Ces redevances seront fixées, d'année en année, de manière à couvrir le coût de l'administration et de l'entretien de ces installa-

tions, l'intérêt et le fonds d'amortissement, calculé de manière à éteindre la dette en pas moins de quarante ans, sur le capital engagé par la cité pour la construction ou l'achat des conduits souterrains ainsi que les salaires et les dépenses de la Commission des services électriques. Quand la dite dette aura été ainsi éteinte la redevance exigible ne devra plus comprendre le dit intérêt et le dit fonds d'amortissement sur la dette ainsi éteinte; mais le montant de ces redevances pour chaque personne ou compagnie sera proportionnel à la partie des conduits occupée ou réservée par elle.

Des soumissions seront demandées pour la construction des dits conduits, et il sera loisible à toute compagnie tombant sous l'opération de cette section de soumissionner pour la construction des dits conduits, et il y aura appel de la décision acceptant une soumission à la Commission des services d'utilité publique de Québec.

Demande de soumissions pour la construction des conduits.

9. La cité est autorisée à pénétrer dans et sur les propriétés privées, y compris les ruelles, passages, cours et bâtiments, dans le but d'y poser des fils aériens ou souterrains avec leurs accessoires, sans le consentement des propriétaires; mais une indemnité devra être payée, pour tous dommages réels subis à raison des travaux exécutés ou des obstructions ainsi créées.

Pouvoir de pénétrer sur la propriété privée.

Cette indemnité sera fixée par la Commission des services électriques de la cité de Montréal; néanmoins, dans le cas où les propriétaires intéressés refuseraient d'accepter l'indemnité accordée, ces propriétaires pourront s'adresser, pour faire déterminer cette indemnité, à la Commission des services d'utilité publique de Québec en la manière prévue et dans le délai fixé dans le dernier alinéa du paragraphe 11 de la présente section. (2 Geo. V, c. 56, s. 30.)

10. Le conseil de la cité, afin d'obtenir les fonds nécessaires pour l'indemnité payable par suite de l'expropriation et pour la construction, l'établissement, l'administration et l'entretien du dit système de conduits, pourra émettre des débentures, obligations ou rentes ins-

Emission d'obligations.

crites jusqu'à concurrence de \$5,000,000.00, en la manière prescrite par l'article 345 de la charte.

Commission
des services
électriques.

11. Pour mettre à exécution cette entreprise, la cité adoptera un règlement pourvoyant à la nomination d'une commission qui sera appelée "Commission des services électriques de la cité de Montréal". Cette commission exercera tous les droits de la cité au fur et à mesure qu'ils lui seront délégués par le conseil pour les fins de cette entreprise.

Composition
de la commis-
sion.

Cette commission sera composée de trois ingénieurs compétents, tel que ci-après prescrit, pour préparer et formuler des plans, dessins et devis complets de conduits souterrains pour les districts, rues, sections de rues et parties de la cité de Montréal où la commission décidera, de temps à autre, à sa discrétion, de construire des conduits souterrains, et les plans, dessins ou devis pourront être soumis, au fur et à mesure qu'ils seront préparés et formulés, à l'approbation de la Commission des services d'utilité publique de Québec qui pourra, après avoir entendu les parties intéressées, approuver et adopter ou modifier lesdits plans, dessins et devis.

Mode de no-
mination des
commis-
saires.

La commission des ingénieurs chargée de la préparation de ces plans, dessins et devis, devra être nommée comme suit: un membre sera nommé par la cité de Montréal; un autre par les compagnies ayant, en vertu d'une charte, le droit d'ériger des poteaux et des fils dans la cité de Montréal, et qui, dans un délai d'un mois à compter de l'avis public publié dans un journal anglais et un journal français, enregistrera un avis de ce droit au bureau du greffier de la cité de Montréal, chaque compagnie ayant un vote à la nomination de cet ingénieur; et le troisième membre devra être nommé par la Commission des services d'utilité publique de Québec.

Nomination
d'une troi-
sième per-
sonne par un
juge.

Dans le cas où les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations ne se seraient pas conformés aux dispositions de l'alinéa précédent, la cité s'adressera à un juge de la Cour supérieure et lui demandera de nom-

mer le troisième commissaire pour représenter les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations.

Cette commission devra préparer des règles et règlements concernant l'usage, l'administration et l'entretien de ces conduits, lesquels règles et règlements, une fois approuvés ou modifiés par la Commission des services d'utilité publique de Québec, auront pleine vigueur et effet.

Préparation
des règle-
ments.

Aussitôt que lesdits plans, dessins et devis de conduits souterrains et les règles et règlements mentionnés dans les paragraphes précédents auront été approuvés par la Commission des services d'utilité publique de Québec, et que la ou les soumissions pour la construction d'aucune partie des conduits souterrains auront été soumises à la Commission des services électriques de la cité de Montréal, laquelle fera rapport à la cité sur lesdites soumissions, et que le ou les contrats pour cette construction auront été accordés par la cité de Montréal, la Commission des services électriques de la cité de Montréal aura seule la direction et la surveillance de la construction et de l'entretien des conduits souterrains.

Surveillance
de la cons-
truction, etc.,
des conduits.

Les traitements des membres de ladite commission chargée de préparer ces plans, dessins et devis, règles et règlements, de la direction et de la surveillance de la construction et de l'entretien de ces conduits souterrains seront fixés par la cité, sujet à l'approbation de la Commission des services d'utilité publique de Québec, après audition des parties intéressées.

Traitements
des commis-
saires.

Les vacances qui se produiront dans ladite commission devront être remplies de la même manière que se sera faite la nomination en premier lieu.

Vacances
dans la com-
mission.

Il y aura appel à la Commission des services d'utilité publique de Québec, par la cité de Montréal, ou par les personnes et compagnies intéressées, de toute règle, de tout règlement, de toute décision rendue et de tout acte fait par la Commission des services électriques de la cité de Montréal, ou par la cité de Montréal.

Appels à la
Commission
des services
d'utilité pu-
blique.

Délai pour
appeler.

Cet appel, néanmoins, doit être interjeté dans les trente jours de la date de la signification à la partie intéressée ou de la publication, dans un journal anglais et dans un journal français de la cité, d'un avis comportant que telle règle ou tel règlement a été adopté, telle décision rendue ou tel acte fait par ladite Commission des services électriques de la cité de Montréal, et, passé ce délai, cet appel ne peut être exercé.

Mode de
l'appel.

Cet appel est formé au moyen d'une inscription déposée entre les mains du secrétaire de la Commission des services d'utilité publique de Québec, et avis doit en être signifié à la partie adverse ou à son procureur. (3 Geo. V, c. 54, s. 37.)

Posage de
poteaux, etc.,
dans les rues
à certaines
conditions.

40. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucune personne, compagnie ou corporation exerçant des franchises et ayant des droits acquis, ne pourra faire des travaux dans les rues de la cité de Montréal et y poser des rails, fils, poteaux et conduits sans en donner avis à la cité, et à moins que ces travaux ne soient faits sous la direction, de la manière et dans les endroits indiqués par l'inspecteur de la cité, savoir: dans toute rue, ruelle, place ou voie publique; et la cité aura toujours le droit de forcer ces personnes et compagnies à faire disparaître leurs fils et câbles aériens, poteaux et lignes de transmission comme il est pourvu par la présente loi.

Droits acquis
sauvegardés.

41. Sauf et excepté ce qui est contenu dans les articles 39 et 40, rien dans la présente loi ne sera interprété comme ajoutant ou préjudiciant aux droits acquis par des compagnies par contrats légalement en vigueur ou par acte de la Législature.

Contrat de la
cité de ch. de
fer urbain,
sauvegardé.

42. La présente loi ne modifiera en aucune manière les droits et obligations de la cité en vertu de son contrat avec la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA VILLE DE
SAINT-LOUIS.

9 Ed. VII, chap. 88.

Sanctionnée le 29 mai 1909.

ATTENDU que la corporation de la ville de Saint-Louis a par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la ville que certains amendements soient apportés à sa charte, la loi 59 Victoria, chapitre 55, et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

Préambule.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles suivants sont insérés dans la loi 59 Victoria, chapitre 55, après l'article 9a, tel qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 68, section 1:

Arts. aj. à
59 V., c. 55.

9b. La ville de Saint-Louis, avec ses limites territoriales, telles qu'établies par sa charte, sera annexée à la cité de Montréal le trente-unième jour de décembre mil neuf cent neuf (1909).

Annexion de
la ville à la
cité de Mont-
réal.

9c. La ville de Saint-Louis formera un des quartiers de la cité de Montréal, sous le nom de "quartier Laurier", lequel sera représenté au conseil municipal de la cité de Montréal comme tout autre quartier.

Quartier
Laurier.

9d. Les dettes actives et passives de la ville de Saint-Louis feront partie de l'actif et du passif de la cité de Montréal, et les fonctionnaires et employés permanents de la ville deviendront les fonctionnaires et employés de la cité de Montréal, et seront continués dans leur fonction et emploi à la discrétion de la dite cité.

Obligations
et droits
transférés à
la cité de
Montréal, etc.

9e. L'aviseur de la ville de Saint-Louis continuera, jusqu'à jugement définitif ou règlement, les causes pen-

Disposition
spéciale pour
l'aviseur légal.

dantes et les affaires à lui confiées avant et lors de la dite annexion.

Maintien d'un bureau de perception.

9f. En autant qu'il sera possible, la cité de Montréal maintiendra un bureau de perception dans les limites du quartier Laurier.

Procès-verbaux, etc., continuent à avoir plein effet.

9g. Sauf pour les règlements régissant le mode de paiement des égouts, lesquels seront maintenus en force, tous les procès-verbaux, règlements, résolutions, rôles ou actes municipaux qui régissent la ville de Saint-Louis, continueront après son annexion à avoir plein effet, jusqu'à ce qu'ils soient abrogés, modifiés, résiliés ou accomplis.

Liste des électeurs.

9h. Dans le cas de l'annexion de la ville de Saint-Louis, comme susdit, le secrétaire-trésorier ne sera pas tenu de faire une nouvelle liste des électeurs parlementaires au mois de septembre 1909, conformément à la loi électorale de Québec.

Pouvoir d'emprunter.

9i. Le conseil pourra, sur résolution, émettre des débentures et emprunter les sommes jugées nécessaires et n'excédant pas la limite de la dette actuelle de la ville, telle que déterminée par sa charte.

Emission de débentures.

Pour tenir lieu du montant additionnel que la ville pourrait emprunter par la mise en vigueur de ses rôles d'évaluation annuelle et supplémentaire aux mois de juillet et novembre prochains, le conseil pourra, par anticipation et sur résolution, émettre des débentures et emprunter une somme n'excédant pas six cent mille piastres, laquelle sera appliquée à l'exécution de travaux permanents dans la dite ville.

Emission exempte de certaines formalités.

Les débentures émises en vertu des deux alinéas précédents seront exemptes des formalités prescrites par les Statuts refondus et la charte de la ville.

Travaux permanents faits par la cité de Montréal, en certains cas.

Dans le cas où la ville n'aurait pas pu dépenser les dites sommes en totalité, comme susdit, avant l'annexion, la cité de Montréal devra exécuter des travaux permanents

dans le quartier Laurier pour un montant égal à celui dont il n'aura pas été disposé, et ce, sans délai, au fur et à mesure que les propriétaires intéressés le requerront. Cependant, lors de la mise en force du rôle d'évaluation pour le quartier Laurier, préparé par la cité de Montréal en 1910, si la dette de la ville de Saint-Louis dépasse la limite fixée par sa charte, alors la cité de Montréal ne sera pas tenue d'exécuter de nouveaux travaux permanents dans le dit quartier tant et aussi longtemps que, par l'augmentation de la valeur foncière, la dite dette n'aura pas été réduite à la limite fixée par la charte de la ville de Saint-Louis.

9j. A compter de la sanction de la présente loi au premier janvier 1910, il ne sera accordé aucun octroi ou prolongation de franchises, aucun privilège, exemption ou limitation de taxe ni aucun contrat d'engagement de service pour plus d'un an, le tout sous peine de nullité.

Octroi de
privilèges
prohibé, pour
un certain
temps.

9k. Les bouchers actuellement en affaires sur la rue Mont-Royal ne seront pas personnellement affectés par la limite des cinq cents verges prévue au règlement des marchés de la cité de Montréal.

Certains bou-
chers non
affectés par
règlement.

4. La présente loi ne modifiera en aucune manière les droits et obligations de la ville en vertu des divers contrats existants.

Droits acquis
sauvegardés.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE MONTREAL.

1 Geo. V, chap. 48.

Sanctionnée le 4 juin 1910.

Refonte de la
charte et des
règlements,
etc.

52. Le conseil est autorisé à nommer une commission spéciale pour s'occuper de la refonte complète de la charte et des règlements.

Les personnes faisant partie de cette commission peuvent être choisies en dehors du conseil.

Le traitement des membres de cette commission est fixé par le conseil.

Commission
d'étude, etc.

53. Le conseil peut contribuer aux dépenses d'une commission d'étude pour l'établissement d'une commission métropolitaine de parcs.

Certains con-
trats avec le
C.P.R., ra-
tifiés.

54. Le contrat intervenu entre la cité et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, le 6 août 1909, devant Robert A. Dunton, notaire, et le contrat intervenu entre les mêmes parties, et devant le même notaire, le 30 mars 1910, sont ratifiés et confirmés, et les parties contractantes sont autorisées à en remplir et exécuter les conditions et à faire tout ce qui est nécessaire pour leur donner effet.

Un contrat
avec The La-
chine J. C.
and Maison-
neuve Ry Co.,
ratifié.

55. Le contrat passé entre la cité de Montréal et *The Lachine, Jacques-Cartier & Maisonneuve Railway Co.*, le 29 janvier 1910, devant Robert A. Dunton, notaire, est ratifié et confirmé, et les parties contractantes sont autorisées à en remplir et exécuter les conditions et à faire tout ce qui est nécessaire pour y donner effet, mais la compagnie ne pourra construire des traverses à niveau que sur les rues Iberville et Havre, avec l'approbation de la Commission des services d'utilité publique de Québec, et aux conditions que celle-ci jugera convenables.

Interpréta-
tion.

La ratification dudit contrat ne sera pas considérée

comme déterminant le tracé dudit chemin de fer ou limitant ce chemin au tracé démontré dans le plan annexé audit acte mais ledit chemin de fer sera sujet, pour son tracé, aux dispositions de la loi relative aux chemins de fer de cette province.

Rien de ce qui est contenu dans cette section ne devra ^{idem.} s'appliquer à des terrains qui sont la propriété de particuliers, et qui sont établis et désignés comme des rues ou parties de rues sur des plans enregistrés, mais qui ne sont pas acceptés comme tels par la cité.

56. La cité est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas cinq millions de piastres pour établir un système de filtration de l'eau, pour améliorer et agrandir encore l'aqueduc et augmenter son approvisionnement d'eau pour les besoins de la ville en général, et pour construire des égouts collecteurs.

Emprunt
autorisé
pour établir
un système de
filtration.

Cet emprunt sera effectué par l'émission de débentures, obligations ou rentes inscrites, payables dans une période de temps n'excédant pas quarante ans de leur date, et sera racheté au moyen d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le capital à l'expiration dudit terme. Cet emprunt ne fera pas partie de la dette fondée de la cité.

Le produit de tel emprunt devra être employé exclusivement pour les fins indiquées dans le règlement qui sera adopté à cet effet par le conseil de la cité et être mis de côté par le trésorier de la cité, et ne sera en aucun temps disponible pour une autre fin quelconque. (3 Geo. V, c. 54, s. 38.)

57. Rien de contenu dans la présente loi ne sera interprété comme dérogeant en aucune manière aux droits, contrats, privilèges ou franchises existant ou acquis avant le 30 avril 1910, ni ne devra servir à les interpréter.

Certains
droits, sauve-
gardés.

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE
MONTREAL.

1 Geo. V, 2ème session, chap. 60.

Sanctionnée le 14 mars 1911.

Pouvoir de
faire les amé-
liorations sul-
vantes:

32. 1. Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Montréal est autorisée à décréter, par résolution adoptée par la majorité de tous ses membres et à faire exécuter les améliorations suivantes:

Elargir la rue
St-Denis.

c. Acquérir à l'amiable ou exproprier les terrains nécessaires à l'élargissement de la rue Saint-Denis, de la rue Carrières à l'avenue Laurier, conformément au plan homologué.

Paiement du
coût;

Le coût total de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires d'immeubles situés sur ladite rue Saint-Denis entre l'avenue Duluth et les limites nord de la cité;

Acquérir
lisière de ter-
rain sur la rue
Wellington.

d. Acquérir à l'amiable ou exproprier la lisière de terrain située entre l'ancienne ligne et la ligne homologuée de la rue Wellington, entre l'avenue des Frênes et le déversoir.

Paiement du
coût.

Le coût total de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires de la rue Wellington;

Elargir la
rue Roy.

e. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires à l'élargissement de la rue Roy, entre les rues Cadieux et Saint-Laurent, conformément au plan homologué.

Paiement du
coût;

Le coût total de cet élargissement sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires des immeubles situés sur ladite rue Roy entre les rues Saint-Denis et Saint-Laurent;

Prolonger la
rue Fullum.

f. Acquérir à l'amiable ou exproprier le terrain nécessaire au prolongement de la rue Fullum, entre la rue Hochelaga et la rue Rachel.

Le coût de cette amélioration devra être payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires de la rue Fullum;

Paiement du coût;

g. Acquérir à l'amiable ou exproprier la rue Sherbrooke, de l'avenue DeLorimier aux limites sud-ouest de la ville de Maisonneuve.

Acquisition, etc., d'une partie de la rue Sherbrooke.

Le coût total de cette amélioration devra être payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires riverains de cette partie de la rue Sherbrooke; (Voir aussi 1 Geo. V, 2ème session, c. 60, page 320 et 2 Geo. V, c 56, pages 363 et 366.)

Paiement du coût;

h. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour l'ouverture de la 42ième avenue, dans le quartier Ahuntsic, depuis la rue Saint-Charles, jusqu'à la montée du Sault—(*Back River Road*), une distance de 1630 pieds plus ou moins.

Ouvrir la 42^e avenue.

Le coût total de cette amélioration sera payé moitié par la cité et l'autre moitié par les propriétaires riverains d'immeubles situés sur cette partie de ladite 42ième avenue.

Paiement du coût;

i. Acquérir à l'amiable les terrains requis pour le prolongement de la rue Masson, dans le quartier Rosemont, à travers les numéros 173, 176, 177, 178, 179, 180 et 181 du cadastre du village de la Côte Visitation.

Prolongement de la rue Masson.

Le coût total de cette acquisition sera payé par les propriétaires des immeubles situés de chaque côté de la partie de ladite rue ainsi prolongée, sauf une somme de \$1,650 qui sera payée par la cité, à même le fonds d'emprunt, à M. George Vermette ou à toute autre personne qui est propriétaire, saisie ou en possession de, ou intéressée dans le terrain portant le No. partie de 173 du cadastre du village de la Côte Visitation, sujet à l'application de l'article 443 de la loi 62 Victoria, chapitre 58; et les cessions mentionnées tant dans le rapport du bureau des commissaires, du 6 octobre 1911, que dans la résolution du conseil de ville de la cité de Montréal, du 9 du même mois, sont ratifiées et confirmées. (2 Geo. V, c. 56, s. 34.)

Paiement du coût;

Elargir le
boulevard
Gouin.

j. Acquérir à l'amiable ou exproprier les terrains nécessaires à l'élargissement du boulevard Gouin, dans les limites du quartier Ahuntsic.

Paiement du
coût;

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires riverains;

Ouvrir la rue
Drolet.

k. Acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les terrains nécessaires à l'ouverture de la rue Drolet, depuis la rue du Palais jusqu'à l'avenue Laurier.

Paiement du
coût;

Le coût total de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires riverains.

Dispositions
applicables.

2. Sauf incompatibilité, les dispositions des articles de la charte de la cité 423 à 445, inclusivement, et des amendements à iceux, s'appliqueront aux améliorations ci-dessus.

Idem.

3. Qu'il s'agisse de terrains vacants ou de ceux sur lesquels il existe des bâtiments, ou qu'il s'agisse des réclamations des propriétaires ou de celles des locataires ou occupants, les dispositions de l'article 450 de la charte de la cité, tel qu'amendé, s'appliqueront également, *mutatis mutandis*, dans ces cas.

Rôles de con-
tributions,
ratifiés.

34. Les rôles de contributions spéciales pour le prélèvement du coût de la construction d'égouts dans diverses rues de la ville de Notre-Dame de Grâce (maintenant quartier Notre-Dame de Grâce), suivant les rôles préparés par B. D. McConnell, ingénieur civil, en date du 27 novembre 1909, et du 4 mai 1910, et ceux préparés par A. Ghysens, ingénieur civil, en date du 31 mai 1910, sont par les présentes confirmés et ratifiés, le tout suivant les dispositions des règlements Nos 35 et 60 de la ville de Notre-Dame de Grâce.

Monument à
Ed. VII.

36. La cité est autorisée à contribuer à l'érection d'un monument à la mémoire de Sa Majesté feu Edouard VII, souverain de l'Empire Britannique.

Contribution
à l'arsenal du
65^e régiment,
etc.

37. La cité est autorisée à contribuer à l'arsenal du 65^{ième} Carabiniers de Montréal et au canal de la Baie Georgienne.

40. La cité est autorisée à acquérir à l'amiable, dans le but d'agrandir le Parc Mont-Royal, la partie non subdivisée du lot 1862, les lots Nos 1862*a*, 1862*b*, et 1818 et une partie du lot No 1817 du cadastre du quartier St-Antoine, les Nos 1, 1*a* et 1*b* du cadastre du quartier St-Laurent et une partie du No 6 du cadastre de la paroisse de Montréal.

Agrandissement du parc Mont-Royal.

Le montant à être déboursé pour cette fin devra être imputé sur les fonds d'emprunt généraux de la cité.

Paiement du coût;

41. La cité de Montréal est autorisée à décréter, par résolution adoptée par la majorité de tous ses membres, et à faire exécuter l'amélioration suivante:

Pouvoir de faire l'amélioration suivante:

Acquérir à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires pour élargir à 70 pieds le chemin Sainte-Catherine à partir d'Outremont jusqu'au chemin de la Côte des Neiges.

Elargir le chemin Ste-Catherine.

Le coût de cet élargissement sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires des immeubles riverains.

Paiement du coût;

Nonobstant toute loi à l'effet contraire, ladite expropriation se fera conformément aux dispositions de la loi d'expropriation, articles 7581 et suivants des Statuts réfundus, 1909.

Dispositions applicables.

42. Le contrat passé entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, le 7 janvier 1910, devant Robert A. Dunton, notaire, est ratifié et confirmé, et les parties contractantes sont autorisées à en remplir et exécuter les conditions et à faire tout ce qui est nécessaire pour y donner effet.

Contrat du 7 janv. 1910, ratifié.

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE
MONTREAL.

2 Geo. V, chap. 56.

Sanctionnée le 3 avril 1912.

Prolonge-
ment de la
rue du
Palais.

33. La cité devra acquérir à l'amiable ou exproprier, d'après les articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909, dans un délai de douze mois à compter de la sanction de la présente loi, pour prolonger la rue du Palais, (boulevard St-Joseph), dans le quartier Saint-Denis, de la limite nord-est du quartier Laurier à l'avenue Papineau, tous les immeubles dont elle aura besoin à cette fin, à l'exception cependant des couvents, des écoles, églises et presbytères, et pourra revendre à l'encan, en partie ou en totalité, les terrains qu'elle aura ainsi acquis de gré à gré ou par voie d'expropriation, de chaque côté dudit boulevard, le tout suivant le plan préparé par John R. Barlow, le 25 février 1911, et dont copie demeurera déposée dans le bureau du greffier de la cité, ou suivant tout autre plan approuvé par la cité.

Défense
d'ériger des
bâtiments
sur certains
terrains.

Personne ne pourra ériger de bâtiments sur les terrains compris dans les lignes dudit plan dans les douze mois à compter de la sanction de la présente loi, sauf dans le cas où la cité de Montréal, étant ou devenant propriétaire de la totalité ou de partie de ladite rue du Palais (boulevard Saint-Joseph), le permettra.

Paiement du
coût.

Le montant requis pour payer le coût de cette amélioration est imputé sur les fonds d'emprunt que la cité a à sa disposition, et le produit des ventes de terrains ainsi acquis et des matériaux de démolition sera appliqué au remboursement pour autant auxdits fonds d'emprunt.

35. Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Montréal est autorisée à décréter, sur rapport à cet effet du bureau des commissaires, et à faire exécuter l'amélioration suivante;

Elargir la rue Notre-Dame, côté nord, dans le quartier Sainte-Cunégonde, depuis la rue Fulford jusqu'à l'avenue Atwater, et, dans ce but, acquérir à l'amiable ou exproprier, sur toute ou partie seulement de leur profondeur, les immeubles ayant front sur cette rue pour ensuite revendre tout surplus de ces mêmes immeubles non affecté à cette amélioration.

Elargissement de la rue Notre-Dame.

Au cas d'expropriation totale ou partielle, l'indemnité à être payée aux propriétaires de ces immeubles sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Indemnité dans le cas d'expropriation.

Le montant requis pour payer le coût de cette amélioration sera imputé sur les fonds d'emprunt que la cité a à sa disposition, et le produit des ventes de terrains ainsi acquis et des matériaux de démolition sera appliqué pour autant au remboursement à ce fonds d'emprunt.

Paiement du coût.

36. La cité est autorisée à acquérir à l'amiable ou exproprier, sur rapport à cet effet du bureau des commissaires, le terrain désigné comme partie du lot No 5 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, borné à l'ouest par la ligne qui divise la ville de Maisonneuve de la cité de Montréal, au sud par une ligne qui serait la prolongation de la ligne sud homologuée de la rue Viau, dans la ville de Maisonneuve, au nord par la limite dudit lot du cadastre No 5, et à l'est par une ligne droite située à peu près six cents pieds des limites est de la ville de Maisonneuve; le tout tel que désigné sur un plan préparé par J.-P.-B. Casgrain, arpenteur-géomètre, et portant la date du 9 février 1912.

Acquisition d'un certain terrain.

La cité est aussi autorisée à revendre à l'enchère tout surplus ou résidu de terrain dont elle jugera à propos de disposer ainsi.

Surplus non requis.

Au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée aux propriétaires sera déterminée conformément aux dispositions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Indemnité dans le cas d'expropriation.

Paiement du
coût.

Le coût total de cette acquisition ou expropriation sera imputé sur les fonds d'emprunt que la cité a à sa disposition pour travaux permanents.

Pouvoir de
faire les
améliorations
suivantes:

37. 1. Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Montréal est autorisée à décréter, sur rapport à cet effet du bureau des commissaires, et à faire exécuter les améliorations suivantes :

Ouverture de
la rue Gil-
ford.

a. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires à l'ouverture de la rue Gilford, entre la rue Simard et l'avenue Papineau, dans le quartier de Lorimier.

Paiement du
coût.

Le coût total de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires d'immeubles situés sur ladite rue Gilford, entre l'avenue Papineau et la rue Simard;

Redresse-
ment de la
rue Mentana.

d. Acquérir à l'amiable ou exproprier le lot No 328 subdivision No 309 du cadastre de la Côte St-Louis, afin de redresser la ligne de la rue Mentana.

Paiement du
coût.

Le coût de cette amélioration sera payé par la cité à même les emprunts annuels que ladite cité est autorisée à effectuer pour l'exécution de travaux permanents;

Ouverture de
la rue Gau-
thier.

e. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Gauthier entre l'avenue de Lorimier et la rue Parthenais.

Paiement du
coût.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la cité, et moitié par les propriétaires des immeubles riverains de la partie de rue à être ainsi ouverte;

Ouverture de
la rue Logan.

f. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Logan de l'avenue Papineau à la rue Dorion.

Paiement du
coût.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires des immeubles riverains de la partie de rue à être ainsi ouverte;

Elargisse-
ment de la
rue Roy.

g. La cité pourra, dans un délai de deux mois à compter de la sanction de la présente loi, acquérir à l'amiable ou

exproprier les immeubles portant le numéro 1207, subdivisions 37, 38 et 39 du cadastre du quartier Saint-Jacques, afin d'élargir la rue Roy, entre les rues St-André et St-Christophe, pourvu que le coût total de cette acquisition n'excède pas \$18,000.00, payables \$11,000.00 par la cité et imputables sur les fonds d'emprunt disponibles, et \$7,000.00 à être réparties sur les immeubles qui bénéficieront de cette amélioration, et ce, au moyen d'un rôle de répartition préparé par l'ingénieur en chef de la cité conformément aux prescriptions de l'article 450 de la charte de la cité en tant qu'elles sont applicables, *mutatis mutandis*.

Paiement du
coût.

L'ingénieur en chef, dans la préparation du rôle, déterminera quels sont les immeubles qui bénéficieront de l'amélioration ci-dessus et dans quelle proportion;

h. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Dufferin, entre la rue Laurier et la voie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Ouverture de
la rue Dufferin.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires des immeubles riverains de la partie de rue à être ainsi ouverte;

Paiement du
coût.

i. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour élargir, du côté est, la rue St-André, à partir de la rue de Montigny en allant vers le nord.

Elargissement de la rue
St-André.

Le coût de cette amélioration sera payé comme suit: \$2,000 en cinq paiements annuels et consécutifs par les propriétaires des immeubles riverains de la rue St-André, entre les rues de Montigny et Ontario, et la balance par la cité;

Paiement du
coût.

j. Agrandir le parc projeté dans le quartier Laurier, situé entre la rue Clarke et le boulevard Saint-Laurent et entre les avenues Atlantique et Pacifique, en faisant l'acquisition à l'amiable ou en expropriant les terrains situés entre les limites dudit parc et l'avenue Atlantique et portant les numéros suivants du cadastre du village incorporé de la Côte Saint-Louis, savoir: numéro 11, sub-

Agrandissement du parc
projeté dans
le quartier
Laurier.
Paiement du
coût.

divisions parties 1159, 1160, 1161, 1162, parties 1177, 1178 et 1179.

Paie-
ment du
coût.

Le coût de cette amélioration sera payé par la cité à même les fonds d'emprunt disponibles pour travaux permanents ;

Agrandisse-
ment du parc
Lafontaine.

k. La cité devra, dans un délai de six mois à compter de la sanction de la présente loi, agrandir le parc Lafontaine sur le côté est, en faisant l'acquisition à l'amiable ou en expropriant les immeubles situés dans le quartier Duvernay au sud de l'avenue du parc Lafontaine, ci-devant la rue Rachel, et dans le quartier Papineau, à l'ouest de l'avenue Papineau.

Paie-
ment du
coût.

Le coût de cette amélioration sera payé par la cité à même les emprunts que la cité est déjà autorisée à faire pour travaux permanents.

Détermi-
nation du coût

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation desdits immeubles sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909 ;

Echange des
terrains
acquis.

Cependant la cité peut revendre, ou échanger, en tout ou en partie, les terrains ainsi acquis ou expropriés.

Terrains
contigus au
parc.

La cité peut aussi faire des arrangements avec le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province soit pour échanger ou acquérir des immeubles faisant partie du ou contigus au parc Lafontaine, et revendre, en tout ou en partie, les terrains ainsi acquis ou échangés.

Délai pour
exproprier.

Si la cité de Montréal ne procède pas à ladite expropriation dans le délai indiqué, elle n'aura plus le droit de faire ladite expropriation en vertu de la présente disposition ; (3 Geo. V, c. 54, s. 39.)

Elargisse-
ment du
boulevard
Rosemont.

l. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles requis pour l'élargissement du boulevard Rosemont, vis-

à-vis des lots du cadastre numéro 172 de la Côte de la Visitation.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires d'immeubles riverains de cette partie dudit boulevard Rosemont ainsi élargie;

Paiement
du coût.

n. Acquérir à l'amiable ou exproprier le terrain nécessaire pour ouvrir la rue Masson jusqu'à l'avenue Papi-neau, à savoir: partie du lot 159b du cadastre du village incorporé de la Côte de la Visitation appartenant actuellement à M. James Wilder. La cité est aussi autorisée à acquérir à l'amiable ou à exproprier le lot voisin, étant aussi partie du lot 159b du cadastre du village incorporé de la Côte de la Visitation appartenant actuellement à M. Joseph-Théophile Roy, et à revendre ce lot en tout ou en partie lorsqu'elle le jugera à propos.

Ouverture de
la rue Mas-
son.

Le coût de l'acquisition à l'amiable ou de l'expropria-tion de la partie du lot 159b du cadastre du village incor-poré de la Côte de la Visitation, appartenant actuelle-ment à M. James Wilder, sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires d'immeubles riverains de la partie de la rue Masson ainsi ouverte;

Paiement du
coût.

o. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour prolonger la rue Messier jusqu'à la rue Rachel.

Prolonge-
ment de la
rue Messier

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires d'immeubles riverains de cette partie de la rue Messier ainsi prolongée;

Paiement du
coût.

p. Acquérir à l'amiable ou exproprier le lot No 1537, subdivisions 10, 11 et 12, pour compléter l'élargissement de la rue Aqueduc.

Elargisse-
ment de la
rue Aqueduc

Le coût total de cette amélioration sera payé par la cité à même les fonds d'emprunt pour les travaux per-manents;

Paiement du
coût.

(Cette expropriation a été faite à l'exception de la sub-division 12 du lot No 1537.)

Ouverture
de la rue
Villeneuve.

q. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Villeneuve, entre les rues Sanguinet et Saint-Denis.

Paiement du
coût.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires d'immeubles riverains de cette partie de la rue Villeneuve ainsi ouverte ;

(*La rue Villeneuve était anciennement désignée sous le nom de rue Fortin.*—Voir 3 Ed. VII, c. 62, s. 52, s. s. 11.)

Elargisse-
ment de la
rue Smith.

r. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour élargir la rue Smith, dans le quartier Sainte-Anne, entre la rue Colborne et la rue McCord.

Paiement du
coût.

Le coût total de cette amélioration sera payé par la cité à même les fonds d'emprunt pour les travaux permanents.

Dispositions
applicables.

2. Sauf incompatibilité, les dispositions des articles de la charte de la cité, 423 à 445, inclusivement, et des amendements à iceux, s'appliqueront aux améliorations ci-dessus.

Idem.

3. Qu'il s'agisse de terrains vacants ou bâtis, ou qu'il s'agisse des réclamations des propriétaires ou de celles des locataires ou occupants, les dispositions des articles 450 et 451 de la charte de la cité, s'appliqueront également, *mutatis mutandis*, dans ces cas.

Ouverture et
prolongement
de la rue de
la Montagne.

Acquérir à l'amiable ou exproprier les lots de terre nécessaires pour ouvrir et prolonger la rue de la Montagne, à partir de la rue Sherbrooke, dans une direction nord-est jusqu'à un point vis-à-vis de la ligne de division entre les lots portant les numéros 1755-24-1 et 1755-22-4.

Paiement du
coût.

Le coût total de cette amélioration sera payé par les propriétaires des immeubles situés de chaque côté de ce prolongement projeté, mais la proportion de l'indemnité qui sera imposée sur les ayants cause de la *Terrace Land Company*, sera supportée par ladite compagnie.

Base de
l'indemnité.

L'indemnité au cas d'expropriation comprendra la valeur réelle des immeubles.

Dans le cas d'achat à l'amiable le prix que la cité pourra payer sera celui convenu entre elle et le vendeur.

Achat à l'amiable.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent à l'expropriation pendant dont la procédure pourra être continuée telle que commencée. (3 Geo. V, c. 54, s. 39.)

Dispositions applicables.

38. Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité est autorisée à décréter, sur rapport à cet effet du bureau des commissaires, et à faire exécuter l'amélioration suivante :

Ouverture de la rue Le Royer.

Acquérir à l'amiable ou exproprier tous les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Le Royer, de la Place Jacques-Cartier, en gagnant l'ouest, jusqu'à cette partie de ladite rue Le Royer qui est déjà ouverte. A cette fin, la rue Ste-Thérèse pourra être élargie de manière qu'elle serve au prolongement de ladite rue Le Royer.

Le coût de cette amélioration sera payé par la cité à même les emprunts annuels que ladite cité est autorisée à effectuer pour l'exécution de travaux permanents.

Paiement du coût.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation des immeubles requis pour cette amélioration sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle des immeubles au temps de leur acquisition à l'amiable ou de leur expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Fixation de la valeur des immeubles.

40. Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité est autorisée à décréter, sur rapport à cet effet des commissaires, et à faire exécuter l'amélioration suivante :

Ouverture de la rue Sherbrooke.

Ouvrir la rue Sherbrooke depuis l'avenue de Lorimier jusqu'à la rue Fullum, conformément au plan homologué, par achat à l'amiable ou par voie d'expropriation; et, dans ce but, acquérir ou exproprier, sur toute ou partie seulement de leur profondeur, les immeubles traversés par la ligne homologuée telle qu'indiquée sur ce plan et tout lot contigu à l'arrière partie de ces immeubles; pour revendre ensuite, en partie ou en totalité, le surplus de

ces immeubles qui ne sera pas affecté à l'ouverture de la rue.

Indemnité
au cas d'ex-
propriation.

Au cas d'expropriation totale ou partielle, l'indemnité à être payée aux propriétaires de ces immeubles sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Paiement du
coût.

Le montant requis pour payer le coût de cette amélioration sera imputé sur les fonds d'emprunt que la cité a à sa disposition, et le produit des ventes du surplus des terrains ainsi acquis et des matériaux de démolition sera appliqué pour autant au remboursement à ce fonds d'emprunt.

Elargisse-
ment du
chemin de la
Côte des
Neiges.

41. Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Montréal est autorisée à décréter, sur rapport à cet effet du bureau des commissaires, et à faire exécuter l'amélioration suivante:

Elargir à soixante et dix pieds, soit par voie d'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation, le chemin de la Côte des Neiges dans le quartier Mont-Royal, depuis la voie de la compagnie du chemin de fer du Parc et de l'île de Montréal, jusqu'au chemin Ste-Catherine; et, dans ce but, acquérir ou exproprier, sur toute ou partie seulement de leur profondeur, les immeubles ayant front sur cette rue ou tout lot contigu à l'arrière partie de ces immeubles, pour ensuite revendre tout surplus de ces mêmes immeubles qui ne sera pas affecté à l'élargissement du chemin.

Indemnité
au cas d'ex-
propriation.

Au cas d'expropriation totale ou partielle desdits immeubles, l'indemnité à être payée aux propriétaires de ces immeubles sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Paiement du
coût.

Le montant requis pour payer le coût de cette amélioration sera imputé sur les fonds d'emprunt que la cité a à sa disposition, et le produit des ventes de terrains ainsi acquis et des matériaux de démolition sera appliqué pour autant au remboursement à ce fonds d'emprunt.

42. Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Montréal est autorisée à décréter par résolution, sur rapport à cet effet du bureau des commissaires, et à faire exécuter l'amélioration suivante :

Ouverture
de la rue
Maplewood.

Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires à l'ouverture de l'avenue Maplewood, dans le quartier Mont-Royal, sur une largeur de soixante-six pieds, à partir du chemin de la Côte des Neiges, jusqu'à la profondeur approximative de deux cents pieds vers l'ouest.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la cité et moitié par les propriétaires des immeubles riverains de l'avenue Maplewood, à partir du chemin de la Côte des Neiges jusqu'à la limite ouest du lot No 130 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges.

Paiement du
coût.

Au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée aux propriétaires sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Indemnité au
cas d'expro-
priation.

43. La cité de Montréal est autorisée, sur rapport à cet effet du bureau des commissaires, à élargir la rue de Montigny, côté nord, à partir de la rue Wolfe jusqu'à une distance de soixante et quinze pieds à l'est de la rue Visitation, et, dans ce but, acquérir à l'amiable ou exproprier, en tout ou en partie, les immeubles ayant front sur cette partie de la rue de Montigny, et même les lots contigus à l'arrière partie de ces immeubles, pour ensuite revendre tout surplus de ces immeubles non affecté à cette amélioration.

Elargisse-
ment de la
rue de
Montigny.

Au cas d'expropriation totale ou partielle, l'indemnité à être payée aux propriétaires desdits immeubles sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Indemnité au
cas d'expro-
priation.

Le montant requis pour payer le coût de cette amélioration sera imputé sur les fonds d'emprunt que la cité a à sa disposition, et le produit des ventes des terrains

Paiement du
coût;

ainsi acquis et des matériaux de démolition sera appliqué pour autant au remboursement à ce fonds d'emprunt.

Ouverture de
la rue Sher-
brooke.

44. La cité de Montréal est autorisée à acquérir à l'amiable ou à exproprier, en tout ou en partie, les immeubles suivants, pour ouvrir la rue Sherbrooke, conformément au plan d'homologation de ladite rue Sherbrooke, à travers les immeubles Nos 22, 23 et 29 du cadastre du village incorporé d'Hochelaga, fait par Marius Dufresne, arpenteur-géomètre, et portant la date du 12 décembre 1910, lequel plan a été déclaré légal par la loi 1 George V (2^{ème} session), chapitre 60, section 12, à savoir les lots suivants:

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 701-704, inclusivement, ainsi que la ruelle en arrière de cette partie du lot No 22, portant le No 22 du cadastre, subdivision 708;

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 544-555, inclusivement, et 519-528, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 823-830, inclusivement, et 805-812, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 383-387, inclusivement, et 401-403, inclusivement;

Le lot du cadastre No 29, subdivisions 1194 et 1220, et la ruelle portant le No 29 du cadastre, subdivision 1193; la ruelle portant le No 23 du cadastre, subdivisions 382 et 804, et la ruelle portant le No 22 du cadastre, subdivision 518;

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 509-517, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 793-803, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 371-381, inclusivement;

Le lot du cadastre No 29, subdivisions 1186-1192, inclusivement;

Le lot du cadastre No 29, subdivisions 1178-1184, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 359-369, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 781-791, inclusivement;

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 499-507, inclusivement;

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 681-689, inclusivement;

Les ruelles portant les Nos du cadastre 29, subdivision 1177; 23, subdivisions 358 et 780; 22, subdivisions 498, 679 et 700;

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 691-699, inclusivement.

La cité pourra aussi, au besoin, acheter le, et disposer comme elle l'entendra du terrain désigné comme rue Sherbrooke projetée, à partir de la rue Aylwin aux limites est de la cité. Le tout tel que désigné sur un plan préparé par Marius Dufresne, arpenteur-géomètre, et portant la date du 12 décembre 1910.

Pouvoir de disposer d'un certain terrain.

La cité est aussi autorisée à vendre à l'enchère, après que ladite rue Sherbrooke aura été ouverte, tous les lots ou parties de lots dont elle croira devoir disposer.

Vente du surplus de lots.

Le coût total de cette acquisition ou expropriation sera imputé sur les fonds d'emprunt que la cité a à sa disposition pour travaux permanents.

Paiement du coût.

Le prix à être payé, au cas d'acquisition à l'amiable ou d'expropriation des immeubles susdits, sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle à l'époque de leur acquisition à l'amiable ou de leur expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée aux propriétaires sera déterminée conformément aux dispositions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Fixation du prix d'acquisition.

Mode d'exécution de certaines améliorations.

46. Les améliorations mentionnées dans les sections 37 à 45 peuvent être exécutées suivant les plans homologués ou suivant tous autres plans qui ont été préparés ou qui pourront être préparés par les ingénieurs de la cité et approuvés par la cité.

Ces améliorations pourront aussi être exécutées intégralement ou par partie ou section suivant que la cité le décidera.

Quote-part de la cité imputée sur certains fonds.

Nonobstant l'article 440 de la charte, la quote-part de la cité dans le coût de ces améliorations sera imputée sur les fonds d'emprunt que ladite cité a à sa disposition pour travaux permanents.

Résolution du 26 fév. 1912, ratifiée.

48. La résolution adoptée par le conseil de ville de Montréal le 26 février 1912, à l'effet de voter une somme de \$65,093.00 pour acheter le terrain de la succession A. F. Gault, aux fins d'ouvrir la rue Ste-Emélie, dans le quartier St-Henri, est ratifiée et la cité est autorisée à donner effet à cette résolution.

Prolongement de la rue Ste-Emélie.

49. Les lignes homologuées de la rue Sainte-Emélie sur le terrain acquis de la succession Gault sont effacées, et la cité est autorisée à ouvrir ladite rue à l'endroit et de la manière qu'elle le jugera à propos.

Élargissement de la rue Sherbrooke.

50. La rue Sherbrooke, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, tracée à une largeur de soixante et six pieds est déclarée rue publique et propriété de la cité de Montréal, et ladite cité est autorisée à élargir ladite rue à quatre-vingts pieds suivant les nouvelles lignes établies par le règlement No 37 de la ville de Notre-Dame de Grâce, et à répartir le coût de cet élargissement de la manière indiquée dans le règlement No 46 adopté par le conseil municipal de la ville de Notre-Dame de Grâce, le 4 mai 1908. Les règlements ci-dessus mentionnés sont, à toutes fins, déclarés valides et légaux.

Contrat du 6 mars 1912, ratifié.

51. Le contrat passé entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, le

6 mars 1912, devant Jean Beaudoin, notaire, est ratifié et confirmé, et les parties contractantes sont autorisées à en remplir et exécuter les conditions et à faire tout ce qui est nécessaire pour y donner effet.

52. Les résolutions adoptées par le conseil de ville de Montréal, le 7 août 1911 et le 11 décembre 1911, décrétant l'ouverture du boulevard Saint-Laurent et l'acquisition de certaines propriétés requises à cette fin, sont ratifiées et la cité de Montréal est autorisée à donner effet à ces résolutions.

Résolutions
relatives au
boulevard
St-Laurent,
ratifiées.

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE
MONTREAL.

3 Geo. V, chap. 54.

Sanctionnée le 21 décembre 1912.

Taux de l'in-
térêt des em-
prunts.

40. Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité pourra à l'avenir fixer et payer le taux d'intérêt qu'elle jugera à propos pour tout emprunt ou renouvellement d'emprunt qu'elle est autorisée à faire en vertu de la loi. Cette disposition s'appliquera aussi aux emprunts déjà autorisés par les règlements de la cité portant les nos 366, 384, 394, 424, 425, 426, 441, 458 et 459, mais qui ne sont pas encore négociés.

Emprunts
temporaires.

41. Pour tout emprunt quelconque que la cité est autorisée à faire en vertu de la loi, il lui est loisible de faire des emprunts temporaires au moyen de bons du trésor, ou autres effets négociables, jusqu'à ce que le temps soit jugé favorable pour l'émission d'un emprunt à long terme.

Pouvoir
d'émettre des
billets, etc.

42. La cité a, en outre, pour tout emprunt qu'elle est autorisée à faire en vertu de la loi, le pouvoir d'émettre des billets et de déterminer, par résolution ou règlement, la méthode de leur remboursement.

Usage des
rues pour
travaux mu-
nicipaux.

43. La cité est autorisée à faire, dans et sur toutes les rues ou ruelles privées, tous travaux municipaux quelconques, sans être tenue de payer aucun dommage ou indemnité pour l'usage et la possession de telles rues ou ruelles privées et de charger le coût de ces travaux suivant les dispositions de la charte ou des règlements.

Constructions
d'égouts dans
certaines
rues.

44. La cité est autorisée à construire des égouts dans les rues situées, quant à leur largeur, partie dans ses limites et partie dans une municipalité voisine, et à répartir le coût de ces égouts sur les immeubles en bordure de ces rues, de la même manière et avec le même effet que si ces immeubles étaient tous situés dans les limites de la cité.

45. Dans tous les cas où un malade souffrant de tuberculose, maladie incurable ou contagieuse, est interné dans un hôpital aux frais de la cité de Montréal, et que ce malade n'a pas son domicile dans ladite cité depuis au moins six mois, la cité peut alors faire payer les dépenses d'entretien, du séjour, du traitement, du transport, ou toute autre dépense de ce malade dans l'hôpital, par la cité, la ville ou la municipalité de comté dans les limites de laquelle le malade avait son domicile antérieurement.

Païement de l'entretien de certains malades dans un hôpital.

La cité, ville ou municipalité de comté qui paiera à la cité de Montréal toute somme d'argent en vertu de cette section, pourra se faire rembourser par le malade ou par les personnes tenues en loi à son entretien.

Recours des municipalités.

46. Dans tous les cas où un enfant de cinq à quatorze ans est interné dans une école d'industrie, aux frais de la cité de Montréal, et que cet enfant n'a pas son domicile dans ladite cité depuis au moins six mois, la cité de Montréal peut alors faire payer tous les frais encourus pour cet enfant, ainsi que le transport d'icelui dans ladite école d'industrie, par la cité, la ville ou la municipalité de comté dans les limites de laquelle l'enfant avait son domicile antérieurement.

Païement de l'entretien de certains enfants dans une école d'industrie.

La cité, ville ou municipalité de comté qui paiera à la cité de Montréal toute somme d'argent en vertu de cette section pourra se faire rembourser par les personnes tenues à l'entretien de l'enfant.

Recours des municipalités.

47. Dans tous les cas où un échevin de la cité est nommé par cette dernière pour la représenter dans une corporation publique ou privée, ses fonctions comme tel représentant ne s'étendront pas au delà de son terme d'office comme échevin.

Représentants de la cité dans les corporations.

48. Sans modifier autrement la charte de la cité, cette dernière aura jusqu'au 1er janvier 1915, pour parfaire et terminer les travaux qu'elle s'est engagée de faire par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 1,

Extension de délai pour certains travaux.

paragraphe *e*, sections 6, 7 et 8, par le paragraphe *f*, par le paragraphe *g*, par le paragraphe *h*, sous-sections 8, 9, 10 et 11, par le paragraphe *i*, sous-sections I, II et III, par le paragraphe *j*, sous-sections I et II, par le paragraphe *k*, sous-sections 1, 7 et 8, et par le paragraphe *l*,— et, jusqu'à la date susdite, aucune procédure judiciaire par voie de *mandamus* ou autrement ne pourra être prise ni maintenue contre la cité pour la contraindre à exécuter lesdits travaux.

Cession d'un
certain ter-
rain, ratifiée.

49. La cession faite à la cité de Montréal le 5 juillet 1912, par la succession Nolan De Lisle, d'une pièce de terrain requise pour l'ouverture de la rue Darling à partir de la limite sud de la propriété de ladite succession jusqu'à la rue Stadacona, portant le No 30 du cadastre, subdivision 21, de la division d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, est déclarée valide et légale à toutes fins que de droit.

Certaines
résolutions,
ratifiées.

50. Sont ratifiées et confirmées et ont force et effet les résolutions suivantes, adoptées par le conseil de ville de la cité de Montréal :

Résolution en date du 29 avril 1912, au sujet de l'acquisition d'un immeuble pour l'ouverture de la rue Villeray;

Résolution en date du 25 juin 1912, au sujet de l'acquisition d'une lisière de terrain pour le prolongement de la rue Robin;

Résolution en date du 23 septembre 1912, concernant l'achat du lot No 594-1 du cadastre de la division St-Antoine, pour l'élargissement de la rue de la Montagne;

Résolution en date du 23 septembre 1912, concernant l'achat du lot No 669 du cadastre de la division St-Antoine, pour l'élargissement de la rue de la Montagne;

Résolution en date du 23 septembre 1912, concernant l'achat du lot No 745 du cadastre de la division St-Antoine, pour l'élargissement de la rue de la Montagne;

Résolution en date du 23 septembre 1912, concernant

l'achat du lot No 746 du cadastre de la division St-Antoine, pour l'élargissement de la rue de la Montagne;

Résolution en date du 8 octobre 1912, au sujet de l'acquisition d'un terrain pour le prolongement de la rue Boyer;

Résolution en date du 10 octobre 1912, concernant l'engagement de l'avocat en chef de la cité;

Résolution en date du 29 octobre 1912, concernant l'achat de certains immeubles pour l'ouverture de la rue Cartier;

Résolution en date du 31 octobre 1912, concernant l'achat d'un immeuble comprenant une partie du lot No 666 du cadastre de la division St-Antoine, pour l'élargissement de la rue de la Montagne;

Certains rôles
de percep-
tion, etc., ra-
tifiés.

Résolution en date du 11 novembre 1912, concernant l'achat d'un certain immeuble pour l'ouverture de la rue Lévesque.

51. Les rôles de perception, datés du 20 novembre 1912, portant la signature de George Janin, inspecteur de la cité, répartissant le coût de trottoirs faits dans le quartier Notre-Dame de Grâce, en vertu de deux résolutions adoptées par le conseil municipal de la ville de Notre-Dame de Grâce, l'une le 13 septembre 1909, et l'autre le 31 janvier 1910, de même qu'en vertu de trois autres résolutions adoptées par le conseil municipal de la cité de Montréal, en date du 28 octobre 1910 et du 10 juillet 1911, sont ratifiés et validés et les montants portés à ces rôles pourront être payés en dix versements annuels et consécutifs de un dixième chacun, dont le premier est déclaré dû et exigible à la date desdits rôles, avec l'intérêt légal sur toute balance restant non payée.

Diverses lois intéressant la Cité de Montréal

Annexion de partie d'Hochelaga pour fins scolaires,
1897, chap. 19.

Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal,
7 Ed. VII, chap. 114.

Association municipale de Montréal, 60 Vict., chap. 86.

Cité de Montréal et la Compagnie du Grand Tronc, 62
Vict., chap. 59.

Clubs de récréation, d'amusement et d'instruction, incor-
poration, Art. 7233 des Statuts refondus de Québec,
1909.

Commissaires des Incendies pour la Cité de Montréal, 2
Geo. V, chap. 35.

Commission au sujet de l'établissement d'un système de
parcs, 1 Geo. V, chap. 6.

Commission des services d'utilité publique, 9 Ed. VII,
chap. 16, et 1 Geo. V (2e session), chap. 14.

Commission du Havre (port), Statuts de 1894 (Canada).

Commision métropolitaine des parcs, 2 Geo. V, chap. 8.

Commission *re* création d'une commission scolaire, 9 Ed.
VII, chap. 8.

Corruption municipale et civique, 58 Vict., chap. 42
(1895).

Cour du Recorder, 5763 à 5765.

Divisions électorales de Montréal pour l'Assemblée Législative, 1890, chap. 2.

Ecoles et taxes scolaires, statuts de 1868 et 1869, 1892, chap. 61; 1904, chap. 49 et 50; 1905, chap. 90; 1906, chap. 84; 1907, 7 Ed. VII, chap. 30; 1908, 8 Ed. VII, ch. 33.

Ecoles protestantes de Montréal, contribution de la Cité, 7 Ed. VII, chap. 25, 1907.

Ecoles publiques, 1894, chap. 24.

Ecoles, taxes dans la Cité de Montréal, chap. 38-39, 1909.

Ecole Technique de Montréal, 7 Ed. VII, chap. 25 et 2 Geo. V, chap. 26.

Enfants abandonnés, statuts refondus et statuts de 1892 et 1894.

Enquêtes dans les cas d'incendie, 3797 et suivants, statuts refondus.

Enquêtes en matières publiques, chap. 13, 9 Ed. VII; 5940 statuts refondus de Québec.

Gardes de prisons, art. 3556 des statuts refondus.

Hôpital Notre-Dame, 3 Ed. VII, chap. 115.

Hôpital Royal Victoria, bail, 1888, chap. 112.

Incendies, loi pour les prévenir, 3 Geo. V, chap. 38.

Jeunes délinquants, 1 Geo. V, chap. 26 et 3 Geo. V, chap. 39.

Licences, 1 Geo. V, chap. 10.

Liste des électeurs, confection et révision, statuts de 1897 et de 1900.

Monarque, rue, droit de passage du C. P. R., 1 Geo. V, chap. 49.

Montreal Technical Institute (The), 3 Ed. VII, chap. 123.

Pain, fabrication dans certaines municipalités, 1 Geo. V, chap. 40, 2e session.

Police (nomination des hommes du corps de), art. 3735 et suivants, statuts refondus de Québec.

Ponts Viau et Lachapelle et chemins macadamisés de l'Ile Jésus (vente), 2 Geo. V, chap. 3.

Prisonniers (entretien), statuts refondus, art. 1507 et suivants.

Privilèges et franchises (octroi par les municipalités), 7 Ed. VII, chap. 46.

Processions dans les rues de Montréal, art. 3714 et suivants, statuts refondus.

Santé, statuts refondus de Québec, 1909.

Soeurs de la Miséricorde, exemption de taxe, 8 Victoria, chap. 150.

Union des Dissidents de St Jean-Baptiste et de St Gabriel avec Montréal pour les fins scolaires, 1890, chap. 117.

Vaccination, art. 3958 et suivants, statuts refondus de Québec.

Véhicules moteurs, 1 Geo. V, chap. 16 (2e session).

Vues animées, 1 Geo. V, chap. 34, (2e session), et 3 Geo. V, chap. 36.

Lois accordant des privilèges ou franchises à des compa- gnies d'utilité publique

Beauharnois Light, Heat & Power Co., 1 Geo. V, chap. 77.

Canadian Light & Power Co., 4 Ed. VII, chap. 78, 5 Ed. VII, chap. 64 (Québec), 1 Geo. V, chap. 76, et chap. 107-110-111-112 *re conduits souterrains* (1909).

Canadian Pacific Railway Company's Telegraph, Canada, 44 Vict., ch. 1, sec. 16.

Central Light Heat & Power Co., 1 Geo. V, chap. 80.

Chambly Manufacturing Company (The), (Québec) 1898, 61 Vict., chap. 65. Pouvoirs supplémentaires par Ca. 53 Vict., chap. 96. Nom changé en celui de The Montreal & St. Lawrence Light & Power Company, (Québec) 1901, 1 Ed. VII, chap. 67.

Chateauguay & Northern Railway Co. (Québec) 1895, (1) Chap. 64; 1899 chap. 75; 1900 chap. 8.

Citizen's Light & Power Company, (Canada) Lettres patentes, 8 février 1892. Lettres patentes supplémentaires, 13 octobre 1893.

Compagnie de Chemin de Fer Terminal de Montréal, Canada 1899, ch. 76.

Compagnie de Téléphone Bell du Canada, constituée en corporation par Canada 1880, chap. 67; Canada 1882, chap. 95; Canada 1884, chap. 88; Canada

1892, chap. 67; Canada 1894, chap. 108. (Québec)
1881, chap. 76.

Compagnie de Lumière Electrique de Montréal, 44 et 45
Vict., chap. 70.

Compagnie d'Omnibus et de Transport, 38 Vict., ch. 48.

Compagnie du Boulevard de Montréal-Est, 1 Geo. V,
chap. 85.

Compagnie du Chemin à Lisses de Colonisation du Nord
de Montréal, 32 Victoria, chap. 55 (1869).

Compagnie de chemin de fer colonisation de Montréal et
Nord, 1 Geo. V, chap. 81 (2e session).

Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et des Comtés
du Sud, 60-61 Vict., chap. 56; 61 Vict., chap. 78; 2
Ed. VII, chap. 78; 5 Ed. VII, chap. 129.

Compagnie de Chemin de Fer Montréal & Sud-Ouest
(Montreal & South-Western Ry & Power Co.) 1
Geo. V, chap. 82, 2e session.

Compagnie du Téléphone des Marchands du Canada,
constituée en corporation par lettres patentes,
(Québec), 13 septembre 1892. Gaz. off. Québec 92, p.
2151. Reconstituée en corporation par Québec 1898,
chap. 68; 1903, 3 Ed. VII, chap. 42, p. 387.

Dominion Light & Power Co., 1 Geo. V, chap. 78, et chap.
107, 110, 111, 112 *re* conduits souterrains, 1909.

Great North Western Telegraph Co., Canada, chap. 66.

Lachine Hydraulic Works Company, Ca. 1873, 36 Vict.,
chap. 115.

Merchants Light, Heat & Power Co., chap. 107, 110, 111 et 112 *re conduits souterrains*, 1909.

Montreal Abattoir Co., (Québec) 1881, chap. 88; 1882 chap. 82; 3 Ed. VII, chap. 98.

Montreal Electric Light Company, (Q) 1881, 44-45 Vict., chap. 70.

Montreal Gas Company (Voir New City Gas Company).

Montreal Light, Heat & Power Company, 1901, 1 Ed. VII, chap. 66. Canada, 2 Geo. V, chap. 99.

Montreal Park & Island Railway Co., Canada 1885, chap. 74; 1886, chpa. 85; 1888, chap. 45; Québec 1893, chap. 65; Canada 1894, chap. 84, 1896, (1) chap. 28.

Montreal & St Lawrence Light & Power Company, Québec, 1901, 1 Ed. VII, chap 67. (Voir Chambly Manufacturing Company).

Montreal Public Service Corporation (Voir Saraguay Electric & Water Company).

Montreal Tramways Company, Canada 1861, chap. 84; Québec 1868, chap. 39; 1870 (2) chap. 45; 1871, chap. 37; 1874, chap. 30; 1878 (1) chap. 47; 1886, chap. 86; 1894, chap. 73; 1899, chap. 77; 1906, chap. 67; 1907, chap. 98; 1908, chap. 110; 1 Geo. V, chap. 71, 1 Geo. V, chap. 76 (2e session), 1 Geo. V, chap. 77, (2e session), 2 Geo. V, chap. 84.

Montreal Water & Power Company, Lettres patentes, 17 mars 1891 et 55-56 Vict., chap. 75, 1892.

National Hydro-Electric Co. Ltd., 3 Geo. V, ch. 90.

New City Gas Company (The) 1847, Canada, 10-11 Vict., chap. 79; amendé par 12 Vict., chap. 183; (c) 23

Vict., chap. 125; (Q) 36 Vict., chap. 61. Nom changé en celui de Montreal Gas Company, (Q) 42-43 Vict., chap. 81; amendé par 49-50 Vict., chap. 75; (Q) 1 Ed. VII, chap. 69.

Northern Commercial Telegraph Co. Limited, constituée en corporation par 61. Vict., chap. 111 (1898) Canada. Amendé par 62-63 Vict., chap. 120, (1899) et aussi amendé par 63-64 Vict., chap. 110 (1900) et aussi par 6 Ed. VII, chap. 133 (1906).

Provincial Light, Heat & Power Company (Q) Lettres patentes, 17 mai 1901. Ratification en 1902 par Q. 2 Ed. VII, chap. 71.

Royal Electric Company (Q) 1898, 61 Vict., chap. 66.

St Henri Light, Heat & Power Company, (Q) 1892, 55-56 Vict., chap. 77. Nom changé en celui de "Standard Light & Power Company" (Q) 1893, 56 Vict., chap. 73.

Saraguay Electric & Water Company, Québec, 8 Ed. VII, chap. 114; chap. 107, 110, 111, 112 re conduits souterrains, 1909, 1 Geo. V, chap. 85 (2e session), nom changé en celui de "Montreal Public Service Corporation."

Shawinigan Water & Power Company, (Q) 1898, 61 Vict., chap. 70; amendé en 1899 par Q. 62 Victoria, chap. 80.

Stadacona Water, Light & Power Co., Québec 1897, chap. 78.

Standard Light & Power Company, constituée en corporation sous le nom de Compagnie d'éclairage de St Henri, Québec 1892, chap. 77, et 1892, chap. 73.

Suburban Tramway & Power Company, 1 Geo. V, chap. 72.

TABLE DES MATIERES

A

	ARTICLES
ABATTOIRS:	
Taxe pour payer traitement des inspecteurs ..	541
(Union des)—confirmation d'actes	
[Page 321]	
Vente de bestiaux prohibée	542
ACHATS:	
Responsabilité de la Cité	337
ACQUISITION d'immeubles à l'amiable	421
ACTIONS:	
Amendements	520
En dommages—avis	536
“ “ jurés ou juges	551
“ “ obstructions ou excavations..	548, 549
“ “ prescription	204, 466, 536a, 537
“ “ recours en garantie	536b
“ “ signification	550
Recouvrement d'amendes	514
AHUNTSIC:	
Annexion [Page 23]	
Expropriation 42ème avenue .. [Page 353]	
ALEXANDRA (hôpital):	
Arrangement [Page 327]	
ALIENES:	
Internement	522, 523
AMENDES:	
Corruption (Voir “ELECTIONS”).	
Cour du Recorder	515 à 518
Echevins passibles d'	33
Imposition par règlements	307, 307a
ANIMAUX:	
Abatage	542
ANNEE FISCALE	332

ANNEXION DES MUNICIPALITES:

Dispositions applicables aux annexions de 1910	[Page 44]	
Effet sur le revenu		340
Nombre et bornes des quartiers . .	[Page 57]	
Procédures	[Pages 57 et 58]	8 à 20
Travaux dans les municipalités annexées . .	[Page 371]	564m
Ahuntsic	[Page 23]	
Beaurivage de la Longue-Pointe . .	[Page 32]	
Bordeaux	[Page 34]	
Côte-des-Neiges	[Page 38]	
Côte St-Luc (partie de)	[Page 44]	
DeLorimier	[Page 15]	
Emard	[Page 24]	
Longue-Pointe (village)	[Page 32]	
Longue-Pointe (ville)	[Page 28]	
Notre-Dame de Grâces	[Page 16]	
Notre-Dame des Neiges	[Page 13]	
Outremont (partie de)	[Page 15]	
Rosemont (partie de)	[Pages 11 et 57]	
Rosemont	[Page 41]	
Sainte-Cunégonde (procédures) . .	[Page 57]	
Saint-Henri (procédures)	[Page 57]	
Saint-Laurent (parties de)	[Pages 10, 36 et 57]	
Saint-Louis	[Page 347]	
Saint-Paul	[Page 21]	
Sault-au-Recollet (parties de)	[Pages 13 et 57]	
Tétreaultville	[Page 33]	
Villeray (procédures)	[Page 57]	

APPROPRIATIONS (Voir "CREDITS").

AQUEDUC:

Achat "Montreal Water & Power Co." . . .	[Pages 335 et 336]	
Construction, entretien, etc.		462 à 475
Emprunts pour agrandissement	[Pages 325, 350 et 351]	
" " améliorations		344
" " filtration de l'eau	[Page 351]	

ARTICLES

AQUEDUC (suite) :

Expropriations	462, 463, 464
Règlements	468
Système d'eau à haute pression	
[Pages 328 et 338]	
Robinetts d'arrêt	468
Tuyaux distincts	474c, 475
(Voir aussi "TAXES").	

AQUEDUC (rue) :

Expropriation	[Page 361]
-------------------------	------------

ARRERAGES (voir "TAXES").

ARRONDISSEMENTS DE VOTATION (Voir "ELECTIONS").

ARSENAL DU 65ième BATAILLON — contribution [Page 354]

ASSEMBLEES DU CONSEIL (Voir "CONSEIL").

ASSOCIATIONS — constitution en corporations 564n

ASSOCIES:

Responsabilité re infractions aux règlements	513
" " paiement des taxes	371

ASSURANCE MUNICIPALE:

Etablissement	538a
-------------------------	------

AUDITEUR ou CONTROLEUR (Voir "CONTROLEUR ou AUDITEUR").

AVENUE 42ème: expropriation . . [Page 353]

AVOCATS DE LA CITE [Pages 67 et 68]

" " en chef—pension	477
" " " " salaire, etc. . . [Page 373]	

AVIS:

Elections	105
Insuffisance	309
Liste des électeurs . . [Formule 2, page 292]	62
Publication	533
Réclamations en dommages	536
Règlements soumis au vote	317
Rôles [Formule 25, page 314]	379, 386
Signification	534, 535

	ARTICLES
AVIS (suite) :	
Vente de biens mobiliers	387, 389
[Formule 26, page 315 ; formule 27, page 316 ; formule 28, page 317]	
Vente d'immeubles par Shérif	396 à 400
[Formule 29, page 318]	

B

BAIE GEORGIENNE (Canal) :	
Contribution [Page 354]	
BEAURIVAGE: annexion [Page 32]	
BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE:	
Etablissement, etc. [Sec. 109]	300, 347, 564b
BIENS IMMOBILIERS (Voir "IMMEUBLES").	
BIENS MOBILIERS:	
Vente pour taxes	387 à 390
[Formule 26, page 315, formule 27, page 316, formule 28, page 317]	
BOISSONS (Voir "ELECTIONS").	
BONS (Voir "EMPRUNTS").	
BONSECOURS (marché) :	
(Voir "MARCHÉ BONSECOURS").	
BORDEAUX: annexion [Page 34]	
BORNES DE LA CITE [Pages 5 et 46]	
BORNES DES QUARTIERS [Pages 46 et 57]	
BOYER (rue) :	
Prolongement [Page 373]	
BUDGET (Voir "COMMISSAIRES" et "CREDITS").	
BUREAU DE PUBLICITE:	
Etablissement	564c
BUREAU DES COMMISSAIRES:	
(Voir "COMMISSAIRES").	
BUVETTES:	
Vente le dimanche [Sec. 76]	300
(Voir aussi "ELECTIONS").	

C

CACHET :

Signature au moyen d'un 528, 529

CANADIAN PACIFIC RAILWAY :

(Voir "CHEMINS DE FER").

CARTIER (rue) :

CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE :

Contribution [Page 354]

Ouverture [Page 373]

CAUTIONNEMENTS :

Employés municipaux 298

Non requis de la Cité 552

Prisonniers 495

CHARTÉ :

Citation 3

Entrée en vigueur 568

Interprétation 1, 2, 567

Refonte [Page 350] 483

Révocation de lois incompatibles 565

CHEMINS DE FER :

Grand Tronc—élévation de voies [Page 326]

" limitation de taxation
[Page 327]

Pacifique Canadien—conventions
[Pages 324, 337, 350, 355 et 368]

Incliné, parc Mont-Royal 546

Lachine, Jacques-Cartier & Maisonneuve Ry :

Convention [Page 350]

Limitation de taxation 564a

Urbain—droits et privilèges sauvegardés
[Page 346]

" règlement [Sec. 98] 300

" surveillance du service 562

CHEMINS FLUVIAUX :

Entretien pendant l'hiver 564

CIMETIERES CHEMIN PAPINEAU :

Achat 538

CITE DE MONTREAL:

Administration	21 à 21q
Bornes [Pages 5 et 46]	
Cautionnements	552
Constitution	4
Gouvernement	21
Jugements	334, 335, 553
Juridiction	6, 299
Plan	410, 411, 413 à 420
Pouvoirs généraux	4
Quartiers—limites [Pages 46 et 57]	
Responsabilité <i>re</i> travaux, etc.	337, 418
Soumissions <i>re</i> travaux	564l

CLUBS:

Honoraires pour incorporation	564n
---	------

COCHERS:

Postes [Sec. 29 et 103]	300, 300a
-----------------------------------	-----------

COMMISSAIRES EN EXPROPRIATION:

(Voir "EXPROPRIATIONS").

COMMISSAIRES (bureau des)	21a à 21q
Budget [Page 65]	
Bureaux de votation	21d
Cause de déchéance	338
Cens électoral	21c
Composition	21a
Contrats [Pages 66 et 67]	337
Crédits supplémentaires [Page 66]	
Défense d'exercer d'autres emplois	21p
Dépôt	21b
Devoirs et fonctions	21l
Election 21b, 21c, 21d, 21e, 21f, 21g, 21i, 21k, 21q	
Employés [Page 67]	
Emprunts, produit [Page 66]	
Franchises, etc. [Page 67]	
Juges de paix	24
Jurés, dispense d'agir comme	24a
Nomination, etc.	21e
Pouvoirs administratifs et exécutifs	
[Page 68]	
Président du Bureau	21j
Qualités pour être éligible	21b, 21f

	ARTICLES
COMMISSAIRES (bureau des)—(suite) :	
Quorum	21j
Rapport annuel	21m
Rapports, adoption [Page 67]	
Serment [Formule 1, page 292]	21g
Soumissions [Pages 66 et 67]	
Terme d'office	21i, 79
Traitement	21o
Vacance	21q
Voix consultative	21h
COMMISSION DES SERVICES ELECTRIQUES (Voir "CONDUITS SOUTERRAINS").	
COMMISSION DE LEGISLATION :	
Nomination, etc.	564d
COMMISSIONS SPECIALES :	
Enquêtes	532
Formation et fonctions	40
COMMISSION METROPOLITAINE DES PARCS—contribution [Page 350]	
COMMISSIONS SCOLAIRES—obligations	564h
COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :	
Inscrites sur liste des électeurs	44a
COMPAGNIES D'ECLAIRAGE :	
Pose de tuyaux avant pavage	455a
COMPAGNIE DES TRAMWAYS (Voir "CHEMINS DE FER").	
COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER (Voir "CHEMINS DE FER").	
COMPTES EN SOUFFRANCE :	
Païement	556
CONDUITS SOUTERRAINS . . [Sec. 8] 300, 455a, 564j, 566 [Pages 339 à 346]	
CONSEIL :	
Assemblées	285 à 296
" ajournées	289
" décorum	294

	ARTICLES
CONSEIL (suite):	
Assemblées mensuelles	285
“ présidence	290
“ procès-verbaux	295, 296
“ quorum	291
“ spéciales	286 à 288
Commissions spéciales	40
Composition	21
Contrats	337
Echevins (Voir “ECHEVINS”).	
Employés [Pages 67, 68 et 373]	299
Enquêtes	532
Franchises, etc. [Page 67]	
Juridiction	299
Maire (Voir “MAIRE”).	
Majorité absolue 23, 333, 335, 348, 530	
“ des deux-tiers	297, 415
“ des membres présents	292, 301
Pouvoirs législatifs [Page 68]	
Règles	293
Remise d'intérêt sur taxes	406
Résolutions et règlements 23, 301, 302, 336, 337, 341	
Vote prépondérant	290
CONSTABLES (Voir “POLICE”).	
CONSTITUTION:	
De la Cité en corporation	4
Des associations en corporations	564n
CONTRATS:	
Approbation	337
(Voir aussi “COMMISSAIRES”).	
CONTRIBUTIONS FONCIERES (Voir “TAXES”).	
CONTROLEUR ET AUDITEUR:	
Certificat et signature 336, 337, 346, 351, 354, 355	
Comptes en souffrance	556
Nomination et destitution [Page 67]	297
Registre des communications au Conseil	557
CORPORATION DE MONTREAL (Voir “CITE DE MONTREAL”).	

ARTICLES

CORRUPTION :

Pour obtenir emploi, etc.	558 à 561
(Voir aussi "ELECTIONS").	

COTE DES NEIGES :

Annexion	[Page 38]
Elargissement du Chemin—de la voie du ch. de fer parc et île au ch. Ste-Catherine	[Page 364]
(Voir aussi "NOTRE DAME DES NEIGES").	

COTE ST LUC :

Annexion d'une partie de	[Page 44]
------------------------------------	-----------

COTISEURS (Voir "ESTIMATEURS").

COUR DU RECORDER :

Aliénés, internement	522, 523
Amendes	515 à 518
Appel de décisions d'estimateurs	383, 384
Arrestation à vue	492, 493
Cautionnement	495
Comparution des témoins	504, 505
Constitution	476 à 482a
Copropriétaires poursuivis séparément	513
Décorum aux séances	501
Dépositions	500
Ecoles de réforme, etc.	524 à 526
Emprisonnement	519
Frais et dommages	506, 512
Greffiers—assermentation	480
" fonctions	479
" juges de paix	478
" nomination, etc.	478, 482a
" registre des procédures	490
" remplacement	481
Huissiers—avis	535
" devoirs	492 à 499, 508
" nomination, etc.	482
Juridiction	483 à 487
Objections à la forme	521
Permis—annulation, etc.	531
Personnes débauchées	487

	ARTICLES
COUR DU RECORDER (suite):	
Procédures	488 à 527
Recorders—commissaires en expropriations ..	429
“ indemnité (Saint-Henri, etc.) ..	
[Page 326]	
“ juges de paix	483
“ juridiction	527
“ liste des électeurs	63 à 78
“ nomination	477, 482a
“ refonte de la Charte	483
“ suppléants	477a
“ traitement et pension	477
COUR POUR JEUNES DELINQUANTS:	
Etablissement	564e, 564f
CREDITS:	
Annuels [Page 65]	334 à 334b
Certificat du Contrôleur	336, 337
Comptes en souffrance	556
Emploi temporaire	356a
Fonds d'emprunt	333
Fonds de réserve	334 à 334b
Fonds de roulement	351b
Limitation	335
Non dépensés	335b
Supplémentaires [Page 66]	335, 335a
Virement	335
D	
DARLING (rue):	
Ouverture [Page 372]	
DEBENTURES (Voir “EMPRUNTS”).	
DECES:	
Enregistrement [Sec. 51]	300
DECORUM:	
Aux séances du Conseil	293, 294
Aux séances de la Cour du Recorder	501
DELEGATIONS:	
Fonds de réserve	334b
DELORIMIER: annexion [Page 15]	

ARTICLES

DEMONTIGNY (rue):

Elargissement, entre les rues Wolfe et
Visitation [Page 365]

DETECTIVES SPECIAUX:

Assermentation, etc. 540

DETTE (Voir "EMPRUNTS").

DIMANCHE (Voir "REGLEMENTS").

DORCHESTER (rue):

Elargissement [Page 333]

DROITS ACQUIS:

Sauvegardés [Page 346]

DROLET (rue):

Ouverture [Page 354]

DUFFERIN (rue):

Expropriation [Page 359]

DU PALAIS (rue)—(boulevard Saint-Joseph):

Expropriation [Page 356]

E

EAU (Voir "AQUEDUC" et "TAXES").

ECHEVINS:

Assermentation [Formule 1, page 292]	35
Causes de déchéance	36, 37, 338, 350
Cens d'éligibilité	29, 32, 33, 36
Convocation d'assemblées spéciales	287
Démission	30
Dépenses illégales	338
Indemnité	39
Juges de paix	28
Jurés—dispense d'agir comme	24a
Passibles d'amende	33
Qualités requises	29
Représentant la Ville dans une corporation publique, etc. [Page 371]	
Responsabilité personnelle <i>re</i> travaux, etc.	338
Terme d'office	21, 38, 79
Vacance dans la charge d'	31

(Voir aussi "ELECTIONS").

ARTICLES

ELECTIONS (suite) :

Bulletins de vote	113, 114, 117, 118, 193 à 196
[Formule 12, pages 302 et 303]	
Bureaux de renseignements	105
Bureaux de votation—ameublement, etc. .	115, 116, 124, 125
Bureaux de votation—où vote l'électeur . . .	21d
Candidats, bulletins de présentation	86 à 99
[Formule 7, pages 295 et 296, formule 7a, page 297, formule 8, page 298, for- mule 8a, page 298]	
Candidates, causes de déchéance	36, 37, 250, 253
“ cens d'éligibilité	21f, 25, 29, 32, 36, 92
“ décès avant élection	104
“ démission	103, 117
“ dépenses légales	225
“ dépôts	21b, 92, 93
“ nomination	21e, 21k, 86 à 101
“ qualités requises	25, 29
“ serment	96
Cartes aux électeurs	105
Cens électoral	21c, 43 à 47, 391
Clôture	176 à 181
Comité d'élection	221, 223
Commissaires—bureau des	21b, 21c, 21d, 21e, 21f, 21g, 21i, 21k, 21q
Contestation	279 à 284
Corruption, manoeuvres frauduleuses, refus d'agir, négligence, etc.	58, 145, 150, 157 à 159, 175, 199, 202 à 204, 209, 215 à 278
[Formule 22, page 311]	
Date	79
Décompte	182 à 190, 327 à 329
Dépouillement du scrutin	102, 163 à 175
Documents	191, 192, 263, 264
Drapeaux, etc.	212, 213
Electeurs dispensés de paraître en cour . . .	161
Electeurs peuvent abandonner leur travail pour voter	162
Faux serments	238, 239

ELECTIONS (suite) :

Formules	[Pages 292 à 318]	
Frais légaux		225
Fraude, etc. (Voir "CORRUPTION" plus haut).		
Greffiers, bureaux de votation	121 à 123, 144, 172	
[Formules 13 et 14, page 304, formules 15 et 16, page 305, formule 21, page 310].		
Influence indue		237
Instructions	105, 119, 120	
Interprète pour votation		149
Liste des électeurs—altération		264
“ “ “ avis		62
[Formule 2, page 292]		
“ “ “ cens électoral	43 à 47, 391	
“ “ “ compagnies à fonds social		44a
“ “ “ considérée distincte		57
“ “ “ contenu		50
“ “ “ copies fournies		55
“ “ “ copropriétaires, etc.		44
“ “ “ correction d'erreurs de copistes		76
“ “ “ date de la confection		49
“ “ “ erreurs de forme		78
“ “ “ estimateurs passibles d'amende		58
“ “ “ examen et mise en vi- gueur	51, 61 à 78	
“ “ “ greffier de la Cité et assistants		47
“ “ “ omission de noms	47, 51	
“ “ “ préparation	49 à 62	
“ “ “ remise au greffier		61
“ “ “ révision [Formule 2, page 292; formule 3, page 293]		62 à 78
“ “ “ valeur	56, 77, 78	
Manoeuvres frauduleuses (Voir "CORRUPTION" plus haut).		
Officier-rapporteur—annonce du résultat		173
“ devoirs, pouvoirs, etc.		81 à 221

ARTICLES

ELECTIONS (suite):

Officier-rapporteur—greffier de la Cité ..	80
“ ouverture des boîtes ..	176 à 181
“ vote prépondérant ..	181
Paix et bon ordre ..	205 à 221
Paris ..	229, 230
Pénalités pour corruption, etc. (Voir “COR- RUPTION” plus haut).	
Personnification, etc.	245
Perte du droit de vote ..	244, 246, 253
Port d’armes ..	209 à 211
Poursuites .. [Formule 22, page 311]	265 à 278
Questions ou affaires soumises lors des ..	310 à 331
Règlements soumis lors des ..	310 à 331
[Formule 23, pages 312 et 313; formule 24, page 314]	
Relevé des votes ..	102, 163 à 175
[Formule 20, page 309; formule 21, page 310]	
Secrétaire ..	81 à 85
[Formules 4 et 5, page 294; formule 6, pages 295 et 296]	
Secret du vote ..	153, 155, 156, 160, 174
Serments .. 21g, 80, 82, 96, 108, 121, 127, 135, 137, 138, 142, 144, 147, 155, 172, 200, 201, 238, 239	
[Pour formules voir pages 292 à 318]	
Sous-officiers-rapporteurs, devoirs, etc.	106 à 113, 117, 119 à 122
[Formule 9, page 299; formule 10, page 300; formule 11, page 301]	
Subornation ..	238
Supposition de personnes ..	240, 241
Vacance dans la charge de commissaire ..	21q
Vacance dans la charge d’échevin ..	31
Vacance dans la charge de maire ..	26
Voitures, etc.	242, 243
Votation ..	124 à 162
[Formule 18, page 307; formule 19, page 308]	
Vote unique, etc.	45, 252

ELECTRICITE: Usine municipale [Page 338]

EMARD (ville)—Annexion [Page 24]

EMPLOYES MUNICIPAUX:

Achat d'immeubles du Shérif	403
Cautiionnements	298
Corruption pour obtenir emploi, etc.	558 à 561
Destitution, nomination, salaires, etc.	297
	[Page 67]
Droit de vote	47, 51
Gratification	338a
Indemnités aux familles [Page 331]	
Passibles d'amende	20
Remise d'intérêt sur taxes	406

EMPRISONNEMENT 519

EMPRUNTS:

Anticipation du revenu	351, 351b
Aqueduc, \$2,000,000 pour agrandissement	
	[Pages 325 et 350]
Aqueduc,—système à haute pression	
	[Pages 328 et 338]
Arrérages \$150,000 [Page 330]	
Bibliothèques, etc.	564b
Bons, débetures, billets, etc.	345, 348 à 350
	[Pages 328 et 370]
Commissions scolaires	564h
Conduits souterrains [Page 343]	
Contrats en anticipation d'emprunt	346
Dette consolidée	343, 344b
Eau—filtration de l' [Page 351]	
Emploi [Page 66]	333, 344, 344a, 356a
Estimé du coût de travaux	333
Expropriations	440, 452
Filtration de l'eau, etc. [Page 351]	
Fonds de roulement	351b
Gaz—usine [Pages 328 à 330]	
Grand Tronc—élévation des voies	
	[Page 326]
Ile SteHélène [Page 325]	
Intérêt sur débetures, etc. [Page 370]	356 à 360

	ARTICLES
EMPRUNTS (suite):	
Majorité absolue du Conseil	333, 348
Marchés—améliorations	353, 353b
Objets spéciaux et spécifiques	348 à 350
Obligations temporaires [Page 370]	354, 355
Passages à niveau, \$2,000,000. . . [Page 326]	
Pouvoir d'emprunt, limite, etc.	343, 343a, 346
Quote-part des propriétaires	355
Rachat	351a, 352, 354, 356 à 360
Rues—réparation	344, 355
Travaux permanents	344, 344a, 347
Traverses à niveau—\$2,000,000 [Page 326]	
ENFANTS SANS SOUTIEN—entretien	524 à 526
	[Page 371]
ENQUETE—Commissions	532
EPIDEMIES	334, 335
ESTIMATEURS:	
Appel de décisions	383, 384
Assermentation	374
Avis <i>re</i> examen des rôles	379
Expropriations	452
Liste de locataires	378
Majorité du bureau	392
Nomination, devoirs, etc.	373 à 395
Plaintes au sujet des rôles	380 à 384
Refus de leur fournir renseignements, etc. . .	378
Registre des délibérations	382
Rôle d'évaluation et de contribution foncière	375, 377, 379, 385
Rôle de perception des taxes	376, 377, 379, 385
ESTIMES:	
Pour dépenses sur fonds d'emprunt	333
EXCAVATIONS DANS LES RUES	548, 549
EXCEPTION A LA FORME:	
	79, 197, 308, 309, 331, 391, 431, 457, 521
EXECUTION:	
Contre la Cité	553

	ARTICLES
EXEMPTIONS DE TAXES	362, 362a
“ “ “ terrains enclavés dans lignes homo- loguées	419a
EXERCICE CIVIQUE	332
EXPOSITION INDUSTRIELLE—Garantie de débentures	[Page 337]
EXPOSITIONS—terrain des	539
EXPROPRIATIONS:	
Améliorations locales	452
“ “ coût	452
“ “ rôles de répartition	452, 457, 459, 460
“ “ vente de matériaux ..	[Page 321]
Annuelles	419c, 452
Application de la loi 4 Ed. VII [Page 323]	
Aqueduc—établissement, etc.	462 à 464
D'intérêt général	421 à 445
“ “ acquisition des immeubles ..	421, 427
“ “ commissaires, annulation du rapport	458
“ “ commissaires, assermenta- tion	434
“ “ commissaires, décisions sans appel	429
“ “ commissaires, homologation etc. du rapport	438, 439, 457
“ “ commissaires, nomination, devoirs, etc.	429 à 445
“ “ commissaires, procédure ir- régulière	431
“ “ commissaires, remplacement	432, 433
“ “ dépôt	445
“ “ emprunt pour indemnités ..	440
“ “ évaluation du coût	421
“ “ franchises publiques ..	461
“ “ honoraires et frais	436
“ “ hypothèques	442
“ “ indemnités	428 à 430, 434, 435, 437, 440, 441, 444
	[Pages 321 et 335]

ARTICLES

EXPROPRIATIONS (suite):

D'intérêt général—ouverture de rues	419
“ “ paiement du coût	440 à 445, 456
	[Page 321]
“ “ rôles de répartition	450, 459, 460
“ “ vente de matériaux	
	[Page 321]
“ “ vices de forme	457
Mode d'exécution dans certains	
cas	[Page 368]

EXPROPRIATIONS de diverses rues:

Aqueduc (rue)	[Page 361]
Avenue 42ème, Ahuntsic	[Page 353]
Boyer (rue), prolongement	[Page 373]
Cartier (rue)	[Page 373]
Côte-des-Neiges (chemin), — de	
la voie du Chemin de fer du	
Parc et de l'Ile au chemin	
Ste-Catherine	[Page 364]
Darling (rue)	[Page 372]
DeMontigny (rue), — entre les	
rues Wolfe et Visitation	[Page 365]
Dorchester (rue)	[Page 333]
Drolet (rue)	[Page 354]
Dufferin (rue)	[Page 359]
Du Palais (rue)—(boulevard	
Saint-Joseph)	[Page 356]
Fortin (rue)	[Pages 320 et 362]
Fullum (rue)	[Page 352]
Gauthier (rue)	[Page 358]
Gilford (rue)	[Page 358]
Gouin (boulevard)	[Page 354]
Guy (rue)	[Page 334]
LaFontaine (parc)	[Page 360]
Leroyer (rue)	[Page 363]
Levesque (rue),—ouverture	[Page 373]
Logan (rue)	[Page 358]
Longue-Pointe, — terrains dans	
quartier	[Page 357]
Maplewood (avenue)	[Page 365]
Masson (rue)	[Pages 353 et 361]

EXPROPRIATIONS (suite) :

Mentana (rue),—redressement	[Page 358]
Messier (rue)	[Page 361]
Mont-Royal (avenue)	[Page 319]
Mont-Royal (parc), — agran- dissement . .	[Pages 332 à 334 et 355]
Montagne (rue de la)	[Pages 334, 362, 372 et 373]
Napoléon (rue)	[Page 320]
Notre-Dame Ouest (rue)	[Page 357]
Parc dans quartier Laurier . .	[Page 359]
Robin (rue)	[Page 372]
Rosemont (boulevard)	[Page 360]
Roy (ruelle), — de Notre-Dame à St-Jacques	[Page 334]
Roy (rue),—de Cadieux à St- Laurent	[Page 352]
Roy, coin St-André	[Page 358]
Saint-André (rue)	[Page 359]
Sainte-Catherine (chemin) . .	[Page 355]
Saint-David (rue)	[Page 334]
Saint-Denis (rue)	[Page 352]
Sainte-Emilie (rue), — résolu- tion relative à l'ouverture de	[Page 368]
Saint-Joseph (boulevard)—(rue du Palais)	[Page 356]
Saint-Laurent (boulevard) . . .	[Page 369]
Sainte-Thérèse (rue)	[Page 363]
Sherbrooke (rue), — élargisse- ment, quartier N.-D. de G.	[Page 368]
Sherbrooke (rue), — de l'avenue deLorimier à l'avenue Papi- neau	[Page 320]
Sherbrooke (rue), — de l'avenue deLorimier aux limites de Maisonnette	[Page 353]
Sherbrooke (rue), — de l'avenue deLorimier à la rue Fullum	[Page 363]
Sherbrooke (rue), — de la rue	

ARTICLES

EXPROPRIATIONS (suite) :

Aylwin aux limites de Maisonneuve	[Page 366]
Smith (rue),—élargissement . .	[Page 362]
Villeneuve(rue)—(Fortin) [Pages 320 et 362]	
Villeray (rue),—ouverture . .	[Page 372]
Wellington (rue), — entre l'avenue des Frènes et le déversoir	[Page 352]

F

FILS CONDUCTEURS (Voir "CONDUITS SOUTERRAINS").

FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX (Voir "EMPLOYES MUNICIPAUX").

FONDS DE RESERVE:

Emploi, etc.	334 à 334c
----------------------	------------

FONDS DE ROULEMENT	351b
------------------------------	------

FORTIN (rue Villeneuve) :

Expropriation	[Pages 320 et 362]
-------------------------	--------------------

FOSSES D'AISANCES	[Sec. 56] 300, 543
-----------------------------	--------------------

FRANCHISES ET PRIVILEGES:

Expropriation et prescription	461
Octroi, etc.	[Page 67] 530, 566, 567
Règlements	[Sec. 74] 300
Taxes	[Page 214]
Terme de plus de 10 ans . . .	[Page 332]

FULLUM (rue) :

Expropriation	[Page 352]
-------------------------	------------

FUNICULAIRE:

Privilège	546
---------------------	-----

G

GARANTIES (Voir "CAUTIONNEMENTS").

GAUTHIER (rue) :

Expropriation	[Page 358]
Répartition du coût de l'élargissement . . .	[Page 337]

GAZ:

Etablissement d'usines .. [Pages 328 à 330]

GAZETTE MUNICIPALE 533

GEORGIENNE (canal de la Baie)—contribution
[Page 354]

GILFORD (rue): expropriation .. [Page 358]

GOUIN (boulevard): expropriation [Page 354]

GRAND-TRONC (Cie) (Voir "CHEMINS DE
FER").

GREFFIER DE LA CITE:

Documents légaux, etc. 550

Inhabilité à voter 47, 51

Nomination [Page 67]

Officier-rapporteur 80, 181

Pension 477

Procès-verbaux 295, 296

Règlements et résolutions 301 à 303

Signature au moyen d'un cachet 528, 529

GREFFIERS DE LA COUR DU RECORDER
(Voir "COUR DU RECORDER").

GUY (rue):

Elargissement [Page 334]

H

HOMOLOGATION (Voir "RUES").

HONORAIRES pour constitution en corporation 564n

HOPITAUX—entretien des incurables
[Page 371]

HOPITAUX NOTRE-DAME et ALEXANDRA:

Arrangements [Page 327]

HUISSIERS (Voir "COUR DU RECORDER").

I

ILE RONDE:

Dans les limites de la Cité [Pages 10 et 47]

ILE SAINTE HELENE:

Achat, etc. [Page 325]

Dans les limites de la Cité [Pages 10 et 47]

ARTICLES

ILE VERTE:

Dans les limites de la Cité [Pages 10 et 47]

IMMEUBLES MUNICIPAUX (Voir "PROPRIETES MUNICIPALES").

IMMEUBLES:

Acquisition à l'amiable, etc.	419c, 421, 545a
Echange	564k
Evaluation (Verdun)	[Page 43]
Imposables	361, 420a
Non imposables	362, 362a, 419a
Requête dans le cas d'améliorations	419b
Subdivisions non enregistrées	369
Vente d'immeubles—St-Henri, Ste-Cunégonde et St-Denis	[Page 326]
Ventes pour taxes	396 à 405, 409a, 484a [Formule 29, page 318]

IMPOTS (Voir "TAXES").

INCENDIES (Voir "POMPIERS" et "REGLEMENTS").

INDEMNITES (Voir "EXPROPRIATIONS",
"MAIRE" et "ECHEVINS").

INONDATIONS 334, 335

INSPECTEUR DE LA CITE:

Devoirs	410 à 414
Expropriations	452
Plan de la Cité	413, 414
Registre des rues, etc.	410 à 411
Rôles	454, 459
Signature au moyen d'un cachet	528, 529

INSPECTEUR DES BATIMENTS (Voir
"REGLEMENTS").

INSPECTEUR DES VIANDES, FRUITS, etc.
(Voir "REGLEMENTS").

INTERET (Voir "EMPRUNTS" et "TAXES").

J

JARDIN ZOOLOGIQUE 365a

JEUNES DELINQUANTS (Cour):

Etablissement	564e, 564f
-------------------------	------------

ARTICLES

JUGEMENTS:

Contre la Cité 334, 335, 553

JUGES DE PAIX 24, 28, 205, 478, 483

JURES—Dispense d'agir comme 24a

JURES ou JUGES:

Dans certaines causes 551

JURIDICTION:

De la Cité 6, 299

De la Cour du Recorder 483 à 487

Du Conseil 299

L

LACHINE, JACQUES CARTIER & MAISON-NEUVE RY.:

Arrangement [Page 350]

LAFONTAINE (pare):

Expropriation [Page 360]

LEGISLATION—Commission 564d

LEROYER (rue): expropriation . . [Page 363]

LEVESQUE (rue): ouverture . . . [Page 373]

LICENCES (Voir "PERMIS").

LIGNES HOMOLOGUEES (Voir "RUES").

LIMITES:

De la Cité [Pages 5 et 46]

Des quartiers [Page 57]

7

LISTE DES ELECTEURS (Voir "ELECTIONS").

LOGAN (rue): expropriation . . . [Page 358]

LONGUE-POINTE (village): annexion
[Page 32]

LONGUE-POINTE (ville): annexion
[Page 28]

Expropriation du lot du cad. No 5
[Page 357]

LONGUEUIL et LAPRAIRIE:

Chemins d'hiver 564

LOTS VACANTS [Sec. 21, 66 et 83] 300

ARTICLES

M

MAIRE:

Assemblées du Conseil	286, 287, 290
Assermentation . . . [Formule 1, page 292]	35
Causes de déchéance	36, 37, 338
Cens d'éligibilité	25, 32, 36
Décorum au Conseil	294
Devoirs et pouvoirs	23, 24
Indemnité	210
Juge de paix	24
Juré—dispense d'agir comme	24a
Liste des électeurs	60
Procès-verbaux du Conseil	295
Résolutions, règlements, etc.	23, 301
Suppléant—nomination et pouvoirs	27, 290
Terme d'office	21, 38, 79
Vacance dans la charge de Maire	26
Vacance dans la charge d'échevin	31
Vote prépondérant	290

MAIRE SUPPLEANT (Voir "MAIRE").

MAJORITE DU CONSEIL (Voir "CONSEIL").

MALADIES INCURABLES—entretien des personnes atteintes de [Page 371]

MAPLEWOOD (rue):

Expropriation [Page 365]

MARCHES:

Changement des postes, etc. [Sec. 38, 87 et 88]	300, 300b
Bonsecours, améliorations, etc.	353 à 353b

MASSON (rue):

Expropriation [Pages 353 et 361]

MENTANA (rue):

Expropriation [Page 358]

MESSIER (rue):

Expropriation [Page 361]

MONTAGNE (rue de la):

Elargissement . . [Pages 334, 362, 372, 373]

MONTREAL LAND IMPROVEMENT COMPANY:

Ratification de convention [Page 337]

MONTREAL STOCK YARDS:

Confirmation d'actes [Page 321]

MONTREAL WATER & POWER CO.:

Achat [Pages 335 et 336]

MONT-ROYAL (avenue):

Expropriation [Page 319]

MONT-ROYAL (parc) (Voir "PARC MONT-ROYAL").

MONT-ROYAL (quartier):

Terres en culture [Page 14]

(Voir "NOTRE-DAME DES NEIGES").

MUSEES, etc., entretien, etc.

564b

N

NAISSANCES:

Enregistrement [Sec. 51]

300

NAPOLEON (rue):

Expropriation [Page 320]

NOTRE-DAME DE GRACES:

Annexion [Page 16]

Rôles pour égouts [Page 354]

Rôles pour trottoirs [Page 373]

NOTRE-DAME DES NEIGES:

Annexion [Page 13]

NOTRE-DAME OUEST (rue):

Expropriation [Page 357]

NOTRE-DAME (hôpital):

Arrangement [Page 327]

O

OBJECTIONS A LA FORME:

78, 197, 308, 309, 331, 391, 431, 457, 521

OBLIGATIONS (Voir "EMPRUNTS").

OBSTRUCTIONS DANS LES RUES

548, 549

ARTICLES

OFFICIERS MUNICIPAUX (Voir "EMPLOYÉS MUNICIPAUX").

OFFICIER-RAPPORTEUR, etc. (Voir "ÉLECTIONS").

ONTARIO (avenue) :

Défense de poser des poteaux 564j

OUVERTURE DE RUES, RUELLLES, etc. (Voir "EXPROPRIATIONS", "RUES" et "RUELLLES").

OUTREMONT (partie d') :

Annexion [Page 15]

P

PACIFIQUE CANADIEN (Cie)—(Voir "CHEMINS DE FER").

PAPINEAU (chemin) :

Cimetières 538

PARC PROJETÉ (quartier Laurier) :

Expropriation [Page 359]

PARC LA FONTAINE (Voir "LA FONTAINE (parc)").

PARC MONT-ROYAL :

Agrandissement	[Pages 332 à 334 et 355]	
Batterie pour tirer des salves		564i
Défense d'échanger partie de		564k
Franchises, etc.		530, 546
Funiculaire		546
Parc public		546
Poste de pompiers		546a
Règlements	[Sec. 91]	300

PARCS—Commission métropolitaine [Page 350]

PASSAGES A NIVEAU :

Abolition [Page 326]

PAVAGES PERMANENTS :

Construction 455, 455a, 564m

PENALITES (Voir "AMENDES").

PERMIS :

Métiers, etc. [Sec. 69] 300

ARTICLES

PERMIS (suite):

Suspension et révocation	[Sec. 68] 300, 365a, 531
Taxes imposées sous cette forme	365
(Voir aussi "TAXES").	

PLAN:

De la Cité	411, 413 à 420
Des rues de l'île	[Sec. 119] 300

PLEBISCITE:

Emprunts	348
Gaz	[Pages 328 et 329]
Règlements et questions diverses	310 à 331

POLICE:

Constables spéciaux	540, 562
Pouvoirs des agents	[Sec. 101] 300, 562
Terrains des expositions	539
Uniforme des agents	547

POSTE DE COCHERS:

Changement	[Sec. 29 et 103] 300, 300a
----------------------	----------------------------

POMPIERS:

Droit de passage	564g
Poste dans le parc Mont-Royal	546a
Uniforme	547

POTEAUX (Voir "CONDUITS SOUTERRAINS").

PRISONNIERS:

Comparution immédiate	563
Incarcération	519

PRIVES (Voir "FOSSES D'AISANCES").

PRIVILEGES (Voir "FRANCHISES").

PROCES-VERBAUX DU CONSEIL 295, 296

PROPRIETAIRES:

Liste de locataires	378
-------------------------------	-----

PROPRIETES MUNICIPALES:

Bibliothèque	347
Echange	564k
Saint-Henri, Sainte-Cunégonde et Saint-Denis	[Page 326]
Vente	347

ARTICLES	
PUBLICITE:	
Service de	564c

Q

QUARTIERS:	
Limites, etc. [Page 57]	7
QUESTIONS:	
Soumises lors des élections	310 à 331
QUORUM:	
Du bureau des Commissaires	21j
Du Conseil	291

R

RAPPORTS ANNUELS:	
Commissaires	21m
Greffier de la Cité	302
Trésorier	339
RECLAMATIONS EN DOMMAGES:	
Païement	334a
(Voir aussi "ACTIONS").	

RECORDERS:	
Indemnité [Page 326]	
(Voir aussi "COUR DU RECORDER").	

REDPATH (propriété): Acquisition [Page 332]

REFERENDUM	310 à 331
----------------------	-----------

REGLEMENTS:	
Adoption	23, 301
Annulation	304, 305
Application à certains quartiers . . [Sec. 126]	300
Approbation du Lieutenant-Gouverneur . . .	305
Consolidation [Page 350]	310a
Copies certifiées	303
Diminution du revenu	341
Garde	302
Infractions	307 à 307b, 513
Interprétation	2
Lois publiques	306
Mise en vigueur [Sec. 126]	300, 301

REGLEMENTS (suite) :

Objections à la forme	308, 309
Pouvoir de faire des	299, 300, 300c
Soumis au vote des contribuables	310 à 331
[Formule 23, pages 312 et 313; formule 24, page 314]	

REGLEMENTS (suite) :

Matières sur lesquelles la Cité peut légiférer :

Abattoirs [Sec. 90]	300
Abreuvoirs [Sec. 7 et 61]	300
Affichage [Sec. 7, 10 et 78]	300
Agents de publications [Sec. 30]	300
Alarmes (fausses) [Sec. 120]	300
Alarmes (timbres) [Sec. 123]	300
Aliments—falsification [Sec. 122]	300
Aliments—inspection [Sec. 40]	300
Allées [Sec. 1]	300
Ambulances [Sec. 129, 130a et 134]	300
Amusements dans les rues [Sec. 58]	300
Animaux,—abatage [Sec. 89]	300
“ écuries [Sec. 64]	300
“ errants [Sec. 32 et 37]	300
“ morts [Sec. 2 et 5]	300
Annexion	8 à 19
Annonces [Sec. 9]	300
Appareils à incendie . . [Sec. 46, 130a et 134]	300
“ fumivores [Sec. 82]	300
Apprentis [Sec. 105]	300
Aqueduc [Page 338]	468
Arbres [Sec. 67]	300
Ascenseurs [Sec. 48]	300
Attroupements [Sec. 26]	300
Autobus, circulation [Sec. 137]	300
Automobiles [Sec. 130a, 132 et 138]	300
Auvents [Sec. 6 et 7]	300
Avenues [Sec. 1]	300
Avertisseurs d'incendies [Sec. 123]	300
Bagatelles [Sec. 23]	300
Bains et natation [Sec. 35 et 108]	300
Bannières [Sec. 9 et 10]	300

ARTICLES

REGLEMENTS (suite) :

Barrières et garde-barrières	[Sec. 17]	300
Bâtiments, accès	[Sec. 127]	300
" construction . . [Sec. 44 à 45 et 99]		300
" démolition . . [Sec. 110 et 114]		300
" inhabitables	[Sec. 110]	300
" inspection	[Sec. 99]	300
Bestiaux	[Sec. 89]	300
Bibliothèque	[Sec. 109]	300
Bicycles, vitesse	[Sec. 12 et 58]	300
" voies pour	[Sec. 72]	300
Billards	[Sec. 23]	300
Bois de chauffage	[Sec. 42 et 57]	300
" " construction	[Sec. 57]	300
Bornes-fontaines	[Sec. 61]	300
Bouchers—étaux	[Sec. 31]	300
Boxe	[Sec. 26]	300
Boyaux à incendie	[Sec. 129]	300
Brasseries	[Sec. 54]	300
Bric-à-brac	[Sec. 27]	300
Bureaux de placement	[Sec. 28 et 73]	300
" " renseignements	[Sec. 28]	300
" " santé	[Sec. 112]	300
Cabinets d'aisances	[Sec. 108]	300
Cadavres, inhumation	[Sec. 52 et 81]	300
Cafés-chantants	[Sec. 79]	300
Caveaux	[Sec. 4 et 125a]	300
Cendres	[Sec. 2 et 5]	300
Chandelleries	[Sec. 53 et 56]	300
Charbon	[Sec. 42]	300
Charretiers	[Sec. 103]	300
Chaudières à vapeur . .	[Sec. 82, 100 et 131]	300
Chauffeurs d'automobiles	[Sec. 132 et 138]	300
Chaux	[Sec. 42]	300
Cheminées	[Sec. 44, 47 et 49]	300
Chemins de fer, fossés, etc. . . .	[Sec. 19]	300
" " " obstruction des		
rues	[Sec. 17]	300
" " " urbains . .	[Sec. 8, 29 et 98]	300
Chevaux, etc.	[Sec. 12 et 86]	300
Chiens	[Sec. 32]	300

REGLEMENTS (suite):		ARTICLES
Electricité	[Sec. 62 et 100]	300
Emeutes	[Sec. 26]	300
Emplois—subornation	[Sec. 102]	300
Emprunts	[Page 330]	301a, 348
Enfants mineurs	[Sec. 65]	300
Enseignes	[Sec. 7 et 10]	300
Escarbilles	[Sec. 18 et 49]	300
Etables	[Sec. 54 et 64]	300
Etablissements insalubres	[Sec. 53, 55 et 56]	300
Etincelles de locomotives, etc.	[Sec. 18 et 49]	300
Excavations	[Sec. 4 et 133]	300
Explosifs	[Sec. 33 et 127]	300
Expositions	[Sec. 109]	300
Expropriations		440, 452, 456
Feux d'artifices	[Sec. 34]	300
Fils conducteurs	[Sec. 8, 124 et 139]	300
Foin	[Sec. 42]	300
Fonderies	[Sec. 54]	300
“ de suif	[Sec. 53]	300
Fonds d'encan	[Sec. 24]	300
“ de retraite	[Sec. 107]	300
Fontaines	[Sec. 61]	300
Forges	[Sec. 54]	300
Fosses d'aisances	[Sec. 15 et 56]	300
Fourrières	[Sec. 37]	300
Fours crématoires	[Sec. 52]	300
Franchises	[Sec. 74]	300, 530
Fumée	[Sec. 18 et 49]	300
Fumier	[Sec. 2 et 5]	300
Fumivores	[Sec. 82]	300
Gaz	[Sec. 53 et 62]	300
Gibier, etc.	[Sec. 31 et 40]	300
Glacières municipales	[Sec. 135]	300
Gouttières	[Sec. 6]	300
Grues	[Sec. 48]	300
Habitations	[Sec. 63]	300
Halles	[Sec. 38]	300
Herbes	[Sec. 136]	300
Hôpitaux	[Sec. 60 et 80]	300
Hygiène	[Sec. 60, 63, 64, 112 et 140]	300
Images indécentes	[Sec. 78]	300

REGLEMENTS (suite) :

Incendies .. [Sec. 45 à 47, 66, 113, 114, 123, 127, 128, 129, 130a et 134]	300
Industries, etc. [Sec. 69]	300
“ nuisibles, etc. [Sec. 55]	300
Inhumation de cadavres . . . [Sec. 52 et 81]	300
Jardin Zoologique [Sec. 75]	300
Jeux dans les rues [Sec. 58]	300
Journaux, porteurs [Sec. 65]	300
Laine, ratissage [Sec. 85]	300
Lait, laiteries, etc. [Sec. 40 et 41]	300
Lavoirs [Sec. 108]	300
Licences [Sec. 22, 68, 69, 103 et 121]	300, 531
Locomotives [Sec. 12 et 18]	300
Logements [Sec. 63]	300
Lots vacants [Sec. 21, 66, 83 et 136]	300
Machines à vapeur, etc. [Sec. 82, 100 et 131]	300
Maisons—numérotage [Sec. 16]	300
Maisons à appartements [Sec. 63]	300
Maisons de désordre, etc. [Sec. 36]	300
“ “ refuge [Sec. 70 et 140]	300
Maîtres et serviteurs, devoirs . . [Sec. 105]	300
Maladies contagieuses [Sec. 60 et 80]	300
Marchands ambulants [Sec. 24 et 24a]	300
Marchands de bric-à-brac [Sec. 27]	300
Marchés [Sec. 38, 87 et 88]	300, 300b
Marquises [Sec. 6]	300
Matériaux de construction [Sec. 4]	300
Matières explosibles [Sec. 33 et 127]	300
Matières fécales [Sec. 2 et 5]	300
Matières nuisibles [Sec. 2 et 5]	300
Mauvaises herbes [Sec. 136]	300
Mécaniciens [Sec. 131]	300
Mendicité [Sec. 118]	300
Mesures et poids [Sec. 43]	300
Métiers [Sec. 69]	300
Mines [Sec. 48]	300
Musiciens ambulants [Sec. 79]	300
Monte-charges [Sec. 48]	300
Musées [Sec. 25 et 109]	300
Naissances, enregistrement [Sec. 51]	300

REGLEMENTS (suite) :

ARTICLES

Natation et bains	[Sec. 35 et 108]	300
Neige	[Sec. 3 7 et 92]	300
Noms des rues	[Sec. 14]	300
Nuisances	[Sec. 50]	300
Numérotage des maisons	[Sec. 16]	300
Numéros de permis	[Sec. 121]	300
Observance du dimanche	[Sec. 75 à 77]	300
Obstruction des rues	[Sec. 7 et 17]	300
“ “ trottoirs	[Sec. 3 et 7]	300
Opium	[Sec. 117]	300
Orgues de barbarie, etc.	[Sec. 79]	300
Ouvertures dans les rues	[Sec. 4]	300
Paille	[Sec. 42]	300
Pain	[Sec. 39]	300
Parcs à bestiaux	[Sec. 53]	300
Parcs publics	[Sec. 76 et 91]	300
Passeurs	[Sec. 106]	300
Patinoirs	[Sec. 25]	300
Pavages	[Sec. 6]	300
Permis	[Sec. 22, 68, 69, 103 et 121]	300, 531
Pièces pyrotechniques	[Sec. 34]	300
Pierre de construction	[Sec. 42]	300
Placards	[Sec. 9 et 78]	300
Places publiques	[Sec. 1]	300
Placiers	[Sec. 30]	300
Plan des rues de l'île	[Sec. 119]	300
Poids et mesures	[Sec. 43]	300
Poisson	[Sec. 31 et 40]	300
Police	[Sec. 101]	300
Pompiers [Sec. 113, 114, 120, 127, 128 et 130]		300
Ponts	[Sec. 8 et 15]	300
Porcheries	[Sec. 56]	300
Pornographie	[Sec. 78]	300
Porte-balles	[Sec. 30]	300
Porteurs de journaux	[Sec. 65]	300
Portiques	[Sec. 6]	300
Poteaux	[Sec. 7 et 8]	300
Prêteurs sur gages	[Sec. 27]	300
Privilèges	[Sec. 74 et 125a]	300, 530
Produits alimentaires	[Sec. 40 et 122]	300
Prospectus	[Sec. 7, 9 et 77]	300

REGLEMENTS (suite) :

Provisions	[Sec. 31 et 88]	300
Quilles	[Sec. 23]	300
Ramoneurs	[Sec. 30]	300
Recensement	[Sec. 111]	300
Refuges	[Sec. 70 et 140]	300
Représentations théâtrales, etc. . .	[Sec. 25]	300
Réservoirs	[Sec. 61]	300
Robinets d'arrêt	[Par. 8]	468
Roues—largeur	[Sec. 13]	300
Rues—niveau, etc.	[Sec. 91 et 91a]	300
“ alignement	[Sec. 44a]	300
“ circulation, etc. [Sec. 11, 115 et 116]		300
“ excavations	[Sec. 4 et 133]	300
“ jeux et amusements . . .	[Sec. 58]	300
“ noms	[Sec. 14]	300
“ obstructions	[Sec. 7 et 17]	300
“ nouvelles	[Sec. 84]	300
“ tracé	[Sec. 119]	300
“ usage	[Sec. 1]	300
“ voitures lourdement char- gées	[Sec. 13]	300
Salaires, non-résidents		363a
Salles de concerts, danse, etc. . .	[Sec. 25]	300
Salles de lecture	[Sec. 109]	300
Salles de tir	[Sec. 23]	300
Saucisse—manufactures . . .	[Sec. 53 et 56]	300
Savonneries	[Sec. 53 et 56]	300
Serviteurs et maîtres, devoirs . .	[Sec. 105]	300
Sifflets	[Sec. 59]	300
Sifflets de locomotives, bateaux, etc.	[Sec. 18]	300
Sifflets d'alarme pour ambu- lances, etc.	[Sec. 134]	300
Solliciteurs de clients pour ba- teaux, etc.	[Sec. 24]	300
Squares	[Sec. 76 et 91]	300
Soupapes de sûreté	[Sec. 95]	300
Soutes	[Sec. 4 et 125a]	300
Subornation	[Sec. 102]	300
Suif-fonderies	[Sec. 53]	300
Système d'eau à haute pression	[Page 338]	

	ARTICLES
REGLES DU CONSEIL	293
RESERVE (Voir "FONDS DE RESERVE").	
RESOLUTIONS:	
Diminution du revenu	341
(Voir aussi "CONSEIL").	
RESPONSABILITE—des associés	371, 513
" de la Cité <i>re</i> travaux, etc.	337
" des échevins, <i>re</i> " "	338
" du Trésorier <i>re</i> " "	339
REVENU:	
Diminution	341
Effet des annexions	340
Emploi temporaire	356a à 360
Perception	342
REVISION DES ROLES (Voir "ROLES").	
REVISION DES LISTES (Voir "ELECTIONS").	
ROBIN (rue):	
Expropriation [Page 372]	
ROBINETS D'ARRET: pour l'eau . . [Par. 8]	468
ROLES D'EVALUATION ET DE CONTRIBU-	
TION FONCIERE:	
Annulation	391, 459, 460
Appel	383, 384
Avis de complètement [Formule 25, page 314]	379, 386
Description de la propriété	368
Mise en vigueur	385
Notes marginales	377
Omissions ou irrégularités	391, 457
Plaintes	380 à 384
Prescription	408
Préparation	375, 378
Publication d'une copie	395
Remise au Trésorier	385
Revision	379
Signature	385
Subdivision de propriétés	369
Supplémentaires	394
Taxe scolaire	393

ARTICLES

ROLES DE PERCEPTION DES TAXES:

376, 376a, 377, 378, 379, 391, 394 et 395

ROLES DE REPARTITION:

Egouts 454, 456, 458

Expropriations 450, 459, 460

Spéciaux, quartier Notre-Dame de Grâces . .

[Pages 354 et 373]

Travaux par des municipalités avant annexion 564m

Trottoirs [Page 373] 453, 454, 456, 458

ROSEMONT:

Annexion [Page 41]

Annexion de partie de . . . [Pages 11 et 57]

Elargissement du boulevard . . . [Page 360]

ROY (rue):

Expropriation de Cadieux à
Saint-Laurent . [Page 352]

“ de Notre-Dame
à Saint-Jacques [Page 334]

“ de Saint-André
à Saint-Christophe [Page 358]

RUELLES:

Ouverture et enregistrement 410, 410a, 419

RUELLES PRIVEES:

Egouts et taxes 412, 420a

Pavages, égouts, etc. 419b

Travaux municipaux [Page 370]

RUES:

Description, etc. 410, 410a

Egouts [Page 370] 412, 544

Emprunts pour réparation 344, 355

Enregistrement 410, 410a, 411

Homologation 413, 420

Ligne homologuée, exemption de taxes, etc. . . 419a, 419c

Noms [Sec. 14] 300, 420

Obstruction 548, 549

Ouverture et élargissement 419, 450, 452

Pavages payables par propriétaires 455, 455a

Registre 410, 410a, 411

Travaux par les compagnies . . [Page 346]

RUES PRIVEES:

Egouts et taxes

412, 420a

Travaux municipaux [Page 370]

S

SAINT-ANDRE (rue):

Expropriation [Page 359]

SAINT-CATHERINE (chemin):

Expropriation [Page 355]

SAINT-CUNEGONDE (ville):

Annexion [Page 57]

Vente de propriétés [Page 326]

SAINT-DAVID (rue):

Elargissement [Page 334]

SAINT-DENIS (quartier):

Terres en culture [Page 13]

(Rue), expropriation [Page 352]

Vente de propriétés [Page 326]

SAINT-EMELIE (rue):

Ouverture [Page 368]

Lignes homologuées [Page 368]

SAINT-HELENE, ILE (Voir "ILE SAINTE-HELENE").

SAINT-HENRI (ville):

Annexion [Page 57]

Vente de propriétés [Page 326]

SAINT-JOSEPH (boulevard)—(rue du Palais):

Expropriation [Page 355]

SAINT-LAURENT (parties de):

Annexion [Pages 10, 36 et 57]

SAINT-LAURENT (boulevard):

Expropriation [Page 369]

SAINT-LOUIS (ville):

Annexion [Page 347]

SAINT-PAUL (ville):

Annexion [Page 21]

SAINT-THERESE (rue):

Expropriation [Page 363]

Table des Matières.

ARTICLES

SAISIES-ARRETS 502, 509, 510, 545

SAULT-AU-RECOLLET (parties de) :

Annexion [Pages 13 et 57]

Terres en culture [Page 13]

SCEAU DE LA CITE 303, 409

SHERBROOKE (rue) :

Elargissement, quartier Notre-Dame de Grâces [Page 368]

Expropriation, de Aylwin aux limites de Maisonneuve . . . [Page 366]

“ de deLorimier à Papineau . . . [Page 320]

“ de deLorimier aux limites de Maisonneuve . . [Page 353]

“ de deLorimier à Fullum [Page 363]

SMITH (rue) :

Expropriation [Page 362]

SOUMISSIONS (Voir “COMMISSAIRES”).

SYSTEME D'EAU à haute pression
[Pages 328 et 338]

T

TAXES :

Achat d'immeubles 545a

Affaires 363, 370, 371

Arrérages [Page 330] 387 à 390, 396, 409, 409a

Commutation sur certains immeubles (Verdun) [Page 43]

Contributions foncières
357, 361 à 362a, 368, 369, 371, 372, 419a, 420a

De l'eau 468 à 475

Echéance 332, 367

Exemption 362, 362a, 419a

Intérêt 406

Jardin zoologique 365a

Limitation pour compagnies de chemins de fer 564a

“ “ “ “ “
du Grand-Tronc [Page 327]

TAXES (suite) :

Perception	342, 367, 372, 376, 376a, 409
Permis	365, 365a
Prescription	404, 407, 408
Privilège de la Cité	387a, 388, 404, 405
Quittance	409
Responsabilité des associés	371
Rôles (Voir "ROLES d'évaluation et de contribution foncière").	
Rues et ruelles privées	420a
Scolaires	393
Spéciales (en général)	363 à 365, 365b, 366, 372
Spéciales (<i>re</i> intérêt, etc.)	356 à 360
Supplémentaires <i>re</i> épidémies, etc.	335
Vente de biens mobiliers, etc. (Voir "BIENS MOBILIERS").	
Vente d'immeubles (Voir "IMMEUBLES").	

TAXES (suite) :

Matières sur lesquelles la Cité peut imposer des taxes :—

Abattoirs	541, 542
Agents d'immeubles [Par. f]	364
Agents financiers [Par. i]	364
Assurances (compagnies d') . . [Par. n et o]	364
Automobiles [Par. bb]	364
Balances publiques ou privées . . . [Par. x]	364
Banques [Par. p]	364
Bicycles [Par. a]	364
Billards [Par. g]	364
Bouchers [Par. h]	364
Boulangers [Par. b]	364
Brasseurs [Par. t]	364
Bric-à-brac [Par. f]	364
Buanderies publiques [Par. f]	364
Bureaux de placement [Par. f]	364
Charretiers [Par. c]	364
Chemins de fer	564a
Chevaux [Par. d]	364
Chiens [Sec. 32]	300
Cirques [Par. m]	364
Cireurs de bottes [Par. ee]	364

TAXES (suite):

ARTICLES

Cochers de place	[Par. c]	364
Colporteurs	[Par. f]	364
Commerçants ambulants	[Par. f]	364
Commerçants de denrées, provi- sions, etc.	[Par. h]	364
Commerçants de poisson, etc.	[Par. h]	364
Commerçants étrangers	[Par. dd et gg]	364
Compagnies d'assurances	[Par. n et o]	364
Compagnies de Prêts (Voir "PRETEURS D'ARGENT").		
Constables spéciaux	[Par. q]	364
Courtiers, etc.	[Par. hh]	364
Détectives	[Par. q]	364
Distillateurs	[Par. s]	364
Encanteurs	[Par. l]	364
Enseignes lumineuses	[Par. aa et ll]	364
Etrangers faisant affaires dans la Cité	[Par. dd et gg]	364
Fonds de banqueroute	[Par. j]	364
Franchises	[Par. r]	364
Hôpitaux privés	[Par. f]	364
Huile de pétrole	[Par. w]	364
Laitiers	[Par. b]	364
Lanternes magiques	[Par. aa]	364
Loteries	[Par. u]	364
Magasins à rayons		363
Magasins ouverts temporairement	[Par. j]	364
Maisons de refuge	[Par. mm]	364
Marchands à commission	[Par. v]	364
Marchands de bric-à-brac	[Par. f]	364
Marchands d'effets d'occasion	[Par. f]	364
Marchands étrangers de comestibles	[Par. gg]	364
Ménageries	[Par. m]	364
Métiers, etc.	[Sec. 69]	300
Musées	[Par. z]	364
Patinoirs	[Par. y]	364
Personnes résidant hors de la cité		363a
Photographes ambulants	[Par. ii]	364
Porte-balles	[Par. f]	364
Prêteurs d'argent	[Par. k]	364
Prêteurs sur gages	[Par. k]	364

	ARTICLES
TAXES (suite) :	
Prêteurs sur meubles, etc. [Par. kk]	364
Quilles (jeux de) [Par. g]	364
Refuges [Par. mm]	364
Revendeurs [Par. f]	364
Rues et ruelles privées	420a
Salaires	363a
Salles d'amusements [Par. z]	364
Salles de concert [Par. z]	364
Salles de danse [Par. z]	364
Salles de représentations théâtrales [Par. z]	364
Salles de vues [Par. z]	364
Salles de tir [Par. g]	364
Sociétés	371
Solliciteurs [Par. f]	364
Spectacles ambulants [Par. m]	364
Terrains vacants, clôturage, etc. . . [Sec. 21]	300
Théâtres [Par. z]	364
Tricycles [Par. a]	364
Trous-madame [Par. g]	364
Voitures [Par. d]	364
“ automobiles, etc. [Par. bb]	364
“ pour transport de pierre . . [Par. e]	364
“ servant à annoncer . . . [Par. cc]	364
“ tirées par trois chevaux ou plus [Par. ff]	364
Terrains, lignes homologuées à travers, exemption de taxes	419a
TERRAINS VACANTS [Sec. 21, 66, 83 et 136]	300, 419a
TETREAULTVILLE:	
Annexion [Page 33]	
TRAVAUX MUNICIPAUX:	
Avant annexion	564m
Clauses d'annexion [Page 371]	
Responsabilité de la Cité	337
Rues et ruelles privées [Page 370]	412, 419b
Soumissions par la Cité	564l
TRAVERSES A NIVEAU:	
Abolition [Page 326]	
TERME D'OFFICE DU MAIRE, DES ECHE-	
VINS ET DES COMMISSAIRES	21, 21i, 38, 79

ARTICLES

TRESORIER DE LA CITE:

Cautionnement	298
Emploi temporaire de certains fonds	356a à 360
Intérêts (paiement)	356
Pension	477
Rapport annuel	339
Réception des rôles [Formule 25, page 314]	386
Responsabilité personnelle	339
Revenu (perception, etc.)	340, 342
Rôles (notes marginales)	377
Rôle de taxe scolaire	393
Saisies-arêts	510, 545
Signature au moyen d'un cachet	528, 529
Vente de biens mobiliers (Voir "BIENS MOBILIERS").	
Vente d'immeubles pour taxes (Voir "IMMEUBLES").	

TROTTOIRS:

Construction	453
Entretien pendant l'hiver [Sec. 3]	300
Obstruction [Sec. 3]	300, 548, 549
Permanents (paiement des)	453, 456, 458, 564m
Quartier Notre-Dame de Grâces [Page 373]	

U

UNION DES ABATTOIRS (Voir "ABATTOIRS").

USINE ELECTRIQUE:

Etablissement	[Page 338]
-------------------------	------------

V

VENTE DE BIENS MOBILIERS (Voir "BIENS MOBILIERS").

VENTE D'IMMEUBLES (Voir "IMMEUBLES").

VENTE DE PROPRIETES MUNICIPALES (Voir "PROPRIETES MUNICIPALES").

VERDUN (ville) :

Evaluation de terrains appartenant à la Cité,
etc. [Page 43]

VILLE DE MONTREAL (Voir "CITE DE
MONTREAL").

VILLENEUVE (rue)—(Fortin) :

Expropriation [Pages 320 et 362]

VILLERAY (village) :

Annexion [Page 57]

VILLERAY (rue) :

Ouverture [Page 372]

VIREMENTS DE CREDITS 335

VOTATION (Voir "ELECTIONS").

VOTE POPULAIRE (Voir "PLEBISCITE").

VOTE PREPONDERANT 181, 290

VOTEURS (Voir "ELECTIONS").

W

WELLINGTON (rue) :

Expropriation [Page 352]

CATALOGUE
DU
Gouvernement de la Cité

DEPUIS SA CONSTITUTION EN CORPORATION EN 1840

1840, 1841, 1842.

L'hon. PETER MCGILL, *Maire*.

Jules Quesnel, (1)
Adam Ferrie,
C. S. Rodier,
J. G. Mackenzie,
C. S. DeBleury
J. M. Tobin,

Olivier Berthelet,
F. Bruneau,
Hypolite Guy (2)
John Donegani,
Charles Tait, (3)
J. W. Dunscomb, (4)

Thomas Philips (5)
Colin Campbell,
Stanley Bagg,
Archibald Hume,
D. Handyside, (6)
William Molson,

J. P. SEXTON, *Greffier*, nommé le 12 sept. 1840.

1843.

JOSEPH BOURRET, *Maire*.

Echevins

Joseph Masson,
Benjamin Holmes,

William Molson,
C. S. DeBleury,

John Redpath,
Joseph Roy.

Conseillers

James Ferrier,
Pierre Jodoin,
Peter Dunn
William Lunn,

William Watson,
Olivier Fréchette,
Pierre Beaubien,
P. A. Gagnon,

François Trudeau,
François Perrin,
John Mathewson.

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1844.

JOSEPH BOURRET, *Maire*.

Echevins

Joseph Masson,
Benjamin Holmes,

C. S. DeBleury,
Joseph Roy,

James Ferrier,
Peter Dunn.

-
- (1) Mourut et fut remplacé par J. M. Desrivieres, 3 juin 1842.
(2) Démissionna et fut remplacé par Joseph Bourret, 30 mars 1843.
(3) Refusa les fonctions et fut remplacé par John Redpath, 12 septembre 1840.
(4) Démissionna et fut remplacé par James Ferrier, 1er juillet 1841.
(5) Mourut et fut remplacé par William Lunn, 20 juin 1842.
(6) Refusa les fonctions et fut remplacé par John Mathewson, 12 septembre '840.

Conseillers

William Watson,
John Mathewson,
Pierre Beaubien,
François Trudeau,

François Perrin,
Henry Stuart,
William Lunn,
John Tully,

Alfred LaRocque,
Thomas Molson,
Pierre Jodoin.

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1845.

JAMES FERRIER, *Maire*.

Echevins

Benjamin Holmes,
C. S. DeBleury,

William Lunn,
François Trudeau,

Joseph Bourret,
Thomas Molson.

Conseillers

William Watson,
Pierre Jodoin,
Henry Stuart,
John Tully,

Alfred LaRocque,
William Footner,
Benjamin Lyman,
H. L. Routh,

John Glennon,
Daniel Gorrie,
François Perrin.

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1846.

JAMES FERRIER, *Maire*.

Echevins

John E. Mills,
William Lunn,

Pierre Jodoin,
Henry Stuart,

Benjamin Lyman,
Joseph Bourret.

Conseillers

François Perrin,
William Footner,
Pierre Beaubien,
John Ward,
Daniel Garrie,

William Connolly,
Jasper G. Sims,
John Glennon,
J. D. Gibb,
John Tully,

Pierre Dufresne,
Narcisse Valois,
Canfield Dorwin,
John Kelly, (1)

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1847.

JOHN E. MILLS, *Maire*. (2)

Echevins

Joseph Bourret,
James Ferrier,

François Perrin,
Pierre Beaubien,

John Glennon,
John Tully.

(1) Démissionnaire et fut remplacé par Alfred Larocque.

(2) Mourut au mois de novembre et fut remplacé par Joseph Bourret comme maire, et par C. S. Rodier, comme conseiller du quartier Saint-Antoine.

Conseillers

William Footner,
Benjamin Lyman,
J. D. Gibb, (3)
Daniel Gorrie,
Jasper G. Sims,

Narcisse Valois,
Canfield Dorwin.
André Ouimet,
B. C. A. Guky,
Alfred LaRocque.

John Ward, (1)
J. U. Beaudry,
Patrick Lynch,
C. S. DeBleury.

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1848.

JOSEPH BOURRET, *Maire*. (2)

Echevins

John Glennon,
J. D. Gibb, (3)

André Ouimet,
B. C. A. Guky,

John Tully,
E. R. Fabre.

Conseillers

Narcisse Valois,
Alfred LaRocque,
J. U. Beaudry,
Patrick Lynch,
J. B. Homier,

Charles Wilson,
William Snaith,
Benjamin Lyman,
John Bell,
C. S. Rodier,

William Workman, (4)
Joseph Grenier,
Joseph McNider,
Jasper G. Sims,

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1849.

E. R. FABRE, *Maire*.

Echevins

Joseph Bourret,
André Ouimet,

B. C. A. Guky,
Benjamin Lyman,

Alfred LaRocque,
Jasper G. Sims,

Conseillers

C. S. Rodier,
Charles Wilson,
William Snaith,
John Bell,
Joseph Grenier,

Joseph McNider,
John Whitlaw,
John Tully,
J. U. Beaudry,
P. Lynch,

J. B. Homier,
Archd. Macfarlane,
Amable Prévost,
Saml. Benjamin.

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1850.

E. R. FABRE, *Maire*.

Echevins

Benjamin Lyman,
Alfred LaRocque,

Charles Wilson,
Archd. Macfarlane.

Joseph Grenier,
J. U. Beaudry.

(1) Quitta la ville, et fut remplacé par J. B. Homier, en décembre 1847.

(2) Elu maire, le 13 mars 1848.

(3) Démissionna et fut remplacé par Archibald McFarlane.

(4) Refusa les fonctions et fut remplacé par John Whitlaw.

Conseillers

Joseph Bourret, (1)
Patrick Lynch,
J. B. Homier,
Amable Prevost,
John Tully, (2)

S. Benjamin,
John Whitlaw,
Frs. Leclaire,
Archd. Hall,
Benjamin Holmes, (3)

Thomas McGrath,
Edwin Atwater,
Ed. Lamarche,
D. McDonald.

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1851.

CHARLES WILSON, *Maire*.

Echevins

E. R. Fabre,
Archd. Macfarlane,

Joseph Grenier,
J. B. Homier,

Patrick Lynch,
S. Benjamin.

Conseillers

Amable Prevost,
John Whitlaw,
Frs. Leclaire,
Archd. Hall, (4)
Edwin Atwater,

Ed. Lamarche,
D. McDonald,
O. Fréchette,
John Leeming,
H. H. Whitney.

Alex McCambridge,
Patrick Larkin,
J. R. Bronsdon,
A. Montreuil.

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1852.

CHARLES WILSON, *Maire*.

Echevins

Joseph Grenier,
François Leclaire,
John Whitlaw,

Edwin Atwater,
John Leeming,
H. H. Whitney,

J. B. Homier,
Patrick Lynch,
O. Fréchette.

Conseillers

Alex. McCambridge,
J. R. Bronsdon,
A. Montreuil,
Ed. Thompson,
Patrick Larkin,
Joseph Tiffin,

R. Trudeau,
M. Cuvillier,
Henry Starnes,
N. B. Corse,
Narcisse Valois,
Rollo Campbell,

Louis Marchand,
Petrus Labelle,
Lambert Bleau,
Austin Adams,
H. Goyette,
Thomas Mussen.

J. P. SEXTON, *Greffier*.

(1) Démissionnaire et fut remplacé par Olivier Fréchette, mai 1850.

(2) Démissionnaire et fut remplacé par L. H. Holton, mai 1850.

(3) Démissionnaire en janvier 1851.

(4) Démissionnaire et fut remplacé par Ed. Thompson, novembre 1851.

1853.

L'hon. CHARLES WILSON, *Maire*.

Echevins

Joseph Grenier,
John Whitlaw,
Edwin Atwater,

John Leeming,
H. H. Whitney,
R. Trudeau,

N. Valois,
P. Larkin.
Frs. Leclaire.

Conseillers .

Joseph Tiffin,
M. Cuvillier,
Henry Starnes,
N. B. Corse,
Rollo Campbell,
L. Marchand,

P. Labelle,
Lambert Bleau,
Austin Adams,
H. Goyette,
Thos. Mussen,
J. B. Homier,

Alex. McCambridge,
J. R. Bronsdon,
A. Montreuil,
Ed. Thompson,
C. J. Coursol,
Joseph Papin.

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1854.

WOLFRED NELSON, *Maire*.

Echevins

J. R. Bronsdon.
R. Trudeau,
Patrick Larkin,

H. H. Whitney,
Edwin Atwater,
Joseph Grenier,

John Whitlaw,
J. B. Homier,
Frs. Leclaire.

Conseillers

A. Hibbard,
Louis Ricard,
Thomas McGraith,
Henry Lyman,
J J. Day,
Lambert Bleau,

Rollo Campbell,
Narcisse Valois,
Joseph Papin,
C. J. Coursol,
Ed. Thompson,
A. Montreuil,

A. McCambridge,
Austin Adams,
P. Labelle,
Henry Starnes,
M. Cuvillier,
Jos. Tiffin,

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1855.

WOLFRED NELSON, *Maire*.

Echevins

Frs. Leclaire,
H. H. Whitney,
T. Trudeau,

J. B. Homier,
Henry Starnes,
A. McCambridge,

Edwin Atwater,
Narcisse Valois,
J. R. Bronsdon,

Conseillers

F. Lynch,
A. Montreuil,
Ed. Thompson,
C. J. Coursol,
Rollo Campbell,
Lambert Bleau,

J. J. Day,
Henry Lyman,
Thomas McGrath,
Louis Ricard,
Ashley Hibbard,
Austin Adams,

Ed. Masson,
George Browne,
M. P. Ryan,
Damase Masson,
Amable Jodoin,
C. E. Bell,

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1856.

HENRY STARNES, *Maire*.

Echevins

R. Trudeau,
Edwin Atwater,
Narcisse Valois,

Frs Leclaire,
A. McCambridge,
Rollo Campbell,

J. J. Day,
H. H. Whitney,
J. B. Homier,

Conseillers

Lambert Bleau,
Henry Lyman,
Thomas McGrath,
Louis Ricard,
A. Hibbard,
A. Adams,

George Browne,
M. P. Ryan,
D. Masson,
Amable Jodoin,
C. E. Belle,
Louis Marchand. (1)

W. A. Townsend,
Henry Bulmer,
F. Clarke,
Joseph Simard,
J. P. Rottot,
N. B. Corse, (2)

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1857.

HENRY STARNES, *Maire*.

Echevins

Edwin Atwater,
Frs. Leclaire,
J. B. Homier,

A. McCambridge,
J. J. Day,
L. Marchand,

George Browne,
D. Masson,
H. H. Whitney.

Conseillers

Austin Adams,
M. P. Ryan,
Amable Jodoin,
C. E. Belle,
W. A. Townsend, (3)
Henry Bulmer,

F. Clarke,
Jos. Simard,
J. P. Rottot,
N. B. Corse,
N. Valois,
Jacques Grenier,

Fred. Penn,
William Rodden,
J. R. Bronsdon,
André Auclaire,
J. H. Terroux,
Frs. Cusson,

J. P. SEXTON, *Greffier*.

(1) Elu à la place de Ed. Masson, démissionnaire.

(2) Remplaçant M. Starnes comme conseiller du quartier Ouest.

(3) Démissionnaire et fut remplacé par Daniel Gorrie, septembre 1857.

1858.

C. S. RODIER, *Maire*.*Echevins*

Frs. Leclaire,
A. McCambridge,
L. Marchand,

H. H. Whitney,
Henry Bulmer,
Frs. Clarke,

J. B. Homier,
N. B. Corse,
N. Valois,

Conseillers

Jos. Simard,
J. J. Day, (1)
J. P. Rottot,
Jacques Grenier,
Fred Penn,
William Rodden,

J. R. Bronsdon,
André Auclaire,
J. H. Teroux,
Frs. Cusson,
Daniel Gorrie,
Amable Jodoin

Aldice Bernard,
F. F. Mullins,
J. L. Leprohon,
A. N. Rennie,
John Smith,
J. B. Goyette,

J. P. SEXTON, *Greffier*.

1859.

C. S. RODIER, *Maire*.*Echevins*

Louis Marchand,
François Leclaire,
A. Jodoin,

N. Valois,
Edward Thompson,
N. B. Corse,

Henry Bulmer,
D. Gorrie,
A. McCambridge,

Conseillers

Jacques Grenier,
Frederick Penn,
William Rodden,
J. R. Bronsdon,
André Auclaire,
J. H. Teroux,

A. Bernard,
F. F. Mullins,
J. L. Leprohon,
Frs. Cusson,
A. N. Rennie,
John Smith,

J. B. Goyette,
Henry Lyman,
W. Bristow,
R. Bellemare,
François Contant,
Joseph Duhamel,

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*, nommé le 15 avril 1859.

1860.

C. S. RODIER, *Maire*.*Echevins*

L. Marchand,
N. B. Corse,
F. Leclaire,

A. McCambridge,
Henry Bulmer,
A. Jodoin,

D. Gorrie,
Edward Thompson,
J. L. Leprohon,

(1) Démissionna et fut remplacé par Ed. Thompson, avril 1858.

Conseillers

A. Bernard,
F. F. Mullins,
A. N. Rennie,
J. B. Goyette,
Henry Lyman,
R. Bellemare,

F. Contant,
Joseph Duhamel,
W. Bristow, (1)
Jacques Grenier,
John Smith (2)
Frederick Penn,

William Rodden,
François Cusson,
Thomas McCready,
G. L. Rolland,
J. B. Homier,
J. B. Brousseau.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1861.

C. S. RODIER, *Maire*.

Echevins

F. Leclaire,
D. Gorrie,
K. Bellemare,

A. McCambridge,
Edward Thompson,
Henry Lyman,

Henry Bulmer,
Jacques Grenier,
J. L. Beaudry.

Conseillers

F. Contant,
Joseph Duhamel,
Frederick Penn,
William Rodden,
François Cusson,
Thomas McCready,

G. L. Rolland,
J. B. Homier,
J. B. Brousseau,
Charles Tuggey,
J. B. Goyette,
J. R. Rolland,

G. B. Muir,
A. A. Stevenson,
Thomas McGrath,
D. McNevin,
George Bowie,
Ferdinand David.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1862.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

Echevins

Edward Thompson,
Jacques Grenier,
F. Leclaire,

Henry Bulmer,
D. Gorrie,
K. Bellemare,

Frederick Penn,
William Rodden,
J. B. Homier.

Conseillers

François Cusson,
Thomas McCready,
G. L. Rolland,
J. B. Brousseau,
J. B. Goyette,
J. B. Rolland,

G. B. Muir,
A. A. Stevenson,
Thomas McGrath,
Daniel McNevin,
George Bowie,
Ferdinand David,

Henry Lyman,
P. Donovan,
J. R. Bronsdon,
A. Martin,
Joseph Poupert,
F. Contant, (3)

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

(1) Fut déclaré inhabile à siéger par un jugement de cour, et fut remplacé par Charles Tuggey, mars 1860.

(2) Démissionna et fut remplacé par J. L. Beaudry, juin 1860.

(3) Remplaca J. L. Beaudry comme conseiller pour le quartier Saint-Jacques.

1863.

J. L. BEAUDRY, *Maire*.

Echevins

F. Leclaire,
H. Bulmer,
D. Gorrie,

R. Bellemare,
Jacques Grenier,
Fred. Penn,

W. Rodden,
H. Lyman,
F. Contant.

Conseillers

J. B. Goyette,
J. B. Rolland,
G. B. Muir,
A. A. Stevenson,
Thos McGrath,
Daniel McNevin,

George Bowie,
Ferd. David,
P. Donovan,
J. R. Bronsdon,
A. Martin,
Jos. Poupart,

Thos. McCready,
A. McGibbon,
B. Devlin,
A. E. Montmarquet,
E. Lamoureux,
L. Labelle.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1864.

J. L. BEAUDRY, *Maire*.

Echevins

F. Leclaire,
H. Bulmer,
D. Gorrie,

R. Bellemare,
Jacques Grenier,
Fred. Penn,

W. Rodden,
H. Lyman,
F. Contant.

Conseillers

P. Donovan,
J. R. Bronsdon,
A. Martin,
Jos. Poupart,
Thos. McCready,
A. McGibbon,

B. Devlin,
E. Lamoureux,
L. Labelle,
J. B. Goyette,
J. B. Rolland,
A. A. Stevenson,

D. McNevin,
Geo. Bowie,
Ferd. David,
T. S. Higginson,
J. W. McGauvran,
J. Ledue, (1)

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1865.

J. L. BEAUDRY, *Maire*.

Echevins

J. Grenier,
W. Rodden,
F. Contant,

D. Gorrie,
Ferd. David,
Geo. Bowie,

J. B. Rolland,
A. A. Stevenson,
Thos. McCready.

(1) Remplaça le conseiller Montmarquet, démissionnaire.

Conseillers

A. McGibbon,
B. Devlin,
E. Lamoureux,
L. Labelle,
J. B. Goyette,
D. McNevin,

T. S. Higginson,
J. W. McGauvran,
J. Leduc,
P. Donovan,
Jos. Poupart,
C. Archambault,

C. Alexander,
A. W. Ogilvie,
David Brown,
J. H. Isaacson,
F. Cassidy,
B. Bastien.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier.*

1866.

HENRY STARNES, *Maire.*

Echevins

F. Contant,
D. Grenier,
E. David.

Geo Bowie,
J. B. Rolland,
A. A. Stevenson,

W. Rodden, (1)
Thos McCready,
J. B. Goyette.

Conseillers

D. McNevin, (2)
T. S. Higginson,
J. W. McGauvran,
P. Donovan,
Jos. Poupart,
A. W. Ogilvie,

David Brown,
J. H. Isaacson,
F. Cassidy,
B. Bastien,
J. O. Mercier,
B. Devlin,

L. Labelle,
J. Leduc,
M. Lanctot,
A. Bernard,
J. E. Mullin, (3)
F. X. S-Charles.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier.*

1867.

HENRY STARNES, *Maire.*

Echevins

D. Gorrie,
W. Rodden,
Thos. McCready,

F. David,
N. Valois,
A. W. Ogilvie,

B. Devlin,
B. Bastien,
J. Poupart.

Conseillers

D. Brown,
J. H. Isaacson,
P. Cassidy,
J. O. Mercier,
J. Leclerc,
L. Labelle, (4)

M. Lanctot, (5)
A. Bernard,
F. X. St-Charles,
Chs. Alexander,
J. W. McGauvran,
W. Masterman,

R. Holand,
H. A. Nelson,
K. Taylor,
Jos. Doutre,
D. Munro,
P. Donovan, (6)

CHS. GLACKMEYER, *Greffier.*

(1) Elu échevin, 13 mars 1866.

(2) Démissionna le 18 juillet 1896 et fut remplacé par Wm. Masterman, 10 août 1866.

(3) Fut déclaré inhabile à siéger par ordre de la cour et fut remplacé par Chs. Alexander, 16 janvier 1867.

(4) Décédé décembre 1866, et remplacé par P. Jordan, 9 mars 1868.

(5) Déqualifié et Alexis Dubord fut déclaré élu par la cour, 10 juin 1867.

(6) Démissionna le 12 mars 1867 et fut remplacé par Jas. McShane, 30 avril 1867.

1868.

WILLIAM WORKMAN, *Maire*.*Echevins*

W. Rodden,
T. McCready,
F. David,

N. Valois,
B. Devlin,
Chas. Alexander,

A. Bernard,
P. Bastien,
D. Munro.

Conseillers

J. Leclaire,
F. X. St-Charles,
J. W. McGauvran,
W. Masterman,
R. Holland,
H. A. Nelson,

R. Taylor,
J. Doutre,
A. Dubord,
Jas. McShane,
T. Wilson,
Henry Lyman,

R. H. Stephens.
T. M. Thompson,
G. W. Stephens,
W. Henderson,
Jos. Simard,
P. Jordan.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1869.

WILLIAM WORKMAN, *Maire*.*Echevins*

F. David,
N. Valois,
B. Bastien,

D. Munro,
W. Rodden,
B. Devlin,

A. Bernard,
Chs. Alexander,
W. Masterman.

Conseillers

J. W. McGauvran,
H. A. Nelson,
R. Taylor,
J. Doutre,
J. McShane,
T. Wilson,

Henry Lyman,
R. H. Stephens,
J. M. Thompson,
Geo. W. Stephens,
W. Henderson,
Jos. Simard,

Joël Leduc,
F. X. St-Charles,
P. Jordan,
J. A. Plinguet,
W. F. Kay,
R. Holland. (1)

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1870.

WILLIAM WORKMAN, *Maire*.*Echevins*

B. Bastien,
W. Rodden,
B. Devlin,

A. Bernard,
Chs. Alexander,
Ferd. David,

W. Masterman,
Thos. Wilson,
Jos. Simard.

(1) Démissionna le 9 mars 1869 et remplacé par le conseiller Peter M. Christie le 7 avril 1869.

Conseillers

Jas. McShane,
Henry Lyman,
Romeo H Stephens,
R. M. Thompson,
Geo. W. Steuhens,
W. Henderson,

F. X. St-Charles,
P. Jordan,
J. A. Plinguet,
W. F. Kay,
J. W. McGauvran,
H. A. Nelson,

K. Taylor,
P. M. Christie,
L. Bétournay,
S. Rivard,
Chs. Desmarteau,
Joël Leduc.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1871.

CHAS. J. COURSOL, *Maire*.

Echevins

W. Rodden,
Aldis Bernard,
Chs. Alexander,

Ferd. David,
W. Masterman,
B. Bastien,

Thos. Wilson,
Jos. Simard,
R. Taylor.

Conseillers

Joël Leduc,
F. X. St-Charles,
P. Jordan,
J. A. Plinguet, (1)
W. F. Kay,
J. W. McGauvran,

H. A. Nelson,
P. M. Christie,
L. Bétournay,
S. Rivard,
Chs. Desmarteau,
James McShane,

Geo. W. Stephens,
Chs. Garth,
T. D. Hood,
J. E. Mullin,
L. O. Loranger,
W. Sache,

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1872.

CHAS. J. COURSOL, *Maire*.

Echevins

F. David,
W. Masterman,
B. Bastien,

T. Wilson,
Jos. Simard,
R. Taylor,

A. Bernard,
C. Alexander,
J. W. McGauvran.

Conseillers

H. A. Nelson,
P. M. Christie,
L. Bétournay, (2)
S. Rivard,
C. Desmarteau,
J. McShane,

Geo. W. Stephens,
Chs. Garth,
T. D. Hood,
J. E. Mullin,
L. O. Loranger,
W. F. Kay,

J. B. Rolland,
A. McCambridge,
W. Kennedy,
Jos. Brunet,
Jacques Grenier,
Daniel Munro.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

(1) Démissionna le 13 novembre 1871 et fut remplacé par J. B. Rolland, 11 décembre 1871.

(2) Démissionna le 19 novembre 1872 et fut remplacé par Amable Jodoin, fils, 9 décembre 1872.

1873.

FRANCIS CASSIDY, *Maire*. (1)*Echevins*

A. Bernard, (2)
B. Bastien,
Jos. Simard,

Chs. Alexander,
F. David,
R. Taylor,

Thos. Wilson,
J. W. McGauvran,
W. F. Kay,

Conseillers

Jas. McShane,
G. W. Stephens,
Chs. Garth,
T. D. Hood,
J. E. Mullin,
L. O. Loranger,

J. B. Rolland,
Alex. McCambridge,
W. Kennedy,
Jos. Brunet,
Jacques Grenier,
Daniel Munro,

H. A. Nelson,
S. Rivard,
C. Desmarteau,
Amable Jodoin,
Henry Thomas,
C. Bryson.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1874.

ALDIS BERNARD, *Maire*.*Echevins*

Chs. Alexander,
Ferd. David,
Robert Taylor,
J. W. McGauvran,
W. F. Kay,
J. B. Rolland,
A. C. McCambridge,
Wm. Kennedy,
Jos. Brunet,

Jacques Grenier,
Daniel Munro,
H. A. Nelson,
S. Rivard,
C. Desmarteau,
Amable Jodoin,
Henry Thomas,
Campbell Bryson,
Thos. Caverhill,

Benoit Bastien,
Thos. Wilson,
Jas. McShane,
Geo. W. Stephens,
Thos. D. Hood,
J. E. Mullin,
L. O. Loranger,
D. A. McCord,
J. W. Crevier.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1875.

WILLIAM H. HINGSTON, *Maire*.*Echevins*

Ferd. David,
Robert Taylor,
J. W. McGauvran,
H. A. Nelson,
S. Rivard,
C. Desmarteau,
A. Jodoin, (3)
Henry Thomas,
Campbell Bryson, (4)

A. Bastien, (5)
Thos. Wilson,
J. McShane,
J. W. Stephens,
T. D. Hood,
J. E. Mullin,
L. O. Loranger,
D. R. McCord,
J. W. Crevier,

A. McCambridge,
Jacques Grenier,
Jos. Brunet,
Jos. Duhamel,
Richard Holland,
Geo. Childs,
Thos. E. Foster,
J. C. McLaren,
Alfred Roy.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

(1) Décédé juin 1873 et remplacé par Aldis Bernard, 23 juin 1873.

(2) Choisi comme maire, 23 juin 1873, et remplacé par le conseiller Garth, 2 juillet 1873, et remplacé comme conseiller par Thomas Caverhill, le 21 juillet 1873.

(3) Démissionna le 26 août 1875, et fut remplacé par Zéphirin Chapleau, 13 septembre 1875.

(4) Démissionna le 4 novembre 1875, et fut remplacé par Wm. Clendenning, 15 novembre 1875.

(5) Démissionna le 11 octobre 1875, et fut remplacé par Olivier Robert, 3 novembre 1875, par Peter Donovan, 25 avril 1877.

1876.

WILLIAM H. HINGSTON, *Maire*.*Echevins*

H. A. Nelson,
Ferd. David,
Jacques Grenier,
S. Rivard,
J. W. McGauvran,
Jas. McShane,
Jos. Brunet,
Robert Taylor,
D. R. McCord,

Thos. Wilson,
Geo. W. Stephens,
T. D. Hood,
J. E. Mullin,
L. O. Loranger,
J. W. Crevier,
A. McCambridge,
Jos. Duhamel,
Richard Holland,

Geo. Childs,
Thos. E. Foster,
C. J. McLaren,
Alfred Roy,
O. Robert,
Z. Chapleau,
W. Clendinneng,
J. J. Arnton,
Henry Gauthier.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1877.

L'hon. J. L. BEAUDRY, *Maire*.*Echevins*

H. A. Nelson,
Geo. W. Stephens,
Jacques Grenier,
A. Rivard,
J. W. McGauvran, (1)
R. Holland,
Jos. Brunet, (2)
Jos. Duhamel,
D. R. McCord,

Ferd. David, (3)
Robert Taylor,
A. McCambridge,
Geo. Childs,
Thos. E. Foster, (4)
J. C. McLaren,
Alfred Roy, (5)
W. Clendinneng,
Henry Gauthier,

Nathan Mercer,
Thos. Wilson,
T. D. Hood,
J. E. Mullin,
O. Robert,
E. A. Gagnéux,
P. Kennedy,
M. Laurent,
Chs. Thibault.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1878.

L'hon. J. L. BEAUDRY, *Maire*.*Echevins*

H. A. Nelson,
Geo. W. Stephens, (6)
J. Grenier,
S. Rivard,
P. Donovan,
R. Holland,
E. A. Gagnéux,
Aug. Laberge, (7)
D. R. McCord,

Robert Taylor,
Wm. Clendinneng,
Henri Gauthier,
Nathan Mercer
Thos. Wilson,
T. D. Hood,
J. E. Mullin,
O. Robert
P. Kennedy,

M. Laurent,
Chs. Thibault,
C. Melançon,
Geo. Childs,
E. K. Greene,
P. P. Martin,
James McShane,
Chs. Hagar,
H. Jeannotte.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

(1) Démissionnaire le 6 avril 1877, remplacé par Peter Donovan, 25 avril 1877.
(2) Démissionnaire le 9 avril 1877, remplacé par Auguste Laberge, jr. le 25 avril 1877.
(3) Démissionnaire le 13 août 1877, remplacé par C. Melançon, 10 septembre 1877.
(4) Démissionnaire le 8 mai 1877, remplacé par E. K. Greene, 22 mai 1877.
(5) Démissionnaire le 6 avril 1877, remplacé par Edouard Chaussé, le 25 avril 1877.
(6) Démissionnaire le 12 août 1878, remplacé par Chs. S. Proctors, 9 septembre 1878.
(7) Déclaré inhabile à siéger par un ordre de la cour, 9 septembre 1878; remplacé par Emery Lavigne, 23 septembre 1878.

1879.

SEVERE RIVARD, *Maire*.*Echevins*

H. A. Nelson,
M. Laurent,
J. Grenier,
T. D. Hood,
P. Donovan,
Richard Holland
E. A. Généreux,
O. Robert,
Geo. Childs,

D. R. McCord,
Thos. Wilson,
J. E. Mullin,
P. Kennedy,
Chs. Thibault,
E. K. Greene,
P. P. Martin,
P. McShane,
Chs. Hagar,

H. Jeannotte
H. Gauthier,
Chs. D. Proctor,
E. Lavigne,
J. C. Watson,
F. E. Gilman
J. H. Mooney,
Arthur Dubuc,
Ls. Allard.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*

1880.

SEVERE RIVARD, *Maire*.*Echevins*

H. A. Nelson, (1)
M. Laurent,
Jacques Grenier,
Thos. D. Hood,
P. Donovan,
Rich. Holland,
E. A. Généreux (2)
O. Robert,
Louis Allard,

E. K. Greene,
P. P. Martin,
Jas. McShane,
Chs. Hagar,
H. Jeannotte,
Henri Gauthier,
E. Lavigne,
J. C. Watson,
F. E. Gilman,

J. H. Money.
Arthur Dubuc,
John Fairbairn,
Thos. Wilson,
David R. McCord,
Chs. D. Proctor,
Patrick Kennedy,
Chs. Thibault,
Jas. C. Wilson.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1881.

L'hon. J. L. BEAUDRY, *Maire*.*Echevins*

J. Grenier,
M. Laurent,
F. E. Gilman,
T. D. Hood,
P. Donovan,
Louis Allard,
J. C. Watson,
O. Robert,
J. H. Mooney,

Thos. Wilson,
Chs. D. Proctor,
Henri Gauthier.
Arthur Dubuc,
David R. McCord,
Patrick Kennedy,
Chs. Thibault, (3)
J. C. Wilson,
L. E. Beauchamp,

Jas. McShane, (4)
Chs. Hagar,
H. Jeannotte,
John Fairbairn.
Armand Prévost,
W. Farrell,
Geo. W. Stephens,
David Brown,
Aug. Laberge,

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

(1) Démissionna le 14 février 1881, remplacé par Geo. W. Stephens, 14 mars 1881.

(2) Démissionna le 14 février 1881, remplacé par L. E. Beauchamp, 21 juillet 1881.

(3) Démissionna le 13 février 1882.

(4) Déqualifié 13 mai 1881, remplacé par l'échevin Deuls Tansey, 31 mai 1881.

1882.

L'hon. J. L. BEAUDRY, *Maire*.*Echevins*

J. Grenier,
M. Laurent,
F. Kennedy,
J. D. Hood,
P. Donovan,
Aug. Laberge, (1)
H. Wilson,
O. Robert,
J. H. Mooney,

Thos. Wilson,
C. D. Proctor,
David. R. McCord,
Charles Hagar,
H. Jeannotte,
John Fairbairn,
Armand Prevost.
W. Farrell,
David Brown,

D. Tansey,
L. E. Beauchamp,
Arthur Dubuc,
H. B. Rainville,
A. A. Stevenson,
R. Holland,
C. Beausoleil,
J. W. Mount,
A. Roy.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1883.

L'hon. J. L. BEAUDRY, *Maire*.*Echevins*

J. Grenier,
M. Laurent,
H. Jeannotte,
F. D. Hood,
P. Donovan,
L. E. Beauchamp,
J. C. Wilson,
O. Robert,
J. H. Mooney, (2)

Thos. Wilson,
R. Holland,
Chs. Hagar,
John Fairbairn,
A. Prevost,
W. Farrell,
D. Brown,
D. Tansey,
A. Dubuc,

H. B. Rainville,
A. A. Stevenson,
C. Beausoleil,
J. W. Mount,
Chs Berger,
A. Roy,
E. A. Gagnéux,
W. D. Stroud,
Jas. McShane,

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

Les membres du nouveau quartier d'Hochelaga furent les échevins Préfontaine, J. D. Rolland, Jos Gauthier; assermentés le 21 décembre 1883.

1884.

L'hon. J. L. BEAUDRY, *Maire*.*Echevins*

J. Grenier,
M. Laurent,
H. Jeannotte,
T. D. Hood,
P. Donovan,
L. E. Beauchamp,
J. C. Wilson,
O. Robert,
J. H. Mooney,
Thos. Wilson, (3)

R. Holland,
A. Dubuc,
H. B. Rainville,
A. A. Stevenson,
C. Beausoleil,
J. W. Mount,
A. Roy,
E. A. Gagnéux,
W. D. Stroud,
James McShane,

R. Préfontaine,
J. D. Rolland,
J. Gauthier,
John Fairbairn,
A. Prévost, (4)
Wm. Farrell,
D. Tansey,
Chs. Berger,
J. S. Archibald,
H. R. Gray

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

(1) Décédé en octobre 1882, remplacé par Charles Berger, 13 novembre 1882.

(2) Démissionna le 18 février 1884.

(3) Démissionna le 2 février 1885.

(4) Démissionna le 9 février 1885.

1885.

H. BEAUGRAND, *Maire*.

Echevins

Jacques Grenier,
Michel Laurent,
H. Jeannotte,
T. D. Hood,
P. Donovan,
C. Beausoleil,
J. C. Wilson,
C. Robert,
H. R. Gray,
Arthur Dubuc,

R. Holland,
A. Roy.
E. A. Généreux.
W. D. Stroud,
James McShane,
J. D. Rolland,
J. Gauthier,
John Fairbairn,
W. Farrell.
D. Tansey. (1)

Chs. Berger,
J. S. Archibald,
J. H. Mooney,
H. B. Rainville,
R. Préfontaine,
A. A. Stevenson,
J. W. Mount,
Jérémie Perreault,
J. B. R. Dufresne,
Euclide Mathieu.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

Membres du nouveau quartier St-Jean-Baptiste, assermentés le 8 mars 1886: J. O. Villeneuve, John Lee et L. J. Lamontagne.

1886.

H. BEAUGRAND, *Maire*.

Echevins

Jacques Grenier,
M. Laurent,
H. Jeannotte,
A. A. Stevenson,
P. Donovan,
C. Beausoleil,
H. B. Rainville,
John Fairbairn,
H. R. Gray,
R. Holland,
R. Holland.

J. Gauthier,
W. Farrell,
Chs. Berger,
J. S. Archibald,
J. H. Mooney,
R. Préfontaine,
J. W. Mount,
Jérémie Perreault,
Euclide Mathieu,
M. Malone,
James McShane, (2)

J. D. Rolland,
J. B. R. Dufresne,
A. S. Hamelin,
Richard White,
Daniel Wilson,
W. Kennedy,
Jos. Brunet,
F. Martineau,
J. O. Villeneuve,
John Lee,
L. J. Lamontagne.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1887.

L'hon. J. J. C. ABBOTT, *Maire*.

Echevins

Jacques Grenier,
M. Laurent,
H. Jeannotte,
A. A. Stevenson,
P. Donovan,
C. Beausoleil,
H. B. Rainville,
Richard White,
J. W. Mount,
Arthur Dubuc,
R. Holland,

J. H. Mooney, (3)
R. Préfontaine,
Jérémie Perreault,
J. D. Rolland,
J. B. R. Dufresne,
A. S. Hamelin,
Daniel Wilson,
William Kennedy,
Jos. Brunet,
F. Martineau,
J. O. Villeneuve,

John Lee,
W. Farrell,
J. S. Archibald,
M. Malone,
James McBride,
W. H. Cunningham,
L. H. Boisseau,
J. O. Dupuis,
A. Rousseau, (4)
Vital Grenier,
Patrick Kennedy,

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

Le 8 août 1887, trois nouveaux membres pour le nouveau quartier St-Gabriel furent assermentés: les échevins A. W. Morris, D. Tansey et Olivier Girard.

(1) Déqualifié 2 novembre 1885, remplacé par M. Malone, 23 novembre 1885.

(2) Démissionna 14 mars 1877, remplacé par P. Kennedy, 28 mars 1887

(3) Démissionna 12 septembre, remplacé par James Griffin, 10 octobre 1887

(4) Déqualifié par un jugement de la cour, 16 octobre 1887, remplacé par Jos. Gauthier, 7 novembre 1887.

1888.

L'hon. J. J. C. ABBOTT, *Maire*.*Echevins*

Jacques Grenier, (1)
M. Laurent,
H. Jeannotte,
A. A. Stevenson,
J. S. Archibald,
M. Malone,
H. B. Rainville,
Richard White,
Alex. Germain, (2)
Art. Dubuc,
J. O. Villeneuve,
J. D. Rolland,

J. B. R. Dufresne,
A. S. Hamelin,
W. Farrell,
James McBride,
W. H. Cunningham,
L. H. Boisseau,
J. O. Dupuis, (3)
Vital Grenier,
Patrick Kennedy,
Denis Tansey,
Olivier Girard,
Jos. Gauthier, (4)

R. Préfontaine,
Jérémie Perreault,
A. W. Morris, (5)
Thos. Conroy,
Daniel Wilson,
William Kennedy,
Jos. Brunet,
F. Martineau,
W. Clendinneng,
James Griffin,
N. A. Hurteau,
J. C. Robert,

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1889.

JACQUES GRENIER, *Maire*.*Echevins*

J. D. Rolland,
R. Préfontaine,
H. Jeannotte,
A. A. Stevenson,
J. S. Archibald,
M. Malone,
H. B. Rainville,
Thomas Conroy,
A. S. Hamelin,
Geo. W. Stephens,
J. O. Villeneuve,
Arthur Dubuc,

W. Farrell,
James McBride,
W. H. Cunningham,
L. H. Boisseau,
Vital Grenier,
Denis Tansey,
Jérémie Perreault,
W. Clendinneng,
James Griffin,
N. A. Hurteau,
J. C. Robert,
W. Laurier,

A. Rousseau,
Edwin Thompson,
John Lee, (6)
J. B. R. Dufresne,
Daniel Wilson,
Wm. Kennedy,
Jos. Brunet,
F. Martineau,
Pat. Kennedy,
Jos. M. Dufresne,
J. R. Savignac,
Pierre Dubuc.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1890.

JACQUES GRENIER *Maire*.*Echevins*

J. D. Rolland,
R. Préfontaine,
H. Jeannotte,
A. A. Stevenson,
Thomas Conroy,
M. Malone,
H. B. Rainville,
Edwin Thompson,

A. S. Hamelin,
Geo. W. Stephens,
Daniel Wilson,
William Kennedy,
Jos. Brunet,
F. Martineau,
Patrick Kennedy,
J. R. Savignac,

Pierre Dubuc,
Alex. Germain,
W. Farrell,
James McBride,
J. O. Villeneuve,
Arthur Dubuc,
Jérémie Perreault,
W. Clendinneng.

(1) Démissionnaire 8 février 1889.

(2) Déqualifié 2 septembre 1888, remplacé par John Lee, 22 octobre 1888.

(3) Démissionnaire 21 mai 1888, remplacé par Médéric Laurier, 11 juin 1888.

(4) Déqualifié par la cour, remplacé par Antoine Rousseau, 11 juin 1888.

(5) Démissionnaire 9 juillet 1888, remplacé par Edwin Thompson, 13 août 1888.

(6) Election annulée 15 juin 1889, remplacé par Alex. Germain, 9 août 1889, par acclamation.

James Griffin,
N. A. Hurteau, (1)
J. C. Robert,
J. B. R. Dufresne,

W. H. Cunningham,
L. H. Boisseau,
Vital Grenier,
Denis Tansey,

J. M. Dufresne,
Hollis Shorey,
A. Lamarche,
Thomas Gauthier.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1891.

JAMES McSHANE, *Maire*.

Echevins

J. D. Rolland,
R. Préfontaine,
H. Jeannotte,
A. A. Stevenson,
Thos Conroy,
M. Malone, (2)
H. B. Rainville,
Edwin Thompson,
A. S. Hamelin,
Geo. W. Stephens,
J. O. Villeneuve,
J. B. R. Dufresne,

Daniel Wilson,
William Kennedy,
Jos. Brunet,
F. Martineau,
Patrick Kennedy,
J. R. Savignac,
Pierre Dubuc,
W. Farrell,
James McBride,
W. H. Cunningham,
L. H. Boisseau,
Vital Grenier,

Denis Tansey,
J. M. Dufresne,
Hollis Shorey,
A. Lamarche,
Thomas Gauthier,
W. Clendinneng,
N. A. Hurteau,
J. C. Robert,
J. Perreault,
James Griffin,
Arthur Dubuc,
Alex. Germain.

CHS. GLACKMEYER, *Greffier*.

1892.

JAMES McSHANE, *Maire*.

Echevins

J. D. Rolland,
R. Préfontaine,
H. Jeannotte,
A. A. Stevenson,
Thomas Conroy,
W. H. Cunningham,
H. B. Rainville,
Edwin Thompson,
N. A. Hurteau,
J. C. Robert,
J. Perreault,
James Griffin,

Arthur Dubuc,
M. F. Nolan,
J. O. Villeneuve,
P. Kennedy,
Alex. Germain,
Denis Tansey,
J. M. Dufresne,
W. Farrell,
James McBride,
L. H. Boisseau,
Vital Grenier,
A. Lamarche,

Thomas Gauthier,
W. Clendinneng,
D. Wilson,
J. Brunet,
J. R. Savignac,
P. Dubuc,
C. Beausoleil,
I. H. Stearns,
E. Dagenais,
L. G. A. Cressé,
E. James,
A. L. Hurtubise.

L. O. DAVID, *Greffier*.

1893.

L'hon. A. DESJARDINS, *Maire*.

Echevins

N. A. Hurteau,
R. Préfontaine,
H. Jeannotte,

A. A. Stevenson,
Thomas Conroy,
M. F. Nolan,

H. B. Rainville,
Edwin Thompson,
Alex. Germain,

(1) Déqualifié par un jugement de la cour supérieure, 13 janvier 1890, confirmé par la cour de révision, 17 mars 1890; réélu 8 avril 1890.

(2) Décéda 21 septembre 1891; remplacé par M. F. Nolan, 20 octobre 1891.

D. Tansey,
L. G. A. Cressé,
W. Clendinneng,
J. C. Robert,
J. Perreault,
James Griffin,
Arthur Dubuc,
J. O. Villeneuve,
P. Kennedy,

D. Wilson,
J. Brunet,
J. R. Savignac,
P. Dubuc,
C. Beausoleil,
I. H. Stearns,
E. Dagenais,
E. James,
A. L. Hurtubise,
L. O. DAVID, *Greffier*.

Wm. Farrell,
James McBride,
R. W. Smith,
G. Marsolais,
R. Costigan,
Geo. Reneault,
N. B. Desmarteau,
J. Bumbray,
P. Leclerc.

1894.

J. O. VILLENEUVE, *Maire*.

Echevins

N. A. Hurteau,
R. Préfontaine,
J. C. Robert,
A. A. Stevenson,
J. Brunet,
J. R. Savignac,
A. L. Hurtubise,
Wm Farrell,
R. Costigan,

M. F. Nolan,
G. Marsolais,
E. G. Penny,
C. Beausoleil,
F. X. Prénoveau,
H. Dupré,
H. B. Rainville,
P. Kennedy,
James McBride,
L. O. DAVID, *Greffier*.

R. W. Smith,
Geo. Reneault,
P. Leclerc,
P. Lyall,
T. A. Grothé,
L. A. Jacques,
R. Turner,
M. E. Lefebvre,

1895.

J. O. VILLENEUVE, *Maire*.

Echevins

N. A. Hurteau, (1)
R. Préfontaine,
J. C. Robert,
A. A. Stevenson,
R. Costigan,
M. F. Nolan,
G. Marsolais,
E. G. Penny,
C. Beausoleil,

F. X. Prénoveau,
H. Dupré,
H. B. Rainville,
P. Kennedy, (2)
J. Brunet,
J. R. Savignac,
A. L. Hurtubise,
Wm. Farrell,
James McBride,
L. O. DAVID, *Greffier*.

R. W. Smith,
Geo. Reneault,
P. Leclerc,
P. Lyall,
T. A. Grothé,
L. A. Jacques,
R. Turner,
M. E. Lefebvre,

1896.

R. WILSON SMITH, *Maire*.

Echevins

H. B. Rainville,
R. Préfontaine,
M. T. Lefebvre,
A. A. Stevenson,
R. Costigan,
L. A. Jacques,
G. Marsolais,
R. Prévost,
J. McBride,

B. Connaughton,
A. Dupuis, (3)
J. B. Wilson,
Jos. Brunet,
G. Reneault,
T. A. Grothé,
R. Turner,
E. G. Penny,
F. X. Prénoveau,

L. Ouimet, jr,
C. Beausoleil,
J. R. Savignac,
T. Kinsella,
T. Charpentier,
J. Harper,
H. Dupré,
A. W. Atwater, (4)

L. O. DAVID, *Greffier*.

(1) Décéda 9 novembre, remplacé par A. Dupuis, 26 novembre 1895.

(2) Décéda 1er juillet 1895, remplacé par B. Connaughton, 5 août 1895.

(3) Décéda 6 novembre 1896, remplacé par l'échevin Archambault, 27 novembre 1896.

(4) Démissionna 18 mai 1896, remplacé par l'échevin Sadler, 23 juin 1896.

1897.

R. WILSON SMITH, *Maire*.*Echevins*

H. B. Rainville,
R. Préfontaine,
M. T. Lefebvre, (1)
A. A. Stevenson,
R. Costigan,
L. A. Jacques,
Jos. Archambault,
E. G. Penny,
F. X. Prénoveau, jr,

T. Charpentier,
L. Ouimet, jr,
J. Brunet,
C. Beausoleil,
J. R. Savignac,
James McBride,
G. Marsolais,
Geo. Reneault,
T. A. Grothé,

R. Turner,
H. Dupré,
B. Connaughton,
T. Kinsella,
J. Harper,
J. B. Wilson,
G. W. Sadler,
R. Prévost, (2)

L. O. DAVID, *Greffier*.

1898.

R. PREFONTAINE, *Maire*.*Echevins*

H. B. Rainville,
Jos. Brunet,
G. Marsolais,
A. A. Stevenson,
H. Laporte,
L. A. Jacques,
F. X. Prénoveau,
H. B. Ames,
C. Beausoleil,

G. W. Sadler,
Jos. Archambault,
L. Ouimet, jr,
P. G. Martineau,
H. W. Lareau,
D. Gallery,
Jos. B. Clearihue,
H. A. Ekers,
P. E. Paquette,

James McBride,
R. Turner,
H. Dupré,
T. Kinsella,
A. Gagnon,
R. Dufresne,
Ed. Roy,
J. B. Wilson, (3)

L. O. DAVID, *Greffier*.

1899.

R. PREFONTAINE, *Maire*.*Echevins*

H. B. Rainville,
Jos. Brunet,
G. Marsolais,
A. A. Stevenson,
H. Laporte,
L. A. Jacques,
F. X. Prénoveau,
H. B. Ames,
C. Beausoleil,

H. W. Lareau,
James McBride,
R. Turner,
H. Dupré,
T. Kinsella,
G. W. Sadler,
Jos. Archambault,
L. Ouimet, jr,
P. G. Martineau,

D. Gallery,
Jos. B. Clearihue,
H. A. Ekers,
P. E. Paquette,
A. Gagnon,
R. Dufresne,
Ed. Roy,
P. Wilson,

L. O. DAVID, *Greffier*.

1900.

R. PREFONTAINE, *Maire*.*Echevins*

H. Laporte,
P. G. Martineau,
C. Lebeuf,

F. J. Hart,
J. B. Clearihue,
E. Chaussé,

H. B. Ames,
E. F. Larivière,
Arthur Gagnon,

(1) Démissionna 21 septembre 1897, remplacé par l'échevin P. G. Martineau.
(2) Démissionna 28 janvier 1897, remplacé par H. Laporte, 10 février 1897.
(3) Mourut le 14 avril 1898, remplacé par P. Wilson, le 26 avril 1898.

Jos. Brunet,
Jas. McBride,
L. A. Jacques,
R. Turner,
Geo. W. Sadler,
H. A. Ekers,
L. Ouimet, jr,
D. Gallery,
H. W. Lareau,

Ed. Roy,
P. Wilson,
L. Gouin, (1)
J. Lamarche,
C. F. Smith,
D. Tansey, jr,
O. Faucher,
V. Raby,
F. Robertson,

J. R. Savignac,
C. Robillard,
J. Lespérance,
J. Chevalier,
L. A. Lavallée,
J. Bumbray,
S. D. Vallières.

L. O. DAVID, *Greffier.*

1901.

R. PREFONTAINE, *Maire.*

Echevins

H. Laporte,
P. G. Martineau,
C. Lebeuf,
F. J. Hart,
J. B. Clearihue,
E. Chaussé,
H. B. Ames,
E. F. Larivière,
Arthur Gagnon,
Jos. Brunet,
Jas. McBride,
L. A. Jacques,

R. Turner,
Geo. W. Sadler,
J. Lamarche,
L. A. Lapointe,
C. F. Smith,
D. Gallery,
D. Tansey, jr,
O. Faucher,
V. Raby,
F. Robertson,
J. R. Savignac,
H. A. Ekers,

O. Ricard,
J. Lespérance,
C. Robillard,
J. Chevalier,
L. A. Lavallée,
P. Wilson,
J. Bumbray,
L. Ouimet, jr,
Ed. Roy,
S. D. Vallières.

L. O. DAVID, *Greffier.*

1902.

JAMES COCHRANE, *Maire.*

Echevins

H. Laporte,
S. D. Vallières,
C. Lebeuf,
F. Robertson,
J. B. Clearihue,
E. Chaussé,
H. B. Ames,
L. A. Lavallée,
J. D. Couture,
R. Turner,
Geo. W. Sadler,
L. Ouimet, jr,

H. A. Ekers,
P. G. Martineau,
D. Gallery,
P. Wilson,
E. F. Larivière,
C. Robillard,
J. Lespérance,
J. Bumbray,
J. Lamarche,
L. A. Lapointe,
O. Ricard,
C. B. Carter,

F. E. Nelson,
N. Lapointe,
M. J. Walsh,
F. Sauvageau,
I. H. Stearns,
L. Payette,
C. Lemay,
N. Giroux,
E. N. Hébert,
E. G. Dagenais,

L. O. DAVID, *Greffier.*

(1) Démissionnaire; remplacé par L. A. Lapointe, 23 novembre 1900.

1903.

JAMES COCHRANE, *Maire*.*Echevins*

H. Laporte,
S. D. Vallières,
N. Giroux,
F. Robertson,
J. B. Clearihue,
E. Chaussé,
H. B. Ames,
L. A. Lavallée,
J. D. Couture,
R. Turner,
Geo. W. Sadler,
L. Ouimet, jr,

H. A. Ekers,
P. G. Martineau,
D. Gaffery,
P. Wilson,
E. F. Larivière,
C. Robillard,
J. Lespérance,
J. Bumbray,
J. Lamarche, (1)
C. Lebeuf,
L. A. Lapointe,
O. Ricard,
L. O. DAVID, *Greffier*.

C. B. Carter,
F. E. Nelson,
N. Lapointe,
M. J. Walsh,
F. Sauvageau,
I. H. Stearns,
L. Payette,
C. Lemay,
E. N. Hébert,
E. G. Dagenais,

1904.

H. LAPORTE, *Maire*.*Echevins*

S. D. Vallières,
E. F. Larivière,
A. J. H. St-Denis,
F. Robertson,
J. B. Clearihue,
J. C. E. Levy,
E. G. Dagenais,
L. A. Lavallée,
C. Robillard,
R. Turner,
Geo. W. Sadler,
H. A. Ekers,

D. Gallery,
H. B. Ames,
P. Wilson,
E. Chaussé,
L. A. Lapointe,
J. Bumbray,
O. Ricard,
C. B. Carter,
M. J. Walsh,
F. E. Nelson,
F. Sauvageau,
N. Lapointe,

I. H. Stearns,
L. Payette,
C. Lemay,
J. D. Couture,
E. N. Hébert,
G. DeSerres,
T. Bastien,
J. T. Marchand,
N. Leclaire,
W. J. Proulx,
H. Paquin,
J. G. Duquette.

L. O. DAVID, *Greffier*.

1905.

H. LAPORTE, *Maire*.*Echevins*

S. D. Vallières,
E. F. Larivière,
A. J. H. St-Denis,
F. Robertson,
J. B. Clearihue,
J. C. E. Levy,
E. G. Dagenais,
L. A. Lavallée,
C. Robillard,
R. Turner,
Geo. W. Sadler,
H. A. Ekers,

D. Gallery,
H. B. Ames,
P. Wilson,
E. Chaussé,
L. A. Lapointe,
J. Bumbray,
O. Ricard,
C. B. Carter,
M. J. Walsh,
F. E. Nelson,
F. Sauvageau,
N. Lapointe,

I. H. Stearns,
L. Payette,
C. Lemay,
J. D. Couture,
E. N. Hébert, (2)
G. DeSerres,
T. Bastien,
J. T. Marchand,
N. Leclaire,
W. J. Proulx,
H. Paquin,
J. G. Duquette.

L. O. DAVID, *Greffier*.

(1) Déclaré inhabile à siéger par un jugement de la cour, 28 février 1903. J. C. E. Levy, élu le 30 mars 1903.

(2) Déqualifié par la cour, 4 mars 1905. E. Major, élu le 13 mars 1905.

1906.

H. A. ETERS. *Maire.**Echevins*

L. Payette,
E. F. Larivière,
W. J. Proulx,
H. B. Yates,
J. B. Clearihue,
J. C. E. Lévy,
E. Major,
E. G. Dagenais,
C. Robillard,
R. Turner,
Geo. W. Sadler,
J. Bumbray,
D. Gallery,
L. A. Lapointe,

L. A. Lavallée,
I. H. Stearns,
C. B. Carter, (1)
N. Leclaire,
G. DeSerres,
N. Lapointe,
J. G. Duquette,
N. Giroux,
H. Mercier,
T. O'Connell,
W. J. White,
J. Laviolette,
J. P. Gadbois,
Jas. Robinson.

Joseph Ward,
J. B. A. Martin,
J. H. Nault,
N. Séguin,
M. Martin,
A. A. Labrecque,
J. P. Marin,
V. Lévesque,
R. Houlié,
E. Guay,
O. David,
J. Roy,

L. O. DAVID, *Greffier.*

1907.

H. A. ETERS, *Maire.**Echevins*

L. Payette,
E. F. Larivière,
W. J. Proulx,
H. B. Yates,
J. B. Clearihue,
J. G. Duquette,
E. Major,
E. G. Dagenais,
C. Robillard,
A. A. Labrecque,
R. Turner,
Geo. W. Sadler,
J. Bumbray,
D. Gallery,

L. A. Lavallée,
L. A. Lapointe,
I. H. Stearns,
J. C. E. Lévy,
G. DeSerres,
N. Leclaire,
N. Lapointe,
N. Giroux,
H. Mercier,
T. O'Connell,
W. J. White,
J. Laviolette,
J. P. Gadbois,
J. Robinson,

J. Ward,
J. B. A. Martin,
J. H. Nault,
N. Séguin,
M. Martin,
J. P. Marin,
V. Lévesque,
R. Houlié,
E. Guay,
O. David,
J. Roy,
H. Markland Molson,

L. O. DAVID, *Greffier.*

1908.

L. PAYETTE, *Maire.**Echevins*

L. A. Lapointe,
E. F. Larivière,
W. J. Proulx,
H. B. Yates,
J. B. Clearihue,
J. C. E. Lévy,

M. Martin,
E. G. Dagenais,
C. Robillard,
J. J. E. Lespérance,
R. Turner,
Geo. W. Sadler,

J. Bumbray,
D. Gallery,
L. A. Lavallée,
I. H. Stearns,
N. Leclaire,
N. Lapointe,

N. Giroux,
H. Mercier,
T. O'Connell,
I. Laviolette,
J. P. Gadbois,
J. Robinson,
J. Ward,
J. B. A. Martin,

J. G. Duquete,
E. Major,
J. D. Couture,
J. H. Nault,
N. Séguin,
J. P. Marin,
V. Lévesque,
E. Guay,

O. David,
J. Roy,
W. E. Mount,
A. D. Fraser,
S. J. Carter,
J. B. Lamoureux,
A. E. Prud'homme,
J. P. McKenna,

L. O. DAVID, *Greffier.*

1909.

L. PAYETTE, *Maire.*

Echevins

L. A. Lapointe,
E. Larivière,
W. J. Proulx,
H. B. Yates,
J. B. Clearihue,
J. C. E. Levy, (1)
M. Martin,
E. G. Dagenais,
C. Robillard,
J. J. E. Lespérance,
R. Turner,
G. W. Sadler,
J. Bumbray,
D. Gallery,
L. A. Lavallée,

I. H. Stearns,
N. Lapointe,
N. Leclaire,
N. Giroux,
H. Mercier,
T. O'Connell,
J. D. Couture,
I. Laviolette,
J. P. Gadbois,
J. Robinson,
J. Ward,
J. B. A. Martin,
J. H. Nault,
N. Séguin,
J. P. Marin,

J. G. Duquette,
V. Lévesque,
E. Major,
E. Guay,
O. David,
J. Roy,
W. E. Mount, (2)
A. D. Fraser,
S. J. Carter,
J. B. Lamoureux,
A. E. Prud'homme,
J. McKenna,
C. Messier,
M. Labrecque.

L. O. DAVID, *Greffier.*

1910.

L'hon. J. J. E. GUERIN, *Maire.*

Echevins

L. A. Lapointe,
N. Lapointe,
N. Leclaire,
T. O'Connell,
J. Ward,
J. Robinson,
S. J. Carter,
J. B. Lamoureux,
A. E. Prud'homme,
J. Z. Resther, (3),
U. H. Dandurand,

L. H. Boyd,
J. A. E. Gauvin,
J. P. Roux,
A. N. Brodeur,
E. Dubeau,
J. H. Garceau,
P. Monahan,
E. D. Tétreau,
L. Clément,
O. Létourneau,
G. Mayrand,

N. Turcot,
G. Marcil,
M. Judge,
T. Bastien,
J. U. Emard,
E. Larivière,
E. Lussier,
A. S. Déguire,
J. N. Drummond,

L. O. DAVID, *Greffier.*

(1) Décédé le 25 juillet 1909. Remplacé par J. A. A. Brodeur.

(2) Décédé le 20 mars 1909. Remplacé par J. Z. Resther.

(3) Décédé le 24 novembre 1910. Remplacé par V. Morin.

1911.

L'hon. J. J. E. GUERIN, *Maire*.*Echevins*

L. A. Lapointe,
N. Lapointe,
N. Leclaire,
T. O'Connell,
J. Ward,
J. Robinson,
S. J. Carter,
J. B. Lamoureux,
A. E. Prud'homme,
U. H. Dandurand,
L. H. Boyd,

J. A. E. Gauvin,
J. P. Roux,
A. N. Brodeur,
L. A. Lavallée, (1)
J. H. Garceau,
P. Monahan,
E. D. Tétreau,
L. Clément,
O. Létourneau,
G. Mayrand,
N. Turcot,

G. Marcil,
N. E. McMahon, (2)
T. Bastien,
J. U. Emard,
E. Larivière,
E. Lussier,
A. S. Déguire,
J. N. Drummond,
V. Morin.

L. O. DAVID, *Greffier*.

1912.

L. A. LAVALLEE, *Maire*.*Echevins*

L. A. Lapointe,
N. Lapointe,
T. O'Connell,
J. Ward,
J. Robinson,
A. E. Prud'homme,
L. H. Boyd,
J. H. Garceau,
P. Monahan,
L. Clément,
E. D. Tétreau, (3)

O. Létourneau,
G. Mayrand,
J. U. Emard,
T. Bastien,
A. S. Déguire,
N. Turcot,
J. N. Drummond,
E. Larivière,
V. Morin,
M. Martin,
A. D. Fraser,

N. Séguin,
N. Giroux,
D. Stroud,
J. C. Poissant,
A. Blumenthal,
G. Vandelac,
D. Macdonald,
G. Ménard,
M. Judge,

L. O. DAVID, *Greffier*.

1913.

L. A. LAVALLEE, *Maire*.*Echevins*

L. A. Lapointe,
N. Lapointe,
T. O'Connell,
J. Ward,
J. Robinson,
A. E. Prud'homme,
L. H. Boyd,
J. H. Garceau,
P. Monahan,
L. Clément,
O. Létourneau,

G. Mayrand,
J. U. Emard,
T. Bastien,
A. S. Déguire,
N. Turcot,
J. N. Drummond,
E. Larivière,
V. Morin,
M. Martin,
A. D. Fraser,
N. Séguin,

N. Giroux,
D. Stroud,
J. C. Poissant,
A. Blumenthal,
G. Vandelac,
D. Macdonald,
G. Ménard,
M. Judge,
R. Houlié.

L. O. DAVID, *Greffier*.

(1) Elu le 28 mars 1911, en remplacement de E. Dubeau.

(2) Elu le 14 mars 1911, en remplacement de M. Judge.

(3) Démissionnaire le 31 octobre 1912. Remplacé par R. Houlié.

Fonctionnaires Municipaux

EN 1913

DEPARTEMENT DU GREFFIER DE LA CITE.

Hon. L.-O. David, greffier de la Cité; René Bauset et Jules Crépeau, sous-greffiers.

DEPARTEMENT EN LOI

Hon. Chs. Laurendeau, C. R., avocat en chef; J.-L. Archambault, C. R., avocat de la Cité; A.-W. Atwater, C. R., avocat consultant; P.-Oscar Lavallée, C. R., J.-H. Damphousse, J.-A. Jarry, W.-H. Butler et A. Saint-Pierre, avocats.

BUREAU DES RECLAMATIONS

P. Hudon, J.-F. Girard et F.-V. Lafond, estimateurs experts; J.-Eug. Senécal, commis.

DEPARTEMENT DU CONTROLEUR ET AUDITEUR

J. Pelletier, contrôleur et auditeur; S. Cazavan et G. Cartier, assistants.

BUREAU DES COMMISSAIRES

L.-N. Senécal, secrétaire général; O. LeMyre, secrétaire-adjoint; R. Lavallée, sous-secrétaire.

DEPARTEMENT DES ACHATS ET DES VENTES

H.-G. Stanton, agent général; R. Bolté, assistant, et inspecteur des salaires raisonnables.

DEPARTEMENT DU TRESORIER DE LA CITE

C. Arnoldi, trésorier de la Cité; P. Collins, assistant-trésorier de la Cité.

DEPARTEMENT DES ESTIMATEURS

J.-Hamilton Ferns, président; W.-G. Owens, R. Fitzgibbon, C.-N. Robillard, J.-H. Prénoveau, D.-P. Perrin, T.-A. Veary, J.-O.-E. Payette, J.-A. Landry, Thos.-C. Fleming, Adolphe Senécal, W. H. Chapman, Pierre Olivier et A.-E. Hulse, estimateurs.

DEPARTEMENT DES LICENCES

A. Bienvenu, surintendant.

ASSISTANCE MUNICIPALE

Albert Chevalier, directeur.

HOTEL-DE-VILLE

R. Drouin, surintendant des édifices municipaux.

IMPRESSIONS ET PAPETERIE

G. Faille, surintendant.

BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

F. Villeneuve, bibliothécaire.

DEPARTEMENT DE L'INGENIEUR EN CHEF

Georges Janin, ingénieur en chef et inspecteur de la Cité; Georges-R. MacLeod, assistant-ingénieur en chef (chemins de fer, ponts, etc.).

DEPARTEMENT DE LA VOIRIE

J.-R. Barlow, ingénieur surintendant.

DEPARTEMENT DE L'AQUEDUC

T.-W. Lesage, ingénieur surintendant.

DEPARTEMENT DES EGOUTS

Major Stuart Howard, ingénieur surintendant.

DEPARTEMENT DE L'INSPECTION DES BATIMENTS

A. Chaussé, inspecteur.

DEPARTEMENT DE POLICE

O. Campeau, chef.

DEPARTEMENT DE L'INCINERATION

E. Nantel, surintendant.

DEPARTEMENT DES INCENDIES

J. Tremblay, chef.

DEPARTEMENT DES ALARMES D'INCENDIE

J. Ferns, surintendant.

DEPARTEMENT DE L'ECLAIRAGE

Arthur Parent, surintendant.

DEPARTEMENT DES MARCHES

J.-E.-A. Biron, surintendant.

BUREAU D'HYGIENE

Dr Louis Laberge (1), médecin de la Cité (chef du bureau d'hygiène).

PARCS PUBLICS

E. Bernadet, surintendant; J. Henderson, surintendant du Parc Mont-Royal.

(1) Remplacé le 1er janvier 1914 par le Dr S. Boucher.

W. L. Angers.

Loi amendant la

Charte de la Cité de

Montréal

Sanctionnée le 19 février 1914

4 GEORGE V, CHAPITRE 73



QUÉBEC :

IMPRIME PAR LA CIE DE PUBLICATION LE "SOLEIL"

1914



Loi amendant la

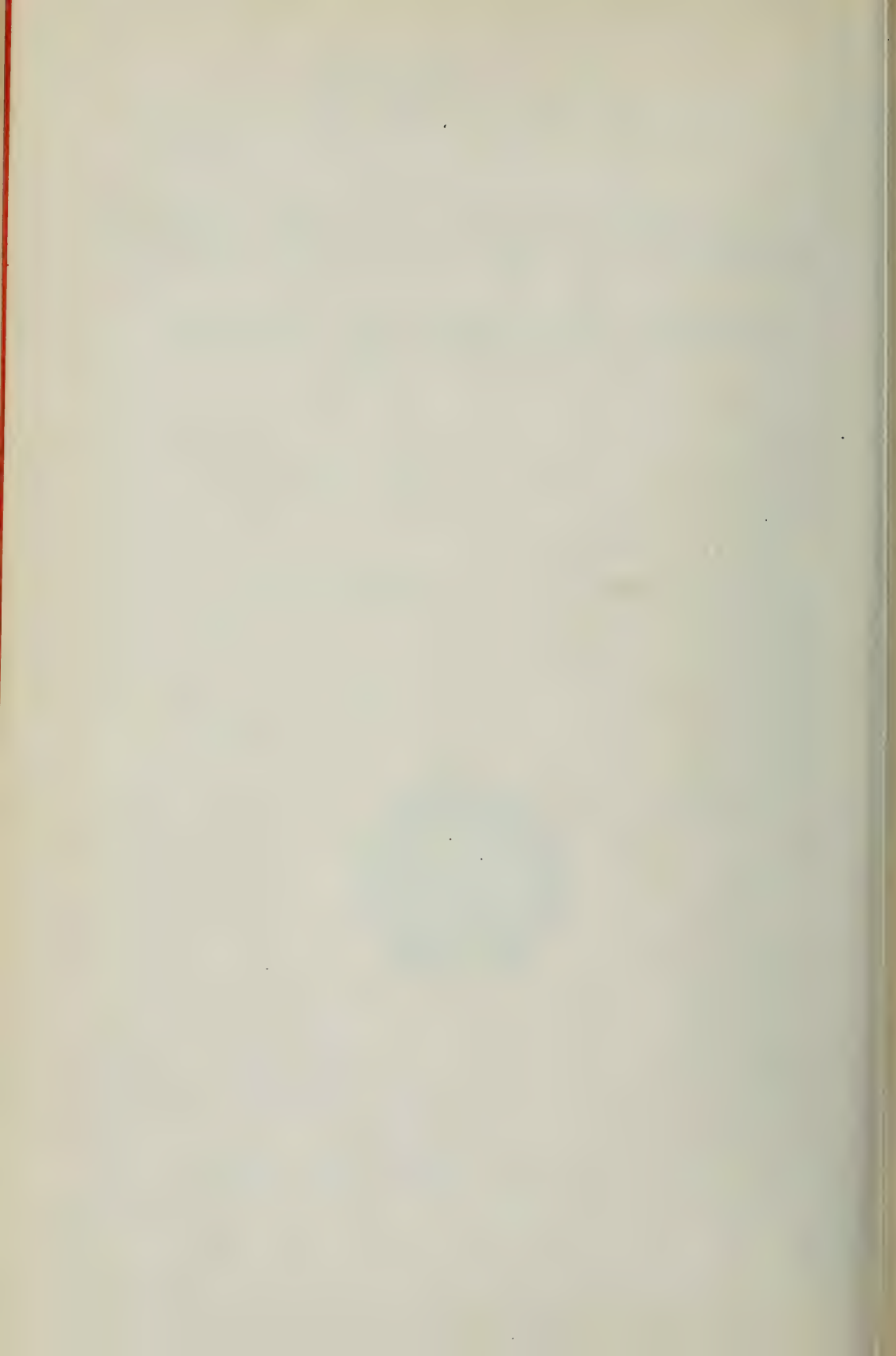
Charte de la Cité de **Montréal**

Sanctionnée le 19 février 1914

4 GEORGE V, CHAPITRE 73



QUÉBEC
IMPRIME PAR LA CIE DE PUBLICATION LE "SOLEIL"
1914



4 GEORGE V

CHAP. 73

Loi amendant la charte de la cité de Montréal

(Sanctionnée le 19 février 1914)

ATTENDU que la cité de Montréal a, par sa pétition, re-Préambule.
présenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui l'amendent, soient modifiées, et qu'il est à propos d'accéder à sa demande ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 1 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'a-62 V., c. 58.
mendu par les lois 63 Victoria, chapitre 49, section 1 ; 3 s. 1, am.
Edouard VII, chapitre 62, section 1, et 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 1, est de nouveau amendé en ajoutant, après le paragraphe (p), le suivant :

“(g). Les mots “rues privées ou ruelles privées” comprennent les rues et ruelles privées ouvertes ou non au public, et Rues privées,
etc.
comprennent aussi les rues ou ruelles projetées sur un plan du cadastre ou sur le plan général de la cité.”

2. L'article 5 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'a-Id., s. 5, am.
mendu par les lois 7 Edouard VII, chapitre 63, section 1 ; 8
Edouard VII, chapitre 85, section 1 ; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 1 ; 1 George V (1ère session), chapitre 48,

sections 1 et 3 ; 1 George V (2ième session), chapitre 60, section 2 ; 2 George V, chapitre 56, section 1, et 3 George V, chapitre 54, section 1, est de nouveau amendé en y ajoutant, à la fin du paragraphe *j*, le sous-paragraphe suivant :

Annexion
d'une partie
de St-Lau-
rent.

“ III. Est aussi annexée à la cité et fait partie du quartier Bordeaux, la partie de la paroisse Saint-Laurent comprenant les lots 633 et 634 des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse Saint-Laurent. Cette annexion est faite sans condition ”.

Id., s 21r, aj.

3. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 21*q*, tel qu'édicte par la loi 9 Edouard VII, chapitre 82, section 1, et remplacé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 16 :

Pouvoir de
tenir des en-
quêtes.

“ 21*r*. Dans toute affaire de sa juridiction, le bureau des commissaires peut tenir des enquêtes et interroger des témoins sous serment pour élucider des questions de faits et établir la vérité des représentations qui lui sont faites.

Assignations
des témoins.

Si les témoins ne consentent pas à comparaître, ils sont assignés par une résolution du bureau, dont copie leur est signifiée au moins douze heures, si l'assignation leur est donnée dans les limites de la cité, et, dans les autres cas, au moins un jour franc, avant celui fixé pour leur examen.

Délai.

Lorsque la distance excède cinquante milles, le délai est augmenté d'un jour à raison de chaque cinquante milles additionnels.

Preuve faite
par les té-
moins.

Un témoin peut être assigné soit pour déclarer ce qu'il connaît, soit pour produire quelque document qui se trouve en sa possession, soit pour ces deux objets à la fois.

Contenu de
la résolution
ordonnant
l'assignation.

La résolution du bureau ordonnant l'assignation d'un témoin doit indiquer le lieu, le jour et l'heure où ce témoin devra comparaître et contenir l'énumération des documents que ce témoin devra produire.

Signature de
la résolution.

La résolution du bureau doit être signée et la copie certifiée par le président.

Mode de la
signification.

La signification de cette assignation est faite par un huissier de la Cour supérieure conformément à l'article 128 du Code de procédure civile. Le président est autorisé à faire prêter serment aux témoins.

Pénalité con-
tre les té-
moins.

Le témoin ainsi assigné qui, sans raison suffisante, ne comparet pas aux jour, lieu et heure indiqués, ou refuse, après sa comparution, de prêter serment, ou de répondre aux questions qui lui sont posées, ou de produire des documents ou autres choses concernant l'enquête et qu'il a en sa possession, est passible d'une amende n'excédant pas quarante piastres recouvrable par et au nom de la cité, sur poursuite devant la Cour du recorder.

Cette amende appartient à la cité.

Les articles 313, 314, 319, 320, 322, 324, 325, 326, 327, Dispositions 331 et 332 du Code de procédure civile s'appliquent dans applicables. l'espèce.

Les dépositions des témoins peuvent être prises par écrit au moyen de la sténographie, par un sténographe officiel de la Cour supérieure, qui doit, sous son serment d'office, certifier la vérité et la fidélité de la transcription de ses notes, qui font alors foi de leur contenu. Dépositions
peuvent être
prises à la
sténogra-
phie.

Les témoins seront taxés comme dans une cause de la Cour supérieure. Taxation des
témoins.

4. L'article 37 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 9 Edouard VII, chapitre 81, section 3, est remplacé par le suivant : Id., s. 37,
remp.

“**37.** Quiconque, remplissant les fonctions de maire ou d'échevin, fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers ou devient insolvable, ou entre dans les ordres sacrés, ou devient ministre ou professeur de quelque secte religieuse, ou juge ou greffier d'une cour, ou membre du gouvernement fédéral ou provincial, ou devient, de quelque manière que ce soit, responsable des deniers de la cité, ou entre au service de la cité, ou est absent de la cité, ou n'assiste pas aux séances du conseil pendant plus de deux mois consécutifs, à moins que ce ne soit pour cause de maladie ou avec la permission du conseil, ou devient directement ou indirectement partie ou caution à un contrat ou marché avec la cité pour l'exécution de quelque travail ou devoir, ou pour fourniture à lui livrer, ou a un intérêt direct ou indirect dans un tel contrat ou marché, ou en retire quelque profit ou avantage, ou est avocat pour le réclamant ou pour le poursuivant dans une poursuite, procédure ou instance où la cité est partie, ou est membre d'une société qui agit comme avocat, ou dont l'un des membres agit comme avocat, comme susdit, ou est déclaré coupable de manœuvres corruptrices et frauduleuses dans les élections municipales, suivant les dispositions de la présente charte et de ses amendements, devient par là même immédiatement, dans chacun de ces cas, déchu de sa charge de maire ou d'échevin, suivant le cas.” Causes qui
rendent in-
habile.

5. L'article 65 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant : Id., s. 65,
remp.

“**65.** Cet avis doit spécifier ce qui donne le cens électoral à l'électeur que l'on veut faire ajouter, et les causes d'incapacité de ceux dont on veut faire rayer les noms, et doit être, à la diligence du requérant, le ou avant le 17 décembre, signifié, par lettre chargée, à l'adresse mentionnée sur la liste, à tout électeur dont on veut faire rayer le nom.” Contenu et
signification
de l'avis.

Id., s. 125,
rempl.

6. L'article 125 de la loi 32 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 27, est de nouveau remplacé par le suivant :

Comparti-
ments dans
la salle de
votation.

“ **125.** Un ou deux compartiments doivent être ménagés dans la salle de votation, et installés de manière que chaque votant soit soustrait à la vue, et puisse marquer son bulletin de vote sans interruption ou intervention de la part de qui que ce soit.

Ouverture
du bureau de
votation.

Chaque sous-officier-rapporteur doit ouvrir le bureau de votation qui lui est assigné à neuf heures du matin et doit le tenir ouvert jusqu'à huit heures du soir.

Réception
des votes.

Il doit recevoir, pendant ce temps, en la manière ci-après prescrite, tous les votes des électeurs qui ont droit de voter à ce bureau et qui demandent à le faire”.

Id., s. 163,
rempl.

7. L'article 163 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 28, est de nouveau remplacé par le suivant :

Fermeture
du bureau
de votation.

“ **163.** A huit heures du soir le bureau est fermé et la votation est close : il en est fait une entrée au cahier de votation”.

Id., s. 300,
am.

8. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 63 Victoria, chapitre 49, sections 7 et 8 ; 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 22 et 23 ; 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 6 et 7 ; 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 10 et 11 ; 8 Edouard VII, chapitre 85, section 15 ; 9 Edouard VII, chapitre 81, sections 7, 8 et 9 ; 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 29 ; 1 George V (2ème session), chapitre 60, sections 10 et 11 ; 2 George V, chapitre 56, sections 11 et 12 ; et 3 George V, chapitre 54, section 8, est de nouveau amendé :

a. En remplaçant le paragraphe 27 par le suivant :

Marchands
de bric-à-
brac, etc.

“ 27. Pour octroyer des permis et imposer des règlements aux commissaires priseurs, prêteurs sur gages, marchands d'effets d'occasion et marchands de bric-à-brac, et pour obliger toutes ces personnes de tenir des registres de leurs opérations et d'en rendre compte, et de communiquer lesdits registres à tout constable qui en fera la demande, et d'en délivrer tous les jours, au poste de police le plus rapproché, un extrait lisible et exact indiquant les achats, échanges et ventes opérés par lesdites personnes le jour précédent, et pour obliger ces personnes à garder en leur possession pendant au moins quinze jours, à compter de la date de l'achat, les objets ainsi achetés par elles.” ;

b. En y ajoutant, après le paragraphe 141, les paragraphes suivants :

" 142. Pour obliger tout propriétaire de bâtiment actuellement érigé ou qui sera érigé à l'avenir, où l'on se sert de gaz pour des fins d'éclairage ou pour d'autres fins, à poser un robinet d'arrêt sur le tuyau à gaz principal de même dimension que ce tuyau, à l'intérieur dudit bâtiment, dans un endroit convenable et facile d'accès et aussi près que possible du mur où ce tuyau pénètre dans le bâtiment. Robinet d'arrêt sur les tuyaux à gaz.

" 143. Pour obliger les propriétaires, occupants, possesseurs ou locataires de tout bâtiment existant actuellement, où l'on se sert de l'électricité pour l'éclairage ou comme pouvoir moteur, à disposer, dans le délai qu'elle fixera, à l'intérieur de ce bâtiment, les fils électriques de façon à pouvoir les relier aux fils des conduits souterrains, et imposer, pour la violation de ce règlement, les peines prévues par la charte. Le défaut de se conformer à ce règlement dans le délai fixé constituera, pour chaque jour de retard, une offense séparée. Raccordement des fils électriques.

" 144. Pour prohiber la construction des maisons d'habitation sur les ruelles." Maisons d'habitation.

9. L'article 307*a* de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 4 Edouard VII, chapitre 49, section 9, est remplacé par le suivant : Id., s. 307*a*, est rempl.

" **307*a*.** Si l'infraction à un règlement se continue, le contrevenant est passible de l'amende et de la pénalité édictées par ce règlement pour chaque jour durant lequel l'infraction se continue." Infractions continues aux règlements.

10. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 336, tel que remplacé par la loi 2 George V, chapitre 56, section 16 : Id., s. 336*a*, 2*a*.

" **336*a*.** La cité a aussi le pouvoir de faire, sur toute autre matière de sa juridiction, des contrats ou marchés d'une durée excédant un an et entraînant une dépense qui doit être imputée sur les revenus, pourvu que ces contrats ou marchés soient autorisés par le conseil sur recommandation du bureau des commissaires. Les dépenses annuelles que ces contrats ou marchés entraîneront devront être portées chaque année au budget annuel et au budget supplémentaire, s'il y a lieu." Pouvoir de faire certains contrats, etc.

11. La version anglaise de l'article 338 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 8 Edouard VII, chapitre 85, section 22, et remplacé par les lois 9 Edouard VII, chapitre 81, section 13, et I George V (1ère session), chapitre 48, section 35, est amendé en y insérant après les mots : " be declared ", dans la huitième ligne, les mots : " disqualified to sit as a member of the council or as a commissioner." Id., s. 338, v. a. am.

Id., s. 344a,
remp.

12. L'article 344a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 1 George V (2e session), chapitre 60, section 16, est remplacé par le suivant :

Affectation
des fonds pré-
levés en ver-
tu de la sec-
tion 343, à
certaines
fins.

“ **344a.** Les fonds prélevés en vertu de l'article 343 peuvent également être affectés à l'ameublement premier des édifices publics, au nivellement premier des rues et des voies publiques, au premier achat de chevaux et d'appareils pour les nouveaux postes de pompiers, à l'achat de matériel, machineries et outillage requis pour l'exécution de travaux municipaux permanents, et au paiement du coût de l'établissement d'un système complet et moderne d'avertisseurs pour les besoins des départements de la police et de l'incendie.

Affectation
d'une partie
de ce fond à
la Com. mé-
tropolitaine
des parcs.

La cité est en outre autorisée à prendre sur ces fonds les sommes nécessaires et à les remettre à la Commission métropolitaine des parcs pour permettre à cette dernière de faire un plan général des rues, parcs, squares, promenades, boulevards et terrains de jeux que ladite commission jugera à propos de recommander d'établir dans l'île de Montréal.”

Id., s. 344c,
aj.

13. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 344b, tel qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 14 :

Améliora-
tions faites
par la Com.
métropoli-
taine des
parcs.

“ **344c.** La cité est autorisée à payer à la Commission métropolitaine des parcs, et à prendre les sommes nécessaires à cette fin sur les emprunts autorisés par l'article 343 de la charte, sa part du coût des améliorations qui seront faites par cette dernière en exécution du plan général des rues, parcs, squares, promenades, boulevards et terrains de jeux, qu'elle est autorisée à faire, pourvu que les autres corporations municipales intéressées dans l'amélioration exécutée paient aussi leur part et remboursent en même temps à la cité leur part du coût de la partie dudit plan général couvrant cette amélioration.”

Id., s. 351b,
remp.

14. L'article 351b de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 15, amendé par la loi 8 Edouard VII, chapitre 85, section 17, remplacé par les lois 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 38, et 1 George V (2ième session), chapitre 60, section 18, est de nouveau remplacé par le suivant :

Emprunts
de certaines
sommes, au-
torisés.

“ **351b.** La cité est autorisée à emprunter de temps à autre, les sommes d'argent dont elle aura besoin pour pourvoir aux dépenses courantes en anticipation du revenu ordinaire ainsi qu'à la quote-part des propriétaires dans les cas d'expropriation, de construction de trottoirs et d'égouts, et d'autres travaux permanents jusqu'à ce que les répartitions imposées pour ces fins aient été perçues.

Les pertes résultant de la non-perception des répartitions spéciales sont comblées à même le revenu ou à même le fonds général d'emprunt ou autres sommes à la disposition de la cité. Comblément des pertes subies.

Les emprunts prévus par cet article peuvent être effectués par émission de bons, débentures ou rentes inscrites, signés par le maire et le trésorier de la cité, et les règlements autorisant ces emprunts porteront un certificat du contrôleur de la cité, indiquant l'objet de ces emprunts. Emission de bons, etc.

Ces emprunts ne font pas partie du pouvoir général d'emprunt que la cité possède en vertu de l'article 343 de la charte. Pouvoir général d'emprunt non affecté.

15. L'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 37 et 38; 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 13 et 14; 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 21 et 22; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 16; 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 19; 2 George V, chapitre 56, section 20; et 3 George V, chapitre 54, section 17, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant : Id., s. 364, am.

“1. Une taxe spéciale n'excédant pas deux cents piastres sur les encanteurs et quarante piastres sur les commis encanteurs; le mot “encanteur” comprenant non-seulement celui qui vend à l'encan au plus offrant, mais aussi celui qui met une chose à l'enchère à un prix qu'il fixe et qui diminue ce prix jusqu'à ce que quelqu'un l'accepte.” Encanteurs.

16. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 372 : Id., s. 372a, aj.

“**372a.** Les taxes municipales générales ou spéciales, imposées sur un immeuble peuvent être réclamées aussi bien de l'occupant ou autre possesseur de ce terrain que du propriétaire. de même que de tout acquéreur subséquent de cet immeuble, lors même que tel occupant, possesseur, acquéreur ou propriétaire, n'est pas inscrit sur le rôle imposant ces taxes. De qui peuvent être réclamées les taxes.”

Celui qui, n'étant pas propriétaire, paie lesdites taxes, est subrogé de plein droit aux droits et privilèges de ladite cité, et peut recouvrer du propriétaire le montant des taxes qu'il a ainsi payées. Subrogation des recours.

17. L'article 419 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant : Id., s. 419, remp.

“**419.** La cité peut ouvrir, élargir et prolonger toute rue, ruelle, voie ou place publique suivant tous plans préparés ou qui seront préparés par les ingénieurs de la cité et approuvés Ouverture des rues, etc.”

par le bureau des commissaires et par le conseil sans que ces plans fassent partie du plan général de la cité.

Plans. Lorsqu'il s'agira d'incorporer ces plans dans le plan général de la cité, il ne sera pas nécessaire d'obtenir l'autorisation du conseil requise par l'article 415 de cette charte."

Id., s. 420a, ab. **18.** L'article 420a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 31, est abrogé.

Id., s. 420a, aj. **19.** L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 420 :

Largeur des rues. **"420a.** Nonobstant l'article 5888 des Statuts refondus, 1909, la cité de Montréal peut, avec la permission du lieutenant-gouverneur en conseil, dans des cas spéciaux et exceptionnels, ouvrir des rues ayant moins de soixante et six pieds de largeur".

Id., s. 440, remp. **20.** L'article 440 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant :

Dépôt de l'indemnité. **"440.** Dans les soixante jours qui suivent l'homologation du rapport des commissaires, la cité dépose entre les mains du protonotaire le montant, sans intérêt, de l'indemnité fixée par le rapport des commissaires pour les immeubles ou droits acquis par cette expropriation ; et dès lors la cité est immédiatement saisie de la propriété de ces immeubles ou droits et peut en prendre possession sans autres formalités, et le recours de toute personne ayant des droits quelconques à, dans ou sur ces immeubles est converti en un recours sur le montant de l'indemnité accordée.

Prise de possession. Si la partie expropriée ou toute autre personne s'oppose à la prise de possession par la cité, cette dernière peut, par simple requête présentée à un juge de la Cour supérieure, après avis de trois jours à la partie intéressée, obtenir un mandat adressé au shérif lui enjoignant de l'expulser et de mettre la cité en possession. Les frais de cette procédure sont laissés à la discrétion du juge."

Id., s. 441, remp. **21.** L'article 441 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant :

Contenu de la sentence arbitrale, etc. **"441.** Dans toute expropriation le rapport ou la sentence arbitrale fixant l'indemnité devra contenir la description de l'immeuble exproprié, de la manière requise par l'article 2168 du Code civil. L'enregistrement d'une copie ou d'un extrait de ce rapport ou de cette sentence arbitrale, certifiée par le greffier de la cité, accompagnée du reçu du protonotaire dans le cas où l'indemnité a été déposée entre ses mains, ou d'une

quittance lorsque l'indemnité a été payée à la partie expropriée, sera suffisant pour toute fin quelconque, sans que la cité soit obligée de faire enregistrer d'autre titre de propriété. Le registrateur de toute division d'enregistrement devra accepter ces documents et les enregistrer."

22. L'article 442a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel *Id.*, s. 442a, qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 36, ab. est abrogé.

23. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, *Id.*, s. 443a, chapitre 58, après l'article 443 : *aj.*

" **443a.** Les corporations ou personnes qui, en vertu de l'article précédent, ont le pouvoir de vendre et transporter à la cité quelque immeuble ont aussi le pouvoir de céder à la cité gratuitement, avec ou sans condition, telle portion de cet immeuble qu'elles jugeront convenable pour servir de rue, de ruelle, de parc ou pour autre fin municipale. *Cession de certains immeubles pour servir de rue, etc.*

Les cessions faites à la cité jusqu'à ce jour pour les fins indiquées dans l'alinéa ci-dessus, sont déclarées valides et légales". *Validité de certaines cessions.*

24. L'article 450 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel *Id.*, s. 450, qu'amendé par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 37, *rempl.* et remplacé par la loi 3 George V, chapitre 54, section 25, est de nouveau remplacé par le suivant :

" **450.** Les sommes à être réparties entre les propriétaires pour payer le coût d'une expropriation, de la construction d'un égout, d'un trottoir ou autre amélioration ou travaux permanents, le seront au moyen d'un rôle préparé par l'inspecteur de la cité, ou par tout autre officier nommé par le bureau des commissaires. *Rôle préparé par l'inspecteur.*

Cette répartition se fera entre les propriétaires en proportion de l'étendue du front ou de la profondeur, suivant le cas, de leurs propriétés, telle que portée au rôle d'évaluation. *Répartition du coût.*

L'inspecteur de la cité ou l'officier nommé par le bureau des commissaires, suivant le cas, donne avis public du dépôt du rôle et fixe le jour où les contribuables tenus au paiement de la contribution peuvent soumettre leurs objections avant que le rôle soit complété et mis en vigueur. Cet avis est publié durant l'espace de deux jours dans un journal français et dans un journal anglais publiés dans la cité, pourvu qu'il s'écoule un délai de huit jours entre la dernière publication et le jour fixé pour l'examen du rôle, et durant ce délai les contribuables peuvent faire l'examen du rôle. *Avis du dépôt du rôle.*

L'inspecteur de la cité ou l'officier nommé par le bureau des commissaires, suivant le cas, entend et juge sommaire- *Décision de l'inspecteur.*

ment toutes les objections qui peuvent être faites, et il n'y a pas d'appel de sa décision. Le rôle est alors signé par ledit inspecteur ou officier et est par le fait en vigueur.

Recouvrement de la répartition.

Le montant dû en vertu de cette répartition est recouvrable de la même manière que les autres taxes et contributions foncières."

Id., s. 454, ab.

25. L'article 454 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 7 Edouard VII, chapitre 63, section 39, 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 24, et 3 George V, chapitre 54, section 28, est abrogé.

Id., s. 455, remp.

26. L'article 455 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 25, et remplacé par la loi 3 George V, chapitre 54, section 29, est remplacé par le suivant :

Répartition du coût des pavages permanents, etc.

"455. La cité peut, par résolution du bureau des commissaires approuvée par la majorité de tous les membres du conseil, mettre à la charge des propriétaires tout ou partie du coût des pavages permanents, ou qu'elle déclarera tels, qui seront faits ou refaits à l'avenir. À cette fin, elle pourra, par cette résolution, imposer une taxe spéciale sur chaque immeuble en face duquel un pavage sera fait ou refait, soit à raison d'un prix uniforme par verge carrée de pavage contenue dans la moitié de la largeur de la rue en front de cet immeuble, soit à raison d'une somme fixe uniforme par pied de front. Cette taxe sera imposée et répartie au moyen d'un rôle préparé suivant la procédure indiquée dans l'article 450, et les articles 456, 457a et 460 s'appliqueront à ces rôles. Ou elle pourra, par une résolution passée de la même manière, imposer annuellement une taxe spéciale sur tous les immeubles situés dans la cité, basée sur l'évaluation desdits immeubles telle que portée au rôle d'évaluation. Cette taxe sera portée au rôle général annuel de contributions foncières".

Imputation du coût de certains pavages.

27. Le coût des pavages permanents qui ont été faits ou refaits depuis le 14 mars 1911, et qui ont été chargés aux propriétaires, sera imputé sur les fonds d'emprunt actuellement disponibles ou qui seront disponibles durant le prochain exercice, et la cité est tenue de rembourser sans intérêt aux propriétaires tout ce qu'ils ont payé.

Id., s. 456, remp.

28. L'article 456 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 41, est de nouveau remplacé par le suivant :

“ 456. Le bureau des commissaires peut, par résolution, décréter qu'une contribution foncière imposée pour payer le coût d'une expropriation, de la construction de trottoirs, pavages, drains ou égouts, peut être payée par versements annuels durant une période de temps n'excédant pas dix ans, avec intérêt de cinq pour cent sur toute balance restant non payée ; et, dans ce cas, les privilèges et droits hypothécaires de la cité sont conservés sur les immeubles sujets au paiement de cette contribution foncière jusqu'à ce que les propriétaires aient payé en entier leur part de contribution.

Mode de paiement de la construction de trottoirs, etc.

Cette disposition s'applique aussi à toutes les expropriations spécialement autorisées ou ordonnées par la loi.”

Application de cet article.

29. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 457 :

Id., s. 457a, aj.

“ 457a. Sans préjudice des dispositions de l'article 457, mais sujet aux dispositions des articles 459 et 460, le bureau des commissaires peut, par résolution, annuler tout rôle spécial ou général de contribution foncière ou de répartition entaché d'illégalité, et ordonner qu'un nouveau rôle soit préparé pour remplacer celui qui a été annulé.”

Annulation de certains rôles de contribution.

30. L'article 460 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant :

Id., s. 460, remp.

“ 460. Chaque fois qu'un rôle de contribution ou de répartition a été annulé et mis de côté, les paiements faits en vertu de ce rôle ne sont pas pour cela invalidés mais ces paiements, en y ajoutant l'intérêt, sont appliqués à éteindre les montants fixés par le nouveau rôle de contribution ou de répartition, avec cette restriction que les contribuables doivent rembourser tout déficit ou recevoir tout surplus qui peut éventuellement exister comme différence entre l'ancien et le nouveau rôle de contribution ou de répartition.

Paiement en vertu des rôles de contribution.

La présente disposition s'applique tant aux rôles déjà faits qu'à ceux qui pourront l'être par la suite.”

Application de cet article.

31. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 464 :

Id., s. 464a, aj.

“ 464a. Pour les fins de son aqueduc, la cité a le pouvoir de prendre possession, quand elle le jugera à propos, de tous terrains quelconques vacants ou bâtis avant même de les avoir acquis, en donnant aux propriétaires de ces terrains un avis préalable par écrit de huit jours, mais elle devra procéder à acquérir ces terrains avec toute la diligence voulue. Si la cité ne commence pas l'expropriation des terrains dont elle aura ainsi pris possession dans les soixante

Prise de possession de terrains pour les fins de l'aqueduc.

jours qui suivront l'expiration dudit délai de huit jours, elle pourra y être contrainte par *mandamus*.

Intérêt sur
l'indemnité
accordée.

Dans tous les cas, elle devra payer à ces propriétaires l'intérêt sur l'indemnité qui sera accordée à compter du jour de la prise de possession ”.

Id., s. 532,
remp.

32. L'article 532 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 43, est remplacé par le suivant :

Institution
d'enquêtes,
etc.

“ **532.** Si, dans les affaires soumises au conseil, il est nécessaire, dans l'intérêt de la cité, de faire élucider des questions de fait par des témoins interrogés sous serment, ou s'il devient également nécessaire, dans l'intérêt de la cité, d'instituer des enquêtes pour établir des représentations au conseil, concernant des matières de son ressort, ledit conseil peut nommer une commission pour faire cette enquête et, à cette fin, interroger des témoins sous serment. Si les témoins ne consentent pas à comparaître, ils sont assignés par une résolution de la commission, dont copie leur est signifiée au moins douze heures, si l'assignation leur est donnée dans les limites de la cité et, dans les autres cas, au moins un jour franc, avant celui fixé pour leur examen.

Délai.

Lorsque la distance excède cinquante milles, le délai est augmenté d'un jour à raison de chaque cinquante milles additionnels.

Assignation
des témoins.

Un témoin peut être assigné soit pour déclarer ce qu'il connaît, soit pour produire quelque document qui se trouve en sa possession, soit pour ces deux objets à la fois.

Contenu de
l'assignation.

La résolution de la commission ordonnant l'assignation d'un témoin doit indiquer le lieu, le jour et l'heure où ce témoin devra comparaître et contenir l'énumération des documents que ce témoin devra produire.

Signatures.

La résolution de la commission doit être signée et la copie certifiée par le président.

Mode de la
signification.

La signification de cette assignation est faite par un huissier de la Cour supérieure conformément à l'article 128 du Code de procédure civile. Le président est autorisé à faire prêter serment aux témoins.

Refus de
comparaître.

Le témoin ainsi assigné qui, sans raison suffisante, ne comparait pas aux jour, lieu et heure indiqués, ou refuse, après sa comparution, de prêter serment, ou de répondre aux questions qui lui sont posées, ou de produire des documents ou autres choses concernant l'enquête et qu'il a en sa possession, est passible d'une amende n'excédant pas quarante piastres recouvrable par et au nom de la cité sur poursuite devant la Cour du recorder.

Amende.

Cette amende appartient à la cité.

Les articles 313, 314, 319, 320, 322, 324, 325, 326, 327, Dispositions 331 et 332, du Code de procédure civile s'appliquent dans applicables. l'espèce.

Les dépositions des témoins peuvent être prises par écrit au moyen de la sténographie par un sténographe officiel de la Cour supérieure, qui doit sous son serment d'office certifier la vérité et la fidélité de la transcription de ses notes, qui font alors foi de leur contenu. Dépositions prises à la sténographie.

Les témoins auront droit d'être taxés comme dans une cause de la Cour supérieure." Taxe des témoins.

33. L'article 536 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 45, et amendé par la loi 3 George V, chapitre 54, section 32, est de nouveau remplacé par le suivant :

" **536.** Nonobstant toute loi à ce contraire, nul droit d'action n'existe contre la cité pour dommages-intérêts résultant de blessures corporelles infligées par suite d'un accident, ou pour dommages à la propriété mobilière ou immobilière, à moins que dans les trente jours de tel accident ou de tels dommages, un avis écrit n'ait été reçu par la cité, mentionnant en détail les dommages soufferts, indiquant les nom, prénoms, occupations et adresse de la personne qui les a subis, donnant la cause de ces dommages, et précisant l'endroit où ils sont arrivés. Avis avant de poursuivre la cité pour dommages causés par accident, etc.

Aucune action en dommages-intérêts ou en indemnité ne peut être intentée contre la cité, avant l'expiration de trente jours de la date de la réception de l'avis ci-dessus. Délais pour l'action.

Le défaut d'avis ci-dessus ne prive pas cependant les victimes d'accidents de leur droit d'action, si elles prouvent qu'elles ont été empêchées de donner cet avis par force majeure ou pour d'autres raisons jugées valables par le juge ou le tribunal. Défaut d'avis non préjudiciable, dans certains cas.

34. La formule No 2 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacée par la suivante : Id., formule No 2, remp.

" No 2.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 62

Avis aux électeurs de la confection des listes électorales

Avis public est par les présentes donné que les listes électorales pour les divers quartiers de la cité de Montréal ont été remises au soussigné, et que, sous quinze jours de cette date, tout électeur, dans tout quartier, pourra donner avis, par écrit, au soussigné, qu'il s'adressera au recorder de la cité

pour faire amender la liste électorale pour tout quartier, soit en y ajoutant les noms de personnes omises ou en biffant les noms de personnes inscrites à tort. Cet avis doit spécifier les qualités des personnes dont on veut faire ajouter les noms et les causes d'inhabilité de celles dont on veut faire biffer les noms, et doit être signifié, à la diligence du requérant le ou avant le dix-septième jour de décembre 19 à toute personne dont on veut faire biffer le nom des listes électorales, par lettre recommandée, transmise à l'adresse mentionnée sur la liste. Et avis public est par les présentes donné que le recorder de la cité de Montréal siégera (*mentionner le jour, la date, l'heure et l'endroit*) dans le but de prendre en considération telles demandes ou plaintes, relativement aux dites listes électorales, qui auront été faites suivant la loi.

Par ordre,

Greffier de la cité.

Bureau du greffier de la cité,
Hôtel de ville,
Montréal

19 "

8 Ed. VII, c. 85, s. 24, am. **35.** La section 24 de la loi 8 Edouard VII, chapitre 85 est amendée en y ajoutant l'alinéa suivant:

Pensions, etc. " Les pensions, annuités, indemnités ou allocations qui seront accordées en vertu de la présente section, sont insaisissables et incessibles."

9 Ed. VII, c. 81, s. 37a, aj. **36.** La section suivante est insérée dans la loi 9 Edouard VII, chapitre 81, après la section 37 :

Ratification de cet emprunt, etc. " **37a.** L'emprunt autorisé par la section précédente ne fait pas partie de la dette fondée de la cité, et le règlement No 394, adopté par la cité de Montréal, le 15 novembre 1909, tel qu'amendé par le règlement No 511 adopté le 13 novembre 1913, concernant cet emprunt, est, par les présentes, ratifié et confirmé à toutes fins que de droit."

1 Geo. V, (1910), c. 48, s. 10, am. **37.** Les quatre premières lignes de la section 10 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, sont remplacés par les suivantes :

62 V., c. 58, s. 21i, remp. " **10.** L'article 21i de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 9 Edouard VII, chapitre 82, section 2, est remplacé par le suivant, à compter de l'élection des commissaires d'avril 1914."

Dispositions applicables aux expropriations. **38.** Nonobstant les dispositions contenues dans les lois 2 George V, chapitre 56, section 43 ; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 28, paragraphe 1, sous-paragraphe h ; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 28, paragraphe 1, sous-paragraphe k, tel qu'amendé par la loi 1 George V (2ème session), chapitre 60,

section 33 ; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 28, paragraphe 1, sous-paragraphe *l*, tel qu'amendé par la loi 2 George V, chapitre 56, section 47 ; 2 George V, chapitre 56, section 38 ; 2 George V, chapitre 56, section 36 ; 2 George V, chapitre 56, section 42 ; 2 George V, chapitre 56, section 35 ; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 28, paragraphe 1, sous-paragraphe *m*, tel qu'amendé par la loi 2 George V, chapitre 56, section 47, sous-paragraphe *b* ; 1 George V (2e session), chapitre 60, section 41 ; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 28, paragraphe 1, sous-paragraphe *n* ; les expropriations ordonnées ou autorisées par ces lois se feront en vertu de la loi des chemins de fer de Québec, au lieu de se faire en vertu des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909, mais le coût sera payé de la façon indiquée dans ces lois.

L'article 428 de la charte de la cité s'applique aux expropriations ci-dessus.

Cette disposition ne s'appliquera pas aux instances en expropriation actuellement pendantes.

39. Nonobstant toute loi à ce contraire, le coût total de l'acquisition à l'amiable ou de l'expropriation du terrain nécessaire pour l'ouverture de la rue Sherbrooke, à partir de la rue Fullum jusqu'à la rue Aylwin, sera imputé sur les fonds d'emprunt que la cité a à sa disposition pour travaux permanents.

Continuation de la rue Sherbrooke.

40. 1. La cité peut acquérir à l'amiable ou par expropriation, en suivant la procédure indiquée dans la loi des chemins de fer de Québec et ses amendements, tous terrains vacants ou bâtis situés dans le territoire de la ville de Lasalle et de la cité de Verdun et dont elle aura besoin pour les rues ou boulevards qu'elle se propose d'établir de chaque côté du canal de son aqueduc.

Terrains à acquérir dans la ville de Lasalle et la cité de Verdun.

2. La cité peut payer elle-même le coût d'acquisition de ces terrains et l'imputer sur le fonds d'emprunt, ou le charger, en tout ou en partie, aux propriétaires d'immeubles ayant front sur les boulevards projetés et qui bénéficient de l'amélioration proposée, que ces immeubles soient situés dans ses limites ou dans les limites de la ville de Lasalle ou de la cité de Verdun, pourvu que les propriétaires ou les successeurs des propriétaires qui ont cédé ou céderont gratuitement à la cité les terrains dont cette dernière aura besoin pour les fins susdites ne soient pas appelés à payer si la cité le décide.

Coût de l'acquisition des terrains, etc.

3. Cette répartition sur les propriétaires se fera suivant les dispositions de la charte de la cité.

Répartition.

4. La cité a le pouvoir de prendre possession, au fur et à mesure que le nécessitera l'avancement de ses travaux, de tous terrains quelconques vacants ou bâtis, avant même de les avoir acquis, en donnant aux propriétaires de ces terrains

Prise de possession de terrains.

un avis préalable de huit jours ; mais elle devra procéder à acquérir ces terrains avec toute la diligence voulue.

Dépôt d'une partie de l'indemnité.

5. Ces propriétaires pourront, si la cité ne commence pas l'expropriation dans les trente jours qui suivront l'expiration dudit délai de huit jours, s'adresser par requête à un juge de la Cour supérieure pour faire déposer par la cité, entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure, une somme représentant les deux tiers de la valeur réelle du terrain à exproprier. Cette valeur sera établie par affidavits. Ce dépôt pourra, à la discrétion du juge, être payé, en tout ou en partie, au propriétaire intéressé si le terrain à exproprier est libre de privilège et d'hypothèque.

Pas d'indemnité en certains cas.

6. La cité peut prendre possession, sans payer d'indemnité pour le fond, de toute rue ou partie de rue, de toute ruelle ou partie de ruelle, publique ou privée, qui se trouve sur le parcours desdits boulevards, mais elle n'aura pas le droit de les fermer.

Acquisition d'un surplus des immeubles requis.

7. La cité peut aussi, si elle le juge avantageux, acquérir de la même manière, plus que les immeubles dont elle a besoin pour les fins susdites, mais le coût de ce surplus sera supporté par elle seule.

Coût des travaux municipaux, etc.

8. La cité a seule le pouvoir de faire sur lesdits boulevards tous les travaux municipaux qu'elle peut faire sur les rues situées dans son territoire, et d'en charger le coût suivant les dispositions de sa charte aux propriétaires d'immeubles situés en bordure desdits boulevards. Cette disposition ne libérera pas la cité de l'obligation de pourvoir, à ses frais, à l'égouttement des eaux de surface provenant de tout ou partie du territoire de la ville Lasalle dont elle a intercepté ou interceptera le cours par la construction de son aqueduc et desdits boulevards.

Contrôle de certains terrains.

9. Les terrains faisant partie du canal de l'aqueduc et desdits boulevards resteront à perpétuité sous le contrôle exclusif de la cité.

Surveillance, etc.

10. La surveillance, l'éclairage et l'entretien desdits boulevards seront à la charge de la cité.

Réglementation des bâtiments.

11. La construction des bâtiments, de quelque nature que ce soit, sur les lots ayant front sur lesdits boulevards sera régie par les règlements de la cité concernant les bâtiments.

Alignement des bâtiments.

12. Tout bâtiment devra être construit à au moins vingt-cinq pieds de la ligne desdits boulevards.

Dommages aux immeubles, etc.

13. Si quelque dommage, dont la cité peut être tenue responsable, est causé à un immeuble par le fait de l'établissement desdits boulevards, il devra être tenu compte, dans l'appréciation du montant de dommages de la plus-value donnée à cet immeuble par ce même fait, et cette plus-value devra être déduite du montant des dommages soufferts.

14. Les dispositions de l'article 428 de la charte s'appliquent aux expropriations ci-dessus. Disposition applicable

41. Nonobstant toute loi ou règlement à ce contraire, la cité peut permettre de construire, établir ou maintenir sur l'avenue du Parc, entre l'avenue Mont-Royal et la rue Bernard, des magasins ou places d'affaires, si des propriétaires riverains représentant soixante et quinze pour cent de l'évaluation municipale le demandent. Magasins, etc., sur l'avenue du Parc.

42. Lorsqu'un propriétaire subdivise son terrain en lots à bâtir; que le plan de subdivision de ces lots est enregistré et qu'il dispose par vente, promesse de vente ou autrement, de ces lots bornés par une rue projetée sur ce plan, la cité peut, sur la demande d'un ou de plusieurs de ces acquéreurs ou prometteurs acquéreurs, faire sur ces rues projetées tous travaux municipaux qu'elle jugera à propos, sans être tenue de payer d'indemnité ou de dommages pour l'usage ou la possession de ces rues et charger le coût de ces travaux aux propriétaires riverains suivant les dispositions de la charte et des règlements. Cet article ne s'appliquera pas dans les cas où la cité est tenue d'ouvrir une rue, en vertu d'une loi particulière. Travaux municipaux sur les rues projetées, etc.

43. Tout rôle de répartition pour le coût d'une expropriation, dans les cas où il n'y est pas spécialement pourvu, se fera suivant les dispositions de l'article 450 de la charte. Rôle de répartition.

44. Toutes les propriétés immobilières que la cité possède actuellement et possèdera à l'avenir dans les limites de la ville de Lasalle et qui seront utilisées pour l'aqueduc de la cité de Montréal, ou comme rues ou boulevards, seront, à compter du premier janvier 1914, exemptées de toutes taxes municipales quelconques ainsi que des taxes scolaires. Certaines propriétés exemptes des taxes.

La présente disposition ne s'appliquera pas aux rôles actuellement en vigueur et se rapportant aux taxes générales annuelles, municipales ou scolaires, mais s'appliquera au rôle imposant des taxes spéciales payables par paiements annuels. Application de cet article.

45. Le bureau des commissaires peut faire vendre à l'encan par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession, si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit de vols ou ont été saisis ou confisqués par ses officiers de police ou se trouvaient en la possession de personnes qui sont mortes et aux Vente à l'encan de certains effets confisqués, etc.

funérailles de qui la cité a été obligée de pourvoir. Si ces biens sont réclamés après la vente, la cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

Règlement
No 506, ra-
tifé.

46. Le règlement No 506, intitulé : " Règlement établissant un fonds de pension pour les employés permanents de la cité de Montréal," adopté par le conseil de ville de Montréal le 16 octobre 1913, est déclaré valide et légal.

Résolution
du 19 août
1913, ratifiée.

47. La résolution adoptée par le conseil de ville de Montréal le 19 août 1913, à l'effet d'accepter l'offre de la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien de céder certain terrain pour l'élargissement du boulevard Gouin, est déclarée valide et légale, et la cité de Montréal, ainsi que la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, sont autorisés à donner effet à cette résolution.

62, V., c. 58,
s. 35a, aj.

48. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 35 :

Durée de la
charge des
échevins et
des commis-
saires.

" **35a.** Les échevins et les commissaires restent en charge depuis la prestation de leur serment d'office jusqu'au jour de l'élection à laquelle ils doivent être remplacés et pas au delà de cette époque.

Terme d'offi-
ce du maire.

Le maire reste en fonction depuis la prestation de son serment d'office jusqu'à ce que son successeur ait prêté le serment d'office requis par la loi."

Règlements
concernant
l'hygiène.

49. La cité peut, en sus des pouvoirs qui lui sont déjà accordés par sa charte, faire des règlements sur toute matière mentionnée dans la loi d'hygiène publique de Québec, (Statuts refondus, 1909, articles 3867 à 3982), mais sous les restrictions édictées par cette loi ; et les officiers chargés par la cité d'exécuter ces règlements et ceux passés pour le même objet sous l'empire des autres dispositions de la charte, ont, en sus de ceux que la cité peut leur conférer, tous les pouvoirs assignés par ladite loi aux officiers de l'autorité sanitaire municipale.

Dommmages
causés par le
changement
de niveau
d'un trottoir.

50. Lorsque, par suite du changement de niveau d'un trottoir, d'une rue ou d'une ruelle, quelque dommage est causé à une propriété bordant ce trottoir, cette rue ou cette ruelle, il devra être tenu compte, dans l'appréciation des dommages, de la plus-value donnée à cette propriété par ce changement de niveau et les travaux municipaux faits par la cité, et cette plus-value devra servir à compenser pour autant le dommage souffert.

51. Nonobstant les dispositions du septième alinéa du paragraphe *g* de la section 1 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, le conseil de la cité de Montréal peut, en suivant les formalités prescrites par la charte de ladite cité, amender, abroger ou remplacer le règlement No 37, concernant la construction d'édifices dans le quartier Ahuntsic.

52. La cité peut, nonobstant toute loi à ce contraire et nonobstant tout règlement passé par la chambre des notaires, prendre un ou des notaires à son emploi et leur payer un salaire annuel fixe pour tenir lieu des honoraires auxquels ils auraient droit en vertu du tarif.

53. L'acte de cession faite à la cité de Montréal, par dame Catherine Mitcheson, veuve de feu Stanley Clark Bagg, ès qualité, *et al*, passé devant Mre Robert A. Dunton, le troisième jour de décembre mil neuf cent treize, est, par les présentes, confirmé et ratifié.

54. La cité est autorisée à faire des contrats avec toute compagnie ou municipalité pour la fourniture de l'eau, l'utilisation et la construction de canaux d'égouts, lorsque ladite cité le juge désirable dans l'intérêt des habitants de son territoire.

55. En sus des pouvoirs qu'elle possède déjà de ce chef, la cité peut emprunter une somme d'argent n'excédant pas deux millions de piastres pour les fins de son aqueduc, et les emprunts qui seront faits sous l'autorité de la présente section ne feront pas partie de la dette fondée de la cité.

56. Le règlement No 514 concernant la pose des fils électriques, adopté le 17 novembre 1913, est, par les présentes, ratifié et confirmé.

57. Le coût des égouts qui seront construits à l'avenir dans le quartier Notre-Dame de Grâces sera payé par les propriétaires de la manière indiquée dans le règlement No 352 de la cité ou dans tout autre règlement qui pourra être adopté dans l'avenir.

Lorsqu'un égout sera construit et que le coût de cet égout sera mis à la charge des propriétaires, ces derniers auront droit d'être crédités, sur le montant qui leur sera chargé pour cet égout, du montant déjà chargé à raison des mêmes immeubles pour ce qui excède le coût d'un égout de quinze pouces. Dans le cas où le coût d'un égout de quinze pouces a déjà été chargé aux propriétaires, il sera crédité à chaque propriétaire, sur le montant qui lui sera chargé pour le nouvel

égout, ce qui a déjà été chargé à raison du même immeuble pour l'égout de quinze pouces, moins toutefois, la dépréciation pour l'usage, et ce, conformément à la section 13 dudit règlement 352.

Dispositions relatives à la répartition du coût des égouts.

Nonobstant les dispositions des règlements 35. et 60 passés par la ville de Notre-Dame de Grâces, le coût des égouts déjà faits, mais non encore réparti, sera chargé aux propriétaires suivant les dispositions dudit règlement No 352 et de la présente section.

Mode de confection des rôles.

Dans tous les cas prévus par la présente section, les rôles seront faits suivant la procédure indiquée dans l'article 450 de la charte, et l'article 564^m ne s'appliquera plus au quartier Notre-Dame de Grâces, en autant qu'il s'agit des égouts.

Rôles actuels.

Les rôles en vigueur ne seront pas affectés par la présente loi.

Mode de paiement de certaines taxes spéciales foncières.

58. Nonobstant toute loi à ce contraire et nonobstant les résolutions et règlements municipaux adoptés pour les fins générales ou spéciales par les différentes municipalités annexées à la cité de Montréal, et nonobstant les rôles de répartition pour taxes foncières spéciales actuellement en vigueur, et préparés en vertu de ces lois, résolutions et règlements, toute taxe spéciale foncière imposée et répartie en vertu desdits règlements, résolutions et desdits rôles, devra être payée à la cité en dix versements égaux annuels et consécutifs suffisants pour éteindre, dans l'espace de dix ans à compter du 1er mai 1914, ce qui reste dû en vertu de ces rôles avec intérêt à six pour cent sur toute balance restant due. Le premier versement deviendra dû le 1er mai 1914.

Dispositions applicables au paiement de certaines taxes.

Les dispositions de l'article 456 de la charte régleront, pour l'avenir, le mode de paiement des taxes qui seront imposées en vertu desdits règlements, lois ou résolutions.

3 Geo. V, c. 54, s. 40, remp.

59. La section 40 de la loi 3 George V, chapitre 54, est remplacée par la suivante :

Taux de l'intérêt sur les emprunts.

" **40.** Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité pourra, à l'avenir, fixer et payer le taux d'intérêt qu'elle jugera à propos pour tout emprunt ou renouvellement d'emprunt qu'elle est autorisée à faire en vertu de la loi.

Application de cet article.

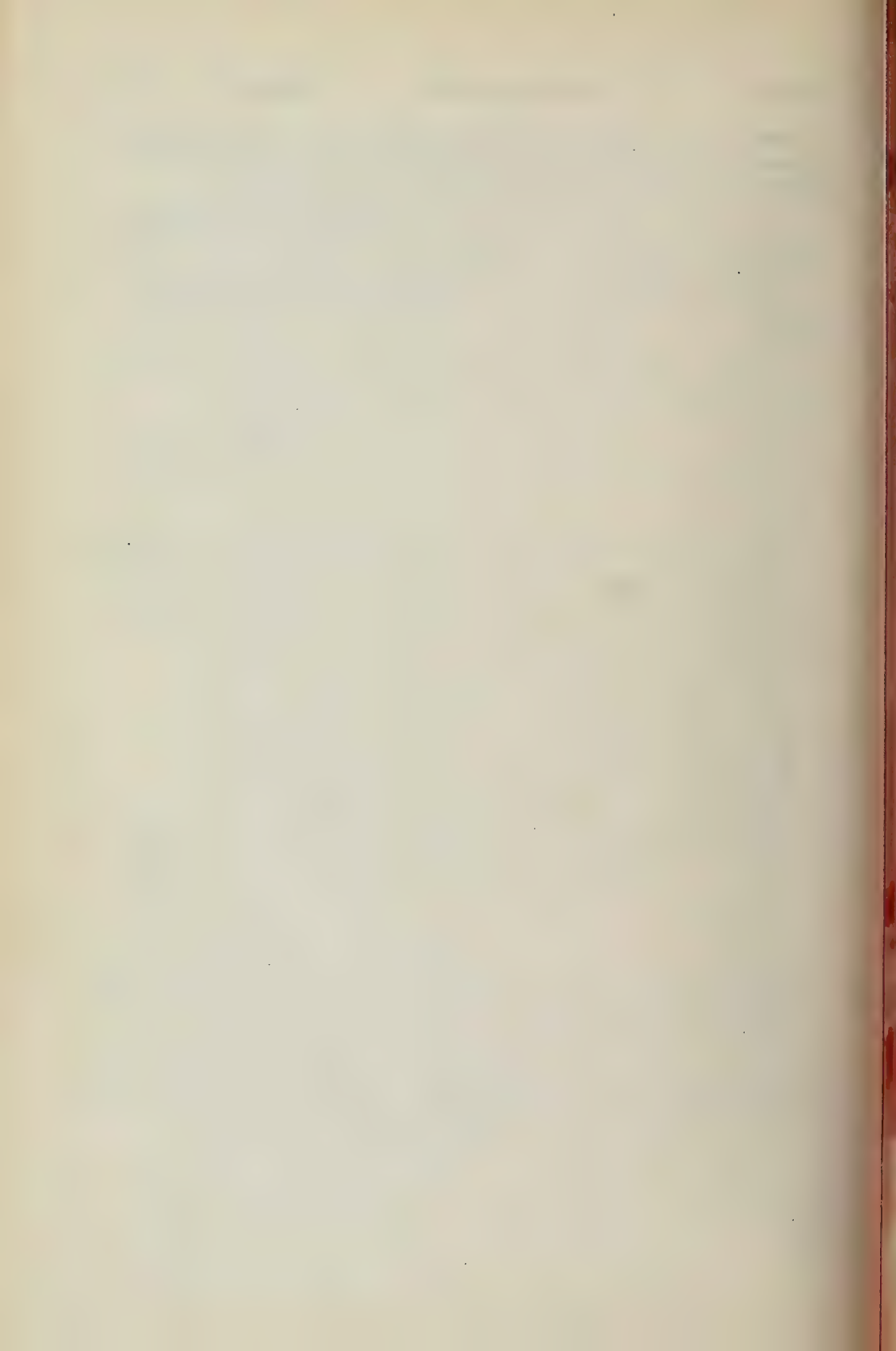
Cette disposition s'appliquera aussi aux emprunts déjà autorisés par les règlements de la cité portant les numéros 366, 384, 394, 423, 424, 425, 426, 441, 458 et 459, mais qui ne sont pas encore négociés".

60. L'article 421 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que 62 V, c. 58, remplacé par la loi 3 George V, chapitre 54, section 20, est ^{s. 421, am.} amendé en y insérant, après le deuxième alinéa, le suivant :

“ Pour que la cité de Montréal puisse exproprier une partie d'immeuble non requise pour les fins ci-dessus proposées, elle ne pourra le faire qu'avec le consentement du propriétaire ”

61. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Consente-
ment du pro-
priétaire.
Entrée en vi-
gueur.



Loi amendant la

Charte de la Cité de Montréal

Sanctionnée le 5 mars 1915

5 GEORGES V, CHAPITRE 89



MONTREAL

1915

Loi amendant la

Charte de la Cité de Montréal

Sanctionnée le 5 mars 1915

5 GEORGES V, CHAPITRE 89



MONTREAL

1915

5 GEORGE V

CHAP. 89

Loi amendant la charte de la cité de Montréal

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que la cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui l'amendent, soient modifiées à l'effet mentionné ci-dessous, et que le règlement 529 adopté le 22 juin 1914, soit validé vu les doutes qui paraissent exister sur sa légalité, et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

Préambule.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 44a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 1 Georges V (2ème session), chapitre 60, section 5, est remplacé par le suivant:

62 V., c. 58, s 44a. remp.

“44a. Les compagnies ou corporations à fonds social peuvent être inscrites sur la liste des électeurs et voter au nom et par l'entremise d'un représentant de la compagnie, dûment autorisé à cet effet, par une résolution, dont copie doit être produite chez le greffier de la cité, le ou avant le vingt-cinq novembre, et elles peuvent exercer ce droit dans tous les quartiers où elles paient des taxes, et qu'elles devront indiquer; pourvu que ce représentant soit, lorsqu'il est autorisé et lorsqu'il est appelé à exercer son suffrage, directeur ou employé de la compagnie. Lesdites compagnies doivent dans

Droit de vote des Cies à fonds social, etc.

leurs demandes d'inscription indiquer les quartiers où elles paient des taxes et veulent exercer leur droit de voter.

Production de
résolution.

Ladite résolution servira, pour les fins susdites, tant et aussi longtemps qu'elle ne sera pas remplacée par une autre résolution au même effet, laquelle devra être produite à l'époque indiquée ci-dessus.

Id., s. 46,
remp.

2. L'article 46 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant :

Fixation de
l'endroit où le
vote doit être
donné.

“46. Lorsque l'électeur n'a pas qualité à raison de sa résidence, le président des estimateurs doit fixer, d'après son jugement, l'endroit où ce vote peut être le plus commodément reçu pour le maire.

Lorsque le président des estimateurs n'a pas indiqué l'endroit où cet électeur peut voter ou lorsque la lettre X a été apposée par erreur à son nom, l'électeur privé de son droit de vote peut l'obtenir en déclarant sous serment, devant le greffier de la cité, le jour de l'élection, qu'il n'a pas déjà voté à ladite élection pour le maire ou les commissaires, et le greffier doit lui remettre un certificat l'autorisant à voter et indiquant le poll où il peut voter.”

Id., s. 46a, aj.

3. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 46 :

Pouvoir du
greffier dans
le cas d'un
électeur omis
de la liste

“46a. Le greffier de la cité a aussi le droit, le jour de l'élection, de donner le droit de vote à l'électeur dont le nom, omis de la liste électorale, est inscrit sur le rôle d'évaluation et qui possède le cens électoral requis par la loi, pourvu que cet électeur prête, devant le sous-officier-rapporteur, serment qu'il n'a pas déjà exercé le droit de vote que lui confère ce certificat et qu'il a le cens électoral voulu par la loi”.

Id., s. 173,
am.

4. L'article 173 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé en en retranchant le dernier alinéa ajouté par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 16.

Id., s. 176a,
aj.

5. L'article suivant est inséré après l'article 176 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 17 :

Relevé de la
votation.

“176a. L'ouverture des boîtes relativement à l'élection du maire et des commissaires ne pourra être exigée

que sur des déclarations sous serment par un candidat et un électeur, démontrant qu'il y a lieu de croire que les relevés de la votation, transmis au greffier de la cité, sont erronés ou frauduleux et ne correspondent pas aux doubles déposés dans la boîte et que le résultat peut ainsi être changé".

6. L'article 335*b* de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 29, est remplacé par le suivant: Id., s. 335*b*, remp.

"**335*b*.** Les fonds votés et non dépensés pendant l'année civile restent disponibles pendant l'année suivante pour l'exécution des travaux déjà décidés, entrepris, ordonnés ou commencés, et pour lesquels ces fonds ont été votés". Emploi des crédits non dépensés pendant l'exercice.

7. L'article 358 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant: Id., s. 358, am.

"Ledit article s'applique aussi, nonobstant les restrictions qu'il contient à ce sujet, au principal des emprunts temporaires ou autres autorisés et effectués par la cité depuis la mise en vigueur de ladite loi 62 Victoria, chapitre 58, et s'applique aussi au principal des emprunts que la cité fera à l'avenir." Application de cet article à certains emprunts.

8. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 361: Id., s. 361*a*, aj.

"**361*a*.** Un bâtiment en voie de construction commencé depuis la mise en vigueur du rôle d'évaluation précédent et qui n'est pas prêt à être occupé, n'est ni évalué ni imposé." Bâtiments en construction.

9. L'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 37 et 38; 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 13 et 14; 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 21 et 22; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 16; 1 George V, (2e session), chapitre 60, section 19; 2 George V, chapitre 56, section 20; 3 George V, chapitre 54, section 17; et 4 George V, chapitre 73, section 15, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe "*m*" par le suivant: Id., s. 364, am.

"*m*. Une taxe spéciale n'excédant pas \$1000.00, par jour, sur les cirques, ménageries, ou représentations et spectacles ambulants;" Cirques, etc.

Id., s. 364, am.

10. Le paragraphe *z* de l'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 38, et remplacé par la loi 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 19, est de nouveau remplacé par le suivant:

Salles de concert, etc.

(*z*) Une taxe spéciale n'excédant pas \$500.00 sur tout propriétaire, occupant ou locataire de salle de concert, de représentations théâtrales; une taxe spéciale n'excédant pas \$0.85 centins pour chaque siège capable de contenir une personne, sur tout propriétaire occupant ou locataire de salle où l'on donne des exhibitions de vues animées; une taxe spéciale n'excédant pas \$100.00, sur tout propriétaire, occupant ou locataire de salle de danse; une taxe spéciale n'excédant pas \$50.00, sur tout propriétaire, occupant ou locataire de musée ou de salle d'amusements quelconques où il est payé un droit d'entrée. Pour prévenir les incendies la cité peut mettre un de ses pompiers dans les salles de concert, de représentations théâtrales ou d'exhibition de vues animées pour la durée de chaque représentation donnée dans ces salles".

Id., s. 441, remp.

11. L'article 441 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 4 George V, chapitre 73, section 21, est de nouveau remplacé par le suivant:

Effet de la sentence arbitrale.

"**441.** Dans toute expropriation, le rapport, le jugement ou la sentence arbitrale fixant l'indemnité constituera en faveur de la cité son titre à la propriété de l'immeuble, de la servitude ou du droit exproprié.

Enregistrement d'une copie de la sentence arbitrale.

L'enregistrement d'une copie ou d'un extrait de ce rapport, de ce jugement ou de cette sentence, certifié par le dépositaire d'iceux, accompagné du reçu ou du duplicata du reçu du protonotaire dans le cas où l'indemnité a été déposée entre ses mains, ou d'une copie de la quittance, lorsque l'indemnité a été payée à la partie expropriée, sera suffisant pour toute fin quelconque sans que la cité soit obligée de faire enregistrer d'autres titres de propriété. Le registraire de toute division d'enregistrement devra accepter ces documents et les enregistrer".

Id., s. 452, remp.

12. L'article 452 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, section 44, et 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 23, est de nouveau remplacé par le suivant:

“452. Le conseil peut, en tout temps, par règlement ou résolution, ordonner que tout immeuble sur lequel il n’y a pas de bâtiments situés entre l’ancien alignement et la nouvelle ligne homologuée d’une rue quelconque, soit exproprié lorsque le propriétaire de tel immeuble cède à la cité, par écrit, le terrain lui appartenant pour être ainsi exproprié, et dont l’inspecteur de la cité doit immédiatement faire un plan.

Expropriation de terrains, si un immeuble est bâti sur le nouvel alignement homologué.

Le maire nomme alors deux des estimateurs de la cité pour établir la valeur du terrain ainsi cédé à la cité. Ces estimateurs évaluent le terrain au prix porté au rôle d’évaluation pour l’année courante, et en font rapport par écrit, au conseil. Après que leur rapport a été confirmé par le conseil, il est renvoyé à l’inspecteur de la cité et aux deux estimateurs susdits, avec instruction de répartir une moitié du coût du terrain exproprié sur les terrains seulement situés de chaque côté de la rue, dans les limites qu’ils fixent suivant la longueur de la ligne de front, en proportions égales.

Estimation de terrain cédé.

L’autre moitié du coût de telle expropriation devra être supportée par la cité. Les propriétaires taxés auront le droit de faire les paiements de ces contributions en cinq paiements annuels égaux, avec intérêt sur la balance au taux légal.

Cette disposition s’appliquera à toute expropriation future et aussi à celles qui ont été faites ou commencées depuis le premier janvier 1914, et aussi à celles qui ont été faites avant cette date et dont les rôles ont été préparés depuis le premier janvier 1914, et les rôles de perception seront corrigés en conséquence. Aucune autre expropriation ne sera commencée, d’après les dispositions du présent article, durant les cinq années à venir.

Application.

Après que le rôle de répartition a été certifié par l’inspecteur de la cité et les deux estimateurs susdits et déposé entre les mains du trésorier de la cité, il équivaut à un rôle final de contribution spéciale et a la même force et le même effet.

Rôle de répartition.

Le propriétaire dont le terrain a été exproprié est payé pour tel terrain, sans intérêt, dans les trois mois de la date du dépôt du rôle. Mais dans le cas où l’immeuble ainsi exproprié serait grevé de quelque hypothèque ou créance privilégiée, alors les dispositions des

Délai pour le paiement.

articles 440, 442, 443, 444 et 445 de la charte s'appliquent, sauf incompatibilité.

Emission
d'obligations
temporaires.

Afin de payer le coût de l'expropriation, la cité a le droit d'émettre des obligations temporaires, conformément à l'article 355 de cette charte, et ce droit s'étend à toutes les expropriations de même nature qui ont été faites et qui ne seront pas réglées à la date de la sanction de la présente loi."

Id., s. 562a,
aj.

13. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 562:

Femmes
constables.

"562a. La cité a le pouvoir de nommer des femmes pour agir comme constables, agents de police ou détectives spéciaux, et ces femmes seront sujettes aux dispositions de la charte et des règlements municipaux concernant les hommes de police, constables et détectives."

9 Ed. VII, c.
81, s. 39a, aj.

14. La loi 9 Edouard VII, chapitre 81, est amendée en ajoutant après la section 39, telle qu'amendée par la loi 2 George V, chapitre 56, section 30, et par la loi 3 George V, chapitre 54, section 37, la section suivante:

Lignes
aériennes.

"39a. Toutes les dépenses encourues en vertu du paragraphe 9 de la section 39 de ladite loi 9 Edouard VII, chapitre 81, telle qu'amendée par les lois ci-dessus, ainsi que le coût de la construction de toute ligne aérienne, pourront être imputés sur le fonds d'emprunt autorisée par le paragraphe 10 de ladite section 39, et feront partie du capital engagé par la cité pour la construction des conduits souterrains; mais le coût de la construction desdites lignes aériennes sera supporté par les personnes ou compagnies qui en feront usage, de la manière, dans le délai et dans les proportions déterminés par la Commission des services électriques de la cité de Montréal."

Limites de
certains quar-
tiers.

15. La cité est autorisée à modifier, par règlement, les limites des quartiers Saint-Denis, Bordeaux, Laurier, DeLorimier, Rosemont et Mercier.

Quartier

Quartier
Mercier.

16. Le quartier Longue-Pointe sera à l'avenir connu et désigné sous le nom de "Quartier Mercier".

Pavages, etc.

17. La cité, pendant l'année 1915, peut imputer sur le fonds d'emprunt autorisé par les articles 343 et

343a de la charte une somme n'excédant pas quatre cent mille piastres, pour réparations aux pavages permanents, aux trottoirs permanents, au macadam et pour construction de macadam, réparations et améliorations des rues généralement et une somme n'excédant pas deux cent mille piastres pour les fins prévues à l'article 338a de la charte de la cité.

18. La cité peut imputer sur les emprunts autorisés par les articles 343 et 343a de sa charte, le coût de la construction de bateaux pour faire le service de traversiers entre la cité et l'Ile Sainte-Hélène, ainsi que le coût de la construction de quais et débarcadères pour cette traverse.

Traverse de l'Ile Ste-Hélène.

19. La cité de Montréal est exempte de toute taxe scolaire qui pourrait être imposée sur les immeubles lui appartenant et situés dans ses limites et occupés ou utilisés pour des fins publiques.

Exemption de taxes scolaires.

Cette disposition n'affectera pas les rôles en vigueur.

20. La cité ne peut être forcée par voie de *mandamus* ou autre procédure judiciaire, à remplir, avant le 1er janvier 1917, les obligations mises à sa charge par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 1.

Annexions, etc.

Cette disposition n'affectera pas les causes pendantes à la date du premier février 1915.

21. La cité est dispensée de l'obligation de pourvoir d'une salle publique le poste de police et de pompiers qui sera construit au centre du quartier Notre-Dame de Grâce.

Poste-de-police du quartier N.-D. de Grâce.

22. La cité est dispensée de l'obligation d'établir un poste de pompiers et de police dans l'hôtel de ville de l'ancien village de Rosemont.

Poste de police à Rosemont.

23. Le conseil peut, sur rapport du bureau des commissaires, faire avec les propriétaires d'immeubles situés sur les rues suivantes :

Exemption de certaines taxes pour certains propriétaires.

Saint-André, à partir de la hauteur des terres à la rue Bélanger, et de la hauteur des terres à la rue Villeroy, (ci-devant rue Rose-Délina), (côté ouest) ;

Saint-André, de la rue Beaubien à la rue Bélanger. (côté ouest) ;

Westmount, du chemin de la Côte des Neiges aux limites de Westmount, (côté sud);

Saint-Christophe, de la rue Cherrier à la rue Roy;

Saint-Christophe, de la rue Duluth à la rue Marianne;

Brennan, de la rue Prince à la rue Anne;

Mentana, de la rue Rachel à l'avenue Mont Royal, (côté est);

Mentana, de l'avenue Mont-Royal à la rue Gilford, (côté est);

Mentana, de la rue Gilford à l'avenue Laurier, (côté est);

Robin, de la rue Beaudry à la rue Saint-André;

Boyer, du chemin de fer Pacifique Canadien à la rue Beaubien, (côté ouest);

Saint-Elie, de la rue Châteaubriand jusqu'au bout de l'égout allant vers l'ouest, (côté nord);

Avenue Minto, de la rue Saint-Jacques au chemin de fer Pacifique-Canadien, (côté ouest);

De Létang;

Avenue Seaforth;

des arrangements afin d'exempter lesdits propriétaires du paiement de tout ou de partie des montants qui leur sont chargés pour la construction des égouts.

Commuta-
tion de cer-
taines taxes.

24. La cité peut faire des arrangements avec le gouvernement du Canada pour capitaliser et commuer les taxes exigibles en vertu des règlements municipaux pour la construction de caveaux, voûtes, ponts ou tunnels au-dessus ou au-dessous de toute rue ou voie publique.

Les arrangements de cette nature qui ont été faits avec le gouvernement du Canada sont déclarés valides et légaux.

Vitesse des
camions auto-
mobiles.

25. Nonobstant les dispositions contenues dans les articles 1388 à 1424 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et leurs amendements, la cité peut réglementer la vitesse des camions-automobiles qui transportent des effets, marchandises ou matériaux dans les rues de la cité en décrétant que ces camions ne pourront circuler que sur les rues que la cité désignera, et ne pourront aller à une vitesse plus grande que quatre milles à l'heure.

26. Le conseil peut, par règlement, imposer et prélever, pour venir en aide aux hôpitaux et aux institutions de charité de la cité seulement une taxe d'un sou sur chaque prix d'entrée ou pour ou sur chaque personne admise à un théâtre, à une salle de vues animées, salle d'amusements, de concert, à un cirque, à un terrain de jeux, de courses, patinoir, ou à tout autre endroit dans la cité où l'on donne un spectacle ou représentation de quelque nature que ce soit et où un prix d'entrée est perçu et exigé; pour obliger les propriétaires, locataires ou occupants desdits théâtres et autres lieux ci-dessus mentionnés ou toute autre personne les exploitant, à percevoir eux-mêmes ladite taxe et à en rendre compte à la cité sous peine d'en être tenus personnellement responsables, et pour adopter toute autre mesure qu'elle jugera nécessaire pour assurer la perception de ladite taxe et même se réserver le droit exclusif de vendre lesdits billets, et pour obliger lesdits hôpitaux et lesdites institutions de charité désirant bénéficier du produit de ladite taxe, de transmettre à la cité les rapports qui seront requis d'eux; et pour infraction à tout règlement passé en vertu de la présente section par la personne porteur d'une licence pour lesdits théâtres, ou autres lieux ci-dessus mentionnés, imposer comme pénalité, en outre de celle déjà prévue par la charte, la suspension ou même la révocation de telle licence.

Taxe sur les prix d'entrée, etc., dans les théâtres, etc., en faveur de certaines institutions de charité.

Le produit de cette taxe, déduction faite des dépenses encourues par la cité aux fins de sa perception ou autres, devra être distribué aux hôpitaux et institutions de charité dans la cité, proportionnellement au nombre de lits occupés gratuitement et pour le temps qu'ils seront occupés par des patients résidant dans la cité depuis au moins six mois; mais, en aucun cas, cette taxe ne sera recouvrable des propriétaires des endroits de plaisir ci-dessus mentionnés.

Distribution du produit de la taxe.

27. Le conseil peut autoriser le bureau des commissaires à faire exécuter des travaux municipaux à la journée au lieu de les faire exécuter par contrat.

Exécution des travaux municipaux.

28. Le règlement No 529, intitulé "Règlement modifiant les limites des quartiers St-Denis et Bordeaux," adopté par le conseil de ville de Montréal, le 22 juin 1914, est par les présentes, ratifié et confirmé.

Ratification d'un règlement.

Ratification
d'un acte de
vente.

29. L'acte de vente de partie du lot No 1696, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, consenti par le Très Rév. John C. Farthing D. D., en sa qualité de Lord évêque de Montréal, une corporation simple, *et al*, à la cité de Montréal, par acte consenti devant Mtre Jean Beaudoin, notaire, le 23 janvier 1915, sous le No 7085 des minutes de son répertoire, est confirmé.

Libération des
charges, etc.

Par le paiement aux vendeurs du prix de vente aux termes dudit acte, l'immeuble vendu sera libéré de toutes charges quelconques et la cité de toutes responsabilités envers ceux qui pourront prétendre avoir des droits dans le ou sur ledit immeuble. Les vendeurs sont autorisés à employer ledit prix de vente pour des fins religieuses ou toutes autres fins qu'ils jugeront convenables.

Id., s. 21s, aj.

30. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 21r, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 73, section 3:

Règlements
du bureau des
commissaires.

"21s. Le bureau des commissaires pourra, par résolution, faire mettre à exécution des règles et règlements pour sa gouverne intérieure, pour la conduite de ses délibérations et pour le maintien de l'ordre durant ses séances, et, tant que tels règles et règlements n'auront pas été adoptés et mis en force, les règles 8, 14, 16, 19, 25, 26, 30, 32, 33, 35, 37, 48, 49, 52, 53, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 70 et 123 du conseil s'appliqueront, *mutatis mutandis*, au bureau des commissaires.

Il sera loisible au bureau des commissaires de modifier, de temps à autre, les règles et règlements qu'il aura ainsi adoptés.

Id., s. 21i,
remp.

31. L'article 21i de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 9 Edouard VII, chapitre 82, section 2, et tel que remplacé par la loi I George V, (2e session), chapitre 48, section 10, est de nouveau remplacé par le suivant:

Election des
commissaires.

"21i. Les membres du bureau des commissaires, à l'exception du maire, sont élus pour une période de quatre ans; cependant deux des quatre premiers commissaires élus, qui sont désignés au sort, sortent de charge à la fin de la deuxième année, et deux autres commissaires sont élus à leur place pour une période

de quatre ans. Les commissaires qui sortent ainsi de charge sont rééligibles.

Pour le tirage au sort dont il est fait mention dans le présent article, l'on procédera de la manière suivante, à savoir: Mode du tirage au sort.

Le tirage aura lieu dans le bureau du greffier de la cité, sous la présidence et la direction dudit greffier ou de l'assistant-greffier, au jour et à l'heure fixés par ledit greffier mais devant être dans le cours du mois de novembre 1915.

Un avis écrit, d'au moins huit jours, devra être donné par le greffier aux quatre commissaires intéressés, ainsi qu'au maire, indiquant le jour, l'heure et l'endroit où se fera le tirage, et le maire, les commissaires ou leurs représentants assisteront audit tirage, ainsi que toute autre personne que le greffier pourra requérir, et un procès-verbal sera dressé et gardé par le greffier. Avis aux commissaires.

Les numéros 1, 2, 3 et 4 seront inscrits respectivement, sur quatre feuilles de papier séparées et semblables, lesquelles, après avoir été pliées seront jetées dans une boîte ou autre réceptacle choisi par le greffier. Procédure.

Les commissaires seront ensuite invités tour à tour, suivant l'ordre alphabétique de leur nom de famille, à tirer un numéro, et, en l'absence de l'un ou de plusieurs commissaires, le greffier pourra demander au maire ou, en l'absence de ce dernier, à toute autre personne qu'il désignera, de tirer pour et à la place du ou des commissaires absents. Procédure.

Les deux commissaires qui auront personnellement ou par leurs représentants, ou, en leur absence, par le maire ou autres personnes désignées par le greffier, tiré les numéros 3 et 4 seront, par le fait même, désignés comme sortant de charge à la fin de la deuxième année, et il sera du devoir du greffier de leur en donner avis et d'agir en conséquence." Commissaires sortant de charge.

32. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

CEDULE A

No 529

Règlement modifiant les limites des quartiers
Saint-Denis et Bordeaux

(Adopté le 22 juin 1914)

Attendu qu'il est à propos de modifier les limites des quartiers Saint-Denis et Bordeaux;

A une assemblée spéciale du conseil de la cité de Montréal, tenue dans l'hôtel de ville, ce vingt-deuxième jour de juin 1914, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite cité, à laquelle assemblée sont présents: Son Honneur le Maire, M. Médéric Martin, les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Giroux, Larivière, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Barbeau, Dubois, Pauzé.

Il est ordonné et décrété par ledit conseil comme suit:

Section 1.—Les bornes du quartier Saint-Denis sont modifiées en détachant du quartier Saint-Denis et en ajoutant au quartier Bordeaux: (1) Cette partie de la paroisse de Saint-Laurent annexée à la cité pour faire partie du quartier Saint-Denis, par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 1; (1) La ci-devant municipalité du village de Villeray annexée à la cité de Montréal en vertu du règlement No 334, adopté le 11 septembre 1905, et faisant actuellement partie du quartier Saint-Denis; (3) Cette partie de la partie du territoire de la paroisse du Sault-au-Récollet, annexée à la cité de Montréal, en vertu du règlement No 360, adopté le 5 novembre 1906, et faisant actuellement partie du quartier Saint-Denis, comprenant le numéro 332 du cadastre, et le résidu du No 490 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et leurs subdivisions.

Le résidu en dernier lieu mentionné étant borné comme suit: au nord-est par le numéro du cadastre 487 de la paroisse du Sault-au-Récollet, au sud par la

rue Jarry, au sud-ouest par le numéro du cadastre 2630 de la paroisse de Saint-Laurent, et au nord-ouest par le chemin de la Côte Saint-Michel.

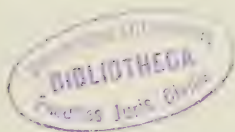
Section 2.—Le quartier Bordeaux contiendra à l'avenir, en outre de ce qu'il contient déjà, les parties de territoires décrites dans la section première, et ce, pour toute fin municipale quelconque.

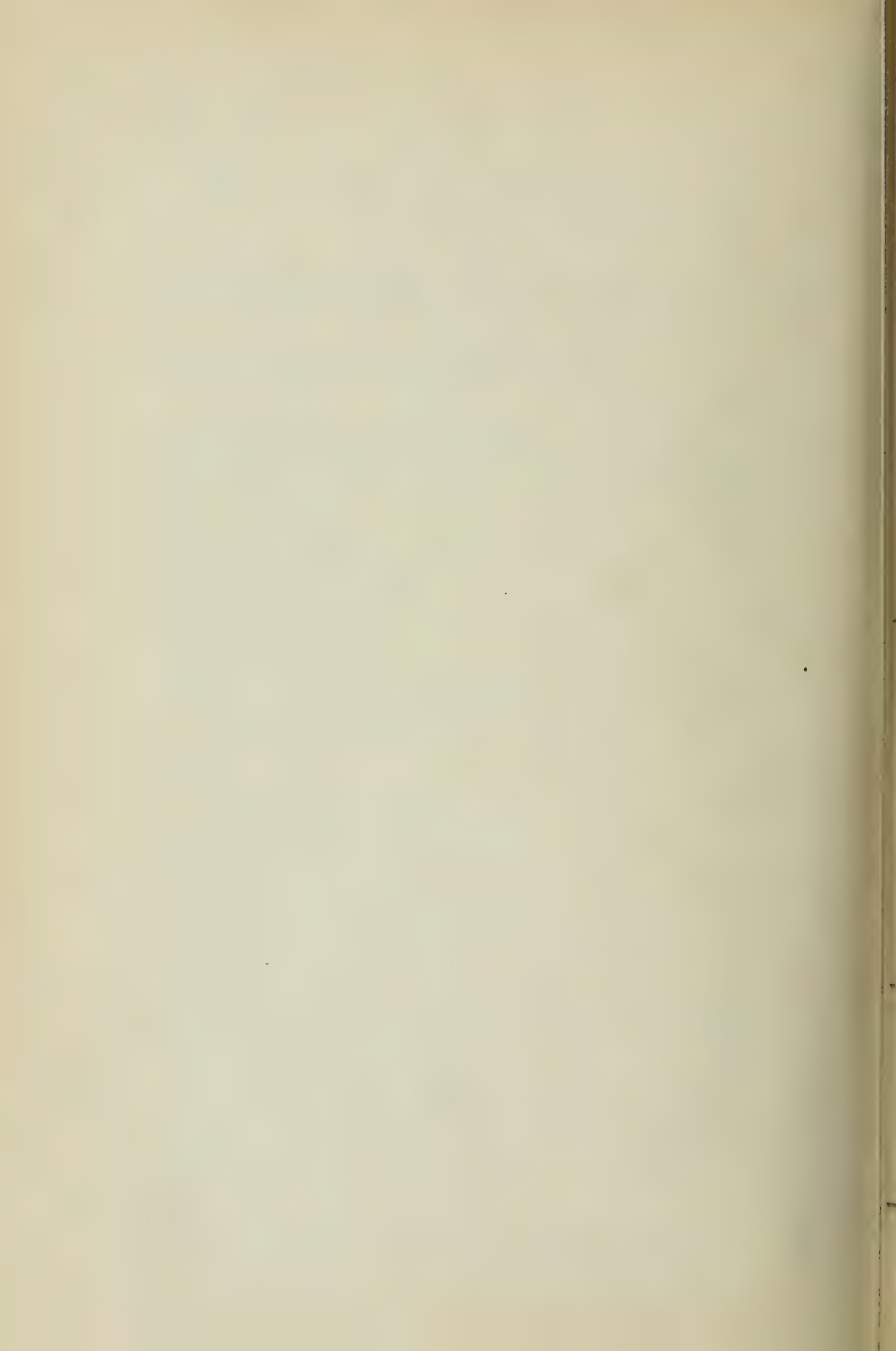
Section 3.—Tous les règlements ou parties de règlements incompatibles avec le présent règlement sont par les présentes abrogés et annulés.

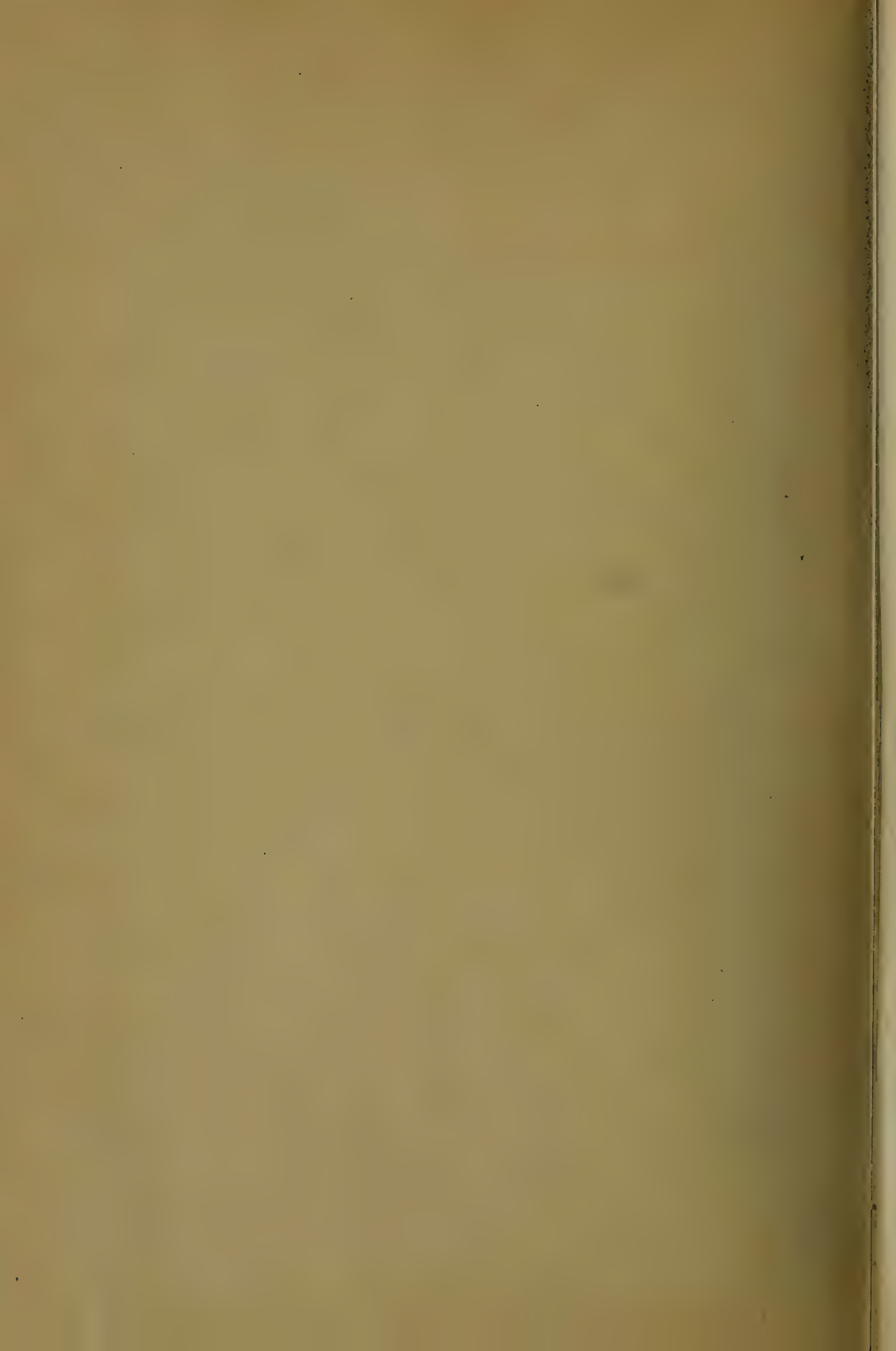
Section 4.—Le présent règlement n'entrera en vigueur que lorsqu'il aura été ratifié par la Législature de Québec.

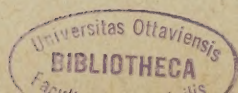
(Certifié),

J. CREPEAU,
Asst-greffier de la cité.









CE



a39003



008982919b

DATE DUE

21-2-91

March

CAT. NO. 1137

